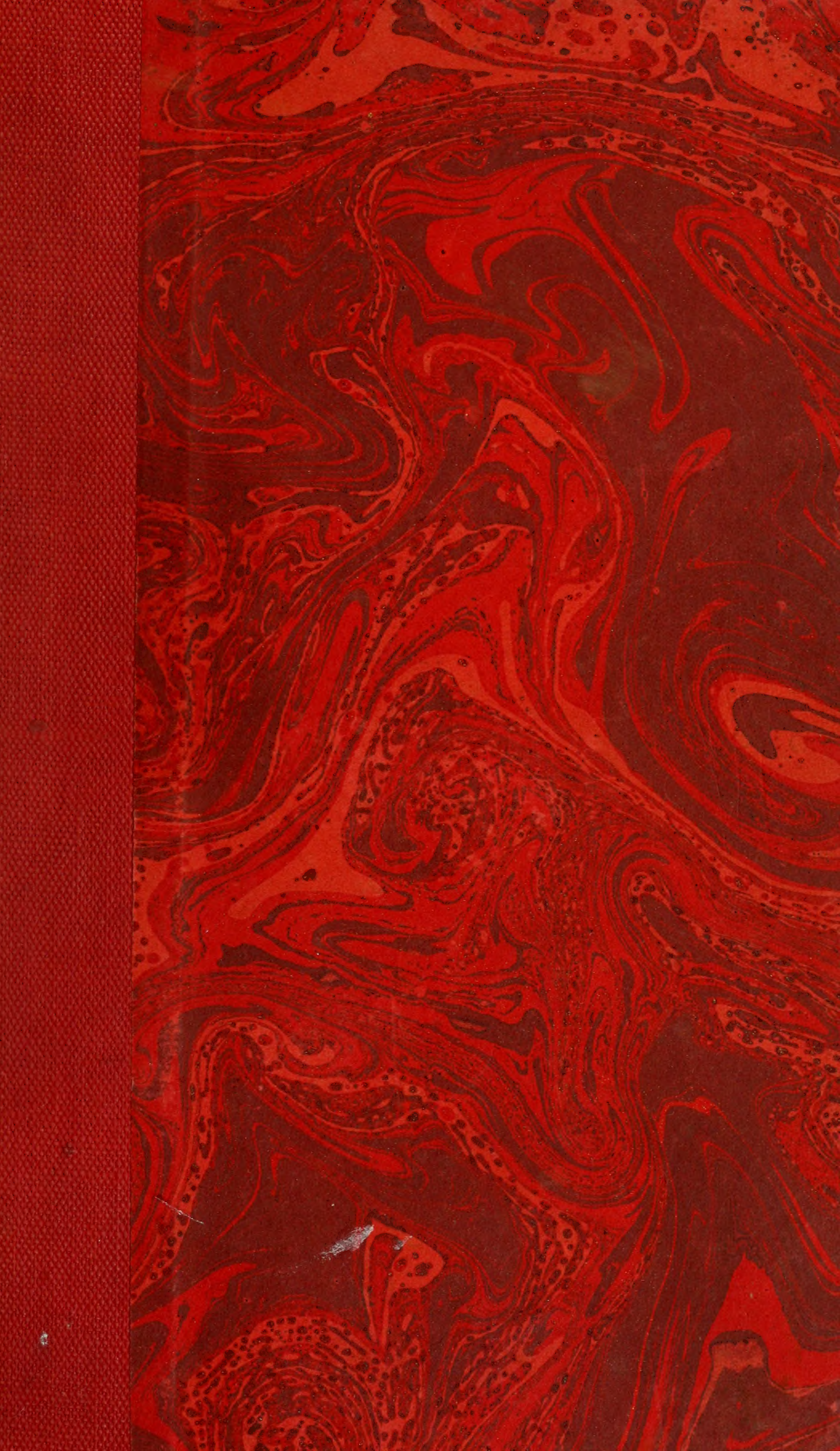
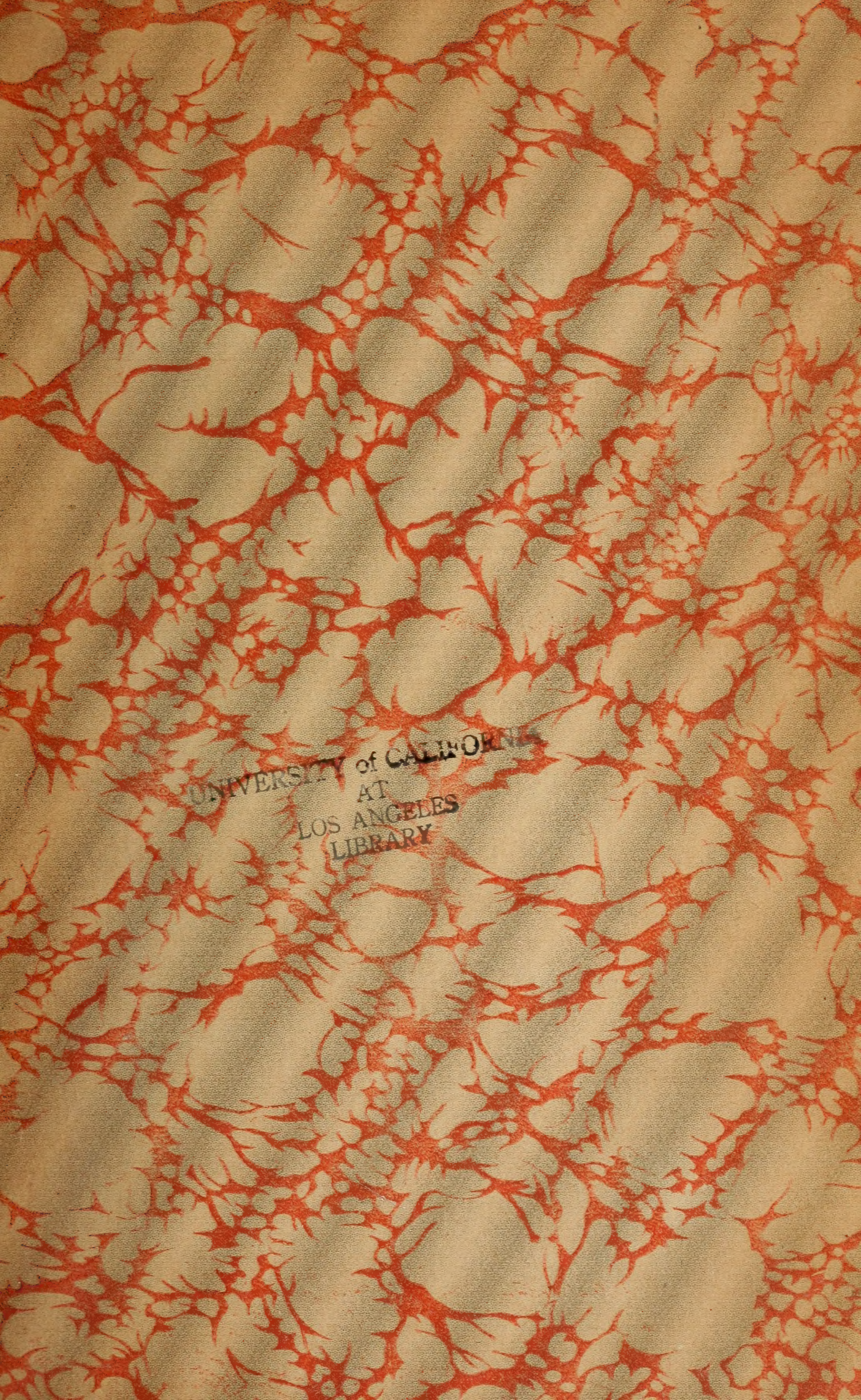





UNIVERSITY of CALIFORNIA
AT
LOS ANGELES
LIBRARY

LES

GUERRES

SOUS

LOUIS XV,

PAR

LE COMTE PAJOL,

GÉNÉRAL DE DIVISION.

TOME I.

(1715-1739.)



PARIS,

LIBRAIRIE DE FIRMIN-DIDOT ET CIE,

IMPRIMEURS DE L'INSTITUT, RUE JACOB, 56.

—

1881.



LES GUERRES SOUS LOUIS XV.

Souviens-toi des jours anciens, réfléchis sur les générations écoulées; consulte tes pères, ils t'instruiront; interroge tes ancêtres, ils te répondront.

(*Deutéronome*, XXXII, 7.)

L'étude des textes ne peut jamais être assez recommandée ; ayez les choses de première main ; puisez à la source.

(LA BRUYÈRE, *Maximes.*)

TYPOGRAPHIE FIRMIN-DIDOT. — MESNIL (EURE).

LES

GUERRES

SOUS

LOUIS XV,

PAR

LE COMTE PAJOL,

GÉNÉRAL DE DIVISION.

TOME I.

(1715-1739.)



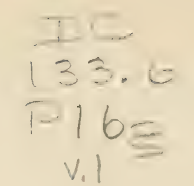
PARIS,

LIBRAIRIE DE FIRMIN-DIDOT ET Cie,

IMPRIMEURS DE L'INSTITUT, RUE JACOB, 56.

—

1881.



HOMMAGE

A S. A. R. Mgr LE DUC D'AUMALE,

GÉNÉRAL DE DIVISION, COMMANDANT EN CHEF,
MEMBRE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE ET DE L'INSTITUT.

Mon général,

Notre vaillante famille gauloise a toujours occupé le monde par ses exploits; toutes nos guerres ont été écrites; seules, celles du règne de Louis XV sont restées sans historien. Cependant à cette époque, comme en d'autres temps, notre nation contribua par ses armées et par ses idées à fonder des trônes, à propager l'œuvre de civilisation des peuples.

Lorsque, jeune capitaine, j'avais l'honneur d'être attaché à votre personne, au camp de la Gironde, aux expéditions de l'Ouarensenis, dans l'inspection de nos extrêmes avant-postes en Algérie, souvent dans les longues journées au pas de nos chevaux, ou le soir au bivouac, vous nous entreteniez avec cette verve, cette chaleur de la jeunesse, que les ans, grâce à Dieu, n'ont pas détruite, de la politique des bords du Rhin, de tous les champs de bataille des temps passés et des éventualités de l'avenir.

Votre intelligence, entraînée par cette loi de l'hérédité, par ce goût inné pour tous les détails de la guerre, faisait vibrer dans votre cœur des sentiments élevés, que vous rendiez si bien; ces impressions me sont encore vivantes.

Vous vous prépariez à prendre le gouvernement de l'Algérie. C'est au journal de marche dont j'étais chargé, à vos appréciations, à vos rapports au maréchal Bugeaud, si mûrement réfléchis, à ces récits historiques dont votre mémoire est si riche, que je dois d'avoir senti le goût de l'étude et la nécessité du travail, imposés par la grave responsabilité du commandement. Maintenant, avec le triste souvenir de nos derniers désastres, je conserve pieusement dans ma retraite l'espérance de voir notre pays reprendre ses droits.

Daignez donc, mon général, vous, propagateur si fervent, si éclairé de l'instruction militaire et de la discipline traditionnelle, agréer la dédicace de cet ouvrage. Les faits qu'il signale, quoique séparés de nous par plus d'un siècle et des changements si divers, seront pour la jeune armée un enseignement utile; elle retrouvera dans les plis de notre glorieux drapeau, quelle que soit sa couleur, l'histoire chevaleresque de notre nation.

C'est sous vos ordres, Monseigneur, que j'ai presque commencé ma carrière, fier de servir avec le descendant du duc d'Enghien (1), ce rival de Turenne, ce vainqueur de Rocroy et de Fribourg, alors de votre âge, à la prise de

(1) Louis II, prince de Condé, le 22 décembre 1646, à la mort de son père.

la Smalah; aujourd'hui, vous m'avez permis d'abriter mes dernières années près de vous : que Votre Altesse Royale veuille bien agréer l'expression de mes remerciements, de ma gratitude et de mon respectueux dévouement.

Maison Saint-Pierre, parc de Chantilly (Oise).

18 avril 1881.

INTRODUCTION.

I.

Dans une des salles du palais dont notre dernier roi consacra les *splendeurs à toutes les gloires de la France,* Louis XIV, ce puissant entre les puissants de la terre, était frappé par la main de celui qui, suivant Bossuet, *se glorifie de faire la loi aux rois et de leur donner, quand il lui plaît, de grandes et terribles leçons.* Une longue suite de malheurs venait accabler la vieillesse de ce royal favori de la fortune. La disette, la ruine du trésor, les désastres d'Hochstœdt, de Ramillies, de Turin, d'Oudenarde, de Malplaquet, lui ouvrirent les yeux, en même temps que l'adversité le frappait, à son foyer, dans ses plus chères affections et ses brillantes espérances dynastiques.

Un enfant, un arrière-petit-fils du grand roi, le dernier de la race, survivait seul.

Ce fut un prince doux, aimable, gracieux, plein de majesté; mais sous ces dehors séduisants on trouvait l'homme timide, ombrageux, dissimulé, sans énergie. Aussi, c'est de son règne que date l'abaissement du niveau moral de cette société française, si fière, si jalouse de sa dignité, de son honneur. Quelques âmes faibles, emportées au courant qui descendait des hauteurs du trône, se laissèrent corrompre.

Après la guerre de Pologne, la mort du cardinal n'apporta aucun changement dans la politique; contre toute prévision, son successeur fut le roi, alors âgé de trente-trois ans.

Les hostilités avec l'Angleterre sont le début de ses premières armes, en face de ces mêmes ennemis, sur ces mêmes terrains où, à chaque pas, Louis XIV laissa un souvenir de victoires. La guerre de la succession d'Autriche devient une des phases les plus brillantes de cette époque; le roi semble s'y ranimer. Sa jeunesse, sa beauté, sa présence au milieu des troupes, l'enthousiasme qu'elle y excite, contribuent à nos succès et à notre gloire.

De 1748 à 1756, la France a joui d'une prospérité jusqu'alors sans exemple. L'armée en ressentait les effets, quand le cri de guerre la tira de son oisiveté.

« Depuis l'officier général jusqu'au simple soldat, à tous les « degrés de la hiérarchie militaire, l'influence du temps, le « goût de bien vivre, avaient créé des nécessités auxquelles « on ne savait plus se soustraire (1). »

Enfin les luttes incessantes du parlement, contre le pouvoir royal, occupent les esprits avec tant de passion, que la guerre de Sept Ans est acceptée avec une sorte d'entraînement.

En effet, de tous les éléments d'une puissance menacée de ruine, le plus solide, le plus vivace est l'élément militaire. Jusqu'à la dernière heure, il se constitue gardien de l'honneur de l'État, il en défend *tous les réduits*. L'armée, alors soumise à de rudes épreuves, maintint sa vieille réputation, et la noblesse française prodigua son sang et sa fortune pour le salut du pays. Si ces gentilshommes ne sont pas exempts de

(1) *Comte de Gisors*, ch. 19. Camille Rousset.

reproches, on ne saurait méconnaître, sans ingratitude, les grandes qualités traditionnelles de leur race; le canon ne leur faisait pas plus peur qu'aux soldats d'une autre grande époque.

Ainsi, dans cette atmosphère de scepticisme et d'immoralité qui finit avec la Terreur, il y avait partout, dans les plus mauvais centres, à côté du mal, la part du bien et du vrai, et cette famille de l'armée dessina de grandes figures militaires à la cour de Louis XV.

II.

Ce règne fut des plus féconds en progrès introduits dans notre organisation et nos institutions militaires. On s'y occupe de loger les hommes dans les casernes, en leur assurant une tenue régulière; des écoles militaires sont créées pour y former de bons officiers; les hussards sont augmentés, les chasseurs, les grenadiers, les éclaireurs apparaissent; le racolage est confié à des recruteurs officiels. Le soldat est défendu contre les violences et les exactions, une pension est assurée aux vétérans. L'administration des régiments se régularise, le prix des charges et le trafic sont interdits. La propriété de la compagnie est enlevée au capitaine; un officier comptable, agent du gouvernement, est imposé au colonel; l'uniforme, l'équipement, l'armement sont mis au compte de l'État, et les vivres en régie. L'artillerie reçoit ses perfectionnements, comme artillerie de siège, artillerie de bataille, artillerie de montagne. Les emplois d'officier, tout en appartenant d'abord à la noblesse et aux gentilshommes de province, sont peu à peu ouverts à la classe moyenne, qui aborda la vie militaire avec confiance.

« Le but est de réduire à peu de chose les droits à l'an-« cienneté, anéantir ceux de la protection, donner toute fa-« veur aux talents supérieurs, et les initier dans le com-« mandement avant l'âge où le corps commence à perdre et « l'esprit cesse d'acquérir (1). »

« Le soldat ne perdit pas un instant sa valeur, ce qui est « prouvé par les succès qu'il obtenait dans toutes les affaires « de postes. La cavalerie était belle, bien montée, bien disci-« plinée ; l'artillerie excellente, le corps du génie le plus savant « de l'Europe (2). »

« Enfin, que de fois dans un état déplorable au milieu d'une « campagne, couvertes de haillons, exténuées de fatigues et « de faim, la gaieté n'abandonna jamais les troupes françai-« ses ; elles chantaient, faisaient des gambades et paraissaient « toujours plus sensibles au manque de poudre qu'au manque « de nourriture (3). »

Au milieu des grands événements de cette époque, il est permis de rechercher les causes de cette agitation dans les brusques et imprévues modifications que l'élément philosophique et littéraire des encyclopédistes a pu imprimer à des mœurs nouvelles. Enfants de ces générations, entraînés malgré nous par le courant des idées actuelles, nous sommes trop disposés à tout dater de la Révolution. Réagissons contre cette funeste tendance, injuste, injurieuse envers nos annales militaires. Les victoires de 1792 furent, sans aucun doute, l'œuvre des vieux régiments de Louis XV, qui montrèrent aux jeunes bataillons de volontaires, sur les coteaux de Valmy, comme

(1) Gribeauval.

(2) Napoléon.

(3) Archenholtz, *Guerre de Sept Ans.*

dans les plaines de Jemmapes, ce que donnent les exemples et les traditions.

« En vain des milliers de citoyens, dit le général Lamarque, se seraient métamorphosés en soldats, s'il ne s'était trouvé dans les débris de la vieille armée des sous-officiers pour les instruire et des chefs pour les commander. »

III.

Un des grands charmes de cette étude est de chercher à connaître, à juger avec impartialité nos prédécesseurs dans leurs services rendus à la patrie. L'histoire militaire du règne de Louis XV m'a paru contenir les matériaux nécessaires. La plupart inconnus jusqu'à ce jour, je me suis proposé de les mettre en pleine lumière.

Les documents authentiques, relatifs à la guerre d'Espagne (1719-1720); de la succession d'Autriche, 1733 à 1739; Allemagne et Italie, forment le 1er volume.

Les guerres de la succession d'Autriche (1740-1749), avec nos armées en Bavière, en Bohême, Westphalie, Alsace, sur le Rhin, le Neckar, la Sarre et Moselle, en Flandre, en Italie, comprendront les 2e et 3e volumes;

1750, à la guerre de Sept Ans (1756 à 1763) et la fin du règne à 1774, les 4e et 5e volumes.

Les expéditions de Mahon, 1756; de la Corse (1729-1770); du Canada à 1763; de Charles-Édouard en Angleterre, en Écosse; des colonies de l'Inde, du Bengale; les débarquements des Anglais sur les côtes de France; les différents camps d'instruction et de manœuvres seront le 6e volume.

Le 7e volume renfermera l'historique abrégé des corps de l'infanterie et de la cavalerie à toutes les phases des régiments

royaux, des princes, de gentilshommes, de provinces, de recrues; des transformations en légions, en grenadiers; des incorporations fréquentes des uns dans les autres; de toutes les créations nouvelles de compagnies, de corps francs, des suppressions et licenciements.

Ma base est la composition de l'armée en 1774, et alors, en remontant à 1715, j'indique toutes les mutations, changements de noms qu'ont subis les régiments français et étrangers au service de la monarchie.

C'est la seule manière de suivre leur adjonction aux corps d'armée, leur coopération d'effectif dans les guerres. Sans cette instruction, il serait difficile de se rendre un compte exact des différents noms, par conséquent des différents régiments, qui parfois sont les mêmes dans la même campagne. Impossible d'énumérer le nombre et l'importance des documents qui ont été les matériaux de mon travail.

J'ai puisé partout dans les pièces officielles, dépêches confidentielles, avis secrets, ordres, jusqu'aux moindres notes d'avant-postes; dans les correspondances même de famille, soit pour vérifier une date, soit pour contrôler un fait; les archives du dépôt de la guerre, qui ont si scrupuleusement conservé les papiers de l'ancienne monarchie, m'ont permis d'y faire des recherches heureuses, j'ai tout recueilli, tout classé, m'attachant à en respecter la forme et à ne jamais présenter une action, l'appuyer par les citations elles-mêmes.

Ces récits éveilleront, j'espère, l'intérêt en rappelant souvent des passages historiques oubliés ou inconnus, et qui méritaient de revivre. Une table alphabétique permettra de trouver immédiatement les corps de troupes à toutes les dates de leur existence, et des armées auxquelles ils ont appartenu avant d'y être versés.

J'ai négligé avec intention les historiettes de la cour, les

causeries, les influences de boudoir, les intrigues de salons, les chroniques scandaleuses. Je ne me suis préoccupé ni des passions politiques, ni des discussions philosophiques ou religieuses du temps. En livrant aux appréciations du public ces matériaux que consulteront peut-être les historiens de l'avenir, j'ai pensé surtout à servir les intérêts de notre armée. Ce règne de Louis XV est assez fécond en beaux et utiles exemples, pour que l'esprit de parti ne puisse jamais calomnier ses moments de grandeur. Ces guerres ont eu leurs péripéties de gloire et de revers; avec les guerres précédentes, elles ont fait la France de nos anciennes frontières.

IV.

Nul ne peut suivre les événements militaires sans l'étude des terrains où ils se sont passés. Les campagnes ne sauraient être comprises sans le secours des cartes. Celles du commerce sont insuffisantes, indiquant seulement les grandes divisions territoriales et les points les plus importants. Comme la connaissance de la géographie est nécessaire à tous et surtout indispensable aux officiers pour suivre les marches progressives des armées, j'ai cru nécessaire de joindre quatre cartes de la Hongrie et de l'Autriche, de la Flandre, de l'Allemagne et de l'Italie, qui ne renferment que les noms cités dans l'ouvrage. Elles sont à la même échelle que celles déjà publiées (1), et formeront ainsi un atlas complet, indiquant en rouge les marches principales, les noms des villes, bourgs, villages où ont eu lieu les actions qu'elles concernent.

(1) *Pajol*, 3 vol. in-8°. Firmin-Didot, éditeur, Paris, 1874. — *Kleber*, 1 vol. in-8°. Firmin-Didot, éditeur, Paris, 1877.

Ces lectures donnent seules la justesse du coup d'œil dans l'ensemble comme dans les détails, forcent d'apprécier exactement le caractère du pays; elles nécessitent un long usage, sous peine de s'égarer dans des recherches pénibles.

L'ouvrage sera illustré de différents dessins d'uniforme et d'un portrait de Louis XV, destiné au premier volume.

LES

GUERRES SOUS LOUIS XV

CHAPITRE I[er].

DE LA MORT DE LOUIS XIV A L'EXPÉDITION D'ESPAGNE

(1[er] septembre 1715 — 25 décembre 1718).

Derniers moments et mort de Louis XIV. — Convocation du parlement. — Le testament de Louis XIV est cassé. — Une autorité pleine et entière est déférée au duc d'Orléans, régent du royaume. — Le Régent forme les conseils. — Politique extérieure. — La triple alliance. — État des finances à la mort de Louis XIV. — Refonte des monnaies. — Réduction de la dette par le moyen du *visa.* — Chambre de justice. — Requête des princes contre les légitimés; prétentions des ducs et pairs. — Le Czar à Paris. — Administration et intrigues d'Albéroni. — Une escadre espagnole attaque la Sardaigne, puis la Sicile. — La quadruple alliance. — Law. — Lit de justice. — Emportements de la duchesse du Maine. — Elle se lie avec Alberoni. — Conspiration de Cellamare. — Révolte des nobles de Bretagne.

Le 26 août 1715, Louis XIV, après avoir reçu les sacrements et fait successivement ses recommandations à chacun des princes du sang, voulut encore, avant de mourir, dire un dernier adieu au jeune duc d'Anjou, son arrière-petit-fils et son successeur. A midi, la duchesse de Ventadour, gouvernante du Dauphin,

l'amena dans la chambre du roi, qui l'embrassa, le fit placer sur son lit et lui adressa ces paroles : « Mon cher enfant, vous allez estre le plus grand roy du monde. N'oubliez jamais les obligations que vous avez à Dieu. Ne m'imitez pas dans les guerres; taschez de maintenir tousjours la paix avec vos voisins, de soulager vostre peuple autant que vous pourrez; ce que j'ay eu le malheur de ne pouvoir faire, par les nécessitez de l'Estat. Suivez tousjours les bons conseils, et songez bien que c'est à Dieu à qui vous devez tout ce que vous estes. Je vous donne le père le Tellier pour confesseur; suivez ses advis; et ressouvenez-vous tousjours des obligations que vous avez à Mme de Ventadour (1). » Regrets tardifs, qui ne pouvaient réparer le passé; conseils inutiles, dont l'avenir ne devait guère profiter.

Louis XIV mourut à Versailles le dimanche 1er septembre 1715, à huit heures et un quart du matin, âgé de soixante et dix-sept ans moins cinq jours, dans la soixante-treizième année de son règne (2).

(1) Ces paroles furent entendues d'un grand nombre de personnes. La plupart les répétèrent plus ou moins fidèlement ; de là plusieurs versions, qui diffèrent dans la forme, tout en concordant pour les idées principales. La première donnée au public parut, au commencement d'octobre 1715, dans le *Journal historique de tout ce qui s'est passé depuis le premier jour de la maladie de Louis XIV jusqu'au jour de son service à Saint-Denis*, par Lefebvre. A peu près à la même époque, Saint-Simon rapporte d'une façon différente les derniers conseils du grand roi ; et sa version est suivie, en 1742, par Bruzen de la Martinière, et en 1756, par le père Daniel. Reboulet, dans son *Histoire de Louis XIV*, publiée en 1744, copie le *Journal historique* de Lefebvre. Voltaire, écrivant le *Siècle de Louis XIV*, devait donner le texte authentique de ses dernières paroles, que Louis XV conserva toujours écrites au chevet de son lit. La version de l'historiographe de France semblait donc devoir être considérée comme la vraie ; aussi a-t-elle été recopiée par tous ceux qui ont écrit après lui. L'authenticité du texte que nous donnons repose sur des preuves très sérieuses. Lorsque le roi fit venir le jeune Dauphin, l'un des secrétaires écrivait, dans la chambre même, tout ce qu'il disait. Mme de Ventadour, frappée de la grandeur de cette scène et persuadée que ces paroles pouvaient avoir une certaine influence sur l'imagination du jeune prince, envoya aussitôt la minute remise par Charles Gilbert, maître à écrire du Dauphin, avec ordre d'en faire copie sur vélin. Cette copie, où est supprimé ce qui concerne le père le Tellier, fut transmise à son petit-fils, P. Ch. Gilbert, qui lui succéda, et qui la garda jusqu'à sa mort, en 1789 ; c'est alors qu'elle passa entre les mains de son neveu, F. Dumenil, de Saint-Cyr, qui, à sa mort, en 1845, la laissa à son héritière, Mlle Ducroset. (*Histoire de Versailles.*)

(2) Il était né le 5 septembre 1638, et avait commencé à régner le 13 mars 1643.

Alors parut à l'une des fenêtres du palais un officier, avec un plumet noir à son chapeau; du haut du balcon, il cria : *Le roi est mort!* puis il se retira, et reparut presque aussitôt avec un plumet blanc et cria trois fois : *Vive le roi Louis XV!* A ce dernier signal, le duc d'Orléans, suivi des princes du sang, alla saluer le jeune roi, se mit à genoux et dit : « Je suis, sire, le premier et le plus soumis de tous vos sujets. » Traversant les salons où s'étaient rangés en haie les gardes du corps, le roi parvint à un balcon du haut duquel il dominait la foule assemblée dans les cours; à peine aperçu, il fut accueilli par l'immense acclamation de *Vive Louis XV!*

L'horizon cependant n'était point sans nuages. L'avènement d'un enfant de cinq ans et demi, une régence disputée, l'anéantissement des ressources de l'État, l'isolement politique de la France, le trouble apporté dans la situation de l'Europe par les derniers événements militaires, c'étaient là autant de circonstances qui ne permettaient guère d'envisager l'avenir avec une complète sécurité.

La mort, en frappant coup sur coup le grand Dauphin (14 mars 1711), le duc de Bourgogne (18 février 1712) et le duc de Bretagne (8 mars 1712), n'avait laissé qu'un enfant sur les marches du trône occupé par un roi presque octogénaire. Une régence était donc inévitable; et, par suite de la mort du duc de Berry (4 mai 1714), la tutelle du jeune prince appartenait à trois concurrents : le roi d'Espagne, le duc d'Orléans et le duc du Maine. En faisant un testament, Louis XIV avait voulu, sans trop l'espérer, concilier tous les droits et conjurer les périls de ces compétitions. Par cet acte, signé à Marly le 2 août 1714 et déposé au parlement le 29 du même mois, le roi désignait comme régent le duc d'Orléans, cherchant à limiter ses pouvoirs en nommant un conseil de régence, que devaient composer le duc du Maine et le comte de Toulouse, ses fils légitimés; les maréchaux de Villeroy, d'Harcourt, de Villars, d'Huxelles et de Tallard; les ministres Desmarets, de Torcy, de Pontchartrain fils, et le chancelier Voysin. Il confiait en outre au duc du Maine la tutelle, la garde et la surintendance de son successeur, avec le commandement de la maison militaire. Un premier codicille, en date du 13 avril 1715, avait chargé le maréchal de Villeroy de faire les dispositions militaires pour l'exécution de

ce testament. Un second codicille, du 23 août suivant, nommait Fleury précepteur du jeune roi.

Le 2 septembre le parlement s'assemblait sans convocation : il croyait avoir acquis le droit de donner, seul, un chef à l'État pendant la minorité du prince ; le duc d'Orléans resta sans protester. Dès le matin, les gardes-françaises occupaient les avenues et la cour du Palais ; une foule d'officiers encombraient la grande salle ; Villeroy, de Guiche, Contades, Reynold et Saint-Hilaire avaient promis leur secours. Le duc du Maine se présentait seul, sans escorte, sans parti.

« Je suis persuadé, dit le duc d'Orléans, que, suivant les lois du royaume et suivant les exemples de ce qui s'est fait en pareilles conjonctures et la destination même du feu roi, la régence m'appartient ; mais je ne serais pas satisfait, si à tant de titres qui se réunissent en ma faveur, vous ne joigniez vos suffrages et votre approbation, dont je ne serai pas moins flatté que de la régence même.

« Je vous demande donc, lorsque vous aurez lu le testament que le feu roi a déposé entre vos mains, et les deux codicilles que je vous apporte, de ne point confondre mes différents titres, et de délibérer également sur l'un et sur l'autre : c'est-à-dire sur le droit que ma naissance me donne et sur celui que le testament pourra y ajouter.

« Mais à quelque titre que j'aie droit d'espérer la régence, j'ose vous assurer, messieurs, que je la mériterai par mon zèle pour le service du roi et par mon amour pour le bien public, surtout aidé par vos conseils et vos sages remontrances. »

La lecture du testament à peine terminée, on décida que la régence appartenait sans restriction au duc d'Orléans.

Dans une seconde séance, qui eut lieu l'après-midi, le parlement, encouragé par les acclamations du peuple, rendit l'arrêt par lequel il attribuait au Régent un pouvoir entier et indépendant, le choix du conseil, ainsi que le commandement de la maison civile et militaire de Louis XV. Cet arrêt reçut une sanction solennelle dans un lit de justice tenu le 12 septembre.

Philippe d'Orléans, né en 1674, avait donné de bonne heure des marques d'un heureux naturel, et la France le compterait certainement au nombre de ses meilleurs princes, s'il avait eu pour

maître un Fénelon. En 1701, il devint duc d'Orléans. Envoyé très jeune aux armées, il se fit remarquer à la bataille de Steinkerke (1692) et à celle de Nerwinde (1693). Si ses conseils eussent été suivis, on eût sans doute évité le désastre de Turin (7 septembre 1706). Nos retranchements forcés, et le maréchal de Marsin tué, le duc d'Orléans, blessé lui-même, conduisit la retraite en bon ordre (1).

L'année suivante, il fut d'abord plus heureux en Espagne. Il assiégea et prit Lérida (13 octobre — 11 novembre 1707). Mais l'état de faiblesse où Versailles réduisit son armée ne lui permit plus de rien entreprendre. Le découragement s'était emparé de Philippe V. Ce prince paraissait disposé à suivre les conseils pusillanimes qui le pressaient de se retirer dans l'Amérique espagnole. En vue de cette éventualité, le duc d'Orléans, ayant par sa naissance les droits les plus prochains à la couronne d'Espagne, devait se tenir prêt à monter sur le trône que le petit-fils de Louis XIV abandonnerait. Quelques seigneurs espagnols, séduits par ses brillantes qualités, s'étaient déjà liés avec lui. Les ennemis du vainqueur de Lérida dénoncèrent cette intrigue à Versailles. Une espérance indiscrète, dont la réalisation était subordonnée à la détermination que prendrait Philippe V, fut transformée en complot. Il fallut que le duc de Bourgogne justifiât son parent. Le prince n'avait guère paru à la cour depuis son rappel d'Espagne (1708). Après ces douloureux événements, il s'en éloigna de plus en plus et vécut tout à fait dans l'isolement, condamné à l'inaction. La défiance et la crainte avaient donc dicté à Louis XIV les dispositions testamentaires que le parlement venait d'annuler.

En demandant cette annulation, le duc d'Orléans s'était pro-

(1) « A peine arrivé en Italie, il y déploya toutes les qualités d'un général, une bravoure que ses ennemis n'ont pas contestée, un coup d'œil net, brillant, qui lui permettait d'embrasser tout l'ensemble des opérations, un sang-froid qui ne se démentit jamais, beaucoup de vivacité et de ressources dans l'esprit pour faire face à l'imprévu, avec une application constante aux détails... Il avait, en un mot, tout ce qui fait aimer un général par ses soldats, et tout ce qui le rend redoutable aux ennemis.

« Malheureusement tout était organisé en Italie pour qu'il n'eût que les honneurs et la responsabilité du commandement. Il ne fut pas obéi ; et dans le malheur de nos armées, il n'y eut de la gloire que pour le général. » (Saint-Simon.)

posé un double but : écarter le duc du Maine et obtenir l'autorité suprême. Une fois maître absolu du pouvoir, il se montra conciliant, généreux, et confirma la plupart des choix de Louis XIV au conseil de régence, qui comprit définitivement les princes, le chancelier Voysin, les maréchaux de Villeroy, d'Harcourt, de Besons et de Tallard, Saint-Simon et Chiverny, ancien évêque de Troyes.

Un arrêt du 15 septembre remit le parlement en possession du droit de remontrances. En même temps cette assemblée reçut le plan d'organisation des conseils destinés à remplacer, avec les mêmes attributions, les secrétaires d'État. « Un sentiment unanime rendait les conseillers du trône solidairement responsables de l'humiliation de la France. Le Régent s'empressa de les disgracier. Sachant toutes les difficultés qu'avaient rencontrées les précédents ministres, et leurs faiblesses devant les intrigues, il prit le parti, suivant une opinion alors en faveur, de confier la haute direction des affaires à sept conseils (1). La présidence du conseil supérieur de la guerre fut donnée au maréchal de Villars (ordonnance du 26 septembre 1715) (2). La charge de secrétaire d'État était d'ailleurs conservée, mais notablement amoindrie. C'est donc à tort que plusieurs auteurs désignent, comme successeur de Voysin, le maréchal de Villars, qui n'a jamais signé comme ministre. Pendant la durée du conseil de la guerre, ces fonctions furent remplies par Phélippeaux, marquis de la Vrillière, puis par Fleurieu, marquis d'Armenonville. Toutefois, ce n'étaient guère que les agents du conseil : celui-ci préparait les ordonnances, que le ministre ne faisait que contresigner et dont il était chargé d'assurer l'exécution. Cette nouvelle institution était destinée

(1) Savoir : le conseil de régence, le conseil de conscience, le conseil des affaires étrangères. le conseil de la guerre, le conseil des finances, le conseil de la marine, le conseil de l'intérieur. Le conseil du commerce ne fut créé que deux mois plus tard.

(2) Les autres conseils furent présidés : les affaires ecclésiastiques, par le cardinal de Noailles, archevêque de Paris; les finances, par de Villeroy; la marine, par d'Estrées; les affaires étrangères, par d'Huxelles; l'intérieur, par le duc d'Antin. Dans ces conseils, composés chacun de dix membres et dont il demeurait le seul arbitre, le régent fit entrer, auprès des hommes les plus considérés du dernier règne, Canillac, d'Effiat et Brancas.

à donner satisfaction à l'opinion publique. Le Régent y fit entrer les généraux les plus distingués de l'époque. Le conseil comprenait, avec le président, dix membres, dont huit lieutenants généraux et deux intendants. L'ordonnance du 3 décembre 1715 en régla le service et le répartit entre les membres (1).

Des réformes importantes dans la maison, les bâtiments et les équipages du roi ; une réduction des octrois de Paris, l'apaisement de l'agitation religieuse, la levée de l'écrou ou de l'exil pour les victimes des querelles théologiques, signalèrent les premiers mois du nouveau règne. On licencia 25,000 soldats : c'était un moyen d'alléger les charges du trésor, et de rendre des bras à l'agriculture. Comme complément de cette mesure, on accordait une exemption de six années de taille à ceux qui remettraient en valeur les terres incultes et les maisons abandonnées (2).

Louis XIV avait prescrit qu'après sa mort, son successeur serait élevé à Vincennes. Le régent n'y laissa le jeune roi que le temps nécessaire à la préparation du palais des Tuileries, il l'y installa le 1er janvier 1716. Cet amour du peuple de Paris pour son jeune souverain trouvait une incessante excitation dans les

(1) *Président :* le duc de Villars, maréchal de France. — Expédition des affaires pressées et des affaires secrètes.

Vice-président : le duc de Guiche, lieutenant général, colonel des gardes-françaises. — Personnel de la tête de l'armée.

Conseillers : de Reynold, lieutenant général, colonel des gardes-suisses. — Le détail particulier des troupes de sa nation.

De Saint-Hilaire, lieutenant général. — L'artillerie (les dépenses exceptées).

Le marquis de Biron, lieutenant général. — L'infanterie française et étrangère (sauf les Suisses).

De Puységur, lieutenant général. — Police, discipline, mouvements, recrutement.

Le marquis d'Asfeldt, lieutenant général, directeur général des fortifications. — Les fortifications, les corps des ingénieurs (les dépenses exceptées).

Le marquis de Joffreville, lieutenant général. — La cavalerie.

Le marquis de Lévis, lieutenant général. — La cavalerie.

De Contest, maître des requêtes, intendant des armées. — Les invalides, l'approvisionnement, les hôpitaux, l'habillement, les magasins d'armes, etc.

Le Blanc, maître des requêtes, intendant des armées. — Les fonds, les dépenses de tous les services, les comptes, la justice militaire, l'état civil, la maréchaussée, etc.

Secrétaire : le sieur Pinsonneau. — L'enregistrement des délibérations.

(2) Déclaration du 30 novembre 1715.

craintes trop légitimes qu'inspirait son état maladif. Le maréchal de Villeroy et la duchesse de Ventadour ne le quittaient pas. Le duc du Maine avait la surintendance de son éducation.

La politique extérieure ne soulevait momentanément qu'une difficulté, celle du *prétendant.* Arrêté par la mort de Louis XIV dans ses projets de descente en Écosse, l'héritier des Stuarts, Jacques III (1), *le chevalier de Saint-George*, avait regagné sa retraite de Lorraine. Mais l'électeur de Hanovre, devenu roi d'Angleterre sous le nom de Georges I[er], embrassait le parti des whigs. Les torys, persécutés, commencèrent à se joindre, dans l'Ouest et le Nord, aux jacobites, qui appelaient le prétendant. L'Écosse, toujours dévouée aux Stuarts, répondit à ce signal. Lord Bolingbroke et le duc d'Ormond, qui avaient dû chercher un refuge en France, correspondaient avec les mécontents. Le comte de Mar voyait grossir son armée. Jacques III, qui d'ailleurs ne pouvait rester en Lorraine, crut le moment favorable pour tenter la fortune. Après avoir échappé, près de Nonancourt, au poignard des assassins apostés par lord Stairs, ambassadeur d'Angleterre, il parvint à Saint-Malo, d'où il envoya le duc d'Ormond organiser l'insurrection en Angleterre. Il s'embarqua ensuite lui-même à Dunkerque pour l'Écosse. En arrivant le 2 janvier à Peter-Head, il trouva ses partisans vaincus et découragés (2). Après un séjour de quelques semaines, Jacques III, obligé de se rembarquer à Dundee, reprit terre à Gravelines vers la fin de février, et gagna secrètement Avignon, asile où il se croyait en sûreté sous la protection du pape.

Le ministère anglais abusa de sa victoire. Le parlement et le roi se montrèrent implacables à l'égard des jacobites et des torys vaincus. Plusieurs gentilshommes payèrent de leur liberté, de leurs biens ou de leur tête l'appui donné au prétendant (3). Georges I[er] ne tarda pas à comprendre le danger de ces rigueurs impolitiques. Les torys pouvaient lui susciter de sérieux embarras.

(1) Jacques II était mort au château de Saint-Germain, le 16 septembre 1701.

(2) Lettre de Jacques III au Régent.

(3) Marie d'Este, qui avait été l'âme de l'expédition, survécut peu à ce revers, et mourut le 7 mai 1718. En moins de cinquante ans, la France avait servi de refuge à deux reines d'Angleterre, Henriette, femme de Charles I[er], et Marie d'Este, femme de Jacques II.

La division régnait parmi ses sujets, à sa cour, dans son cabinet et jusque dans sa propre famille. La Suède et la Russie semblaient disposées à profiter de ces difficultés intérieures. Les alliances défensives qu'il venait de signer avec les états généraux et l'Autriche avaient perdu beaucoup de leur importance depuis que la coalition était dissoute. Comme électeur de l'Empire, Georges Ier avait aussi d'anciens démêlés avec Charles XII et Pierre Ier. Dans de telles circonstances, l'intérêt du roi d'Angleterre devait donc le rapprocher du Régent, dont la situation était assez analogue à la sienne. Le duc d'Orléans eût certainement préféré le gouvernement d'un Stuart ; mais malgré ses préférences personnelles, malgré les sympathies de la France pour le prétendant, il ne voulait point compromettre la paix, et n'éprouvait d'ailleurs aucune aversion contre Georges Ier, son proche parent par sa mère, la princesse palatine.

Les traités d'Utrecht (11 avril 1713), de Rastadt (6 mars 1714) et de Bade (7 septembre 1714), en mettant fin à la guerre, avaient laissé subsister ou même créé les éléments de complications nouvelles. L'empereur Charles VI avait refusé de reconnaître les Bourbons espagnols ; c'était une cause permanente de conflit entre l'Autriche et l'Espagne. Les événements de la guerre de Succession chargeaient l'Europe de deux trônes nouveaux. Frédéric-Guillaume Ier, second roi de Prusse, et Victor-Amédée, premier roi de Sicile, contraints d'élever leur puissance au niveau de leur titre, se trouvaient condamnés à l'ambition. Honteuse d'avoir prodigué ses trésors et son sang pour le développement de la puissance maritime anglaise et l'agrandissement de la maison d'Autriche, la Hollande craignait plus ses amis que ses ennemis. La France restait dans l'isolement. Philippe V, au profit duquel elle s'était épuisée, avait disputé la régence à son cousin, et, au mépris de ses engagements envers l'Europe, se proposait, dans le cas où Louis XV viendrait à mourir, de revendiquer le trône de Louis XIV pour lui et pour ses fils du premier lit, laissant la couronne d'Espagne à ceux du second. Les efforts du Régent en vue d'amener la cour de Madrid à de meilleurs sentiments demeurèrent infructueux. Ayant perdu l'espoir d'une entente avec l'Espagne et encore plus d'une restauration des Stuarts, sentant d'ailleurs la nécessité, pour la France, de sortir d'un isolement qui la condamnait à

l'impuissance et l'exposait aux coups d'une nouvelle coalition, le duc d'Orléans prêta l'oreille à la proposition d'une alliance avec l'Angleterre et la Hollande. L'abbé Dubois, son ancien précepteur, qu'il avait nommé conseiller d'État vers la fin de 1715, se chargea des négociations. Elles aboutirent au traité de la Haye, que Dubois signa le 28 novembre 1716. Les Hollandais y accédèrent le 4 janvier suivant. Cet acte assurait, d'après les bases du traité d'Utrecht (1), le trône d'Angleterre à Georges Ier contre Jacques Stuart, et, éventuellement, le trône de France à Philippe d'Orléans contre les prétentions de Philippe V. Le Régent renouvela l'engagement de démolir le port de Dunkerque (2), et promit de combler le

(1) Le traité d'Utrecht établit comme droit public européen que les couronnes de France et d'Espagne ne pourraient jamais être réunies sur la même tête. La renonciation expresse de Philippe V à la couronne de France et celles des ducs de Berry et d'Orléans à la couronne d'Espagne furent insérées, comme annexes, dans le traité. L'Espagne perdit toutes les possessions excentriques qu'elle avait en Europe. La Sicile fut donnée à Victor-Amédée, et la Sardaigne servit d'indemnité provisoire à l'électeur de Bavière. On réservait à l'Autriche Naples, Milan, les Pays-Bas espagnols, sauf, pour cette dernière contrée, le règlement des intérêts de l'électeur de Bavière. Victor-Amédée, qui avait acquis pendant la guerre le Montferrat, Alexandrie, Valenza, la Lomelline et le val de Sesia, reçut la Sicile, plus Exiles, Fénestrelle et tout le versant italien des Alpes, qui devaient lui former une *barrière*. La vallée de Barcelonnette fut abandonnée à la France. Frédéric Ier, roi de Prusse, obtint, avec la reconnaissance de son titre de roi, la possession incontestée de Neufchâtel et de la Gueldre (sauf Ruremonde et Venloo). Louis XIV céda aux Hollandais l'ancienne *barrière*, plus Menin, Tournay, Furnes, le fort de Knocke, Loo, Dixmude, Ypres et leurs dépendances, et le tarif de 1664. L'Angleterre acquit Gibraltar, Minorque, la baie d'Hudson, l'Acadie, Terre-Neuve, sauf un droit de séjour pour les pêcheurs français sur le littoral et la petite île de Saint-Christophe. Louis XIV s'obligea à combler Dunkerque, reconnut la reine Anne et promit de ne plus donner asile au prétendant, qui dut aller s'établir à Avignon. La France se fit restituer en Flandre, indépendamment des places reprises par Villars, Aire, Lille, Béthune et Saint-Venant. La paix de Rastadt (6 mars 1714) fut conforme aux bases de la paix d'Utrecht. Mais l'Autriche expia ses retards et paya ses défaites en Allemagne. Sans reconnaître Philippe V, l'empereur accepta le *statu quo* pour les provinces de la monarchie espagnole, c'est-à-dire qu'il garda Milan, Naples et les Pays-Bas. Sur le Rhin, il abandonna Landau et Fort-Louis avec leurs fortifications. La France, en retour, lui rendit Kehl, Brisach et Fribourg. Les autres lignes et fortifications établies sur le Rhin depuis Mayence jusqu'à Huningue durent être rasées. Après de vives contestations, l'empereur finit par réintégrer dans leur rang et leurs États les électeurs de Bavière et de Cologne, mais il garda pour lui-même la Sardaigne.

(2) Louis XIV n'avait pu amener l'Angleterre à signer la paix d'Utrecht qu'en

canal de Mardyck, que Louis XIV avait fait construire pour diminuer l'affront de la loi subie à Utrecht. Il s'obligeait en outre à faire chasser Jacques III d'Avignon, et à le renvoyer au delà des Alpes. On a reproché au duc d'Orléans d'avoir acheté à de pareilles conditions une alliance plus nécessaire au roi Georges qu'à lui-même. Il ne céda qu'après avoir résisté une année aux obsessions de l'ambassadeur anglais, lord Stairs, et aux instances de l'abbé Dubois, du marquis de Canillac et du duc de Noailles. Quelques circonstances expliquent d'ailleurs cet acte : l'insuccès des tentatives de rapprochement avec l'Espagne, l'inquiétude que les agissements du ministre espagnol Albéroni répandaient dans toute l'Europe, enfin, par-dessus tout, la déplorable situation financière de la France.

La guerre de la succession d'Espagne, en absorbant pendant douze ans toutes les forces vives du pays, avait épuisé la France et anéanti les ressources de l'État. Une dette de plus de trois milliards, plusieurs années d'impôts dévorées d'avance ; l'administration désorganisée, tous les services publics en souffrance ; l'agriculture ruinée, les campagnes ne présentant partout que maisons abandonnées et terres incultes désertées par les paysans ; les affaires interrompues, le commerce maritime à peu près complètement arrêté, le commerce colonial végétant et n'ayant qu'une marche très irrégulière ; la misère des sujets aussi profonde que celle de l'État ; nobles, magistrats, rentiers, marchands et cultivateurs, endettés, et obligés pour vivre de contracter de nouveaux emprunts à des taux usuraires : telle était la situation économique de la France à la mort de Louis le Grand. La caisse des receveurs généraux avait succombé au mois d'avril, sous le poids de ses engagements. La caisse des emprunts n'avait conjuré la banqueroute que grâce à une double conversion et à la revision des titres (août 1715). Il ne restait que trois millions de disponibles sur le produit des impositions, et les dépenses devaient s'élever à plus de cent qua-

s'obligeant à détruire le port et les fortifications de Dunkerque. Le crime de cette ville était d'avoir armé, pendant la guerre de la succession d'Espagne, jusqu'à sept cent quatre-vingt-douze corsaires. M. Le Blanc, qui fut depuis ministre de la guerre (24 septembre 1718), était le commissaire français chargé de cette démolition. Il faut lire sa correspondance, si l'on veut se faire une idée de l'arrogance et des prétentions de l'Angleterre.

rante millions. Les caisses du trésor ne contenaient que sept à huit cent mille livres d'argent comptant ; et il était dû par l'État, en billets au porteur actuellement exigibles, plus de sept cents millions. Il n'y avait d'impositions nouvelles à établir que sur les biens de la noblesse et du clergé. Le Régent n'osa pas tenter en France ce que le ministre Albéroni faisait alors avec succès en Espagne. Les difficultés financières parurent tellement inextricables, que la banqueroute fut proposée, même par le duc de Saint-Simon, après toutefois avoir emprunté dix millions pour payer ce que l'on devait aux troupes. Ce moyen de sortir d'embarras, aussi contraire à l'honneur qu'aux véritables intérêts du gouvernement, fut repoussé par le duc de Noailles et la majorité du conseil. « Au milieu d'une situation si violente, dit le Régent, nous avons rejeté la proposition qui nous a été faite, de ne point reconnaître des engagements que nous n'avions pas contractés. Nous avons aussi évité le dangereux exemple d'emprunter à des usures énormes ; et nous avons refusé des offres intéressées dont l'odieuse condition était d'abandonner nos peuples à de nouvelles vexations. » (Préambule de l'édit du 7 décembre 1715).

Cependant il fallait faire face aux besoins de l'État pour la fin de 1715 et pour l'année suivante. Le conseil des finances se mit résolument à l'œuvre. Le duc de Noailles eut d'abord recours à des expédients : la refonte des monnaies et la réduction de la dette par le *visa*. La première de ces deux mesures financières (édit du 1er janvier 1716) rapporta au trésor soixante-douze millions, mais elle discréditait la France, et appauvrit le pays en provoquant l'émigration de l'or. L'opération du *visa* eut des conséquences encore plus graves. La dépréciation énorme des rentes et effets publics permettait, en les rachetant au cours du jour, de réduire la dette sans commettre d'injustice. L'administration des finances, qui n'avait ni les moyens, ni peut-être l'intention d'effectuer un pareil rachat, fit reviser tous les billets sur l'État autres que les rentes constituées sur l'hôtel de ville. Cette vérification amena l'annulation ou la réduction d'une foule de titres, et fit rentrer au trésor six cent vingt-cinq millions de billets, qui furent échangés contre deux cent cinquante millions de billets nouveaux à quatre pour cent. Par ce moyen on anéantit pour trois cent soixante-quinze millions de billets exigibles, et l'on

retardait le payement des intérêts ou le remboursement du capital. C'était là une banqueroute partielle, à peine déguisée.

Les recherches qu'avait entraînées le *visa* et les plaintes que cet expédient avait soulevées servirent de prétexte à l'établissement d'une chambre de justice, pour obliger les comptables et les financiers à justifier de leurs acquisitions et de l'état de leurs fortunes. Les dernières guerres avaient donné lieu à de graves abus, à d'insignes malversations. Le faste scandaleux semblait une insulte à la misère publique. La noblesse, la magistrature et le peuple applaudirent donc d'abord à la création de ce nouveau tribunal, qui fut installé par un édit le 14 mars 1716. Mais la manière dont l'opération fut conduite, les violences, les cruautés, les vengeances dont elle fut la cause ou l'occasion, ne tardèrent pas à déconsidérer la justice autant que les prévenus. D'ailleurs, dans notre organisation sociale, on ne saurait impunément porter atteinte à la propriété. En encourageant la délation, en ameutant les pauvres contre les riches, la persécution forçait la richesse à se cacher ou à s'exiler ; en supprimant la consommation de luxe, on paralysait le commerce, on arrêtait le travail. Les parlements, et bientôt aussi l'opinion publique, protestèrent contre les arrêts de la chambre, qui tomba sous la réprobation générale, et fut fermée le 20 mars 1717. Les victimes furent réhabilitées.

Heureusement, le duc de Noailles eut recours à d'autres moyens moins rigoureux et d'une utilité moins discutable. L'amélioration de l'assiette de la taille, qui fut diminuée de trois millions; certaines remises accordées sur la capitation et le dixième, impôt de guerre, que l'on supprima partiellement en 1717; le rachat ou la suppression d'une multitude d'emplois inutiles encombrant les diverses administrations ; la réduction des pensions (1), la diminu-

(1) La réduction des pensions, ordonnée par déclaration du 30 janvier 1717, soulagea le trésor. Depuis l'année 1678, ces pensions, prodiguées sans mesure, en rendaient le payement impossible. Il fut décidé qu'il n'en serait plus accordé aucune « jusqu'à ce qu'elles fussent, par le décès des titulaires, réduites et limitées à une somme fixe qui fût moins à charge aux peuples. » (Forbonnais, t. VI, p. 9.) Celles qui existaient déjà perdirent : les plus fortes, deux cinquièmes; les autres, un quart ou un sixième ; on n'exempta de la réduction que les pensions militaires attachées aux croix de Saint-Louis et celles au-dessous de six cents livres

tion du chiffre des troupes, afin d'assurer le payement régulier de celles que l'on conservait; la revision de tous les tarifs de douanes; la levée des entraves qui gênaient la marine marchande dans ses relations avec les colonies, furent autant de mesures propres à rétablir l'ordre dans les services publics, à ranimer l'agriculture, le commerce et l'industrie. Aussi, malgré le vice de quelques-unes des opérations financières du duc de Noailles, le trésor se trouvait, au bout d'une année, dans une situation moins embarrassée que sous Louis XIV. Mais il fallait, de l'aveu même du ministre, quinze années de paix, pour éteindre la dette publique. Cette effrayante lenteur découragea le Régent, qui prêta l'oreille aux séduisantes propositions de Law.

Il y avait, en outre, à l'intérieur d'autres sujets de tiraillement. Au mois d'août 1716, le duc de Bourbon, le prince de Conty et le comte de Charolais demandèrent par requête au roi la révocation de l'édit du 2 août 1714 et de la déclaration du 25 mai 1715, par lesquels Louis XIV avait assimilé ses enfants légitimés aux princes du sang et les avait déclarés habiles à succéder à la couronne. Le 22 février 1717, les ducs et pairs, à la suite et à l'instigation du duc de Saint-Simon, s'élevèrent contre l'acte royal de 1694, qui accordait aux légitimés la préséance sur eux. Les chevaliers de l'ordre de Malte et un certain nombre de gentilshommes présentèrent au Régent un mémoire qui combattait les prétentions des pairs. Le Régent refusa de recevoir ce mémoire, et un arrêt du conseil en date du 14 mai défendit à la noblesse de pétitionner en nom collectif, sans y être autorisée par le roi. Malgré cette défense, les gentilshommes continuèrent de se réunir, et le 11 juin protestèrent solennellement, comme l'avaient fait les princes légitimés, contre toute décision, relative au rang de tous les membres de la famille royale, qui serait prise en dehors des états généraux, dont ils demandaient la prochaine convocation. Six des principaux signataires de cette protestation furent arrêtés et détenus un mois, les uns à la Bastille, les autres à Vincennes.

Comme cette contestation, qu'il avait suscitée, pouvait amener un résultat très opposé à ses vœux, le Régent évoqua l'affaire des

parce que la plupart de ceux qui en avaient été gratifiés pouvaient n'avoir aucune autre ressource pour leur subsistance.

princes au conseil de régence, et un édit en date du 2 juillet 1717 déclara le duc du Maine (1) et le comte de Toulouse (2) inhabiles à succéder à la couronne, les dépouilla de la qualité de princes du sang, leur laissant, à titre personnel et viager, la jouissance des honneurs qui leur avaient été attribués dans le parlement. Cette décision, qui humiliait les princes légitimés sans satisfaire pleinement la haine et l'orgueil du duc de Bourbon, ouvrit la porte à beaucoup d'autres contestations.

L'arrivée du Czar vint faire diversion à ces intrigues. Après avoir étudié la Hollande et l'Angleterre, Pierre I[er] avait manifesté le désir de visiter la France. Le Régent s'empressa de préparer une

(1) Louis-Auguste de Bourbon, duc du Maine, prince légitimé de France, né le 31 mars 1670, mort le 14 mai 1736; second fils de Louis XIV et de la marquise de Montespan; colonel général des Suisses-et-Grisons le 1[er] février 1674; mestre de camp le 24 octobre 1688; lieutenant général le 3 mai 1692.

« Esprit éclairé, fin et cultivé, possédant toutes les connaissances d'usage; caractère noble et sérieux. La religion, plus que la nature, avait mis en lui toutes les vertus... conversation solide et enjouée, d'un tour aisé et léger; air ouvert. » (M[me] de Staël.)

« ...Avec de l'esprit, je ne dirai pas comme un ange, mais comme un démon, auquel il ressemblait si fort en malignité, en noirceur. » (Saint-Simon.)

Il a traduit les premiers chants de *l'Anti-Lucrèce,* qui parurent dans les *Œuvres diverses d'un auteur de sept ans* (Paris, 1678, in-4°).

De son mariage avec Anne-Louise de Condé, il eut Louis-Auguste de Bourbon, prince de Dombes, né le 4 mars 1700, mort le 1[er] octobre 1755, et Louis-Charles de Bourbon, comte d'Eu, né le 15 octobre 1701, mort le 13 juillet 1775, grand maître de l'artillerie.

(2) Louis-Alexandre de Bourbon, comte de Toulouse, fils légitimé de Louis XIV et de M[me] de Montespan, né le 6 juin 1678, mort le 1[er] décembre 1737, reçut les charges de grand amiral, puis de colonel d'infanterie. Blessé au siège de Namur; maréchal de camp en 1696; lieutenant général en 1697; en 1704, mis à la tête d'une flotte, pour rejoindre Duquesne. « On ne saurait voir une valeur plus tranquille, ni plus de vivacité à tout voir, et de jugement à commander à propos... Il était l'honneur, la vertu, la droiture, l'équité même, aimait beaucoup l'étude... » (Saint-Simon.)

Il se tint éloigné des affaires et des factions, où son frère le duc du Maine joua un rôle.

Il épousa, le 22 février 1723, Marie-Sophie-Victoire de Noailles.

Son fils unique, Louis-Jean-Marie de Bourbon, duc de Penthièvre, né le 17 novembre 1725, fut créé amiral à la mort de son père. Colonel, il se distingua à Dettingen, Fontenoy, Raucoux. Il vécut éloigné des affaires depuis la mort de Marie-Thérèse-Félicité d'Este, son épouse, et la perte de son fils le prince de Lamballe.

De ses six enfants, un seul lui survécut, Louise-Marie-Adélaïde de Bourbon, qui fut la mère du roi Louis-Philippe.

réception solennelle à l'illustre voyageur, et envoya au-devant de lui le maréchal de Tessé, avec une escorte choisie. Débarqué le 30 avril 1717 à Dunkerque, il arrive le 7 mai à Paris, où il fut très fêté, et d'où il part le 21 juin pour rejoindre la Czarine à Spa. Préoccupé d'étudier les arts de l'Occident, surtout les procédés des métiers utiles et des ouvrages mécaniques, dont il voulait enrichir ses États, Pierre I[er] était venu en France pour voir beaucoup plus que pour se faire voir. Tout en satisfaisant une curiosité intéressée, il se proposait de préparer avec le gouvernement du Régent deux traités, l'un d'alliance politique, l'autre de commerce. Sans avantages directs pour la France, puisque la Prusse s'était engagée, par la convention du 14 septembre 1716, à empêcher qu'en aucun cas l'Empire ne se déclarât contre nous, une alliance avec la Russie nous aurait forcés d'abandonner notre ancienne alliée, la Suède, et nous aurait exposés à mécontenter l'Angleterre et la Hollande, dont nous venions de nous rapprocher. Un traité de commerce présentait moins d'inconvénients, sinon beaucoup plus d'utilité. Par ordre du maréchal d'Huxelles, le maréchal de Tessé traîna les négociations en longueur jusqu'au départ du Czar. Enfin on signa, le 15 août 1717, en Hollande, un traité de correspondance et de bonne amitié; et depuis cette époque la France eut en Russie un ambassadeur et des consuls (1).

Après la disgrâce de la princesse des Ursins (1714), l'influence italienne avait remplacé à la cour d'Espagne l'influence française. Albéroni, prêtre italien, fils d'un jardinier parmesan, et d'abord simple résident du duc de Parme à Madrid, s'était emparé de l'esprit de la nouvelle reine, Élisabeth Farnèse, qui lui devait sa couronne et dont il flattait l'ambition, et par la reine dominait Philippe V, « à qui il ne fallait qu'un prie-Dieu. » Le favori italien était, du reste, un homme d'une valeur incontestable. Son esprit organisateur avait porté la lumière dans le chaos administratif de l'Espagne, rétabli les finances, ranimé l'agriculture et le commerce, réorganisé l'armée et créé une marine imposante. Son administration eût été certainement très avantageuse au pays

(1) Voir, pour les détails sur ce voyage de Pierre I[er] en France, lettre de Voltaire à M. de Chauvelin (30 octobre 1760); *Mémoires* de d'Antin, de Saint-Simon; *Lettres* de Tessé, de Nesle et de Dulybois, etc.

qu'il gouvernait, s'il n'eût mis des talents supérieurs au service de vanités et d'ambitions maladives, poursuivant la réalisation de plans trop gigantesques pour n'être point chimériques.

Ministre espagnol, Albéroni voulait faire la guerre à l'empereur, qui n'avait pas reconnu Philippe V et prétendait toujours à l'héritage des vingt-deux couronnes portées par le faible Charles II. Italien, il se proposait d'arracher sa patrie à l'absolutisme autrichien et de donner en Italie des États aux deux fils au berceau d'Élisabeth de Parme. Tout en activant les préparatifs militaires de l'Espagne, il poussa contre l'Autriche la Porte Ottomane et Victor-Amédée. Le prince Eugène battit les Turcs à Peterwaradin, le 4 août 1716. Mais le vainqueur n'ayant pas profité de ses avantages, Albéroni, un instant désespéré d'une victoire qui déconcertait ses plans, n'en continua pas moins ses projets sur l'Italie. La conclusion de la triple alliance (4 janvier 1717) mit le comble à son irritation, en opposant des obstacles insurmontables à l'exécution des desseins de sa politique doublement nationale pour l'Espagne et pour l'Italie. Ce traité, auquel le Régent avait été amené par les manœuvres d'Albéroni et par les prétentions de Philippe V, pouvait maintenir ou détruire l'équilibre de l'Europe. Au sujet de la quatrième puissance dont on s'assurerait l'adhésion, le Régent et Georges Ier avaient des intérêts politiques différents. Georges Ier recherchait l'Autriche, qui pouvait seule défendre l'électorat de Hanovre contre Pierre Ier et Charles XII. L'adhésion de Philippe V aurait apporté au Régent une garantie pour ses droits éventuels à la couronne de France, et resserré l'union politique des deux branches régnantes de la maison de Bourbon; ce qui donnerait à la France une influence prépondérante dans l'arbitrage des différends qui allaient surgir entre l'Espagne et l'Autriche relativement aux États d'Italie. Pour déterminer Philippe V, le Régent promit de faire reconnaître par l'Europe aux enfants de son second mariage le droit de succéder aux duchés de Parme et de Toscane. Il parla même de la possibilité d'obtenir de l'Angleterre la restitution de Gibraltar à l'Espagne. Le caractère opiniâtre du ministre s'opposant à l'exécution d'un plan si sage, le Régent essaya de désabuser Philippe V. Deux agents qu'il employa (Louville et le père Daubenton) ne purent ou n'osèrent rien entreprendre. Albéroni se montra d'autant plus orgueilleux et intrai-

table, qu'il venait de surprendre au faible Clément XI le chapeau de cardinal. Par cette dignité, qui l'élevait au rang des Richelieu et des Mazarin, il acquérait un pouvoir sans limites sur la cour d'Espagne, une prééminence incontestée sur ses ennemis ou ses rivaux. Dès lors, « il tint, dit Saint-Simon, le roi et la reine sous clef, et mit la clef dans sa poche. » Enivré de ce triomphe, il crut qu'après avoir trompé la cour de Rome, il pourrait tromper toutes les cours de l'Europe; et, la vengeance venant au secours de l'ambition, il ne se proposa rien moins que l'humiliation de l'Autriche, la rentrée des Espagnols en Italie, l'ébranlement de l'Allemagne, la chute et peut-être la mort du duc d'Orléans, le rappel de Philippe V en France, au moins comme régent, le rétablissement des Stuarts en Angleterre et de Stanislas Leczinski sur le trône de Pologne. Pour commencer l'exécution de ces gigantesques projets, une flotte espagnole, dont il avait fait grand bruit, au lieu d'agir contre les Turcs, comme il l'avait promis au pape, se porta sur l'île de Sardaigne, cédée à l'Autriche par le traité d'Utrecht, et où le marquis de Kubi commandait pour l'empereur. Le marquis de Leyde descendit à Cagliari le 20 août 1717, et en moins de deux mois fut maître de l'île. Il devait, après la conquête de la Sardaigne, cingler vers la Sicile. Mais une fois encore la fortune servit mal les desseins de l'ambitieux prélat. Le prince Eugène venait de battre les Turcs (16 août 1717) et de s'emparer de Belgrade (1). L'Autriche pouvait tourner toutes ses forces vers les

(1) « Arrive la nouvelle d'une grande bataille gagnée par le prince Eugène sur les Turcs; il est sorti de ses retranchements le 16 août au grand matin, vers trois heures; à la faveur d'un brouillard, il a surpris les Turcs dans leur camp. Tout a été renversé et mis en fuite, et les Allemands ont pris tous les bagages, toute l'artillerie, le canon, les munitions, les tentes.

« C'est une déroute générale, d'autant plus étonnante que le prince Eugène était très pressé. Il revient pour prendre Belgrade. On a appris cette nouvelle par un courrier de l'électeur de Bavière, qu'il a envoyé à M[me] la duchesse pour lui donner des nouvelles de M. le comte de Charolais, son fils, qui est dans l'armée de Hongrie.

« A la prise de Belgrade, rendue par capitulation le lendemain de la bataille, avant que les tranchées aient été ouvertes, M. Lestrade, lieutenant général des armées du roi, qui avait accompagné le prince de Dombes en Hongrie, a eu la jambe emportée d'un boulet, dont il est mort. » (*Mémoires* de Mathieu Marais.)

« La courte guerre que termina le traité de Passarowitz fut remarquable par

agresseurs de l'Italie. Albéroni s'efforçait de conjurer ou tout au moins de retarder l'intervention de la France et de l'Angleterre, quand Philippe V, que le pape menaçait de ses censures pour avoir commencé la guerre, fut atteint de ses vapeurs noires et perdit l'appétit et le sommeil. La domination des Italiens à la cour d'Espagne paraissait plus odieuse encore aux Espagnols que ne l'avait été celle des Français. La reine et son ministre se trouvèrent donc en présence d'un roi malade et de factions hostiles. Les grands seigneurs espagnols, prévoyant dans l'exclusion du prince des Asturies ou dans la régence d'une Italienne une source de calamités pour leur patrie, se préoccupèrent d'un testament qu'avait fait Philippe V et demandèrent au Régent d'en empêcher l'exécution. Le duc d'Orléans promit son appui, dans l'intention d'empêcher la reine de prendre la régence, en cas de mort du roi, et pour laisser les Espagnols maîtres de leur gouvernement. En même temps il assurait à Élisabeth de Parme et à ses enfants une retraite en Italie. Comme il avait tout à craindre de la haine et de l'ambition du cardinal, et que la force pouvait devenir nécessaire pour l'arrêter dans l'exécution de ses plans, le Régent dirigea vers les Pyrénées 30 bataillons et 50 escadrons, à portée d'entrer en Espagne à l'appel des Espagnols. Le rétablissement de Philippe V dissipa ces appréhensions.

Cependant la France et l'Angleterre faisaient tous leurs efforts pour empêcher l'armée espagnole d'ouvrir les hostilités en Italie. Ni les prières de Nancré, l'agent français, ni les menaces de Stanhope, l'agent anglais, n'arrêtèrent les armements de Cadix. Les intrigues du cardinal pour jeter Charles XII sur la Grande-Bretagne n'avaient abouti qu'à l'arrestation des ministres suédois Goërtz à la Haye et Gillemberg à Londres. Sans se laisser décourager par

la quantité de princes souverains et autres qui la firent comme volontaires dans l'armée du prince Eugène. Les princes de Savoie, de Portugal, de Holstein, de Hesse-Cassel, d'Anhalt et de Bevern; les deux princes de Lorraine, ceux de Bavière, de Wurtemberg et de Saxe-Saalfeld, y déployèrent autant de courage que de magnificence. Le comte de Charolais, alors âgé de dix-sept ans, frère du duc de Bourbon, et le prince de Dombes, fils du duc du Maine, se rendirent aussi à cette armée, après la bataille de Peterwaradin, et se distinguèrent à celle de Belgrade, ainsi qu'au siège de cette forteresse, où le comte, depuis maréchal de Saxe, chercha toutes les occasions de faire la petite guerre aux Turcs. » (Lacretelle, t. I, p. 213, note.)

cet échec, Albéroni agitait les jacobites en Angleterre, fomentait en France tous les mécontentements, dissuadait les Turcs de traiter avec l'Autriche, à laquelle il suscitait des difficultés intérieures. Il employa dans ce dessein l'un de ces rebelles hongrois que la politique de Louis XIV n'avait cessé de salarier. C'était le prince Ragotzki, qu'un aveugle hasard avait érigé en chef de parti, en dépit de la nature, qui en avait fait un honnête homme sans talents. On accusa Cellamare d'avoir profané l'église des Camaldules par des entrevues avec le complice des infidèles. Intéressé à brouiller les affaires de l'Europe, pour se rendre nécessaire au roi d'Espagne; joignant à l'audace extrême de son génie une présomption qui lui dérobait la vue des obstacles; fier de l'état de force où il avait mis ce royaume, sans réfléchir que c'était, relativement à d'autres puissances, un véritable état de faiblesse, le ministre espagnol persistait à vouloir la guerre.

Victor-Amédée avait montré peu d'empressement à seconder les efforts des Espagnols. Albéroni ne douta pas que ce prince, pour acheter son pardon de l'Autriche, n'eût livré au cabinet de Vienne les secrets du cabinet de Madrid. Afin de se venger de cette trahison, le 15 mai 1718 il mit en mer une flotte de trois cent soixante voiles, portant 33,000 hommes de troupes, que l'amiral Castagneta et le marquis de Leyde débarquèrent le 1er juillet en Sicile, à quatre lieues de Palerme. Le Régent rit de l'humiliation de Victor-Amédée : « Enfin, dit-il, le renard a été pris dans le piège. » L'Angleterre fut heureuse de l'occasion qui lui était offerte d'enlever à l'Espagne l'empire de la Méditerranée et d'écraser sa marine renaissante. L'Autriche, en même temps qu'elle faisait avec les Turcs la paix de Passarowitz (22 juillet 1718), entrait dans la ligue pacifique déjà formée par la France, l'Angleterre et la Hollande. Le traité qui prit le nom de *quadruple alliance* fut signé à Paris le 16 juillet et à Londres le 2 août. L'empereur reconnaissait les Bourbons d'Espagne, et recevait la Sicile en échange de la Sardaigne, qui serait rendue au duc de Savoie; les duchés de Parme et de Toscane, érigés en fiefs impériaux, étaient destinés aux enfants de Philippe V et d'Élisabeth Farnèse, aussitôt que la succession serait ouverte. Le cabinet de Madrid ayant rejeté les conditions de ce traité, la France et l'Angleterre lui déclarèrent la guerre. Par ce fait, le Régent rompait ouvertement avec la maison de Bourbon,

à laquelle il appartenait, et oubliait la politique de Louis XIV, pour s'unir avec une puissance réputée l'ennemie naturelle de la France. Le Régent relevait ainsi la barrière des Pyrénées, que la main puissante de Louis XIV avait abattue en conduisant son petit-fils en Espagne. Albéroni, par des tentatives de soulèvement, de conspiration et d'assassinat, avait rendu la rupture inévitable, et doit en porter la responsabilité devant l'histoire. L'opiniâtreté du cardinal ayant fait échouer les négociations de paix, il fallut recourir aux armes pour assurer l'exécution du traité de la quadruple alliance. L'amiral Byng, qui commandait l'escadre anglaise dans la Méditerranée, attaqua la flotte espagnole en vue de Syracuse et du cap Passaro, et la réduisit à ne pouvoir plus tenir la mer (11 août).

A la nouvelle d'un désastre qui ruinait ses espérances et confondait son orgueil, l'irritation du ministre espagnol ne connut plus de bornes. « Le roi et la reine auront recours aux moyens les plus extrêmes pour se venger de ceux qui prétendent leur mettre le poignard sur la gorge, » avait-il répondu à Stanhope, quand ce ministre sommait le cabinet de Madrid d'exécuter le traité du 2 août. Le cardinal avait sans doute traduit ses propres sentiments et indiqué son programme. En effet, après la capture, la destruction ou la dispersion de ses escadres (1), on le vit tenter des efforts désespérés pour susciter des embarras aux puissances coalisées. L'Angleterre était l'âme de la coalition. L'idée d'une descente du roi de Suède en Écosse étant abandonnée depuis l'insuccès des machinations du comte de Goërtz, Albéroni ménagea un rapprochement entre Charles XII et Pierre Ier. Le traité de l'île d'Aland fut signé en novembre 1718. Le Czar gardait ses conquêtes de la Baltique, et devait aider le roi de Suède à conquérir la Norwège, occupée par les Danois, Brême et Verden, que les Danois avaient enlevées aux Suédois et vendues à Georges Ier. La mort de Charles XII au siège de Frédéricshall (12 décembre 1718) fit avorter cette combinaison. Ne pouvant plus occuper Georges Ier en Allemagne, Albéroni ne renonça point à soulever les jacobites. Jacques III, échappé d'Avignon, s'était retiré à Urbino dans les États du pape. Il fut appelé en Espagne, reçu avec les honneurs

(1) Des trois escadres espagnoles, une fut prise, une abîmée, et la troisième forcée de se réfugier dans le port de la Valette.

dus à un roi d'Angleterre, et logé au palais du Buen-Retiro. Une escadre s'organisait à Cadix, composée moitié d'Espagnols, moitié d'Irlandais auxiliaires. L'armement ne répondait point aux promesses faites au prétendant ; il laissait au duc d'Ormond le commandement de l'expédition, qui comprenait dix vaisseaux de ligne et quelques frégates. Sortie de Cadix le 7 mars 1719, elle fut assaillie, au cap Finistère, d'une violente tempête. Deux frégates seulement abordèrent en Écosse, avec 300 Espagnols, qui furent pris. Jacques III dut retourner en Italie.

Pour être prêt à secourir Georges Ier contre l'expédition annoncée, le Régent avait formé un camp de 15 ou 20,000 hommes sur les côtes de la Picardie et de la Flandre française. Albéroni éclata contre la France. Après avoir menacé l'ambassadeur français à Madrid, il écrivit à l'ambassadeur d'Espagne à Paris : « Mettez le feu aux mines. » On verra qu'il ne fut guère plus heureux dans ses entreprises contre la tranquillité de la France, dans ses tentatives contre la liberté et la vie du Régent, que dans ses projets d'attaque contre l'Angleterre.

Les agitations intérieures qui inquiétèrent les premières années de la régence peuvent être rattachées à deux causes principales : les luttes du gouvernement contre la magistrature, les querelles entre les princes légitimes et les princes légitimés. Le *système* financier de Law, qui devait ruiner la France, après l'avoir démoralisée, amena le coup d'État contre le parlement. Law avait été autorisé à établir, à titre d'essai, une *banque d'escompte et de circulation*, au capital de six millions, réparti en actions de cinq mille livres. Il avait obtenu (2 mai 1716) un privilège de vingt ans. L'arrêt des fluctuations et des dépréciations de la monnaie ou des effets publics, l'abaissement du taux de l'escompte à six, puis à quatre pour cent, et, comme conséquence, une certaine activité imprimée aux transactions, furent les résultats immédiats de cette innovation financière. Afin d'étendre la circulation des billets, qui ne tardèrent pas à faire prime, un arrêt du conseil (10 avril 1717) déclara qu'ils seraient reçus dans toutes les caisses publiques. La banque donna de beaux bénéfices aux actionnaires. Triomphant de ce succès, qui séduisit le duc d'Orléans (1),

(1) « Le crédit des banquiers et des négociants, disait Law, décuple leurs fonds

Law proposait d'escompter l'impôt et de servir d'intermédiaire à l'État pour des emprunts. Le conseil des finances refusa; mais un édit du mois d'août 1717 établit une *compagnie d'Occident*, avec un privilège de vingt-cinq ans pour le commerce de l'Amérique du Nord et du Canada. Le capital devait être de cent millions en actions de cinq cents livres, payables, au moins pour les trois quarts, en billets de l'État. Cette condition de la souscription, le succès de la banque d'escompte, et surtout l'appât mensonger de l'or de la Louisiane, cédée par le roi à la compagnie, facilitèrent le placement des actions.

Le rapport que le duc de Noailles avait lu au conseil le 17 juin 1717 constatait une amélioration dans la situation financière, mais démontrait aussi que l'économie et l'emploi des moyens ordinaires ne rétabliraient que très lentement le crédit et les affaires, tout en laissant en souffrance des services importants, comme la marine et l'armée. Law s'efforçait de convaincre le président du conseil des finances, Villeroy, et les principaux conseillers du Régent, Saint-Simon et Dubois, qu'il y avait des moyens plus efficaces et plus prompts de relever le crédit et la fortune publique. Soit honnêteté, soit jalousie, de Noailles repoussait le système. Le chancelier d'Aguesseau, qui avait remplacé Voysin, mort le 3 février 1717, se déclara dans le conseil contre les dangereuses et mensongères combinaisons de l'Écossais. Fatigué de cette opposition, le Régent exila d'Aguesseau à sa terre de Frêne, remercia de Noailles, et donna les sceaux et les finances au lieutenant général de police d'Argenson. Le choix d'un homme hostile au parlement montrait que le gouvernement était résolu à briser toutes les résistances.

La lutte allait commencer. On manquait d'argent, et la suppression de l'impôt du dixième venait encore aggraver la situation du trésor. Un édit du 11 mai 1718 ordonna une refonte et une aug-

c'est-à-dire que celui qui a un fonds de cent mille livres peut faire pour un million d'affaires et retire le profit d'un million; d'où l'on doit conclure que, si un État pouvait réunir dans une banque tout l'argent de la circulation, il serait aussi puissant qu'avec un capital décuple. » Ce raisonnement devait séduire le duc d'Orléans. La perspective d'attirer à lui, par la confiance ou par la contrainte (c'étaient les moyens que préconisait Law), tout l'or du royaume, flattait encore plus son ambition que sa cupidité.

mentation dans la valeur nominale des monnaies. Cette combinaison, à laquelle Law ne fut sans doute pas étranger, constituait une véritable spoliation. Le parlement s'alarma. Le 17 juin il fit des remontrances, et le 20 il rendit, toutes chambres réunies, un arrêt interdisant l'exposition et l'usage des monnaies de nouvelle création. Cet arrêt fut cassé par le conseil d'État. Le parlement persista dans sa décision, et présenta, le 27, de nouvelles remontrances, auxquelles s'associèrent, le 30, la chambre des comptes et la cour des aides. Enfin, le 12 août, il ordonna que la banque de Law se bornât aux opérations autorisées par les lettres patentes du 2 et du 20 mai 1716, et annula l'arrêt du conseil du 10 avril 1717. L'émotion était générale; des attroupements se formaient. Poussé par Law, Dubois, d'Argenson, le duc de Bourbon et même Saint-Simon, le Régent résolut de couper court aux résistances et de réprimer ce qu'il appelait les envahissements du parlement.

Le 26 août, dès six heures du matin, un appareil militaire imposant se déploya autour du palais des Tuileries. A huit heures, le conseil de régence fut réuni (1) pour entendre lire l'arrêt prescrivant l'enregistrement de la commission du nouveau garde des sceaux, celui qui cassait les deux arrêts du parlement contraires au système de Law, celui qui réduisait les princes légitimés au rang de leur duché-pairie. On fit une exception en faveur du comte de Toulouse, afin de rendre l'affront plus sensible au duc du Maine, qui perdit en même temps la surintendance de l'éducation du roi, attribuée au duc de Bourbon. Dans le lit de justice tenu immédiatement après par le roi, d'Argenson lut les arrêts préparés et une décision du Régent portant que tout enregistrement refusé par le parlement serait réputé accompli dès que le roi aurait envoyé des lettres de jussion. Le 27, le parlement déclara qu'il n'avait dû ni entendu être pour rien dans ce qui s'était passé la veille. Cette protestation coûta la liberté à trois des magistrats opposants.

La suppression des conseils (24 septembre) suivit de près le retour à l'absolutisme. Le Régent avait cédé aux obsessions de Dubois, qui voulait diriger seul notre politique extérieure (2), et de

(1) Le duc du Maine et le comte de Toulouse étaient venus sans convocation. Le duc d'Orléans les engagea à sortir de la salle.

(2) « Après la conclusion de la triple alliance, il s'était fourré dans le conseil

Law, qu'importunait le conseil des finances et dont les plans avaient besoin d'être appuyés par des coups d'autorité. Le Blanc devint secrétaire d'État de la guerre ; la Vrillière, Armenonville et le jeune Maurepas se partagèrent l'administration des provinces; mais ces quatre ministres avaient peu d'action dans le gouvernement. Ainsi le Régent n'avait ressaisi le pouvoir que pour en investir les trois hommes qui avaient sa confiance, Dubois, Law et d'Argenson.

Les mécontentements produits par ces changements et ces choix se joignirent aux causes d'agitation qui existaient déjà. Les mécontents se groupèrent autour de la duchesse du Maine. Sa *petite cour* de Sceaux était depuis longtemps un rendez-vous de conspirateurs littéraires. Mais les pamphlets et les satires ne suffisaient plus à sa haine. Pour se venger du duc d'Orléans, elle sollicita l'appui de Philippe V, et fit part de ses projets à l'ambassadeur espagnol Cellamare. On voulait soulever la Bretagne et le Midi, s'emparer du Régent, convoquer les états généraux, faire conférer au roi d'Espagne la régence, dont le duc du Maine exercerait les pouvoirs. Albéroni, dont la politique aux abois cherchait alors tous les moyens de susciter des embarras au gouvernement français, encouragea les intrigues de Cellamare. On allait passer des paroles à l'action. Des attroupements se formaient autour de Paris. Albéroni et Cellamare soulevaient les nobles bretons en leur promettant l'appui d'une flotte espagnole. Dubois était tenu au courant de la conjuration, tant par les lettres que Stanhope lui écrivait de Madrid que par les rapports de ses propres espions. Heureux d'avoir une occasion de justifier la politique adoptée par la régence à l'égard de l'Espagne, et de montrer que la cour de Madrid n'hésitait pas, en vue de satisfaire son ambition, à exciter des séditions en France, il surveillait attentivement les menées de Cellamare, attendant le moment favorable pour les démasquer. Au commencement de décembre, il fut averti qu'un abbé Portocarrero allait se rendre à Madrid avec le fils de l'ambassadeur d'Espagne à Londres, et que Cellamare lui avait confié un paquet. Portocarrero est arrêté à Poitiers. On saisit dans sa voiture des pièces

des affaires étrangères comme ces plantes qui s'introduisent dans les murailles et qui enfin les renversent. » (Saint-Simon.)

qui prouvaient une conspiration. Cellamare fut gardé à vue dans son hôtel. On le reconduisit plus tard en Espagne, mais après le retour de l'ambassadeur français, Saint-Aignan, qui avait à peu près joué le même rôle à Madrid, intriguant, avec les seigneurs espagnols mécontents, contre le cardinal Albéroni. Le comte de Laval, le duc de Richelieu et le marquis de Pompadour furent enfermés à la Bastille, ainsi que beaucoup d'autres personnages moins importants. On exila le cardinal de Polignac dans son abbaye d'Anchin. Le duc et la duchesse du Maine furent arrêtés le 29 décembre, et conduits, le duc au château de Doullens, la duchesse à celui de Dijon. Les prisonniers virent s'adoucir peu à peu les rigueurs de leur captivité. Le Régent les gracia les uns après les autres. Le duc de Richelieu, convaincu d'avoir voulu livrer aux Espagnols la place de Bayonne, où son régiment était en garnison, ne fut relâché que grâce à de vives instances. Presque tous les conjurés avaient persisté à n'énoncer rien d'important dans leurs déclarations. La duchesse du Maine avoua tout et compromit, par ses aveux, ceux qui avaient tout bravé pour ne pas la compromettre, ceux qu'elle avait attirés dans le complot ou poussés à la révolte.

La conspiration dite *de Cellamare* n'aurait eu qu'un dénouement ridicule, si l'insurrection de l'Ouest, qui s'y rattachait, n'avait amené de sanglantes exécutions (1). Envoyé en Bretagne pour tenir les états, le maréchal de Montesquiou avait irrité la noblesse par son caractère hautain. Les états, réunis à Dinan, ayant ajourné le vote du don gratuit, le Régent les avait dissous (21 décembre 1717) et fait marcher des troupes sur la province. Quatre gentilshommes vinrent, au nom de la noblesse, présenter au Régent une protestation respectueuse au sujet de ces mesures, et demander une réduction de la capitation. Un ordre d'exil leur fut signifié, ainsi qu'au président et à un conseiller du parlement de Rennes, qui refusaient de se conformer aux ordres du Régent relatifs au rétablissement de l'impôt des quatre sous pour livre. Le parlement céda ; les états, assemblés

(1) Dans une déclaration envoyée au régent, la duchesse du Maine avait eu la faiblesse de livrer les noms de plusieurs gentilshommes bretons qui avaient pris des engagements avec elle et avec le gouvernement espagnol.

deux mois après, votèrent le don gratuit; et tous les exilés furent rappelés. Mais les passions s'étaient exaltées dans les réunions préparatoires à l'assemblée générale. Une protestation contre un arrêt du conseil relatif à des droits d'entrée, protestation à laquelle s'associa le parlement, provoqua de nouvelles rigueurs. La noblesse, exaspérée, se livre à des espérances factieuses. Albéroni, qui cherchait à soulever les protestants du Midi, des Cévennes et du Poitou, ne pouvait manquer de mettre à profit les ferments de guerre civile qui existaient dans l'Ouest. Cellamare se mit en rapport avec quelques-uns des gentilshommes bretons exilés à Paris, leur fit part de ses démarches auprès du premier président de Rennes, et promit que les armes de l'Espagne seraient prêtes à soutenir la révolte. Hervieux de Mélac avait été envoyé à Madrid pour demander le concours d'une flotte espagnole. Il en remporta des promesses et une lettre de Philippe V. Quoique peu nombreux et mal secondés par les paysans, les révoltés entrèrent en campagne et commencèrent à forcer les caisses publiques. Comme ils marchaient sur Rennes pour enlever par surprise le maréchal de Montesquiou, ils furent cernés par le colonel Langey dans la forêt de Noé (septembre 1719). Deux cents sont pris, parmi lesquels tous les chefs du mouvement insurrectionnel. Quand les bâtiments espagnols se présentèrent sur les côtes, ils ne recueillirent que des fugitifs; la révolte était étouffée. Les prisonniers furent conduits à Nantes et traduits devant treize commissaires, présidés par le marquis de Châteauneuf.

CHAPITRE II.

EXPÉDITION D'ESPAGNE

(25 décembre 1718 — 17 février 1720).

Manifeste de Philippe V (25 décembre 1718). — Armée. — Réduction de l'effectif. — Casernement des troupes. — Suppression des étapes. — Solde. — Milices provinciales.

Déclaration de guerre à l'Espagne (9 janvier 1719). — Le maréchal de Berwick est placé à la tête des troupes françaises (14 janvier). — Levée des milices et départ des régiments destinés à l'armée (février, mars, avril). — État des officiers généraux et désignation de leurs commandements. — Reconnaissance de Fontarabie, Irun (11 mai). — Entrée dans Ernani (20 mai). — Ouverture de la tranchée devant Castel-Léon (28 mai). — Castel-Léon se rend (11 juin). — Les Français entrent dans Fontarabie (18 juin). — Siège de Saint-Sébastien. — La tranchée est ouverte (19 juillet). — Prise du château de Laguna (31 juillet). — Saint-Sébastien capitule (4 août). — Prise d'Urgel (14 septembre). — Disgrâce d'Albéroni (4 décembre). — Philippe V adhère à la quadruple alliance (17 février 1720).

L'Angleterre avait déclaré la guerre à l'Espagne le 17 décembre. Le 25, Philippe V publiait le manifeste suivant :

Déclaration du roi d'Espagne en date du 25 décembre 1718, du château du Prado.

« Les avis que je reçois de toutes parts qu'on prépare depuis quelque temps de gros magasins sur les frontières de la France, et qu'on a déjà nommé les chefs qui doivent y commander une armée, plusieurs autres dispositions militaires, et enfin l'attentat qu'on vient de commettre contre le droit des gens à l'égard de mon ambassadeur, me font croire que, contre toute raison, on veut faire une irruption dans mes États.

« Un procédé si irrégulier et si barbare me surprend d'autant plus qu'il est évident que le Roi Très Chrétien, mon très cher neveu, n'y a aucune part, étant incapable, par son âge et encore plus par la bonté de son naturel, d'une action aussi noire;

on ne doit pas non plus l'imputer à une nation que j'aime tendrement, et avec laquelle je suis lié par des nœuds si étroits. Personne n'ignore qu'outre que je suis né et que j'ai été élevé dans son sein, elle a uni ses forces avec celles de mes fidèles sujets, et que, de concert avec eux, elle m'a maintenu sur le trône d'Espagne au prix même de son sang, et malgré les derniers efforts de presque toute l'Europe conjurée contre moi.

« Ce détestable projet ne pouvant donc être attribué ni au Roi, mon très cher neveu, avec qui je compte entretenir toute ma vie une tendre et sincère correspondance, ni à la nation, qui m'est si chère et qui a sacrifié tout pour moi, ne peut être que l'ouvrage d'un particulier dont les desseins, prémédités depuis longtemps, ne sont que trop connus dans le monde. La postérité aura peine à croire qu'il se soit tellement dépouillé de tout sentiment de religion et d'humanité, que, pour arriver à ses propres fins, il ait foulé aux pieds les droits les plus sacrés, ceux de sa patrie, d'un roi pupille du sang de France, et qu'il ait rompu une union qui a coûté la vie d'un million d'hommes, et pour laquelle le Roi mon aïeul a tout hasardé, jusqu'à son propre État, persuadé que la conservation et la félicité des deux couronnes y était attachée, et que par là il mettait fin à des guerres éternelles entre deux rois voisins, dont la concorde est également importante au repos de l'Europe et des deux nations.

« On ne doute pas que les fidèles sujets du Roi mon neveu ne soient effrayés et scandalisés d'une nouveauté si monstrueuse, sachant surtout que, pendant la minorité du Roi, on ne peut, sans le consentement des états, ni déclarer la guerre, ni entreprendre quoi que ce soit, dont les suites peuvent être très funestes à toute la nation, parce que les états sont seuls dépositaires de l'autorité d'un pupille, seuls chargés de la défense d'un royaume.

« Nul Français, quelque prévenu et séduit qu'il soit par de faux et spécieux préjugés, pour peu qu'il réfléchisse, ne peut au moins disconvenir qu'il n'est pas au pouvoir d'un particulier d'abuser du nom et de l'autorité d'un roi mineur, pour engager toute la nation, sans son aveu, dans une guerre qui ne peut lui être que très fatale, parce qu'il est fort vraisemblable que, la guerre une fois vivement allumée, on attirera jusque dans le centre de la

France ses plus implacables ennemis, qui la ravageront sous prétexte de la secourir.

« Je suis persuadé que les bons Français, touchés par ces raisons si justes, auront horreur de prendre les armes, et, au cas qu'ils les prennent, je me promets de leur bon cœur que ce ne sera que pour défendre ma couronne, et qu'ils seconderont le zèle et le courage de mes fidèles sujets, qu'ils ont si longtemps soutenus avec amour, dont ils ont donné des preuves si éclatantes dans tous les siècles.

« S'ils se présentent dans cet esprit sur mes frontières, comme je n'en doute point, je proteste que je les recevrai à bras ouverts comme mes bons amis et mes alliés; je donnerai aux officiers des emplois proportionnés à leur rang; j'incorporerai les soldats dans mes troupes, et je me ferai un plaisir d'épuiser, s'il est nécessaire, mes finances en leur faveur, afin que tous ensemble, Espagnols et Français, nous combattions unanimement les ennemis communs des deux nations.

« Que s'il arrive, ce que je ne puis croire, que quelque particulier oublie son devoir en exerçant des actes d'hostilité dans mes royaumes, il doit bien s'attendre à être généralement regardé comme un sujet rebelle au Roi Très Chrétien, mon très cher neveu, et traître à sa patrie. »

C'était un appel à la désertion, une déclaration de guerre au Régent. La France, qui n'avait pas tiré l'épée depuis la paix de Rastadt, dut se préparer à combattre.

Les réformes opérées dans l'infanterie, après le traité de Bade, en réduisant de plus de moitié le nombre des régiments, permirent de remplir les vides des cadres conservés avec de vieux soldats aguerris par quinze années de guerre

L'infanterie comptait, en 1715, 121 régiments, y compris le régiment des gardes-françaises, celui des gardes-suisses, ceux de Royal-Artillerie et de Royal-Bombardiers, qui, tout en gardant leur rang d'ancienneté dans les régiments, conservaient leurs privilèges de service, d'avancement. Les gardes-françaises avaient le pas sur les gardes-suisses. La brigade des gardes avait toujours dans les batailles le poste d'honneur, qu'elle choisissait ordinai-

rement au centre de la première ligne; les gardes-suisses occupaient le centre de la deuxième. Dans les sièges, les gardes ouvraient les tranchées, et, à la tête des assauts, entraient les premiers dans les places.

Les gardes-françaises formaient 6 bataillons et 32 compagnies, dont 2 de grenadiers; les gardes-suisses n'en avaient que 12 en 4 bataillons.

En dehors des corps privilégiés, restaient 116 régiments, dont 94 français, 8 suisses, 5 allemands, 5 irlandais, 2 wallons, 1 catalan, 1 piémontais.

Tous les régiments d'infanterie, français ou étrangers, se primaient entre eux suivant leur rang d'ancienneté.

Les 94 français se décomposaient en régiments levés avant la paix des Pyrénées (1659) et régiments de nouvelle formation. Les premiers, considérés comme de vieilles troupes, avaient le privilège de former les têtes de colonnes et de brigades.

Parmi eux on distinguait encore les 6 *vieux* et les 6 *petits vieux*. Quand ils se trouvaient dans la même armée avec les gardes, ils occupaient l'extrémité des ailes de la première ligne de bataille.

Les officiers des corps moins anciens considéraient comme une récompense de leurs services de passer avec leur grade dans les vieilles bandes. Ils attiraient avec eux les sous-officiers les plus distingués et les meilleurs soldats, de sorte que ces régiments étaient, en réalité, des régiments d'élite.

Les milliers d'Irlandais et catholiques anglais et écossais qui avaient suivi Jacques II en France, et qui formèrent des corps nombreux, étaient fort réduits en 1715. Il en restait à peine assez pour composer 5 faibles régiments d'un seul bataillon.

Les troupes étrangères étaient soumises à la même organisation et à la même discipline que les troupes nationales. Elles servaient très bien; l'esprit de corps y était remarquable. Les Suisses ne devaient jamais être employés contre l'empereur d'Allemagne au delà du Rhin et des Alpes et contre l'Espagne au delà des Pyrénées. Ces troupes remplirent toujours loyalement leurs engagements et furent des modèles de bravoure et de discipline. Sauf les couleurs distinctives des régiments royaux, régiments des princes, régiments des gentilshommes et régiments de province, la tenue était la même.

Après la paix de Rastadt, on conserva 61 régiments de cavalerie et 15 de dragons.

CAVALERIE.

Colonel-Général
Mestre-de-Camp-Général
Commissaire-Général
Royal
Le Roi
Royal-Étranger
Cuirassiers-du-Roi
Royal-Cravates
Royal-Roussillon
Royal-Piémont
Royal-Allemand
Royal-Carabiniers
Royal-Pologne
La Reine
Le Dauphin
Le Dauphin-Étranger
Bretagne
Anjou
Berry
Orléans
Condé
Bourbon
Clermont
Conty
Chartres
Maine
Toulouse
Villeroy
Du Tronc
Lambesc
Flesché
Saint-Aignan
Gesvres
La Tour
Hendicourt
Aubusson
Tarente
Beringhen
Vaudray
La Rocheguyon
Saint-Germain
Marsillac
Esclainvillers
Villequier
Saint-Pouanges
Livry
La Ferronnays
Germinon
Lenoncourt
Chepy
Bouzols
Novion
Brissac
Barentin
Marteville
Rottembourg
Noailles
Courcillon
Nugent
Vaudémont
Ratsky, hussards.

DRAGONS.

Colonel-Général
Mestre-de-Camp-Général
Royal
La Reine
Le Dauphin
Bauffremont
Bonnelles
Espinay
Caylus
Lautrec
Bellabre
Goësbriand
Sommery
La Baume
Orléans.

Tous les régiments sont ramenés à 8 compagnies de 25 hommes, par ordonnance du 28 avril 1716, au pied de paix, et de 40 au pied de guerre. Cette organisation est restée la même jusqu'en 1740.

Au moment de l'institution définitive [des régiments, qui remonte à 1671, l'escadron comprenait 3 compagnies. — Il en fut ainsi jusqu'en 1733. Porté alors à 4 compagnies de 40 hommes, cela donnait à l'escadron 160 maîtres.

Le régiment n'avait qu'un officier supérieur, le mestre de camp.

Le régiment des Cuirassiers-du-Roi, seul, portait cuirasse, ainsi que tous les officiers, probablement pour leur donner plus de sécurité à la tête de leur troupe et au premier rang dans une charge.

Par ordonnance royale du 28 avril 1716, « S. M. ayant résolu de réformer quatre compagnies dans certains régiments de cavalerie et de réduire toutes les compagnies à vingt-cinq maîtres et de ne plus entretenir de major, ni d'aumônier dans les régiments, à l'égard des cavaliers surnuméraires, S. M. entend qu'ils soient distribués avec leurs armes et habits dans les compagnies des mêmes régiments qui pourront en avoir besoin ou dans celles des autres régiments qui seront dans les places les plus voisines, trouvant bon que, s'il y en avait quelques-uns qui, par leur vieillesse et incommodités, ne fussent pas en état de servir, ils soient congédiés avec leurs habits, ceinturons et épées seulement, laissant leurs autres armes aux commissaires des guerres, qui auroient soin de les faire remettre dans les magasins des places.

« Veut S. M. que les capitaines auxquels il sera permis de retenir des chevaux des cavaliers congédiés payent 18 livres à chacun desdits cavaliers congédiés, pour leur donner les moyens de rentrer chez eux. Et s'il arrivoit que, les compagnies n'étant pas complètes en chevaux, les cavaliers congédiés n'en eussent point à remettre, les capitaines soient cependant obligés de leur donner à chacun 18 livres pour faciliter leur retour, après que le décompte leur aura été fait, en présence desdits commissaires, de ce qui pourra leur être dû de leur solde.

« Quant aux majors, comme S. M. ne les juge pas présentement nécessaires, son intention est de leur donner le commandement de la dernière compagnie des régiments où ils sont, en cas

qu'ils se trouvent plus anciens en commission que les capitaines qui en seront pourvus, lesquels, quittant lesdites compagnies, demeureront entretenus en qualité de capitaines réformés, à la suite des mêmes régiments, en attendant leur replacement aux premières compagnies qui viendront à vaquer.

« Si au contraire les majors se trouvoient moins anciens que les capitaines, ils y seront entretenus en qualité de capitaines réformés.

« A l'égard des aumôniers desdits régiments, ils se retireront chez eux ou ailleurs, où bon leur semblera, avec assurance que S. M. est satisfaite de leur bonne conduite (1). »

Depuis longtemps la solde des troupes n'était pas payée. Une fermentation sourde régnait dans les garnisons, et déjà dans quelques-unes se manifestait l'esprit de sédition. Le Régent employa, pour leur soulagement, la première somme qu'il put emprunter sur son crédit personnel, car les coffres de l'État étaient vides. Sentant combien l'amour des soldats lui était utile, il augmenta leur paye d'environ un septième (2).

Par raison d'économie et afin d'assurer le payement régulier des troupes que l'on conservait, le conseil supérieur de la guerre réduisit à 140,000 hommes l'armée que Louis XIV avait portée à 400,000 hommes, ce qui ramenait les dépenses de quatre-vingt-six à trente-six millions.

Le premier acte relatif à l'armée qui ait préoccupé le Régent, fut la réalisation d'une grande pensée de Louis XIV, dont les dépenses des dernières guerres avaient nécessité l'ajournement. Cette grande pensée était le casernement des troupes. Le 14 janvier 1692 avaient été commencées, dans les faubourgs de Paris, des casernes pour les gardes-françaises et les Suisses. Ces casernes furent achevées en 1716, et un arrêt du conseil de la guerre prescrivit en même temps que des établissements semblables seraient élevés par les soins de l'État, mais aux frais des populations, dans toutes les villes qui voudraient en faire la dépense. Une pareille

(1) Les agitations religieuses de l'époque auraient eu leur retentissement jusque dans l'armée, si le gouvernement ne s'était hâté de prévenir ce pieux embauchage et de soustraire la discipline militaire à ce danger. (Registres du conseil de la guerre, séance du 19 juillet 1716.)

(2) Ordonnance du 30 décembre 1716.

mesure était trop dans les intérêts des habitants des principales garnisons du royaume, pour qu'ils ne saisissent pas avec empressement ce moyen de se débarrasser du contact trop immédiat des gens de guerre, qu'ils étaient obligés de loger chez eux. En attendant la construction des casernes, on s'appliqua avec le concours des autorités municipales à loger les soldats dans des maisons louées à cet effet.

L'amélioration introduite en 1716 dans les casernements, et le changement produit dans la condition du soldat, par l'habillement et l'armement uniformes fournis par l'État, permirent d'abaisser considérablement la solde des troupes sans diminuer leur bien-être. La paye journalière du soldat d'infanterie fut alors réglée à 6 sols 10 deniers, solde qui, en ayant égard à la dépréciation de l'argent, est plus forte que celle du fantassin d'aujourd'hui.

Un des inconvénients dont on avait à se plaindre, c'était le nombre des officiers tout à fait disproportionné avec l'effectif des régiments. C'était pour l'État une cause de dépenses sans aucune compensation ; car on ne pouvait tenir les cadres d'officiers au complet qu'en y admettant beaucoup de jeunes gens de famille. On réduisit donc le nombre des compagnies dans chaque bataillon de 15 à 9, en y comprenant toujours 1 compagnie de grenadiers.

L'ordonnance du 6 avril 1718 règle le payement des troupes et la constitution des cadres du pied de paix au pied de guerre, et la création d'une masse destinée à l'habillement.

« Chaque compagnie sera composée en temps de paix d'un capitaine en pied, d'un capitaine en second, d'un premier lieutenant, d'un lieutenant en deuxième, d'un maréchal des logis, de deux brigadiers, etc., et sera payé à raison de 6 livres par jour au capitaine en pied, de 3 livres au capitaine en second, de 50 sols au premier lieutenant, de 33 sols 4 deniers au lieutenant en second, de 28 sols au maréchal des logis, de 8 sols à chacun des brigadiers, de 7 sols à chaque cavalier... trompette, timballier, sans aucune retenue pour la remonte, outre une ration de fourrages, qui sera fournie par chaque jour à chaque cavalier, lesquels, outre la solde ci-dessus, auront encore un sol par jour chacun, dont le fonds restera entre les mains du trésorier, pour composer dans chaque compagnie une masse destinée à son habillement,... etc.

« Lorsque S. M. jugera à propos de fournir le pain à ses troupes,

la ration sera de 28 onces de pain, au lieu de 24, sans que, pour raison de cette augmentation, on puisse faire payer au soldat plus de 2 sols par jour pour chaque ration.

« Lorsque, à l'occasion d'une guerre, le Roi sera obligé d'augmenter le nombre de ses troupes, S. M. veut que cette augmentation se fasse dans les compagnies par le nombre d'hommes et de chevaux que l'on voudra mettre sur pied. Lorsque les compagnies ne seront qu'à 35 ou 40, les escadrons seront composés de quatre compagnies pour faire 160 maîtres, et lorsque les compagnies seront de 50 à 55, les escadrons ne seront formés que de trois compagnies, afin que, par ce nombre d'hommes, les escadrons puissent toujours être sur trois rangs (1). »

Par suite du mouvement des troupes en campagne, en route, en quartiers d'hiver, on fut conduit à unifier par la transformation des quartiers d'hiver payés par les villes aux troupes qu'elles logeaient en un impôt dont le montant pût être appliqué à l'entretien de ces troupes sans les déplacer.

« La distribution, que l'on faisait faire aux troupes depuis quelques années, d'une demi-livre de viande par jour à chaque soldat, dont la retenue se faisait sur leur paye, avait paru d'abord un arrangement d'utilité pour eux. Mais, soit que la viande leur fût livrée par estimation ou distribuée à la livre aux compagnies, il s'en fallait toujours beaucoup que le soldat eût sa ration ordonnée lorsque les parts étaient faites à chaque chambrée. L'expérience même a fait connaître que le soldat préférait le sol qu'on lui retenait à la viande qui lui était distribuée; car dans la dernière campagne des sièges de Landau et de Fribourg, on ne distribua pas de viande, et les troupes en furent très contentes.

« D'ailleurs cette distribution, qui coûte beaucoup au Roi, met souvent la cherté des bestiaux dans différentes provinces. »

Le règlement du 6 avril ayant supprimé les étapes (2), on essaya de faire cesser aussi le logement chez l'habitant.

(1) Ministère de la guerre, *Recueil des ordonnances royales*.

(2) On appelait ainsi l'obligation où se trouvaient les habitants de défrayer les troupes en marche. A la place de cette disposition onéreuse et vexatoire, on adopta le principe d'une contribution en argent payée sur *l'extraordinaire des guerres*, c'est-à-dire par le budget des provinces. Le trésor royal n'avait à supporter que les dépenses dites de *l'ordinaire des guerres*, qui ne comprenaient

« Les hôtes n'étant plus désormais nécessaires aux troupes pour faire cuire la viande, leur fournir le sel, le poivre, vinaigre, chandelles et autres ustensiles, source de toutes sortes de vexations, où il n'y a de remède que par la séparation du soldat et de l'habitant, S. M. ordonne que, dans les routes, ses troupes seront casernées comme il se pratique dans les lieux où elles tiennent garnison, à la réserve des lieux les plus pauvres, où il ne leur sera donné que le simple couvert dans des maisons ou chambres vides qui seront chaudes et fermées, contenant des tables et des bancs. »

Mais alors le service de la guerre fournissait la paille, le bois de chauffage et la chandelle; les troupes payaient elles-mêmes les chariots nécessaires au transport des malades, des bagages, des tentes.

« Les officiers tiendront la main à ce que les cavaliers fassent ordinaire et toujours la soupe.

« Chaque compagnie entrant dans le lieu où elle doit être logée ira au logis de son capitaine pour y laisser ses fusils jusqu'au lendemain.

« Le quart des officiers devront être de garde jour et nuit avec leurs chevaux sellés pour veiller sur leur troupe, en empêchant les soldats d'aller dans d'autres lieux que celui près duquel ils sont campés (1). »

La France se divisait alors en 12 grands gouvernements généraux et 27 gouvernements généraux, avec des commissaires provinciaux, ordonnateurs et ordinaires des guerres, employés dans les places du royaume; plus des trésoriers généraux et des trésoriers provinciaux.

que la solde en station et l'habillement. Aussi, quand au dix-huitième siècle un ministre voulait faire des économies, il faisait voyager les troupes, qui étaient ainsi entretenues par *l'extraordinaire*.

(1) Ordonnances des 8 et 15 avril 1718.

GRANDS GOUVERNEMENTS GÉNÉRAUX.

Numéros d'ordre.	GOUVERNEMENTS.	VILLES.
1	Ile-de-France.	Beauvais, Senlis, Compiègne, Crespy, Maxence, Soissons, Laon, Noyon, Chauny, Cany-le-Château, Clermont, Beaumont, Brie-Comte-Robert, Melun, Nemours, Dreux, Mantes, Limours, Sens, Creil, Dourdan, Étampes, la Ferté-Alais, Meulan, Montfort, Houdan, Châteauneuf.
2	Picardie et Artois.	Amiens, Corbie, Abbeville, Montreuil-sur-Mer, Calais, fort de Nieulay, fort du Riban, Ardres, Dourlens, Péronne, Ham, Saint-Quentin, Guise, la Fère, Montdidier, Roye, Ribemont, Marles, Vervins, Pont-de-Remy, Rue, Saint-Valery (Artois), Arras, Hesdin, Bapaume, Béthune, Saint-Venant, Aire, Saint-Omer.
3	Champagne et Brie.	Rocroy, Mézières, Reims, Vitry, Épernay, Saint-Dizier, Troyes, Langres, Chaumont, Rethel-Mazarin, Bar-sur-Aube, Châlons, Sezanne, Vassy, Fismes, Château-Thierry, Provins, Montereau, Pont-sur-Yonne, Vaucouleurs, Joinville.
4	Duché de Bourgogne.	Saint-Jean-de-Losne, Châlon-sur-Saône, fort de l'Écluse, Auxonne, Mâcon, Bourbon-Lancy, Semur-en-Auxois, Autun, Avallon, Beaune, château de Talant, château de Bar-sur-Seine, Vezelay, Auxerre, Flavigny, Seyssel, Bourg-en-Bresse, Pont-de-Veyle, pont d'Arles, Montluel, pays de Gex, Nuits, Crevant, Dombes, Pierre-Châtel.
5	Dauphiné.	Grenoble, Briançon, forts des Trois-Têtes et du Randouillet, Mont-Dauphin, Embrun, fort Barraux, Valence, Vienne, Romans, Crest, Gap, Nyons, Tallard, Die, Mévouillon, Montélimar, Pont-de-Beauvoisin, Saint-Marcellin, Pierrelatte.
6	Comté de Provence.	Monaco, Marseille, tour de Bouc, Notre-Dame-de-la-Garde, tour Balaguier, château d'If, Toulon, Saint-Tropez, Antibes, Sisteron, château d'Antrevaux, Colmars, château de

GRANDS GOUVERNEMENTS GÉNÉRAUX (*suite*).

Numéros d'ordre.	GOUVERNEMENTS.	VILLES.
6	Comté de Provence.	Seyne, Tarascon, Briançon, Porquerolles, fort Guillaume, Barcelonnette, viguerie de Draguignan, Guillestre, Apt, Pertuis, Manosque, Forcalquier, Brignoles, Draguignan, Lorgues, Grasse, Arles.
7	Languedoc.	Montpellier, Toulouse, Nîmes, Narbonne, Aigues-Mortes, Cette, château d'Alais, Agde, fort Peccais et de Salnis, Sommières, Carcassonne, tours de Cabardes, Béziers, château de Verrières, Saint-André-de-Villeneuve-lez-Avignon, Sauve-Gasalle-en-Cévennes, d'Azillan, château de Peyre, Porture-de-Saint-Hippolyte, le Puy-en-Velay, Anduze, Vic et la Combe de Cannes-Genouillac, Puy-Laurens, Uzès, Lunel, Marseillargues-de-Gavaunage, Ganges, Cévennes, fort du Has, Gavonage et Valon-de-Nage, Beaucaire, tour et pont de Villeneuve-lez-Avignon, Roquemaure, Clermont-de-Lodève.
8	Guyenne.	Basse et haute Guyenne, Bordeaux, château Trompette, forts Sainte-Croix et de Médoc, Blaye, sa citadelle, Castillon, Puymerolle, tour de Cordouan, Tarbes, Figeau, Tiviers, Lectoure, Asput, Dombez.
9	Bretagne.	Rennes, Nantes, Redon, Belle-Isle, Blavet, Port-Louis, Lorient, Brest, île d'Ouessant, château de Toro, de Saint-Malo, Vannes, fort de la Latte, Dinan, Carhaix, Morlaix, Concarneau, Saint-Brieuc, Lannion, Fougères, Vitré, Guérande et le Croisic, Ploermel, Hennebon, presqu'île de Ruis, Pucins, Guingamp, Quimperlé.
10	Normandie.	Rouen, Caen, Cherbourg, Dieppe, fort Polet, Louviers, Honfleur, Vire, Pont-de-l'Arche, Granville, Gisors, Vernon, Caudilu, Pont-Audemer, Verneuil, Falaise, Argentan, Alençon, Mortagne, Valogne, Carentan, Saint-Lô, Avranches, Lahougue, Coutances, île de

GRANDS GOUVERNEMENTS GÉNÉRAUX (*suite*).

Numéros d'ordre.	GOUVERNEMENTS.	VILLES.
10	Normandie.	Chaze, Bellesme, Mont-Saint-Michel, Neufchâtel, Bayeux.
11	Orléanais et pays chartrain.	Orléans, Chartres, Gergeau, Gien, Montargis, Beaugency, Étampes.
12	Lyonnais, Forest et Beaujolais.	Lyon, château de Pierre-Encise.

GOUVERNEMENTS GÉNÉRAUX.

1	Paris.	Paris, Arsenal, la Bastille, Vincennes, château de la Tournelle.
2	Boulonais.	Boulogne, Montulin, Estaples, tour d'Ambleteuse.
3	Sedan et pays dépendant.	Sedan, Donchery, Carignan, Beaumont.
4	Pays de Foix, Donezan et Andore.	Mas-d'Azil, châteaux d'Arsin, d'Usson et de Kerigut, pays de Donezan.
5	Comté de Roussillon, de Conflans, comté de Vigueries, de Cerdagne.	Perpignan, sa citadelle, Salies, Collioure, fort Saint-Elme, Villefranche-de-Conflans, son château, Montlouis, fort des Bains et Arles, Prats-de-Mollo, château de Périlloux, tour de la Garde, port de Vendres, Saint-Laurent-de-Cerda.
6	Basse Navarre et Béarn.	Bayonne, château Vieux, château Neuf et Réduit de Saint-Pierre, Saint-Sever, château d'Acq, Navarreins, Saint-Jean-Pied-de-Port', Andaye, sa redoute, fort de Socoa, Lourdes, Pau, vicomté de Soules, Saint-Beat, comté de Comminges, châtellenie de Saint-Julien, Oloron, Saint-Bertrand, Dommes, Saint-Antonin, Moissac.
7	Saintonge et Angoumois.	Saintes, Angoulême, Saint-Jean-d'Angely, Cognac, l'île Madame.
8	Pays d'Aunis.	La Rochelle, Rochefort, île de Ré, sa citadelle, forts Saint-Martin et de la Prée, Chapus, Brouage, île d'Aix.
9	Poitou.	Poitiers, Loudun, Châtellerault, Niort, Fontenay-le-Comte, Lusignan, château de la Chaume, Saint-Maixent.

GOUVERNEMENTS GÉNÉRAUX (*suite*).

Numéros d'ordre.	GOUVERNEMENTS.	VILLES.
10	Havre-de-Grâce.	Le Havre, Montivilliers, Harfleur, Fécamp.
11	Maine, Perche et Laval.	Le Mans, Mortagne, Laval, château du Loir.
12	Nivernois.	Nevers, la Charité-sur-Loir.
13	Bourbonnois.	Moulins, Bourbon-l'Archambaut.
14	Auvergne.	Aurillac, Cusset, Riom, Clermont.
15	Limousin.	Limoges, Tulle.
16	La Marche.	Bellac, le Dorat.
17	Berry.	Vierzon, Châteauneuf, Issoudun, Bourges, Graçay.
18	Touraine.	Loches, Chinon, Amboise, Tours.
19	Anjou.	Angers, la Flèche, Baugé, Richelieu, Pont-de-Cé, Beaufort-en-Vallée, Château-Gontier, Laval.
20	Saumurois.	Saumur, son château, Richelieu, Mirabeau.
21	Flandre française et Hainaut.	Lille, citadelle, fort Saint-Sauveur, Douai, fort de l'Escarpe, Cambray, Graveline, Dunkerque, Bergues, Valenciennes, citadelle, Condé, Stinchelles, Maubeuge, le Quesnoy, Landrecies, Avesnes, Philippeville, Charlemont, Givet-Saint-Hilaire, Givet-Notre-Dame, Marienbourg.
22	Metz et pays messin.	Metz, sa citadelle, Thionville, Longwy, Stenay, Montmédy, Marville, Phalsbourg, Bouillon, Sarrelouis, Marsal, ville et moyenne ville, Rodemack, Sarrebourg, Sierk.
23	Verdunois.	Verdun.
24	Toulois.	Toul.
25	Haute et basse Alsace.	Strasbourg, Haguenau, Schelestadt, Huningue, Belfort, Landau, Wissembourg, Lauterbourg, Colmar, la petite Sierre, Obernheim, Saverne.
26	Comté de Bourgogne.	Besançon, fort Griffon, Salins, fort Saint-André, Blin, de Joux, Pontarlier, Dôle, château de Blamont, Héricourt, Chatilot, Montbéliard, Saint-Hippolyte.
27	Lorraine et Barrois.	Nancy, château de Bar.

Afin d'éviter les désordres des nouvelles levées que nécessitait la guerre et l'abus des milices pour le recrutement des corps, le règlement de 1719 organisa les milices provinciales d'une manière régulière et permanente. Elles furent réparties en autant de bataillons qu'il y avait de régiments d'infanterie française en laissant de côté le régiment des Gardes et celui du Roi, et chacun de ces bataillons était destiné à doubler un régiment.

La France était donc prête pour une guerre qu'elle ne désirait pas, mais dans laquelle elle se trouvait entraînée par les engagements de la quadruple alliance, encore plus que par les provocations du gouvernement espagnol. Jusque-là le Régent avait fourni seulement de l'argent à ses alliés. Mais alors il s'agissait de faire immédiatement une puissante diversion en faveur de la Sicile, où l'empereur venait d'envoyer des troupes, que transportait l'escadre anglaise, et qui étaient placées sous les ordres des généraux Mercy et Zunzungen.

Des camps se formaient à Stenay, dans la Bourgogne et, près de Paris, dans la plaine des Sablons. Grâce aux ressources que lui fournissait la banque de Law, devenue banque royale (4 décembre 1718), le Régent répandit l'argent à pleines mains dans l'armée. Les corps que l'on dirigeait vers les Pyrénées reçurent à l'avance plusieurs mois de solde.

Le gouvernement français dénonça les hostilités le 9 janvier. Le secrétaire d'État Le Blanc adressa aux officiers généraux en province une circulaire destinée à faire connaître au public la déclaration de guerre à l'Espagne et les motifs qui l'avaient rendue inévitable.

Le maréchal de Berwick (1) fut chargé d'assurer la défense des

(1) Jacques Fitz-James, duc de Berwick ou Barwick, en Écosse, fils naturel du roi d'Angleterre Jacques II, était neveu, par sa mère, Arabelle Churchill, du célèbre duc de Marlborough. Il naquit dans le royaume qu'il devait servir : sa mère, en revenant des eaux de Bourbon, le mit au jour à Moulins en 1671. A quatorze ans, aide de camp du duc d'Albermale, général de l'armée du roi Jacques II, il défit la cavalerie du duc de Montmouth à l'affaire de Weston (16 juillet 1685). L'Angleterre pacifiée, le précoce guerrier partit, au commencement de 1686, pour la guerre de Hongrie, et se trouvait au siège de Bude le 2 septembre. L'année suivante, l'empereur Léopold I[er] le fit général de bataille de ses armées. Il se disposait à une seconde campagne contre les Turcs, lorsque les troubles d'Angleterre le rappelèrent auprès du roi Jacques. Il fut créé duc de Berwick,

frontières du Midi, et mis à la tête de l'armée qui devait entrer en Espagne. Berwick avait gagné des batailles pour affermir le trône de Philippe V, et avait été comblé de bienfaits par ce prince. Il allait détruire son propre ouvrage et ruiner les dernières espé-

nommé colonel d'un régiment d'infanterie et de cavalerie, gouverneur de Portsmouth et de la province de Hampshire (1687); chevalier de l'ordre de la Jarretière et capitaine des gardes du corps (1688), lieutenant général (1689). Lorsque son père fut chassé du trône par la révolution (1688), Berwick le suivit en France. Ils arrivèrent à Saint-Germain en Laye le 1er janvier 1689. Général d'armée en Irlande (1690), il marcha au siège de Londonderry, que Jacques II leva le 10 juin. Les orangistes ayant formé le dessein de surprendre Jacques II à Canan, le duc de Berwick y accourut. La lutte fut très courte, mais très vive. Il eut un cheval tué sous lui, et fut blessé à la cuisse. Mis sur un autre cheval, il ramène au combat les Irlandais qui avaient pris la fuite. Le 10 juillet, il essaya d'enlever le prince d'Orange. A la journée de la Boyne (11 juillet), qui détruisit les dernières espérances de Jacques II, le duc de Berwick commandait l'infanterie irlandaise. Blessé et ne pouvant rallier ses fantassins, il passe à la cavalerie, qui soutint mieux le combat; mais, accablée par le nombre, elle dut abandonner la victoire au prince d'Orange.

Berwick prit du service en France. Volontaire dans l'armée de Flandre sous le marquis de Boufflers en 1691, au siège de Mons, il eut son chapeau et son habit percés de plusieurs balles; au combat de Leuze (18 septembre 1691), il tua de deux coups d'épée un Anglais qui s'était avancé pour tirer sur lui à bout portant; à Steinkerque (3 août 1692), il combat à la tête du régiment de Provence. Lieutenant général des armées du roi de France le 30 mars 1693, il sert sous le maréchal de Luxembourg. A la bataille de Nerwinde (29 juillet), il se jeta dans la mêlée, perça jusqu'à la troisième ligne et fut fait prisonnier. Échangé avec le duc d'Ormond, il rejoignit le maréchal à Nivelle le 20 août et se trouva au siège de Charleroi. En 1694, à l'armée de Flandre sous Monseigneur, il conduisit une colonne d'infanterie française dans la marche de Vignamont au pont d'Espierre (22 août). En 1695, il fit campagne en Flandre sous le maréchal de Villeroy. Nommé ambassadeur de Jacques II auprès du pape le 4 janvier 1701, il resta peu de temps à Rome, car nous le retrouvons encore en 1702 à l'armée de Flandre sous le duc de Bourgogne et le maréchal de Boufflers. En 1703, il battit, le 9 mai, l'ennemi cantonné le long de la Roër. Naturalisé Français par lettres royales du 17 décembre 1703, il commanda en 1704 l'armée française en Espagne. L'année suivante, il servit contre les Camisards. Créé maréchal de France le 15 février 1706, il eut encore le commandement de l'armée d'Espagne, remporta la brillante victoire d'Almanza (1707), qui sauva la couronne de Philippe V, et prit Barcelone. Il commande, en 1708, l'armée du Rhin sous l'électeur de Bavière. On le trouve en 1709, 1710, 1711 et 1712 à la tête de l'armée des frontières du Piémont. En 1719, le Régent mit sous ses ordres l'armée envoyée en Espagne contre Philippe V. Après la paix avec l'Espagne (1720), le maréchal eut le commandement de la Guyenne, du Béarn, de la Navarre, du Limousin, de l'Auvergne, du Bourbonnais, du Forez, du Roussillon et d'une par-

rances de son frère, le prétendant. Soldat, il sacrifia sans doute à l'obéissance militaire ses sentiments personnels. Son fils, le duc de Liria, était officier général dans l'armée espagnole. Berwick l'exhorta par une lettre pathétique à bien faire son devoir contre son père. D'autres officiers montrèrent moins de fermeté, ou attachèrent plus de prix à la reconnaissance. Berwick estimait beaucoup le lieutenant général comte d'Asfeld, et le désirait dans son armée. Le duc d'Orléans en parla à cet officier. « Monseigneur, répondit d'Asfeld, je suis Français, je vous dois tout, je n'attends rien que de vous; mais voici ce que je tiens du roi d'Espagne, avec la permission du roi; » et il montrait les insignes de la Toison d'or. Le Régent respecta ce sentiment. D'Asfeld fut dispensé de combattre contre Philippe V; il dirigea seulement, de Bordeaux, le service des subsistances.

Albéroni, dont les meilleures troupes étaient retenues en Sicile ou dirigées vers l'Angleterre et la Bretagne, ne s'était point sérieusement préparé à défendre le sol de la Péninsule. Soit qu'il eût pris la modération du duc d'Orléans pour de l'indifférence, soit qu'il comptât sur l'opposition des grands corps de l'État à une guerre contre le petit-fils de Louis XIV, ou sur la défection de nos troupes à leur entrée en Espagne, le cardinal-ministre s'était beaucoup plus occupé de lancer des manifestes contre le Régent que de mettre sur pied des bataillons. Voici ce que l'on écrivait de la frontière, le 11 janvier, au sujet du recrutement des troupes espagnoles en Catalogne : « L'on a donné une amnistie générale et

tie du Vivarais. Gouverneur de Strasbourg le 11 avril 1730, commandant sur le Rhin le 1er avril 1733, commandant en chef l'armée d'Allemagne le 1er avril 1734, il fut tué le 12 juin de cette année au siège de Philippsburg.

Après la victoire d'Almanza, Philippe V l'avait créé grand d'Espagne de première classe, duc de Liria et de Xerica. Le 23 mai 1710, Louis XIV le fit duc et pair de France par lettres d'érection de la seigneurie de Warty (Beauvoisis) en duché-pairie, sous le nom de Fitz-James, pour ses hoirs mâles du second lit. Louis XV le nomma chevalier de ses ordres le 3 juin 1724.

Le duc de Berwick avait eu de son mariage avec Honorée Burck, fille du lord comte de Clanricard, en Irlande, Jacques, duc de Liria et Xerica, dont la postérité existe encore en Espagne. Sa seconde femme, Anne Burkeley, morte en 1751, lui donna Jacques, duc de Fitz-James, dont les petits-fils et les petits-neveux servent aujourd'hui dans l'armée et dans la marine française.

Les *Mémoires de Berwick*, attribués à l'abbé de Margon, ont moins d'originalité que d'exactitude.

pardon de tous crimes à ceux qui prendront parti dans un mois dans les régiments de Barcelone. On ouvre les prisons... et avec tout cela on ne trouve point de soldats. » (Dépôt de la Guerre, 2561, 3.)

Le maréchal de Berwick demandait, de Bordeaux, le 14 janvier, que M. de Joffreville fût chargé, avec un corps, de veiller à la sûreté des frontières de Guyenne et de Béarn lorsqu'il se porterait lui-même en Catalogne. Il priait également S. A. R. le duc d'Orléans de faire partir tout de suite pour le Roussillon un bon maréchal de camp, afin d'aider M. de Fimarcon, qui se trouvait seul dans ce pays.

Ayant avis que les troupes espagnoles de Bilbao étaient en marche vers Saint-Sébastien, le maréchal fit à la même époque passer à Bayonne trois bataillons et deux à Saint-Jean-Pied-de-Port. Le reste de son infanterie, jusqu'à quatorze bataillons, fut réparti sur les derrières, à portée de se rendre à ces deux places en quatre jours de marche. Quelques-uns, n'étant pas encore arrivés, sont destinés à Saint-Bertrand et Saint-Béat.

Enfin les milices de Labour, de Navarre, de Soule, de Béarn et de Bigorre durent, au moyen de compagnies détachées, garder les passages sur la frontière, sous les ordres des commandants de ces pays.

Vers le milieu de janvier ces défenses étaient suffisantes, par suite des neiges couvrant les montagnes, ce qui n'empêchait pas M. de Fimarcon de demander instamment des renforts en Roussillon. Quant à la liberté du commerce entre les deux nations pendant la guerre, voici comme la comprenait le maréchal :

« Le roi, dans la déclaration de guerre qu'il vient de faire publier, n'a eu d'autre but que d'obliger la cour de Madrid à se tenir en paix, selon les traités d'Utrecht; et comme S. M. conservera toujours pour la nation espagnole toute l'estime et les égards qu'elle mérite, son intention n'est point d'aller contre les anciens traités des *lies et passeries* (1) faits entre les peuples des deux frontières; et pour montrer que, quelque sujet que l'on ait de se plaindre du ministre d'Espagne, nous voulons éviter que les peu-

(1) Les passeries étaient un usage particulier aux frontières d'Espagne et de France. On les trouve établies depuis 1315, et les principales conventions étaient la liberté du transport des marchandises et des bestiaux par les passages convenus, même pendant la guerre.

ples n'en souffrent, vous aurez, s'il vous plaît, attention de ne point interrompre le commerce qui se fera sur les frontières, ainsi que par le passé. Il faut seulement empêcher que les gens suspects, et qui ne se mêlent point de négoce, ne puissent aller et venir. D'ailleurs, vous prendrez aussi soin, dans toutes les occasions, de faire connaître aux Espagnols les sentiments où nous sommes à leur égard, et si jamais les troupes du roi ont ordre d'aller en Espagne, les susdits Espagnols peuvent être assurés que nous y vivrons avec autant de discipline qu'en France ; que nous ne chercherons qu'à les protéger, et que l'unique objet que nous avons dans cette guerre est d'assurer entre les deux nations une paix solide et durable. » (Lettre-circulaire du maréchal de Berwick du 21 janvier 1719. — D. G., 2558, 200.)

Les mois de février et de mars furent employés à la levée des milices et à l'acheminement des régiments destinés à l'armée vers le Languedoc. De Bordeaux, le maréchal de Berwick dirigeait tous les mouvements, communiquait ses vues au gouvernement et correspondait avec les officiers placés sous ses ordres.

Le maréchal de Berwick au Régent.

« Bordeaux, le 18 février 1719.

« J'ai eu l'honneur, par mes précédentes lettres, de représenter à V. A. R. qu'il serait nécessaire de laisser 15 bataillons et 20 escadrons pour la défense des frontières de Guyenne et de Béarn, pendant que le gros de l'armée sera occupé en Catalogne. La promenade que je viens de faire, et ce que j'ai appris de la situation du pays depuis le Roussillon jusqu'à la mer Océane me confirme de plus en plus dans le même sentiment : pour obliger la cour de Madrid à signer la paix, V. A. R. juge avec raison qu'il faut attaquer l'Espagne, et elle s'est déterminée à commencer par le siège de Rosas ; mais comme vous avez affaire à un ennemi capable d'imaginer et d'entreprendre des choses extraordinaires, il est indispensable de se précautionner contre tout ce qui pourrait arriver, d'autant que l'étendue de la frontière est immense, aussi bien que le nombre de passages par où l'on peut pénétrer dans le royaume. A la vérité, tout autre ennemi que le

roi d'Espagne ne serait pas à craindre; car, tout au plus après avoir fait quelques courses, il serait obligé de repasser les monts; mais dans la conjoncture présente Albéroni pourrait avoir d'autres vues. Aussi vous êtes trop prudent pour ne pas aller au plus sûr dans une affaire de cette importance.

« Je vais successivement vous expliquer mon idée, tant sur la situation du pays que sur le projet que je me suis fait pour obvier à tout ce que les Espagnols pourraient entreprendre.

« Depuis Bayonne jusqu'à Oloron, le pays est si stérile, tant en avant qu'en arrière, qu'il est impossible qu'un gros corps puisse y subsister sans magasins faits à l'avance; de plus nous avons des places, à savoir : Bayonne, Saint-Jean-Pied-de-Port et Navarreins, outre les rivières du Douro et de Gaves dont les pas sont faciles; ainsi, ce n'est que depuis Oloron jusqu'à Donezan que j'aurai ma principale attention. Pour cet effet, V. A. R. trouvera ci-joint la position que je ferai prendre le 1er mai aux troupes qui doivent composer le corps séparé.

« Par quelque endroit que l'ennemi puisse songer à entrer, il ne pourra jamais empêcher que toutes ces troupes ne se rassemblent assez à temps pour lui faire tête, ce qui me donnera le temps, s'il en est besoin, de courir du Lampourdan avec un gros détachement. » (D. G., 2558, 307.)

Le maréchal de Berwick à M. Le Blanc.

« Bordeaux, le 21 fevrier 1719.

« Vous me donnez quelques éclaircissements et quelques projets sur la Cerdagne espagnole. Il y a déjà du temps que j'avais écrit à MM. Fimarcon, d'Andrezel et d'Olive; je leur en ai encore écrit hier par un courrier, afin qu'il n'y ait plus de temps perdu pour cette expédition.

« Il sera très facile de chasser les Espagnols de Puycerda et de Belver; mais comme je ne doute pas que le prince Pio ne rassemble d'abord le plus de troupes qu'il pourra pour tâcher de nous en rechasser, il faut y être assez en force pour s'y pouvoir maintenir. Pour cet effet, je voudrais qu'il y eût déjà nombre de bataillons arrivés en Languedoc, afin de les faire passer en Roussillon; mais comme je n'en ai point de nouvelles, j'ai écrit à

M. de Roquelaure pour le prier, à mesure qu'il en arrivera, de les pousser aux ordres de M. de Fimarcon.

« Il faut tâcher d'avoir, s'il est possible, les Catalans pour nous; c'est le seul moyen de nous rendre maîtres des montagnes et, par là, d'en imposer à Albéroni, outre que cela faciliterait beaucoup les entreprises que nous ferons en Catalogne et mettrait à couvert une partie de nos frontières de France.

« J'attends à chaque instant des nouvelles de M. de Bonas sur Castel-Léon, que je voudrais attaquer incontinent, afin de nous ôter cette épine du pied. La crainte de donner quelque soupçon de mon dessein m'a empêché de pousser de ces côtés-là aucune troupe, hors un bataillon de Limousin, qui est du côté de Saint-Gaudens et de Saint-Bertrand. » (D. G., 2558, 328.)

M. de Verseilles au duc de Berwick.

« Alan-en-Comminges, le 1er mars 1719.

« Du pied du château de Castel-Vieil, prenant le chemin de la gauche, qui conduit à Castel-Léon, château occupé par les Espagnols, duquel vous a parlé M. de Conches, je montai à travers quelques neiges au haut du port, dit *Portillon,* chemin assez pierreux et montueux, peu pratiqué, si ce n'est par quelques muletiers. On dit cependant que M. de Nessetière, maréchal de camp, environ l'an 1650, aurait fait voiturer par là, sur un traîneau, une pièce de canon de 48, jusqu'à Castel-Léon, où il la laissa, ayant été forcé par des troupes espagnoles à lever le siège de ce château. On croit qu'il ne serait pas difficile à présent de le prendre; cette petite conquête nous donnerait des entrées aisées en Aragon et Catalogne, et nous faciliterait fort la garde de nos vallées voisines et de celle d'Aran. » (D. G., 2558, 380.)

Dans ses lettres au Régent, le commandant en chef de l'armée expéditionnaire insistait sur les avantages qu'il y aurait à entrer immédiatement en Catalogne, afin de profiter des bonnes dispositions des habitants.

Le maréchal de Berwick au Régent.

« Bordeaux, le 4 mars 1719.

« Je vois aussi, tant par la disposition des esprits que par ce que disent les sieurs Grau et Ferrer, que les Catalans, en général, se joindront volontiers à nous, ce qui me déterminerait, si S. A. R. l'approuve, à ouvrir de ce côté-là la campagne dès les premiers jours du mois d'avril ; j'en ai plusieurs raisons essentielles :

« 1° Il serait dangereux de laisser ralentir les bonnes dispositions des Catalans.

« 2° Ce sera un très grand avantage de se rendre maître des montagnes, d'autant que nous pourrons ensuite nous avancer plus commodément dans la plaine de Lampourdan.

« 3° Cela ne dérange en rien l'ouverture de la campagne par le siège de Rosas ; car je compte que l'expédition sera faite avant les premiers jours de mai...

« 4° En commençant de bonne heure, nous pourrons avoir le temps d'attaquer le château d'Urgel, ce qui nous assurerait tout le pays de ce côté-là, et nous serons à portée de donner la main à toutes les vigueries voisines, de manière que nous pourrons nous y soutenir ensuite avec peu de troupes.

« 5° Rien ne pourra plus contribuer à empêcher la désertion dans nos troupes, que d'avoir les miquelets et le pays pour nous ; et je regarde cet article comme un des principaux dans le commencement de cette guerre. » (D. G., 2558, 400.)

M. Le Blanc à M. d'Andrezel.

« Paris, le 25 mars 1719.

« J'ai rendu compte à S. A. R. des lettres du sieur d'Olive que vous m'avez adressées ; elle connaît la facilité qu'il y aurait dès à présent d'occuper Puycerda et Bellver, surtout depuis que les Espagnols ont abandonné le premier de ces postes : mais comme cette démarche redoublerait l'attention des Espagnols sur Castel-Ciudad, elle croit qu'il ne faut point se présenter en Cerdagne qu'on ne soit en état d'attaquer cette place et de se

rendre par là maître des montagnes et des débouchés qui conduisent en Catalogne. » (D. G., 2557, 315.)

Le maréchal de Berwick au Régent.

« Bordeaux, le 25 mars 1719.

« Je vois par la lettre que M. Le Blanc m'a écrite, du 17 de ce mois, qu'il a envoyé un contre-ordre à la cavalerie qui était en marche pour les frontières d'Espagne. Je vois aussi que plusieurs bataillons ont pareillement ordre de s'arrêter. Dans cette situation il ne sera pas possible de songer à se mettre sitôt en campagne, c'est-à-dire d'entrer dans la plaine du Lampourdan ; mais pour montrer à Albéroni que, malgré la diversion qu'il prétend faire en Angleterre, V. A. R. est en état d'agir offensivement de ce côté, ne jugeriez-vous pas à propos que nous fissions les mouvements déjà proposés ?

« Je pourrais envoyer M. de Cilly, avec 9 ou 10 bataillons et quelque cavalerie, chasser les Espagnols du château de Béhobie et d'Irun, d'où il se porterait ensuite au Passage pour y faire le mal qu'il serait possible. Je ferais en même temps assiéger Castel-Léon par 6 ou 7 bataillons et un régiment de cavalerie. Ce corps est nécessaire, dans l'incertitude où l'on peut être de la disposition des miquelets.

« Je ferais aussi entrer en Cerdagne M. de Fimarcon avec 6 ou 7 bataillons et 2 régiments de cavalerie; il se rendrait maître de Bellver et des autres postes, d'où, après l'arrivée du reste de notre infanterie, nous pourrions peut-être pousser à Urgel..... Cette dernière entreprise paraît nécessaire pour ne pas laisser ralentir la bonne volonté du nombre de Catalans qui semblent vouloir être pour nous.

« Ce que je propose à V. A. R. n'empêchera pas le siège de Rosas, lorsque la cavalerie sera arrivée; au contraire, si nous nous rendons maîtres de cette partie des montagnes, cela nous le facilitera.

« L'on pourrait même avoir des vues pour le siège de Fontarabie ; dans la situation présente, et vu le retardement de l'ouverture de la campagne, je ne sais si ce dernier ne serait pas

utile, attendu que, lorsqu'on fera la paix, V. A. R. trouverait peut-être moyen d'obliger l'Espagne de céder cette place à la France. » (D. G., 2558, 545.)

Le maréchal de Berwick au Régent.

« Bordeaux, le 3 avril 1719.

« Je tombe d'accord qu'il nous serait très avantageux de nous rendre maîtres de Iaca; mais les difficultés qui se trouvent pour l'exécution me paraissent quasi insurmontables, tant par rapport à y mener du canon au travers des chemins impraticables, que par le grand tour qu'il faudrait faire; de plus nous aurions Pampelune sur notre flanc droit, qui incommoderait fort nos troupes.

« Si nous avions à Saint-Jean-Pied-de-Port les magasins et voitures nécessaires, je préférerais le siège de Pampelune à tout autre objet..... Mais dans la situation où nous sommes présentement, les sièges de Fontarabie et de Saint-Sébastien seraient beaucoup plus favorables, attendu que les voitures destinées à la suite de l'armée suffiraient; nous aurions de plus la commodité de la mer par le moyen des Anglais, qui nous aideraient volontiers à ôter aux Espagnols des places maritimes.

« Si V. A. R. jugeait à propos d'y songer, nous pourrions toujours commencer la campagne par le siège de Rosas; après quoi je me porterai diligemment, avec partie de notre infanterie, dans le Guipuscoa, faisant occuper à l'avance les postes du côté de Tolosette par le corps séparé de M. de Joffreville. Si V. A. R. n'approuve point ce que je viens de proposer, il faudra nous restreindre à faire les sièges d'Urgel et de Rosas. » (D. G., 2558, 600.)

Le 11 mars avait paru la liste des ingénieurs choisis par le roi pour servir à la suite de l'armée expéditionnaire. Quelques jours après, plusieurs corps (cavalerie et infanterie) en marche vers les Pyrénées eurent ordre de suspendre leur mouvement. Le gouvernement avait sans doute eu connaissance des armements préparés à Cadix, en vue de rétablir l'héritier des Stuarts et de soutenir l'insurrection bretonne. La France fut bientôt délivrée de toute inquiétude de ce côté; mais l'ouverture de la campagne se trouva retardée d'un mois.

Le maréchal de Berwick à M. Le Blanc.

« Bordeaux, le 7 avril 1719.

« Comme vous serez sans doute éclairci des opérations de la flotte d'Espagne avant que de recevoir cette lettre, S. A. R. sera en état de prendre sa dernière résolution sur les opérations à faire au commencement de notre campagne. Je ne parle plus d'aller à Pampelune, ce qui aurait été le seul moyen d'entrer en Espagne et de mettre Albéroni à la raison ; il n'est plus possible de faire à temps les préparatifs nécessaires pour un si grand projet; tout au plus, pourrions-nous y songer pour le mois de septembre ; encore faudrait-il, dès à présent, travailler avec vivacité à faire voiturer à Saint-Jean-Pied-de-Port tout ce dont on aurait besoin. Il n'est donc question que de commencer par le siège de Rosas, ou par celui de Fontarabie ; le premier ne se peut sitôt, attendu qu'il faut que notre cavalerie soit arrivée avant que d'entrer en Lampourdan. Avant le contre-ordre, elle ne pouvait y être que vers le 12 mai; ainsi présentement, cela ira au 12 juin ; encore faut-il que les ordres partent incontinent, pour que les troupes continuent leur marche. Comme les plus grandes forces des Espagnols sont en Catalogne et qu'ils y forment beaucoup de bataillons de miquelets, nous ne pourrons entrer en Lampourdan et former le siège sans avoir au moins 30 bataillons. Il faut nécessairement en laisser 15 du côté des Pyrénées; nous n'en avons en Guyenne, Languedoc et Roussillon que 36, y compris les régiments de Richelieu, Saillant, la Couronne et le Perche.

« Pour faire le siège de Fontarabie, j'estime qu'il faut pareillement 30 bataillons, auquel cas je ne laisserai en Roussillon que 8 bataillons.

« Fontarabie pris, j'aimerais mieux attaquer Saint-Sébastien et le Passage ; les Anglais même nous y aideraient volontiers ; de plus, si les affaires se tournaient d'une certaine façon, la cour de Madrid serait peut-être obligée de nous céder ses places du Guipuscoa, ce qui serait un avantage considérable pour la France. » (D. G., 2558, 627.)

M. Le Blanc au maréchal de Berwick.

« Paris, le 9 avril 1719.

« S. A. R. m'a remis, monsieur, la lettre que vous lui avez écrite le 3; elle sent parfaitement les difficultés qui se trouveraient dans l'entreprise de Iaca et les raisons qui détermineraient, par préférence, à celle de Pampelune, si l'on avait pu former à Saint-Jean-Pied-de-Port des magasins suffisants pour un siège de cette importance; aussi elle estime que, dans les circonstances présentes, il n'y a rien de mieux à faire que d'ouvrir la campagne par celui de Rosas, comme elle vous l'a déjà mandé.

« Il saura dans peu de jours à quoi s'en tenir sur l'affaire d'Angleterre; ainsi les troupes dont la marche a été suspendue auront aussitôt leurs ordres pour la continuer.

« S. A. R. compte que du 20 au 25 du mois prochain vous pouvez camper en front de bandière dans le Lampourdan; elle se repose sur vous de diriger la marche des troupes de manière qu'en faisant avancer toutes celles qui doivent former l'armée, vous laissiez dans les quartiers, à portée de la Cerdagne, celles que vous destinez pour l'expédition de Castel-Ciudad; afin que, suivant la disposition des Catalans et les forces que les Espagnols pourront rassembler, elles soient à portée de déboucher au premier ordre par le pays de Foix et de Mont-Louis, dans le moment que vous aurez obligé les Espagnols à porter toutes leurs forces et leur attention du côté de la mer. S. A. R. ne prévoit pas qu'ils puissent former un corps de troupes assez considérable pour vous donner de l'inquiétude; ils ont à peine en Catalogne ce qu'il leur faut d'infanterie pour garder leurs places; et leur cavalerie ne leur sera pas d'un grand secours du côté d'Urgel.

« Toutes ces circonstances pourront vous faciliter les moyens de faire en même temps les expéditions de Rosas et de Castel-Ciudad.

« S. A. R. a fait écrire en Angleterre pour faire passer une escadre, au commencement du mois de mai, sur les côtes du Roussillon, laquelle agira de concert avec l'armée et facilitera les transports qui seront nécessaires.

« Lorsque les expéditions de Rosas et de la Cerdagne seront faites, si les Catalans se déterminaient entièrement en notre faveur, S. A. R. croit qu'en ce cas on pourrait entreprendre le siège de Girone. Supposez, cependant, qu'il s'y trouve de trop grandes difficultés par l'impossibilité des subsistances, ou par un campement des ennemis sous la place; on pourrait finir la campagne, comme vous le proposez, par les sièges de Fontarabie et de Saint-Sébastien. » (D. G., 2557, 374.)

Le plan de campagne du gouvernement consistait à faire pénétrer deux corps en Espagne, l'un par Bayonne, l'autre par Perpignan. Le maréchal donna donc des ordres pour que, le 20 mai, l'armée fût assemblée au Boulon (El-Bolo), prête à entrer dans le Lampourdan; que quelques troupes fussent dirigées sur Muret, afin d'être à portée du siège de Castel-Léon, s'il était nécessaire, bien que, selon les apparences, cette entreprise dût être finie dans les premiers jours de mai au plus tard; enfin, que la plupart des officiers généraux soient rendus le 10 mai à Muret, au lieu de Perpignan, dans l'intérêt des fourrages du Roussillon, déjà assez rares.

Néanmoins, le maréchal de Berwick jugea nécessaire avant tout une expédition sur Béhobie et le Passage; il en chargea M. de Cilly avec quelques-uns des bataillons placés du côté de Bayonne. Il devait en garder 4 ou 5 sur le bord de la Bidassoa, jusqu'à ce qu'il eût totalement ruiné le château de Béhobie. Le maréchal écrivait, au 15 avril : « Il convient très fort que nous prenions Fontarabie et Saint-Sébastien, s'il est possible. Après que nous aurons pris Rosas, si le siège de Gérone est praticable, nous le ferons aussi, et le tout ne nous empêchera pas de revenir en Guipuscoa. »

M. de Cilly s'acquitta de sa mission avec le plus grand succès, se rendit maître de Béhobie et du Passage, où il brûla six vaisseaux en construction, avec les arsenaux et les magasins. Le maréchal, voulant en profiter, le 28 avril, rassembla le plus rapidement possible à Bayonne un certain nombre des bataillons dont il pouvait disposer à cette époque. Les progrès qu'on ferait en Biscaye lui parurent devoir être bien plus sensibles aux Espagnols que ce qu'on tenterait en Catalogne, risque à terminer la campagne dans

cette dernière province. Pour le moment, il se disposait à s'avancer sur Fontarabie.

M. Le Blanc au maréchal de Berwick.

« Paris, le 29 avril 1719.

« S. A. R. a appris avec bien de la satisfaction, par votre lettre du 26, que M. de Cilly s'était emparé du port et des deux forts du Passage. On n'aurait pas dû espérer de se rendre maître avec autant de facilité de celui de Sainte-Élisabeth.

« S. A. R., ayant bien examiné les raisons avancées par M. de Cilly et les facilités qu'il trouve à se rendre maître en peu de temps de Fontarabie et de Saint-Sébastien, se détermine, monsieur, à être de votre sentiment, et puisque vous avez à Bayonne les munitions de guerre et les vivres nécessaires, vous pouvez, si vous le jugez à propos, profiter de ces circonstances favorables et former le siège de Fontarabie et ensuite celui de Saint-Sébastien; mais en prenant cette dernière place, il faut aussi attaquer le château, il y aurait trop d'inconvénients à se contenter de le bloquer. » (D. G., 2557, 473.)

Le maréchal de Berwick à M. Le Blanc.

« Bordeaux, le 29 avril 1719.

« Je vois que S. A. R. me laisse le maître de commencer par les places du Guipuscoa, si je trouve la chose facile; plusieurs raisons m'y déterminent :

« Premièrement, Fontarabie et Saint-Sébastien étant pris, les Espagnols n'ont plus de places de ce côté, de manière que le chemin de Madrid est tout ouvert, ce qui pourrait plus que toute autre chose imprimer de la terreur au cardinal Albéroni. En second lieu, nous sommes maîtres des forts du Passage, ce qui nous est d'une grande commodité pour notre subsistance et pour faire venir toute l'artillerie dont nous aurons besoin. En troisième lieu, si nous ne faisons pas présentement les susdits deux sièges, il faudrait nécessairement faire sauter les forts que nous avons pris, car il ne serait pas possible de les conserver, de manière que, lorsque nous voudrions, à la fin de la campagne, rentrer en Guipuscoa, nous pourrions peut-être trouver de grandes difficultés, soit au passage de la Bidassoa,

soit même du côté du Passage, où les ennemis pourraient se placer avantageusement. » (D. G., 2558, 756.)

M. Le Blanc à M. d'Andrezel.

« Paris, le 30 avril 1719.

« La réussite de l'affaire du Passage a déterminé S. A. R. à donner des ordres à M. le maréchal de Berwick, dont l'exécution occupera les troupes dans le Guipuscoa pendant tout le cours du mois de mai ; c'est ce qui a mis dans la nécessité de faire marcher plusieurs régiments d'infanterie de ce côté-là; à l'égard de la cavalerie, on la distribuera dans les quartiers où il sera le plus aisé de la faire subsister. Il n'y a rien de changé dans le projet de Castel-Léon ; il vous fera part aussi de ce qu'il projette en Cerdagne. » (D. G., 2557, 492.)

Mécontents de la faveur prétendue accordée par le Régent aux jansénistes, les jésuites avaient intrigué avec la duchesse du Maine. Le gouvernement devait donc s'inquiéter de leurs entreprises dans l'armée, surtout au moment de l'entrée en campagne contre un prince dont l'orgueilleuse princesse avait encouragé les prétentions à la régence. C'est ce qui explique la lettre suivante du ministre de la guerre :

M. Le Blanc au maréchal de Berwick.

« Paris, le 20 avril 1719.

« Les officiers du régiment de Soissonnais ne sont pas excusables d'avoir souffert la prétendue confrérie établie par les jésuites dans ce régiment. Il y a trois ans que, ces sortes d'associations étant devenues très fréquentes, le conseil de la guerre envoya des ordres circulaires à tous les régiments pour en empêcher la continuation ; ainsi, vous avez parfaitement bien fait de donner des ordres à M. de Cilly, pour détruire les suites d'un pareil abus.

« J'écris par ordre de S. A. R. au lieutenant-colonel de Soissonnais pour le blâmer de n'avoir pas fait observer plus régulièrement les ordres qui avaient été donnés sur cela. Il est bon que M. de Cilly fasse examiner les raisons que tiennent les soldats de ce régiment, afin de juger des sentiments que, sous cette apparence

de dévotion, on aurait pu leur insinuer, au préjudice du service du Roi; parce qu'en ce cas il ne conviendrait pas de les laisser dans la citadelle de Bayonne. » (D. G., 2557, 421.)

Le 1er mai parut l'état des officiers généraux destinés à l'armée d'Espagne.

ÉTAT-MAJOR.

De Roissy, major général.

De la Javelière, Josseaud, } aides-majors généraux.

De Verseilles, maréchal des logis de l'armée.

De Saint-André, Le Blanc, De Castelanne, } aides-maréchaux des logis.

De Saint-André-la-Bastie, maréchal des logis de la cavalerie.

L'armée devait se composer de :

64 bataillons d'infanterie.
65 escadrons de cavalerie.
1 id. de hussards.
18 id. de dragons.

Emplacements.	Lieutenants généraux.	Maréchaux de camp.
Guipuscoa.........	De Joffreville. De Cilly. De Coigny. De Guerchy. De Guerschois. De Pereux. De Caylus. Prince de Conty.	De Puynormand. Duc de Duras. De Cadrieu. De Ceberet. De Lambert. Roth. De Flavacourt. De Bellerieux. De Tarneau. Comte de Belle-Isle.
Tarbes............	»	De Leuville.
Muret et Maurejean.	»	De Bonas-Gondrin.
Carcassonne.......	»	De Châteaumorand.
Béziers............	»	De Maulevrier-Langeron.
Roussillon.........	De Fimarcon.	De Damas.

Le 2, le maréchal faisait connaître au duc d'Orléans les dispositions qu'il venait de prendre, et transmettait les renseignements qu'il avait reçus concernant les préparatifs de l'ennemi.

Le maréchal de Berwick au Régent.

« Bordeaux, 2 mai 1719.

« Monseigneur, j'ai eu l'honneur de mander à V. A. R. que, sur ce qu'elle me permettait de faire le siège de Fontarabie, en cas que cela me parût raisonnable, j'ai envoyé des ordres pour mettre les troupes en marche. Les 10 bataillons du camp de Béziers viennent à Muret, d'où les 6 premiers arrivés continueront leur marche sur Bayonne ; les 4 autres iront à Maurejean joindre M. de Bonas pour le siège de Castel-Léon. Il sera renforcé par 2 bataillons qui viennent du Roussillon, et sera en état de commencer son entreprise à l'arrivée de l'artillerie. Les mauvais chemins et les méchantes voitures en ont retardé la marche ; elle ne pourra être à Saint-Béat que vers le 7 de ce mois. Sept bataillons marchent de Maurejean et de Tarbes pour se rendre à Bayonne, et y seront vers le 14, aussi bien que les régiments de Périgord et de Languedoc.

« V. A. R. verra, par la lettre que je reçus hier de M. de Cilly, qu'il va incontinent préparer tout ce qu'il faut afin d'être en état de commencer le siège à l'arrivée de l'infanterie. Pour ce qui est de la cavalerie, je vais faire mettre en marche 6 escadrons, ce qui, joint aux 2 qui sont déjà en Guipuscoa, fera 8. Je mettrai aussi quelques régiments de cavalerie à Dax, pour être à portée de me joindre, s'il en était besoin.

« Comme il ne convient pas que, pendant que nous ferons la guerre en ces côtés-ci, il nous arrive aucun échec d'un autre côté, je différerai l'entreprise du château d'Urgel jusqu'à ce que je puisse entrer moi-même en Lampourdan. Je crois que nous pourrions peut-être réussir à tous les deux, mais je suis pour aller au plus sûr. En attendant, V. A. R. verra la position de toutes nos troupes. Elles sont allongées de manière que huit jours après que j'aurai résolu de me reporter en Roussillon, j'y aurai 22 bataillons et 59 escadrons, avec quoi j'entrerai en Lampour-

dan. Je me ferai suivre par 12 bataillons de Guipuscoa, qui arriveront à Mont-Louis huit jours après que je serai en Lampourdan. Quant au temps que les sièges de Fontarabie et de Saint-Sébastien me tiendront, c'est ce dont je ne puis présentement répondre à V. A. R. ; mais, par tout ce qui me revient de M. de Cilly et de ceux qui sont avec lui, ils ne seront pas longs. Du moment que nous aurons ouvert la tranchée, vous pouvez compter que nous diligenterons, autant que la prudence nous le permettra.

« J'ai envoyé une petite frégate du Roi, de 12 canons, qui avait escorté du Havre plusieurs de nos bâtiments, entre le Passage et Saint-Jean-de-Luz ; mais il serait à souhaiter que les Anglais pussent envoyer quelques vaisseaux de guerre de ces côtés-là.

« Ils n'ont plus guère à craindre la flotte d'Espagne ; cela les mettrait même en état d'en avoir des nouvelles. Il ne faut pas douter qu'Albéroni n'envoie de nos côtés quelques vaisseaux de guerre, pour incommoder notre navigation. Je vais aussi faire armer quelques barques à Bayonne et Saint-Jean-de-Luz.

« Les lettres de Madrid du 24 avril disent que Leurs Majestés Catholiques devaient en partir le 26 pour Valence, d'où le roi devait se rendre en Catalogne. Cela ne me paraît pas vraisemblable, d'autant que par l'Aragon le chemin est aussi court et bien plus beau. De plus, il serait plus naturel que ce prince vînt d'abord à Saragosse, qui est le centre de la frontière et des nouvelles. Cela me ferait croire que Leurs Majestés Catholiques ne vont qu'à Aranjuez, ainsi que Macanaz me l'a mandé il y a huit jours.

« M. Blaze de Loya, maréchal de camp, est à Tolosette, où il tâche de rassembler les milices, sans en pouvoir venir à bout. Jusques à présent, il n'a avec lui, de troupes réglées, que quatre compagnies d'infanterie et un petit détachement de la Reine-Cavalerie.

« On forme à Pampelune le régiment de milices de Navarre que l'on dit devoir être de 4,000 hommes ; mais c'est pour la garde de cette place, et elles ne sortiront point de leur pays.

« Je compte partir le 10 ou le 12 ; cela dépendra du jour où nos troupes pourront arriver au camp de M. de Cilly. » (D. G., 2559, 9.)

Champier, major du fort de Bayonne, au Régent.

« Bayonne, le 3 mai 1719.

« Monseigneur,

« On m'écrit que, quoique la cour d'Espagne ait appris l'entrée de nos troupes dans le Guipuscoa, elle n'en a pas paru émue; mais que, sur le bruit qui s'est répandu que le fort de l'armée de France descend en Catalogne, le cardinal a donné des ordres pour que les troupes qui sont dans le plat pays se jettent dans les places.

« Je crois, monseigneur, que le cardinal sera bientôt au point de réduction où S. A. R. désire le mettre; tout lui manque, et quoiqu'il ait altéré les monnaies d'un tiers d'alliage, les fonds certainement lui deviennent rares et, sur le tout, les mesures qu'il avait prises pour la levée de quelques troupes sont presque renversées.

« Je vous avais marqué, monseigneur, que les ordres avaient été expédiés pour la levée de 4,400 hommes, qui étaient les 4 bataillons de milices du royaume de Navarre; mais je vous apprendrai, par ce courrier, que le cardinal ayant réduit ce nombre à 2,400 hommes divisés en 4 bataillons, à condition qu'ils seraient formés des meilleurs hommes de ce royaume, il est arrivé à ce ministre que, son ordre ayant été éventé, les hommes vigoureux se sont évadés, et l'on n'a pu assembler, le 22 du mois dernier, à Pampelune que 4 bataillons d'enfants qui auraient besoin, chacun, d'une nourrice. Ainsi, de quelque part qu'il vous plaira de le presser, il est hors de défense, et, si S. A. R. désire mettre le roi d'Espagne, la reine et son ministre dans les fers, qu'elle profite de l'occasion; je veux dire qu'elle prenne Rosas et Girone dans la Catalogne, et dans cette frontière, Fontarabie, Saint-Sébastien et Pampelune; après quoi, le cardinal aura beau évoquer l'esprit de Machiavel, je le défie avec toutes ses ruses de troubler le royaume de France.

« Si vous croyez, monseigneur, que cette guerre avec l'Espagne puisse être de quelque durée, il vous importe grandement, pour le bien du royaume, de vous emparer des deux places de Fontarabie et Saint-Sébastien, parce que malgré la maligne disposition d'Albéroni, quelque chose même qu'il puisse faire, par le canal

de ces deux places, nos négociants sortiront tout l'or d'Espagne, et j'oserai même dire que cette guerre sera si avantageuse à la nation française, que nous ferons seuls tout le commerce que l'Angleterre et la Hollande font avec les Espagnols, puisqu'ils se trouveront forcés de prendre nos marchandises sans qu'ils puissent en avoir de ces deux États, qui n'auront pas de place dans la terre ferme pour les y faire couler. Ainsi cette guerre, bien loin d'être ruineuse à la France, en faisant cette disposition, la comblera de richesses; les Anglais et les Hollandais en seront les dupes. » (D. G., 2561, 81.)

Ces belles espérances devaient être démenties par les événements. Cette lettre accuse chez son auteur moins de perspicacité que de patriotisme.

Cependant le maréchal de Berwick ne cessait de presser la marche des bataillons qui se dirigeaient sur l'armée. M. de Cilly, avec les siens, s'était posté à Lezo, puis laissant sur ce point M. de Cadrieu, avec 6 bataillons, pour la garde du Passage, il alla camper à Irun.

A peine le maréchal eut-il franchi les Pyrénées, que son camp fut inondé d'exemplaires d'un manifeste où Philippe V annonçait qu'il allait se mettre à la tête de ses troupes pour défendre les intérêts du Roi Très Chrétien et ceux de la nation française. Berwick communiqua cette pièce au gouvernement, et adressa aux Espagnols la proclamation suivante :

Proclamation aux peuples d'Espagne, donnée par le maréchal duc de Berwick.

« Irun, le 18 mai 1719.

« Vous savez combien la dernière guerre a coûté de sang à la nation française, et qu'elle a prodigué ses trésors pour la soutenir avec éclat et pour maintenir les justes droits du Roi Catholique.

« Louis le Grand couronna les dernières années de son règne par une paix générale, où la nation française ne trouva d'autres avantages que celui de vous conserver un prince qu'elle perdait avec regret.

« Vous jouiriez encore de cette paix, si ce prince si respectable écoutait moins les conseils violents de son ministre, et s'il consultait plutôt sa propre sagesse et ses véritables intérêts que les égarements d'un personnage également ennemi de son roi et des peuples d'Espagne.

« Ce ministre, éloignant toutes les propositions de paix, a voulu obstinément troubler la tranquillité de l'Europe et faire recommencer les horreurs de la guerre.

« Toutes les démarches et tous les soins de S. M. Très Chrétienne et de S. A. R. le duc d'Orléans, pour concilier les esprits, ont été rejetés avec opiniâtreté, et quoique S. M. Très Chrétienne eût obtenu de l'Empereur de nouveaux avantages pour l'Espagne, qui lui avaient été refusés lors du congrès d'Utrecht, il n'a pas été possible d'obliger ce ministre à les accepter; il s'est au contraire servi de ce temps de négociation pour tramer, sous le nom du roi son maître, une conspiration contre la France, dont le but était d'armer les Français contre les Français et de désoler un royaume qui a été le berceau du Roi Catholique et le plus fidèle appui de son trône.

« Le peu de succès des négociations a enfin obligé S. M. Très Chrétienne à prendre les armes pour maintenir le traité d'Utrecht et pour obliger le ministre d'Espagne à le signer et à s'y conformer.

« L'intention du roi est de vous protéger en toutes choses, pourvu que vous ne vous rendiez pas indignes de sa protection.

« Les troupes françaises reçoivent l'ordre d'entrer sur vos frontières; gardez-vous bien de vous montrer nos ennemis; si vous en usez autrement et si vous prenez les armes contre nous, tenez pour certain que vous serez traités comme des brigands et des voleurs de grand chemin. »

Le maréchal de Berwick était allé reconnaître Fontarabie avec M. de Vallières, et avait placé les troupes, la gauche près d'Irun, la droite vers le camp de M. de Cadrieu, à 6 kilomètres.

Le 20, il porta deux brigades fort près de Fontarabie, pour couvrir le parc d'artillerie et soutenir utilement la tranchée. Il envoya également M. de Cilly avec un détachement vers Ernani, où M. Blaze de Loya, commandant en Guipuscoa, rassemblait des troupes.

Enfin, il donna ordre de faire camper au Boulon l'infanterie arrivant en Roussillon, afin de contenir l'ennemi. M. de Cilly chassa M. Blaze de Loya d'Ernani, où il entra avec son détachement.

Le maréchal écrivait en même temps au Régent :

« Camp d'Irun, le 20 mai 1719.

« Milord Stairs aurait proposé à V. A. R. que nous envoyassions quelques troupes pour nous rendre maîtres de Bilbao. Plus je l'examine, et moins je trouve l'affaire praticable : indépendamment de l'éloignement, sans d'autre communication que la mer, nous n'avons pas assez de troupes pour fournir à tant d'expéditions; quand elles seront toutes arrivées, ce qui ne sera que le dernier de ce mois, nous n'aurons que 30 bataillons, dont il faut laisser 6 ou 8 au Passage avec M. de Cadrieu, sans quoi nous ne pourrions conserver les magasins de bois qui y sont, ni assurer le port aux bâtiments qui y viennent. »

A la même date, Louis XV adressait au maréchal la réponse du gouvernement à la proclamation de Philippe V et les arrêts du parlement qui la supprimaient.

« Paris, le 20 mai 1719.

« Mon cousin, j'ai reçu l'imprimé que vous m'avez adressé et qui a pour titre *Déclaration de Sa Majesté Catholique, etc., etc., du 27 avril 1719*, et comme vous me marquez qu'on en a répandu plusieurs exemplaires dans mes armées, je vous écris pour vous instruire de mes sentiments sur ce qu'il contient.

« La guerre que je suis forcé de porter en Espagne n'a pour objet ni son roi, qui m'est uni de si près par les liens du sang et à qui j'ai donné jusqu'ici les preuves de l'amitié la plus sincère, ni la nation espagnole, que la France a si constamment secourue de son sang et de ses trésors pour lui conserver son roi, mais seulement un gouvernement étranger qui opprime la nation, qui abuse de la confiance de son souverain et qui n'a pour but que le renouvellement d'une guerre générale.

« Tout ce que mes armes prétendent, c'est que le roi d'Espagne

consente, malgré son ministre, à être unanimement reconnu, par toute l'Europe, souverain légitime de l'Espagne et des Indes, et qu'il soit affermi pour jamais sur son trône.

« C'est au seul ministre d'Espagne, ennemi du repos de l'Europe, que j'impute les résistances à la paix du Roi Catholique, les conspirations tramées en France et tous ces écrits injurieux à mon autorité, dans la personne de mon oncle le duc d'Orléans, qui en est le dépositaire.

« Les sentiments de la nation française sont la prompte condamnation que mes parlements en ont portée, en qualifiant de crime de lèse-majesté la seule lecture de ces ouvrages séditieux, qui sont autant de manifestes que l'Espagne me fournit elle-même pour justifier mes armes.

« Le roi d'Espagne me reproche d'y être uni avec ses ennemis. Ce sont des ennemis qu'il a attaqués, bien plus dans ses intérêts que son ministre, qui pour satisfaire son ambition particulière, désire les horreurs d'une guerre, dont il n'a déjà que trop éprouvé les dangers. Mes peuples savent assez que les alliances que j'ai faites n'ont eu d'autre fin que leur sûreté et leur tranquillité, et les projets de l'Espagne leur apprennent encore mieux tous les jours combien elles étaient nécessaires.

« Cependant, on qualifie ces entreprises du roi d'Espagne du nom de zèle et d'affection pour sa patrie, et l'on veut les faire passer pour un généreux dessein d'affranchir les Français de l'oppression: mais ces sentiments de tendresse qu'on attribue au roi d'Espagne se réduisent à de simples paroles, tandis qu'on espère que les effets en seront plus dangereux à la France que des hostilités déclarées. Et en effet, quelle plus grande hostilité contre une nation que d'y vouloir porter le fer des guerres civiles, d'y soulever les sujets contre leurs princes, d'y prétendre assembler des états sans convocation et sans autorité, de chercher enfin à ébranler, s'il se pouvait, la fidélité des troupes en leur offrant le prix de leur désertion et en les flattant même de la gratitude royale du maître qu'elles oseraient trahir?

« On fait faire encore plus au roi d'Espagne. Tout prince étranger qu'il est devenu à l'égard de la France, par sa renonciation solennelle, on lui fait usurper dans mon royaume une autorité imaginaire qui renverserait tous les fondements de la mienne.

On lui fait rejeter la régence du duc d'Orléans, si solidement établie par les droits du sang et reconnue si unanimement par tous les ordres de l'État à la mort du feu roi, mon bisaïeul, que l'ambassadeur même d'Espagne n'hésita pas y souscrire, tant les droits du duc d'Orléans étaient évidents et incontestables.

« Le Roi Catholique ne contestait pas la régence au duc d'Orléans quand son ministre lui a offert de confirmer tous ces droits à son gré, s'il voulait, contre la foi des traités, se joindre avec l'Espagne pour renouveler la guerre.

« Depuis quand fait-on méconnaître cette régence par le roi d'Espagne? Depuis que, par les conseils du Régent, j'ai opposé des alliances solides et des traités nécessaires aux vues ambitieuses d'un ministre qui ne respire que l'embrasement de l'Europe. Un Régent trop ami de la paix et trop attentif à la sûreté de mon royaume perd tous ses droits aux yeux d'un ennemi dont il déconcerte les desseins, et l'on emploie sans retenue contre lui des calomnies et des injures inconnues jusqu'à présent parmi les princes.

« Le dernier écrit que l'on vient de répandre au nom du roi d'Espagne ne tend pas moins qu'à faire révolter mes troupes et à leur faire tourner leurs armes contre leur souverain. Le roi d'Espagne, à qui son ministre attribue la qualité de Régent de France, et qui sous ce titre va jusqu'à commander à mes troupes, connaît-il donc si peu la fidélité française? L'injure qu'il leur fait redoublerait, s'il était possible, leur zèle et leur courage. Elles ne se croiront lavées de cet affront que par des efforts plus grands et des succès plus rapides, et la présence même du roi d'Espagne à la tête de ses armées, qui lui serait glorieuse en toute autre occasion, ne leur paraîtra que plus odieuse contre leur devoir, qui les animera davantage.

« Je ne leur ordonne donc que ce que leur amour et leur fidélité leur prescrivent. Qu'elles combattent vaillamment pour la paix, c'est l'unique fruit que j'attends de la guerre. Je ne rougis donc pas de demander encore au roi d'Espagne cette paix si nécessaire. Il peut d'un seul mot assurer sa gloire, le bonheur de ses sujets et des miens.

« J'espère que la nation espagnole, et surtout cette noblesse si fameuse par sa rare valeur et par sa fidélité héroïque pour ses rois, la demandera avec moi, et qu'elle s'unira aux Français pour

obtenir de son roi qu'il la délivre et se délivre lui-même d'un joug étranger si préjudiciable à sa gloire et à ses intérêts. C'est ainsi qu'il lui convient de prouver son affection aux Espagnols et aux Français.

« Ses ennemis sont prêts à sacrifier leurs ressentiments au repos public et jurer avec lui la paix la plus ferme, dès qu'il leur donnera pour garants, non la parole d'un ministre qui compte pour rien la foi publique et les traités les plus solennels, et qui n'a que trop fait entendre qu'on n'obtiendrait jamais de lui qu'une paix simulée, mais la parole royale et la foi d'une nation qui, quand elle n'aurait pas un roi de mon sang, s'attirerait toujours de moi une estime particulière.

« Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait, mon cousin, en sa sainte et digne garde. »

La guerre de plume était close. Les opérations militaires allaient commencer par le siège de Fontarabie.

M. Le Blanc au maréchal de Berwick.

« Paris, le 23 mai 1719.

« S. A. R., à qui j'en ai rendu compte, comprend parfaitement les difficultés que vous auriez trouvées à commencer par Saint-Sébastien avant l'arrivée des 10 bataillons qui ne doivent vous joindre que du 25 au 30. Puisque, avec les 20 que vous avez actuellement, vous vous êtes trouvé en état d'ouvrir la tranchée devant Fontarabie, il n'y aurait pas de meilleur parti à prendre que d'en faire le siège, pour ne pas perdre de temps. Cette conquête mettra le pays de Labour à couvert, et vous facilitera les moyens de pousser en avant avec moins de précaution. » (D. G., 2557, 577.)

M. d'Andrezel à M. Le Blanc.

« Irun, le 23 mai 1719.

« Il est certain que la bonne volonté des Catalans était bien marquée; mais il est vrai aussi que tout ce qu'on aurait pu faire en Catalogne après le siège de Rosas n'est rien en comparaison de

l'utilité qu'on retirerait de la prise de Fontarabie et de Saint-Sébastien, si on pouvait suivre sa pointe du côté de Pampelune; car j'estime que le débouché qui mène à Vitoria ne conduira pas à grand'chose, en laissant Pampelune derrière nous, surtout si nous ne pouvons pas y établir des quartiers pour y passer l'hiver. » (D. G., 2559, 162.)

D'un autre côté, M. de Bonas-Gondrin, parti le 22 mai de Maurejean, avec 8 bataillons, arriva devant Castel-Léon, où il ouvrit la tranchée le 28, au moment même où les opérations commençaient devant Fontarabie, ainsi que l'apprend la lettre du maréchal de Berwick au duc d'Orléans.

« Irun, le 28 mai 1719.

« Hier soir [27 mai], l'on ouvrit la tranchée devant Fontarabie. Notre parallèle, dans les endroits les plus éloignés, n'est qu'à 150 toises du chemin couvert.

« Par toutes les nouvelles que j'ai, le roi d'Espagne est arrivé à Tudela, et on l'attend aujourd'hui à Pampelune. L'on y publie que Sa Majesté Catholique veut entrer en France à la tête de 8 ou 10,000 fantassins et de 6,000 chevaux, pour se faire proclamer régent du royaume. Jusques à présent, il n'y a point de troupes arrivées en Navarre; mais on assure que toutes celles qui étaient en Catalogne (à l'exception de ce qui est absolument nécessaire pour la garde des places) ont ordre de se rendre à Pampelune, aussi bien que les autres troupes répandues en Castille et ailleurs. Quoique ce dessein me paraisse extraordinaire et difficile à exécuter, il convient toutefois que je prenne les mesures convenables pour m'opposer à tout ce que l'on voudrait entreprendre, et j'exécuterai l'arrangement que j'ai eu l'honneur de marquer à V. A. R. par ma lettre du 23, à l'exception de la cavalerie, laquelle est trop éloignée. Ainsi, j'ai envoyé ordre à M. de Châteaumorand de se rendre de Carcassonne auprès de Montauban avec 15 escadrons, et à M. de Maulevrier de marcher à Maurejean avec 18 escadrons. Les 10 restants se rendront dans le diocèse d'Albi, à mesure qu'ils arriveront à Béziers. Nous avons plus de 10 escadrons auprès de Muret, 4 à Tarbes, 2 à Périgueux, que je ferai rapprocher, et 2 escadrons au pays de Foix, outre 4 que je tirerai de ce camp. Par

ce moyen, j'aurai 67 escadrons que je pourrai rassembler en moins de huit jours, auxquels je joindrai les 8 bataillons de M. de Bonas; car je suppose que son siège sera bientôt fini, ou du moins j'en prendrai 5. M. de Fimarcon doit avoir présentement mis en marche 3 bataillons. Normandie arrivera à Muret le 3 du mois prochain, et je compte mener d'ici 10 bataillons, dès que je saurai le roi d'Espagne enfourné vers Roncevaux, de manière que j'aurai 21 ou 23 bataillons, outre 2 d'arquebusiers qui me viennent aussi du Roussillon. Avec cette armée, je ne balancerai pas à marcher au roi d'Espagne. »

Voici quelle était la situation des troupes de l'armée française, dans le territoire de Guipuscoa, le 27 mai, au commencement du siège de Fontarabie.

Entre Lezo et Reuteria, près du Passage, sous les ordres de M. de Cadrieu :

	Bataillons.	
Richelieu	2	
Blaisois	1	
La Gervaisais	2	
Périgord	1	

Au camp près d'Irun :

La Marine	3	
Conty	2	
Chartres	2	(pas arrivés).
Languedoc	1	
Hessy	2	
Dauphiné	1	(pas arrivé).
Saillant	2	
Beaujolais	1	(pas arrivé).
Soissonnais	1	
Touraine	2	

Près de Fontarabie :

Poitou	2
Bassigny	1
Limousin	2
Olonne	1
Royal-Artillerie	1
Total	30

Le maréchal de Berwick était avec l'état-major dans Irun.

Le prince de Conty rejoignit l'armée avec le grade de lieutenant général; c'était un prince du sang engagé dans une guerre contre un roi de la maison de Bourbon; c'était la présence d'un Condé dans les troupes françaises. Le prince commandait :

	Escadrons.
Cavalerie.	
Ratsky	1
Cravates	2
Bretagne	2
Chartres	2
Cayeux	2
Latour	2
Conty	2
Dragons.	
Dauphin	2
Beaucourt	2
Goësbriand	2
Total	19

Albéroni, qui entrevoyait le naufrage de ses espérances et l'échec de ses gigantesques projets, essayait de soulever les protestants du Dauphiné, du Poitou, du Languedoc et des Cévennes.

M. de Bernage à M. Le Blanc.

« Montpellier, le 31 mai 1719.

« Nous avons reçu avec plaisir, par le courrier qui vous avait été dépêché, les ordres du roi pour faire rentrer en Languedoc le régiment de Royal-Roussillon (infanterie). Il est bien vrai, comme S. A. R. le pense, qu'il n'y a aucune relation, ni communication apparente des Espagnols avec les nouveaux convertis de ce pays; mais je ne répondrais pas que le cardinal Albéroni, qui se sert de tous les moyens, n'ait des émissaires à Genève qui font passer en Languedoc, et dans les pays où il y a des religionnaires, de nouveaux prédicants pires qu'il n'y en a jamais eu; car il est très certain qu'il en est arrivé plusieurs en Dauphiné et en Languedoc; que ce sont eux qui, après plusieurs assemblées qu'il y a

eu en Dauphiné, sont venus en Vivarais, où il s'en est tenu dont vous savez que nous avons fait justice; que ce sont eux encore qui en ont procuré du côté de Bédarieux, Gressessac et Faugères où nous avons fait arrêter plusieurs nouveaux convertis. Ces prédicants leur persuadent que leurs temples vont être rétablis, et qu'ils n'ont qu'à agir pour l'obtenir. La fidélité qui leur est gardée est si grande que toutes les récompenses que nous avons promises aux espions, pour en attraper quelques-uns, n'ont produit jusqu'à présent aucun effet.

S. A. R. doit être assurée que jamais l'esprit des nouveaux convertis n'a été plus remuant et plus séditieux, et qu'ils ne sont contenus que par les troupes placées dans tous les points des Cévennes et du Vivarais. » (D. G., 2559, 225.)

Heureusement, ces agitations n'eurent pas de suites. A la demande du Régent, le ministre réfugié Basnage adressa à ses coreligionnaires français une lettre qui suffit pour les contenir.

Les premiers jours de juin furent occupés à la continuation des sièges de Fontarabie et de Castel-Léon, tandis que les régiments arrivaient à l'armée.

Devant la première de ces deux places, les travaux avançaient régulièrement; devant la seconde, M. de Bonas avait reçu son artillerie le 1er juin, et il n'était pas douteux que cette place ne se rendît sous peu de temps.

Au camp d'Irun, les nouvelles sur le roi d'Espagne étaient peu précises, ce qui engagea de Berwick à se tenir dans l'expectative, tout en prenant certaines mesures dont le projet se trouve dans la lettre suivante :

Le maréchal de Berwick au Régent.

« Devant Fontarabie, le 5 juin 1719.

« Pour répondre à ce que V. A. R. m'a fait l'honneur de m'écrire le 26 du mois dernier, au sujet de la subsistance que l'on trouverait pour la cavalerie dans la Cerdagne espagnole, je prendrai la liberté de vous représenter que l'objet de subsistance ne doit jamais prévaloir sur l'affaire générale.

« Le roi d'Espagne rassemble derrière la rivière d'Aragon le

plus de troupes qu'il peut, et l'on publie qu'il a l'intention d'entrer en France.

« Dans la situation présente des affaires, et vu les idées extraordinaires qui passent par la tête d'Albéroni, il faut se précautionner, afin d'être sûr qu'il ne nous arrivera point d'esclandre. C'est sur ce principe que, pendant que nous sommes occupés à faire des sièges en Guipuscoa, j'avais compté de mettre 15 bataillons à portée de Saint-Jean-Pied-de-Port et d'Oloron, et que je vais placer plus de 50 escadrons en deçà de la Garonne, sans compter les 15 qui sont en marche pour Montauban. En moins de huit jours, le tout pourrait être rassemblé, et je les joindrais avec 10 bataillons, si le roi d'Espagne voulait passer à Roncevaux, ou par la vallée d'Aspe du côté d'Oloron. Si les Espagnols venaient avec leur armée par Vitoria, partie de l'infanterie susdite viendrait me joindre, et je laisserais la cavalerie où elle est pour s'opposer à celle des ennemis, car où nous sommes 8 ou 10 escadrons sont plus que suffisants. » (D. G., 2559, 256.)

Pour donner suite à ces projets, le maréchal envoya ordre au régiment de Normandie de venir camper à Saint-Palais; à M. de Maulevrier, d'occuper Nay avec les 3 bataillons des Vaisseaux, de Perche et des arquebusiers de Belair; enfin, à M. de Bonas de porter ses 8 bataillons sous Navarreins aussitôt la prise de Castel-Léon, où une garnison de 100 hommes devait suffire.

Le 5 au soir, on fut informé que l'armée du roi d'Espagne en Navarre devait se composer de 28 escadrons de cavalerie, 16 de dragons et 18 bataillons. Ces nouvelles déterminèrent le maréchal à faire partir M. de Coigny pour commander sur les frontières de Béarn et de Guyenne, afin que, sans attendre ses ordres, qui en cas de besoin eussent été trop longs à lui parvenir, cet officier général pût promptement rassembler sa cavalerie.

Les troupes d'Espagne se réunissaient, disait-on, du côté de Tudela, à Caparoso.

M. de Coigny partit le 6; il devait se rendre à Saint-Jean-Pied-de-Port, pour constater par lui-même l'état des choses; puis à Navarreins, où il donnerait ses ordres à toutes les troupes, et ferait marcher toute la cavalerie qui restait au delà de la Garonne, la rapprochant des frontières d'Espagne.

Le 10, trois vaisseaux de guerre anglais arrivèrent à hauteur du Passage. M. de Berwick s'entendit avec le commandant sur les manœuvres qui devaient contribuer à la prise de Fontarabie.

Du côté du Roussillon, M. de Fimarcon, ayant juste le nombre de troupes nécessaires pour garder le pays, se bornait à arrêter tout mouvement de l'ennemi en Catalogne.

On craignait quelque course de la cavalerie espagnole sur le territoire français.

M. de Marcieu à M. Le Blanc.

« Camp de Nay, le 11 juin 1719.

« Nous sommes ici campés, les 2 bataillons du régiment Royal-des-Vaisseaux, celui du Perche et un d'arquebusiers de Belair, jusqu'à nouvel ordre. Il y a apparence qu'il y viendra encore d'autres troupes, puisque le munitionnaire a ordre de faire des fours pour environ 8,000 rations par jour. On attend M. de Maulevrier-Langeron, qui doit y venir commander sous M. de Coigny, qui se tiendra toujours à Navarreins.

« Je crois, selon mon petit raisonnement, la position de ce camp très essentielle, puisque Nay est entre Oloron, Pau et Tarbes, qui forment un triangle, et par conséquent à portée d'aller où on voudra, principalement si on craignait quelques courses de troupes espagnoles en France, dictées par une idée d'Albéroni, ce qui me paraît que l'on peut soupçonner; car, enfin, rien ne les empêcherait, en passant par Iaca et par Canfranc, de faire une course légère avec de la cavalerie et des dragons, par Oloron, de ces côtés-ci, descendre le Gave jusqu'à Pau et de là droit à Toulouse et y faire faire au parlement quelque arrêt biscornu contre la régence de S. A. R. pour essayer d'émouvoir les autres du royaume et ces provinces contre son autorité.

« Vous jugez bien que, s'ils faisaient cette course assez secrètement et assez à l'improviste, ils profiteraient, s'ils pouvaient, de l'occasion de trouver nos camps séparés et d'y tomber dessus d'un côté ou de l'autre, pour nous empêcher de nous rejoindre; et, quand même nous serions joints, pourrions-nous les suivre assez vite pour les empêcher de rentrer en Espagne, si ces gens-là, par une bonne manœuvre, avaient posté dans un de

leurs puertos ou cols 12 ou 15 bataillons des 18 qu'ils ont, pour recevoir leurs 3 ou 4,000 chevaux destinés à cette prétendue course, qui aurait pour objets principaux de remuer les esprits en France, ou d'obliger M. le maréchal de Berwick à se désister de la prise de Fontarabie et de Saint-Sébastien pour venir au secours du pays contre l'invasion des Espagnols? » (D. G., 2559, 306.)

Le 11 au matin, Castel-Léon se rend à M. de Bonas. Le commandant de la place, le gouverneur de la citadelle, quatre capitaines, huit lieutenants, 140 hommes, furent faits prisonniers; le matériel trouvé dans le château nous est remis.

La même nuit, les chaloupes des bâtiments anglais prirent trois pinasses espagnoles, chargées de blessés pour Saint-Sébastien. En même temps on apprenait que le prince Pio était allé prendre le commandement d'un corps près de Pampelune, et avait été remplacé en Catalogne par don Francisco de Gaëtano d'Aragon, actuellement à Gérone, se disposant à former un petit camp à Bascara.

Le 15, sur l'avis que quelques troupes espagnoles devaient venir menacer nos magasins de Saint-Jean-de-Luz, le maréchal de Berwick fit avancer M. de Cilly avec 6 bataillons et 2 régiments de dragons à Véra. Il revint au camp sans avoir rien vu. Le maréchal fit néanmoins camper la brigade de Poitou à mi-chemin entre le camp et Lezo; 6 des bataillons de M. de Coigny eurent ordre de venir de Saint-Palais à Urrugue, entre Irun et Saint-Jean-de-Luz.

Le 16, la brigade de Languedoc et 200 chevaux des régiments de Chartres et de Cayeux allèrent rejoindre la brigade de Poitou au château d'Alcala, sous les ordres de M. de Cilly.

Le même jour, après midi, les brèches aux remparts de Fontarabie furent telles que les ennemis firent battre la chamade. La place, investie le 15 mai, se rendit le 17 juin.

Le 18, on eut la nouvelle certaine de la formation d'un camp à Bascara, en Catalogne. M. de Fimarcon en rendit compte au maréchal.

Le 19, le premier bataillon de Limousin et celui d'Olonne se rendirent du camp sous Fontarabie à celui de M. de Cilly, où le 20 allèrent également les dragons de Beaucourt et du Dauphin.

A ce moment les nouvelles que reçut M. de Berwick l'engagèrent à se porter sur Saint-Sébastien. Il écrivit le 21 juin, du camp d'Irun, au duc d'Orléans :

« Il ne sera guère possible que tout soit transporté à Pampelune avant la fin de septembre ; joignez à cela que le roi d'Espagne ne laissera pas d'avoir une espèce d'armée qui pourra retarder notre marche, peut-être même occuper et retrancher quelques postes d'où l'on aura de la peine à les chasser, auquel cas toutes les dépenses que nous aurions faites, et qui seraient immenses, deviendraient inutiles.

« Je prends donc la liberté de conclure que, toute réflexion faite, il convient de mettre l'entreprise au printemps prochain. Ayant tout l'hiver devant nous, nous la ferons alors avec aisance, et même nous serons sûrs, en débouchant dans les plaines de Navarre, de trouver sur pied des fourrages en abondance.

« Reste maintenant à savoir ce que l'on pourra faire après le siège de Saint-Sébastien. Nous n'avons, selon moi, d'autre parti à prendre que celui de nous avancer du côté de Vitoria pour tâcher de nous rendre maîtres de la Biscaye et de Bilbao ; ou bien nous reporter du côté de la Catalogne pour entrer en Cerdagne et finir la campagne par le siège de Rosas.

« Il y a toujours une chose fâcheuse : c'est l'attention qu'il faut avoir à notre centre, crainte qu'Albéroni, nous voyant portés avec le gros de notre cavalerie, soit en Lampourdan, soit dans les plaines de Vitoria, ne tente d'entrer en France par Saint-Jean-Pied-de-Port et Oloron, auquel cas il pourrait s'avancer où il voudrait, sans que de longtemps nous puissions le rejoindre. Pour remédier à cet inconvénient et agir avec sûreté, je serais d'avis de ne m'avancer vers Vitoria que jusqu'où la plaine commence, afin de laisser toujours le gros de ma cavalerie étendu en deçà de la Garonne avec un corps de 15 ou 20 bataillons. Je ferai pareille manœuvre lorsque je me porterai en Cerdagne et à Rosas.

« Le roi et la reine d'Espagne sont venus en personne au camp de la Saca, à deux lieues 1/2 d'ici. Ils y sont arrivés le 16, y sont demeurés le 18 et le 19 et ont fait écrire au commandant de Fontarabie qu'ils allaient le secourir en nous attaquant par Irun et Oyarzun ; mais, ayant appris le 17 que la place était prise, le roi

d'Espagne a fait remarcher ses équipages, le 18, vers Santestevan, chemin de Pampelune, et le 19 au matin son armée a décampé. Elle était composée d'environ 15 bataillons d'infanterie, 2 de gardes, 4 régiments de cavalerie, 4 de dragons, outre 2 compagnies de gardes du corps et 4 petites pièces de campagne.

« L'ennemi a laissé au delà de Pampelune environ 2,000 chevaux.

« Je resterai ici jusqu'à ce que je voie la route que prendra l'armée du roi d'Espagne : je ne peux tarder à l'apprendre. Dès que je voudrai m'ébranler, M. de Cilly prendra la tête avec son camp et celui de M. de Cadrieu, qui sont composés de 14 bataillons et 2 régiments de dragons. Dans une petite marche, il sera à Ernani; le même jour, je camperai avec 15 bataillons et 2 régiments de cavalerie à une lieue de lui. Je laisserai de ces côtés-ci M. de Coigny, qui est arrivé hier à Saint-Jean-de-Luz avec 4 bataillons et 10 escadrons. M. de Maulevrier campera à Cambo avec 8 bataillons. Nous aurons 13 escadrons à Saint-Palais, et le reste de notre cavalerie demeurera étendu le long des gaves.

« Dans cette situation, je suis en état de faire le siège de Saint-Sébastien et d'être renforcé par les troupes de M. de Coigny, si le roi d'Espagne s'approche de moi; ou de me reporter par ma gauche pour m'opposer aux ennemis, s'ils voulaient passer les Pyrénées. » (D. G., 2559, 399.)

Les mouvements annoncés par cette lettre s'exécutèrent le lendemain. Aussi la disposition des troupes de l'armée du roi dans le Guipuscoa était, le 23 juin :

		Bataillons.
Les Vaisseaux	2	... 6
Olonne	1	
Saillant	2	
Beaujolais	1	

Camp de M. de Cilly.

Richelieu	2	... 12
Blaisois	1	
La Gervaisais	2	
Périgord	1	
Poitou	2	
Bassigny	1	
Limousin	1	
Conty	2	

Camp de Reuteria.

La Marine	3	... 11
Touraine	2	
Languedoc	1	
Perche	1	
Chartres	2	
Hessy	2	

Le camp, ainsi composé, avait sa gauche au quartier général, couvert par la brigade de la Marine sur les hauteurs de Lezo, sa droite tirant vers M. de Cilly, à proprement parler la droite de l'armée faisant face à Oyarzun et ayant Saint-Sébastien derrière. Le camp d'Alcala servait pour la communication de ce dernier avec celui d'Irun, comme celui d'Urrugue liait Irun à Bayonne. D'autres troupes étaient encore attendues : néanmoins, voici la position de toutes celles formant les camps et postes déjà établis au 24 juin :

QUARTIERS DE LA CAVALERIE.

Brigadiers.	Régiments.	Escadrons.		Quartiers.
	M. de Coigny, lieutenant général. M. de Tarneau, maréchal de camp, à ses ordres.			
Cayeux	Chartres	2	8	Au quartier général.
	Cayeux	2		
	Dauphin-Dragons	2		
	Beaucourt-Dragons	2		
Curton	Cravates	2	10	Saint-Jean de-Luz.
	Conty	2		
	Latour	2		
	Bretagne	2		
	Goësbriand	2		
	A reporter	.....	18	

QUARTIERS DE LA CAVALERIE (*suite*).

M. de Joffreville, lieutenant général. M. de Chateaumorand, M. de Bonas, maréchaux de camp, sous ses ordres.

Brigadiers.	Régiments.	Escadrons.		Quartiers.
	Report.........	......	18	
Fedeau......	B. de Fedeau..................	.. 2	13	Bastide-de-Béarn.
	B. de Sanguin..................	.. 2		
	Mestre-de-Camp-Général-Dragons	.. 2		
	Lautrec-Dragons	.. 2		
	Lépinay-Dragons	.. 2		
	Sommery-Dragons............	.. 2		
	Hussards de Ratsky...........	.. 1		
Ségur.......	Royal........................	.. 2	12	Saut-de-Navailles.
	Orléans......................	.. 2		
	Royal-Roussillon..............	.. 2		
Leyran......	Royal-Étranger...............	.. 2		
	Villeroy......................	.. 2		
	La Reine.....................	.. 2		
Manicamp...	Royal-Piémont	.. 2	12	Lescar.
	Chambonas...................	.. 2		
	Montrevel....................	.. 2		
Vaudrey.....	Lorraine.....................	.. 2		
	Noailles......................	.. 2		
	Vaudrey......................	.. 2		
Monteil.....	Luynes.......................	.. 2	18	Nay.
	Gesvres......................	.. 2		
	La Rocheguyon...............	.. 2		
	Monteil......................	.. 2		
	Besons.......................	.. 2		
	Lenoncourt...................	.. 2		
	Caylus.......................	.. 2		
	Villequier....................	.. 2		
	Rottembourg..................	.. 2		
	Total.........	......	73	

INFANTERIE.

Camp de Reuteria.

Officiers généraux.	Brigadiers.	Régiments.	Bataillons.
MM. Le maréchal de Berwick, général.	Midelbourg...	La Marine.....	.. 3
De Guerchy, De Guerschois, De Peseux, De Caylus, Le prince de Conty, } lieutenants généraux.	Coucy	Touraine .. ... Languedoc.....	.. 3
	D'Étampes ...	Perche........ Chartres	.. 3
		Hessy.........	.. 2
		Cavalerie.	Escadrons.
De Puynormand, De Duras, Roth, De Flavacourt, De Ceberet, De Belrieux, De Belle-Isle, } maréchaux de camp.	Cayeux	Chartres ...... Cayeux	.. 4

Camp de M. de Cilly.

Officiers généraux.	Brigadiers.	Régiments.	Bataillons.
MM. De Cilly, lieutenant général.	Lamotte......	Richelieu...... Blaisois	.. 3
De Cadrieu, De Leuville, De Givry, } maréchaux de camp.	Rambron	Poitou .... Bassigny.......	.. 3
	La Gervaisais.	La Gervaisais.. Périgord	.. 3
	Phelippes.....	P. de Limousin. Conty.........	.. 3
		Arquebusiers de montagne.	.. 1
		Dragons.	Escadrons.
		Dauphin.......	.. 2
		Baucourt......	.. 2

Camp d'Alcala.

Officiers généraux.	Brigadiers.	Régiments.	Bataillons.
MM. De Coigny, lieutenant général.	La Meyssilière.	Royal-Vaisseaux	.. 2
De Lambert, De Tarneau, maréchaux de camp.		Olonne........	.. 1
		Camp d'Irun.	
	Lutteaux.....	Saillant .... Beaujolais.....	.. 3
		Royal-Artillerie.	.. 1
		Camp d'Urrugue.	
		Normandie .... (à Fontarabie).	.. 3
		Soissonnais. ... Dauphiné......	.. 2

Le 25, M. de Fimarcon donnait avis que les Espagnols avaient en Catalogne levé leur camp de Bascara pour se porter du côté d'Urgel. Quant au roi d'Espagne, on savait qu'il avait rétrogradé le 23 avec son armée de Santestevan à Lizasso, à moitié chemin de Pampelune, qu'il semblait surtout vouloir couvrir. Le prince Pio était venu jeter un bataillon dans Saint-Sébastien, et rôder autour de Tolozetta et d'Ernani. Le 27 au matin, MM. De Guerschois et de Belrieux campent avec 6 bataillons entre les Passages et la rivière d'Astigurraga, pour assurer le débarquement de l'artillerie attendue par le maréchal de Berwick, et préparer les bois nécessaires à la construction de deux ponts sur l'Astigurraga.

Le 28, M. de Fimarcon, toujours en Roussillon au camp du Boulon, apprit que les Espagnols assemblaient à Figueras, en Lampourdan, 1,500 chevaux et 8,000 hommes d'infanterie.

Le même jour, l'armée vint camper à Ernani en deçà de la rivière d'Astigurraga pour compléter par ce côté l'investissement de Saint-Sébastien, effectué de l'autre côté depuis les Passages jusqu'à cette rivière. Ce mouvement exécuté, les troupes eurent la position suivante, autour de Saint-Sébastien.

État de la disposition des troupes de l'Armée du Roi en Espagne et Guipuscoa, les 28 et 29 juin 1719.

Officiers généraux.	Brigadiers.	Régiments.	Bataillons.	Escadrons.
MM.	MM.			
Le prince de Conty.	Flavacourt.....	Normandie......	.. 3	
De Cilly.	Belle-Isle......	Limousin .... Conty...........	.. 3	
Caylus. Guerchy.	Tarneau.......	Olonne.......... Vaisseaux.......	.. 3	
Pezeux	Givry.........	La Marine.......	.. 3	
	Roth..........	Richelieu .... Blaisois.........	.. 3	
	Leuville.......	Castellas........ Hessy...........	.. 4	
	Lambert	Languedoc...... Touraine........	.. 3	
	Guerschois	Poitou.......... Bassigny........	.. 3	
	Belrieux.......	Chartres........ Perche..........	.. 3	
	Duras.........	Ratsky.........	....	.. 1
	Cadrieu.......	Cravates........ Bretagne........	....	.. 4
	Ceberet.......	Chartres........ Cayeux.........	....	.. 4
	Puynormand...	Latour.......... Conty..........	....	.. 4
		Dragons.		
		Dauphin........ Beaucourt....... Goesbriand......	....	.. 6
		Royal-Artillerie..	....	.. 1
		Bombardiers.....	....	.. 1
		Totaux	.. 28	.. 21

Infanterie distribuée le 29, pour assurer la communication avec Saint-Jean-de-Luz.

Régiments.	Bataillons.	Quartiers.
La Gervaisais / Périgord	3	Aux ordres de M. de Coigny, à Irun.
Picardie	3	Aux ordres de M. de Coigny, à Irun.
Saillant / Beaujolais	3	Aux ordres de M. de Coigny, à Irun.
La Reine / Gensac	3	Aux ordres de M. de Coigny, à Irun.
Navarre	3	Près Navarreins.
Flandre	1	A Castel-Léon.
Dauphiné / Soissonnais	2	A Fontarabie.
La Couronne	2	En Roussillon.
Total	20	

Voici ce que l'on écrivait le 30 juin du camp de Saint-Sébastien :

« On alla au delà de Tolosetta , dont nous trouvâmes les portes ouvertes et le peuple en grande alarme. Les Espagnols en étaient sortis il n'y avait qu'un quart d'heure, et M. le prince de Pio à deux heures du matin. Nous y fîmes halte quatre à cinq heures, et nous revînmes au camp après avoir fait prendre le pain et l'avoine destinés aux troupes d'Espagne.

« Ce matin, M. le maréchal est venu terminer son investiture, et nous allons être occupés à perfectionner ce qui a été fait aujourd'hui, en attendant nos munitions et notre artillerie, qui ne sera pas ici de huit jours au plus tôt.

« Le maréchal a eu nouvelle qu'il était venu un corps de 700 ou

800 chevaux espagnols du côté de Saint-Jean-Pied-de-Port, et que le bruit était qu'il devait être suivi d'autres gros corps d'infanterie, ce qui l'a déterminé à renvoyer toute la cavalerie à Irun joindre M. de Coigny, qui est chargé d'observer de ce côté-là. Il ne reste ici que 2 régiments de dragons et 1 de cavalerie pour tout.

« L'on nous confirma hier à Tolosetta que le roi d'Espagne était toujours campé à Lizasso, à deux lieues en deçà de Pampelune.

Les premiers jours de juillet sont employés à travailler aux communications du camp devant Saint-Sébastien, et à des chemins praticables à l'artillerie, qu'on attendait toujours.

Le 6, les efforts se portèrent sur une île à gauche de la place et à demi-portée de canon, qui pouvait fortement contrarier l'ouverture de la tranchée : 3 compagnies de grenadiers placées dans les chaloupes des vaisseaux anglais furent chargées de cette expédition, qui ne réussit point, à cause de l'escarpement de cette île, formée d'un rocher surmonté d'une maison fortifiée ; tout se passa en canonnade entre les vaisseaux et l'île.

Les progrès furent peu rapides jusqu'au 15 ; l'artillerie et les munitions arrivant avec une extrême lenteur.

Le roi d'Espagne était toujours à deux lieues de Pampelune avec son armée ; cependant un corps de 1,000 fantassins et 300 chevaux avait reparu à Tolosetta. Quelques partis avaient aussi été vus vers Saint-Jean-Pied-de-Port, à Roncevaux, pour avoir des nouvelles. Le nombre de troupes aux ordres de M. de Coigny ne laissait pas craindre d'incursion de ce côté.

État des troupes aux ordres de M. de Coigny.

Régiments.	Bataillons.	Escadrons.	Commandants des corps.	Quartiers.
Navarre.........	... 3		Ce corps, qui fera la tête, est aux ordres de M. de Damas. Il peut aller à Saint-Jean-Pied-de-Port dans une marche pressée......	Ustaritz.
Bretagne........	....	... 2		
Latour..........	....	... 2		
Fusiliers de montagne.........	... 1			

État des troupes aux ordres de M. de Coigny (suite).

Régiments.	Bataillons.	Escadrons.	Commandants des corps.	Quartiers.
Cravates		2	Ce corps aux ordres de M. de Tarneau est à deux lieues en deçà d'Ustaritz, vers Saint-Jean-de-Luz	Ahetze.
Chartres		2		
Cayeux		2		
Carabiniers		2		
Mestre-de-Camp-Dragons		2	Aux ordres de M. de Tarneau, à quatre lieues d'Ustaritz	Saint-Jean-de-Luz.
Lépinay		2		
Lautrec		2		
Somery		2		
Goësbriand		2		
La Reine	2		M. de Gensac, à deux lieues d'Ustaritz	Saint-Pé.
Gensac	1			
Orléans	1		M. de Maulevrier	Irun.
Périgord	1			
Saillant	2		Idem.	Elcana.
Beaujolais	1			
La Gervaisais	2		Idem.	Lezo.
Les hussards de Ratsky, 100 cavaliers détachés et 100 arquebusiers de montagne aux ordres de M. de Ratsky				Saint-Jean-Pied-de-Port.
Pour la communication avec Saint-Sébastien.				
Perche	1		M. De Guerschois	A une lieue et demie de Lezo.
Chartres	2			
Poitou	2		Idem.	Séparés de la gauche de l'armée par la rivière.
Bassigny	1			

Le reste de l'infanterie, sauf quelques bataillons occupant des postes, était avec le maréchal au siège de Saint-Sébastien ; la cavalerie en arrière, le long des gaves. Le 19 au soir, la tranchée fut ouverte devant Saint-Sébastien à 200 toises du chemin cou-

vert. Cette place ne put tenir longtemps devant la valeur de l'armée du roi ; le 1er août, elle fit arborer le drapeau blanc et demanda à capituler. Les honneurs de la guerre furent refusés au gouverneur, qui n'eut d'autre ressource que de se retirer avec la garnison dans le château, dont on se disposa à faire le siège.

Le roi d'Espagne se tenait toujours sous Pampelune.

Pendant que ces événements se passaient en Guipuscoa, il s'en produisit d'autres de grande importance en Catalogne. Les Catalans, fatigués de la tyrannie d'Albéroni, ne demandaient qu'à secouer le joug. On résolut de les pousser à l'insurrection, et de les soutenir au besoin.

A cet effet, M. le maréchal de Berwick fit partir pour la Cerdagne M. de Bonas avec le régiment de Flandre. Cet officier était le 26 juillet à Livia, d'où il écrivit que les affaires n'étaient pas aussi avancées qu'elles l'avaient paru à M. de Fimarcon, commandant en Roussillon. Le pays voulait bien se soulever, mais il fallait lui fournir des armes, et avoir des forces suffisantes pour rassurer les habitants encore effrayés d'une visite récente des Espagnols à Bellver, au nombre de 1,600 hommes. M. de Bonas ajouta qu'il avait mis un bataillon de miquelets à Puycerda, un autre au delà dans la montagne, lui-même occupait Livia avec 400 hommes du régiment de Flandre.

Du même côté, vers Camprodon, le Sr Bernique, commandant un bataillon franc, parti le 13 de Ripoll en expédition sur un château, dont il pensait s'emparer facilement, fut obligé d'y revenir, ayant rencontré l'ennemi qui se tenait du côté de Vique avec 500 chevaux et 1,000 hommes d'infanterie ou miquelets. Il repartit cependant le 17 juillet, pour marcher au château de Llaguna (ou Llagonne).

Le 22 juillet, le maréchal de Berwick annonce au duc d'Orléans qu'il envoyait à M. de Bonas le régiment de Bretagne (infanterie) et un de cavalerie, et prescrivait à M. de Fimarcon de lui faire passer 1,000 fusils, 5 compagnies de grenadiers des bataillons en garnison, 50 maîtres du régiment de Brissac et 50 dragons Languedoc. Ces troupes, jointes au régiment de Flandre et aux miquelets de Ferret et de Grau, qu'il avait déjà, lui constituaient des forces suffisantes. En outre, le régiment d'Alsace devait rester du côté de Tarbes pour le renforcer, en cas de besoin.

Le maréchal fit encore reculer à Mont-Louis le régiment d'Alsace, et prendre la même route au régiment de Piémont. (Lettre du 23 juillet.)

Le 31 juillet, M. Dervieux mandait de Saint-Jean-Pied-de-Port :

« On m'a rapporté que l'on avait fait empoisonner depuis le Sr Fevet, lieutenant-colonel des hussards, qui s'était jeté en Espagne : il a été soupçonné de s'être lancé dans leur parti pour avoir l'occasion d'enlever le cardinal Albéroni.

« Le roi d'Espagne a fait défendre, depuis quelques jours, la liberté du commerce d'une frontière à l'autre, de manière que l'on ne laisse plus passer qui que ce soit en Espagne, ni aucun Espagnol de ce côté-ci. » (D. G., 2563, 96.)

Le S[r] Bernique était parvenu à s'emparer du château de Llaguna, où il attirait les sujets du roi d'Espagne en Catalogne, mécontents et prêts à se joindre à lui. Son éloignement de nos postes sur la frontière de Roussillon avait fait envoyer à Ripoll des détachements de miquelets, avec les S[rs] Dortaffa et Torrès, pour les commander et enrôler des volontaires; ce qui n'empêcha pas que Bernique, subitement attaqué par les troupes espagnoles les plus rapprochées, fût obligé de se rendre le 28. Le S[r] Torrès en donna la nouvelle le 31 juillet, en exprimant que l'attaque avait été si brusque, qu'il avait été impossible au S[r] Dortaffa, aussi bien qu'à lui-même, de porter secours à ce partisan.

Cette mésaventure fut bientôt suivie d'une autre. MM. de Marigny et Dortaffa marchaient de Ripoll, avec 1,200 hommes, au secours du S[r] Bernique, dont on avait démenti la capture, et qui était bien réellement prisonnier. Partis dans les premiers jours d'août, ils furent attaqués. Leurs arquebusiers lâchèrent pied, et ce corps revint dans un grand désordre. Torrès, alors malade, n'avait pu prendre part à cette expédition.

Ces petits échecs démontraient la nécessité de s'établir fortement sur ce point de la frontière. Aussi M. de Bonas écrivait-il, le 1[er] août, au maréchal de Berwick :

« Si vous me permettez, monseigneur, de vous dire mon sentiment, il me paraît que le siège de la Seu d'Urgel est une entre-

prise essentielle et nécessaire pour établir par la réduction de cette place une confiance entière dans le pays, pour en éloigner les ennemis et pour procurer une communication courte et sûre depuis la vallée d'Aran jusqu'à Mont-Louis, et cela vous assure des quartiers d'hiver dans toute la montagne. » (D. G., 2563, 106.)

En Guipuscoa, le siège du château de Saint-Sébastien présentait les plus grandes difficultés. Commencé le 2 août, il n'avançait que fort lentement. Les avis venant d'espions annonçaient que le roi d'Espagne s'était retiré à Corella, d'où, pensait-on, il reprendrait le chemin de Madrid.

Vers le 3, le prince Pio parut avec un gros corps d'infanterie et de cavalerie à Roncevaux. M. de Coigny marcha sur Espelette, à deux lieues de Saint-Jean-Pied-de-Port, où il avait fait entrer un bataillon d'infanterie, avec le régiment de Navarre, la brigade de la Reine et les régiments de cavalerie de Bretagne et Latour.

Le 5, M. de Coigny, apprenant que l'ennemi s'augmentait à Roncevaux, envoya ordre à la cavalerie et aux dragons d'Ustaritz de venir camper à Mendioude, à deux lieues de lui. De son côté, le maréchal fit avertir M. de Maulevrier de marcher avec la brigade de Saillant et le premier bataillon d'Orléans, laissant Périgord à Irun. Devant ces mouvements, le prince Pio décampa le 6 par la route de Pampelune. M. de Maulevrier resta à Ustaritz, où il était arrivé le 7, avec les 4 bataillons de Saillant, Orléans et Beaujolais. La cavalerie et les dragons retournèrent autour d'Ustaritz.

Le 11, le maréchal fit embarquer sur les vaisseaux anglais M. le chevalier de Givry et M. de la Motte, avec 750 hommes, pour Saint-Anton. Nos troupes se saisirent des forts et des batteries, mirent le feu à trois vaisseaux de guerre sur le chantier, brûlèrent une quantité énorme de matériaux, enclouèrent 51 pièces de canon, se rembarquèrent le 13 au soir et revinrent le 16 sans avoir perdu un seul homme.

A l'exemple de la garnison de Fontarabie, celle de Saint-Sébastien s'était retirée dans la citadelle. La position était forte, et cet obstacle effrayait le duc de Berwick, qui voyait son armée affaiblie par le feu de l'ennemi (1) et surtout par la désertion.

(1) Le 19 juin, au pied même des glacis de Saint-Sébastien, le régiment de Picardie perdit les capitaines Rabillard, Chavanet et Dubois de la Clairaye, ainsi

Tandis que s'exécutait la déplorable expédition de Saint-Anton, le maréchal écrivait au duc d'Orléans qu'il dépêchait à Paris M. de Belle-Isle. Cet officier général devait instruire le gouvernement de la situation de l'armée et faire connaître au Régent les vues du commandant en chef tant sur Saint-Sébastien que sur les opérations ultérieures de la campagne.

Le maréchal de Berwick au Régent.

« Camp de Saint-Sébastien, le 13 août 1719.

« Comme il n'est pas possible de pouvoir rendre par lettre un compte assez exact de notre situation, j'ai cru devoir dépêcher à V. A. R. un officier général instruit parfaitement de toutes choses; et pour cela j'ai jeté les yeux sur M. de Belle-Isle, dont je ne puis trop me louer du zèle et de l'application, à quoi il joint beaucoup de talent naturel. Je l'ai instruit de tout ce que je pensais, tant par rapport à Saint-Sébastien que par rapport aux opérations ultérieures de la campagne, afin que V. A. R. puisse m'envoyer ses derniers ordres.....

« Notre infanterie est fort diminuée tant par la désertion que par les maladies; ce qui, joint à ce qu'il faudra laisser....... pour le blocus, diminuera beaucoup l'armée qui doit passer les monts, sans compter les difficultés et les oppositions que nous pourrons trouver de la part de l'ennemi, qui a déjà travaillé à rompre les chemins et faire des abatis depuis Roncevaux jusqu'à Subiry. De plus, l'esprit de désertion règne si furieusement parmi le soldat, qu'il est à craindre que, lorsque nous serons en avant, dans le pays ennemi, nos bataillons ne deviennent à rien, et que le rétablissement n'en soit très difficile. C'est à V. A. R. à déterminer si elle veut que nous continuïons à suivre le même projet, ou bien si nous ferions quelque autre entreprise....

« Quant à ce que nous pourrions faire au lieu d'entrer en Aragon, ce serait de nous porter au plus tôt en Cerdagne, avec un

que plusieurs autres officiers. Le régiment de Normandie, dans un soir de garde, perdit quatre capitaines (de Vivien est le seul nommé), les lieutenants Bonafous, du Terrail et Cloquette. Un boulet renversa 18 hommes.

gros corps, faire le siège d'Urgel et, par là, nous étendre dans les vallées voisines, lesquelles, en ce cas, se déclareraient pour nous, se voyant soutenues par des forces supérieures. Nous nous servirions même de la bonne volonté des Catalans pour empêcher la désertion de nos soldats.

« Après le siège d'Urgel, nous nous étendrions encore davantage en Catalogne, selon la disposition où nous trouverions les peuples et, si V. A. R. le juge convenable, nous pourrions finir la campagne par le siège de Rosas. » (D. G., 2563, 190.)

Sur ces entrefaites, arrivait au camp le chevalier de Folard, envoyé par le ministre comme simple observateur, sans lettres de service. Étonné du découragement du maréchal de Berwick, il s'efforça de lui prouver que la forteresse n'était point inabordable, qu'il ne s'agissait que de déconcerter l'ennemi par un coup de vigueur. Le méthodique général resta froid devant les arguments du commentateur de Polybe : « M. le maréchal m'a bien dit qu'il avait pensé comme moi, mais qu'il s'était fait une loi de suivre les règles, et qu'il aimait mieux pécher par trop de prudence que d'avoir tenté une chose hors des règles. » (Lettre de Folard à M. Le Blanc, du 15 août.)

La citadelle de Saint-Sébastien capitula le 17 août, avant le retour de M. de Belle-Isle, qui apportait le consentement du Régent à la levée du siège. La garnison eut les honneurs de la guerre. Le roi d'Espagne se tenait alors à Tudela, et le prince Pio à Ainsa.

A la même date, M. de Bonas écrivait au maréchal de Berwick, de Puycerda, qu'il armait les révoltés de la Cerdagne et qu'il avait fait surprendre le château de Bar, à huit lieues d'Urgel, se préparant à enlever ceux de Montalla et Aristot au delà de Bellver. Les Espagnols avaient 900 chevaux et 1,200 hommes campés à Berga.

Ces nouvelles et surtout la capitulation de la citadelle de Saint-Sébastien, événement auquel on ne s'attendait point encore, modifièrent les résolutions de Paris. Il fut convenu que le maréchal de Berwick, remettant le siège de Pampelune à la saison prochaine, passerait en Cerdagne; l'armée s'assemblerait près de Puycerda, et finirait la campagne en ce pays. En conséquence de cette décision, on donna les ordres suivants, pour être exécutés du 24 au 30 août :

M. de Damas campera à Saint-Palais le 24, avec les 3 bataillons de Navarre et celui de Linck; le 25 à Navarreins, où il séjournera le 26; le 27 à Monein; le 28 à Pau; le 30 à Tarbes, où il sera rejoint, le même jour, par le régiment de Louvigny, qui est à Oloron.

M. de Maulevrier campera le 24 à Hasparren, avec les 2 bataillons de Saillant, d'Orléans, Beaujolais; le 25 à Saint-Palais; le 26 à Navarreins; séjour le 27; le 28 à Monein; le 29 à Pau, où il attendra des ordres.

Le 2e bataillon d'Orléans le joindra.

M. de Coigny campera le 25 à Hasparren avec 10 escadrons de dragons; le 26 à Saint-Palais; le 27 à Navarreins ; séjour le 28; le 29 à Monein; le 30 à Pau; le 31 au bord d'Espoey; le 1er septembre à Tarbes. Toutes ces troupes doivent se diriger du côté de Maurejean.

M. de Pezeux arrivera le 29 août à Navarreins avec 8 bataillons : 3 de Normandie, 3 de la Vieille-Marine et 2 de Touraine.

Ces mouvements commencèrent avec ceux des troupes de Guipuscoa qui devaient passer en Cerdagne.

Le 1er septembre paraît une ordonnance royale qui augmentait de 10 maîtres toutes les compagnies de cavalerie, en ajoutant que le « roi ferait fournir à ses dépens tous les chevaux nécessaires pour cette augmentation lesquels seront marqués à ses armes avant d'être livrés. » (D. G., vol. 2,564.)

Le 6, M. de Fimarcon, part de Perpignan pour se rendre à Puycerda avec les régiments de la Couronne et de Rouergue, et celui de dragons de Beauffremont. Il ne reste en Roussillon que le régiment de cavalerie de Saint-Germain-Beaupré, un bataillon d'arquebusiers et des troupes réglées dans chaque place.

Une lettre de Mont-Louis, le 14 septembre, nous fait connaître quelles étaient, à cette date, la position des troupes et les intentions du commandant en chef.

« M. le maréchal est arrivé ici à l'avance (le maréchal de Berwick était à Mont-Louis depuis le 11 septembre), pour mettre ordre aux opérations du reste de la campagne. Voici présentement

(1) De cette époque, date la marque des chevaux dans les régiments.

quelle est notre position : M. de Bonas s'est avancé jusqu'à Urgel, dont il s'est rendu maître aisément, la ville n'ayant que de simples murailles, à couvert, dans la plus grande partie, du canon du château, que les ennemis tiennent sur une hauteur appelée communément Castel-Ciudad. Il n'y a présentement que 5 bataillons et 1 régiment de dragons, mais on va fortifier ce corps incessamment.

« M. de Fimarcon est à Puycerda avec 3 bataillons et 1 régiment de cavalerie. Il y a 1 bataillon dans Bellver et deux détachements de 100 hommes chacun dans les châteaux de Bar et d'Aristot ; ce qui, joint à 2 ou 3,000 miquelets que nous avons en avant de tout, rend la communication et le chemin d'ici à Urgel aussi assurés que dans le milieu de la France.

« On a laissé 20 escadrons près de Toulouse, et 14 un peu en arrière : M. le maréchal n'ayant pas jugé à propos de les faire venir ici, à cause de la rareté des fourrages, la cavalerie étant inutile pour faire les sièges de Castel-Ciudad et quelques autres châteaux par lesquels nous allons commencer notre seconde campagne.

« Dès que toutes nos troupes seront arrivées, M. le maréchal se portera de sa personne à Urgel et ne gardera que 15 ou 16 bataillons environ, pour faire le siège de Castel-Ciudad. Il poussera M. de Bonas en avant avec 7 ou 8 bataillons pour occuper ce pays qui a pris les armes et nous demande à cor et à cri.

« M. le maréchal laissera toutes les troupes en échelle, dans différents postes, pour faciliter la subsistance des troupes et soulager le pays, qui nous témoigne tant de bonne volonté.

« M. de Cilly est resté à Ustaritz avec 14 bataillons et 20 escadrons qu'il a placés depuis Oloron jusqu'à Saint-Sébastien, uniquement occupé d'ailleurs aux approvisionnements de Saint-Jean-Pied-de-Port et Navarreins.

« Le roi d'Espagne est retourné à Madrid ; le prince Pio est venu à Siguenza avec toute son armée, dont il a détaché 3 ou 4,000 hommes seulement pour la Catalogne. »

Les mouvements s'exécutèrent conformément aux indications contenues dans cette lettre.

Le maréchal de Berwick s'avança à Puycerda, puis à Urgel, où il arriva le 28. M. de Fimarcon s'y trouvait avec 10 bataillons. Il y

avait remplacé M. de Bonas, qui s'était porté à la Conques de Tremp, où les troupes du roi avaient été reçues avec acclamations. L'artillerie ne pouvait arriver à Urgel qu'un peu plus tard; elle marchait avec 5 bataillons aux ordres de M. de Maulevrier, tandis que 3 autres suivaient immédiatement le maréchal. Ces bataillons, joints à ceux de M. de Fimarcon, en formeraient 18 pour le siège de Castel-Ciudad.

Le prince Pio était arrivé le 25 à Barcelone; son armée se dirigeait par l'Aragon sur la Catalogne ; une bonne partie était déjà sous Lérida, et une tête s'était avancée à Balaguer, avec un détachement jusqu'à Guardia; un autre corps de 2,000 hommes protégeait Cardona.

Le maréchal de Berwick, qui n'avait laissé M. de Cilly du côté de la Navarre et Guipuscoa que pour y observer les ennemis, le fit revenir avec toutes les troupes, excepté 8 bataillons et 8 escadrons qui y restèrent sous les ordres de M. de Puynormand pour couvrir nos magasins de Saint-Jean-Pied-de-Port.

Philippe V était retourné à Madrid, accablé de tristesse et de dégoût. Il ne comprenait rien à cette guerre, qui ruinait toutes ses espérances de gloire et de conquêtes. Et c'étaient les Français, dont on lui avait tant de fois vanté le dévouement au petit-fils de Louis XIV, qui prenaient ses villes, brûlaient sa flotte et détruisaient ses arsenaux. On dit même que le cardinal Albéroni dut faire égarer l'escorte royale pour empêcher Philippe V d'aller se présenter à nos soldats dans l'espoir de les gagner à sa cause ou dans l'intention de se livrer à eux. En France aussi, où l'on revenait peu à peu du délire de l'agiotage, on commençait à déplorer des succès dont profiteraient seuls nos ennemis traditionnels, les Anglais et les Autrichiens.

Le maréchal de Berwick arriva le 28 à Urgel; le 29, il marcha au camp d'Arfa, à une lieue en avant le long de la Sègre, et commença les travaux contre Castel-Ciudad. Il annonçait à cette date que l'armée ennemie était rassemblée à Ager; qu'un gros détachement, posté sur la montagne de Monsech, publiait qu'elle voulait descendre dans la Conques et à Tremp. M. de Bonas, campé à la Pobla, sur les hauteurs à l'entrée même de Conques, avec 1,000 arquebusiers, 10 bons bataillons et 2 régiments de dragons, occupait par des détachements Talarn, Tremp et le pont de Valamitjana.

Ce dernier poste, enlevé par le prince Pio, fut repris bien vite par M. de Bonas, qui se porta contre Monsech, d'où il chassa les Espagnols. Le prince Pio décampa et marcha vers Calaf. Don Luis, qui, de Cardona, avec 2,000 hommes, était venu à Solsona, retourna à Cardona.

Le 5 octobre, la garnison de la tour Blanche, un des principaux ouvrages du château d'Urgel, se rendit prisonnière. M. de Coigny avait reçu une partie de l'artillerie et poussait les opérations du siège de Castel-Ciudad. Le maréchal était revenu, le 5, camper à la Seu d'Urgel.

« Au Mont-Louis, le 12 octobre 1719.

« Comme le principal objet de M. le maréchal est présentement le siège de Rosas, et que sa présence est nécessaire sur les lieux, afin de diligenter les préparatifs nécessaires pour cette entreprise, il a jugé à propos de laisser M. de Coigny à Urgel pour finir le siège de Castel-Ciudad, qui, suivant toutes les apparences, ne pouvait plus tenir que deux ou trois jours. Il lui a laissé 17 bataillons, dont il en amènera 15, dès que la place sera rendue, et laissera M. de Bonas, qui est actuellement dans la Conques de Tremp, pour commander dans tout ce pays avec 9 bataillons. Tout le reste de l'armée doit s'assembler en Roussillon, au Boulon le 16 et le 17, au nombre de 72 escadrons et 25 bataillons, composé des troupes que M. de Cilly amène de Guipuscoa, de la cavalerie qui était en Languedoc, et des troupes que M. le maréchal amène avec lui du pays d'Urgel et de la Cerdagne; en sorte que, quand M. de Coigny nous aura rejoints, l'armée sera composée de 72 escadrons et 40 bataillons. En attendant, M. le maréchal compte se porter sur la Fluvia pour couvrir le débarquement de toutes les munitions qui doivent nous venir de Collioure à la plage de Rosas, et se mettre en état d'ouvrir la tranchée le plus tôt possible. »

« Du 13 au matin.

« Nous apprenons par M. de Saint-André, qui est arrivé cette nuit, que Castel-Ciudad s'est rendu le 11 au soir. »

M. de Roissy, major général, au ministre.

« Camp sous Perpignan, 17 octobre 1719.

« Toutes les troupes qui sont désignées pour le siège de Rosas sont en mouvement, et leur rendez-vous est au Boulon, où M. le maréchal de Berwick, qui arriva hier ici, doit se rendre demain. J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint l'ordre de bataille. »

Ordre de bataille de l'armée de Catalogne.

M. le maréchal de Berwick, général en chef.

1re LIGNE.

Officiers généraux.	Brigadiers.	Régiments.	Bataillons.		Escadrons.	
MM.		*Dragons.*				
Cilly, lieutenant général.	Barbesan......	Mestre-de-Camp.	....		2	6
		Goësbriand......	....		2	
		Beaucourt.......	....		2	
Leuville, Givry, Châteaumorand, maréchaux de camp.	Bauffremont...	Languedoc.....	....		2	4
		Bauffremont.....	....		2	
		Cavalerie.				
		M. de Curton, commandant.				
	Saint-Germain.	Royal...........	....		2	6
		Saint-Germain...	....		2	
		La Reine........	....		2	
	Monteil........	Gésure..........	....		2	4
		Monteil.........	....		2	
	Ducheyla......	La Rocheguyon..	....		2	4
		Royal-Roussillon.	....		2	
						24
		Infanterie.				
De Caylus, De Guerchy, lieutenants généraux.	Châteaubourg..	Picardie.........	3	3		
	Lutteaux......	Richelieu........	2	3		
		Beaujolais.......	1			
		A reporter....	....	6		

1re LIGNE (*suite*).

Officiers généraux.	Brigadiers.	Régiments.	Bataillons.	Escadrons.
		Report	 6	
Maulevrier, Damas, Cadrieu, maréchaux de camp.	La Motte......	Soissons	2	
		Blaisois.	1 } 3	
	Bettam.........	Castellas........	2	
		Hessy...........	2 } 4	
	La Mazelière...	Royal-Vaisseaux.	2	
		Olonne..........	1 } 3	
	Lagger........	Bretagne........	1	
		Auvergne	2 } 3	
	Bukley........	Navarre.........	3 | 3	
			22	
		Cavalerie.		
De Coigny, lieutenant général.	Manicamp.	Royal-Piémont...	....	2
		Lorraine.	....	2 } 4
Duras, Tarneau, maréchaux de camp.	Florideau......	Florideau.......	....	2
		Sanguien........	....	2 } 4
	Fournay.......	Villeroy.........	....	2
		Latour..........	....	2 } 6
		Le Roi..........	....	2
		Dragons.		
	Lépinay.......	Sommery	....	2
		Lépinay.........	....	2 } 4
	Lautrec.	Lautrec.........	....	2
		Dauphin	....	2 } 4
				22

2e LIGNE.

Officiers généraux.	Brigadiers.	Régiments.	Bataillons.		Escadrons.	
		Cavalerie.				
MM. Fimarcon, lieutenant général. Flavacourt, maréchal de camp.	Leyran	Royal-Étranger	....		2	6
		Brissac	....		2	
		Beringhen	....		2	
	La Noue	Conty	....		2	4
		Noailles	....		2	
	Ségur	Orléans	....		2	4
		Dauphin	....		2	
						14
		Infanterie.				
De Guerschois, lieutenant général. Roth, Ceberet, Lambert, maréchaux de camp.	La Fare	Normandie	3	3		
	Creil	Poitou	2	3		
		Bassigny	1			
	Polastron	La Couronne	2	3		
		Rouergue	1			
	Lenck	Alsace	2	3		
		Lenck	1			
	Coucy	Touraine	2	3		
		Perche	1			
	Midelbourg	La Marine	3	3		
				18		
		Cavalerie.				
Pezeux, lieutenant-général. Belle-Isle, maréchal de camp.	Vaudrey	Bretagne	....		2	4
		Vaudrey	....		2	
	Villequier	Villequier	....		2	4
		Rottembourg	....		2	
	Gontaut	Luynes	....		2	6
		Chalus	....		2	
		Royal-Cravates	....		2	
						14

RÉCAPITULATION.

Cavalerie............	1re ligne...........	46
	2e ligne.............	28
	Hussards...........	1
	Total........	75 escadrons.
Infanterie............	1re ligne............	22
	2e ligne............	18
	Total........	40 bataillons.

Infanterie du côté d'Urgel ou dans la Conques de Tremp, aux ordres de M. de Bonas.

Brigadiers.	Régiments.	Bataillons.	
M. de Mison................	Piémont.................	 3	.. 4
	Flandre.................	 1	
M. de Louvigny..............	La Gervaisais............	 2	.. 3
	Louvigny................	 1	
M. de la Villemenu..........	Orléans..................	 2	.. 2
	Total.........	....	9

L'armée arriva le 23 au camp de Castello et prit position, la droite à Perelada, la gauche à Castello, sur une seule ligne, infanterie et cavalerie mélangées, ayant la Müya devant elle :

Brigadiers.	Régiments.	Bataillons.	Escadrons.	
MM.	*Dragons.*			
Barbesan.............	Mestre-de-Camp-Général.	....	.. 2	.. 6
	Goesbriand.	....	.. 2	
	Beaucourt.	....	.. 2	
Bauffremont	Languedoc............	....	.. 2	.. 4
	Bauffremont...........	....	.. 2	

Brigadiers.	Régiments.	Bataillons.		Escadrons.	
	Infanterie.				
La Mazelière	Royal-Vaisseaux	2	3		
	Olonne	1			
Polastron	La Couronne	2	3		
	Rouergue	1			
	Cavalerie.				
Saint-Germain	Royal			2	6
	Saint-Germain			2	
	La Reine			2	
Ségur	Orléans			2	4
	La Rocheguyon			2	
Villequier	Villequier			2	4
	Royal-Roussillon			2	
Leyran	Royal-Étranger			2	6
	Brissac			2	
	Beringhen			2	
La Noue	Conty			2	4
	Rottenbourg			2	
Ducheyla	Noailles			2	4
	Dauphin			2	
	Infanterie.				
Châteaubourg	Picardie	3	3		
La Motte	Saillant	2	3		
	Blaisois	1			
La Fare	Normandie	3	3		
De Creil	Poitou	2	3		
	Bassigny	1			
	Cavalerie.				
Vaudrey	Bretagne			2	4
	Vaudrey			2	
Monteil	Monteil			2	4
	Gesvres			2	

Brigadiers.	Régiments.	Bataillons.	Escadrons.
	Luynes		.. 2
Gontaut	Chaylus		.. 2 } .. 6
	Royal-Cravates		.. 2
	Infanterie.		
Coucy	Touraine	.. 2 } .. 3	
	Perche	.. 1	
Midelbourg	La Marine	.. 3 | .. 3	
	Cavalerie.		
Manicamp	Royal-Piémont		.. 2 } .. 4
	Lorraine		.. 2
Fredeau	Fredeau-Carabiniers		.. 2 } .. 4
	Sanguien		.. 2
	Villeroy		.. 2
Fournaize	La Tour		.. 2 } .. 6
	Le Roi		.. 2
	Infanterie.		
Bettam	Castellas (suisse)	.. 2 } .. 4	
	Hessy	.. 2	
Lutteaux	Richelieu	.. 2 } .. 3	
	Beaujolais	.. 1	
Bukley	Navarre	.. 3 | .. 3	
	Dragons.		
Lépinay	Sommery		.. 2 } .. 4
	Lépinay		.. 2
Lautrec	Lautrec		.. 2 } .. 4
	Dauphin		.. 2
	Hussards de Ratsky		1

Cette grande ligne étant distante de Rosas de plus d'une lieue, le maréchal résolut d'aller se loger dans des censes plus à portée avec son état-major et 20 bataillons pour les opérations du siège. Il espérait recevoir bientôt son artillerie qu'on devait em-

barquer sur des tartanes à Collioure et Argelès. Il avait envoyé, dès le 25, M. de Guerchy camper avec 13 bataillons, auprès de Rosas. Le 27, il le rejoignit de sa personne avec 9 bataillons, et la brigade de Bretagne devait s'y rendre, aussitôt les embarquements de Roussillon terminés. 15 bataillons étaient restés avec toute la cavalerie au camp de Castello.

Le 28, on apprit que l'armée ennemie était en marche depuis le 20 vers Girone. Quelques troupes espagnoles se trouvaient déjà dans cette place et dans celles de Vique et de Bostalrich.

Une partie des tartanes chargées d'artillerie et de vivres arriva la nuit du 2 au 3 novembre. La journée du 4 se passa à décharger les munitions de guerre entre l'étang de Castello et la mer, par une pluie torrentielle accompagnée d'un vent épouvantable. Le temps empira les jours suivants, et la mer devint si forte, que le 7 toutes les tartanes, qu'on n'avait pu débarquer, échouèrent, au nombre de vingt-huit. Dix furent brisées, les autres submergées. Les secours étaient devenus impossibles par le débordement de la Müga et autres rivières.

L'inondation envahit le camp. Pour éviter d'être emportée par les eaux, la cavalerie n'eut que le temps de se sauver à cheval sur les hauteurs, en abandonnant son matériel. Les vivres furent dispersés par la tempête ou gâtés par l'eau. Ce que l'on retira de la mer, en fait de matériel, était hors de service.

Le maréchal de Berwick au Régent.

« Camp devant Rosas, le 8 novembre 1719.

« Partie de nos tartanes, chargées d'artillerie, de munitions de guerre et de vivres, arriva dans la baie de Rosas, il y a cinq jours. Nous commençâmes, dès le lendemain, quoique la mer fût un peu grosse, à décharger; mais l'on ne put ce premier jour mettre que peu de choses à terre. Le lendemain, la mer était si agitée que les chaloupes ne purent manœuvrer. Avant-hier le vent s'augmenta à un tel point, que toutes nos tartanes, au nombre de vingt-huit, échouèrent. Dix ont été brisées; les autres sont submergées. » (D. G., 2564, 63.)

Le maréchal de Berwick au Régent.

« Camp devant Rosas, 11 novembre 1719.

« J'espère que demain je serai en état de déterminer si nous ferons le siège de Rosas, ou si nous nous retirerons. L'on travaille à force à découvrir, sur la plage et dans la mer, ce que l'on peut sauver du naufrage, et, s'il nous reste de quoi l'entreprendre, V. A. R. peut être assurée que je n'en démordrai pas.

« Comme la subsistance de la cavalerie nous est devenue quasi impossible, j'ai envoyé en Languedoc 34 escadrons. Je compte demain ou après-demain pouvoir rendre à V. A. R. un compte exact de notre situation et du parti que j'aurai pris en conséquence. » (D. G., 2564, 68.)

Le maréchal de Berwick au Régent.

« Camp de Castello, le 14 novembre 1719.

« Non seulement nous manquons de beaucoup de choses nécessaires pour le siège, mais aussi il faudra un temps trop considérable pour remettre en état ce que nous avons sauvé du débris; de plus, il faudrait que l'on fût sûr de la continuation du beau temps, ce que la saison ne permet pas de pouvoir espérer; et, par la situation du terrain, il ne faudrait que vingt-quatre heures de pluie pour nous remettre encore dans de grands embarras....

« M. de Béliard ne peut s'engager à nous débarquer l'artillerie, munitions de guerre et le reste de l'attirail, que dans l'espace de dix ou douze jours, en supposant qu'il n'y ait point de vents et que la mer soit calme... Nous ne pourrons renvoyer les 41 escadrons que j'ai gardés jusqu'à ce que la plage fût débarrassée de tout ce que nous y avons mis, attendu que ce pays est entièrement plaine..... et il ne nous reste aucune paille, ni fourrages, ne soutenant nos chevaux que par quelques grains...... à mesure qu'il en arrive du Languedoc.

« Toutes ces raisons m'ont déterminé à quitter le Lampourdan et à me retirer en Roussillon. Je vais faire embarquer tout ce que nous avons ramassé sur la plage, et je compte que le 17 ou le

18 je pourrai me mettre en marche. J'enverrai M. de Cilly par la Junquiéra et le col de Pertus avec 24 escadrons, 12 bataillons et notre artillerie de campagne. Avec le reste de l'armée, je m'en irai par Garrigolas et le col de Bagnols. Dès que je serai à Perpignan, si j'ai reçu les quartiers d'hiver, je ferai partir les troupes pour leur destination, sinon, je vous renverrai ma cavalerie en Languedoc.

« Je ferai prendre à l'infanterie la route de Guyenne conformément au projet que V. A. R. avait approuvé.

« Je renverrai MM. les officiers généraux et l'état-major, à l'exceptionde ceux que V. A. R. a jugé à propos d'employer. » (D. G., 2563, 74.)

Les troupes sous les ordres du maréchal de Berwick rentrèrent donc en France, et passèrent en quartiers d'hiver, sauf une chaîne de postes sur la frontière. L'expédition de 1719 peut être dès ce moment considérée comme terminée; il n'y eut plus avant la conclusion de la paix que des faits militaires de peu d'importance.

Dans les épreuves de cette campagne, l'armée montra beaucoup de courage. On remarqua surtout chez les officiers une audace qu'ils n'avaient plus à la fin des guerres de la succession d'Espagne. La jeunesse de Louis XV permettait de concevoir des espérances qu'interdisait en 1712 et 1713 la vieillesse de Louis XIV. Il arrive, en effet, que l'on épargne son sang au service d'un vieux monarque, qui n'aura peut-être pas le temps de le payer : calcul trop naturel aux hommes de guerre chez qui le patriotisme est parfois aidé sinon suppléé par l'ambition. Il est juste de dire aussi que l'armée avait été l'objet de la sollicitude du Régent. C'est le duc d'Orléans qui s'occupa de l'habillement et de l'armement du soldat. La solde fut régularisée et augmentée. Il acheva l'organisation administrative des milices provinciales, réparties en bataillons correspondant aux 121 régiments d'infanterie. Ces milices représentaient la réserve ou l'ancien arrière-ban.

On avait déjà commencé à bâtir des casernes dans plusieurs villes. Une ordonnance du 12 septembre en porta le chiffre à quatre cent quatre-vingt-huit. « Le Roi décide, était-il dit, qu'il soit incessamment construit un corps de bâtiment en forme de grange dans les proportions suivantes : il aura hors œuvre 35 toises de

longueur sur 14 de largeur. Les murs, de bonne maçonnerie, seront de 17 pieds hors des fondations et de 2 pieds d'épaisseur.

« A chacune des extrémités de ce bâtiment, il y aura un massif de maçonnerie de figure ronde de 15 pieds, servant d'âtre. La place pour faire le feu sera dans le milieu, et autour de l'âtre il y aura des bancs de maçonnerie élevés par degrés pour contenir 180 hommes... Il y aura dans le corps de bâtiment deux murs de refend parallèles, au moyen desquels il sera divisé en trois parties dans chacune desquelles on pourra placer deux rangs de chevaux, de manière qu'on pourra y en loger 320 sur six rangs. Au-dessus de chacun des six rangs de chevaux, il sera construit des entre-sols, soutenus par des poteaux et garnis de garde-fous à hauteur d'appui pour coucher les cavaliers. En dehors, il y aura des logements.... »

Il fut commandé un grand nombre de ces bâtiments dans les villes de France.

L'année 1719 fut aussi signalée par la création d'un corps spécialement affecté à la garnison des colonies.

Après la paix des Pyrénées, en 1661, Louis XIV avait envoyé aux colonies quelques-uns des corps qui devaient être réformés : mais les soldats qui les composaient se jetèrent tous dans les flibustiers, dont c'était alors le beau temps.

La garde des colonies avait donc été laissée aux milices locales et à quelques compagnies franches entretenues par les gouverneurs. Le régiment étranger de Karrer fut le premier corps levé pour le service des colonies.

Après l'abandon du siège de Rosas par le maréchal de Berwick, la chaîne des postes français sur la frontière pyrénéenne s'étendait depuis Collioure jusqu'au-dessus de Mont-Louis, en suivant les démarcations de Collioure, Port-Vendre, Bagnols, Pertus, Belgard, Notre-Dame-d'Escoral, Prats-de-Mollo, Pi, Nyer, Sallagouza et Mont-Louis.

Ainsi, la Conques, Tremp et les deux Cerdagnes, avaient été abandonnés. On laissa seulement des garnisons à Urgel et Castel-Ciudad, poste assez important. Cet abandon permit aux Espagnols de ne pas se mettre en quartiers d'hiver, et au prince Pio de conduire son armée, ou du moins une partie, dans un pays où la moindre résistance l'eût empêché de pénétrer.

Cette guerre de quelques mois coûta à l'Espagne la plupart de ses vaisseaux (1). En détruisant de ses propres mains la marine de son alliée naturelle, la France commit une faute dont elle subit plus tard les conséquences.

Ainsi la fortune avait trahi partout les espérances d'Albéroni. En Sicile, malgré l'échec de Francavilla, Mercy et les Impériaux avaient enlevé aux Espagnols Messine, Mezzara et Marsala. Le marquis de Leyde courait le danger d'être renfermé dans l'île. L'inflexible ministre ne se découragea pas. En juillet, après l'avantage obtenu à Francavilla, il avait offert d'abandonner la Sicile et la Sardaigne, à la condition que l'Espagne recouvrerait Gibraltar, Mahon et les places récemment conquises par les Français. La France et l'Angleterre répondaient à Philippe V que le seul moyen de faire cesser la guerre était d'en supprimer la cause, c'est-à-dire de renvoyer du ministère le perturbateur de l'Europe. Se voyant perdu, Albéroni conçut le dessein hardi de rompre la coalition contre l'Espagne en ouvrant le Mexique au commerce anglais et en fiançant une archiduchesse d'Autriche au prince des Asturies. Le Régent, qui ne pouvait avoir une confiance absolue dans des alliances qui se nouent et se rompent suivant les intérêts du moment, s'adressa au duc de Parme, le père de la reine, pour désabuser Philippe V. L'ambassadeur Scoti passa par Paris, où il prit les dépêches d'Albéroni, qui devaient dévoiler à la cour de Madrid les mensonges et les perfidies de son ministre. Ces révélations achevèrent dans l'esprit du roi et de la reine la désillusion que les revers avaient déjà commencée.

Le 5 décembre, Albéroni reçut un billet de Philippe V, qui lui ordonnait de quitter Madrid sous huit jours et l'Espagne sous trois semaines. On demanda au gouvernement français un passeport pour assurer son passage en Italie à travers nos provinces méridionales. Le général Marcieu fut chargé d'aller prendre à la frontière le ministre disgracié et de ne le quitter qu'à l'embarquement. Albéroni adressa deux lettres au Régent, l'une pour le remercier du traitement qu'il avait reçu en France, l'autre pour se disculper d'avoir été l'auteur de la guerre. Gênes et Rome lui fermèrent leurs portes; il se réfugia en Allemagne.

(1) Les Anglais en avaient également pris six au port de Vigo.

Après la mort de Clément XI, il revint dans les États de l'Église, et occupa les loisirs des dernières années de sa vie à tenter de détruire la république de Saint-Marin en faveur du pape. Il mourut en 1752, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Le 1er janvier 1720, le prince Pio envoya le lieutenant général Mortemart faire l'investissement du château d'Urgel. La garnison française de Castel-Ciudad se composait alors de 375 hommes des régiments la Gervaisais, Saillant, Orléans, Louvigny et Flandre. Le château fut obligé de capituler le 29. Après cette prise de possession, le prince Pio s'avança sur Puycerda, et mit des troupes à Ripoll, Olot et Campredon. On craignait même qu'il ne tentât quelque entreprise contre nos postes de la frontière, lorsqu'une suspension d'armes fut signée entre les belligérants.

Après la disgrâce d'Albéroni, le Régent pressa la conclusion de la paix. Philippe V, que les événements avaient convaincu de l'impuissance de l'Espagne et de la réalité des hostilités de la part de la France, épuisé d'ailleurs par les efforts extraordinaires qu'il venait de faire, accéda à la quadruple alliance le 2 janvier 1720, et le 17 février son ambassadeur, le marquis de Beretti Langi, signa le traité de Londres à la Haye. Les Bourbons espagnols étaient reconnus par l'empereur Charles VI. La Sicile et la Sardaigne devaient être évacuées par les troupes espagnoles dans un délai de six mois, et remises, la Sicile à la maison d'Autriche, la Sardaigne au duc de Savoie, qui prenait le titre de *roi de Sardaigne*. Philippe V renonçait de nouveau à ses droits éventuels au trône de Louis XIV, et voyait assurer aux enfants d'Élisabeth Farnèse la succession de la Toscane, des États de Parme et de Plaisance, sous le vasselage et la dépendance de l'Empire. Un traité signé le 27 mars 1721 régla la restitution des places prises par les Français pendant la guerre, et l'appui que la France promettait de donner à l'Espagne dans le congrès qu'on se proposait d'assembler à Cambrai, pour vider les questions encore contestées entre les puissances de l'Europe.

CHAPITRE III.

DEPUIS LA FIN DE LA GUERRE D'ESPAGNE JUSQU'A LA MORT DU RÉGENT

(Janvier 1720 — 2 décembre 1723).

Succès du système de Law. — Ses causes. — La Banque générale devient Banque royale (4 décembre 1718). — Fusion de la Compagnie des Indes et de la Chine avec la Compagnie d'Occident (mai 1719). — Agiotage. — Les réalisations commencent. — Mesures pour conjurer la crise. — Law créé contrôleur général (5 janvier 1720). — Réunion de la Banque à la Compagnie (23 février). — La banqueroute. — Émeute à Paris. — Chute du système. — Résultat du système de Law sur l'économie générale du pays. — La peste de Marseille. — Querelles théologiques. — Dubois est nommé archevêque de Cambrai (juin 1720), cardinal (16 juillet 1721). — Mariage projeté du roi avec une fille de Philippe V (13 juin 1721). — Intervention de la France entre la Russie et la Suède. — Réorganisation de la maréchaussée et de l'artillerie. — La charge de colonel général est rétablie en faveur du duc de Chartres. — Maladie du roi (31 juillet 1721). — Dubois au conseil de régence. — Villeroy est éloigné de la cour (13 août 1722). — Dubois premier ministre (22 août). — Sacre de Louis XV (25 octobre). — Majorité du roi (19 février 1723). — Préoccupations financières. — Mort de Dubois (10 août 1723). — Le duc d'Orléans premier ministre. — Mort du Régent (2 décembre 1723).

Law s'était vu éconduire, avec son système, par la plupart des souverains de l'Europe. « Je ne suis pas assez puissant pour me ruiner, » lui avait répondu Victor-Amédée. L'Écossais vint en France, espérant que la hardiesse novatrice du Régent accueillerait ce que la prudence de Louis XIV avait repoussé. Cet espoir ne fut point trompé. Un système financier qui permettait au chef de l'État d'attirer à soi tout l'or du royaume devait séduire. Il y a d'ailleurs, dans la vie des nations, des moments psychologiques singulièrement favorables à l'éclosion et au développement de certaines idées. La France, à la mort de Louis XIV, désabusée de la gloire militaire, indifférente sur les questions religieuses, sans souci de la liberté depuis les temps de la Fronde, ne voulait que des plaisirs et ne se passionnait que pour la richesse qui les donne.

La cupidité, devenue un mal épidémique, telle fut la cause du succès d'abord prodigieux des innovations économiques.

Le système de Law consistait à remplacer l'or et l'argent par la monnaie fiduciaire, aussi toutes les mesures que prendra le gouvernement pour soutenir les combinaisons financières de l'Écossais tendront à établir la supériorité du papier-monnaie sur les espèces métalliques (1). Le novateur prétendait imposer aux peuples le crédit, c'est-à-dire la confiance.

La Banque d'escompte créée en 1706 était devenue Banque royale (4 décembre 1718), avec Law pour directeur (5 janvier 1719). Entre les mains d'un gouvernement obéré, c'était un instrument dangereux. Dès les premiers mois de 1719, des comptoirs sont fondés à la Rochelle, Tours, Orléans, Amiens. Pour amener le public à préférer les billets, on avilit les espèces métalliques (2) et l'on proclame invariable la valeur du papier-monnaie (3).

La fusion des Compagnies des Indes orientales et de la Chine avec celle d'Occident (mai 1719) relève le cours des actions. Le privilège du commerce du Canada, du Sénégal, de la navigation et du négoce dans toutes les mers d'Orient, depuis le cap de Bonne-Espérance jusqu'au Japon, le monopole des tabacs, les gabelles d'Alsace et de Franche-Comté; la fabrication des monnaies pour neuf ans dans tout le royaume (4); le bail des fermes et des recettes générales (5); le prêt à l'État, moyennant un intérêt (6), mettent à la disposition de Law presque tous les revenus du roi et presque tout le commerce du royaume. Le fonds social primitif ne suffit plus. Quatre nouvelles émissions ont lieu en 1719. Les promesses de bénéfices mensongers surexcitent la passion du lucre. Les actions montent graduellement jusqu'à trente fois, quarante fois leur valeur d'émission. On se porte en foule à l'hôtel de Nevers, où la Compagnie a installé ses bureaux. La fièvre de la spé-

(1) Arrêts des 11 février, 22 avril, 25 juillet et 19 décembre 1719; 28 janvier, 27 février et 11 mars 1720.

(2) Arrêt du 11 février 1719.

(3) Arrêt du 22 avril 1719.

(4) Arrêt du 20 juillet 1719.

(5) Arrêt du 27 août 1719.

(6) 2 septembre 1719.

culation gagne tout le monde, le peuple, la magistrature, la cour et même le clergé. La rue Quincampoix, où s'est organisée une sorte de bourse en plein air, offre un pêle-mêle inimaginable. Une égale cupidité confond tous les rangs, toutes les conditions. Le duc de Bourbon, le prince de Conty, les ducs de la Force et d'Antin tiennent la tête des *seigneurs mississipiens* (1).

Cependant le commerce et l'industrie renaissent. Le travail national reçoit une impulsion extraordinaire. On crée de nouvelles manufactures, on ouvre des routes, on achève le canal de Montargis, on élargit le canal de Briare. La France semble sortir de la misère.

Au milieu de cette trompeuse abondance, le Régent ne garde plus aucune mesure : il donne à pleines mains aux hôpitaux (2) et aux établissements d'instruction publique; rétablit des pensions supprimées, libère des prisonniers pour dettes, envoie des millions à la Suède et à la Bavière. Dubois, pour prix de la protection accordée au système, puise à la caisse de la Banque les millions qui doivent assurer son élévation au cardinalat.

Au mois de novembre, les actions livrées au public dépassent un capital énorme. Le papier représente quatre-vingts fois le numéraire du royaume. La prospérité apparente de la France dissimule encore le péril aux yeux du vulgaire, que les mensonges administratifs entretiennent dans son illusion dorée. Mais le danger d'une pareille situation n'échappe point à tout le monde. On commence à réaliser en or, en argent ou autres valeurs. Law s'efforce de conjurer la crise. Les mesures qu'il prend témoignent trop de son inquiétude et de ses craintes : loin de ramener la confiance, elles l'ébranlent davantage. La confiscation des anciennes espèces d'or et d'argent, la prime accordée au papier (3), n'arrêtent point les réalisations. La catastrophe est imminente. Le Régent croit relever le crédit des actions en nommant Law contrôleur général (5 janvier 1720). Le cours forcé des billets (édit du 26 janvier 1720),

(1) La Compagnie d'Occident, fondée pour l'exploitation du sol de la Louisiane, était communément appelée *Compagnie du Mississipi*.

(2) Un million à l'Hôtel-Dieu, un million à l'Hôpital général, un aux Enfants trouvés.

(3) Arrêts du 19 et du 21 décembre 1719.

les visites domiciliaires opérées pour assurer l'exécution de cet arrêt, mécontentent le public sans consolider le système.

Il était encore possible de soutenir le cours des billets en fortifiant le crédit de la Banque, dont la crise n'était point irrémédiable. La fusion de la Banque et de la Compagnie (23 février) leur imposa une solidarité qui devait perdre les deux établissements. En immobilisant l'action, on discréditait le billet. Pour obvier à cet inconvénient, un arrêt du 11 interdit la circulation des monnaies françaises et étrangères à dater du 1er mai. L'erreur de Law était de croire qu'on peut faire une valeur *réelle* et *invariable* du papier, qui n'est qu'une valeur *représentative* et soumise à des *variations* de cours plus brusques et plus rapides que les espèces métalliques.

La réduction graduelle du prix des actions et des billets à la moitié de leur valeur (arrêt du 21 mai) fut la première étape de la banqueroute. Le gouvernement avait plusieurs fois déclaré la fixité et l'invariabilité du papier-monnaie (1). On l'accusa de violer la foi publique. Des écrits séditieux circulèrent dans Paris. La province prit l'alarme ; les billets furent avilis. Le parlement fit des remontrances, et le Régent révoqua, le 27, l'édit du 21. Cette révocation, qui montrait l'incertitude du gouvernement et le désarroi du système, précipita l'effondrement des valeurs.

Law, qui avait quitté ou perdu le contrôle général, présenta le 3 juin le bilan des opérations de la Compagnie. Elle avait acheté Belle-Ile-en-Mer, fondé Lorient et possédait une flotte de cent cinq vaisseaux. Elle avait créé des établissements en Amérique, bâti la Nouvelle-Orléans, développé les pêcheries du Cap-Breton, planté le tabac à la Louisiane, introduit la culture du café à l'île Bourbon.

Malgré le retrait des actions qui furent détruites, la dépréciation du papier continuait. L'agiotage s'était porté des actions sur les billets. Les rassemblements de la rue Quincampoix avaient été interdits le 22 mars, à la suite de l'assassinat commis par le comte de Horn, et les agioteurs s'étaient d'abord réfugiés sur la place des Victoires, puis place Vendôme.

Le gouvernement venait de remplacer d'Argenson par d'Aguesseau (2 juillet). Ne pouvant éviter la banqueroute, il s'efforçait de

(1) Arrêts du 22 avril et du 25 juillet 1719.

la masquer et d'en atténuer les effets. Un édit du 17 juillet déclara perpétuels les privilèges de la Compagnie des Indes. Malheureusement le retrait des billets entraîna l'émission d'actions nouvelles. Cette décision fut le signal d'une panique épouvantable. On envahit les bureaux. Trois hommes furent étouffés, et les corps portés au Palais-Royal. Les rues se remplirent aussitôt d'une foule menaçante. Le parlement, en désapprouvant l'édit et l'arrêt du 17 juillet, encourageait, au moins indirectement, les mouvements séditieux. Des écrivains du temps disent que la magistrature partageait le ressentiment public et proposait même de renverser la régence. Louis XV devait être enlevé au retour d'une promenade à Vincennes, déclaré majeur et mené solennellement au Louvre. Le duc d'Orléans déconcerta ce projet en exilant le parlement à Pontoise, le 21 juillet. Ce jour-là, les rues de la capitale furent garnies de troupes pour tenir la population en respect. Mais les troupes elles-mêmes n'étaient point éloignées de la révolte. « Me répondez-vous du régiment des Gardes ? » demanda le Régent au duc de Guiche. — « Oui en campagne, mais pas dans Paris, » répondit le colonel. (Mathieu Marais, I, 295.) Dans ce moment d'exaspération, si l'un des princes du sang s'était mis à la tête du parlement, il aurait pu s'emparer de la régence, car le peuple l'aurait indubitablement suivi. (Barbier, I, 53.) Tout se borna à des menaces, et l'émeute se dissipa d'elle-même. (Mathieu Marais, I, 318.) C'est qu'au fond le Régent était aimé. La colère du peuple retombait sur le principal auteur de sa misère, sur Law, qu'il considérait alors comme un imposteur, après l'avoir idolâtré. Pendant l'émeute, le premier président annonce en rentrant au Palais que le carrosse de Law vient d'être mis en pièces. — « Et lui ? » demande vivement M. Fraguier. — « Oh ! il n'était pas dedans. » — « Tant pis, » ajoutent les conseillers.

Le rôle de Law était fini. Délivré des résistances du parlement, il essaya vainement de désarmer la colère publique. Le Régent, qui l'avait toujours protégé, se détermina enfin à le renvoyer (décembre 1720) (1).

(1) Law, dépouillé et ruiné, passa dans l'exil le reste de sa vie. Il voyagea en Belgique, en Italie, en Allemagne, en Angleterre ; il se fixa à Venise, où il vécut jusqu'en 1729, méditant toujours sur le crédit. « C'est le même homme, écrivait

Le système était tué, et il importait de sortir vite d'une situation qui jetait la misère dans toutes les classes de la société et causait une irritation générale.

Depuis le commencement du mois d'août, les agioteurs s'étaient transportés de la place Vendôme dans les jardins de l'hôtel de Soissons. Le 25 octobre, la police ferma cette bourse nomade, que l'on avait nommée le *Mississipi renversé*, la *foire des Mississipiens*.

Que résulta-t-il du *système* qui devait enrichir la France et fonder le crédit ? Une misère presque universelle, une défiance générale. Les provinces en souffrirent autant que Paris. Pour secourir les provinces ravagées par la peste, le gouvernement avait fait appel à la charité de celles que le fléau n'avait pas atteintes. Voici ce que l'évêque de Chartres répondait au secrétaire d'État la Vrillière, qui sollicitait son concours : « L'inondation de ces papiers a fait

Montesquieu, toujours l'esprit occupé de projets, toujours la tête remplie de calculs et de valeurs numéraires ou représentatives. »

Il fut enterré à San-Geminiano. Son petit-neveu, le général (depuis maréchal) Law de Lauriston, qui commandait à Venise en 1807, fit transférer ses restes à l'église du Rédempteur. « J'ai vu sa veuve à Bruxelles, dit Voltaire, aussi humiliée qu'elle avait été fière et triomphante à Paris. » (*Siècle de Louis XV*, t. I, ch. 2.)

Jean Law n'a pas laissé de postérité directe : son fils est mort jeune, sa fille a épousé lord Walingford. Son frère, Guillaume, resta en France et eut deux enfants, qui prirent du service dans les armées françaises aux Indes : 1° Law de Lauriston, maréchal de camp, père de Law de Lauriston et de Law Alexandre-Bernard), maréchal de France (1768-1828) ; 2° Law, major général, mort en 1767. Une des grandes particularités de la vie de Law, c'est qu'il se laissa convertir à la religion catholique par l'abbé de Tencin (1). Les conférences furent assez longues, assez fréquentes et la résistance assez opiniâtre pour faire beaucoup d'honneur à ce jeune apôtre. Cette reconnaissance du nouveau converti valut à l'abbé de Tencin beaucoup d'actions qu'il sut convertir à propos en espèces et dont il eut l'art dans la suite de ne pas diminuer le fonds. Depuis longtemps déjà, l'abbé avait communiqué son projet au duc d'Orléans, qui d'abord ne fit qu'en rire ; mais ayant ensuite réfléchi qu'un étranger protestant n'était guères fait pour inspirer de la confiance au public et que la catholicité pouvait l'établir, il ne fit plus d'opposition.

(*Mémoires* du cardinal de Bernis.)

(1) Pierre Guérin de Tencin, né à Grenoble le 22 août 1680, envoyé à Rome par Dubois en 1721, archevêque d'Embrun, cardinal en 1739, entré au conseil d'État en 1742, mort à Lyon le 8 mars 1758. Il fut chargé dans sa négociation d'obtenir du pape à élire le chapeau de cardinal pour Dubois, qu'il obtint, tout en travaillant à la nomination du prétendant Jacques III.

presque autant de mal que les flammes en ont pu faire en Bretagne (1). Si le spectacle n'est pas si affreux, les effets n'en sont guère moins funestes ; nos maux sont plus cachés, mais ils n'en sont pas moins réels et ne sont que plus incurables... Quel changement en six mois dans les fortunes qui paraissaient les mieux établies!... Plus de commerce, plus de ressources, ni dans l'industrie, ni dans la prudence, ni dans l'amitié, ni dans la charité même. Le commerce interrompu rend l'industrie ou oisive ou inutile ; la confiance détruite détruit l'amitié ou en suspend les effets, en persuadant aux particuliers qu'il est désormais de la prudence de ne se fier à personne, et de ne prêter ni à leurs amis, ni à leurs proches. » Le pays supporta sans révolution une pareille secousse.

Cette violente atteinte ne fut pas moins funeste aux mœurs qu'aux fortunes. Il y aurait injustice toutefois à dire que le mal fait par le système fut absolument sans compensations. Le prix élevé que les propriétaires fonciers obtinrent de leurs denrées leur avait permis de payer leurs dettes, de construire des fermes, de mettre en culture des terres en friche. L'impulsion donnée à l'industrie, au commerce, aux entreprises lointaines, survécut à la catastrophe.

L'exagération du système causa seule tout le mal. Étendre le crédit était une idée féconde ; la spéculation en compromit le succès. Il résulta de cette grande agitation financière un progrès : la propriété se transforma ; elle quitta le sol dans lequel elle était enracinée pour prendre la forme du crédit. Novateur en économie politique, Law fit pour la propriété ce que le moyen âge avait fait pour les serfs en les détachant de la glèbe. La banque constitue certainement un des plus puissants moteurs de la richesse moderne. L'erreur de Law fut de croire qu'on peut *imposer le crédit*. Il eut le tort de surexciter la cupidité par des promesses mensongères, de précipiter la spéculation au lieu d'en modérer les entraînements.

Après la chute du système, le gouvernement se ressaisit de tous les revenus qu'il avait cédés à la Compagnie des Indes. Un conseil de régence, tenu aux Tuileries le 24 janvier 1721, institua une commission pour liquider la situation de la Banque et de la Compagnie. Le Régent fit décider que, vu la fusion des deux éta-

(1) Allusion à l'incendie de Rennes.

blissements, la Compagnie resterait responsable vis-à-vis du roi des dettes de la Banque. On s'occupa aussi de l'enquête sur la légitimité de l'acquisition des différents titres. Dans cette révision le Régent se proposait un double but : réduire la dette de l'État, et faire rendre aux spéculateurs qui s'étaient enrichis aux dépens des particuliers. « Je ne souffrirai pas, avait-il dit dans le conseil, que tous ces ambitieux, qui ont fait des fortunes immenses, les conservent, tandis que tant de gens se sont ruinés. » L'opération du *visa* fut dirigée par les frères Pâris, rappelés du Languedoc, où Law les avait exilés. Classées en plusieurs catégories, les actions furent réduites ou annulées, suivant la bonne ou la mauvaise foi présumée des acquéreurs. On en réduisit le nombre. Au point de vue financier, ces mesures violentes, parfois injustes, dans tous les cas vexatoires et odieuses, ne réalisèrent point les espérances que l'on avait conçues.

Malgré toutes les réductions d'intérêt, la dette de l'État demeura plus forte qu'avant le système. Heureusement une partie des fonds dépensés avait été consacrée à des entreprises utiles : on avait creusé des canaux, construit des ponts, des routes, des casernes.

La fièvre de la spéculation s'était déjà emparée des esprits, lorsque moururent Mme de Maintenon (15 avril 1719) et la duchesse de Berry (20 juillet). L'effondrement du système absorbait toute l'attention publique, quand parvint à Paris cette nouvelle affreuse : *la peste est à Marseille!*

Apportée par un navire venant de Saïda, l'horrible maladie fut constatée au lazaret le 8 juillet, et quelques jours après elle éclata dans la ville même. Marseille, que ses relations avec le Levant rendaient la plus florissante cité du Midi, trouvait dans la source même de sa prospérité la cause d'un fléau qui l'accablait fréquemment : la peste l'avait désolée quatre fois depuis un demi-siècle; celle de 1720 surpassa toutes les autres en violence. L'épouvante s'empare de toute la population; les familles les plus opulentes et la plupart des magistrats abandonnent la ville. Le parlement d'Aix se voit dans la cruelle nécessité, pour empêcher que toute la province ne soit envahie par l'épidémie, de repousser les fugitifs et d'isoler les Marseillais, au moyen d'un vaste cordon de troupes.

M. de Belzunce, évêque de Marseille, et les deux échevins Estelle et Moustier, rivalisent de courage et de charité pour secourir les malheureux habitants : la plupart des médecins périssent en prodiguant leurs soins aux pestiférés.

La seule autorité militaire existant alors était un état-major de la place : cet emploi se trouvait exercé en 1720 par le lieutenant-colonel Roze, qui avait mérité la croix de Saint-Louis en se signalant d'une manière particulière, pendant la guerre de la succession d'Espagne, à la défense d'Alicante attaquée par les Anglais. Le major de la place de Marseille pouvait, en restant à la tour Saint-Jean, son poste, satisfaire aux obligations des règlements militaires. Roze pense que, dans cette circonstance critique, l'honneur exige d'autres sacrifices, et, puisant dans son cœur les sentiments d'une héroïque abnégation, il court se ranger auprès du généreux prélat et ne cesse de braver à ses côtés une mort presque certaine, afin de secourir cette multitude d'infortunés. Le concours d'un soldat rend plus efficaces les efforts de l'évêque et des deux échevins.

Roze multiplie ses efforts, organise un service destiné à l'inhumation des pestiférés, en y employant les galériens, et pour y parvenir dut employer une énergie sauvage : 1,200 de ces malheureux périrent d'une mort à laquelle les lois ne les avaient pas condamnés. Le chef d'escadre Langeron, accompagné de quelques officiers, arrive de Toulon au bout de trois semaines, comme gouverneur supérieur de la ville de Marseille. Cet officier général y déploya l'activité et le zèle qu'on devait attendre de son rang ; mais le lieutenant-colonel Roze lui avait tracé la voie, et la reconnaissance publique, qui se trompe rarement, n'a conservé parmi les Marseillais que le souvenir de leur évêque de Belzunce et celui de Roze (1).

(1) Marseille répara ses pertes en moins d'un demi-siècle. Elle se développa surtout à partir de 1806 : en 1816, elle comptait 106,000 habitants; en 1841, 156,000; en 1861, 260,000; en 1872, 315,000; en 1876, 318,000. De 1806 à 1836, la population de Marseille, qui était de 100,000 âmes à la première de ces dates et qui atteignait 150,000 à la seconde, ne s'était accrue que de 50,000 personnes, tandis que, pendant la seconde période, soit de 1836 à 1866, elle a doublé son chiffre : de 150,000, elle est arrivée d'emblée à plus de 300,000.

Depuis 1866, la progression s'est ralentie. Faut-il attribuer ce ralentissement à

Au moment de l'invasion de la maladie, la fermeture du port, l'interruption forcée de toutes les relations commerciales, soumirent les habitants à une épreuve presque aussi terrible que la peste, la famine; et si le pape Clément XI n'avait envoyé, dès le mois d'octobre, deux navires chargés de grains, les secours adressés de Paris et d'autres villes françaises seraient peut-être arrivés trop tard. La peur avait étouffé tout sentiment d'humanité. Les craintes de voir le fléau se propager n'étaient d'ailleurs que trop justifiées. Malgré le cordon sanitaire formé par les troupes autour de Marseille, la peste sévit presque avec la même intensité à Toulon, à Aix, à Arles, et jusque dans les montagnes du Gévaudan. Les ravages épouvantables causés par le fléau asiatique, coïncidant avec les désastres financiers, condamnèrent pour longtemps le pays à une profonde misère.

Tant de calamités accumulées sur la France n'avaient point ralenti l'ardeur des querelles théologiques. Une bulle du 28 août 1718, déclarant schismatiques tous ceux qui refusaient de se soumettre à la constitution *Unigenitus*, avait été repoussée par les universités et les parlements, comme contraire aux principes et attentatoire aux libertés de l'Église gallicane. Le pape et le Régent désiraient également la fin de ces agitations stériles. Dubois comprit qu'en pacifiant l'Église il pourrait obtenir le cardinalat, acheminement certain au premier ministère, qu'il ambitionnait. Sacré archevêque de Cambrai le 20 juin 1720, après avoir, quelques jours auparavant, reçu dans une même matinée le sous-diaconat, le diaconat et la prêtrise, il s'appliqua avec plus de zèle à mettre fin aux affaires de la bulle. Une déclaration royale du 4 août 1720 ordonna l'observation de la constitution *Unigenitus*. Le parlement de Paris, alors exilé à Pontoise, refusait l'enregistrement. On le menaça de l'envoyer à Blois et de diminuer l'étendue de son ressort. La déclaration fut enregistrée à Pontoise le 4 décembre, et le parlement put rentrer le 20 au Palais de justice. L'archevêque de Paris (Noailles) et la Sorbonne retirèrent

une sorte de dérivation du courant commercial, qui se produit depuis le percement du mont Cenis? Il est certain que Brindisi reçoit nombre de marchandises qui, sans cette voie en rapport avec le canal de Suez, auraient abouti à Marseille. Notre port méditerranéen doit évidemment perdre par la concurrence italienne.

leur appel. Le jansénisme ne fut point étouffé; mais les grands corps de l'État et le public se désintéressèrent de la lutte. Pour prix des services qu'il avait rendus au saint-siège, Dubois demandait la pourpre. Clément XI temporisait : il ne voulait pas se préparer à lui-même le remords et à l'Église l'opprobre d'une telle promotion. Après la mort de Clément XI (19 mars 1721), Innocent XIII, qui dut aux largesses de Dubois son élévation au souverain pontificat (8 mai), envoie à l'archevêque de Cambrai le chapeau si ardemment désiré (16 juillet). Le Régent dit au roi, en lui présentant le nouveau membre du sacré collège : « Sire, j'ai l'honneur de vous présenter l'archevêque de Cambrai, au zèle de qui Votre Majesté doit la tranquillité de son État et la paix de l'Église de France, qui sans lui allait être déchirée par un schisme cruel. Le pape, pour reconnaître des services aussi importants, vient de le récompenser par un chapeau de cardinal. » Barbier traduit l'impression générale quand il écrit : « Cela fait bien du tort à la religion de voir un homme sans foi et sans mœurs dans une des premières places de l'Église. »

Il est juste de reconnaître que Dubois ne négligeait aucun moyen d'assurer la paix générale. « Par lui, disait Fontenelle, l'Europe se trouve en quelque sorte devenue immobile et réduite à un heureux et sage repos. » Il se préoccupait surtout, conformément aux intentions du Régent, de procurer à notre pays de solides alliances.

Le traité du 27 mars 1721 avait réglé la restitution des places espagnoles occupées par les Français. Afin de renouer les relations à peu près rompues entre la France et l'Espagne, Dubois proposa de marier Louis XV avec l'aînée des infantes et M[lle] de Montpensier, fille du duc d'Orléans, avec le prince des Asturies. Cette recherche flatta les sentiments intimes du petit-fils de Louis XIV; et la reine, séduite par l'offre d'un trône pour sa fille, voyait encore, dans le mariage de son fils don Carlos avec M[lle] de Beaujolais, autre fille du Régent, un moyen puissant de lui assurer la succession des États de Parme et de Plaisance. L'union des trois branches de la maison de Bourbon se trouva ainsi consolidée (13 juin 1721). Admise comme partie dans le traité, l'Angleterre, que l'on était forcé de ménager, obtint de nouveaux avantages de commerce dans les colonies espagnoles. Par suite de ces arrange-

ments, le duc de Saint-Simon fut envoyé en ambassade à Madrid pour chercher l'infante.

Le Midi pacifié, la France et l'Angleterre travaillèrent à la paix du Nord, pour préserver la Suède d'une ruine totale et pour maintenir libre la navigation de la Baltique. Les folles entreprises de Charles XII avaient fait perdre à notre vieille alliée toutes ses possessions au dehors, et l'avaient mise dans l'impuissance de défendre son propre territoire contre le Danemark et la Russie. Après la mort de ce prince (1718), le baron de Goertz, en qui la nation voyait l'instigateur des projets despotiques ou belliqueux qui l'avaient ruinée, fut condamné par le sénat de Stockholm et paya de sa tête les fautes de son souverain. Les états profitèrent des circonstances pour restreindre par une constitution l'autorité absolue que les derniers rois s'étaient arrogée. Ulrique-Éléonore, appelée à succéder à son frère, s'adjoignit dans l'exercice du pouvoir son époux, Frédéric de Hesse-Cassel. Comme son peuple, Ulrique désirait vivement la paix; mais elle ne pouvait satisfaire en même temps les prétentions contraires de l'Allemagne et de la Russie. Elle se décida pour l'alliance allemande, et céda les duchés de Brême et de Verden au Hanovre (1719), moyennant une indemnité d'un million de risdales, et, aux mêmes conditions, la ville de Stettin au roi de Prusse (1720). Sommé d'abandonner ses conquêtes, le Czar lança sur la Suède une armée qui mit tout à feu et à sang. Frédéric de Hesse fut battu, et la reine allait demander la suspension des hostilités, quand l'arrivée d'un ambassadeur anglais avec une flotte vint relever ses espérances. Mais les menaces de l'Angleterre n'arrêtèrent point la fureur dévastatrice des Russes en Bothnie. La médiation de la France mit un terme à cette guerre d'extermination. La paix entre la Russie et la Suède fut signée à Nystadt en Finlande le 13 septembre 1821. Le Czar se fit céder la Livonie, l'Esthonie, l'Ingrie, la Carélie, une portion de la province de Viborg, les îles de Dago, d'Œsel et toutes celles qui longeaient les côtes de ses possessions continentales. La Suède ne put obtenir que la restitution de la Finlande, une indemnité d'un million de risdales et la reconnaissance de privilèges aux marchands suédois dans les ports de Revel et de Riga. La France, malgré ses embarras intérieurs et sa misère, vint généreusement en aide à

sa malheureuse alliée : le Régent envoya huit millions en or à la reine Éléonore; déjà, l'année précédente (1720), il avait acheté cinq millions la restitution des conquêtes du Danemark à la Suède.

Après la guerre d'Espagne, l'organisation de la maréchaussée et de l'artillerie subit quelques modifications.

Les compagnies de maréchaussée étaient alors composées de prévôts généraux et provinciaux, vice-baillis, vice-sénéchaux, lieutenants criminels de robe courte, lieutenants, assesseurs et autres officiers, qui étaient particulièrement chargés de punir les coupables de crimes dont la compétence leur était attribuée, selon les formes prescrites par les ordonnances. Mais la multiplicité de ces compagnies, avec des officiers à différents titres, faisait naître entre eux des contestations, sous prétexte d'indépendance les uns envers les autres; en outre, la faible solde des archers, et même le peu d'exactitude dans leur paiement, les obligeaient à s'attacher en même temps à d'autres emplois, ce qui causait un grand relâchement dans la discipline et le service auquel ces compagnies étaient destinées.

Pour remédier à ce fâcheux état de choses, une réforme complète devenait nécessaire. Toutes les compagnies furent supprimées; on en rétablit de nouvelles, composées d'un nombre limité d'officiers expérimentés, d'une fidélité et d'un zèle reconnus, et les archers reçurent une solde suffisante pour être en état de servir continuellement et d'une manière uniforme. Ces nouvelles compagnies firent partie du corps de la gendarmerie, et les maréchaux de France en conservèrent le commandement (1).

Le 23 juin 1720 parut, sous la signature du Régent, une instruction pour les écoles des cinq bataillons du régiment Royal-Artillerie, établissement nouveau qui portait incorporation du régiment des bombardiers et de toutes les compagnies détachées de canonniers et de mineurs, au moyen duquel les officiers devaient apprendre les parties de la fortification et la conduite des sapes et des mines.

(1) Édit du roi portant suppression de tous les officiers et archers des maréchaussées et établissement de nouvelles compagnies de maréchaussée dans toute l'étendue du royaume (9 mars 1720).

Les troupes d'artillerie reçurent alors une organisation plus rationnelle et plus conforme à leur destination.

Le 10 juillet 1720, « le roi crée un régiment de tous les jeunes seigneurs qui sont auprès de lui. Il est distribué en quatre compagnies, qui montent et descendent la garde tous les soirs, après l'étude de S. M. sur la terrasse des Tuileries.

« Le roi lui a donné le nom de *Royal-Terrasse*. Chaque compagnie a son capitaine, un lieutenant, un enseigne, un sergent, un caporal. Elles font régulièrement l'exercice et observent une discipline très exacte. » (*Mémoires* de Mathieu Marais.)

« L'augmentation des espèces ayant fait hausser le prix des étoffes, en sorte que les capitaines ne pouvaient habiller leurs compagnies qu'avec une dépense plus grande que celles des années précédentes, S. M. a voulu y pourvoir, et a chargé la Compagnie des Indes de fournir toutes les étoffes nécessaires pour l'habillement des troupes, dont le prix sera réglé par les capitaines à peu près sur le pied qu'elles valaient avant l'augmentation des espèces, sauf à S. M. à faire dédommager la Compagnie de l'excédant du prix des marchandises.

« L'armée devra être habillée en drap de Lodève.

« Les régiments qui voudront habiller cet hiver ou le printemps prochain, soit en entier, soit en partie, enverront un état du nombre d'hommes qu'ils veulent habiller, avec la quantité de drap qu'ils demandent.

« Ces draps seront livrés à Paris, Lyon et Montpellier; les régiments enverront un officier les y recevoir; à mesure qu'ils les auront reçus, les ballots seront plombés devant eux, et ils auront seulement à se pourvoir des voitures nécessaires pour les transporter à leurs garnisons.

« Aux régiments auxquels il manque des tentes, il sera délivré la toile nécessaire, S. M. voulant que tous les régiments aient au printemps prochain toutes leurs tentes.

« Quelques régiments se sont défaits de leurs marmites; il est ordonné aux commandants des corps de les faire remplacer et aux majors d'y tenir la main (1). »

En 1721, le Régent rétablit en faveur de son fils Louis, duc

(1) Ordonnance royale du 24 octobre 1720.

de Chartres, la charge de colonel général (1) de l'infanterie française et étrangère; mais cette charge, exercée par un prince que tous ses goûts éloignaient du monde et qui finit par se démettre de son titre, en 1730, pour se retirer à l'abbaye de Sainte-Geneviève, n'apporta aucune modification à l'état de l'infanterie. Seulement, pendant neuf ans, les chefs des régiments cessèrent de s'appeler colonels et reprirent l'ancienne dénomination de mestres de camp.

Une maladie qui menaça les jours du roi vint faire diversion aux impressions bien différentes produites par le rapprochement des

(1) Le mot *coronel*, que l'on voit d'abord employé pour désigner des corps d'infanterie étrangère, puis devenir le titre de leurs chefs, est un dérivé de l'allemand *horn* ou de l'italien *corno*, qui signifient tous deux *pointe*, et métaphoriquement *aile d'armée, corps détaché*. Le mot *corno*, ou son diminutif *cornello*, s'appliquait donc à l'unité de formation de l'infanterie, bande ou bataillon; comme le diminutif *cornetta* s'appliquait à l'unité de formation de la cavalerie, compagnie ou escadron. Les Français en ont fait *cornet* et *cornette*, qui a continué pendant longtemps à désigner à la fois l'escadron et l'un des officiers de l'escadron. Le titre de *coronel* ou *colonel* fut bientôt adopté en France. C'est alors que Brantôme découvrit que le mot « venait à la fois de *columna* et de *corona;* de *corona*, parce que le chef général *a été eslu de son roy;* de *columna*, parce qu'*il doit estre comme une colonne ferme et stable et le principal appui de tous les soldats.* » Les modernes ont tourné la difficulté en introduisant le mot colonne dans leur tactique. Il n'y a donc plus à se refuser à croire que colonel vient de *columna*.

En 1514, François Ier, mettant à contribution les souvenirs de la milice romaine, créa les premiers *colonels* que mentionnent nos règlements. — L'institution des légions que chacun de ces officiers était destiné à commander, à titre de capitaine colonel ou de premier capitaine, ne se maintint pas. Depuis lors, on vit des colonels à la tête de certains corps, jusqu'en 1542, époque à laquelle on créa le colonel général. Cette création entraîna l'abolition du titre de colonel des corps, qui fut remplacé dans les corps français par celui de mestre de camp.

Cependant, sous Henri II en 1547, et sous Charles IX en 1558, quelques corps ont à leur tête des colonels; mais ce sont généralement des corps étrangers.

Par l'édit de 1661, Louis XIV abolit la charge de colonel général et rétablit les colonels en particulier. Le titre de *colonel* fut encore remplacé par celui de *mestre de camp* lorsque la charge de colonel général fut rétablie en faveur du duc de Chartres (1721-1730) et du prince de Condé (1780-1788), et par celui de *chef de brigade* en 1793. — En 1808, les chefs de brigade reprirent leur ancienne dénomination de *colonels*, qu'ils ont toujours conservée depuis.

Colonel général. — Ce titre, créé en 1542 par François Ier, donnait au titulaire le commandement temporaire sur tous les chefs de corps. — Les prérogatives qui y furent attachées s'accrurent beaucoup sous les règnes suivants, jus-

trois branches de la maison de Bourbon (13 juin 1721). Le 31 juillet, Louis XV s'éveilla avec une fièvre violente, la tête prise, la gorge embarrassée. L'inquiétude fut extrême aux Tuileries. L'épouvante se répandit dans Paris. Contrairement à l'avis des médecins, qui ne savaient que décider, Helvétius pratiqua une saignée au pied. En moins d'une heure la fièvre diminua. « L'enfant de l'Europe » était sauvé. La nouvelle de sa convalescence fut accueillie avec autant d'allégresse que l'annonce du danger avait causé d'alarme. « Il ne se peut rien ajouter, dit Mathieu Marais, aux démonstrations de joie qui ont paru dans tous les états et toutes les conditions. » *Te Deum*, feux d'artifice, illuminations, danses, chants,

qu'en 1661, époque où Louis XIV abolit cette charge. Chaque fois que ce titre reparut, celui de colonel des régiments se changea en mestre de camp. Dans la cavalerie, le grade de colonel général se maintint plus également et plus longtemps que dans l'infanterie; par suite, la dénomination de mestre de camp, donnée aux chefs des corps à cheval, fut aussi plus durable.

Colonel à la suite ou *colonel surnuméraire.* — L'abus des brevets et les réformes multipliées après les guerres jetèrent plusieurs capitaines dans une même compagnie, plusieurs colonels dans un même régiment; de là des colonels à la suite, des officiers en second.

Lieutenant-colonel. — L'emploi et les attributions des lieutenants-colonels ont été fort différents, suivant les époques. Sous Henri IV, il y a eu un lieutenant-colonel général; cette charge, créée en 1584 en faveur de Crillon, s'éteignit avec lui. On a appelé lieutenant du colonel et ensuite lieutenant-colonel le capitaine qui commandait la compagnie colonelle; il portait aussi le nom de capitaine-lieutenant parce qu'il était le lieutenant du colonel général; il le remplaçait à la tête de la compagnie qui, dans chaque régiment, était la propriété de cet officier général. Le colonel général, outre les régiments qui ont porté son nom à diverses époques, avait, dans les premiers temps de cette charge, une compagnie à lui appartenant, dans chaque régiment de son arme. Elle s'appelait la compagnie colonelle. La compagnie appartenant au chef de corps s'est donc appelée, suivant les périodes, soit compagnie mestre de camp, soit compagnie colonelle. Il était d'usage, dans les corps de cavalerie franco-étrangère, d'appeler lieutenant-colonel le premier capitaine, parce qu'il commandait en l'absence du colonel.

Depuis l'abolition de la charge de colonel général en 1661, l'infanterie française appela lieutenant-colonel non plus l'officier représentant l'ex-colonel général, mais le représentant du mestre de camp, devenu colonel particulier. Depuis lors, le lieutenant-colonel eut à son tour la compagnie lieutenante-colonelle, lui appartenant, qu'il faisait aussi commander par un représentant.

La différence avec nos lieutenants-colonels actuels, c'est que, sous Louis XIV et Louis XV, le lieutenant-colonel était chef de bataillon.

cavalcades, fêtes bourgeoises et populaires, attestèrent l'espèce d'enivrement que produisit, à Paris et dans la France entière, le rétablissement du roi. Ce sentiment d'ailleurs était partagé par les étrangers. L'empereur disait : « Louis XV est l'enfant de l'Europe. S'il venait à mourir, la guerre recommencerait. » Le peuple s'était épris d'une affection extraordinaire pour le fils du vertueux duc de Bourgogne.

A l'âge de sept ans, Louis XV était passé des mains de la duchesse de Ventadour (1) dans celles de Villeroy (2), son gouverneur, et de Fleury, son précepteur. Il trouva chez ses nouveaux maîtres la même indulgence. Villeroy, qui avait brillé dans les fêtes de Louis XIV à côté de ce monarque, borna ses soins à développer chez son royal élève les qualités extérieures. L'évêque de Fréjus, retenu par la crainte de fatiguer un enfant né délicat, ne réussit point à former son caractère. L'abbé Fleury (3), son confesseur, eut encore moins d'influence sur le jeune prince. Il fut d'ailleurs bientôt remplacé par le père Linière (4).

Le 2 janvier 1722, M[lle] de Montpensier, fille du Régent, promise au prince des Asturies, arrive à Bayonne. Deux compagnies de grenadiers des régiments de Richelieu et de Touraine, 400 cava-

(1) Charlotte-Éléonore-Madeleine de la Motte-Houdancourt, gouvernante du roi, née en 1651, fille de Philippe de la Motte-Houdancourt, duc de Cardonne, maréchal de France, gouvernante des enfants de France, épouse, le 24 mars 1671, Louis-Charles de Lévis, duc de Ventadour, pair de France, et meurt le 15 décembre 1744.

(2) François de Neuville, duc de Villeroy, né le 7 avril 1644, mort le 18 juillet 1730, maréchal de France le 27 mars 1693, battu à Chiari et à Ramillies, pris à Crémone. Il se retira à Villeroy le 11 août 1722.

Louis XIV l'avait toujours particulièrement aimé, malgré tant de batailles perdues, parce qu'il savait en être aimé et que, connaissant sa probité inaltérable, il l'avait nommé gouverneur du Dauphin.

(3) Fleury (Claude) était né en 1640. Ses relations avec Bourdaloue et Bossuet, qu'il rencontrait chez le premier président de Lamoignon, déterminèrent chez lui une vocation à laquelle le poussaient ses sentiments religieux. Il fut successivement précepteur du comte de Vermandois, des ducs de Bourgogne, d'Anjou et de Berry. Il publia l'*Histoire du droit français* et l'*Institution du droit ecclésiastique*, puis son *Histoire ecclésiastique*, les *Mœurs des Israélites*, les *Mœurs des premiers chrétiens* et le *Grand Catéchisme historique*. Il mourut en 1723.

(4) Le père d'Aubenton, confesseur de Philippe V, avait accordé à Dubois son concours pour la négociation des alliances royales, à la condition que le confessionnal de Louis XV serait rendu aux jésuites.

liers de Chartres et de Latour l'avaient précédée. L'échange de cette princesse avec l'infante Marie-Anne-Victoire, promise au roi Louis XV, eut lieu le 9 janvier, dans l'île des Faisans, où tout avait été préparé par les soins des magistrats de Bayonne. Mlle de Beaujolais, autre fille du duc d'Orléans, fiancée à l'infant don Carlos, ne fut envoyée en Espagne que vers la fin de l'année. L'arrivée de l'infante à Paris fut l'occasion d'une suite de fêtes, de bals et de soupers à l'hôtel de ville et au Palais-Royal, d'illuminations, que termina un feu d'artifice d'un nouveau genre, donné aux Parisiens par l'ambassadeur d'Espagne.

L'ambition de Dubois grandissait avec sa fortune. Devenu cardinal, il prétendait occuper le premier rang au conseil de régence. Toutefois, ne voulant point paraître soulever pour lui-même cette délicate question d'étiquette, il la fit trancher en faveur du cardinal de Rohan. Ce prélat se présenta au conseil le 22 février 1722, et prit le siège que le Régent lui assigna au-dessus des maréchaux et des ducs. Ceux-ci, offensés de cette prétention, protestèrent et se retirèrent. Le chancelier d'Aguesseau, qui avait appuyé leur protestation, fut remplacé par d'Armenonville. Dubois obtint l'exil de Noailles, de Nocé et de Broglie, et il ne tarda pas à occuper au conseil, composé seulement des princes et de Villeroy, la place que lui avait préparée le cardinal de Rohan.

Le 20 mai 1722, Louis XV quitta Paris pour aller habiter le château de Versailles, abandonné depuis la mort de Louis XIV.

L'entourage du roi était hostile au ministre. On essaya de gagner Fleury en lui offrant l'archevêché de Reims. L'évêque de Fréjus tenait moins aux richesses qu'à l'accomplissement de ses devoirs de précepteur : il refusa un poste qui l'aurait éloigné de son royal élève. Une tentative de rapprochement entre Villeroy et Dubois aboutit à des bravades de la part du maréchal. Le Régent conservait bien aussi ses griefs contre le gouverneur, dont la fierté redoublait à mesure que la majorité de Louis XV approchait. Blessé dans la personne de son ministre, il résolut d'amener le présomptueux maréchal à commettre une faute qui motiverait sa disgrâce. Le 12 août, le duc d'Orléans se rendit au château de Versailles et voulut entretenir le roi en particulier. Villeroy, qui avait l'habitude d'assister en tiers à tout entretien du Régent avec Louis XV, refusa de se retirer. Le lendemain, au

moment où le maréchal se présentait chez le duc d'Orléans pour lui offrir des excuses, il fut arrêté et conduit sous bonne escorte d'abord à Villeroy, puis dans son gouvernement de Lyon. Soit crainte d'un traitement semblable, soit fidélité à la promesse de partager le sort de Villeroy, Fleury, le jour même, s'éloignait furtivement. Le roi fut désespéré de la disparition de son précepteur. L'évêque de Fréjus se laissa ramener à Versailles. Ravi de le revoir, Louis XV oublia Villeroy, remplacé par le duc de Charost.

Ce petit coup d'État prépara l'avènement du cardinal au premier ministère (22 août). Heureux de se débarrasser du fardeau des affaires, le Régent n'était point fâché de s'assurer, pour le moment prochain où la régence expirerait, un premier ministre tout à lui. Le duc d'Orléans ne se réserva que la présidence du conseil.

Louis XV fut sacré à Reims le 25 octobre 1722. Le long intervalle écoulé (78 ans) depuis le sacre de Louis XIV jeta sur celui de son successeur un éclat inimaginable. Parmi les joyaux de la couronne on remarqua le fameux diamant *le Régent*, que Dubois avait payé deux millions à M. Pitt, beau-père de Stanhope. A son retour, le roi passa par Villers-Cotterets, où le duc d'Orléans lui donna une fête splendide, et par Chantilly, où le duc de Bourbon le reçut avec une grande magnificence. Après la rentrée de Louis XV à Versailles, un camp de plaisance, établi à Montreuil pour son instruction militaire, exécuta en sa présence le simulacre d'un siège.

Le roi atteignit sa majorité le 19 février 1723. Le duc d'Orléans alla en grande pompe remettre entre ses mains les pouvoirs de la régence. « J'ai tâché, lui dit-il, de réparer ce que de longues guerres avaient apporté d'altération dans les finances; j'ai cherché dans votre propre maison une alliance pour V. M. qui, en fortifiant les liens du sang entre les deux souverains de deux nations puissantes, les liât plus étroitement d'intérêt l'un à l'autre et affermît leur tranquillité commune. Dieu a béni mes soins et mon travail. Je n'en demande d'autre récompense à V. M. que le bonheur de ses peuples. » La France avait confié le Dauphin au duc d'Orléans; il rendait Louis XV à la France. C'était la meilleure réponse aux accusations dont on l'avait injustement

poursuivi. Trois jours après, dans un lit de justice tenu au parlement de Paris, le roi proclama sa majorité, et annonça qu'il prenait en mains l'administration de son royaume. La confirmation de Dubois dans la place de premier ministre donnait assez à entendre qu'il n'y aurait rien de changé dans le gouvernement. Seulement le conseil de régence fut remplacé par un conseil d'État, dont firent partie le duc d'Orléans, le duc de Chartres, son fils, le duc de Bourbon, le cardinal Dubois et de Morville, fils du chancelier d'Armenonville. En quittant le pouvoir, le duc d'Orléans tint à effacer le souvenir des luttes passées. Une déclaration du 26 avril rendit aux princes légitimés, nommément au duc du Maine et à ses enfants, leur rang de préséance sur les pairs.

Devenu président de l'assemblée du clergé et membre de l'Académie française, Dubois consacrait tous ses instants aux travaux de son ministère. Dévoré d'une activité fébrile, il voulait tout voir et tout faire. La pénurie du trésor public appelait surtout l'attention du ministre. Il retira le contrôle général à Lahoussaye pour confier cette difficile administration à Dodun, qu'il trouvait plus ferme et plus capable.

Malgré la banqueroute qui suivit l'effondrement du *système*, la situation financière causait toujours de sérieux embarras. L'année 1722 s'était ouverte avec une anticipation sur les revenus. Dubois s'efforçait par tous les moyens de rétablir l'ordre dans les finances et de créer des ressources à l'État. Il obtint de l'assemblée du clergé, qu'il présidait, un don gratuit; il accepta les offres d'une compagnie qui proposait, moyennant le privilège exclusif de la loterie et des monts-de-piété du royaume, de retirer de la circulation des effets liquidés et des actions de la Compagnie des Indes. Pour s'acquitter d'une rente qu'il devait encore aux actionnaires de cette dernière compagnie, l'État lui abandonna en partie d'abord, totalement ensuite, le monopole des tabacs et la perception des droits prélevés sur les denrées coloniales à leur sortie des îles françaises d'Amérique.

Dubois n'eut pas le temps d'achever son œuvre. Il mourut le 10 août 1723, à l'âge de soixante-six ans. Comme il n'avait jamais inspiré de sympathie à personne, il fut très maltraité après sa mort, surtout par ceux qui l'avaient adulé quand il était au pouvoir. Sans parler de l'irascibilité de son caractère, la vigueur qu'il avait

imprimée à l'administration, en particulier au service de la police, l'énergie avec laquelle il avait poursuivi la suppression des abus, la répression des désordres et des malversations, lui avaient fait beaucoup d'ennemis. Mais l'impartiale histoire ne saurait accepter sans réserve des jugements dictés par la haine et par l'envie. Plusieurs l'ont dénigré, qui étaient moins choqués de ses mœurs que jaloux de sa fortune. Fils d'un pauvre apothicaire de Brive-la-Gaillarde, il s'éleva, quelquefois par des moyens que réprouve la morale, aux plus hautes dignités de l'Église et de l'État. Insatiable de richesses et d'honneurs, il se servit des passions et des vices des autres pour arriver au but de son ambition ; mais il n'avait ni la grandeur morale qui justifie l'élévation, ni les qualités aimables qui la font pardonner. On l'a souvent accusé d'avoir reçu de Georges I[er] une pension, pour servir les intérêts de l'Angleterre. Les preuves directes de cette trahison n'ont jamais été produites. Les preuves indirectes, c'est-à-dire celles que l'on prétend tirer de sa politique étrangère, ne paraissent pas convaincantes. Les deux principaux actes diplomatiques auxquels Dubois a concouru sont la *triple alliance* et le traité du 13 juin 1721 avec l'Espagne. Or, si dans le traité de la Haye la France, isolée et ruinée, fit à la Grande-Bretagne certaines concessions, le rapprochement opéré entre les trois branches de la maison de Bourbon ne fut point agréable aux Anglais. Quelque opinion que l'on ait d'ailleurs de sa valeur morale, on ne peut contester sa connaissance des hommes et des affaires, son habileté comme diplomate, son dévouement absolu à la personne et à la politique de son maître.

Pendant la maladie du cardinal, Law écrivait au duc d'Orléans : « Si S. Ém. vient à manquer, il paraît que Votre Altesse royale doit reprendre le travail. Quoique héritier présomptif de la couronne, elle n'est point sûre de réussir dans ses vues pour le bien de l'État, s'il y a un premier ministre... Pour mettre la France en valeur, il faut rétablir le crédit public et simplifier le revenu... » Déclaré premier ministre le jour même de la mort de son ancien précepteur, le duc d'Orléans essaya de se remettre au travail ; mais son corps et son esprit résistaient à sa volonté. Les affaires publiques furent bientôt abandonnées aux secrétaires d'État. Il s'empressa de rappeler auprès de lui ceux que la jalousie du cardinal en avait écartés. Nocé, Canillac et le duc de Noailles reparurent.

Il y avait longtemps que le genre de vie du duc d'Orléans altérait sa santé. Ses amis le suppliaient de se soumettre à un régime. Le jeudi matin 2 décembre, Chirac, son médecin, lui voyant le teint enflammé et les yeux injectés de sang, voulait le saigner. Le prince prétexta des affaires urgentes, et promit de se livrer totalement à la faculté le lundi. Le soir, après dîner, en attendant l'heure de monter chez le roi, il s'enferma dans son appartement. Tout à coup il s'affaissa sur son fauteuil, « et oncques depuis n'eut pas le moindre rayon de connaissance, pas la plus légère apparence (1). » Il avait quarante-neuf ans et quatre mois. Sa mère, la princesse palatine de Bavière, était morte le 8 décembre 1722; sa femme, Françoise-Marie de Bourbon, Mlle de Blois, fille légitimée de Louis XIV, née le 9 février 1677, vécut jusqu'au 1er février 1749.

Avec le Régent, la maison d'Orléans parut pour la première fois à la tête des affaires publiques

Esprit plein de grâce et de pénétration, il avait l'élocution facile, la conversation enjouée, la repartie piquante. Il aimait les lettres et cultivait les arts. On vantait sa bravoure, son coup d'œil militaire, ses connaissances stratégiques. « Les étrangers le craignaient plus que Louis XIV à la tête d'une armée. Il était leur maître à tous (2). » Le maréchal de Berwick lui rend ce témoignage qu'il faisait plus de cas de sa gloire que de la grandeur de sa naissance. Mais ce qui défend le mieux sa mémoire, c'est son penchant à la clémence, à la générosité. Calomnié outre mesure, on ne voit pas qu'il ait jamais haï personne. Accusé, dans des satires infâmes, il borna la peine de Lagrange-Chancel, l'auteur des *Philippiques*, à une réclusion dans les îles Sainte-Marguerite. Quelle vengeance a-t-il tirée de la duchesse du Maine, de Cellamare et d'Albéroni, dont les intrigues menaçaient sinon sa vie, au moins son pouvoir et sa liberté? Indulgent pour ce qui s'attaquait seulement à sa personne, il retrouvait toute sa fermeté pour châtier les attentats contre la vie de ses sujets, même les moins intéressants.

On a reproché au duc d'Orléans l'incohérence de ses actes, le

(1) Duclos, *Mémoires secrets*, p. 603.

(2) Mathieu Marais, t. III, 55.

décousu de sa politique. Le Régent s'était constamment proposé deux choses : rétablir les finances de l'État et affermir le repos de l'Europe. S'il fut malheureux dans quelques-unes de ses mesures financières, il réussit dans ses entreprises diplomatiques; et l'Europe lui fut reconnaissante de ce que, se sentant né pour la guerre, il avait tout fait pour lui assurer la paix. En fiançant à Louis XV l'infante, qui n'avait que trois ans et demi, il savait que la malignité dénaturerait ses intentions et lui prêterait les calculs les plus odieux. Ces considérations ne l'empêchèrent pas de poursuivre et de mener à bonne fin ses négociations. Il était heureux sans doute de voir deux de ses filles ceindre des couronnes; mais son ambition visait un but plus élevé, l'indissoluble union des différentes branches de la maison de Bourbon, union qui aurait assuré à la France la prépondérance en Europe. Sa mort empêcha la réalisation de cette pensée profondément politique ; et le duc de Bourbon, en mariant Louis XV à Marie Leczinska, irrita l'Espagne et jeta la France dans les guerres de la succession de Pologne. M. le duc d'Orléans, dont on ne peut trop estimer les talents et même le génie, tout en déplorant ses égarements, mourut attaché au roi, quoi qu'en ait pu dire l'envie. Ce fut une perte, il était plus capable que personne de le former dans l'art du gouvernement.

« Le duc d'Orléans n'a contre lui, dit Barbier (I, 183), que le malheureux système de 1720. » Malgré ses penchants et les fautes de son gouvernement, le Régent restera une grande figure. Avec lui finit la régence, époque d'insouciance et de folie, de réveil politique et de crise religieuse (1), pour laquelle l'histoire serait plus indulgente si elle n'avait, par les ricanements du cynisme, préparé les extravagances du crime, et provoqué ce rire du dix-huitième siècle qui devait être étouffé dans les larmes et dans le sang.

(1) Les deux premières éditions des *Lettres persanes* parurent en 1721.

CHAPITRE IV.

DE LA MORT DU RÉGENT A LA GUERRE DE LA SUCCESSION DE POLOGNE

(2 décembre 1723 — 1er février 1733).

MINISTÈRE DU DUC DE BOURBON. — Le duc de Bourbon veut acquérir de la popularité. — Abdication de Philippe V (14 janvier 1724). — Édit du 14 mai contre les protestants. — Le roi à Chantilly. — Procès de la Jonchère et de le Blanc. — Renvoi de l'infante (15 avril 1725). — Louis XV épouse Marie Leczinska (5 septembre 1725). — Impôt du cinquantième (5 juin 1725). — Misère générale. — Émeutes en province et à Paris. — Petites intrigues contre Fleury. — Retraite de Fleury; son rappel. — Renvoi du duc de Bourbon (11 juin 1726). — Organisation des milices (27 février 1726).

MINISTÈRE DE FLEURY. — Constitution du gouvernement. — Fleury nommé cardinal. — Affaires étrangères. — Riperda. — Traité de Vienne (1er mai 1725). — Ligue de Hanovre (3 septembre 1725). — Création de six compagnies de cadets (16 décembre 1726).— Traité de Paris (31 mai 1737). — Camps d'instruction. — Le service des étapes est rétabli. — Mode de recrutement. — Misère du soldat. — On emploie les troupes aux fortifications, aux travaux publics. — Importance de la place de Metz. — Jansénistes et molinistes. — Congrès de Soissons (14 juin 1728). — Traité de Séville (9 novembre 1729). — Bombardement de Tripoli. — Naissance d'un Dauphin. — Traité de Vienne (16 mars 1731). — Charles VI et la pragmatique sanction. — Fleury abandonné de ses alliés. — Sa réserve. — Agitation de l'Europe. — Vacance du trône de Pologne (1er février 1733). — Ordonnances concernant l'habillement, l'armement des troupes et les camps de manœuvres.

Le duc de Bourbon, que Fleury fit nommer premier ministre, n'avait ni les talents de Dubois ni les qualités aimables du Régent. Arrivé au pouvoir, le duc de Bourbon montra malheureusement plus d'hostilité contre la maison d'Orléans que d'application aux affaires et de sollicitude pour les intérêts de la France. L'envie et la haine lui inspirèrent une mauvaise diplomatie, que le patriotisme et la reconnaissance devaient également lui interdire.

Le nouveau chef de l'administration se forma un conseil privé, auquel il appela le maréchal de Villars et Fleury. Dubois et le duc d'Orléans avaient cherché constamment à procurer des ressources à l'État; le duc de Bourbon, dès le 8 décembre, dans un

but de popularité, diminua le tarif des actes des notaires, ajourna la perception du droit de joyeux avènement, et abaissa les droits d'entrée sur certaines marchandises. Pour se gagner des partisans, il créa sept maréchaux (1) et fit une promotion de cinquante-huit chevaliers du Saint-Esprit.

Le 14 janvier 1724, Philippe V, laissant la couronne au prince des Asturies, qui avait épousé une fille du Régent, se retira à Saint-Ildefonse. La France ne pouvait que gagner à un changement qui affaiblissait l'influence de l'ancienne reine et faisait arriver au trône une princesse française. Aveuglé par des passions envieuses, dans la crainte de voir la couronne tomber entre les mains du duc d'Orléans par la mort de Louis XV, le duc de Bourbon, n'ayant pu empêcher l'abdication, poussait le vieux roi à diriger les ministres de son successeur. Louis Ier fut enlevé par la petite vérole le 31 août de la même année, à l'âge de dix-huit ans. Le maréchal de Tessé, alors ambassadeur en Espagne, joignit ses instances à celles d'Élisabeth Farnèse et du nonce pour vaincre les scrupules de Philippe V, qui reprit la couronne le 5 septembre.

En même temps qu'il favorisait les desseins d'une reine dont l'ambition avait créé et devait créer encore tant d'embarras à la France, le nouveau gouvernement tenait à mettre sa politique intérieure au niveau de sa diplomatie. Un édit du 14 mai 1724 défend aux protestants d'émigrer. Les Hollandais établis à Paris et les Suisses fixés à Lyon obtiennent le libre exercice du culte réformé. Les Alsaciens continuent de jouir des avantages assurés par les traités de Westphalie et d'Osnabruck.

Louis XV avait toujours montré de la froideur au duc de Bourbon. Pour gagner l'affection du jeune monarque, le prince lui inspira le désir d'aller passer un mois à Chantilly, avec toute la cour (30 juillet). La mort du duc de Melun fut la cause ou le prétexte du prompt retour du roi à Versailles.

L'année 1725 s'ouvrit par le procès de l'ancien ministre de la guerre le Blanc. On l'accusait d'avoir causé la banqueroute de la Jonchère (7 juillet 1723). Dubois avait fait arrêter la Jonchère et

(1) Le comte de Broglie, le comte du Bourg, le marquis de Médavy, le duc de Roquelaure, le marquis d'Alègre, le duc de la Feuillade et le duc de Grammont.

exilé le Blanc, que de Breteuil avait remplacé à la guerre. Le duc d'Orléans n'avait point voulu suivre cette affaire, jugée sous le duc de Bourbon. Le Blanc fut acquitté, mais exilé à Lisieux.

Le duc d'Orléans avait préféré une princesse de Bade à une des princesses de Condé (1724). Dans le procès le Blanc, il s'était assis parmi les défenseurs de l'accusé. Ces actes d'indépendance et d'opposition excitèrent les craintes et la haine du premier ministre. Ses alarmes redoublèrent lorsque Louis XV fut atteint, le 18 février, d'une légère indisposition. On entendit le duc de Bourbon se dire à lui-même ; « Que deviendrais-je, si le roi venait à mourir? il faut le marier. » Le mariage avec l'infante retardait la naissance d'un Dauphin. Le duc de Bourbon l'accabla de cadeaux et la fit accompagner par un cortège d'une magnificence extraordinaire jusqu'à la frontière d'Espagne (15 avril 1725). La cour d'Espagne, très sensible à l'affront qui lui était fait, avait renvoyé immédiatement en France les deux princesses d'Orléans, la veuve du roi Louis Ier et la fiancée de l'infant don Carlos (1).

Le renvoi de l'infante décidé, il avait fallu chercher une princesse en âge d'épouser le roi. La raison politique fit demander d'abord une princesse anglaise; mais le roi Georges Ier ne voulut point consentir à ce qu'une de ses petites-filles abjurât le protestantisme. Après avoir écarté, dans un intérêt de domination, la grande-duchesse Élisabeth, fille de l'impératrice Catherine, et Mlle de Vermandois, sœur du duc de Bourbon, une influence fit tomber le choix sur Marie Leczinska, fille du roi détrôné de Pologne, Stanislas Leczinski. Charles XII, au cours de ses prospérités passagères, l'avait donné pour roi aux Polonais. La défaite du prince suédois à Pultawa (1709) mit en péril la couronne et les jours de Stanislas, qui se retira d'abord dans la Poméranie suédoise, puis rejoignit son bienfaiteur à Bender. Il se rendit plus tard à Deux-Ponts, ville que le roi de Suède lui avait assignée avec les revenus du duché. A la mort de Charles XII, cette souveraineté passant

(1) La veuve du roi Louis Ier tomba presque dans la détresse quand la cour de Madrid eut cessé de lui payer sa pension. Elle vint occuper chez les Carmélites la cellule que la duchesse de Berry avait fait préparer pour elle-même dans ses accès de pénitence. Mlle de Beaujolais, qui avait été promise à don Carlos, née le 18 décembre 1714, mourut à Paris le 21 mai 1734.

à une autre branche, Stanislas fut obligé de chercher un asile à Weissembourg, où il vécut des bienfaits de la France.

Marie Leczinska était âgée de vingt-deux ans. Sans avoir rien de bien remarquable, ses traits respiraient cette grâce touchante que donnent la jeunesse, l'innocence et la bonté. Le choix ne déplut point à Fleury, qui craignait de voir sur le trône une princesse de Condé. Le mariage de Louis XV, annoncé le 27 mai, fut célébré à Fontainebleau le 5 septembre.

Après avoir épuisé tous les petits expédients, les frères Pâris avaient fait rendre un édit (5 juin) par lequel le roi prélevait un cinquantième sur tous les revenus du royaume. Pour obtenir du parlement l'enregistrement de cet édit, il fallut recourir à un lit de justice (8 juin). Le clergé et la noblesse firent entendre des protestations énergiques. On souffrait alors d'une disette, dont on devait accuser et l'incurie du gouvernement et les intempéries des saisons. Il y eut des troubles à Caen, à Rouen, à Rennes. Le 14 juillet, une émeute éclata dans le faubourg Saint-Antoine. Le guet ne put arrêter le pillage qu'en mettant l'épée à la main. Les mesures prises par le gouvernement pour faciliter les arrivages, et une moisson meilleure qu'on ne l'avait espérée, firent baisser les prix, sans calmer l'irritation des esprits. Le mécontentement populaire s'en prenait au duc de Bourbon, au lieutenant de police d'Ombreval. L'évêque de Fréjus, qui avait toujours le soin de ne point se compromettre, semblait offrir un ralliement secret à tous les mécontents. Le premier ministre inventa une intrigue dont le but était de l'écarter des affaires. Un jour, après avoir attendu deux heures le roi qui travaillait chez la reine avec le duc de Bourbon, Fleury écrivit qu'il quittait Versailles et se retirait dans sa campagne d'Issy (décembre 1725). Sur un ordre du roi, le duc de Bourbon dut ramener l'évêque de Fréjus. C'était un échec pour le premier ministre, et pour son rival un triomphe. Il laissa le duc se rendre de plus en plus impopulaire; mais lorsqu'il le vit décidé à persévérer dans un système gouvernemental qui pouvait compromettre le roi en même temps que le ministère, se sentant d'ailleurs soutenu au conseil par le duc d'Orléans, Conty et même Villars, il résolut un coup d'éclat. Le 11 juin 1726, le duc de Bourbon reçut du roi l'ordre de se rendre à Chantilly. On enferma Pâris-Duverney à la Bastille. Ses frères furent exilés.

Le ministère du duc de Bourbon est cependant signalé par l'institution la plus mémorable de la monarchie française au dix-huitième siècle, la milice.

Les conseils de la Régence s'étaient beaucoup occupés de l'armée : la solde avait été augmentée, le régime des étapes changé, et la force proportionnelle de la cavalerie diminuée. Notre artillerie avait été organisée sur un meilleur plan et posée sur de nouvelles bases par la création de cinq écoles (1).

« Le Roi, ayant jugé à propos de décharger ses sujets du logement personnel de ses troupes, avait ordonné de choisir et de louer des maisons vides convenables pour caserner les gendarmes, cavaliers et dragons, avec des écuries suffisantes pour leurs chevaux, aussi bien que des maisons pour loger les soldats. On ne choisissait des maisons particulières que par provision, jusqu'à ce qu'on eût construit des casernes dans les principales villes du royaume, pour y pouvoir loger plus commodément les gens de guerre, et les tenir par ce moyen dans une plus exacte discipline. On avait imposé des sommes sur les vingt généralités du royaume,pour subvenir aux dépenses nécessaires à cet établissement. L'état et les devis de ces casernes avaient été faits par une ordonnance du 25 septembre 1719; mais ce projet souffrit de si grandes difficultés dans son exécution, que le Roi se crut obligé, par un arrêt de son conseil du 11 octobre 1724, de révoquer tout ce qui avait été réglé à ce sujet par l'ordonnance du 25 septembre 1719. Par là le logement des gens de guerre fut remis sur le pied où il avait été sous le feu roi Louis XIV. Cependant S. M. veut bien par tolérance permettre le casernement aux villes qui le préfèrent au logement personnel, à condition d'en supporter les frais, etc.

« Dans les provinces intérieures du royaume, où le casernement est toléré, les officiers et les prévôts, s'il y en a au régiment, ne peuvent rien exiger pour leur logement, qui leur est donné en nature et non en argent. Et à l'égard de ce qui est attribué aux gendarmes, cavaliers, dragons et soldats casernés, à titre de chauffage et ustensile, les intendants en font faire le paiement conjointement avec le prêt, conformément aux articles 80 et 81 de l'ordonnance du 15 avril 1718 sur les fonds de l'extraordinaire des guerres. »

(1) Ordonnance du 5 février 1720, publiée le 23 juillet de la même année.

Depuis l'adoption définitive du fusil, qui présentait dans le tir une rapidité et une justesse bien plus grandes que les anciennes armes à feu, l'emploi des grenades à main, très dangereux, tombait en désuétude.

Les grenadiers avaient changé de rôle, sinon de titre. Ils étaient devenus les éclaireurs et les tirailleurs de l'infanterie, et ne combattaient plus que hors ligne. C'était, sans doute, un service digne de soldats d'élite ; mais on avait déjà, à cette époque, l'habitude de remplir les compagnies de grenadiers des hommes les plus grands et les plus forts des régiments. Il était aisé de comprendre que le service de tirailleurs conviendrait mieux à des jeunes gens d'une moindre taille, mais lestes et adroits. La première compagnie de chasseurs fut levée en 1725, à titre d'essai.

La crainte d'une guerre, dont nous menaçait Philippe V, obligeait d'augmenter l'armée de plus de 25,000 hommes. Il avait fallu réparer les places frontières, et créer, sous le nom de *milice,* une réserve de 60,000 soldats, qu'on devait habiller et payer, quoiqu'ils restassent dans leurs foyers.

La première levée des troupes connues sous le nom de *milites,* (soldats, milices) eut lieu en 558. Ces levées furent fournies par les villes, bourgs, villages et métairies des provinces dépendantes de la domination du Clotaire Ier ; elles se divisaient en trois classes : les *arimani* (hommes libres), conduits par les leudes et les évêques ; les *servi* (serfs ou esclaves), dirigés par les affranchis (arrière-vassaux), et les *vilani* (vilains), habitants des campagnes.

L'homme qui possédait trois métairies était obligé de marcher en personne ; celui qui n'en avait qu'une s'arrangeait avec trois de ses pareils pour donner un soldat. Le possesseur de douze métairies ou manses était obligé de fournir un cavalier armé d'un casque et d'une cuirasse.

La dénomination de milices exprimait, dans ces premiers temps, les forces militaires d'un État réunies pour veiller à sa garde et au maintien de son indépendance. Plus tard, après les guerres d'Italie, sous Charles VIII et Louis XII, on lui substitua le mot *armée ;* dès lors celui de milices ou de miliciens fut affecté : 1° aux réunions de bourgeois constituées, pendant la durée des temps féodaux, par les villes qui jouissaient du privilège de s'organiser militairement pour veiller à la sûreté publique ; 2° aux

levées de paysans faites par la voie du sort pour recruter l'armée. (La 1re levée de milices enrégimentées fut faite en 1688; elle était forte de 25,050 hommes, dont on forma 30 régiments qu'on licencia à la paix de Ryswick.)

Les troupes recrutées conformément au système organique de Clotaire continuèrent d'être levées et commandées par les ducs (gouverneurs de provinces), auxquels le prince désignait le contingent à fournir. Les comtes, qui commandaient militairement sous les ducs, réunissaient les hommes de leurs districts ou cantons et les conduisaient aux lieux indiqués pour le rassemblement général. Les armes, l'habillement, les subsistances et tout le matériel de guerre étaient fournis par les provinces. La distribution du blé était faite pour trois ou six mois; si la campagne se prolongeait au delà de ce dernier terme, le prince ou l'État en procurait pour le reste du temps de service.

Ces forces militaires constituaient toute l'infanterie de l'époque que l'on désigna longtemps sous le nom de troupes de pied; les armes offensives des hommes de guerre consistaient dans l'arc (archers); la fronde (frondeurs); l'épée courte ou le javelot ferré, ou angon; la francisque, hache à deux tranchants et à manche court, était uniquement employée par les Francs, qui s'en servaient avec beaucoup d'adresse. Le bouclier, dont la forme était un carré long, et le sayon formaient leurs seules armes défensives. Les archers et les frondeurs faisaient le service des troupes légères. » (Sicaud, t. I.)

Les peuples livrés au commerce achètent une armée et font la guerre par des impôts. Les nations moins avancées recrutent leur armée dans la partie oisive et infime de la population. La France, à cette époque, enrôlait annuellement de 18 à 20,000 hommes, dont les deux tiers sortaient de la corruption des villes.

En effet, les généralités du nord de la France fournissaient plus de recrues que celles du midi; pour composer l'armée, les premières donnaient une tête sur 149 de leur population, et les autres une sur 279. Il désertait un sixième de moins des soldats du Nord que de ceux du Midi. Enfin le Nord offrait seulement un septième, et le Midi un cinquième en hommes incapables de servir par leur petite taille et leurs infirmités. Mais il était démontré que, depuis Charles VII, jamais les en-

gagements libres n'avaient suffi en temps de guerre. On y suppléait par des moyens violents et irréguliers qui procuraient instantanément des levées d'hommes, dont il restait à faire des soldats.

Pâris-Duverney, qui avait porté dans les camps un esprit exempt de préjugés, imagina de constituer une armée secondaire et nationale, tirée du peuple par le sort, ayant ses régiments et ses officiers, soumise à un service réglé, mais temporaire, et unissant, durant la paix, l'habitude des armes aux travaux de l'agriculture. Cette idée était entièrement neuve dans notre organisation militaire. Le cardinal de Richelieu l'avait conçue, il ne l'exécuta pas (1).

Duverney, par ordonnance du 27 février 1726, donna ainsi à la France une milice de 60,000 hommes, divisée en 100 bataillons. Dans les derniers temps, le nombre des Français qui tiraient à la milice était, année commune, de 338,112, et celui des miliciens de 14,468.

En 1726, les troupes d'infanterie et de cavalerie sont augmentées proportionnellement au nombre de places et à l'étendue des frontières du royaume. Pour appuyer ces forces en cas de guerre, il fut décidé qu'on tiendrait toujours sur pied un corps de milices qui, exercé au maniement des armes pendant la paix, sans déranger les travaux d'agriculture, pût être prêt à marcher sur les frontières. On leva 60,000 hommes qui formèrent 100 bataillons de 12 compagnies à 50 hommes chacune.

La répartition dans chaque province était faite par paroisses,

(1) Les Pâris étaient quatre frères, natifs de Moirans en Dauphiné, où leur père tenait une auberge, à l'enseigne de Saint-François : Antoine, Claude dit *la Montagne*, Joseph et Jean, tous ayant une certaine habileté dans les affaires.

Antoine fut chargé de la direction des vivres de l'armée de Flandre.

Joseph, connu sous le nom de Duverney, né le 9 avril 1684, entra dans les gardes françaises, quitta le service pour s'associer à ses frères déjà occupés de spéculations. Un mémoire au Régent, démontrant ce qu'il y avait d'illusoire dans les plans financiers de Law, les fit exiler. Duverney, en 1726, se mêle à une intrigue contre le cardinal Fleury, est conduit à la Bastille, n'en sort qu'en 1728, rentre aux affaires deux ans après et y reste jusqu'à sa mort, le 17 juillet 1770. — *Réflexions politiques sur les finances et le commerce*. 1740, 2 vol. in-12. Sa *Correspondance avec le maréchal de Richelieu, le comte de Saint-Germain, le cardinal de Bernis* (Paris, 1789, in-8°) par le général Grimoard.

et chaque paroisse divisée en autant de cantons qu'elle devait fournir de compagnies, de manière qu'en assemblant les compagnies au centre de canton, les milices ne devaient pas, autant que possible, être obligées de découcher les jours de réunion.

Tous les hommes non mariés présents à la paroisse, âgés de seize à quarante ans, d'une taille de cinq pieds au moins et en état de servir, furent appelés au tirage au sort, qui eut lieu du 15 au 25 avril, en présence d'officiers, gentilshommes, commissaires des guerres et autres. Dans le cas où les paroisses ne fourniraient pas le nombre de garçons voulu, les hommes mariés, à l'exception de ceux qui se trouvaient dans la première année de leur mariage, devaient tirer entre eux.

Les officiers réformés ou retirés dans les provinces, les lieutenants-colonels, majors, aides-majors, capitaines et lieutenants, les plus propres à les commander, furent désignés pour servir dans les milices.

Les sergents étaient choisis par les capitaines parmi les deux soldats les plus capables de remplir ces fonctions, de même que les 7 soldats qui devaient fournir les caporaux, anspessades et tambour.

Les sergents, caporaux, anspessades, tambours et soldats n'étaient tenus de servir que pendant quatre ans ; mais pour éviter le renouvellement complet des bataillons à la fin des quatre années, et pour rendre le service moins pénible à la population, la moitié de chaque compagnie devait être envoyée en congé à la fin des deux premières années, à compter du 1er juin, et l'autre moitié à la fin de la quatrième année, et ainsi de suite pour les années suivantes.

Les bataillons de milices prirent entre eux le rang des régiments entretenus sous le nom des provinces auxquelles ils appartenaient.

Les officiers étaient payés sur les fonds de la guerre, et les provinces furent ainsi libérées de cette imposition, à laquelle elles étaient assujetties pendant les précédentes levées de milices. Ce soulagement fut encore augmenté par la réduction de la moitié de la solde qu'elles étaient tenues de payer aux hommes de troupe : les sergents reçurent deux sous par jour et les soldats un sou, qui leur étaient payés tous les mois, les jours de revue.

Dans le cas où les milices étaient appelées aux frontières, la solde devait être payée sur les fonds de la guerre.

L'habillement était composé, savoir : pour chaque sergent : d'un justaucorps de drap de Lodève, gris blanc, doublé de serge et parementé de drap bleu ; de la veste et culotte, d'un chapeau bordé d'argent fin, d'une paire de bas bleus et d'un ceinturon piqué.

Pour chaque caporal, anspessade et soldat : d'un justaucorps de drap doublé de serge, d'une veste de serge de Moüy, d'une culotte de même, avec les doublures de toile, d'un chapeau bordé d'argent faux comme aux autres troupes, d'une paire de guêtres, d'une paire de souliers, d'un cartouche de basane, d'un ceinturon de cuir avec son porte-baïonnette et d'un fourniment avec son cordon.

Pour les tambours : de toutes les mêmes fournitures, à l'exception du cartouche et du fourniment; le justaucorps, le ceinturon et le collier de la caisse devaient être garnis de galons de la livrée du roi.

L'armement était fourni par les arsenaux, à la décharge des provinces.

Ainsi les provinces, qui jusqu'alors avaient eu à supporter la solde, l'armement, l'équipement et l'habillement des milices, ne se trouvaient plus chargées que de cette dernière dépense et d'une partie de la solde.

Cette première formation était si parfaite que, plus tard, le comte d'Argenson, voulant la refondre, ne put que l'admirer et la suivre. Dans la suite, malheureusement, nos désastres, d'innombrables injustices, des trafics de recrutement, déprécièrent son institution : mais à ce moment critique ce système militaire conjura de grandes difficultés.

Ainsi la législation militaire se termina par l'institution de la milice. Elle apprit aux Français, ce qu'avaient déjà éprouvé les Romains, que de la classe des laboureurs sort l'espèce de soldats la plus robuste, la plus brave et qui pense le moins à mal faire. *Fortissimi viri et milites strenuissimi, ex agricolis gignuntur, minimeque male cogitantes.* (Pline, XVIII, 5.)

Les régiments de milice provinciale prirent en 1771 le nom de troupes provinciales, mais elles étaient permanentes depuis 1726.

« Le marquis de Brancas me contait, il y a quelques jours, que les milices de Bretagne sont au nombre de 100,000 hommes, dont il y en a toujours 20,000 prêts à servir et armés : ces 20,000 hommes sont assemblés tous les dimanches en différents lieux, et ces troupes sont en très bon état. » (*Mémoires* du duc de Luynes.)

Louis XV n'avait que seize ans et quatre mois le jour (11 juin 1726) où le duc de Bourbon fut disgracié et exilé à Chantilly. Il était trop jeune encore pour gouverner par lui-même. Aussi son ancien précepteur, l'évêque de Fréjus, eut-il entre les mains, malgré ses soixante-treize ans, la direction de toutes les affaires de la monarchie. Il se contenta du titre de *ministre d'État*. Homme d'un caractère doux et d'un esprit aimable, il jouissait de la confiance du roi et de l'estime générale.

Trois cardinaux ont régné en France, Richelieu, Mazarin, Fleury. Ces trois hommes d'Église ont été trois hommes d'État. Avec moins de génie que les deux premiers, Fleury eut l'art de suffire aux circonstances sans recourir à la hache, comme Richelieu, ni aux intrigues, comme Mazarin : il continua d'isoler la royauté, en abaissant la noblesse. Sa politique convenait pour fermer les plaies du royaume. Le nouveau chef de l'administration montra un certain empressement à renverser les créatures et les actes de son prédécesseur. Le Blanc fut rappelé de l'exil (19 juin); un emploi important fut donné à la Jonchère. L'évêque de Fréjus, qui venait d'être élevé au cardinalat (15 août 1726), constitua le gouvernement. Le conseil d'État fut composé (27 août) du duc d'Orléans, de Fleury, des maréchaux de Villars, de Tallard et d'Huxelles. Morville conserva quelque temps encore les affaires étrangères, confiées ensuite à Chauvelin (24 septembre 1727). Pelletier-Desforts remplaça Dodun au contrôle général; de Breteuil dut céder la guerre à le Blanc. D'Armenonville garda les sceaux. Le jeune Maurepas partagea la direction de la marine avec le comte de Toulouse.

Fleury n'avait pas attendu la constitution définitive du gouvernement pour s'occuper de rétablir la sécurité des affaires. Dès le 15 juin, un arrêt fixa la valeur des marcs d'or et d'argent, et mit un terme aux fluctuations monétaires (1) qui troublaient le

(1) Voici quels avaient été, depuis 1723 seulement, les taux successifs (et même

commerce et le travail. Le 11 juillet, le ministre modifia également l'assiette de l'impôt du cinquantième, qu'il devait supprimer tout à fait un an après (7 juillet 1727). Poussé par des nécessités budgétaires, il réduisit quelques rentes viagères. Ces réductions soulevèrent des réclamations fondées. On crut avoir réparé l'injustice en apportant à cette mesure rigoureuse quelques adoucissements tardifs et insuffisants.

En succédant au duc de Bourbon, Fleury n'avait pas eu seulement à se préoccuper de l'état alarmant des finances; il trouvait la paix de l'Europe assez sérieusement menacée. Le renvoi de l'infante promise à Louis XV avait indigné la cour de Madrid. « Ce n'est pas assez de tout le sang d'Espagne pour venger une pareille offense, » s'était écrié Philippe V.

Le congrès qui devait rétablir les rapports de l'Espagne avec l'Autriche et régler la question de Gibraltar s'était réuni à Cambrai, au mois de janvier 1724. Mais il n'avait encore rien fait, lorsque les passions violentes de Philippe V et de sa femme en amenèrent la dissolution. Après avoir rompu avec la France, et offert vainement de reconnaître Georges I[er] pour médiateur unique entre l'Espagne et l'Autriche, le cabinet de Madrid rappela de Cambrai ses plénipotentiaires et traita directement avec l'empereur.

Charles VI regrettait presque déjà son adhésion à la quadruple alliance. Il suivait alors une entreprise qui lui suscitait des difficultés avec les puissances maritimes : il voulait enfin prendre part au commerce transatlantique et venait d'établir à Ostende une Compagnie des Indes orientales (1). L'Angleterre et la Hollande, que la concurrence effrayait, prétendaient cette entreprise con-

simultanés) des marcs d'or et d'argent, des louis d'or et des écus :

Marc d'or : 1,100 livres, 945 l., 450 l., 600 l., 492 l.

Marc d'argent : 75 livres, 63 l., 31 l., 41 l. 10 sous 34 l.

Louis d'or : 44 livres, 37 l. 10 sous, 27 l., 24 l., 20 l., 16 l., 14 l., 12 l., 20 l., 24 l.

Écu d'argent : 7 livres 10 sous, 6 l. 6 s., 6 l. 18 s., 6 l. 3 s., 5 l., 4 l., 3 l., 5 l., 6 l.

(1) « Cette compagnie était établie sur le plan d'un négociant anglais, Colebroock. Celui-ci s'était adressé, pour le faire adopter, au prince Eugène. Il prétendait que cette entreprise animerait l'industrie de tous les États de la maison d'Autriche, donnerait à cette puissance une marine, dont une partie serait dans les Pays-Bas et l'autre à Fiume ou Trieste, la délivrerait de l'espèce de dépendance des subsides

traire aux stipulations des traités de Westphalie et d'Utrecht. Un autre objet préoccupait Charles VI : il n'avait point de fils pour lui succéder, et il cherchait à faire garantir par les grandes puissances la pragmatique sanction qu'il avait promulguée, en 1714, pour assurer, après lui, ses États héréditaires à ses filles, au détriment des filles de son frère aîné Joseph I[er], mariées à des électeurs de l'Empire.

Le cabinet de Vienne reçut donc avec joie les ouvertures qui leur étaient faites par l'Espagne. L'ambassadeur espagnol, le Hollandais Riperda, offrait d'ailleurs à l'empereur toutes les concessions imaginables, et même de l'argent, si l'Autriche voulait se déclarer contre la France. Par le traité signé à Vienne le 1[er] mai 1725, l'Espagne reconnut la Compagnie d'Ostende, garantit la pragmatique sanction, et renonça aux provinces de l'ancienne monarchie espagnole que les traités de 1713 et 1718 avaient attribuées à l'Autriche. De son côté, l'empereur reconnut l'ordre de succession au trône d'Espagne établi par le traité d'Utrecht, les droits héréditaires de l'infant don Carlos sur les États de Toscane, de Parme et de Plaisance, et promit à Philippe V ses bons offices pour lui faire restituer par l'Angleterre Gibraltar et Minorque. Une alliance offensive et défensive et un traité de commerce furent conclus presque en même temps.

L'Angleterre sonna l'alarme. Elle s'occupa immédiatement de former, avec la France et la Prusse, une contre-ligue dite *de Hanovre*, parce qu'elle fut signée, le 3 septembre 1725, au château de Herrenhausen, près de Hanovre. L'Europe se trouva bientôt partagée en deux ligues. La France et l'Angleterre obtinrent l'adhésion de

de l'Angleterre et de la Hollande, et la mettrait en état de se faire craindre presque dans Constantinople.

« Le prince Eugène sentit le prix des ouvertures qu'on lui faisait ; mais il ne voulut rien précipiter. Pour accoutumer les esprits de sa cour et ceux de l'Europe entière à cette nouveauté, il fit partir, en 1717, avec ses seuls passeports, deux vaisseaux pour l'Inde. Le succès de leur voyage multiplia les expéditions dans les années suivantes. Toutes les expériences furent heureuses, et le conseil de Vienne crut pouvoir, en 1722, fixer le sort des intéressés par l'octroi le plus ample qui eût jamais été accordé.

« La nouvelle compagnie parut avec distinction dans tous les marchés des Indes. Elle avait, au moment de sa suppression (1727), deux établissements, l'un dans le Gang, et l'autre à la côte de Coromandel. » (Raynal, *Histoire philosophique*.)

la Hollande, de la Suède et du Danemarck. L'Autriche gagna la Russie et intimida la Prusse (1), qui revint sur les engagements qu'elle avait pris. La guerre paraissant inévitable, Louis XV décréta le 25 février 1726 une levée extraordinaire de 60,000 hommes de milices, formant 100 bataillons. Sans quitter leurs foyers, les miliciens devaient être habillés, armés, exercés, payés, et assister à à des revues mensuelles, qu'une ordonnance du 16 décembre 1726 remplaça par une seule revue annuelle. Sous le commandement d'anciens officiers et sous-officiers, ils constituaient une réserve pour l'armée active, dont l'effectif fut également augmenté de 25,000 hommes, et pouvaient être appelés à la frontière.

Toutes les puissances mettaient des armées sur pied, mais l'Espagne seule voulait la guerre. Riperda, que les démarches vives et fières de Richelieu avaient en quelque sorte chassé honteusement de Vienne, reçut à son retour à Madrid le titre de duc et la place de premier ministre. Les grands et le peuple furent révoltés de ce choix. Pressé de remplir ses engagements envers l'Autriche, Riperda eut recours à des mesures violentes qui exaspérèrent la nation espagnole. Dans son embarras extrême, il avait même livré ou vendu à l'Angleterre les secrets des cabinets de Vienne et de Madrid. Les seigneurs castillans parvinrent à ouvrir les yeux de Philippe V. L'aventureux ministre fut disgracié le 11 mai 1726, malgré l'opposition de la reine. Riperda, craignant la fureur populaire, se ré-

(1) La Prusse tremblait alors sous le despotisme du roi Frédéric-Guillaume.

« Véritable Vandale; jamais sujets ne furent plus pauvres que les siens; il avait acheté à vil prix une grande partie des terres de sa noblesse. Il parvint en vingt-huit ans de règne à entasser des millions dans ses caves.

« Sortait à pied de son palais, vêtu d'un méchant habit de drap bleu, à boutons de cuivre, qui lui venait à la moitié des cuisses.

« Armé d'une canne de sergent, faisait tous les jours la revue de son régiment de géants, son goût favori. Le premier rang était composé d'hommes dont le plus petit avait sept pieds de haut.

« Brutal jusqu'à la cruauté, dévot jusqu'au piétisme, intempérant jusqu'à la crapule. » (Voltaire.)

Il faut lui rendre la justice qu'il fit des règlements nouveaux, introduisit des manœuvres inconnues, une organisation bien ordonnée, que toutes les puissances se sont efforcées d'imiter, que cet esprit de détail n'étouffa point son génie et qu'enfin il devint l'arbitre de l'Europe.

Son beau-père était le prince Georges Ier, électeur de Hanovre et roi d'Angleterre.

fugia dans l'hôtel de l'ambassadeur anglais. Le choix de cet asile fut considéré comme un aveu de sa trahison. Philippe V le fit enlever (25 mai) et enfermer au château de Ségovie, d'où il s'échappa au bout de quelques mois (1). Stanhope protesta énergiquement contre la violation des privilèges de l'ambassade, et les flottes anglaises se montrèrent sur les côtes qu'elles avaient mission d'inquiéter. L'escadre envoyée dans la Baltique menaçait les ports russes : celle de la Méditerranée croisait en vue des côtes d'Espagne, prête à saisir les galions qui revenaient des Indes et à ravitailler Gibraltar. Enfin une troisième escadre parcourait les mers d'Amérique, bloquait les galions espagnols dans les ports où ils avaient été chargés et favorisait la contrebande anglaise. Philippe V envoya des troupes assiéger Gibraltar (11 février 1727). Un discours belliqueux de Georges I[er] à l'ouverture de la session du parlement (17 janvier 1727) et un mémoire de l'ambassadeur autrichien à Londres avaient soulevé une autre querelle entre l'Angleterre et l'Autriche.

La Grande-Bretagne prit à sa solde une armée de 42,000 Danois, Suédois, Hessois, et la France rassembla des forces considérables sur les frontières d'Espagne et d'Allemagne.

Un camp de manœuvres, sous les ordres du comte de Belle-Isle, est établi sur la Moselle, dans le même endroit où avait campé Charles-Quint.

Une ordonnance du 16 décembre 1726 crée six compagnies de cadets (2), de 100 gentilshommes chacune. Aucun cadet ne devait y être admis avant l'âge de quinze ans et après vingt ans. Cette

(1) Né dans la province de Groningue (Pays-Bas), vers la fin du dix-septième siècle, Riperda fut successivement protestant au service de la Hollande, catholique en Espagne, enfin mahométan dans l'empire de Maroc, où il se retira, après avoir inutilement cherché un emploi en Europe, et où il reçut le commandement d'une armée contre les Espagnols. Des revers lui attirèrent la disgrâce du dey, qui le bannit de Maroc, après l'avoir détenu quelque temps en prison. Riperda mourut à Tétouan le 17 octobre 1737, au moment où il rêvait à une réforme religieuse chez les musulmans.

(2) On appelait *cadets* de jeunes volontaires servant sans paye ; ils portaient l'enseigne de la compagnie. L'ordonnance du 25 février 1670 défendait d'en admettre plus de deux dans chaque compagnie : il en résulta des cadets admis aux frais de l'État à l'effet d'alimenter d'officiers les régiments de l'armée de terre. Leur avancement les amenait au grade d'enseigne.

mesure était prise pour les mettre en état d'occuper des emplois de sous-lieutenants dans les milices de leurs provinces, levées par ordonnance du 25 février de la même année, et de mériter ensuite des emplois supérieurs dans les troupes de campagne. Ces 6 compagnies occupèrent les citadelles de Cambrai (1re compagnie), de Metz (2e), de Strasbourg (3e), de Perpignan (4e), de Bayonne (5e) et de Caen (6e). Chaque compagnie était commandée par un capitaine qui avait rang de brigadier ou de mestre de camp et était inspecteur des milices. On choisissait le lieutenant parmi les capitaines réformés d'infanterie, et les deux sous-lieutenants parmi les lieutenants. Plus tard (20 mai 1729), ces 6 compagnies furent réunies en 2, de 300 cadets chacune. La première, composée de celles de Metz, de Caen et de Cambrai, fut placée dans la citadelle de Metz; et la seconde, formée de celles de Strasbourg, de Perpignan et de Bayonne, dans la citadelle de Strasbourg. Cette mesure procurait aux cadets un double avantage. Ils se trouvaient dans des places où les écoles d'artillerie pouvaient augmenter leurs moyens d'instruction. En outre, la réunion d'un plus grand nombre de gentilshommes excitait leur émulation, et permettait d'exécuter les évolutions dont ils devaient avoir une parfaite connaissance au moment de devenir officiers. A chaque compagnie étaient attachés : un aumônier, deux maîtres de mathématiques, un dessinateur, un maître d'armes, un prévôt, un maître de danse et un maître de langue allemande.

Les progrès dans l'instruction des cadets qui résultèrent de la réunion des 6 compagnies en 2, amenèrent bientôt leur fusion en une seule, qui fut établie à Metz; ils pouvaient ainsi se familiariser avec les manœuvres du bataillon. (Ordonnance du 10 juin 1732.) Au moment de la déclaration de guerre à l'Autriche en 1733, la plupart des cadets ayant reçu des charges dans les troupes, la compagnie fut supprimée. (Ordonnance du 22 décembre 1733.)

Heureusement la France n'eut point alors à éprouver la valeur de sa nouvelle organisation militaire. L'année 1726 ne vit la guerre pour des intérêts français que dans les Indes orientales. Mahé, dont les Français de la Compagnie des Indes s'étaient emparés en 1724, avait été attaquée en février, en avril et en août 1726, par le chef indien Bayanor. Un chef indigène

allié des Français repoussa victorieusement ces trois attaques.

En Europe, l'Espagne seule s'obstinait à la guerre. La rentrée des galions, échappés aux croiseurs anglais, le dégagement de Ceuta, assiégée depuis trente-quatre ans par les Maures, avaient encore surexcité l'ardeur belliqueuse de la reine. Dès son avènement au pouvoir, Fleury porta partout des paroles de paix. L'empereur Charles VI, qui connaissait la faiblesse de l'Espagne et n'osait compter sur la Russie, menacée d'une révolution, redoutait un conflit avec la ligue du Hanovre : il se montra disposé à sacrifier la Compagnie d'Ostende, s'il ne pouvait obtenir qu'à ce prix le rétablissement de ses bons rapports avec les puissances maritimes. Le gouvernement britannique, d'après les instructions de son ambassadeur à Paris, Horace Walpole, laissait d'autant plus volontiers le cardinal Fleury jouer le rôle de médiateur, que la politique du cabinet de Versailles assurait aux Anglais l'empire des mers. Aussi une escadre française de douze vaisseaux de ligne, sous le commandement du marquis d'O, qui avait mission d'appuyer la médiation de la France, put sortir de Brest sans être inquiétée et entrer dans la Méditerranée, où elle fut ralliée par six galères aux ordres du chevalier d'Orléans. Des préliminaires de paix furent signés à Paris le 31 mai 1727, entre la France, l'Autriche, l'Angleterre et la Hollande. On remit à un congrès les difficultés pendantes. Georges I[er] et Philippe V posèrent les armes. L'Espagne avait perdu inutilement, par le feu de l'ennemi et par les maladies, la moitié de ses soldats devant Gibraltar. Une suspension de sept ans frappa la Compagnie d'Ostende. Un résultat heureux de la médiation du cardinal est la réconciliation de l'Espagne avec la France. Le petit-fils de Louis XIV aimait toujours son pays natal, et plusieurs indispositions du jeune Louis XV avaient réveillé ses aspirations au trône de son aïeul.

Dès que les préliminaires de paix furent signés, Fleury abolit l'impôt du cinquantième, réduisit les tailles de trois millions et les fourrages de deux millions et demi (7 juillet 1727).

Le cardinal avait écarté de la cour le faste, la licence et le scandale. Après l'exil de son ennemi le duc de Bourbon, le duc du Maine reparut à Versailles et réussit à plaire au roi. Par lettres patentes du 16 avril 1727, Louis XV accorde aux enfants

du duc du Maine et du comte de Toulouse l'état et les honneurs de princes du sang, dont ils avaient été dépossédés en 1718. Mais le roi se montra très indifférent pour son ancien gouverneur, le maréchal de Villeroy, qui mourut dans son gouvernement de Lyon en 1730.

Cependant la paix n'étant pas définitivement conclue, le gouvernement se crut obligé de maintenir sous les armes des forces imposantes par le nombre et solides par l'instruction. Le roi voulut que les troupes fussent sous la tente dans les camps, officiers et soldats, et les chevaux au piquet. Ces troupes devaient faire trois fois par semaine un exercice général, indépendamment des exercices particuliers qui auraient lieu le plus souvent possible dans chaque régiment.

Camp de Richemont, entre Metz et Thionville, au confluent de la Moselle et de l'Orne, commandé par le comte de Belle-Isle, maréchal de camp.

Les officiers et les soldats avaient oublié les exercices et les manœuvres; M. de Belle-Isle employa les premiers jours à les leur rappeler, et quand, après dix ou douze jours, il eut reconnu que les uns et les autres avaient réappris leur métier, il les exerça à toutes les éventualités de petite guerre, fourrages, convois, attaque de retranchement, reconnaissances, passages de rivières, etc., comme si l'on se trouvait en pays ennemi.

Ce camp eut aussi pour but d'examiner le nouvel exercice de M. de Bombelles, ainsi que les évolutions qu'il proposait. L'exercice fut accueilli avec ferveur; quant aux évolutions, les avis étant partagés, M. de Belle-Isle conseilla d'en référer à une commission d'officiers généraux d'infanterie les plus éclairés.

Il fut consommé dans ce camp 12,833 livres de poudre pour habituer les soldats et les chevaux au bruit des coups de feu; dans le principe les premiers détournaient la tête en tirant.

La discipline était l'objet des ordres les plus sévères; les déserteurs arrêtés étaient immédiatement pendus.

Ce camp, ouvert le 10 juillet 1727, fut composé des corps suivants :

		Bataillons.
Infanterie.	Lyonnais......	2
	Le Roi........	4
	Champagne....	3
	Touraine......	2
	Boufflers......	1
	Alsace........	2
	Royal.........	2
	Condé.........	2
	Meuse.........	2
		20

		Escadrons.
Cavalerie.	Royal..........	2
	Lorraine........	2
	Lambesc........	2
	Conty..........	2
	Beringhen.......	2
	Royal-Étranger..	2
	Royal-Roussillon	2
	Brissac.........	2
	Gesvres........	2
	Orléans.........	2
Dragons..	Dauphin........	3
	Colonel-Général.	3
		26

Camp de la Meuse, à Stenay d'abord, puis à Douzy, commandé par le comte de Belle-Isle, maréchal de camp.

		Bataillons.
Infanterie.	Picardie.......	3
	Normandie.....	3
	Bourbonnais...	2
	Poitou........	2
	La Fère.......	1
	Rouergue......	1
	Provence......	1
	La Marck......	1
	Guyenne.......	1
	Hainaut.......	1
	Conty.........	2
		18

		Escadrons.
Cavalerie.	Royal-Allemand	2
	Cravates.......	2
	Bourbon.......	2
	Du Maine......	2
	Toulouse......	2
	Villars........	2
	La Tour.......	2
	La Motte-Houdancourt.....	2
	La Ferronnays.	2
	Lenoncourt....	2
	D'Helmstadt...	2
	Mouchy.......	2
Dragons..	Mestre de Camp-Général.....	3
	Royal.........	3
	La Reine......	3
	Bonelle........	3
	Epinay........	3
		39

D'après une lettre du comte de Belle-Isle, les troupes du second camp qu'il a commandé en 1727 étaient moins belles que celles du camp de Richemont; mais cependant la bonne vo-

lonté des officiers était digne de grands éloges, et, par suite, lorsque le camp fut levé, ces troupes n'étaient plus reconnaissables, tant elles avaient gagné depuis l'ouverture du camp.

Camp sur la Sambre, à Aymeries, sous le prince de Montmorency-Tingry (du 12 août au 4 octobre 1727).

		Bataillons.
Infanterie.	La Chesnelaye	2
	Royal-Italien	1
	Montmorency	1
	Saxe	1
	Nice	1
	Lenck	1
	Auxerrois	1
	Bricqueville	1
	Étampes	2
	Mailly	1
	Pecquigny	1
	Béarn	1
	Louvigny	1
		15

		Escadrons.
Cavalerie.	Anjou	2
	Lorge	2
	Bretagne	2
	Du Luc	2
	Condé	2
	Royal-Piémont	2
	Turenne	2
	La Reine	2
	Berry	2
	Chepy	2
	D'Épinay	3
	Condé	3
		26
Gendarmerie		8
		34

« Il a été question pendant la durée de ce camp d'un nouvel exercice de M. de Bombelles. M. le prince de Montmorency dit que cette méthode lui a beaucoup plu et qu'il la fera examiner, mais rien n'indique qu'on s'en soit occupé. » (A. G., camps d'instruction et cartons 2^2, 2^3.)

Une ordonnance du 13 juillet 1727 supprima celle du 15 avril 1718, et rétablit l'ancien service des étapes, faisant fournir aux troupes, comme par le passé, le pain, la viande et le vin. Les soldats éprouvaient trop de difficulté à vivre avec l'augmentation de solde qui leur avait été allouée à cet effet, et qui, d'abord fixée à un sou, avait déjà été doublée le 8 mars 1720.

Le premier et le plus ancien établissement des étapes aux troupes du roi, en marche dans les provinces de France, est dû à Henri II, en 1549, pour ôter l'occasion aux troupes de mal faire dans leurs routes.

M. de Louvois avait fait dresser, par ordre du roi Louis XIV,

une carte générale des lieux qui seraient destinés au logement des troupes et à la fourniture des étapes sur toutes les principales routes du royaume; et cette carte a depuis servi de règle pour toutes les marches des recrues ou des corps qui se font dans le royaume.

Cet établissement avait été aussi projeté sous le règne de Louis XIII. L'ordonnance qu'il rendit à Saint-Germain-en-Laye, le 14 août 1623, porte qu'il serait établi quatre principales brisées dans le royaume : une de la frontière de Picardie à Bayonne, une autre de la frontière de la basse Bretagne à Marseille, une du milieu du Languedoc jusqu'au milieu de la Normandie, et une autre de l'extrémité de la Saintonge aux confins de la Bresse; qu'il serait tiré de moindres brisées traversant les provinces qui se trouveraient enfermées entre les quatre principales; et que dans ces brisées, seraient affectés, de traites en traites, certains logements et maisons qui seraient délaissés vides par les gouverneurs des provinces, baillis, sénéchaux, gouverneurs particuliers, maires et échevins des villes; lesquels logements seraient mis en état de recevoir et loger les gens de guerre, de cheval ou de pied, passant de province à autre.

Cet arrangement rendit le logement et le passage des troupes moins onéreux aux provinces; mais comme le soldat devait vivre en route au moyen de la solde fixée à huit sols par soldat par ladite ordonnance, les troupes chargées de leur subsistance ne manquaient pas les occasions d'enlever des légumes, des volailles, et tout ce qui pouvait contribuer à rendre leur nourriture meilleure.

Ce fut dans la vue d'obvier à cet abus que le roi Louis XIV jugea à propos de faire fournir la subsistance tant en rations de pain, vin, cidre ou bière et viande, que de fourrages, dans chaque lieu destiné au logement.

Cet établissement produisit dans les provinces tout l'effet qu'on pouvait en attendre; les habitants de la campagne y trouvèrent leur intérêt dans une consommation utile de leurs denrées. Les troupes, sûres de trouver, en arrivant à leur logement, une subsistance prête et abondante, n'eurent plus de motifs de rien prendre; la discipline devint régulière dans les marches. Enfin la facilité de porter des troupes d'une frontière à l'autre, sans aucune disposition préliminaire pour assurer leur subsistance, ne con-

tribua pas peu, dans les dernières guerres, au secret des projets et à la vivacité des opérations.

Aussi les princes voisins ont toujours regardé les étapes comme un avantage infini que la France avait, en fait de guerre, sur leurs États, qui, par la constitution de leur gouvernement et par la différence de leurs intérêts, n'étaient pas susceptibles d'un pareil établissement.

Une utilité si marquée n'avait pas cependant empêché de supprimer les étapes, par l'ordonnance du 15 avril 1718, au moyen de l'augmentation de paye que l'on accorda aux troupes. Insensiblement, on retomba dans les inconvénients que l'on avait évités par cet établissement. Les choses étaient venues à un tel point, que S. M., attentive à favoriser ses peuples et à maintenir la discipline parmi ses troupes, ne crut rien faire de plus utile que de les rétablir par son ordonnance du 13 juillet 1727, dont les principaux articles sont tirés de celle qui fut rendue par le feu roi, le 14 juin 1702.

L'origine de la fourniture des vivres et fourrages aux troupes de terre date de la fondation de la monarchie française; les vivres se fournissaient aux troupes à la manière des anciens Romains. La première fourniture réglée fut faite par les commis des rois, sous Philippe le Bel, en 1311. Louis XI créa deux commissaires généraux des vivres en 1470. Le premier et plus ancien traité des vivres et fourrages aux troupes du roi fut fait au camp de Lusignan, où commandait M. de Montpensier, sous Henri III, en 1574, dont Amaury Bourguignon, de la ville de Niort, fut premier munitionnaire et entrepreneur général.

Louis XIII créa trois conseillers commissaires particuliers des vivres dans chaque élection, en mars 1622 et février 1631. Le même roi avait aussi créé quatre conseillers surintendants généraux des vivres, avec six trésoriers, en juin 1627.

Ces offices ont été supprimés depuis que les peuples ont été déchargés de la contribution des vivres et fourrages aux troupes, que l'on a commencé à faire fournir par des entrepreneurs sous Louis XIV, en 1648, qui les font exercer aujourd'hui par commission, lors du besoin du service des troupes du roi, sous les ordres du ministre de la guerre.

Le Blanc mourut au mois de mai 1728. « Du ministère de le

Blanc datent les premiers travaux de réglementation des différentes branches de l'administration de la guerre. Il est l'auteur d'ordonnances sur la discipline, l'habillement des troupes, l'organisation de l'artillerie, les milices, sur le logement des troupes en marche; il publia un code pénal militaire. C'est lui qui dota la France de la belle armée avec laquelle elle soutint la guerre de la succession de Pologne, et qui réunit les premiers camps d'instruction, en 1727, sur la Moselle et la Meuse et sur la Sambre, sous les ordres du maréchal de camp comte de Belle-Isle et du prince de Montmorency-Tingry.

« D'Angervilliers, son successeur (22 mai 1728), fut un ministre plus laborieux que brillant, qui s'appliqua à exécuter les vues du cardinal de Fleury. Il fit paraître une ordonnance de constitution de l'armée, des mesures répressives contre les dettes, un règlement pour le campement des troupes; il s'occupa de l'habillement et, pour la première fois, imposa l'uniforme aux officiers (1). » On lui doit aussi l'établissement de la manufacture d'armes blanches de Klingenthal (Alsace).

L'administration de la guerre exigeait autant de fermeté que de prudence. L'armée se recrutait encore au moyen d'engagements volontaires; on ne levait une sorte de conscription que dans les besoins urgents. Comme le prix d'engagement fixé par les ordonnances était généralement insuffisant, les capitaines avaient recours à tous les moyens pour compléter leurs compagnies au meilleur marché possible. Les prisons, les galères, l'hôpital de Bicêtre, fournissaient des sujets aux recruteurs. On enivrait des jeunes gens pour leur faire signer des engagements, quelquefois avant l'âge de seize ans. De là les réclamations incessantes qui assiégeaient le ministre de la guerre. Il n'était point aisé de faire droit à toutes ces plaintes. Il était encore plus difficile de forcer les recrues à rejoindre leurs régiments, de réprimer les émeutes que soulevaient les violences des recruteurs, de punir les innombrables déserteurs qui abandonnaient tout à fait les drapeaux, ou qui passaient d'un régiment à un autre pour toucher des primes. Parfois aussi de jeunes gentilshommes, après s'être engagés volontairement, répugnaient à servir dans un grade indigne de leur

(1) *Bulletin de la réunion des officiers*, 1878.

naissance. Quelquefois l'autorité militaire leur permettait de quitter le service, à la condition de rembourser la prime.

L'administration ne se croyait pas tenue à beaucoup d'égards envers une armée ainsi composée, et se préoccupait fort peu du bien-être des soldats. Le gouvernement, toujours obéré, cherchait à réaliser des économies sur les troupes, et à rejeter les frais d'entretien sur les provinces et les villes de garnison. Si les officiers obtenaient des municipalités des logements convenables, les soldats n'avaient d'autres gîtes que les chétives habitations des pauvres; car, pour se soustraire à l'obligation de loger les gens de guerre, les bourgeois achetaient des charges. Le gouvernement ne pouvait supprimer les exemptions attachées aux emplois sans arrêter la vente des charges, et sans tarir ainsi une source abondante de revenus. Également négligés par les fonctionnaires des provinces et par ceux de Paris, les simples soldats menaient sous les drapeaux une vie très dure. Aussi traitaient-ils en pays conquis les villes où ils tenaient garnison, et, n'ayant de vertus que le courage, n'étaient-ils guère moins redoutés de leurs compatriotes que des étrangers. C'était principalement en vue de les soustraire aux dangers de l'oisiveté et aux suggestions brutales de la misère, que l'administration les occupait à creuser des canaux, ouvrir ou fortifier des places. Ainsi en 1728 le colonel Maulévrier reprit le creusement du canal de Picardie, auquel il employa son régiment; il poussa le travail assez vivement pour que, grâce au concours du régiment de Bretagne en 1731, la branche du canal qui joint la Somme à l'Oise fût terminée en 1732. Paris et Rouen, se trouvèrent ainsi mis en communication avec Saint-Quentin, et des améliorations semblables rendirent la Loire navigable entre Saint-Rambert et Roanne.

On écrivait de Metz, le 10 juin 1727 :

« On regrette le départ du bataillon de Villars-Suisse, qui fournissait par jour 200 travailleurs aux fortifications de Thionville. Le bataillon de milices et celui de Lee-Irlandais, qui restent dans cette place, n'en fournissent pas 30, parce que le travail est facultatif. On propose de faire partir le régiment de Lee pour Longwy, et de faire venir à sa place celui du Guyenne, qui pourra donner le nombre de travailleurs suffisants avec les 300 du régiment de Conty. » (D. G., 2713, 30.)

Le 8 mai 1728, Louis XV ordonnait au comte de Belle-Isle d'employer aux travaux de Metz deux bataillons de chacun des régiments de Touraine, de Bourbonnais et d'Alsace ; aux fortifications de Thionville deux bataillons du régiment de Bourbon ; au travaux des grands chemins de Metz à Strasbourg deux bataillons de Royal-des-Vaisseaux, un de Royal-Bavière, un de Bassigny. (D. G., 2678, 14.)

M. d'Angervilliers à M. de Belle-Isle.

« Creil, le 15 mars 1729.

« J'ai reçu, monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, le 10 de ce mois, avec l'état de la dépense qu'il y a à faire pour baraquer les officiers et les soldats des treize bataillons qui doivent être employés aux travaux de fortifications de Metz et de Thionville.

« Je vous supplie d'abord de me faire savoir de quelle manière il en a été usé l'année dernière ; je ne trouve rien dans mes bureaux qui me le fasse connaître. Je vois seulement par votre état, qu'il a été construit des baraques pour les soldats de quatre bataillons, et qu'il n'en a point été construit pour les officiers. Il paraît donc que ces derniers ont été logés dans les villages des environs de Metz. Ce qui a été fait une fois ne pourrait-il pas l'ètre une seconde, pour épargner au roi quatorze mille six cent soixante-dix livres dix sols qu'il en coûtera pour baraquer les officiers ? » (D. G., 2678, 105.)

Dès cette époque, Metz était considérée par les militaires comme la place la plus importante de notre frontière du côté de l'Allemagne.

« Les contradictions qu'il y a eu lorsque le maréchal de Belle-Isle a proposé de fortifier la ville de Metz ont nécessité de traiter cette matière à fond, et de mettre alors au jour toutes les raisons particulières et générales qui ont déterminé Sa Majesté pour l'affirmative. M. le cardinal de Fleury discuta la matière avec MM. les maréchaux de Villars, de Tallard, de Berwick et d'Huxelles, qui d'abord étaient d'avis différents.

« Après le premier point constaté, il s'est agi de deux subséquents : le premier, de fixer un plan et projet général ; le second,

d'en estimer à peu près la dépense. M. le maréchal d'Asfeld, revêtu alors de la direction générale des fortifications du royaume, n'a pas voulu s'en rapporter à ses propres lumières pour la construction d'une place de tout point aussi importante, il est venu sur les lieux et y a appelé tout ce qu'il y a de plus habile dans le génie et dans l'état militaire, et a pris les avis de tous ceux qu'on a jugés capables d'en donner dans ce genre. On peut donc ajouter que tout ce que l'art, l'expérience, les réflexions les plus profondes peuvent produire, a été employé au projet du plan général des fortifications de Metz, et ce qui en est déjà exécuté fait l'admiration de toute l'Europe. Quant à l'article de la dépense, quelque difficile qu'il fût de pouvoir accuser juste pour une entreprise aussi vaste, on a néanmoins annoncé qu'à peu près ce serait un objet de neuf à dix millions. Cette somme immense avait d'abord effrayé M. le cardinal de Fleury ; mais après avoir mûrement fait examiner cette affaire au conseil du roi et par MM. les maréchaux de Villars, d'Huxelles, de Tallard et de Berwick, ces mêmes généraux furent unanimes pour qu'il n'y fût rien épargné.

« En conséquence des trois points ci-dessus déterminés, on régla par extraordinaire un fonds de quatre cent mille livres en 1728 (ces quatre cent mille livres ne forment que trois cent quatre-vingt-dix mille, à cause des taxations qui se prennent sur cette somme), lequel serait employé uniquement aux ouvrages de Metz, et il fut dit alors qu'on augmenterait ce fonds par la suite, quand les ouvrages seraient en train, plus ou moins suivant les circonstances.

« On s'en est tenu du moins aux quatre cent mille livres jusqu'à 1733 inclusivement, et dans les trois années 1734, 1735 et 1736, il n'a été fourni au total que la somme de cinq cent soixante-deux mille vingt-trois livres; mais on fournit de nouveau les quatre cent mille livres en 1737, de même en 1738, 39, 40 et 41, trois cent quarante mille livres (1). »

On eut soin de fortifier d'abord les deux parties les plus faibles, qui sont celles de la Moselle et de la montagne appelée Belle-Croix.

(1) Extrait d'un mémoire de M. de Belle-Isle. (Dépôt de la Guerre, 3392, 25.)

M. d'Angervilliers au comte de Belle-Isle.

« Fontainebleau, le 4 mai 1730.

« Sur le pressant besoin où vous avez été pour les travaux, vous y avez fait rendre les deux bataillons du régiment Royal avec le régiment d'infanterie de Provence; les deux de la Chesnelaye ne devant arriver à Metz que vers la fin de ce mois. Comme vous pourriez encore avoir besoin des deux bataillons de celui des Vaisseaux, dont il y en a un dans la citadelle de Verdun, je joins ici les ordres nécessaires pour y faire monter le second bataillon du régiment de la Marine, et en retirer celui des Vaisseaux qui descendra dans la ville pour y rejoindre le premier.

« Le régiment de l'Isle-de-France sera également employé aux travaux de Metz. » (D. G., 2678, 154.)

En 1731, quatre bataillons sont employés aux fortifications de Thionville (D. G., 2678, 212), et cinq bataillons forment une brigade séparée dans l'île Chambière, pour les travaux de Belle-Croix (D. G., 2678, 256).

En même temps qu'il cherchait à dégrever le peuple et à moraliser l'armée, le cardinal Fleury avait essayé de ramener le calme dans les esprits agités par les querelles des jansénistes et des molinistes. Un concile de la province d'Embrun, tenu en 1726, avait réveillé les passions religieuses. L'évêque de Senez, vieillard de quatre-vingts ans, avait été condamné comme janséniste, exilé de son diocèse et envoyé à la Chaise-Dieu. Douze prélats, ayant à leur tête le cardinal de Noailles, archevêque de Paris, en appelèrent au roi et au futur concile du jugement d'Embrun. Un mémoire rédigé par les principaux avocats de Paris appuya la protestation des évêques opposants. Les querelles théologiques suscitaient dans les hautes classes une école d'athéisme qui devenait puissante ; l'agitation religieuse excitait dans les masses une effervescence qui n'était point sans dangers. Les évêques assemblés à Paris en 1728, par le cardinal-ministre, maintinrent les décisions du concile d'Embrun, et réfutèrent le mémoire des avocats, dès lors supprimé par un arrêt du conseil (3 juillet 1728). La rétractation du cardinal de Noailles (23 octobre) entraîna celle des autres *appelants*. L'archevêque de Paris mourut peu de temps après sa soumission (4 avril

1729). Le jansénisme tomba bientôt dans les superstitions populaires, sans cesser d'être une source de contestations entre les évêques, le parlement et le grand conseil.

La pacification de l'Europe offrait de plus graves difficultés. Cédant à la pression de la France et de la Grande-Bretagne, Philippe V ratifia au mois de mars 1728 les préliminaires de paix signés à Paris le 31 mai de l'année précédente. Mais le cabinet de Madrid refusait d'envoyer un plénipotentiaire au congrès avant que l'Espagne eût obtenu la réparation de ses griefs. Pendant les hostilités, les Anglais avaient pris l'île de la Providence, construit un fort sur les côtes de la Floride et occupé la baie de Campêche. L'Espagne avait retiré aux marchands anglais leurs franchises; elle venait de capturer le vaisseau le *Prince-Frédéric*, sous prétexte de contrebande, et prétendait s'indemniser de ses pertes en retenant la part qui revenait aux négociants étrangers dans le chargement des galions. Les débats engagés étaient trop graves pour que l'entente fût prompte et facile. Après la réconciliation de Philippe V avec Louis XV, le cabinet de Versailles avait envoyé à Madrid le comte de Rottenbourg. Les intructions de Fleury à l'ambassadeur étaient d'autant plus pressantes, que le rapprochement de la France et de l'Espagne excitait les défiances de l'Angleterre et de la Hollande. Ces deux puissances, d'ailleurs, avaient hâte d'arriver à une conclusion, ne voulant pas prolonger indéfiniment des armements maritimes trop coûteux. Rottenbourg avait obtenu de la cour de Madrid la renonciation à Gibraltar, lorsque la mort de Georges Ier (3 juin 1728) fournit à la reine Élisabeth Farnèse un nouveau prétexte pour temporiser. La situation de Fleury devenait particulièrement délicate. Lorsqu'il exigeait de l'Espagne l'exécution des préliminaires de la paix, on l'accusait à Madrid de trahir les intérêts d'une puissance qu'il avait promis de soutenir; tandis que l'opiniâtre résistance de l'Espagne aux réclamations des alliés le faisait soupçonner, par l'Angleterre et la Hollande, de manquer aux engagements de la ligue de Hanovre. En réalité, il y avait de part et d'autre une arrière-pensée : Fleury se proposait de renouer solidement l'alliance entre les deux maisons de Bourbon; Walpole recherchait dans l'Autriche l'ancienne alliée de l'Angleterre, en sorte que, semblant agir de concert, ils se préparaient chaque jour à devenir ennemis.

Cependant le mariage du nouveau duc de Parme avec Henriette de Modène, les démonstrations maritimes de l'Angleterre, la menace du rappel des ambassadeurs, une maladie de Philippe V, brisèrent enfin l'obstination de la reine d'Espagne. Le congrès s'ouvrit à Soissons le 14 juin 1728. Mais la cour de Madrid revenant à son système de lenteurs calculées, et chaque État songeant à ses intérêts spéciaux, sans se préoccuper de la paix générale, on discuta longtemps sans rien conclure. Pendant la maladie du roi, Élisabeth Farnèse avait conclu une double alliance de famille avec la maison de Bragance : elle avait marié avec le fils du roi de Portugal l'infante d'abord destinée à Louis XV, et l'infante de Portugal avec le prince des Asturies. L'Espagne s'éloignait de l'Autriche, qui se rapprochait des puissances maritimes, et s'alliait à la Prusse. Éclairée sur la répugnance de l'empereur Charles VI à laisser les Espagnols pénétrer en Italie, la cour de Madrid comprit que le seul moyen d'assurer à l'infant don Carlos la succession des États italiens était d'en prendre possession avant la mort du duc Parme. Elle consentit à renoncer à Gibraltar et Port-Mahon et promit de donner satisfaction aux réclamations du commerce étranger (avril 1729), si les puissances consentaient à ce que les places de la Toscane, des États de Parme et de Plaisance fussent occupées par 6,000 Espagnols, au lieu de 6,000 Suisses qui les avaient gardées jusqu'alors, en vertu d'une clause de la quadruple alliance. Une telle proposition portait trop directement atteinte à l'indépendance de ces États pour obtenir tout d'abord l'assentiment du cardinal. Cependant comme il ne restait, pour mettre un terme aux souffrances intolérables du commerce et aux lenteurs désespérantes du congrès, qu'à entrer en campagne ou subir les exigences de la cour de Madrid ; comme, d'autre part, Fleury voyait sans déplaisir la maison de Bourbon s'établir en Italie en face de l'Autriche, et que l'Angleterre se préoccupait avant tout de ses intérêts commerciaux, l'indépendance des États italiens fut sacrifiée à l'ambition de la reine d'Espagne. Par le traité de Séville, conclu, le 9 novembre 1729, entre la France, l'Angleterre et l'Espagne, Philippe V renonça à Gibraltar, et rétablit le commerce de la compagnie française et de la compagnie anglaise dans les mêmes conditions qu'auparavant. Les prises devaient être restituées, et les marchands indemnisés. La France et l'Angleterre garantirent

de nouveau à l'infant don Carlos la succession des duchés de Parme et de Toscane, et reconnurent à l'Espagne le droit de faire occuper les places de Livourne, Porto-Ferrajo, Parme et Plaisance par 6,000 Espagnols, que transporteraient des vaisseaux anglais et français. Quelques jours après (21 novembre), la Hollande donna son adhésion à ces stipulations. Le traité de Séville confirma le traité d'Utrecht, et les parties contractantes se garantirent respectivement leurs possessions dans toutes les parties du monde. Philippe V retira aux sujets de l'empereur les privilèges qu'il avait accordés par la convention de Vienne.

Pendant ces négociations épineuses, le cardinal Fleury, malgré sa timidité pour les expéditions maritimes, n'avait pas hésité, à l'exemple de Louis XIV, à venger le pavillon français des insultes d'un État barbaresque. Onze vaisseaux, commandés par le chef d'escadre Grandpré, partirent de Toulon le 19 juillet 1728, bombardèrent Tripoli et détruisirent la plus grande partie des habitations. Une ambassade vint bientôt en France implorer la clémence du roi. Après la signature du traité de Séville, notre marine contraignit la république de Gênes à payer un navire français brûlé par un armateur génois. Ces démonstrations flattaient l'orgueil national.

Un événement qui causa un véritable enthousiasme dans tout le royaume fut la naissance d'un héritier du trône. Marie Leczinska, après avoir donné à Louis XV trois filles, dont deux jumelles, devint mère d'un Dauphin le 11 septembre 1729. Les espérances des prétendants s'évanouirent. Vers la fin de l'année précédente (6 novembre 1728), Louis XV ayant été attaqué de la petite vérole, on avait vu Philippe V, qui depuis plusieurs mois ne voulait pas quitter le lit, sortir tout à coup de sa mélancolie profonde et reprendre un train de vie ordinaire. Il se préparait à venir occuper le trône de France, lorsque la nouvelle de la convalescence du roi parvint à Madrid. Philippe V ne devait plus être exposé à ces démarches inconsidérées.

Le jansénisme achevait de s'éteindre par les scènes extravagantes du cimetière Saint-Médard, qu'il fallut fermer dans un intérêt d'ordre public (janvier 1732). Ainsi une secte qui avait pris naissance sur les hauteurs de la théologie transcendante finissait par le charlatanisme. Après avoir livré la religion aux railleries de l'incrédulité, aux sarcasmes de l'athéisme, cette querelle

aurait pu compromettre l'autorité royale, si la guerre étrangère n'était venue faire diversion à la lutte engagée à ce sujet entre la royauté et la magistrature.

Loin d'avoir consolidé la paix de l'Europe, le traité de Séville la mettait en péril. Voyant l'Espagne s'éloigner de l'Autriche, Charles VI avait conclu une alliance avec la Prusse, en lui assurant la possession des deux duchés de Bergues et de Juliers, après la mort de l'électeur palatin. Frédéric-Guillaume, par réciprocité, garantit l'exécution de la pragmatique. L'empereur, ayant résolu de s'opposer à l'entrée des Espagnols en Italie du vivant des souverains italiens, encouragea le mécontentement des ducs de Parme et de Plaisance, et acheta l'appui du roi de Sardaigne (juin 1730). Victor-Amédée devait fournir à l'Autriche un corps de 12,000 hommes, moyennant le gouvernement à vie du Milanais. La cour de Madrid pressa la France et l'Angleterre de tenir leur promesse. Elle voulait en appeler aux armes pour ouvrir l'Italie à l'infant don Carlos. Fleury et Walpole ne renonçaient point à l'espoir d'une solution pacifique. Le cardinal se flattait de calmer Élisabeth Farnèse sans guerre, et d'apaiser l'irritation de l'empereur sans accepter sa pragmatique. Dans ces luttes engagées pour assurer des trônes aux enfants de Philippe V, et pour réunir toutes les couronnes portées par Charles VI sur la tête de sa fille aînée Marie-Thérèse, le cabinet de Versailles seul était dirigé par une politique nationale. Fleury repoussait la pragmatique comme propre à consolider la puissance de l'Autriche au préjudice des princes de l'Empire, et comme dangereuse pour l'équilibre européen. « La France ne pourra l'accepter, disait-il, qu'après avoir été battue trois fois. » Pendant les négociations entre Versailles et Vienne, l'Espagne levait des troupes, armait des vaisseaux, et cherchait des alliés de l'autre côté des Alpes. Par des offres avantageuses elle parvint à séduire Victor-Amédée, qui promit de s'unir aux Espagnols pour chasser d'Italie les Impériaux. Mais ce prince abdiqua bientôt après (3 septembre 1730), peut-être pour échapper à la difficulté de concilier des engagements contradictoires et pour se soustraire à la vengeance des puissances qu'il avait trompées (1). L'ambassadeur

(1) Victor-Amédée mourut à Moncaglieri, le 20 octobre 1742, après avoir été traité par son fils, Charles-Emmanuel, avec une rigueur qui indigna l'Europe.

d'Espagne en France, Castelar, qui avait remplacé Spinola, « remuait ciel et terre » pour entraîner Louis XV contre l'Autriche. On lui avait donné pour instruction de susciter à la cour un parti de la guerre et de travailler même à renverser le cardinal-ministre. Il ne serait donc point trop téméraire de rattacher aux menées espagnoles le *complot des Marmousets* (1). Les atermoiements de Fleury l'exposaient aux violences de la cour de Madrid ; son refus d'adhérer à la pragmatique rendait impossible tout accord avec l'empereur.

Le duc de Parme, Antoine Farnèse, mourut le 10 janvier 1731. Il ne laissait point d'enfants; mais il avait déclaré par son testament que la duchesse était enceinte. Les Impériaux occupèrent immédiatement le duché de Parme, sous prétexte d'en assurer la possession à l'héritier qui allait naître. L'Espagne avait préparé des armements considérables, qu'elle voulait utiliser immédiatement : elle somme ses nouveaux alliés de remplir les engagements signés à Séville. Walpole, pour empêcher la guerre qui paraissait imminente, traite directement avec l'empereur. Le traité de Vienne, conclu entre l'Angleterre et l'Autriche, le 16 mars 1731, après plus de seize mois de discussions sur la convention de Séville, confirmait tous les traités antérieurs de paix et d'alliance entre les deux puissances contractantes, et garantissait à chacune d'elles les territoires qu'elle possédait. La Grande-Bretagne reconnaissait l'ordre de succession établi par la déclaration impériale de 1722, et s'obligeait à le défendre. L'empereur permettait, par réciprocité, l'entrée de 6,000 Espagnols dans les duchés italiens, et s'engageait, en outre, à interdire tout commerce entre les Pays-Bas autrichiens ou autres contrées placées jadis sous la domination de l'Espagne, d'un côté, et les Indes orientales, de l'autre. La Compagnie d'Ostende ne devait plus, à l'avenir, envoyer que deux navires par an en Asie. Le duc de Toscane, la duchesse de Parme et la Hollande adhérèrent bientôt au traité anglo-autri-

(1) Au mois d'octobre 1730, deux jeunes seigneurs de vingt ans, les ducs de Gesvres et d'Épernon, présentèrent à Louis XV un mémoire qui était une censure amère de l'administration et de la politique de Fleury. Le cardinal se contenta de renvoyer les jeunes ducs passer quelque temps dans leurs terres. Leur entreprise fut livrée au ridicule sous le nom de *conjuration des Marmousets*.

chien. L'adhésion du roi de Sardaigne importait surtout à l'Empire pour empêcher la guerre en Italie ou y donner la supériorité aux armes autrichiennes. Comme prix de son accession, Charles-Emmanuel (1) réclamait : le payement des sommes dues au Piémont, depuis 1703, pour l'entretien des troupes impériales en Italie, la cession de plusieurs parties du Milanais, du pays des Langhes et du marquisat de Finale.

L'Espagne adhère au traité de Vienne le 6 juin 1731, et l'empereur consent à l'introduction de garnisons espagnoles dans les fiefs éventuels.

Le 13 septembre, un acte officiel constate que la duchesse de Parme ne pouvait plus espérer d'héritier, et don Carlos, appelé dès lors l'infant-duc, se dispose à se rendre en Italie pour prendre définitivement possession du duché de Parme et faire occuper par les Espagnols celui de Toscane. Il part de Séville le 20 octobre 1731, traverse le Roussillon, le Languedoc, et trouve à Antibes une flotte espagnole de vingt vaisseaux et une escadre anglaise qui l'attendaient. Ce fut seulement le 16 juin 1732 que les troupes espagnoles destinées à occuper les duchés abordèrent en Italie. L'infant don Carlos fut reçu en souverain en abordant à Livourne. Les Espagnols remplacèrent les Impériaux. Comme prix du service qu'elle venait de rendre à l'Espagne, l'Angleterre avait stipulé le droit d'envoyer tous les ans un navire à Porto-Bello.

Si la cour de Madrid eut à s'applaudir d'avoir obtenu une grande satisfaction sur un objet auquel avaient tendu toutes ses vues depuis son accession à la quadruple alliance, l'empereur ne retira pas un moindre avantage du traité de Vienne, les puissances contractantes lui ayant garanti l'ordre de succession établi par sa pragmatique.

C'était l'affaire la plus importante pour Charles VI. Plusieurs États de l'Europe la regardaient comme contraire à leurs intérêts, et leurs inquiétudes augmentèrent lorsque se répandit le bruit

(1) Charles-Emmanuel était âgé de trente ans lors de l'abdication de son père (3 septembre 1730). Il trouva un habile ministre dans le marquis d'Ornéa, le Richelieu du Piémont, et suivit avec jugement des projets d'agrandissement. Mettant à profit la mésintelligence qui existait entre les maisons d'Autriche et de Bourbon, il se rangea du côté où il esperait les plus grands avantages.

d'une convention secrète touchant l'élection d'un roi des Romains. Le roi d'Angleterre Georges II s'engageait non seulement à donner son suffrage provisionnel pour faire élire le prince à qui l'empereur voulait faire épouser autrefois l'aînée des archiduchesses ses filles, mais encore à disposer d'autres électeurs à donner pareillement leurs voix. Charles VI, de son côté, s'obligeait à ne jamais marier les archiduchesses à aucun prince de la maison de Bourbon ou de celle Brandebourg; il fit même déclarer spécialement dans le mois de juillet 1731, par son ministre à Londres, que son intention était de prendre pour ses gendres les deux princes de Lorraine.

Le roi d'Espagne, jusqu'alors, s'était livré à l'espoir que la cour de Vienne lui avait laissé concevoir du mariage de don Carlos avec l'aînée des deux archiduchesses; mais, frustré de cet espoir, il ne s'occupa plus qu'à exempter ce prince du lien féodal et à lui procurer une souveraineté indépendante.

La conduite de l'Angleterre à l'égard de la France causa d'autant plus de dépit à Fleury, qu'il venait, pour plaire aux Anglais, de démolir quelques travaux au port de Dunkerque. Bien qu'il se sentît profondément blessé, il ne se pressa ni de rompre avec les alliés qui l'avaient abandonné, ni de traiter avec l'Empire en acceptant la pragmatique sanction, ni d'entreprendre une guerre que la jeunesse de la cour et les vieux lieutenants de Louis XIV appelaient de tous leurs vœux. Mais tandis que Fleury, sourd aux conseils des politiques et des partisans de la guerre, insensible au mécontentement public, se bornait à obtenir de l'Espagne la restitution des sommes qui revenaient aux négociants français sur l'apport des galions, la diplomatie impériale déployait la plus grande activité. Non content de faire accepter et garantir sa pragmatique par la diète de Ratisbonne (11 janvier 1732), Charles VI profita de l'inaction du cabinet de Versailles pour effrayer les électeurs récalcitrants, pour traiter avec le Danemark et resserrer avec l'impératrice Anne Ivanowna (26 mars 1732) l'alliance conclue cinq ans auparavant avec la veuve de Pierre le Grand (1). En voyant

(1) Trois règnes avaient fini et un quatrième commençait en Russie, dans l'espace de six ans. Pierre le Grand était mort le 8 février 1725; Catherine avait succombé le 16 mai 1727; Pierre II avait été enlevé par la petite vérole le 29 janvier 1730. Anne monta sur le trône le 9 juin de la même année, et régna dix ans.

avec quelle facilité se nouaient et se dénouaient les alliances depuis quelques années, Fleury avait pensé que le traité de Vienne aurait sans doute le sort des autres, et que la reconnaissance de la pragmatique sanction par l'Angleterre ne compensait point, pour l'Autriche, le danger d'avoir introduit les Espagnols dans la péninsule italique. L'ambition d'Élisabeth Farnèse, qui voulait la guerre pour avoir Naples et la Sicile, se trouvait par cette concession plutôt excitée que satisfaite. Aussi le désaccord qui existait dès le début entre la cour de Madrid et celle de Vienne ne fit-il que s'aggraver; et bientôt l'Espagne, cherchant à détacher de l'Autriche le roi de Sardaigne, lui offrit le Milanais comme prix de son concours à l'expulsion des Impériaux, et sollicita l'appui de Versailles pour cette négociation.

D'un autre côté, la Saxe, la Bavière et l'électeur palatin avaient protesté contre les décisions de la diète de Ratisbonne, et, malgré les menaces de l'empereur, refusé d'accepter la pragmatique sanction. L'électeur de Saxe, roi de Pologne, rassemblait des troupes, et avouait hautement son intention de commencer les hostilités à la vacance du trône impérial. Tout se préparait donc pour une guerre contre l'Autriche, tant en Italie qu'en Allemagne. Mais la mort, qui, dans les prévisions d'Auguste II (1), devait frapper incessamment Charles VI, l'atteignit lui-même. La vacance du trône de la Pologne fut la cause d'un embrasement presque général.

Comme depuis quelques années l'agitation de l'Europe faisait à chaque instant craindre la guerre, l'administration militaire avait dû se tenir prête à tout événement.

Une ordonnance du roi, du 10 mars 1729, prescrit que les offi-

(1) Un livre assez rare, imprimé en 1735, *la Saxe galante*, jette un jour tout nouveau sur la cour d'Auguste II. Les récits très circonstanciés de la vie et des amours de l'électeur, qui fut roi de Pologne de 1697 à 1733, sont des plus instructifs. On trouve dans cet ouvrage la plupart des noms des familles actuelles de la Saxe, les scandales, les intrigues de cette époque, des épisodes dramatiques, la vie de faste et de dissipation des rois-électeurs. J'étais bien loin de soupçonner que les vieux palais de Dresde et les chateaux que j'ai visités eussent abrité jadis tant de splendeurs et de galanteries. Comparé à l'électeur Auguste II, Louis XV pourrait passer pour le plus chaste des souverains. Dans son *Histoire de Charles XII*, Voltaire nous donne des détails sur les défaites du roi de Pologne, mais il ne nous initie point aux aventures du terrible et séduisant électeur de Saxe.

ciers de chaque corps seront tenus de se pourvoir à leurs dépens d'habits uniformes, qui seront semblables à ceux de la troupe, avec la différence seulement qu'ils seront en drap d'Elbeuf, les boutons de cuivre doré ou d'argent, et que les bords des chapeaux seront d'or ou d'argent fin.

« Le Roi trouve bon néanmoins que les officiers qui ont fait faire par le passé des habits uniformes différents de ceux qui leur sont prescrits par la présente puissent continuer à les porter jusqu'à ce qu'ils soient usés, sans que cette tolérance puisse tirer à conséquence pour ceux qu'ils feront faire à l'avenir. A cet effet, les majors des régiments devront remettre au secrétaire d'État de la guerre un double des marchés qui seront dorénavant passés pour lesdits habillements, huit jours après qu'ils auront été passés. »

L'ordonnance royale du 28 mai 1733 porte règlement pour l'habillement, l'équipement et armement, « de manière qu'il soit uniforme dans tous les régiments, » et pour faire reprendre aux officiers de cavalerie la cuirasse et aux cavaliers le plastron, abandonné depuis la paix.

« L'habillement de la troupe demeure de drap de Lodève ou de Berry; S. M. défend d'employer le drap fin aux brigadiers, etc. »

« Ces habits uniformes des officiers seront en tout semblables à ceux des soldats, à l'exception qu'ils seront de drap d'Elbeuf. »

« Dans la cavalerie, on continuera d'être armé d'un mousqueton, deux pistolets mis au calibre de l'infanterie et d'un sabre lame à double tranchant, à double arête dans le milieu. Il est loisible aux troupes de cavalerie légère de prendre des lames à un tranchant et, en ce cas, elles ne seront pas à double arête (16 janvier 1734), bandoulières de buffle à anneau roulant, le ceinturon de même qualité, dont les modèles seront envoyés. »

« S. M., ayant reconnu qu'il est important que toutes ses troupes (gendarmerie, cavalerie) soient cuirassées et plastronnées, même en temps de paix, pour être accoutumées à l'usage des armes défensives en temps de guerre, ordonne que, suivant l'ordonnance du 1er février 1703, tous les officiers se pourvoiront incessamment de cuirasses à l'épreuve au moins du pistolet, et que les brigadiers et cavaliers, à l'exception des hussards, auront des plastrons et les porteront dans tous les exercices, aux revues et dans les marches,

à commencer du jour que S. M. leur en aura fait distribuer de ses magasins. »

Ces dispositions furent confirmées par l'ordonnance du 27 décembre 1743, qui réglementa de nouveau le port et l'usage des cuirasses.

Une ordonnance royale du 1er juin 1731 crée une école de trompettes. S. M., informée que plusieurs de ses régiments manquent de bons trompettes, a jugé nécessaire d'établir dans l'hôtel des Invalides une école pour instruire ceux qui y seront envoyés. Il ne sera envoyé que des soldats de dix-huit ans et au-dessous de trente ans. »

Le 7, un règlement complète cette ordonnance, et spécifie que ces cavaliers auraient chacun un lit, un livre de musique où seront notés les bruits de guerre et trois fanfares. »

On exerçait en même temps les troupes dans des camps d'instruction.

Louis XI avait formé le premier camp d'instruction en 1479 et le continua les années suivantes, au Pont-de-l'Arche, près Rouen. Il y réunit environ 20,000 hommes : on le retrancha à la manière des Romains, c'est-à-dire que l'on y aligna des rues, on y ménagea une place, et l'on y toléra même des boutiques et des hôtelleries. Le roi vint visiter ce camp, qu'on appela *camp de la paix*, en 1481 ; le maréchal Desguerdes, sire de Crevecœur, qui commandait les troupes, leur fit exécuter, dit Villaret, des manœuvres imitées des Romains. L'infanterie franco-suisse y figura pour la première fois. Quoique cet essai eût été satisfaisant, les circonstances ne permirent pas néanmoins de le renouveler sous les règnes suivants, toute l'attention se trouvant absorbée par les guerres intestines et par les guerres d'Italie et d'Espagne.

Ce ne fut que sous Louis XIV que l'on songea à revenir aux camps d'instruction. En 1698, après la paix de Ryswick, il réunit dans un camp, à Compiègne, 60,000 hommes, composés de 53 bataillons d'infanterie, 152 escadrons de cavalerie, avec 46 pièces de canon et 8 pontons. Le commandement des troupes fut confié au maréchal duc de Boufflers, et l'on déploya dans le camp un luxe inouï. Le roi y vint, au mois de septembre, accompagné de toute la cour et du corps diplomatique. Louis XIV, émerveillé de la magnificence dont il était témoin, gratifia le

maréchal d'une indemnité de 100,000 livres, les capitaines de cavalerie de 600 et ceux d'infanterie de 300, et le reste en proportion, y compris le soldat.

En 1714, on forma un camp de manœuvre dans la plaine de Crécy, près de Châlons, et trois autres sur les rives de la haute Meuse, à Savigny, à Vaucouleurs et Troussey.

Depuis 1720, la France vivait en paix. Cette période de tranquillité et de vie de garnison avait amené un certain relâchement dans la discipline et dans les exercices militaires. Pour maintenir les troupes dans la pratique de tous les usages de la guerre, on réunit des camps d'instruction en 1727. En 1730, trois camps de cavalerie sont établis : un sur la Sambre, à Aymeries, sous le prince de Montmorency-Tingry (avril); un sur la haute Meuse, à Troussey (du 6 juin au 20 juillet), commandé par le maréchal de camp comte de Belle-Isle (le duc de Lorraine assista aux exercices avec toute sa cour); un sur la Saône, aux ordres du duc de Lévis ; et deux, avec de l'infanterie, près de Landrecies et de Maubeuge. On ne trouve au dépôt de la guerre aucune trace des manœuvres exécutées par les 58 escadrons campés à Aymeries, ni d'autres indications que la désignation des régiments (1). Au camp de Troussey, le mauvais temps contraria les opérations de petite guerre; on dut se borner à exercer les 52 escadrons à toutes les formations (2).

Par ordonnance du 2 août 1732, un camp est établi, du 1er au

(1) Colonel-Général, 4 ; Cuirassiers, 3 ; Dauphin, 3 ; Saint-Simon, 3 ; Gesvres, 3 ; la Rochefoucault, 3 ; Beringhen, 3 ; Lamotte-Houdancourt, 3 ; Mestre-de-Camp-Général, 3 ; le Roi, 3 ; Bretagne, 3 ; Clermont, 3 ; Ruffec, 3 ; Cravates, 3 ; Berry, 3 ; Cossé, 3 ; Lambesc, 3 ; la Ferronnays, 3 ; Cheppy, 3.

(2) Royal-Roussillon, 3; Lenoncourt, 3 ; Béthune, 3 ; Royal-Étranger, 3 ; la Tour, 3 ; Royal-Allemand, 4 ; Biron, 3 ; Villeroy, 3 ; Lorraine, 3 ; Mouchy, 3 ; Montrevel, 3 ; la Reine, 3 ; Roi-Stanislas, 3 ; Toulouse, 3 ; Bourbon, 3 ; Orléans, 3 ; Rosen, 3.

30 septembre, aux environs de Richemont (1) sur la Moselle, composé de plusieurs régiments de cavalerie, de dragons et d'infanterie et commandé par le lieutenant général de Belle-Isle.

Différentes méthodes d'exercices se trouvaient introduites dans les régiments; et comme cet état de choses pouvait causer des inconvénients, on voulut une règle stable et uniforme tant pour la cavalerie et les dragons que pour l'infanterie. Le comte de Belle-Isle fut chargé d'étudier, pendant la durée de son camp, deux projets d'uniformité qui avaient été soumis au roi.

« Une longue paix causant nécessairement un relâchement dans la discipline et les exercices militaires, disait l'ordonnance, S. M. envisage les camps comme le moyen le plus sûr d'accoutumer ses troupes à tout ce qu'elles seraient tenues de pratiquer en temps de guerre. Elle désire qu'elles fassent trois fois la semaine un exercice général, sans compter ceux qui se feront le plus souvent dans chaque régiment pour rendre familiers le maniement des armes et les différentes manières de marcher et de se former.

« Comme les différentes méthodes qui se sont introduites dans les régiments sur les exercices pourraient causer des inconvénients dans une armée où l'on ne peut trop observer l'uniformité, S. M. désirerait que l'on pût parvenir à établir une règle stable et uni-

(1) *Camp de Richemont,*
sous le comte de Belle-Isle, lieutenant général
(du 1er au 30 septembre).

		Bataillons.
Infanterie.	Bourbonnais...	2
	Prince-de-Pons.	2
	Souvré........	2
	Royal.........	2
	Louvigny......	1
	La Fère.......	1
	Saxe..........	1
	Languedoc.....	1
	Guyenne......	1
	Lenck.........	1
		14

		Escadrons.
Cavalerie.	Roi-Stanislas..	3
	Du Maine.....	3
	Noailles.......	2
	Anjou.........	3
	Béthune.......	2
Hussards..	De Berchiny...	1
Dragons..	Mestre-de-Camp-Général.....	3
	D'Armenonville.	3
		20

forme tant pour l'infanterie que pour la cavalerie. Le commandant de chaque camp trouvera deux projets proposés pour ces deux corps ; il examinera ce qui est utile et praticable, et, après avoir fait exécuter par les troupes les articles qu'il aura approuvés, il adressera au secrétaire d'État de la guerre un mémoire d'observations, qui puisse conduire à l'objet que S. M. se propose. » (D. G., 2 août 1732.)

Un article assez curieux de cette ordonnance prescrivait au commandant du camp de borner sa table à vingt couverts et de la faire servir comme il convenait à des gens de guerre, dont le métier est incompatible avec le luxe, la profusion et la délicatesse d'une chère trop recherchée, et que son exemple devait servir de règle à tous les officiers.

Le camp d'instruction sur la Saône, commandé par le duc de Lévis, eut une grande analogie, pour les dispositions, avec celui de Richemont et les autres.

On devait se garder comme si l'on était en présence de l'ennemi, faire camper les officiers avec leur troupe, et habituer les chevaux aux coups de feu.

D'autres camps se forment : à Aymeries, sur la Sambre, avec le prince de Montmorency-Tingry ; en Alsace, près de Strasbourg, sous les ordres du maréchal du Bourg (du 1er au 30 septembre), et à Thomery, près de Fontainebleau. Enfin des troupes furent assemblées sur la Moselle, la Sarre, la Meuse, et dans le Bourbonnais.

De la théorie on devait bientôt passer à la pratique : la guerre de la succession de Pologne allait commencer.

CHAPITRE V.

GUERRE DE LA SUCCESSION DE POLOGNE.

EXPÉDITION DE DANTZIG.

Mort d'Auguste II, électeur de Saxe, roi de Pologne (1er février 1733). — Conférence préliminaire de la diète (24 mai). — L'armée russe s'approche (30 août). — Stanislas arrive à Varsovie (9 septembre). — Son élection (12 septembre). — Il se réfugie à Dantzig (2 octobre). — Auguste III est élu (5 octobre). — Lettre de Louis XV aux habitants de Dantzig (15 décembre). — Siège de Dantzig par les Russes. — Apparition de bâtiments français (10 mai 1734). — Le comte de Plélo et M. de la Peirouse débarquent avec 1,600 hommes (24 mai). — Marche sur les lignes russes; mort du comte de Plélo (27 mai). — M. de la Peirouse capitule (22 juin). — Stanislas s'enfuit de Dantzig sous un déguisement (27 juin). — Dantzig ouvre ses portes aux Russes (7 juillet). — La Pologne accepte Auguste III.

Auguste II, électeur de Saxe et roi de Pologne, mourut le 1er février 1733. Cet événement, qui ne semblait point de nature à troubler l'Europe, faillit amener une conflagration générale, par l'animosité de l'Autriche contre la France. Il se présenta deux compétiteurs pour le trône vacant de Pologne : Stanislas Leczinski, candidat national des Polonais, qui l'avaient déjà élu roi en 1704; et le fils du roi défunt, le nouvel électeur de Saxe, Auguste III, dont Charles VI et la czarine Anne Ivanowna soutenaient la candidature. Depuis son avènement au trône de Pologne, la préoccupation constante d'Auguste II avait été de rendre cette couronne héréditaire dans sa famille, même au prix de quelques provinces cédées à la Russie et à l'Autriche pour acheter le consentement et l'appui de ces deux puissances. Fidèle à cette politique, Auguste III, à qui son père avait laissé une belle armée, voulut obtenir par la force la possession d'un trône que lui aurait refusé le libre choix des Polonais. Il s'assura la protection de l'Autriche en garantissant la pragmatique sanction, et celle de la Russie en lui promettant la Courlande. Les Russes, d'ailleurs, devaient mettre leur orgueil à repousser du trône un roi élevé par Charles XII et renversé par Pierre le Grand. Ils secondèrent les intentions de l'empereur, qui voulait

opposer l'électeur de Saxe aux vues ambitieuses de l'électeur de Bavière, et s'unirent aux Saxons pour appuyer militairement les prétentions d'Auguste III.

La France était libre de tout engagement, puisqu'on avait déclaré à Stanislas Leczinski, lors du mariage de sa fille avec Louis XV, que le roi n'entreprendrait rien pour lui rendre la couronne qu'il avait perdue. Le trône de Pologne redevenant vacant, le gouvernement français ne pouvait empêcher les Polonais d'élire Stanislas.

Après une paix de dix-huit ans, à peine troublée un instant par l'expédition d'Espagne (1719), la guerre, quel qu'en fût l'objet ou le prétexte, était désirée en France par la cour, qui n'en connaissait pas les calamités, par certains esprits turbulents, dont l'exubérante activité ambitionnait la gloire militaire, mais surtout par les vieux lieutenants de Louis XIV, qui s'ennuyaient dans le repos. Aussi, à la mort d'Auguste II, l'affection portée à la reine détermina un mouvement d'opinion favorable au rétablissement de Stanislas sur le trône de Pologne. On représentait la nécessité de contre-balancer dans le Nord la puissance de l'Autriche et de la Russie, et de s'opposer le plus promptement possible à l'asservissement d'un peuple dont l'indépendance intéressait la sécurité de l'Europe occidentale. Villars émit l'avis que le beau-père du roi partît sur-le-champ pour Varsovie. Fleury, qui avait toujours montré beaucoup d'indifférence pour la reine et pour sa famille, commença par retenir Stanislas au château de Chambord, où ce prince résidait depuis 1725.

Dès le commencement, le cabinet de Versailles, en s'obligeant à défendre la pragmatique, aurait peut-être obtenu de l'empereur qu'il reconnût et soutînt Stanislas, mais Charles VI était alors trop engagé envers la Russie et la Saxe pour que cette transaction parût encore possible. Si les voies pacifiques semblaient désormais fermées, le cardinal Fleury ne se dissimulait point les difficultés d'une intervention militaire. Une armée, par terre, soulèverait l'Allemagne; un armement maritime considérable exciterait les ombrages de l'Angleterre. On perdit du temps à discuter. Fleury, après beaucoup d'efforts, se résolut à faire passer trois millions au primat, parent des Leczinski et régent pendant l'interrègne. C'était un moyen d'assurer l'élection de Stanislas : l'argent devait seconder l'enthousiasme national.

Cependant une armée autrichienne s'avançait vers la frontière de Silésie, et une armée russe entrait en Courlande. Des troupes réglées et des Cosaques se concentraient vers Smolensk, et une escadre de vaisseaux de guerre et de frégates sortait des ports de Cronschlot et de Cronstadt. D'accord avec la Prusse et le Danemark, l'Autriche et la Russie, sans tenir compte du sentiment national, prétendaient imposer Auguste III aux Polonais. Le cabinet de Versailles, comme garant du traité d'Oliva, devait s'opposer à l'intervention des puissances étrangères dans l'élection d'un roi de Pologne. Le 17 mars, Louis XV adresse donc à l'empereur une déclaration par laquelle il protestait contre la réunion des troupes impériales sur les frontières de Pologne, et menaçait d'intervenir pour faire respecter la liberté des suffrages et maintenir le repos de l'Europe, troublé par les menées de l'Autriche.

Le cardinal-ministre avait également déclaré que le roi son maître ferait de la querelle de son beau-père sa propre querelle. Loin d'être intimidé par ces menaces, l'empereur prit la direction des affaires de Pologne et favorisa la jonction des troupes moscovites et saxonnes.

Dans une conférence préliminaire, convoquée chez le primat le 24 mai 1733, les membres de la diète s'engagèrent par serment à n'élire qu'un Polonais, catholique de père et de mère, sans possession hors du royaume. C'était exclure le nouvel électeur de Saxe. L'approche des armées russe, autrichienne et saxonne surexcitait chez les Polonais le sentiment national; c'est en présence des plus grands périls qu'ils manifestaient leur affection et leur dévouement pour leur compatriote exilé. Cette réponse hardie aux menaces des oppresseurs eut son contre-coup en France. Louis XV adressa à toutes les cours une déclaration très fière pour les avertir qu'il était prêt à défendre la liberté des suffrages en Pologne, et les droits de son beau-père s'il était élu. Stanislas, dont l'ambition s'était rallumée depuis que sa fille portait une couronne, quitta le château de Chambord pour retourner à Varsovie. Quelques vaisseaux de guerre devaient seuls, tout d'abord, représenter la France dans le grave conflit qui se préparait, et faire voile vers Dantzig. Sur le pont de l'un de ces bâtiments se promenait un personnage vêtu comme le roi de Pologne et couvert de ses insignes. Grâce au déguisement du commandeur de Thianges, favorisé par

sa ressemblance avec le beau-père du roi de France, Stanislas put traverser l'Allemagne et atteindre les frontières de sa patrie pour répondre aux vœux de ses compatriotes. La diète se réunit le 25 août dans la plaine de Wola. L'allégresse fut au comble quand on vit paraître Stanislas, arrivé à Varsovie le 8 septembre. Il fut élu roi, le 12, de la manière la plus légitime et la plus solennelle. Près de 60,000 suffrages se déclarèrent en sa faveur. Palatins, vaïvodes et starottes furent unanimes à le proclamer. Le 20 septembre, M. de Monti annonçait, de Varsovie, au cabinet de Versailles, ce vote d'enthousiasme. « A la nouvelle de cette élection, dit l'abbé Proyart, toute la France, devenue Polonaise, signala par des transports de joie l'affection qu'elle portait à un prince devenu Français. On eût dit que la nation faisait pour elle-même la conquête de la Pologne. »

Stanislas ne jouit pas longtemps de son triomphe. Lors de la réunion de ses partisans dans le camp de Wola, quelques nobles dissidents s'étaient séparés du parti national, et avaient passé la Vistule pour se joindre aux étrangers. Sous la protection d'une armée russe, ils formèrent à Kamien (village célèbre par l'élection de Henri de Valois, devenu roi de France), dans les environs de Praga, une autre diète d'élection ; le 5 octobre, ils choisirent l'électeur de Saxe, qui prit le nom d'Auguste III, et fut couronné à Cracovie le 25 décembre. « Là, dit Rulhière, une élection faite dans une auberge, sur une route au milieu des bois, par un petit nombre de gentilshommes, dont quelques-uns y furent conduits enchaînés, devint le titre que le nouvel électeur de Saxe eut à faire valoir contre l'élection unanime de son concurrent. »

C'est alors que les troupes russes et saxonnes envahirent le territoire de la Pologne. Les nobles du parti national passèrent la Vistule pour s'opposer aux envahisseurs. Mais le courage ne pouvait suppléer au défaut d'organisation. Impuissants à tenir la campagne contre des troupes de ligne, ils se dispersèrent bientôt pour défendre leurs châteaux, que les 50,000 Russes de Lascy livraient au fer et à la flamme. L'armée régulière nationale, que la défiance du dernier roi avait réduite à quelques milliers d'hommes, ne put arrêter l'ennemi sur la Vistule.

La nouvelle de l'élection d'Auguste III et de l'envahissement de la Pologne causa en France une vive émotion qui passionna

pour Stanislas. On se souvenait des paroles de Charles XII : « Voilà un homme qui sera toujours mon ami. » Le vainqueur de Narwa l'avait fait roi de Pologne. Stanislas avait partagé un instant avec son puissant protecteur la captivité de Bender. Sa vie politique s'était étroitement liée à la fortune du héros de la Suède. Dans une réunion du conseil en présence du roi, le duc d'Orléans, traduisant le sentiment général, s'écria que c'était un défi jeté à la France, et que ce serait un déshonneur de ne pas déclarer la guerre à l'Empire. Le ministre de la guerre reçut, séance tenante, l'ordre de réunir en vivres et en munitions les approvisionnements nécessaires à une armée en campagne. Le cabinet de Versailles déclara la guerre à l'empereur, pour l'injure faite à Louis XV dans l'exclusion de son beau-père; et, par une circulaire adressée aux autres gouvernements, le cardinal de Fleury opposa les vues les plus désintéressées à la fermentation que la cour de Vienne voulait causer en Angleterre par ses instances réitérées. Le gouvernement français avait intercepté les instructions envoyées de Vienne au résident impérial à Saint-Pétersbourg. La publication de ces documents ouvrit les yeux au cabinet anglais. La cour de Londres déclara aux ministres impériaux qu'elle ne pouvait garantir à l'empereur ses États d'Italie, et se plaignit que l'Autriche eût pris, sans la consulter, un rôle agressif en soutenant Auguste III contre le vœu des Polonais. La Prusse, la Suède et le Danemark se déclarèrent neutres. Fleury obtint la neutralité de la Grande-Bretagne et de la Hollande (novembre) en promettant de ne pas attaquer les places de la Bavière ni les Pays-Bas autrichiens. Non contente de rassurer les puissances qui n'avaient pas d'intérêt à la guerre, la France obtint le concours de celles qui devaient profiter des hostilités contre l'Autriche.

L'Espagne ne pouvait laisser échapper une si belle occasion pour rentrer dans des pays qu'elle n'avait cédés précédemment qu'à la supériorité des armes; elle espérait de plus grands établissements pour ses princes.

Le roi de Sardaigne, Charles-Emmanuel, prétendait que la cour de Vienne n'avait pas pleinement rempli à son égard les conditions du traité d'Utrecht, et se flattait d'obtenir le Milanais.

La France s'unit à l'Espagne et à la Sardaigne, ne cherchant dans cette guerre que sa propre gloire, l'abaissement de sa rivale

et les avantages de ses alliés. Ces trois puissances avaient des intérêts divers, mais un but commun : affaiblir l'Autriche. Une alliance offensive et défensive fut donc conclue avec Turin et Madrid (26 septembre et 25 octobre).

Le gouvernement français n'avait pas attendu la signature de ces traités pour faire marcher ses armées sur le Rhin et à travers les Alpes. Le 25 octobre, Villars quittait Fontainebleau pour aller prendre le commandement des troupes rassemblées à Verceil et à Mortara. Le 29, Kehl capitulait. Mais à ce moment le beau-père du roi n'était déjà plus à Varsovie. N'ayant aucun moyen de résister aux armées étrangères, il alla s'enfermer, avec l'élite de ses partisans, dans les murs de Dantzig (2 octobre). C'était la seule ville où il pût être à l'abri des coups de ses ennemis, en attendant des secours. La France avait donc à venger la défaite et l'expulsion de Stanislas. Malheureusement le grand éloignement ne permettait guère d'atteindre les Russes. La Pologne éprouva, dans cette circonstance, tout ce qu'a de triste le mot célèbre : « Dieu est si haut et la France est si loin ! »

La ville de Dantzig se gouvernait en république sous la protection de la Pologne. Ses bourgeois avaient chaleureusement embrassé la cause de Stanislas. Dès que les Cosaques parurent sous leurs murs, ils se préparèrent à la résistance. La ville permit à M. de Monti, ambassadeur de France, de lever un régiment de dragons, qui, à peine exercé, fit des prodiges pendant le siège. Stanislas ne cessait de promettre à ses partisans qu'une escadre française allait se présenter à l'embouchure de la Vistule avec une nombreuse armée de débarquement. La lettre que Louis XV écrivait de Versailles, le 15 décembre 1733, aux habitants de Dantzig, devait entretenir cette espérance.

« Très chers et bons amis,

« Nous voyons avec plaisir, par votre lettre du 18 du mois dernier, aussi bien que par les relations de notre ambassadeur le marquis de Monti, toutes les marques que vous donnez de votre fidélité et de votre zèle pour le roi de Pologne. Les menaces que vous font ses ennemis et les nôtres n'ont pas été capables de diminuer les sentiments qui feront passer votre gloire jusque

dans les siècles à venir, et qui vous rendent si chers à nos yeux.

« Plusieurs puissances donnent déjà des marques de l'intérêt qu'elles prennent à votre conservation; mais aucune ne pourra porter les témoignages si loin que nous désirons le faire, puisque nous regardons vos intérêts comme les nôtres propres, et que nous nous proposons de ne rien négliger de ce qui peut dépendre de notre puissance et bienveillance.

« Sur ce, nous prions Dieu, protecteur de l'innocence et de la fidélité, qu'il vous tienne, très chers et bons amis, en sa sainte garde.

« Louis. »

Persuadés que Louis XV n'abandonnerait point la cause de son beau-père, les habitants de Dantzig virent donc sans s'émouvoir 50,000 Russes s'établir sous leurs murs. Cette armée était commandée par le feld-maréchal Munnich (1), Allemand de naissance, qui enseignait aux Russes l'art d'assiéger les places, comme Pierre le Grand et Menzikoff leur avaient appris la manière de gagner des batailles. Les hostilités commencèrent le 20 février 1734, par l'interception de toute communication avec le Brandebourg, pendant que la flotte russe de la Baltique barrait l'entrée de la Vistule. N'ayant pas assez de troupes pour investir la place de toutes parts et ne pouvant l'attaquer du côté des prairies, déjà inondées dans un but de défense, le général Lascy couvrit l'espace qui s'étend depuis la Vistule jusqu'à la mer, du côté de Langfuhr. Toute son action se réduisit à couper jusqu'aux moindres ruisseaux qui alimentaient d'eau les assiégés.

Dans la nuit du 18 au 19 mars, le comte de Munnich attaqua le village d'Ohra, près de la ville. Il perdit beaucoup de monde.

(1) Bouchard-Christophe de Munnich naquit au pays d'Oldembourg, le 9 mai 1683. Il reçut une excellente éducation de son père, officier distingué au service du Danemark. Il vint en France pour connaître le maréchal de Luxembourg et Catinat, et pour compléter ses études sur la fortification. Lors de la guerre de la succession d'Espagne, il ne put se résoudre à combattre contre l'Allemagne, sa patrie. Le prince Eugène l'accueillit et l'employa. Laissé pour mort à Denain, il fut relevé par les Français et soulagé par Fénelon. Après la paix de Rastadt, il offrit ses services à Pierre le Grand, qui lui confia la direction des travaux du canal Ladoga et l'éleva à tous les honneurs. De Munnich conserva sa position en Russie sous Catherine, Pierre II et Anne Ivanowna.

Une attaque contre le Knipaof n'eut pas plus de succès. Il parvint à s'emparer du Haupt, un des ouvrages extérieurs de la place, l'unique passage aux convois qu'elle pouvait espérer du côté des terres. Lorsque le général en chef apprit que l'armée de Saxe venait le renforcer, jaloux de l'honneur du commandement, qu'il craignait peut-être de céder, et désireux de frapper un coup décisif avant l'arrivée des Français, dont l'approche était sans doute signalée, il résolut, le 9 mai, de donner l'assaut au Hagelsberg, dont la possession devait entraîner la capitulation de Dantzig. Le corps destiné à cette attaque se mit en marche à dix heures du soir. Les premiers efforts des Russes jetèrent l'alarme dans la ville. Mais les assiégés rétablirent le combat, qui devint bientôt très sanglant et ne cessa qu'à la pointe du jour. Les assaillants perdirent quelques milliers d'hommes. Ils eurent une quantité énorme de blessés, qu'ils furent obligés d'évacuer sur Elbing, Marienburg et Dirschau. Furieux de ce revers, Munnich fit redoubler le feu de son artillerie et le bombardement, qui durait déjà depuis le 30 avril. Mais ni la chute des maisons, ni l'incendie des palais, ni la famine qui commençait à se faire sentir, ni le triste spectacle des morts et des blessés, ne purent ébranler la fidélité des habitants de Dantzig, concentrés dans le faubourg de Langgarten. Ils étaient soutenus par leur dévouement à la cause de Stanislas et par l'espoir d'être secourus, espoir qui devait être si cruellement trompé par la faiblesse du cardinal Fleury.

En effet, dans la crainte d'exciter les ombrages de la marine anglaise, le ministre s'était contenté de diriger sur Dantzig 6,000 hommes en quatre convois. Le premier convoi, composé des navires français l'*Achille*, vaisseau de 65 canons, monté par M. du Baraïlh, chef d'escadre, et la *Gloire*, frégate de 40 pièces, arriva le 4 mai à Copenhague. Ces bâtiments portaient 1 bataillon du régiment de Périgord, parti de Calais le 14 avril, et 7 compagnies de Blaisois, parties le 17 de Dunkerque. Le 5 mai, on mit à la voile; le 11, on jeta l'ancre devant le fort de Weichselmunde. M. de la Motte de la Peirouse, brigadier et colonel de Blaisois, commandait les troupes envoyées de France. Après le débarquement, il fut effrayé de la témérité de l'entreprise. Pour pénétrer dans la place, il fallait s'emparer d'un grand nombre de redoutes fraisées, palissadées et bien défendues

par du canon, forcer une armée retranchée et l'attaquer en passant une rivière après une marche de deux lieues. Deux bataillons ne pouvaient suffire à une pareille tâche. Ne voulant pas sacrifier inutilement ses hommes, M. de la Motte se rembarqua et retourna à Copenhague, où venaient d'arriver le *Fleuron*, le *Brillant* et l'*Astrée*, qui transportaient le régiment de la Marche. L'ambassadeur de France à Copenhague, le comte de Plélo, gentilhomme breton, beau-frère des secrétaires d'État Maurepas et la Vrillière, s'indigna de voir un général reculer. « Tentez donc, » dit-il à M. de la Motte. — « C'est facile, réplique un officier présent, de commander quand on est en sûreté dans son cabinet. » M. de Plélo relève le propos avec la hauteur d'un gentilhomme : « Je vous ferai voir que ce que je vous demande est possible. Au nom du roi, votre maître et le mien, dont je tiens ici la place, je vous ordonne de me suivre. »

En même temps il écrivait à Louis XV, en date du 16 mai :

« Sire, V. M. aura vu par ma dernière dépêche les nouvelles que j'avais eues de l'heureux débarquement de nos premières troupes au fort de la Münde. Ces mêmes troupes revinrent hier à la rade d'ici sans s'être présentées devant l'ennemi... La honte qui pourrait rejaillir sur la nation, et les conséquences qui peuvent en résulter pour la sûreté du roi de Pologne, m'ont affecté si fortement, que j'ai cru devoir prendre une résolution qu'il n'y a que la nécessité absolue qui puisse justifier, c'est de faire retourner les gens sur leurs pas, moi à leur tête. Je ne dois pas cacher à V. M. que nous ne marchions à une entreprise des plus hardies; mais nous y allons à dessein de périr tous plutôt que de revenir avec la moindre tache. Vous ne nous verrez que victorieux, ou si nous restons, ce sera du moins d'une manière digne de vrais Français et de fidèles sujets de V. M. Dans une extrémité si fâcheuse, je n'ai eu que la seule ressource de me mettre à la tête des troupes et de marcher à l'ennemi. Je sais tout ce qu'il y a à dire sur un pareil parti, qui n'a point d'exemple. V. M. m'a chargé de veiller à ses intérêts, et le plus considérable de tous est de ne point laisser déshonorer la nation qui vous obéit. »

Le jeune (1) ambassadeur mandait à un des ministres : « Je

(1) Le comte de Plélo était né en 1699.

suis sûr que je n'en reviendrai pas; je vous recommande ma femme et mes enfants. » La reine vantait la résolution héroïque de Plélo; le cardinal, qui ne se faisait aucune illusion sur le résultat, répondit sèchement : « Il hasarde sa vie et sa fortune. — Oh! pour sa fortune, je m'en charge, quel que soit le succès, » répliqua Marie Leczinska.

A la tête de quinze cents soldats français et de cent volontaires, M. de Plélo partit de Copenhague le 17 mai. La nouvelle expédition arriva le 23 devant le fort de Weichselmunde. Le débarquement s'opéra le lendemain, sans difficultés. Les soldats furent installés dans le camp de l'île de Fahrwasser.

« Les trois bataillons sont campés dans l'île à l'embouchure de la rivière; et nous sommes rentrés dans le fort de la Munde. Les ennemis, qui avaient été deux jours sans tirer, ont recommencé hier leur feu, tant sur la ville que sur le fort.

« Il n'est pas possible d'exprimer la désolation qu'il y a dans ce pays-ci. Les Moscovites ont tout mis à feu à quinze lieues autour de la ville, et toute la campagne est ruinée de fond en comble. Ils ont vingt pièces de gros canons de fonte, sept mortiers de bombes et de la poudre, qu'ils ont fait venir par mer à Pillau, ville au roi de Prusse, et de là, par un bras de la Vistule, dans leur camp.

« Jusqu'à présent, ils n'ont pas fait de grands progrès, par suite d'une attaque où ils ont perdu 7 à 800 hommes, sans avoir rien gagné. Alors M. de la Motte attend les ordres de M. de Monti (1), sur les opérations (2). »

(1) De Monti (Antoine-Félix, marquis), né le 29 décembre 1684, commence à servir en 1703 sous le duc de Vendôme; fut chargé en 1715 et 1717 de négociations particulières avec l'Espagne. Ambassadeur en Pologne en 1729, il contribua à l'élection du roi Stanislas, le 12 septembre 1733, et fut nommé maréchal de camp le 14 février 1734. Il s'enferma avec le roi de Pologne dans Dantzig, en soutint le siège contre l'armée des Russes et des Saxons; trouva le moyen, avant de se rendre, d'en faire sortir le roi de Pologne, et de lui procurer les moyens de passer en France. Lorsque la ville eut fait sa capitulation, on conduisit M. de Monti à Elbing et de là à Thorn, où on le retint dix-huit mois. Déclaré libre, il en partit le 5 mars 1736, et revint en France. Lieutenant général le 4 juin 1736; mort le 12 mars 1738.

(2) Dépôt de la guerre, vol. 2745. — *M. de Segent au Ministre.*— De Segent était l'intendant attaché au corps expéditionnaire de Dantzig.

Sur les ordres réitérés de M. de Monti d'entrer dans Dantzig, toutes les dispositions furent prises le 26 mai.

Le 27, à neuf heures du matin, les trois bataillons des régiments Blaisois, la Marche et Périgord, quittant leur camp de l'île, entrèrent dans le Nehrung, terrain sur la gauche de la rivière, passèrent la Vistule, sortirent de l'avant-chemin couvert, et marchèrent aux retranchements ennemis.

M. de la Motte de la Peirouse au Ministre.

« Au fort de la Munde, le 28 mai 1734.

« Nous fûmes d'abord obligés de passer dans une flaque d'eau jusqu'à la ceinture ; à quoi nous ne nous attendions pas, puisque l'on nous avait assuré qu'il n'y en avait pas de quoi mouiller la cheville du pied. Cela occasionna que beaucoup de fourniments et armes furent mouillés. Après quoi, nous entrâmes dans le bois, où, après avoir fait environ mille pas, nous avons découvert les retranchements des ennemis, au devant desquels il y avait un gros abatis d'arbres. Nos grenadiers s'y sont jetés avec toute la valeur possible, mais la plupart des officiers de ces deux troupes ayant été tués ou blessés par le feu considérable que faisaient les ennemis, et ne pouvant nous étendre à droite et à gauche à cause de la petitesse de la trouée, ces premières troupes y ont presque toutes péri, et deux redoutes que nous n'avions pas pu voir, qui nous battaient à droite et à gauche par un feu de canon, ont ébranlé la colonne, qui ne pouvait pas être en grand ordre.

« Les soldats, étonnés de trouver un pareil obstacle dans un lieu qu'ils croyaient surprendre, furent obligés de se retirer, en voyant le gros corps de troupes d'infanterie qui venait renforcer cet endroit, ce qui me détermina à les faire revenir dans le chemin couvert du fort, et, par un malheur dont je ne me consolerai jamais, M. de Plélo, qui a voulu me suivre malgré moi, quelque instance que je lui aie faite de rester, y a été tué. Nous avons perdu dans cette malheureuse affaire, beaucoup d'officiers, surtout de grenadiers, et 200 soldats tant tués que blessés.

« J'avais prévu cette catastrophe, qui était contre toutes les règles de la guerre, par le passage de la rivière, que l'on a été

plus de deux heures à faire dans des bateaux, dans un terrain qui nous était entièrement inconnu, sans savoir à quel nombre de troupes nous aurions affaire. J'ai insisté sur cela, ainsi que les vieux officiers, qui prévoyaient, comme moi, qu'une pareille entreprise avec trois bataillons était trop hasardée, surtout en plein jour. Mais l'ardeur de M. de Plélo (1) et les ordres de M. de Monti ont prévalu, dont j'ai tout le regret imaginable, par l'impossibilité de porter à Dantzig un secours efficace, à moins d'une troupe proportionnée à celle qui s'y oppose à travers des retranchements et des abattis de bois (2).

« En attendant l'arrivée de M. Duguay-Trouin, j'ai fait rentrer les troupes dans leur camp de l'île, où nous tâcherons de nous maintenir malgré le nombre d'ennemis qui nous environne, et qui va augmenter par 8 ou 10,000 Saxons, que l'on dit devoir arriver aujourd'hui ou demain à l'armée russe.

« J'ai bien vu des affaires et des situations depuis cinquante et un ans que je sers (3), mais je n'ai jamais vu de pareille disette.

« Les cinq vaisseaux de l'escadre ayant reçu ordre de M. de Monti d'aller croiser devant Pillau, cet état de disette, et la suite

(1) Colonel brillant de courage, d'esprit et de savoir, de Plélo est un de ces hommes qu'on admire, sans les juger. Il mourut en héros. Son corps repose dans la chapelle de Saint-Bihi, paroisse de Plélo, près de Saint-Brieuc.

(2) Voici l'état officiel des tués et des blessés :

		Tués.	Blessés.
Régiment de Blaisois.....	officiers....	4	7
	soldats.....	44	22
Id. de la Marche..	officiers....	1	9
	soldats.....	31	55
Id. de Périgord....	officiers....	1	8
	soldats.....	15	35

(3) Le comte de la Motte de la Peirouse, né à Gap, lieutenant en 1673, s'était fort distingué autrefois en Espagne contre les Anglais. Pendant l'expédition de Dantzig, il devait se mettre, lui et ses troupes, sous les ordres de M. de Monti, commandant cette place, auquel il était inférieur en grade; c'est ce qu'il fit malheureusement. Maréchal de camp le 19 juin 1734, il mourut gouverneur de la citadelle de Valenciennes, le 15 décembre 1736.

funeste que tout ceci pourrait avoir, nous a déterminés, M. le baron de Stackelberg, commandant de ce fort et moi, d'écrire à M. du Baraill de revenir en cette rade avec quatre de ses vaisseaux, et de laisser le cinquième, devant Pillau, pour empêcher le passage de munitions de guerre au camp des Russes, afin d'obvier à tout événement. » (Dépôt de la guerre, vol. 2745.)

Pour tenter avec quelque chance de succès une pareille entreprise, il fallait avoir au moins une dizaine de bataillons, et attaquer à la pointe du jour, après une marche dérobée pendant la nuit. Une tentative en plein jour avec trois bataillons seulement ne pouvait être que malheureuse. M. de Plélo et M. de Monti, qui commandait à Dantzig, sous le roi de Pologne, l'emportèrent sur les conseils du brigadier de la Peirouse et des vieux officiers. Averti de notre attaque, l'ennemi eut le temps de diriger des forces sur les retranchements menacés. L'ambassadeur de France à Copenhague et le commandant de Dantzig sont donc seuls responsables des conséquences de cette brillante témérité.

Le récit de M. de la Peirouse détruit les traditions accréditées jusqu'à ce jour, qui attribuaient cette expédition à des aventuriers. Le corps expéditionnaire était formé de trois bataillons des régiments Blaisois, la Marche et Périgord. Comme l'a fort bien dit Voltaire, « le cardinal de Fleury, qui ménageait l'Angleterre, ne voulait ni avoir la honte d'abandonner entièrement Stanislas, ni hasarder de grandes forces pour le soutenir. » Dans cette politique de paix à outrance, son attitude extérieure était de commander aux événements ; sa pensée intime, de leur obéir.

L'amiral du Baraill avait reçu, de M. de Monti, l'ordre d'aller croiser devant Pillau. Comme il n'avait que cinq vaisseaux, il dut se retirer vis-à-vis la flotte russe, venue pour bloquer le roi Stanislas, et qui arriva le 12 juin en rade de Dantzig.

Les 1,200 hommes qui restaient de l'expédition, renfermés dans leur camp de l'île Fahrwasser, sans eau, ni bois, se virent couper toute communication par mer et par terre. Isolés de tout, excepté du petit fort de Munde, ils soutinrent pendant plusieurs jours des assauts continuels, et capitulèrent le 22 juin. Ils obtinrent de conserver leurs armes, leurs bagages, et d'être transportés, aux frais de la Russie, dans un port de la Baltique.

La dernière partie de la capitulation fut interprétée avec la plus

insigne mauvaise foi par le comte de Munnich. En demandant à être conduits dans un port de la Baltique, les Français avaient entendu évidemment un port neutre, d'où ils pussent ultérieurement regagner la France. Ils étaient montés sans défiance, le 26, sur les bâtiments russes, avant même la capitulation signée. Le général Munnich les fit transporter à Cronstadt, et la cour de Saint-Pétersbourg, sous prétexte que des vaisseaux français avaient capturé des navires russes, les interna en Livonie, pour être traités en prisonniers de guerre, jusqu'à l'arrangement des différends.

Bombardé par terre et par mer, le fort de Weichselmunde se rendit le 24 juin, après la première sommation. Des historiens ont accusé de lâcheté le baron de Stackelberg, qui était chargé de le défendre. La reddition de Weichselmunde devait entraîner la capitulation de Dantzig. La tête de Stanislas était mise à prix par le général de Munnich. Des Polonais lui proposaient de se faire jour à travers les rangs ennemis. Ne voulant point entraîner ses généreux amis dans les périls de son évasion, il s'enfuit sous un déguisement, dans la nuit du 27 juin, avec trois guides polonais et le général Steinflicht, déguisé comme lui. Après s'être caché pendant deux jours dans des haies, des roseaux, des greniers, pour échapper aux recherches des Russes, instruits de son départ, il put, non sans courir de nouveaux dangers, gagner la ville prussienne de Marienwerder, où il trouva un grand nombre de ses partisans qui s'y étaient également réfugiés. Il se rendit ensuite à Kœnigsberg. Les nouvelles de Varsovie lui enlevèrent tout espoir de reconquérir le trône qu'il avait perdu pour la seconde fois. Se partisans s'étaient vus partout réduits à fuir ou à poser les armes. Stanislas reprit le chemin de la France : il était appelé à gouverner un État moins agité que la Pologne.

Dantzig avait ouvert ses portes aux Russes le 7 juillet. Pour épargner de plus grands maux à leur patrie, les Polonais reconnurent Auguste III, et Charles VI, vaincu en Allemagne et en Italie, eut au moins la satisfaction d'assurer le trône de Pologne à l'époux de sa nièce. La Russie obtint le duché de Courlande, qui fut donné à Biren, le favori de l'impératrice Anne.

Si l'honneur du gouvernement français était compromis sur les bords de la Vistule, ses armées triomphaient en Allemagne et en Italie.

CHAPITRE VI.

GUERRE DE LA SUCCESSION DE POLOGNE.

CAMPAGNE D'ALLEMAGNE (1733).

Causes générales de la guerre de la succession de Pologne. — Alliance entre la France, l'Espagne et la Sardaigne. — Armée du maréchal de Berwick. — Troupes dans le pays messin, sous M. de Belle-Isle. — Arrivée du maréchal de Berwick à Strasbourg (25 août 1733). — Les troupes s'assemblent à Schlestadt, Haguenau et Weissembourg (septembre). — *Octobre.* 13. Pont jeté sur le Rhin au-dessous de Kehl. — 14. Toutes les troupes passent le Rhin. — 15. Second pont jeté sur le Rhin. — 17, 18. Retranchements faits à gauche du camp. — 19, 20. Tranchée ouverte devant le fort de Kehl. — 21. Établissement des batteries. — 29. Le fort de Kehl capitule. — *Novembre.* 2. Le maréchal de Berwick quitte Kehl. — 5. Réunion de l'armée à Stollhofen. — 7. Rétablissement des retranchements de l'île du Marquisat. — 11, 12, 13. L'armée d'Allemagne prend ses quartiers d'hiver. — 21. Le maréchal de Berwick quitte l'armée, dont le commandement est confié au maréchal du Bourg. — *Décembre.* 13. M. de Cilly arrive à Strasbourg. — 19. 29 escadrons et 9 bataillons sont dirigés sur l'Alsace. — 24. Les troupes impériales rétablissent les lignes d'Ettlingen. — 28. Cavalerie des troupes de Franche-Comté, à Belfort.

En France, on commençait à se lasser du rôle secondaire que nous avions joué depuis la mort de Louis XIV. Si le cardinal Fleury avait été en 1727 l'arbitre de l'Europe, il s'était vu en 1731 délaissé par ses alliés, même par l'Angleterre, à laquelle il abandonnait cependant l'empire des mers. En même temps que la ligue du Nord menaçait notre sécurité, l'injure faite à Louis XV en la personne de son beau-père blessait l'amour-propre des Français. Aussi, malgré son système de paix à outrance, le ministre fut-il entraîné à la guerre par les cris de l'armée et de la cour. Le parti belliqueux se trouvait d'ailleurs secondé par Chauvelin, à la fois chancelier du royaume et secrétaire d'État aux affaires étrangères. Les questions diplomatiques remplirent la première moitié de l'année 1733. Le cabinet de Versailles, tout en rassurant les puis-

sances sans intérêt direct dans le conflit, se rapprochait de celles qui devaient désirer l'affaiblissement de l'Autriche. Des négociations secrètes entamées avec Madrid et Turin aboutirent à deux traités d'alliance offensive et défensive.

Trop occupée de la Pologne, l'Autriche couvrait mal ses frontières d'Allemagne et d'Italie. Le maréchal de Villars et le duc d'Orléans insistaient pour qu'on agît immédiatement, sans donner à l'empereur le temps d'intimider les petits États. M. de Belle-Isle proposait de conduire directement une armée en Saxe, en Bohême et jusqu'à Varsovie. Ce projet fut écarté à cause de ses témérités militaires et du danger de soulever toute l'Allemagne contre la France. L'entrée des Autrichiens, des Russes et des Saxons en Pologne, pour écarter du trône Stanislas Leczinski et imposer Auguste III au choix des Polonais, mit un terme aux hésitations de Fleury. Deux armées françaises s'apprêtèrent à franchir le Rhin et les Alpes.

La France se voyait appelée hors de ses frontières. La nouveauté de l'événement, les perspectives qu'il ouvrait à l'esprit belliqueux de la nation, l'éclat d'une injure à venger, firent que cette guerre fut accueillie au début avec une sorte d'élan. « Tout le monde part, écrivait Matthieu Marais (t. IV, p. 530), animé lui-même au bruit des préparatifs militaires; la nation est comme une folle, et court à la vengeance de son roi. »

L'armée qui allait agir sur le Rhin était confiée au maréchal de Berwick. Arrivé à Strasbourg dès le 25 août, le général en chef n'attendait qu'un signal pour commencer les hostilités. Le duc de Noailles, le comte de Belle-Isle, le comte Maurice de Saxe, le duc de Richelieu, le prince de Tingry, devaient commander les principaux corps de cette armée du Rhin, à laquelle se rendirent successivement les comtes de Charolais et de Clermont (1), le prince de Dombes, le comte d'Eu et le prince de Conty.

(1) Charles de Bourbon, comte de Charolais, né le 19 juin 1700, mort le 22 juillet 1760; Louis de Bourbon, comte de Clermont, né le 15 juin 1709, mort le 16 juin 1771 : second et troisième fils de Louis III, duc de Bourbon, né le 11 octobre 1668, mort le 4 mars 1710, qui, avait épousé, le 24 juillet 1685, Louise-Françoise de Bourbon (M[lle] de Nantes), fille légitimée de Louis XIV. Leur fils aîné était Louis-Henri de Bourbon, prince de Condé, appelé, après la mort de son père, *M. le Duc;* né le 18 août 1692, mort le 27 janvier 1740

Les mois d'août et de septembre sont employés aux derniers préparatifs et plans de campagne. Il fut question d'entreprises de la Meuse au Rhin. L'empereur n'avait dans ce pays que Luxembourg, près de la Moselle, Brisach et Freyburg au delà du Rhin. Mais la saison très avancée ne permettait guère de songer à Luxembourg. Néanmoins M. de Belle-Isle envoya un projet de bombardement. Cet officier général exposait en même temps les mesures qu'il convenait de prendre pour se garantir des courses de la garnison de cette place. Il conseillait diverses lignes à former pour couvrir la Champagne, les Évêchés (1), la Lorraine, l'Alsace, depuis la Meuse jusqu'à la Moselle, et de la Moselle à Sarrelouis. Le prince de Tingry adressait de même au ministre un projet de ligne de la Meuse à Givet, par Jumont et Philippeville, jusqu'à la Sambre. Le maréchal de Berwick transmet au gouvernement ses réflexions sur les mesures proposées et ses idées sur la manière de garder nos frontières. Il proposait de ne laisser dans les Évêchés que les forces absolument nécessaires pour contenir la garnison de Luxembourg, couvrir la Meuse, s'emparer de la Lorraine et conserver les communications avec l'Alsace. Conformément à l'avis du maréchal, M. de Cilly est envoyé, avec un corps d'infanterie et de cavalerie, du côté de Luxembourg, commander dans les Évêchés, sous l'autorité de M. de Berwick. Dans les derniers jours de septembre et les premiers d'octobre, les troupes destinées à former l'armée du maréchal s'assemblent à Schlestadt, Haguenau et Weissembourg, sous les ordres de MM. le duc de Noailles, de Quadt et de Bonas, tandis que les troupes du pays messin, avec M. de Belle-Isle, prennent position pour couvrir la frontière : 3 bataillons campent à la Yetz basse, près Thionville; 4 escadrons, au village de Torcy, près Sedan; 1 à Bouillon, et 2 à Mouzon; 1 bataillon de troupes réglées et 1 de milices, tant à Mouzon et Stenay que sur la Chiers, depuis son embouchure jusqu'au village de Vezin; 1 bataillon de milices à Mézières. Le reste des troupes des Évêchés garde le pays entre la Moselle et la Sarre.

(1) Metz, Toul et Verdun. Le gouvernement général de Metz comprenait les gouvernements de Sedan, Longwy, Jamets, Dun, Stenay, le Luxembourg français, Thionville, le duché de Carignan et le pays de la Sarre.

Le 10 octobre, le maréchal fait répandre en Allemagne une proclamation par laquelle Louis XV déclare aux princes de l'Empire que son intention est de vivre en bonne intelligence avec eux : il ne s'emparera de Kehl que pour s'assurer un passage sur le Rhin, et ne gardera que ce que la nécessité de nuire à l'Autriche le forcera d'occuper. En effet, en 1733, aucune contribution ne fut levée, et les Français payèrent tout ce dont ils eurent besoin.

Le 12, MM. de Cilly et de Belle-Isle entrent à Nancy, avec le régiment de dragons de Condé, les régiments de Vivarais et de Beaujolais, deux bataillons de Conty et du Roi-Stanislas (1). Les clefs de la ville sont remises à M. de Lutteaux, que le maréchal de Berwick a choisi pour y commander. M. de Belle-Isle n'y laisse que deux bataillons et le régiment de cavalerie. Avec le reste des troupes il rejoint l'armée en Alsace, et retourne à Metz. M. d'Aubigné avait, le même jour, occupé le château de Bar-le-Duc. M. de Cilly part ensuite de Nancy, et rassemble sous Longwy 10 bataillons, 30 escadrons, 8 pièces de canon, et campe sur la hauteur, la gauche appuyée à la Chiers, la droite au village de Haucourt.

A ce moment, l'armée d'Italie, ayant à sa tête le maréchal de Villars, traversait les Alpes; l'armée d'Allemagne recevait l'ordre de franchir le Rhin. Le maréchal de Berwick avait donné le commandement des troupes rassemblées sous Schlestadt à MM. de Noailles et de la Billarderie, et celui du camp d'Haguenau à MM. de Quadt et de Balincourt.

Vingt compagnies de grenadiers et 2,000 hommes de la garnison de Strasbourg passent le Rhin sur des bateaux. Le lendemain 13, un pont est jeté au-dessous de Kehl : 20 bataillons et 3 régiments de cavalerie, avec leurs équipages, traversent le fleuve et campent à Auenheim. Les troupes du camp de Schlestadt se portent à Weiersheim; celles du camp de Weissembourg, à Bischheim; enfin celles d'Haguenau et de Fort-Louis, à Wanzenau.

L'armée s'établit sur la rive droite du Rhin, en face de Kehl, et entoure son camp d'une ligne continue, à redans, destinée

(1) D. G., vol. 2698.

à le couvrir contre une attaque extérieure. Cette ligne s'appuie au Rhin en aval d'Auenheim, enveloppe Neumühl et Sundheim, laisse en dehors la ferme de Spitalhof, à hauteur de laquelle elle s'infléchit à angle droit, et vient aboutir au fleuve un peu au-dessus du pont jeté à une lieue environ en amont de Kehl.

La droite de l'armée, forte de 24 bataillons (1) et de 30 escadrons, s'étend entre Auenheim et Neumülh; l'infanterie en arrière, la cavalerie à un kilomètre en avant, savoir : 17 escadrons (2) à droite, à proximité du Rhin, et 13 (3) devant Neumülh.

Le centre, composé de 10 bataillons (4), se porte entre la Kinzig et la Schotter, un peu en arrière des deux villages de Neumülh et de Sundheim, auxquels il s'appuie. La gauche, forte de 8 bataillons (5), de 12 escadrons de dragons (6) et 2 de hussards Berchiny, couvre le terrain entre Sundheim et Spitalhof, tandis que, en avant d'elle, 4 bataillons (7) s'établissent sur le Rhin pour garder le pont jeté à l'extrême gauche.

La réserve, enfin, formée de 27 escadrons (8), campe sur trois lignes, à l'extérieur de l'enceinte, entre Neumülh et Kork, et les 3 bataillons du régiment de Normandie prennent position au delà de ce dernier village, dans la direction d'Odelshofen.

Le 14, toutes les troupes passent le Rhin. Le maréchal du Bourg, commandant en Alsace, établit un poste et une batterie dans l'île du fort de la Pille, pour masquer Kehl à la gauche du Rhin.

(1) Piémont, 3; Lyonnais, 2; Angoumois, 1; Luxembourg, 1; la Marine, 3; Rouergue, 1; Brie, 2; Bourbonnais, 2; Alsace, 2; Beauce, 1; Soissonnais, 1; Bavière, 1; Toulouse, 2; Tallard, 2 = 24 bataillons.

(2) Colonel-Général, 3; Turenne, 3; Lorraine, 3; Ruffec, 2; la Reine, 3; Saint-Simon, 3 = 17 escadrons.

(3) Conty, 3; Lenoncourt, 2; Gesvres, 3; Vaudrey, 2; Royal-Roussillon, 3 = 13 escadrons.

(4) D'Estaing, 2; Montmorency, 1; Touraine, 2; Conty, 1; Gensac, 1; Saxe, 1; Richelieu, 2 = 10 bataillons.

(5) Dillon, 1; Clare, 1; Boccard, 1; Rooth, 1; Berwick, 1; Royal-la-Marine, 1; Royal, 2 = 8 bataillons.

(6) Orléans, 4; Vitry, 4; Colonel-Général, 4 = 12 escadrons.

(7) Artois, 1; Navarre, 3 = 4 bataillons.

(8) Gendarmes, 8; Fitz-James, 3; Royal-Allemand, 3; Cayeux, 3; Lévis, 2; Royal, 3; Beaucaire, 3; d'Aumont, 2 = 27 escadrons.

Le 15, l'artillerie passe sur un second pont jeté près du village de Goldschouer, et le maréchal se dispose à investir Kehl. Le lendemain, la droite de l'armée s'étend jusqu'à Goldschouer. Les jours suivants, des parallèles et des batteries sont établies dans l'île située au-dessous du pont de pilotis. Le 19, la tranchée est ouverte.

Le ministre adresse, le 20, aux gouverneurs et intendants des exemplaires du mémoire imprimé portant déclaration de guerre contre l'empereur, et contenant les motifs qui ont déterminé le roi à envoyer une armée au delà du Rhin, avec ordre à ces gouverneurs et intendants de répandre aussitôt cette déclaration dans leurs gouvernements et départements.

Le maréchal de Berwick fait travailler à une ligne de circonvallation, dont la droite est appuyée au Rhin au-dessus du pont supérieur, la gauche au village d'Auenheim. Le 21, on établit des batteries, tant à la tranchée que dans une île située au-dessous du fort de Kehl. Le 22, la tranchée est poussée jusqu'au pied du glacis. On se loge dans l'ouvrage avancé. Le 23, les troupes qui campent à Goldschouer se portent en avant du centre, à droite de la Kinzig, près du village de Kork. Le lendemain, une nouvelle batterie est établie sur les bords du Rhin, pour ouvrir la branche de l'ouvrage à cornes. Les assiégés, qui se défendent mollement depuis le commencement du siège, hasardent, le 26, vers neuf heures du soir, contre les travailleurs de la tranchée, une sortie peu meurtrière.

Le 28, à six heures du soir, le gouverneur de Kehl, le général Pfühl, fait battre la chamade et arbore le drapeau blanc. La place capitule. Le 29, à la pointe du jour, une des portes est livrée aux Français. Le siège n'avait duré que dix jours, à cause du mauvais état des fortifications (1).

Le 31, la garnison de la place sort par la brèche de l'ouvrage à cornes, passe le long de la ligne où l'armée est en bataille, et est escortée jusqu'à Ettlingen. En vertu de la capitulation, le gouverneur emmène avec lui quatre pièces de canon (2).

(1) Les régiments de la Marine, Touraine, la Couronne, Bourgogne, Brie, Soissonnais, Beauce, Lenck, Agénois, Santerre, Conty, Deslandes, Berwick, Royal-Bavière, furent employés à ce siège.

(2) D. G., n° 2699.

M. de Belle-Isle adresse au ministre, dans les derniers jours de ce mois, un état sommaire de la disposition des troupes nécessaires à la garde de la Meuse et de la frontière des Évêchés. Cet officier était alors chargé de veiller à l'exécution des travaux et réparations à la ville et à la citadelle de Nancy. M. d'Asfeld présente de même un état de la répartition des troupes dans le commandement des Évêchés, dite armée d'observation, de 8 bataillons et de 26 escadrons. Il y avait en garnison 23 escadrons et 33 bataillons, dont 13 de milices.

L'empereur prétendait que l'Angleterre et la Hollande devaient, en vertu des traités de 1731, lui fournir des secours contre la France. Les Anglais et les Hollandais se plaignirent que l'Autriche eût pris un rôle agressif dans les affaires de Pologne, et Fleury obtint d'eux un engagement de neutralité, en promettant de n'attaquer ni les places de la Bavière, ni les Pays-Bas autrichiens.

Après l'évacuation de Kehl par la garnison impériale (31 octobre), le maréchal de Berwick fit occuper le fort par 3 bataillons, aux ordres de M. de Gensac, et prit ses dispositions pour marcher en avant. Il envoya (2 novembre) M. de Givry, avec 6 bataillons des régiments de Piémont, de Lyonnais et d'Angoumois, rétablir le pont d'Huningue (1), et descendit le lendemain, avec la première division de l'armée, du côté du Fort-Louis, par la rive droite du Rhin. Il s'arrêta ce jour-là (3 novembre) à Bischofsheim et Freistett, à trois lieues de Strasbourg, et le 4 à Lichtenau; 19 bataillons (2) et 27 escadrons (3) campèrent entre le Rhin et l'Acher, derrière la route de Kehl à Rastadt, la gauche en face de Lichtenau, la droite à Helmetingen sur le Rhin. Le camp était établi sur une seule ligne du nord au sud : 14 bataillons d'infanterie au centre, en arrière et à hauteur de Scherzheim; la cavalerie aux ailes, fractionnée en deux groupes d'égale force. La gauche se trouvait adossée à un marécage, et couverte, de flanc et de face, par l'Acher et le village de Lichtenau; la droite s'étendait jusqu'aux pre-

(1) D. G., vol. 2700.

(2) Navarre, 3; Royal, 2; Artois, 1; Normandie, 3; Touraine, 2; Soissonnais, 1; Montmorency, 1; Richelieu, 2; Conty, 2; Saxe, 2 = 19 bataillons.

(3) Gendarmes, 8; Royal-Allemand, 3; Fitz-James, 3; Royal, 3; Lévis, 2; Cayeux, 3; d'Aumont, 2; Beaucaire, 3 = 27 escadrons.

mières maisons d'Helmetingen; 2 escadrons du régiment de Berchiny (hussards) campaient en arrière de la droite, à proximité du Rhin. Le village de Scherzeim était occupé par 1 bataillon, et entre ce village et Lichtenau, en face d'Ulm, les bords de la rivière étaient gardés par 4 bataillons, qui donnaient à la gauche du camp une solidité exceptionnelle.

La seconde division, aux ordres du duc de Noailles, rejoignit le 5, sans s'être arrêtée à Lichtenau. Toute l'armée réunie (40 bataillons, 71 escadrons) campa sur deux lignes, la droite à Stollhofen, la gauche à Hugelsheim, et le centre en avant du village de Sollingen. Le camp était dans une très belle plaine et sur un bon terrain, ayant le Rhin derrière et un bois devant son front.

Le maréchal fit construire deux ponts sur le Rhin, l'un au Fort-Louis, l'autre à Drusenheim, et arrêta le campement de plusieurs bataillons dans l'île du Marquisat, pour couvrir ces ouvrages. Le pont de Huningue était achevé. Après l'arrivée de M. de Givry (8 novembre), 2 bataillons occupèrent la tête à la rive droite du Rhin, et s'y retranchèrent.

L'armée impériale, commandée par le prince de Bewern, qui d'abord campait à Pilsen en Bohême, au nombre de 15,000 hommes, marcha en même temps dans le haut Palatinat, pour empêcher les troupes de l'électeur de Bavière d'effectuer leur jonction avec l'armée française.

Pendant ces mouvements en Allemagne, M. de Belle-Isle, commandant dans les Évêchés, assurait la défense de cette province. Laissant à M. de Polastron (1) le soin de couvrir la frontière de Champagne, il visite le camp volant de M. de Cilly sous Longwy, pour contenir la garnison de Luxembourg, et empêcher qu'elle ne fît des courses sur notre frontière. D'un autre côté, M. le maréchal du Bourg, en Alsace, met cette province à l'abri de toute surprise, et en expulse seulement les sujets de l'empereur, en y laissant ceux des autres princes de l'Empire que la déclaration de guerre ne concernait en aucune façon.

(1) De Polastron (Jean-Baptiste, comte), né en 1686; maréchal de camp le 20 février 1734; lieutenant général le 1er mars 1738; mort le 4 mai 1742, à Volin (Bohême). (D. G.)

Le 9, les députés des cercles du Rhin électoral d'Autriche, de Franconie, de Souabe et du haut Rhin signèrent un traité d'association pour l'augmentation de leurs troupes, afin de pourvoir à leur sûreté, en se tenant simplement sur la défensive (1).

L'hiver commençait. Fleury craignit d'exposer aux intempéries d'une saison rigoureuse sa belle armée. Le 11, le 12 et le 13 novembre, les troupes commandées par le maréchal de Berwick repassèrent le Rhin pour prendre leurs quartiers d'hiver : 34 bataillons de campagne, 12 de milices et 18 escadrons sont répartis dans les places de l'Alsace; le reste de l'armée marche, sur plusieurs colonnes, en Franche-Comté, en Lorraine et dans les Évêchés. Le camp volant de M. de Cilly sous Longwy, et qui dépendait également du maréchal de Berwick, se sépare en même temps pour se rendre à ses quartiers d'hiver.

Dix bataillons des régiments de la Marine, de Pons, d'Alsace, de Mortemart, de Santerre et de Royal-Bavière, campèrent dans l'île du Marquisat, sous les ordres de M. de Quadt, afin de protéger l'achèvement des ponts et des ouvrages entrepris sur ce point. Les 6 bataillons que M. de Givry avait conduits à Huningue restèrent également sur la rive droite du Rhin, et assurèrent le travail des ponts à rétablir dans cette partie. Les pluies interdisaient toute opération sur le Rhin.

Le maréchal part, le 15, du Fort-Louis, pour une tournée dans les places de l'Alsace. Pendant son absence, le maréchal du Bourg dut veiller sur les quartiers d'hiver en Alsace, en Franche-Comté, en Lorraine, dans les Évêchés et en Champagne. Sous ses ordres, M. de Dreux commanda dans la haute Alsace, M. de Quadt dans la basse Alsace, M. de Belle-Isle dans les Évêchés, M. de Lutteaux en Lorraine. Il y eut aussi cinq maréchaux de camp et huit brigadiers employés pendant l'hiver. Les autres officiers généraux, remerciés des services qu'ils avaient rendus pendant cette courte campagne, quittèrent l'armée avec des congés.

Après le départ des troupes de l'armée du Rhin pour leurs quartiers d'hiver, le maréchal de Berwick visita les fortifications de Landau, et mit cette place, ainsi que toute la basse Alsace, à l'abri des coups de l'ennemi, comme il avait fait au Fort-Louis,

(1) D G., vol. 2701.

dans l'île du Marquisat, où l'on pressait l'achèvement de deux ouvrages à cornes. Les deux ponts de bateaux établis au Fort-Louis et à Drusenheim furent repliés, pour épargner les frais d'entretien pendant l'hiver. On les remplaça provisoirement par deux ponts volants. M. de Givry reçut l'ordre d'exécuter à Huningue la même opération.

Le maréchal de Berwick se rendit, le 17, à Strasbourg. Il en partit le 21, après avoir fixé les quartiers d'hiver de ses troupes, de concert avec le maréchal du Bourg, et, traversant la haute Alsace, il inspecta les fortifications de Neu-Brisach, Huningue et Belfort, avant de se rendre à Versailles.

Le maréchal du Bourg passe l'hiver à Strasbourg, chargé de veiller à la sûreté de l'Alsace, de la Franche-Comté, des Évêchés et de la Champagne, et de commander les troupes françaises distribuées dans la Lorraine, où l'on établit 15 escadrons. La duchesse de Lorraine fit donner à ces troupes le logement et le fourrage, sur la demande du roi, qui défendit expressément à ses officiers de tolérer la moindre atteinte aux droits et aux intérêts de la maison de Lorraine.

Ainsi, à la fin de novembre, nos troupes étaient parfaitement installées dans les quartiers d'hiver, sur toute la frontière d'Allemagne, et même sur celle des Pays-Bas. Les 6 bataillons aux ordres de M. de Givry repassèrent aussi le Rhin, et furent cantonnés dans les villages près de Huningue, sur les terres de l'empereur. On ne laissa sur la rive droite que 400 hommes, pour garder les retranchements et protéger les travailleurs. Le pont de bateaux du grand Rhin fut replié. Les ouvrages de l'île du Marquisat achevés, 4 bataillons seulement restèrent au Fort-Louis; les 6 autres prirent leurs quartiers d'hiver sur la rive gauche.

Le 27 novembre, la France et la Hollande signèrent un traité de neutralité au sujet des Pays-Pas autrichiens. Luxembourg même y fut compris. Grâce à cette circonstance et aux mesures qu'il avait prises, M. de Belle-Isle n'avait plus rien à craindre pour les Évêchés et la frontière de Champagne; il devait envoyer en Alsace toutes les troupes et les officiers généraux que le maréchal du Bourg pourrait lui demander si les Impériaux attaquaient cette province, comme ils semblaient en avoir le dessein.

En effet, vers le commencement de décembre (1), le maréchal fut informé que l'armée impériale, commandée par le prince de Bewern, s'approchait du Rhin. Le général Schmettau, avec la colonne de droite, arrivé par la Bohême, occupa le pays depuis Esslingen, Stuttgardt, Heilbronn, Pforzheim, Durlach, Rheinhausen et Ettlingen, jusque vers Kehl. La colonne de gauche, sous le prince de Hohenzollern, après s'être emparée, contre tous les droits, de la ville de Neubourg, appartenant à l'électeur palatin, s'étendit derrière les montagnes Noires, et tint Riedlingen, Donaueschingen, Rottweil, Willingen, Tryberg, Schiltach, Hornberg et la vallée de la Kinzig.

Le maréchal du Bourg avait trente-sept lieues de pays à garder, depuis Huningue et Bâle jusqu'à Lauterbourg. Comme ses infirmités le condamnaient alors à l'immobilité, il pria le roi d'envoyer en Alsace le maréchal de Berwick ou tout autre général qui pût agir par lui-même et l'aider de ses conseils. En attendant, il prit ses dispositions pour couvrir la province. La répartition des quartiers d'hiver permettait de rassembler en très peu de temps 30 bataillons et 58 escadrons, indépendamment des milices et des garnisons indispensables dans les places. On mit la dernière main aux réparations du fort de Kehl. La garnison de Huningue fut portée à 5 bataillons, ainsi que celle du Fort-Louis. Le 9, le maréchal eut avis que les Autrichiens menaçaient à la fois le bas et le haut Rhin. Des détachements de la colonne arrivée à Ettlingen s'étaient embusqués dans l'île du Marquisat, près du Fort-Louis. Dans les environs de Huningue deux vedettes de dragons avaient été enlevées. Il ordonna, le 10, à M. de Dreux de se rendre à Marckolsheim avec le gros de ses troupes. Le reste fut réparti dans les principaux postes du Rhin entre Marckolsheim et Strasbourg, vis-à-vis le château de Sponeck, endroit favorable à la construction d'un pont par les Autrichiens. M. de Givry, partant de Huningue, le 11, descendit le Rhin avec 5 bataillons et 1 régiment de dragons, pour cantonner dans les villages de Bantzenheim et de Schalampé, vis-à-vis de Neuenburg, prêt à jeter un pont sur ce point. En même temps, M. de Quadt, dont les troupes occupaient le Fort-Louis et couvraient la basse Alsace, devait se tenir sur ses gardes. M. de Cilly,

(1) D. G., vol. 2702.

désigné (5 décembre) pour commander en Alsace, sous l'autorité du maréchal du Bourg, avait quitté le pays messin; il arriva, le 13, à Strasbourg (1) afin de s'entendre avec le maréchal.

Les Autrichiens s'étendaient, sur la rive droite du Rhin, depuis Freyburg jusqu'à Philippsburg. Une partie de l'armée impériale était répandue dans la forêt Noire et le Brisgaw, l'autre sur le bas Rhin, du côté de Philippsburg, d'Ettlingen et de Pforzheim, où se trouvait le quartier général du prince de Bewern. Informé de cette situation (16 décembre), le gouvernement français résolut d'envoyer des Évêchés et de Franche-Comté des renforts considérables (69 bataillons et 60 escadrons) en Alsace, pour mettre le maréchal du Bourg et M. de Cilly en état de repousser toutes les attaques de l'ennemi. Mais on ne tarda pas à s'apercevoir que le dessein des Impériaux était moins offensif que défensif. Ils mettaient à fortifier leurs positions un soin qui indiquait de la faiblesse et de la crainte. En effet, l'effectif de l'armée autrichienne ne dépassait pas 20,000 hommes, en dehors des garnisons de Friburg, Vieux-Brisach, Philippsburg, et d'autres de faible importance. Sans magasins, sans artillerie, cette armée ne pouvait rien entreprendre contre l'Alsace pendant la saison rigoureuse. Aussi les Impériaux semblaient-ils surtout préoccupés de couvrir leurs quartiers d'hiver. Ils réparaient en toute hâte les fortifications de Philippsburg. De nombreux pionniers travaillaient aux lignes d'Ettlingen, complètement rétablies vers la fin de décembre.

Rassuré de ce côté, le roi se contenta d'envoyer en Alsace 10 bataillons aux ordres de M. d'Aubigné (2), de faire avancer 8 escadrons en Lorraine et quelque cavalerie de Franche-Comté vers Belfort. Ces corps se trouveraient ainsi à portée de renforcer les troupes qui gardaient les bords du Rhin, où il y avait déjà 57 bataillons, tant de campagne que de milices, et 18 escadrons. Le 22 décembre, les troupes campées à Marckolsheim avec M. de Cilly se replièrent sur Strasbourg et les villages environnants. Le 28, 3 régiments de cavalerie et les troupes de Franche-Comté en route pour Belfort s'arrêtèrent à une et deux journées de cette place, et prirent leurs cantonnements.

(1) D. G., vol. 2703.

(2) Louis-François d'Aubigné de Vigny (comte), né en 1685, maréchal de camp le 1er février 1719, lieutenant général le 1er avril 1734, décédé le 26 septembre 1745.

CHAPITRE VII.

GUERRE DE LA SUCCESSION DE POLOGNE.

CAMPAGNE D'ALLEMAGNE (1734).

Janvier. Le maréchal du Bourg met l'Alsace à l'abri des Impériaux. — Positions des troupes. — *Février*. Camp retranché sous Lauterburg. — *Mars*. 30. Le maréchal de Berwick arrive à Strasbourg. — Rétablissement des lignes d'Ettlingen. — *Avril*. Distribution des troupes du maréchal de Berwick. — L'armée impériale se concentre aux environs de Philippsburg. — 4. Le chevalier de Belle-Isle marche à Trarbach. — 8. Surprise de Trarbach. — 9. Le comte de Belle-Isle arrive à Trèves. — 11. A Trarbach. — 25-26. Tranchée ouverte devant le château de Trarbach. — 28. Arrivée du prince Eugène à l'armée impériale. — *Mai*. 1. L'armée française rassemblée au Fort-Louis. — 2. Elle passe le Rhin; capitulation du château de Trarbach. — 4. Le duc de Noailles et le prince de Tingry s'emparent des lignes d'Ettlingen. — 5. L'armée est remise à Mülhburg. — 10. Elle campe à Brüchsal; l'armée impériale se retire à Heilbronn. — 23. Camp de Philippsburg. — 24, 25, 26. Investissement de Philippsburg. — *Juin*. 1-2. Tranchée ouverte à la gauche du Rhin. — 3. L'ennemi abandonne l'ouvrage à corne de la gauche du Rhin. — 4-11. Travaux du siège de Philippsburg; mouvements de l'ennemi pour l'inquiéter. — 12. Le maréchal de Berwick est tué à la tranchée. — M. d'Asfeld prend le commandement de l'armée. — 16. MM. d'Asfeld et de Noailles nommés maréchaux de France. — 19-30. Continuation des opérations du siège; le prince Eugène se rapproche de nos lignes. — *Juillet*. 1-8. Les Impériaux en menacent la droite. — 9-13. La crue du Rhin arrête les travaux du siège. — 4. Reprise des travaux. — 18. Capitulation de Philippsburg. — 23. M. de Belle-Isle s'empare de Worms. — 28. L'armée française repasse le Rhin. — *Août*. 4. L'armée française à Oppenheim. — 5-8. Le prince Eugène marche vers Mayence. — 13. L'armée française décampe d'Oppenheim. — 14-22. Mouvements de l'armée française pour passer le Rhin au Fort-Louis. — Mouvements de l'armée impériale pour couvrir le Wurtemberg. — 24. L'armée française au camp de Kuppenheim. — 27. L'armée impériale repasse le Neckar. — *Septembre*. 3. L'armée française lève le camp de Kuppenheim. — 7. Elle prend position sur la Kinzig. — *Octobre*. 2. Le prince Eugène laisse le commandement de l'armée impériale au duc de Wurtemberg. — 17. Les troupes françaises du camp de Renchen joignent celles d'Offenburg. — 20. L'armée décampe d'Offenburg pour aller prendre ses quartiers sur la rive gauche du Rhin. — 22. Départ de M. d'Asfeld; le maréchal de Noailles prend le commandement. — 23. L'ennemi occupe Worms. — *Novembre*. 1-6. Le maréchal de Noailles rassemble des forces sur la

Queich pour attaquer les Impériaux à Worms. — 7. Manœuvres du commandant français qui amènent l'évacuation de Worms. — 9. M. de Phelippes occupe Worms. — Les troupes sont dirigées vers leurs quartiers d'hiver. — *Décembre*. 1-15. Le maréchal de Noailles pourvoit au bien-être de ses troupes et à la sûreté de ses quartiers d'hiver. — 26. Il quitte l'armée.

Au commencement de janvier (1), le maréchal du Bourg prit de nouvelles dispositions pour mettre l'Alsace à l'abri des entreprises des Impériaux. Il rapprocha de Strasbourg 28 bataillons, et les cantonna de manière à pouvoir les rassembler en trois jours, et les porter sur le haut ou sur le bas Rhin, suivant que les mouvements de l'ennemi menaceraient la haute ou la basse Alsace. Il dressait en même temps un ordre de bataille à cette infanterie, divisée en quatre brigades, se proposant de concentrer également la cavalerie et les dragons, en cas de besoin. Il avait sous ses ordres trois lieutenants généraux : M. de Cilly, commandant en second, MM. de Dreux et de Quadt. Ces deux derniers devaient visiter le Rhin depuis Huningue jusqu'à Lauterburg. Trois maréchaux de camp, MM. de Givry, de Balincourt et d'Aubigné, veillaient à la sûreté des emplacements des différents quartiers.

Les Impériaux travaillaient activement aux lignes d'Ettlingen et de Stollhofen. Le 9, le maréchal rétablit un pont de bateaux sur le Rhin au Fort-Louis, afin de les inquiéter, et d'augmenter leurs fatigues en les retenant à ces travaux plus qu'ils n'auraient voulu. Vers le même temps, 3 bataillons de la garnison de Schlestadt descendirent en basse Alsace, et cantonnèrent dans les villages de Weyersheim, Hœrdt, et Brettenheim, sur la Zorn, et furent remplacés par 3 bataillons des troupes aux ordres de M. de Givry.

Au 15 janvier, les forces de l'armée impériale et des Cercles embrassant le parti de l'Empereur s'élevaient à 46 bataillons, 27 compagnies de grenadiers et 73 escadrons. La rumeur publique grossissait beaucoup cet effectif, en y comprenant des Prussiens, Hessois, Hanovriens, Danois, Saxons et autres, qui devaient rallier cette armée sur le Rhin, afin de permettre à Charles VI d'envoyer

(1) Voir Dépôt de la Guerre, vol. 2723.

50,000 Autrichiens et Hongrois en Italie, où la guerre était plu active et où le maréchal de Villars venait de prendre Milan (30 décembre) et Novare (7 janvier).

En réalité, à la fin du mois de janvier, il n'y avait encore, outre la cavalerie, que 49 bataillons de l'Empereur et des Cercles à l'armée répandue le long du Rhin, en Souabe, en Franconie, à Freyburg, à Vieux-Brisach et dans Philippsburg, ce qui ne parut point au commandant français mériter qu'on augmentât les forces du roi en Alsace, ou qu'on adoptât de nouvelles dispositions pour mettre cette province à l'abri de toute surprise. Mais comme on annonçait que Vienne allait faire descendre une seconde armée dans les électorats ecclésiastiques, où l'on préparait de grands magasins, M. de Belle-Isle pourvut, de son côté, à la sûreté des Évêchés.

Le duc de Bewern établissait son quartier général à Carlsruhe, faisait rassembler des bateaux sur la rive droite du Rhin, en même temps qu'un parc d'artillerie à Durlach. Ces mouvements des troupes autrichiennes se terminèrent par des quartiers d'hiver; 3 bataillons des garnisons de Freyburg et de Vieux-Brisach occupèrent les villes forestières.

Le 3 février (1), le maréchal du Bourg donne des ordres pour achever au Fort-Louis et à Huningue les ponts sur pilotis et réparer les fortifications de cette dernière place. Il proposait aussi de rétablir les lignes de la Lauter, ébauchées par le maréchal de Villars dans les guerres précédentes. Il y eut plusieurs mémoires sur ces travaux, dont la proposition fut approuvée par le gouvernement.

Le 4, M. d'Angervilliers engageait le maréchal à donner tous les secours de troupes que M. de Quadt, commandant au Fort-Louis, pourrait lui demander, en vue de détruire les bateaux chargés de grains et de fourrages achetés à Mayence par les commissaires impériaux, s'ils remontaient le Rhin, ou de resserrer les ennemis dans leurs quartiers sur la rive droite. Le ministre exprimait en même temps à M. de Belle-Isle l'intention de faire subsister en avril une armée de 30,000 hommes sur la basse Moselle, et d'ôter ainsi à l'ennemi les subsistances de ce côté, ce qui entraînerait le siège de Trarbach. En conséquence, M. de Belle-Isle

(1) Dépôt de la Guerre, vol. 2724.

empêcha les grains de sortir de la Lorraine et du duché de Luxembourg.

Le poste de Selz est occupé, le 6, par un détachement de la garnison de Beinheim. La veille, l'armée d'Italie, en s'emparant du château de Tortone, avait terminé la conquête du Milanais, au moment même où la cathédrale de Strasbourg célébrait par un *Te Deum* solennel la prise de la citadelle de Milan.

Le maréchal de Berwick, destiné à commander l'armée d'Allemagne, pensait qu'il fallait profiter des succès de Villars au delà des Alpes et de l'infériorité de l'armée impériale dans la Souabe, pour activer les opérations sur le Rhin. Le 13 février, il remit au roi deux mémoires démontrant la nécessité d'entrer en campagne le plus tôt possible.

Les officiers étalaient alors un luxe scandaleux, et encombraient l'armée d'une multitude de valets, de bêtes de somme et de voitures (1). En vue de la campagne qui allait s'ouvrir, le règlement du 15 février réforma cet abus.

Le 23, M. de Cilly est détaché de Strasbourg et envoyé à Lauterburg, pour commencer le rétablissement des lignes de la Lauter, sous la protection de 2 bataillons. L'activité imprimée à ces travaux par la présence de M. de Gensac, qui suivit de près M. de Cilly, l'installation du poste de Selz sur les terres de l'électeur palatin, l'approvisionnement de Landau, inquiétèrent le prince de Bewern, dont le quartier général était à Carlsruhe.

De son côté, M. de Belle-Isle insistait (1[er] mars) (2) sur la nécessité de refaire les fortifications de Metz et de Thionville.

Les événements ne tardèrent pas à justifier les appréhensions des commandants de l'Alsace et des Trois-Évêchés. En effet, le 3 mars parut le *conclusum* de la diète de l'Empire du 22 février. A la majorité de cinquante et une voix contre quatorze, considérant la prise de Kehl comme une violation du territoire germanique, elle avait déclaré la guerre à la France. Seuls, les électeurs de Bavière, de Cologne et du Palatinat protestèrent contre cette résolution. La Russie envoyait 16,000 hommes aider sur le Rhin l'Autriche, qui lui donnait un vassal en Pologne. La France pouvait se

(1) *Journal de Barbier*, t. II, p. 28.

(2) Dépôt de la Guerre, vol. 2725.

défier de la neutralité anglaise : dans la politique du cabinet de Londres, les engagements, même solennellement pris, cèdent souvent aux intérêts.

D'après les avis que l'on recevait d'Allemagne, l'Empereur, décidé à pousser vigoureusement la guerre, s'efforçait d'entraîner dans le complot la Hollande et l'Angleterre. Il avait levé 8 nouveaux régiments et augmenté tous les anciens. Il se proposait d'avoir 100,000 hommes sur le Rhin, en deux corps. Le premier, formé des contingents fournis par les Cercles (40,000 hommes), se tiendrait sur la défensive dans les lignes d'Ettlingen. Les 15,000 Impériaux, qui occupaient ces ouvrages, descendraient le Rhin vers Mayence, où ils seraient joints par 40,000 Danois, Prussiens, Saxons, Hanovriens, Hessois et autres troupes à la solde de l'Empire. Ce deuxième corps devait agir offensivement dans les Évêchés. Tels étaient les projets de la cour de Vienne. Les Impériaux formaient de grands approvisionnements le long du Rhin. En attendant les contingents des Cercles, et l'arrivée du prince Eugène, qui devait les commander, ils mettaient la dernière main aux lignes d'Ettlingen. Sur la rive gauche du fleuve, nous travaillions sans relâche aux lignes de la Lauter, aux ponts sur pilotis du Fort-Louis et de Huningue.

Le 7 mars, Louis XV écrit à la duchesse deLorraine pour lui demander de laisser fournir par ses sujets, contre payement, des voitures aux munitionnaires et entrepreneurs tant des étapes que des fourrages des armées françaises, d'ordonner la création de magasins dans les entrepôts qui seraient indiqués, de permettre aussi la coupe des bois propres aux palissades. Dans une seconde lettre, du 13, le roi insistait sur la fourniture des voitures, chevaux, grains, fourrages, pionniers, enfin de tout ce qui est nécessaire aux troupes en campagne. La duchesse n'eut ni le pouvoir, ni sans doute l'intention de refuser.

A la même date, les officiers généraux désignés pour des emplois dans l'armée, reçoivent, avec leur nomination, l'ordre de se rendre immédiatement à leur poste. Le maréchal de Berwick, nommé au commandement des troupes sur la frontière d'Allemagne, prend congé du roi, le 24, avec l'intention de marcher aussitôt sur Philippsburg, sans donner à l'ennemi le temps de concentrer toutes ses forces.

Les Impériaux, que nos mouvements inquiétaient, avaient franchi le Rhin vis-à-vis de Philippsburg et à la Petite-Hollande, et, le 20, des partis s'avançaient sur Kayserslautern, Kreuznach et Kirn. Le maréchal du Bourg dirige M. de Cilly vers la Lauter avec l'infanterie des environs de Strasbourg, tandis que M. de Belle-Isle se rendait à Phalsbourg, avec 5 bataillons, prêt à se porter sur la Sarre, tant à Saint-Jean de Sarrebrück, qu'à Bouquenon et Sarre-Union. Nos troupes continuèrent leurs mouvements. M. de Belle-Isle se disposait à conduire du côté de Trèves 30 bataillons et 18 escadrons avec 18 régiments d'infanterie, sortant de leurs quartiers d'Alsace, qui se rendaient successivement dans les lignes de la Lauter. M. de Cilly s'établit à Salmbach, au centre de ces lignes; M. de Balincourt, à Weissemburg, où était la gauche ; M. de Gensac, à Lauterburg, fermant la droite. La cavalerie était également prête à marcher.

Les Impériaux se concentraient dans leurs lignes d'Ettlingen et dans les environs de Philippsburg, pour s'y tenir sur la défensive. Le prince Eugène, qui avait désapprouvé cette guerre, ne se pressait pas de venir prendre son commandement. Une partie des forces impériales avait passé en Italie, et les contingents de l'Empire rejoignaient très lentement. Le quartier général du prince de Bewern était toujours à Carlsruhe.

Nous n'avions en face de nous qu'une armée peu nombreuse et en voie de concentration. Il importait de mettre à profit ce concours de circonstances favorables. Aussi, dès les premiers jours d'avril (1), le maréchal de Bervick, arrivé le 30 mars à Strasbourg, prit toutes ses dispositions pour l'ouverture de la campagne sur le Rhin et sur la Moselle. Ses ordres prescrivirent de faire sortir de leurs quartiers d'hiver les troupes cantonnées en Alsace, en Franche-Comté, en Lorraine, dans le pays messin et sur la frontière de Champagne. Son commandement s'étendait sur toutes ces provinces, où il y avait 140 bataillons et 115 escadrons. Avec cet effectif, il pouvait former une armée de siège et une armée d'observation.

Malheureusement les approvisionnements n'étaient guère plus avancés que l'année précédente, et l'on ne s'entendait point à

(1) Dépôt de la Guerre, vol. 2726.

Versailles sur la direction à donner aux opérations. On discutait alors plusieurs plans de campagne. Le premier, celui du roi et du maréchal de Berwick, consistait à profiter de l'infériorité de l'ennemi pour attaquer Philippsburg avant la fonte des neiges des montagnes suisses, qui occasionne toujours une crue du Rhin. D'après un deuxième projet, on devait assiéger Mayence, où avait été publiée la déclaration de guerre contre la France, en vertu du *conclusum* de la diète de l'Empire. Pour cette opération, nous obtiendrions le concours des électeurs protestateurs de Cologne, de Bavière et du Palatinat. Le ministre de la guerre, entrant dans les idées de M. de Belle-Isle, conseillait de s'emparer de Trèves et de Trarbach avant de franchir le Rhin. L'exécution de ce dernier plan constituait sans contredit l'opération la plus facile, mais aussi la moins décisive. On l'adopta, afin de se donner le temps de préparer l'attaque de Philippsburg.

Pour empêcher l'ennemi de jeter dans le Hundsrück des forces considérables, il fallait le tenir constamment sous la menace d'un passage du Rhin entre Kehl et Mannheim. Dans ce but, le maréchal commença par assembler (6 avril) à Landau et à Lauterburg 42 bataillons et 10 escadrons, qu'il établirait ensuite à proximité du fleuve. Après avoir ainsi pris ses dispositions en vue d'inquiéter les Impériaux et d'immobiliser une partie de leurs troupes, il prépare le mouvement sur la basse Moselle. Homme à vastes projets, qu'il suivait avec une ardeur extrême, aspirant à tout, capable de beaucoup de choses par ses grands talents, mais sujet aussi à s'égarer dans ses systèmes, à se laisser éblouir par des apparences, le comte de Belle-Isle, petit-fils du surintendant Fouquet, avait obtenu du ministre de la guerre que les hostilités commenceraient par le siège de Trarbach, et s'en était fait donner la direction. Voulant régler définitivement son attaque, il écrivait, le 25 mars, à M. de Chermont, officier ingénieur en résidence à Toul, de se rendre à Nancy le 27 à midi; il y serait de sa personne, pour s'entretenir avec le commandant en chef de l'armée d'Allemagne. M. de Berwick et M. de Belle-Isle restèrent enfermés deux jours entiers, et ne se séparèrent que le 29, le maréchal prenant la route d'Alsace, et M. de Belle-Isle celle de Metz, emmenant avec lui M. de Chermont, auquel il réservait l'exécution de ses projets d'attaque par surprise, sous son frère, le brigadier de

Belle-Isle. Il devait s'avancer des Évêchés à Sarrebrück avec quatre maréchaux de camp, 15 bataillons et 21 escadrons. Le duc de Noailles eut ordre de se rendre à Sarrelouis avec deux autres lieutenants généraux, six maréchaux de camp, 16 bataillons et 20 escadrons, pour se porter ensuite dans le Hundsrück entre Kayserslautern et Trarbach. Son rôle consistait à couvrir l'opération de M. de Belle-Isle. On ne lui en communiqua rien. D'abord, son amour-propre en souffrit; mais son zèle pour le bien du service n'en fut point refroidi. Jamais général n'écrivit plus au milieu des camps, et ne fut cependant plus attentif à tous les détails du commandement. Sa tente pouvait se comparer au cabinet d'un ministre, et quelquefois d'un homme de lettres, quoique ses troupes le vissent toujours en mouvement. M. de Tarneau eut ordre de camper sur la Chiers avec deux maréchaux de camp, 6 bataillons et 15 escadrons, pour observer la garnison de Luxembourg, et la contenir dans le cas où elle voudrait violer la neutralité de ce duché. Le maréchal de Berwick chargea M. de la Tour de Manse de s'emparer de la principauté de Montbéliard au nom du roi. Les ponts du Fort-Louis et de Huningue achevés, le chevalier de Givry fut laissé dans la haute Alsace, afin de couvrir le haut Rhin et d'inquiéter l'ennemi qui se trouvait en Brisgaw.

Le 7 avril, toutes les troupes se trouvaient assemblées aux points indiqués, et étaient immédiatement mises en marche pour leurs différentes destinations.

M. de Belle-Isle quitte Sarrebrück le 8, franchit la Sarre à Konsarbrück et arrive, le 9, à Trèves, où il entre sans résistance. Laissant dans cette ville 4 bataillons et toute sa cavalerie sous les ordres de MM. d'Aubigné et de Cherizey, il parvint, le 11, à Büdlich avec son infanterie. Le 12, il établit son camp au village d'Irmenach à une lieue de Trarbach. Son frère, le brigadier de Belle-Isle, détaché en avant avec 14 compagnies de grenadiers (1), 200 soldats des compagnies franches de Desthiers et Pauly et 50 dragons, occupait déjà la ville. Dès le 5, M. de Chermont s'était rendu compte du profil de la place. Dans la nuit du 9 au 10, le corps du

(1) 2 de Touraine, 2 de la Couronne, 2 de Vermandois, 1 de Mailly, 1 de Soissonnais, 1 de Vivarais, 1 de Beaujolais, 1 de Courten, 1 de Lenck, 1 de Rosnyvinen et 1 de Gâtinois.

brigadier de Belle-Isle, formé en deux colonnes, se mettait en mouvement au premier coup de minuit sonnant à l'horloge de la cathédrale. A 9 heures du matin, la porte de Birkenfeld était enlevée, le gouverneur arrêté, et nos soldats poursuivaient les dernières troupes se réfugiant dans le château, qui fut investi.

Le duc de Noailles, destiné à couvrir l'expédition de la basse Moselle, sortait, le 8, de Sarrelouis, à la tête de la première division de ses troupes, et couche le soir même à Lehbach. Le lendemain, pendant que sa seconde division s'avançait de Sarrebrück à Ottweiler, il se portait à Saint-Wendel; le 10, il était à Cusel; le 11, à Baumholder; le 12, à Kirn.

Comme ces incursions répandaient la terreur dans le Hundsrück, le maréchal de Berwick, parti, le 8, de Strasbourg, avec M. de Brou, intendant de son armée, et quelques officiers généraux, visitait les troupes rassemblées, le 6, à Lauterburg et à Landau, et les dirigeait vers le Rhin. Il les fit camper (9 et 10 avril) sur une ligne le long de ce fleuve, la droite à la Petite-Hollande, la gauche dans le Spirebach. Il établit son quartier général à Spire, met des postes à Germersheim, Yockgrim, au château de Hagenbach pour la communication de sa droite à Lauterburg; d'autres, au-dessus de Spire, couvraient sa gauche. Les forces réunies sur ce point s'élevèrent bientôt à 44 bataillons et à une quarantaine d'escadrons.

M. de Belle-Isle avait arrêté ses troupes au village d'Irmenach, dans l'emplacement occupé par M. le maréchal de Tallard (1), lors du dernier siège de Trarbach; mais les fortifications de cette place avaient été depuis considérablement augmentées. Le jour même de son arrivée à Irmenach (12 avril), il se rend de sa personne à Trarbach, et jette deux ponts sur la Moselle. A cette date, M. de Berwick lui écrivait d'assiéger le château avec 15 pièces de gros canon et 14 mortiers, qu'il devait au plus vite faire venir de Sarrelouis. Le

(1) Tallard (Camille d'Hostun, comte de), né le 7 février 1652, aux gendarmes anglais en 1667, brigadier de cavalerie en 1677, maréchal de camp en 1688, lieutenant général en 1693, maréchal de France le 14 janvier 1703, chargé de tenir tête aux Impériaux sur la rive gauche du Rhin, termine heureusement cette campagne par la prise de Spire, le 15 novembre. Il a le malheur d'attacher son nom, l'année suivante, à la désastreuse journée d'Hochstett. Prisonnier en Angleterre jusqu'en 1711, du conseil de régence en 1715, ministre d'État en 1726. Il mourut à Paris le 30 mars 1728.

maréchal mandait en même temps à M. de Tarneau d'appuyer les opérations du siège avec ses 6 bataillons et ses 15 escadrons, et au duc de Noailles de se placer du côté de Homburg avec 10 bataillons et 17 escadrons, et d'envoyer 6 bataillons et 3 escadrons à Kayserslautern, afin d'être aussi à portée de secourir M. de Belle-Isle, si l'ennemi tentait de dégager Trarbach.

Ce fut également le 12 que les habitants de Montbéliard prêtèrent serment au roi devant M. de la Tour de Manse, qui, à la tête d'une partie de la garnison de Besançon, s'était emparé, la veille, de la ville et du château.

Le camp d'Irmenach vit arriver, le 13, 4 bataillons et des dragons, qui furent rejoints, le lendemain, par 6 autres bataillons et l'artillerie de campagne. L'armée de M. de Belle-Isle se trouva composée de 15 bataillons (1) et 9 escadrons (2).

Le roi pressait le maréchal de Berwick de profiter de sa supériorité sur l'ennemi pour passer le Rhin et entreprendre le siège de Philippsburg, s'il espérait terminer l'opération avant la crue causée ordinairement par la fonte des neiges. Cette conquête, faite rapidement dès l'ouverture de la campagne, donnerait de l'audace aux troupes, couvrirait la basse Alsace, et permettrait de protéger ceux des princes de l'Empire qui hésitaient encore à se livrer aux vues de l'Autriche.

Au 15 avril, l'Empereur avait en Italie 64,639 hommes; 11,645 dans le duché de Luxembourg; 4,049 dans les pays héréditaires de l'Empire; 22,958 en Hongrie et provinces adjacentes; 42,358 sur le Rhin, sans compter les troupes auxiliaires de Danemark, de Prusse, de Hanovre, de Hesse, et le contingent des Cercles, dont on ignorait encore le chiffre. Mais ces troupes montraient si peu d'empressement, que plusieurs mois pouvaient s'écouler avant leur rassemblement. En réalité, il n'y avait encore en face de nous sur la rive droite du Rhin que 18,000 hommes campés, indépendamment des garnisons et autres forces répandues depuis le Neckar jusqu'à Ettlingen, le tout aux ordres du prince de Bewern, qui, en atten-

(1) 2 de Royal, 2 de Touraine, 2 de la Couronne, 1 de Vermandois, 1 de Soissonnais, 2 de Beauce, 1 de Vivarais, 2 de Courten (suisse), 1 de Lenck (allemand), 1 de Rosnyvinen.

(2) 3 de Mestre-de-Camp-Général, 3 de la Suze, 3 d'Harcourt.

dant ses renforts, avait transféré son quartier général de Carlsruhe à Philippsburg.

Le 16 (1), le maréchal de Berwick commença ses dispositions en vue de former deux armées, outre celle de Moselle. Avec la première, il passerait le Rhin au Fort-Louis, se présenterait aux lignes d'Ettlingen, attirerait toute l'attention de l'ennemi de ce côté, pendant que M. d'Asfeld, récemment arrivé d'Italie, exécuterait, avec la seconde, le passage dans l'île de Neckerau ou ailleurs, marcherait sur Philippsburg; les deux armées se réuniraient ensuite devant cette place pour en faire le siège.

En conséquence, il envoie des ordres dans toutes les provinces où s'étendait son commandement, afin de rassembler au camp de Spire ou en Alsace les troupes restées en arrière. Il laissait 20 bataillons et 23 escadrons sur la Moselle avec M. de Belle-Isle, pour garder Trèves et les environs, et faire le siège du château de Trarbach. Les distances que les corps avaient à parcourir ne permettaient guère d'espérer la concentration avant la fin du mois. En attendant, le général en chef dirige sur Neustadt M. de Balincourt, maréchal de camp, avec 4 bataillons et 6 escadrons. Cet officier devait barrer le Spirebach et communiquer avec M. de Tarlay, lieutenant général des gardes françaises, que le duc de Noailles avait envoyé (16 avril) à Kayserslautern, à la tête de 6 bataillons des Gardes et un régiment de dragons, pour empêcher les ennemis de venir de Mayence sur les troupes du siège de Trarbach. Le 19 avril, 1,200 fusiliers, 6 compagnies de grenadiers, 2 régiments de cavalerie et 20 hussards, détachés du camp de Spire et commandés par M. de Bulkeley (2), marchèrent sur Worms. Les 800 hommes que l'ennemi y avait portés se retirèrent à son approche. On trouva dans la ville beaucoup de blé et d'avoine. Le lendemain, M. de Bulkeley reçut un renfort de 3 bataillons, et fut chargé d'observer un corps autrichien en formation à Mayence, sous les ordres du général Wallès. 5 bataillons suisses et 2 compagnies franches se rendirent encore à Kayserslautern.

(1) Dépôt de la Guerre, vol. 2727.

(2) De Bulkeley (François, comte), né le 11 septembre 1686 à Londres, aide de camp du duc de Berwick, sert au régiment de Berwick-Irlandais, maréchal de camp le 20 février 1734, lieutenant général le 1er mars 1738, décédé le 14 janvier 1756. (D. G.)

Le 18, le maréchal avait mandé au duc de Noailles d'amener en Alsace les 10 bataillons et 17 escadrons campés à Homburg, où l'on avait rassemblé une grande quantité de fourrages du Hundsrück. Le 21, il écrivait au maréchal du Bourg de former sous Strasbourg un camp de quelques bataillons, de la gendarmerie et de la cavalerie venant de la Franche-Comté.

Tandis que s'exécutaient les mouvements préparatoires à la formation des deux armées du Rhin, le commandant des forces laissées sur la Moselle (20 bataillons et 23 escadrons) recevait l'ordre de presser le siège de Trarbach. M. de Belle-Isle avait devant cette place 16 bataillons, dont un d'artillerie, et 9 escadrons de dragons; 10 escadrons de cavalerie et 2 bataillons étaient campés dans les jardins de Trèves; 2 autres bataillons et 4 escadrons, sous M. de Tarneau, couvraient la Moselle. Le premier soin du commandant du camp d'Irmenach fut de tirer des subsistances du pays ennemi ; puis, en attendant les canons, qu'il fallait amener par eau du parc de Sarrelouis, il fit construire des batteries et travailler à leurs débouchés. Le 22 avril, un premier convoi d'artillerie arrivait à Weiler, et une compagnie franche, partie de Trarbach, remplaçait à Kirn celles que le duc de Noailles avait rappelées, le 21, à Kayserslautern. Les jours suivants, pendant que M. de Belle-Isle et ses quatre maréchaux de camp veillaient à tous les préparatifs du siège, la compagnie franche de la Croix poussa une pointe jusqu'au Rhin, et jeta dans ce fleuve 3,000 bombes du dépôt de l'ennemi, et 4,000 sacs d'avoine, qu'elle ne pouvait emporter.

Le 25 au matin, les batteries, à peine terminées, ouvrirent le feu. Le commandant de la citadelle, M. de Hohenfeld, consentait à ne point tirer sur la ville, les Français s'abstenant de toute attaque de ce côté. La nuit suivante, la tranchée est ouverte par 500 travailleurs, que soutenaient 4 compagnies de grenadiers et 3 piquets aux ordres de M. d'Aubigné, une compagnie de grenadiers et 100 dragons à pied sous le chevalier de Belle-Isle. Une parallèle est dessinée. Les assiégés ne s'aperçurent du travail qu'à minuit.

Dans la nuit du 26 au 27, M. de la Fare releva la tranchée, avec un pareil nombre de troupes, perfectionna les communications, ouvrit un boyau vers le fossé au pied de la contrescarpe, malgré le feu violent de la place.

Du 27 au 28, sous les maréchaux de camp de Polastron et de

Chérizey (1), on acheva le boyau. Des zigzags sont poussés jusqu'au fossé, sur le bord duquel on se loge, à la droite de la parallèle, dont la gauche fut perfectionnée. Le travail devenait de plus en plus difficile sur un terrain pierreux. Une nouvelle batterie devenait nécessaire pour protéger les travailleurs.

Du 28 au 29, la sape remonta tout le long du fossé à droite et à gauche. On établit encore une autre batterie, destinée à contenir l'ennemi, qui détruisait souvent le jour les travaux de la nuit.

Pendant celle du 29 au 30, le mineur fut dirigé sur une tour dont le feu incommodait beaucoup les assiégeants. Les deux nouvelles batteries tirèrent sur le château, et l'on commença à combler le fossé de la pièce taillée dans le roc. Les assiégés continuèrent à se défendre vigoureusement. M. de Belle-Isle faillit être tué ; un boulet cassa un madrier sur lequel il était assis.

Le 1er mai, on achevait le comblement du fossé. La mousqueterie fit feu de toutes parts pour couvrir ce travail. 2 compagnies de grenadiers emportèrent l'ouvrage et mirent l'ennemi en fuite. Le logement fut établi jusqu'à la gorge. Le siège touchait à sa fin. Dans la nuit du 1er au 2, on compléta le logement. Le mineur fut attaché de long du mur touchant à la pièce taillée dans le roc. Nos batteries continuèrent avec succès la brèche commencée la veille à la courtine. M. de Hohenfeld arbore le drapeau blanc. La signature de la capitulation a lieu le 2 au soir. La garnison sortit, le 4, avec les honneurs de la guerre. Les officiers et les soldats qui la composaient se retirèrent à Coblentz.

Le chevalier de Belle-Isle porta au roi la nouvelle de cette conquête, en sept jours de tranchée. Le château renfermait beaucoup d'artillerie et de munitions; rien n'y manquait pour continuer la résistance. M. de Belle-Isle s'estimait heureux de l'avoir emporté en si peu de temps, en ne s'obstinant point à faire la garnison prisonnière. Ce prompt succès lui permettait de diriger plus tôt les troupes du siège vers le Rhin, où les opérations étaient commencées.

Dès le 23 avril, conformément aux ordres reçus le 21, le maré-

(1) De Chérizey (Louis), sert au régiment de Tilladet (cavalerie), maréchal de camp le 20 février 1734, lieutenant général le 1er mars 1738. Né le 22 avril 1666, mort le 8 février 1750. (D. G).

chal du Bourg avait campé sous Strasbourg 18 escadrons venant de la Lorraine et de la Franche-Comté. Le duc de Noailles avait aussi exécuté le mouvement de concentration ordonné le 18. Laissant à Kayserslautern 6 bataillons et 1 régiment de dragons, il lève ses cantonnements de Homburg et se trouve, le 25, à Hornbach. Le lendemain, à Bitche, il fut rejoint par sa cavalerie restée sur la Sarre. Le 28, l'infanterie et la cavalerie se réunirent à Haguenau, et campèrent à Bitschwiller. Le 29, le maréchal de Berwick part de Spire avec les dragons et 4 bataillons arrivés la veille de Kayserslautern, et se rend, le 30, au Fort-Louis, où les troupes amenées de la Franche-Comté, de la Lorraine et du Hundsrück l'attendaient pour commencer les opérations. C'était la première armée du Rhin, forte de 32 bataillons, 57 escadrons et 46 pièces de canon; 32 bataillons, 45 escadrons et 12 pièces de campagne devaient former la seconde armée sous les ordres de M. d'Asfeld, laissé au camp de Spire avec trois autres lieutenants généraux et cinq maréchaux de camp.

L'ennemi, de son côté, recevait des renforts à son camp sous Philippsburg, dont le canon avait annoncé, le 28, l'arrivée du prince Eugène. La présence du héros septuagénaire ranima momentanément le courage de l'armée impériale. Mais cette armée ressemblait peu aux vieilles bandes que le défenseur de l'Autriche avait si souvent conduites à la victoire. Formée en grande partie de jeunes paysans ne connaissant pas les manœuvres et d'étrangers qui ne cherchaient que le pillage (1), elle ne permettait guère au remplaçant du prince de Bewern de terminer avec éclat sa carrière militaire. Aussi le prince Eugène fut-il réduit à se tenir sur la défensive, quoique plusieurs princes allemands et le roi de Prusse Frédéric-Guillaume, accompagné du prince royal, son fils (Frédéric II), eussent amené eux-mêmes leurs contingents pour assister à la défaite des Français.

A la fin d'avril, le gros des forces impériales (30,000 hommes environ) était partagé en trois corps: l'un occupait les lignes d'Ettlingen, depuis Daxlanden jusqu'à la montagne; un autre campait aux Capucins, près de Philippsburg; le troisième, entre Rheinhausen et Ketsch. L'Empereur avait, en outre, 4,000 hommes dans

(1) *Seckendorf's Lebens beschreibung.*

le district d'Esels-Hohe; 8 bataillons à Mayence; 2 bataillons, 1 régiment de cavalerie et 1 de dragons à l'embouchure du Mayn, près de Kostheim; 2 sur les bords du Rhin, vis-à-vis de Worms. Sur le haut Rhin, 5 bataillons de campagne, restés dans le Brisgaw, campaient près de Neuenburg. Plus, de nombreux détachements répandus dans les montagnes Noires, depuis l'abbaye de Frauenhal jusqu'à Freyburg.

Le moment décisif approchait. Le maréchal de Berwick arriva, le 1er mai (1), au Fort-Louis avec les officiers généraux employés sous ses ordres. Les troupes s'y rassemblèrent, et campèrent partie sur la rive gauche du Rhin, partie dans l'île du Marquisat, tandis que l'on jetait un pont. La veille, 4 bataillons et 17 escadrons, réunis à Strasbourg, avaient passé le Rhin à Kehl, sous la conduite de M. de la Billarderie, et pris position à Freistett. Le 2, le gros de l'armée exécuta le passage au Fort-Louis, et s'établit sur la rive droite entre Iffesheim et Sandweier. Le duc de Noailles, avec l'avant-garde, se porte, le jour même, à Radstadt. Le 3, tout le corps expéditionnaire campait à Malsh, entre Radstadt et les positions ennemies. C'est là que les princes du sang (1) et les troupes attendues d'Alsace rejoignirent l'armée. Le duc de Noailles devait attaquer, le lendemain, avec 15,000 hommes, les fameuses lignes d'Ettlingen, défendues par 12,000 Autrichiens. On donnait ce nom à une succession de vallées et de hauteurs qui, partant du Keppfemberg, près d'Ettlingen dans le margraviat de Bade, aboutissait au petit village de Mühlburg, sur le Rhin. Quelques ouvrages, destinés à renforcer les points faibles de ce vaste camp retranché naturel, avaient été élevés, en 1707 (2), par l'électeur de Bavière, devenu plus tard roi d'Angleterre, sous le nom de Georges Ier. Ces lignes avaient leur gauche à la montagne, d'où, après avoir serpenté, tantôt sur la crête, tantôt sur la croupe d'une partie de ces hauteurs, elles appuyaient leur droite au Rhin près de Daxlanden. Leur

(1) D. G., vol. 2728.

(2) En 1707, les alliés menacèrent d'entrer en France par la Flandre et le Hainaut, par le Rhin, le Dauphiné et la Provence. Vendôme défendit la frontière du nord, Tessé garda celle des Alpes, Berwick prit l'offensive en Espagne et Villars sur le Rhin. Le 22 mai, il jette des avant-gardes sur Pforzheim, Mannheim, Stuttgard; met à contribution les pays de Bade, de Wurtemberg, de Franconie; répand la terreur dans les bassins du Neckar, du Mayn et du haut Danube.

étendue était énorme, en comptant leurs sinuosités; une grande partie défendue par un retranchement soutenu de gros arbres en échiquier, entrelacés les uns dans les autres et formant ainsi un rempart d'une certaine épaisseur.

La partie qui protégeait la plaine consistait en un parapet, avec sa banquette et son fossé rempli d'eau. Le long de ce vaste retranchement existaient des redoutes et des demi-lunes.

Accompagné du comte de Saxe, alors maréchal de camp, le duc de Noailles reconnut les positions où les Impériaux s'étaient retranchés par de longs et dispendieux travaux. Convaincu, par les rapports de ses officiers et par son examen personnel, que le point le plus faible des lignes était la partie attenante à la chaîne des montagnes Noires, il attira d'un autre côté l'attention de l'ennemi et prépara l'attaque par la montagne. M. Galhau, capitaine d'une compagnie franche, et bon partisan, avait reconnu le terrain dès la pointe du jour et indiqué les sentiers praticables.

On se mit en marche de très bonne heure. Le comte de Saxe conduisait, sur la gauche, la colonne d'infanterie (brigades de Piémont et des Vaisseaux). 11 compagnies de grenadiers avec M. de Marcieu et 11 piquets d'infanterie sous M. d'Hérouville arrivèrent sur le sommet de la montagne par un orage effroyable. Après deux heures d'attente, on put se former en colonnes d'attaque. Nos troupes essuyèrent trois décharges à bout portant et forcèrent les retranchements. Maîtres du terrain, les fantassins abattirent les parapets et donnèrent libre passage à la cavalerie, qui précipita la retraite des Impériaux.

Le maréchal de Berwick s'empresse d'annoncer au roi ce brillant succès.

Le maréchal de Berwick au roi.

« 4 mai, soir.

« Je n'ai que le temps de rendre compte à Votre Majesté, en deux mots, que, ce matin vers les 6 heures, M. de Noailles a grimpé au-dessus des lignes d'Ettlingen. Avec 11 bataillons, 2 régiments de dragons, les gardes du corps et 100 carabiniers de la maison du roi, il a attaqué les ennemis et forcé leurs retranchements. »

Le commandant de l'armée du Rhin oubliait un de ses officiers généraux, le prince de Tingry (1), qui avait également contribué au succès de la journée. Avec les bataillons (brigades des Gardes et de la Marine), il s'était porté au centre des positions, vis-à-vis d'Ettlingen, et s'était emparé d'un fort qui couvrait les lignes ennemies.

Le prince Eugène parut peu affecté de la prise et de la destruction des retranchements d'Ettlingen. « Laissez faire messieurs les Français, dit-il, je n'ai jamais été du sentiment de ces lignes ; elles ne sont faites que pour des poltrons. » La vérité est qu'il avait craint de voir se renouveler le désastre de Denain (2), s'il essayait de défendre avec 20,000 soldats des lignes calculées pour 100,000 hommes, d'autant plus qu'il voyait ses derrières menacés par une autre armée se préparant à passer le Rhin à une lieue au-dessus de Mannheim. En effet, dans la nuit du 4, M. d'Asfeld part, avec son infanterie, du camp de Spire, y laissant seulement quelques tentes par compagnie, afin de dérober sa marche à l'ennemi, posté sur la rive droite. Il était précédé par les grenadiers et par des piquets, aux ordres de M. de Dreux. Cette avant-garde s'arrête vers minuit vis-à-vis de l'île de Neckerau, et jete un pont sur le premier bras du Rhin. Les grenadiers et les piquets passent dans l'île, où se rendirent aussi successivement 3 brigades d'infanterie, après l'arrivée de M. d'Asfeld, qui avait rallié les troupes détachées à Worms le 19 avril. Tandis que l'on construisait sur le petit bras un pont avec retranchements à la tête, le gros de ses forces campait à Roppenheim, sur la rive gauche. Dans cette position, il attendait des nouvelles de la première armée et des ordres du maréchal de Berwick. Ignorant les événements, il appréhendait de se heurter à toutes les forces du prince Eugène, qui, de son côté,

(1) Montmorency-Luxembourg (Christian-Louis de), prince de Tingry, 4e fils de François-Henri de Montmorency, duc de Luxembourg, maréchal de France le 30 juillet 1675 ; né le 7 février 1676, volontaire à l'armée de Flandre en 1692, brigadier en 1702, maréchal de camp en 1707 ; lieutenant général en 1709, maréchal de France le 14 juin 1734; mort le 23 novembre 1746.

(2) Le 24 juillet 1712. Le succès de la manœuvre de Denain par Villars fut un fait d'armes aussi glorieux que hardi. Aussitôt la guerre change de face, et le prince Eugène, privé de ses approvisionnements et de ses munitions, est obligé de lever le siège de Landrecies, et pour sauver Douai, malgré une tentative infructueuse, se retire sous Bruxelles. Ces succès si complets, si rapides, couronnent la victoire de Denain, relèvent la France et pèsent d'un grand poids sur les négociations d'Utrecht.

craignant de se trouver tout à coup pris entre deux armées françaises, exécutait un mouvement général de retraite sur Heidelberg, Sinsheim et Pforzheim.

Le maréchal, ayant séjourné le 4 à Malsh, s'avance, le 5, à Mühlburg, au centre des lignes d'Ettlingen, où il fut rejoint par les corps de MM. de Noailles et de Tingry. La droite au canal, la gauche au village de Knielingen; l'armée rasa les ouvrages des Impériaux, en se faisant aider par les habitants. Le 6, elle descendit vers Philippsburg, et s'établit la droite à Linkenheim et la gauche à Ubstadt, que l'ennemi abandonna, se retirant à Sinsheim. Nos troupes campèrent, le 7, sur deux lignes, l'une à Graben, l'autre derrière cette ville. Rusheim fut occupé par une brigade d'infanterie, et Hördt par 4 bataillons suisses. On établit un pont entre Hördt et Germersheim, pour faciliter l'arrivée des convois et les communications avec l'Alsace.

Le séjour de M. d'Asfeld à l'île Neckerau, désormais inutile, le maréchal lui envoya l'ordre de venir le joindre avec son armée par le pont de Germersheim. Il ordonnait en même temps à M. de Belle-Isle de lui amener, aussitôt qu'il aurait évacué l'artillerie de Trarbach, toutes les troupes qui ne seraient pas indispensables sur la Moselle. Le général en chef appelait encore 2 bataillons de Kayserslautern et quelques autres détachements d'Alsace, ne laissant sur le haut Rhin que 6 bataillons et 6 escadrons, installés à Schalampé, avec M. de Givry, pour en imposer à un corps ennemi qui se tenait aux environs de Neuenburg. M. de Givry resta toute la campagne dans cette position, car il n'y eut de ce côté que des mouvements sans importance.

M. de Quadt, détaché de la seconde armée, avec 12 bataillons, 2 régiments de dragons et 8 escadrons de cavalerie, campe le 8 à Germersheim, franchit le Rhin le 9, et s'avance jusqu'à Graben. Aussitôt après l'arrivée de ces renforts, le maréchal de Berwick porta son armée à Brüchsal, et l'établit, le 10, la droite à cette ville et la gauche à Ubstadt. Il avait maintenu à Graben et à Rusheim 12 bataillons, un régiment de dragons et une compagnie franche, aux ordres de M. de Balincourt, pour contenir la garnison de Philippsburg et couvrir le pont de Germersheim. M. d'Asfeld arriva le 11 au camp de Brüchsal avec une partie de son corps. Il ne restait plus à l'île Neckerau que 6 bataillons et un régiment de

dragons destinés à replier les ponts. Ainsi, le 12, le maréchal de Berwick avait sous son commandement direct 74 bataillons et 104 escadrons, seize lieutenants généraux et vingt et un maréchaux de camp, non compris les princes du sang et le corps de troupes que M. de Belle-Isle devait, dans quelques jours, lui amener de la Moselle, après l'évacuation de l'artillerie du siège et du château de Trarbach.

Le 8, le roi avait écrit au commandant en chef de l'armée d'Allemagne pour lui témoigner son contentement de la prise des lignes d'Ettlingen. Louis XV exprimait le désir de le voir entreprendre le siège de Philippsburg avec les 116 bataillons et les 150 escadrons dont il disposait déjà, indépendamment des renforts qu'on pourrait lui envoyer. Le 12, le maréchal répondait qu'avant de s'occuper du siège de Philippsburg, il allait étendre le plus possible les contributions dans le Wurtemberg, en Souabe, en Franconie; qu'il détachait, à cet effet, du côté de Pforzheim, 6 bataillons et 13 escadrons, aux ordres de M. de Quadt et de deux maréchaux de camp. Il ajoutait qu'après l'investissement de Philippsburg, toute sa cavalerie repasserait le Rhin avec M. de Noailles, afin de profiter des subsistances du Spirebach et de l'électorat de Mayence. Le maréchal touchait là un sujet qui préoccupait beaucoup Versailles. Bien que l'armée eût ordre de ménager les populations, l'expédition dans le Hundsrück et l'invasion du grand-duché de Bade entraînèrent de fortes contributions, aggravées encore par les désordres individuels des soldats. On exempta les duchés de Liège et de Bergh; les terres d'Argenteau et de Hermale, voisines de Liège, furent comprises dans la neutralité des Pays-Bas autrichiens. On épargna de même Herstal, seigneurie appartenant au roi de Prusse. Dans les autres États, les contributions extraordinaires ruinèrent les habitants, exposés en outre aux déprédations des maraudeurs, détruisant tout ce qu'ils ne pouvaient emporter. Le commandant en chef ne négligeait rien pour empêcher ces désordres. Malgré sa sévérité, les excès allèrent si loin que le roi, en ayant eu connaissance, en écrivit au maréchal.

Le roi au maréchal de Berwick.

« 15 mai 1734.

« Mon cousin, j'apprends avec peine que la maraude, le désordre, continuent dans mon armée d'Allemagne, malgré des exemples de sévérité, que vous êtes obligé de faire, tant sur les soldats que sur les officiers. Je ne veux pas tolérer une licence si contraire à la subordination, à la discipline, et même à la conservation de mes troupes. Mon intention est que vous fassiez punir dans la dernière rigueur tous les soldats qui seront pris en contravention des bans que vous ferez publier ; que vous mettiez en prison pour toute la campagne les capitaines des compagnies dont ils seront, et que vous m'envoyiez les noms des colonels des régiments qui n'auront pas l'attention qu'ils doivent à contenir leurs troupes. Je suis persuadé que, si les officiers tenaient la main à la régularité du service, le bon ordre serait bientôt rétabli, et vous ne saurez trop tôt leur faire entendre qu'ils seront responsables du désordre commis par ceux placés sous leurs ordres. »

M. de Quadt se porte, le 13, à Pforzheim. Le 15, M. de Noailles, à la tête de 3,000 fusiliers et 1,200 chevaux, va rançonner le pays du côté d'Eppingen et Sinsheim. Il devait en outre reconnaître la position des Impériaux. Après l'échec du 4, le prince Eugène retirait des bords du Rhin toutes ses troupes le long de ce fleuve depuis Ettlingen jusqu'à Mannheim. Tandis que de forts détachements battaient en retraite vers Pforzheim, et que les 6,000 hommes envoyés en face de l'île Neckerau rétrogradaient à Heidelberg, le gros des forces impériales se rassemblait, le 6, à Ubstadt et se repliait, le 7, sur Sinsheim. Heilbronn était le rendez-vous assigné aux différents corps. Les premiers s'y trouvèrent le 10; le prince Eugène n'y arriva que le 14. L'armée impériale établit son camp, la gauche à la ville, la droite à Neckarsulm. Elle continua de s'y retrancher, impuissante à préserver la Souabe des contributions de guerre. Le duc de Wurtemberg, présent à Heilbronn, se soumit à la taxe, afin de soustraire son pays aux exécutions militaires. Dans cette position, l'armée impériale reçut 12

bataillons et 13 escadrons de nouvelles troupes et fut rejointe par une partie des forces restées dans le Brisgaw.

Tandis que le prince Eugène se retranchait dans le camp d'Heilbronn, en attendant les Prussiens, les Hanovriens, les Hessois, les Danois et les contingents des Cercles ; au camp français de Brüchsal on faisait des préparatifs pour l'investissement de Philippsburg (1). Le maréchal de Berwick aurait certainement pu profiter de la première impétuosité de ses soldats pour écraser un ennemi inférieur en nombre et découragé. Un succès décisif obtenu par les Français aurait effrayé l'Empire et détaché de l'Autriche les princes allemands. D'accord avec Versailles, le commandant en chef de l'armée d'Allemagne aima mieux immobiliser pendant plusieurs mois 80,000 hommes autour d'une place forte du Rhin. Il donnait pour raison de cette étrange détermination la nécessité d'aguerrir nos troupes, auxquelles vingt années de paix avaient fait perdre l'habitude des coups de fusil.

Résolu à commencer l'investissement le 23, le maréchal envoyait des ordres, dès le 16, pour réunir 10,000 pionniers à Landau, Weissemburg et Lauterburg. En même temps il faisait descendre au-dessus et au-dessous de Philippsburg les ponts de Germersheim et de Landau, et mandait à M. de Valière de préparer à Strasbourg l'artillerie de siège, à M. de Belle-Isle de lui amener 14 bataillons et 14 escadrons des troupes qui avaient été employées au siège de Trarbach. Cet officier général laisserait à Trèves M. de Tarneau, avec 5 bataillons et 9 escadrons, destinés à couvrir la Moselle et la Meuse, où se trouvaient d'ailleurs 15 escadrons nouveaux et quelques bataillons dans les places. M. de Tarneau avait ordre d'acheminer vers le Rhin les renforts qui viendraient de Flandre. Les ouvrages de la Lauter furent continués, afin de mettre à couvert la basse Alsace.

M. de Belle-Isle reste jusqu'au 16 au camp d'Irmenach pour diriger toutes les munitions et provisions sur Trèves. Le 13, 6 escadrons des régiments du Roi et de Béthune (cavalerie) arrivèrent au camp. Le 16 au matin, ayant laissé dans Trarbach les deux bataillons de Courten, et dans Kirn la compagnie franche de Desthiers avec la compagnie de mineurs de Lorme, pour démolir

(1) Dépôt de la Guerre, vol. 2729.

le château, il partit avec 13 bataillons, 6 escadrons de cavalerie et 9 de dragons, passant par Kirn, Lauterecken, Kayserslautern, et arriva le 24 à Neustadt.

M. de Tarneau rassembla, le 17, ses troupes dans Trèves, et prit le commandement des forces sur la Moselle et la Meuse. Les 15 escadrons de nouvelle levée furent cantonnés dans le pays messin.

Le duc de Noailles rentre, le 19, au camp de Brüchsal. Il avait levé des contributions sans rencontrer l'ennemi, qui se retranchait à Heilbronn. Le 21, on le charge, avec un nouveau détachement, de reconnaître le camp en avant de Philippsburg et les environs de cette place. Le lendemain, les dernières dispositions étaient prises et les ordres donnés pour l'investissement. En effet, le 23 au matin, M. d'Asfeld part du camp de Brüchsal avec 30 bataillons et 2 régiments de dragons, et s'arrête à Wiesloch. Il établit son quartier général à Oberhausen, au-dessous de Philippsburg et près de Rheinhausen, où l'on fit descendre un pont de bateaux. Plaçant dans cette partie 15 bataillons et 3 escadrons, il dirige le reste de ses troupes au-dessus de la ville, avec M. de Dreux, chargé de s'emparer d'une redoute à mille mètres du corps d place, et d'amener à Huttenheim le pont de Hördt dont la tête la rive gauche serait gardée par 14 bataillons suisses.

On commença, le 24, à tracer les lignes de circonvallation, à réunir les fascines et les gabions dans le bois le plus rapproché des positions. Le 25, le maréchal de Berwick leve le camp de Brüchsal et s'établit à Kirlach, sur le Todtlacher-Graben entre Brüchsal et Philippsburg, afin de couvrir le siège de plus près. Le camp de Kirlach a sa droite au bois vis-à-vis de Langenbrucken, sa gauche au bois de Saint-Léon. Le village de Kronau se trouve au centre; les généraux y sont logés. Le quartier général seul est à Kirlach, gardé par 4 bataillons de gardes françaises et 2 régiments de dragons. Le maréchal reçoit dans ce nouveau camp le reste de la maison du roi.

CAMP DE PHILIPPSBURG
(23 mai 1734).

Pour investir Philippsburg sur la rive droite du Rhin, l'armée du roi prend position de Rheinhausen à Huttenheim.

Deux ponts de bateaux sont jetés sur le fleuve, l'un au sud de Rheinsheim, l'autre au sommet du coude en face d'Oberhausen, et 14 bataillons suisses passent sur la rive gauche pour compléter l'investissement de la place; 3 de ces bataillons (1) gardent la tête du pont d'Oberhausen; 5 bataillons (2) s'établissent à hauteur de celui de Rheinsheim, et 5 autres bataillons de ces deux derniers régiments (3), placés en aval du pont d'Oberhausen, campent au bord du Rhin de manière à surveiller les débouchés de la place du côté de la Bavière rhénane.

Sur la rive droite, la moitié des troupes est destinée à couvrir le siège, l'autre moitié à l'entreprendre; cette dernière s'établit en demi-cercle autour de Philippsburg, et couvre ses derrières par une ligne tantôt bastionnée, tantôt à redans, qui part du pont jeté au nord de Philippsburg, enveloppe Oberhausen et vient aboutir au Rhin, un peu en amont de Huttenheim, ne présentant de discontinuité que du côté du sud, sur un espace de deux kilomètres environ, sillonné de ruisseaux, de fossés, de canaux et de marécages.

ARMÉE DE SIÈGE, FACE A LA PLACE : 46 BATAILLONS, 6 ESCADRONS, ARTILLERIE ET PARC.

4 bataillons (4) couvrent le terrain entre le Rhin et Oberhausen. 4 autres bataillons (5) se placent à droite et à gauche de ce village, au nord duquel sont établis les 3 escadrons de dragons de Vitry. La route de Waghausel est gardée par le régiment Royal-des-

(1) Brendlé, 3.

(2) Gardes suisses, 2; d'Affry, 3.

(3) Gardes suisses, 3; d'Affry, 2.

(4) Bukley, 1; Normandie, 2; Brendlé, 1.

(5) Dillon, 1; Alsace, 3.

Vaisseaux (3 bataillons); entre cette route et Oberhausen, campent 5 bataillons (1). La route de Wiesenthal est gardée par le régiment de dragons Condé (3 escadrons); entre cette route et celle de Waghausel, campent 10 bataillons (2). La route de Neudorf est gardée par le régiment de Lenck (1 bataillon); entre cette route et celle de Wiesenthal, campent 7 bataillons (3) derrière lesquels se placent l'artillerie et le parc de siège, le long du Hollergraben. A gauche du régiment de Lenck, enfin, entre la route de Philippsburg à Neudorf et le chemin de Huttenheim à Neudorf, se placent 11 bataillons (4) dont le dernier s'appuie au point où la ligne de retranchement s'interrompt. A deux kilomètres plus à l'ouest, de l'autre côté de la prairie marécageuse qui couvre les abords de Philippsburg du côté du sud, 7 bataillons (5), formant l'extrême gauche, campent entre le Rhin et la prairie, à l'intérieur des retranchements, en arrière de Huttenheim.

ARMÉE D'OBSERVATION DE LA RIVE DROITE.

Celle-ci se subdivise en deux groupes, l'un au sud, l'autre au nord. Les troupes destinées à couvrir le grand camp du côté du sud sont formées de 10 bataillons d'infanterie, et s'établissent à la suite du régiment de Gondrin, à l'est de la prairie, en formant un angle droit dont le sommet est couvert par un double redan à cheval sur le chemin de Huttenheim à Neudorf. 6 bataillons (6) font face du côté de l'est; 4 bataillons (7) au sud gardent la route. Le corps d'observation du côté du nord est plus considérable;

(1) Pons, 2; Mortemart, 1; Bigorre, 1; Nice, 1.

(2) La Vallière (ancien régiment de Vaujours), 1; Duras (ancien régiment de Gensac), 1; Richelieu, 2; la Marck, 2; Bretagne, 1; Roth, 1; Provence, 1; Bourgogne, 1.

(3) Enghien, 1; Hainaut, 1; Rouergue, 1; Santerre, 1; Agénois, 1; Clare, 1; d'Ouroy, 1.

(4) Beauce, 2; la Couronne, 2; Bavière, 1; Brie, 1; Perche, 1; Conty, 2; Gondrin, 2.

(5) Toulouse, 2; Artois, 1; Royal-la-Marine, 1; Navarre, 3.

(6) Ponthieu, 1; Lyonnais, 2; Guyenne, 1; Limousin, 2.

(7) Angoumois, 1; Lorraine, 1; Tallard, 2.

il comprend 30 bataillons et 21 escadrons; et, en raison du terrain, se place en ordre profond, face à l'est, entre Oberhausen et Rheinhausen.

Au sud du Speichgraben, entre ce canal et l'enceinte du camp, 18 bataillons forment trois lignes; la première, forte de 4 bataillons (1), à hauteur d'Oberhausen; la deuxième, de même force (2), un peu en arrière; la troisième, composée de 10 bataillons (3), le long du Rhin. Au nord du Speichgraben, entre ce canal et le fleuve, 12 bataillons et 11 escadrons se disposent également sur trois lignes : la première, composée de 6 escadrons de dragons (4) et 5 escadrons de cavalerie (5), à deux kilomètres en avant de Rheinhausen; la seconde, de 8 bataillons (6), un peu en arrière; la troisième, de 4 bataillons (7), au sud et à hauteur de ce village; les hussards Berchiny (2 escadrons) éclairent à l'extrême gauche le terrain du côté du nord, et 8 escadrons de cavalerie (8) campent au centre, face au nord, à hauteur des premières lignes entre deux embranchements du Speichgraben.

CAMP DE BRÜCHSAL

(du 10 au 25 mai 1734).

L'armée campe sur trois lignes parallèles entre la Saal et la Kraich; les deux premières lignes en avant de la route de Brüchsal à Ubstadt; la troisième à une lieue en arrière, derrière le ruisseau dit Todtlacher-Graben. Chacune est composée d'infanterie et de cavalerie; cette dernière aux ailes. Le camp est face à l'est.

(1) Saintonge, 1; Piémont, 3.

(2) Noailles (ancien régiment d'Estaing), 2; Lée, 1; Bukley, 1.

(3) Languedoc, 1; Saxe, 2; Bourbonnais, 2; Berwick, 1; des Landes, 1; la Marine, 3.

(4) Colonel-Général, 3; Bauffremont, 3.

(5) La Reine, 3; Lorraine, 2.

(6) Royal, 2; Vermandois, 1; Vivarais, 1; Gardes françaises, 4.

(7) Montmorency, 1; Soissonnais, 1; Touraine, 2.

(8) Colonel-Général, 3; Fitz-James, 2; Condé, 3.

La première ligne comprend 19 bataillons (1), ayant à gauche 17 escadrons (2) et à droite 17 escadrons de la maison du roi (3) ; la deuxième ligne est formée de 18 bataillons (4), flanquée de 16 escadrons (5) à gauche et 5 escadrons (6) à droite. L'artillerie est en avant du centre de la première ligne. Pour assurer les flancs de ces deux lignes, deux bataillons (7) occupent Ubstadt, et 12 escadrons de dragons (8) ainsi que 2 de hussards (9) s'établissent sur la rive droite de la Krieg à l'est de ce village. A l'extrême droite, les gardes françaises (4 bataillons) et les mousquetaires gris (1 escadron), postés sur la rive gauche de la Saal, couvrent les abords du village de Brüchsal, au nord et à proximité duquel campent en réserve 8 escadrons de cavalerie (10). La troisième ligne, établie à un kilomètre derrière le Todtlacher-Graben, en avant et au sud du village de Forst, est formée par 10 bataillons (11) ayant à gauche 6 escadrons (12) appuyés au village de Forst et à droite 5 escadrons (13) à proximité de la route de Graben. Le régiment du Perche (1 bataillon) s'établit en arrière du centre de la ligne. Le village de Forst et ses abords sont occupés par 5 bataillons (14) qui gardent la route de Roth, et 3 escadrons

(1) La Marine, 3; Santerre, 1; des Landes, 1; Berwick, 1; Dillon, 1; Royal-Vaisseaux, 3; Ponthieu, 1; Brie, 1; Limousin, 2; Rohan, 1; Saintonge, 1; Piémont, 3.

(2) Colonel-Général, 3; Condé, 3; Conty, 3; Lorraine, 3; Noailles, 2; la Reine, 3.

(3) Gendarmes, 8; Gardes du corps, 8; Grenadiers à cheval, 1.

(4) Lyonnais, 2; Bavière, 2; Clare, 1; Angoumois, 1; Boulonnois, 1; Bourgogne, 1; Guyenne, 1; Alsace, 3; Agénois, 1; Saxe, 2; Languedoc, 1; Bourbonnais, 2.

(5) Royal-Roussillon, 3; d'Aumont, 2; Caveux, 3; Ruffec, 2; Fitz-James, 3; Bourbon, 3.

(6) Clermont, 3; Puisieux, 2.

(7) Hainaut, 1; Nice, 1.

(8) Condé, 4; Vitry, 4; Orléans, 4.

(9) Berchiny, 2.

(10) Anjou, 3; Lévis, 2; Commissaire-Général, 3.

(11) Richelieu, 2; Vaujours, 1; d'Ouroy, 1; Tallard, 2; Bulkeley, 1; Normandie, 3.

(12) Gesvres, 3; Royal-Cravates, 2.

(13) Lenoncourt, 3; Mestre-de-Camp-Général, 3.

(14) Pons, 2; la Marck, 2; Lorraine, 1.

de dragons (Colonel-Général), qui couvrent le village dans la direction du nord.

CAMP DE KRONAU

(du 25 mai au 2 juin 1734).

Les troupes campent derrière la Kraich sur quatre lignes parallèles, deux d'infanterie et deux de cavalerie, entre Kronau et Kirlach. Elles font face à Mingolsheim, Langenbrucken et Stettfeld. Les trois premières sont au pied des montagnes en avant de la grande forêt de Kirlach; la quatrième, dans une clairière qui entoure ce village. La première ligne est composée d'infanterie; elle s'étend obliquement au cours de la Kraich, dans la direction qui va du pont sur lequel la route de Roth franchit cette rivière à Weiher. 13 bataillons (1) campent au nord de Kronau, la droite appuyée au village, la gauche à la rivière; 9 bataillons (2) se placent au sud le long du chemin de Weiher. Le régiment de Boulonnois (1 bataillon) occupe Kronau, au sud-est duquel campent en avant-garde 2 escadrons des hussards Berchiny.

La deuxième ligne est composée de cavalerie; elle est à cheval sur la route de Roth, sa droite débordant Kronau. 17 escadrons de cavalerie (3) forment la gauche; 19 escadrons de la maison du roi (4) forment la droite. La troisième ligne, à un kilomètre en arrière de la deuxième, est également composée de cavalerie et forte de 34 escadrons (5). Elle s'étend au nord et au sud de la route de Kronau à Philippsburg et presque parallèlement à la route de Roth. Sa droite s'appuie à la Krieg, qui protège le camp

(1) La Marine, 3; des Landes, 1; Berwick, 1; Vaujours, 1; Gensac, 1; Richelieu, 2; Santerre, 1; Agénois, 1; Clare, 1; d'Ouroy, 1.

(2) Bavière, 2; Brie, 1; Perche, 1; Bourbonnais, 2; Piémont, 3.

(3) Colonel-Général, 3; Fitz-James, 3; Condé, 3; Lévis, 2; Bourbon, 3; Royal-Cravates, 3.

(4) Gendarmes, 8; Mousquetaires (gris et noirs), 2; Gardes du corps, 8; Grenadiers à cheval, 1.

(5) Commissaire-Général, 3; Bavière, 3; Lenoncourt, 2; Gesvres, 2; Ruffec, 2; d'Aumont, 2; Lorraine, 2; la Reine, 3; Royal-Roussillon, 2; Puisieux, 2; Noailles, 2; Anjou, 3; Clermont, 3; Mestre-de-Camp, 3.

du côté du sud, tandis que 4 bataillons (1), campés à la gauche des deux lignes de cavalerie, en couvrent les abords au nord. La quatrième ligne est formée de 8 bataillons d'infanterie (2). Elle est à cheval sur la route de Kronau à Waghausel, en arrière de la Krieg, au débouché des bois. Les derrières du camp enfin sont gardés par 6 escadrons de dragons (3) campés à l'est du village de Kirlach, qu'occupent les 4 bataillons du régiment des gardes françaises.

L'artillerie est placée en avant de la première ligne d'infanterie, un peu à gauche. Tandis que l'armée du maréchal allait camper derrière la Kraich, Graben restait occupé par 5 bataillons, et M. de Quadt se repliait de Pforzheim sur Durlach. Le 26, M. de Berwick visite le camp devant Philippsburg et donne ses ordres pour la construction des lignes de circonvallation et autres préparatifs du siège, auxquels M. d'Asfeld travaillait sans relâche. M. de Belle-Isle se rend, avec son corps, de Neustadt à la Petite-Hollande, et prend le commandement de toutes les troupes sur la rive gauche du Rhin. Le même jour, le premier convoi d'artillerie venant de Strasbourg arrivait à Huttenheim.

Ayant appris que les troupes prussiennes, hanovriennes et danoises approchaient du camp impérial d'Heilbronn, le maréchal de Berwick fait passer sur la rive droite l'infanterie amenée de Trarbach à Spire par M. de Belle-Isle avec sa cavalerie ; 8 bataillons de ce corps rejoignirent son camp le 27, et 6 autres celui de M. d'Asfeld. Le 28, M. de Quadt abandonnait Durlach et se portait à Graben, au-dessus de Philippsburg, laissant occupés le château de Schem-Laborat et Ettlingen.

Les troupes du roi sur le Rhin se composaient alors de : 100 bataillons et 83 escadrons à l'armée d'observation ; 36 bataillons et 6 escadrons de dragons à l'armée de siège ; 10 bataillons et 16 escadrons à Graben ; 9 bataillons et 17 escadrons dans le Spirebach ; 3 bataillons d'artillerie sur la rive gauche du Rhin ; en tout : 155 bataillons, 122 escadrons, 3 bataillons d'artillerie. Toutes ces troupes

(1) Alsace, 3 ; Dillon, 1.

(2) Montmorency, 1 ; Soissonnais, 1 ; Touraine, 2 ; Vivarais, 1 ; Vermandois, 1 ; Royal, 2.

(3) Bauffremont, 3 ; Colonel-Général, 3.

pouvaient être rassemblées en peu de temps. Plus, 6 bataillons et 6 escadrons, aux ordres de M. de Givry, gardaient le haut Rhin.

Les derniers jours de mai sont employés à terminer la circonvallation du camp et de la place de Philippsburg. Les lignes, soutenues de distance en distance par des bastions, formaient un demi-cercle, dont les deux extrémités s'appuyaient au Rhin, embrassant le pont de Rheinhausen à gauche, Knauden à droite, et laissant en en avant la redoute des Capucins et le village de Wiesenthal. Sur la rive gauche, la circonvallation se complétait par les bataillons suisses établis en face du pont volant de Philippsburg. Les lignes bastionnées présentaient un développement de trois lieues au moins. Comme pour des retranchements d'une étendue de dix à douze mille mètres, 7,000 pionniers étaient insuffisants, et que le pays n'en fournissait pas, on dut employer à ce travail 100 hommes par bataillon. Tous les cours d'eau qui pouvaient inonder le camp furent détournés. Un grand dépôt est formé de tous les matériaux nécessaires aux tranchées, boyaux et cheminements. Rien ne fut négligé de ce qui devait assurer le succès de l'opération.

Après avoir travaillé à garantir l'armée de siège contre le prince Eugène, il fallait songer aux moyens de réduire la place. Philippsburg renfermait les corps d'infanterie aux ordres du baron de Wutgenau, lieutenant général des troupes de l'empereur, officier plein d'expérience, d'habileté et d'énergie. MM. de Berwick et d'Asfeld déterminèrent trois attaques : la *première*, devant l'ouvrage couronné qui couvrait la tête du pont volant de Philippsburg sur la rive gauche; la *deuxième*, du côté de Sondenheim, sur la rive droite, au-dessus de la place ; la *troisième*, au-dessous, du côté d'Oberhausen. On résolut de commencer par l'attaque de la rive gauche. L'ennemi essaya de retarder cette entreprise. Dans la nuit du 31 mai au 1er juin, les assiégés livrèrent au courant un bateau chargé d'artifices et de matières combustibles, destiné à brûler notre pont de bateaux. Les assiégeants l'aperçurent à temps ; ils ouvrirent le pont, et la machine infernale passa, éclatant avec grand bruit. Les débris enflammés allèrent se perdre dans les îles du Rhin. Le pont fut rétabli.

Dans la nuit du 1er au 2 juin, les travailleurs, soutenus par deux bataillons suisses que commandait M. de Gassion, creusèrent près de 600 mètres de tranchée devant l'ouvrage à cou-

ronne de la rive gauche du Rhin, et poussèrent le travail jusqu'à 20 mètres de l'angle du chemin couvert. Le premier convoi d'artillerie arrivé de Strasbourg avait amené 72 pièces de 24, 32 pièces de 16 et 42 mortiers, sans compter les pierriers. On établit une batterie de quatre mortiers, qui ouvrit aussitôt le feu. Pendant la nuit suivante, les assiégeants se logèrent dans l'angle saillant du chemin couvert, et s'approchèrent de la place d'armes. Le 3 au matin, les 600 hommes qui défendaient la couronne la quittèrent précipitamment et se retirèrent dans la ville. Un grenadier monta dans l'ouvrage, et, n'ayant vu personne, en donna avis. Nos troupes occupèrent le fort. Ce brillant début excita l'ardeur des soldats.

Dès le 2, l'investissement de Philippsburg fut terminé; l'armée d'observation quitte le camp de Kirlach, et se rapproche de l'armée de siège. Le maréchal de Berwick transfère son quartier général à Rheinhausen, à proximité d'Oberhausen, où se trouvait celui de M. d'Asfeld, qui lui remit le détail des travaux. Un renfort de 16 bataillons porta l'infanterie de l'armée de siège à 52 bataillons; elle comprenait en outre 3 bataillons d'artillerie et deux régiments de dragons. 29 autres bataillons et 21 escadrons, campés entre Rheinhausen et les lignes de circonvallation, devaient l'appuyer au besoin. En même temps, en vue de profiter des subsistances de l'ennemi, le maréchal se décidait à faire passer une partie de sa cavalerie sur la rive gauche, et 12 escadrons à M. de Quadt, avec ordre de laisser à Graben 7 bataillons sous M. de Phelippes, et de s'étendre du côté de Schreck.

Le 3, une batterie de canons et une de mortiers sont établies sur la gorge de l'ouvrage couronné de la rive gauche, afin de prendre des revers sur la ville et de favoriser les attaques de la rive droite. En effet, dans la nuit du 3 au 4, les travailleurs, que soutenaient 4 bataillons des gardes françaises aux ordres de M. d'Asfeld, ouvrirent sur le haut Rhin plus de 2,000 mètres de tranchée. Nous fûmes aussi heureux la nuit suivante : sous la protection de 3 bataillons conduits par M. de Noailles, les travailleurs cheminèrent à droite le long d'un ruisseau. On pratiqua des saignées pour l'écoulement des eaux d'un marais, sur le bord duquel sont installées deux batteries de 5 pièces de 24 chacune. Du 5 au 6, la droite de la tranchée est prolongée d'environ 400 mètres du côté du Rhin. Tout le bord de la flaque

d'eau est occupé, depuis le Moulin-Brûlé, à la gauche de l'attaque, jusqu'à la redoute des Capucins, d'où l'assiégeant pouvait se porter sur le fleuve et la place, pour arriver à l'attaque du bas Rhin, la principale.

Pendant que les Français poussaient activement les travaux du siège de Philippsburg, le prince Eugène recevait au camp d'Heilbronn les renforts attendus de Prusse, de Hanovre et de Danemark, également rejoint, par la plus grande partie des forces impériales du Brisgaw. Dans les premiers jours de juin il avait des forces suffisantes (50,000 hommes), sinon pour nous débusquer de nos lignes, au moins pour resserrer le cercle de nos contributions et de nos approvisionnements en pays allemand. Aussi, dès le 4, le généralissime autrichien envoyait des détachements entre le Neckar et le Rhin, poussait un corps de 6,000 hommes à Pforzheim, ce qui obligea M. de Quadt à se replier sur Mühlburg, et M. de Phelippes à rapprocher de Philippsburg les troupes de Graben.

Toutes nos troupes pouvaient se rassembler en quatre heures et marcher à l'ennemi, de quelque côté que vînt l'attaque, sans dégarnir les lignes de circonvallation et sans interrompre les opérations du siège.

N'ayant rien à craindre de l'ennemi, le maréchal de Berwick pressait les travaux devant Philippsburg. La première attaque avait été terminée en deux jours par la prise de l'ouvrage à couronne de la rive gauche ; la seconde, au-dessus de la place, sur la rive droite, avait été poussée jusqu'à la flaque d'eau. Le 6, on résolut de commencer l'attaque par le bas Rhin. C'était par ce côté que le Dauphin, en 1688, s'était rendu maître de Philippsburg. M. d'Asfeld se proposait de diriger les attaques de la rive droite à la rencontre l'une de l'autre, de manière à n'en faire qu'une : 2 bataillons de 6 compagnies de grenadiers furent ajoutés aux troupes qui devaient soutenir les travailleurs ; 3 bataillons et quelques compagnies de grenadiers protégeaient l'ouverture de la tranchée à la droite de la place. M. de Balincourt avec 4 bataillons et le reste des grenadiers couvrirait la gauche. La nuit du 6 au 7 vit donc ouvrir la tranchée à la troisième attaque et continuer les travaux de la seconde par 1,500 travailleurs. Nous eûmes ainsi deux parallèles, se communiquant sous la protection de pièces de canon placées dans l'ouvrage couronné de la rive gauche,

la nuit suivante, on fit une troisième parallèle. A la droite, le travail est poussé près du chemin couvert de l'ouvrage à cornes. Dans la nuit du 8 au 9, une parallèle est avancée du Rhin à la flaque d'eau, que des saignées profondes (9-10 juin) desséchèrent presque complètement, pendant que sur la gauche une tranchée côtoyait le même marais, embrassait une redoute enlevée par deux compagnies de grenadiers, et rejoignait la droite.

Tout en concentrant ses efforts sur Philippsburg, le maréchal de Berwick surveillait les mouvements de l'ennemi. Le 8, M. de Quadt s'était rapproché du pont du Fort-Louis et avait campé à Hugelsheim. M. de Cherisey, envoyé en reconnaissance du côté de Sinsheim et d'Eppingen, fit savoir que l'ennemi était toujours à Heilbronn. Ce détachement rentra le 10 au camp.

Le 11, le maréchal rendait compte au roi des dispositions qu'il avait prises pour se mettre à l'abri des coups du prince Eugène, destinant à la défense de nos retranchements 90 bataillons, en deux lignes, 3 bataillons d'artillerie et 57 escadrons.

Chaque jour complétait ou perfectionnait nos travaux d'approche. Pendant la nuit du 11 au 12, on déboucha de la parallèle de la flaque d'eau par trois endroits : 1° à la droite, le long de la coupure, près du Rhin, où l'on jeta un pont ; 2° au centre, vis-à-vis d'un redan, que l'ennemi avait au delà du marais ; 3° à la gauche, le long de ce marais, où l'on trouva une espèce de place d'armes palissadée. Malgré le feu de nos pièces en batterie, la canonnade et la mousqueterie de la place nous gênèrent encore plus que la nuit précédente. Une perte sérieuse attrista la journée du 12.

Le maréchal de Berwick visitait chaque jour les travaux. Le 12, à 5 heures du matin, il quitte son quartier général, suivant son habitude, pour se rendre à la tranchée, se porte d'abord à la droite de l'attaque. Longeant ensuite la parallèle, il marche un peu à la gauche du débouché du centre, et reste un moment sur les banquettes, se tenant toujours fort à découvert, puis retourne vers la droite, où la veille il ordonnait de commencer une sape et de pousser la tranchée plus directement sur la place. La sape avait été avancée; mais pour la tranchée ses ordres n'étaient point exécutés par les deux ingénieurs attachés à l'ouvrage, restés une partie de la nuit en discussion. Le maréchal, monté sur les banquettes, examinait l'ensemble des travaux et terminait leur différend, lorsqu'un boulet lui emporta la

tête. Le comte Édouard, à côté de lui, fut couvert du sang de son père. Le même boulet renversa un gabion sur le duc de Duras, qui eut les reins fracturés. Cinq jours après (17 juin), le maréchal de Villars expirait à Turin dans la même chambre où il était né, son père étant à cette époque ambassadeur dans cette capitale. Par un singulier hasard, le prudent Berwick périt victime de son imprudence, et le fougueux Villars mourut dans son lit, regrettant l'heureux sort de son compagnon d'armes.

Après le triste résultat de l'expédition de Dantzig, la France apprit coup sur coup la mort des vainqueurs d'Almanza et de Denain. Il y eut aux armées, et dans le pays, un moment de douloureuse anxiété. Aux regrets causés par la perte des deux plus illustres débris du grand siècle s'ajoutait l'inquiétude sur le sort de nos armées du Rhin et du Pô, et sur l'issue de la campagne engagée à la fois en Allemagne et au delà des Alpes.

D'Asfeld (1), le plus ancien lieutenant général de l'armée du

(1) Claude-François Bidal, marquis d'Asfeld, né le 2 juillet 1667, mort le 17 mars 1743, se trouvait en 1683 au bombardement de Luxembourg, comme lieutenant aux dragons du régiment d'Asfeld, son frère. Mestre de camp de ce même régiment le 7 novembre 1689, le chevalier d'Asfeld servit, en 1690, sous M. de Boufflers, en 1691, à Mons et à Liège; en 1692, sous le maréchal de Luxembourg; eut l'épaule cassée en forçant l'ennemi à la bataille de Nerwinde (29 juillet 1693). Brigadier le 28 avril 1694, à l'armée de Flandre, il fit les campagnes de 1695 sous le maréchal de Villeroy, de 1696 à l'armée de Flandre, de 1697 à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Choiseul. Maréchal de camp le 23 décembre 1702, lieutenant général le 26 octobre 1704, il commanda en 1705, sous le maréchal de Tesse, l'arrière-garde de l'armée des deux couronnes au passage de la rivière d'Evora (Portugal). En 1706, il reçut à Balbastro les députés de plus de trois cents villes, bourgs ou villages qui se soumirent à Philippe V. Il suivit le roi d'Espagne au siège de Barcelone, investit à la fin d'octobre Carthagène, qui capitula le 18 novembre, prit part à la victoire d'Almanza (25 avril 1707) et fut fait commandeur de l'ordre de Saint-Louis le 17 septembre de la même année. En 1708, il fut blessé à l'assaut de Denia. Après la capitulation d'Alicante (18 avril 1709), il administra le royaume de Valence avec une telle équité, que le roi d'Espagne lui permit de porter dans son écusson les armes de ce royaume. Directeur général des fortifications de France, il servit encore, en 1710, à l'armée du Dauphiné, sous le maréchal de Berwick; en 1712, à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Villars; en 1714, sous le maréchal de Berwick. Employé à l'armée d'Italie le 6 octobre 1733, il y commande jusqu'à l'arrivée du maréchal de Villars. Il passe de l'armée d'Italie à l'armée d'Allemagne le 1er avril 1734. Nommé maréchal de France le 14 juin, il commanda l'armée d'Allemagne

Rhin, prit le commandement aussitôt après la mort du maréchal de Berwick. Il fut nommé maréchal de France en même temps que M. de Noailles, et chargé de la conduite des opérations militaires en Allemagne.

M. de Clermont, détaché en reconnaissance avec M. de Quadt, reçevait l'ordre de porter sa cavalerie de Rastadt à Mühlburg, et de réoccuper les postes d'Ettlingen et de Schwarzach, abandonnés le 9. Par ces mouvements en avant, qui s'exécutèrent le 14 et le 15, le nouveau commandant en chef voulait montrer aux Impériaux que le douloureux événement du 12 n'avait point découragé les Français.

Les travaux du siège suivaient leur cours. Dans la nuit du 12 au 13, à la droite de l'attaque trois retours furent avancés vers le saillant de l'avant-chemin couvert de l'ouvrage à cornes; à la gauche, une tranchée enveloppa une redoute emportée par trois compagnies de grenadiers, sur le glacis de laquelle on établit quatre mortiers, outre les vingt que nous avions déjà. Nos batteries de canons continuèrent un feu très vif, répondant à celui de la place. Du 13 au 14, une sortie des assiégés dérangea nos travaux. Tout se trouva réparé au point du jour. Le comte de Saxe y montait la tranchée comme colonel. Nous préparâmes le logement dans la place d'armes saillante de l'ancien chemin couvert de l'ouvrage à cornes, sur le bord du Rhin. Elle renfermait une redoute maçonnée à mâchicoulis, que notre canon avait presque entièrement rasée. Dans la nuit du 14 au 15, on forma une petite parallèle en retour sur l'angle saillant de l'avant-chemin couvert; la double sape commencée la veille est prolongée avec un autre retour à son extrémité, vis-à-vis du même saillant. Du 15 au 16, sous le commandement de Mr. de Belle-Isle, la droite de l'attaque obtint de sérieux avantages. On se loge dans la place d'armes de l'avant-chemin couvert de l'ouvrage à cornes. Au centre une double sape établit la communication entre deux petites parallèles, facilitant un retour qui dominait le saillant du chemin couvert, dont on voulait chasser l'ennemi sans en venir à

après la mortdu maréchal de Berwick. Vieux et fatigué il se retira du service à la fin de la campagne. Le 21 août 1715 il avait été nommé chevalier de la Toison d'Or, et par décret du 30 du même mois marquis d'Asfeld.

un coup de main. Ces succès coûtèrent aux assiégeants. Plus les travaux d'approche avançaient, plus les attaques du dehors étaient à craindre. Aussi le général en chef veillait au bon état de ses redoutes et de ses retranchements. Le 16, M. d'Asfeld ordonne de faire des coupures afin d'amener un pied d'eau devant ses lignes de circonvallation, et de pratiquer des abatis dans les bois pour les couvrir.

Du 16 au 17, la sape, continuée à droite et à gauche, embrassant complètement l'angle saillant du chemin couvert du demi-bastion droit de l'ouvrage à cornes, l'ennemi abandonne cette partie. Du 17 au 18, on prolonge le logement du chemin couvert de l'aile droite de l'ouvrage à cornes. Vers la face gauche du demi-bastion de cet ouvrage, un retour en forme de parallèle permit d'installer des pièces, battant les défenses de ce demi-bastion et une partie de la courtine ; tandis que, de l'autre côté du saillant du chemin couvert, une batterie de canons, de mortiers et de pierriers battait le flanc droit de la demi-lune et le réduit de sa gorge.

Du 18 au 19, une sape, poussée jusqu'à la palissade à la droite de l'angle saillant du chemin couvert, permet de déboucher par la descente du fossé. On termine l'installation des dernières batteries qui canonnent la face, le flanc et la courtine de l'ouvrage couronné. Une de quatre mortiers et une autre de pierriers incendient la demi-lune. Deux autres, sur la gauche de l'angle saillant du chemin couvert, battent en brèche la branche de l'ouvrage à cornes. Pendant la nuit du 19 au 20, la sape de droite fut avancée jusqu'à la place d'armes vis-à-vis de l'ouvrage à cornes, que nos pièces battaient toujours en brèche, pendant que nos mortiers e nos pierriers ravageaient la demi-lune. Les assiégés démasquèrent deux batteries, éteintes dès le lendemain. Du 20 au 21, les assiégeants étendirent les sapes à droite et à gauche de l'angle saillant de l'ouvrage à cornes, et se logèrent sur les places d'armes des angles rentrants des deux côtés établissant un débouché sur la descente du fossé.

Cependant l'armée française voyait ses ouvrages envahis et détruits par l'inondation. Il fallait travailler dans l'eau. On relevait la tranchée en bateau. La vigueur de la défense redoublait en proportion des difficultés que rencontrait l'attaque. L'ardeur de nos troupes ne se ralentit point. Leur patience égalait leur bravou-

re. La gaieté du soldat trouvait un aliment dans des situations où se découragent d'autres hommes. Le prince Eugène, qui connaissait la mort du maréchal de Berwick et savait les Français aux prises avec l'inondation, crut le moment venu de joindre ses efforts à ceux de la place pour chercher à les accabler.

Le 19, les Impériaux, passant le Neckar, campèrent à Schweigern. Une avant-garde de 6,000 hommes se portait à Sinsheim, en même temps que des détachements occupaient Wiesloch et Heidelberg. Le 20, les trois colonnes de l'armée impériale s'établirent, en trois camps séparés, à Eppingen, Sinsheim et Heidelberg.

Le partisan Jacob, envoyé en reconnaissance avec 200 hommes, informa de ces mouvements le quartier général français. Enveloppé au coin d'un bois par 2,000 cavaliers, il fut pris avec la moitié environ de son détachement. Une cinquantaine d'hommes périrent dans cette échauffourée. Un petit nombre seulement revinrent au camp devant Philippsburg, la plupart blessés.

Le 21, les maréchaux d'Asfeld et de Noailles reçurent les pouvoirs que le roi leur avait expédiés pour commander conjointement l'armée d'Allemagne. Plus ancien de grade, M. d'Asfeld devait avoir la prééminence. Son autorité, comme celle de son prédécesseur, s'étendrait sur la Franche-Comté, la Champagne, la Lorraine et les Évêchés. Le maréchal du Bourg aurait le commandement de l'Alsace, et lui enverrait les renforts qu'il demanderait.

Le nouveau commandant tenait à justifier la confiance du roi. Il prit immédiatement toutes ses dispositions en vue de réduire Philippsburg et d'empêcher le prince Eugène de forcer ses lignes, tandis que M. de Noailles se chargerait de garder le Spirebach.

Dès le 19, une partie de la cavalerie dans les lignes avait été dirigée sur la rive gauche, vers le camp de Spire. Le général en chef avait rappelé les escadrons détachés précédemment à Mühlburg, et, le 21, M. de Quadt passe le Rhin à Knaudenheim, avec sa cavalerie, pour rejoindre le maréchal de Noailles dans le Spirebach. Le même jour, M. d'Asfeld envoyait à Strasbourg l'ordre de faire descendre tous les bateaux propres à la construction d'un troisième pont sur le Rhin, afin de faciliter le passage de cette cavalerie d'une rive à l'autre, si les Impériaux attaquaient nos lignes. Il exécutait en même temps un fourrage général en avant de Philippsburg vers le village de Roth, ne voulant point laisser les

subsistances qui se trouvaient encore de ce côté. Tandis que les gros équipages de l'armée étaient renvoyés sur la rive gauche par le pont de Rheinhausen, et que M. de Belle-Isle se rendait à Mannheim, avec mission d'engager l'électeur palatin à refuser le passage aux bateaux rassemblés par les Autrichiens dans le Neckar pour jeter un pont sur le bas Rhin, le maréchal d'Asfeld perfectionnait ses lignes autour de Philippsburg, où il garda 94 bataillons et 27 escadrons.

Le maréchal de Noailles devait défendre le Spirebach avec M. de Quadt. Les lignes du Spirebach furent mises en état et couvertes par de grands abatis d'arbres et des retenues d'eau.

Toutes ces dispositions ne dérangèrent en rien les travaux du siège. Dans la nuit du 21 au 22, on poussa la sape de droite vers la place d'armes rentrante du chemin couvert entre la demi-lune et le demi-bastion de l'ouvrage à cornes. La sape de la gauche, dirigée vers la branche du même ouvrage, est avancée jusqu'à une autre place d'armes revêtue dans l'angle rentrant. On ouvre une mine dans le glacis vis-à-vis de cette branche, et sa galerie fut portée jusqu'à la palissade du chemin couvert. Les six pièces de canon mises la veille en six batteries commencèrent à tirer en brèche au point du jour; elles ruinèrent le réduit de maçonnerie dans la gorge de la demi-lune de l'ouvrage à cornes, et firent brèche sur la branche attaquée. La partie droite du même ouvrage fut aussi fort endommagée par les huit pièces qui la battaient depuis quelques jours. Huit mortiers sont ajoutés au dernier ouvrage pris dans le rentrant.

Le travail de cette nuit se fit sous un très grand feu de mousqueterie et de grenades de la part des ennemis. La défense devenait d'autant plus vive que l'attaque serrait de plus près la place.

Du 22 au 23, les assiégeants se logèrent dans la place d'armes rentrante à l'extrémité de la branche attaquée, de même que dans celle entre la demi-lune et le demi-bastion de l'ouvrage à cornes. Nos troupes s'établirent aussi au pied du glacis de la demi-lune ainsi que sur les avant-chemins couverts bordant le Rhin.

Du 23 au 24, le maréchal d'Asfeld attaque l'angle saillant du chemin couvert de la demi-lune, devant l'ouvrage à cornes et la place d'armes rentrante de la droite de cette demi-lune, où le canon avait fait beaucoup de progrès.

M. de Nangis, de tranchée, est secondé par M. de Bauffremont avec 8 compagnies de grenadiers, qui chassent l'ennemi de cette partie du chemin couvert. On se loge devant la face droite de la demi-lune de l'ouvrage à cornes, depuis la place d'armes rentrante jusqu'à la saillante. On la dépasse même en s'établissant aussi sur les bords du Rhin, malgré la crue des eaux, qui, depuis trois jours, avaient monté d'environ 3 mètres.

Le gouverneur de Philippsburg, qui voulait enlever ses morts, demanda et obtint une suspension d'armes. Nos ingénieurs en profitèrent pour reconnaître et examiner attentivement toutes les fortifications de la place.

L'armée impériale s'avançait vers le bas Rhin. Le maréchal d'Asfeld fit marcher M. de Belle-Isle, avec 6 régiments de dragons et 2 de cavalerie, à Neuhofen, au-dessus de Mannheim, et M. de Quadt, avec 35 escadrons, à Frankenthal. Afin d'observer l'ennemi et de l'empêcher de passer le Rhin, 3 bataillons et 1,200 pionniers étaient aussi envoyés à Yockgrim et à Hagenbach, sous M. d'Hérouville, pour se retrancher sur tous les points où le prince Eugène pouvait établir un pont jusqu'à portée de Lauterburg.

Du 24 au 25, le couronnement du chemin couvert achevé devant la face droite de la demi-lune de l'ouvrage à cornes et sa place d'armes rentrante, on établit trois retours en zigzag devant sa face gauche, ainsi que plusieurs ponts pour communiquer dans la tranchée, malgré deux pieds et demi d'eau en plusieurs endroits. Les mineurs continuèrent leurs débouchés dans le terre-plein du chemin couvert, tant sur la branche de l'ouvrage à cornes que sur la face de son demi-bastion et de la demi-lune. Les débouchés pour la descente du fossé sont poussés jusqu'à la palissade avec pont de fascines.

Du 25 au 26, la sape est perfectionnée, malgré le mauvais temps, qui dérangeait les travaux et détériorait les ouvrages; une nouvelle batterie de cinq pièces, établie sur le chemin couvert, bat en brèche, dès le matin, la face droite de la demi-lune.

Les progrès ne répondaient point aux efforts des assiégeants. L'attaque de Philippsburg par Vauban était un bon exemple à suivre. En s'écartant de la voie tracée par ce grand maître, on prolongeait le siège, on perdait du monde, on risquait même de compromettre l'armée. Aussi M. d'Angervilliers, insistant sur les

points répréhensibles de la conduite du siège, écrivait, le 28 juin, au maréchal de Noailles : « Un homme tel que vous, qui participe au commandement de l'armée, doit instruire le roi, afin qu'il puisse, par ses ordres, faire changer ce qui est contre le service. »

Du 26 au 27, on commence trois ponts de fascines sur les fossés, deux dirigés vers la face droite de l'ouvrage à cornes et la face de la demi-lune où notre canon avait ouvert la brèche.

Du 27 au 28, les assiégeants passèrent le fossé et se logèrent dans la demi-lune. L'ennemi abandonna le reste du chemin couvert de l'ouvrage à cornes, dont la baisse des eaux du Rhin permit de presser l'attaque.

La nuit suivante est employée à prolonger la sape sur la place d'armes de la demi-lune de cet ouvrage, et à terminer le pont qui y conduisait. Enfin tout paraissant prêt, le 29, à 11 heures du matin, M. de Belle-Isle, de tranchée, attaque la brèche de l'ouvrage à cornes avec 5 compagnies de grenadiers, soutenues de 5 piquets. Les grenadiers furent accueillis par un feu meurtrier. Pour comble de malheur, le pont de fascines construit sur le fossé se rompit, ce qui priva les assaillants de tout secours pendant un certain temps. Enfin, le pont, reconstruit, permit de faire passer des piquets et des travailleurs qui établirent, sur la crête de l'angle saillant de l'ouvrage à cornes, une sorte de nid-de-pie. On s'étendit ensuite par la droite et par la gauche; mais les ennemis restèrent maîtres du retranchement qu'ils avaient établi derrière la brèche, et il fallait une vigoureuse attaque pour les en chasser.

Du 29 au 30, on continua la sape du nid-de-pie le long de la face du demi-bastion et de la branche de l'ouvrage à cornes; 4 compagnies de grenadiers se logèrent dans le demi-bastion. Le 30, au matin, les assiégés occupaient encore la traverse vis-à-vis de la courtine. Ils se tinrent à couvert sur la gauche de l'ouvrage, essayant de se retrancher et d'établir deux petites batteries. Pour préparer l'attaque de cette position, les assiégeants placèrent cinq pièces de 24 sur le chemin couvert de la corne de gauche, quatre mortiers et deux pierriers sur la place d'armes rentrante vis-à-vis du demi-bastion. La nuit suivante, les grenadiers des Gardes, débouchant le long de la face de ce demi-bastion, chassèrent les défenseurs de leur retranchement et achevèrent la prise de l'ou-

vrage à cornes, sous la conduite de M. de la Billarderie et du prince de Conty.

Le prince Eugène s'était insensiblement rapproché de Philippsburg. Le 26, l'armée impériale arrivait à Bruchsal et campait, la droite à Langenbrucken, le centre à Stettfeld, la gauche à Bruchsal, où s'établit le quartier général. Les Danois, dirigés d'Heilbronn sur Heidelberg, ne rejoignirent que le 2 juillet. Sur l'avis de ce mouvement, le maréchal d'Asfeld, ne doutant pas que le prince Eugène n'eût le dessein d'attaquer nos lignes, prit ses dispositions pour bien recevoir le choc des Impériaux. Il ordonna aux officiers généraux et aux troupes d'occuper leur poste de combat. Le maréchal fit passer les menus équipages sur la rive gauche du Rhin, où se trouvaient déjà les gros bagages, et rappela les détachements de cavalerie envoyés du côté de Frankenthal et de Mannheim. M. de Belle-Isle se replia, le 27, sur la Petite-Hollande, et s'établit à Heiligenstein avec ses dragons, à la tête de notre pont du bas Rhin. On en construisit un autre près de Rheinhausen avec les bateaux descendus de Strasbourg. M. de Quadt était venu camper à la Reh-Hutte, laissant des détachements entre Mannheim et Spire, avec mission d'observer l'ennemi et de l'empêcher de faire remonter les ponts qu'il avait sur le Rhin et sur le Neckar.

Le maréchal d'Asfeld couvrait les frontières des Évêchés, de la Champagne, de la Lorraine, et Trèves. M. de Tarneau, toujours à Trèves avec une partie de ces troupes, démolit les châteaux de Trarbach et de Kirn. M. de Lutteaux campait à Stenay, attentif aux mouvements de la garnison de Luxembourg. Enfin M. de Givry, toujours à Schalampé, gardait cette partie du haut Rhin contre les tentatives des garnisons de Freyburg et de Vieux-Brisach.

Le 28, les 27 escadrons de cavalerie et de dragons au camp devant Philippsburg allèrent chercher sur la rive gauche du repos et des subsistances, car ils étaient très fatigués, et les fourrages manquaient sur la rive droite. Il ne resta de ce côté que 800 chevaux détachés et relevés tous les deux jours, de sorte que toute la cavalerie se trouvait dans le Spirebach. Elle devait passer le Rhin sur nos trois ponts, si l'ennemi attaquait nos lignes.

Dans les derniers jours de juin, le ministre de la guerre adressa au maréchal d'Asfeld les nouvelles lettres de service des généraux employés sous ses ordres. M. d'Angervilliers lui faisait part

en même temps d'un traité conclu entre Louis XV et l'électeur palatin. L'électeur s'engageait à n'aider en rien les ennemis de la France ; il donnerait au roi toutes les assistances qui ne seraient point contraires aux constitutions de l'Empire, permettrait aux troupes françaises de prendre poste dans ses États, et les appellerait à son secours, si les Autrichiens voulaient attaquer Mannheim.

Les progrès du siège de Philippsburg, surtout la prise de l'ouvrage à cornes, déterminèrent le prince Eugène à tenter de secourir la place.

Le 1er juillet, il lève le camp de Bruchsal une heure avant le jour. Son armée marche sur trois colonnes, dont les têtes parurent en vue de nos lignes à 8 heures du matin. Jusqu'à 4 heures après-midi, elle fit des mouvements que nous cachaient des bois et des villages, et le soir elle campa devant nous, la droite à Wiesenthal, son quartier vis-à-vis du centre de nos lignes; la gauche à Neudorf, en face de notre droite. Elle interceptait ainsi nos communications avec Graben ; mais on avait eu soin de faire rentrer, dès le 26, M. Phelippes qui occupait ce village.

Le maréchal d'Asfeld se mit en mesure de repousser une attaque imminente. Une partie des troupes à cheval campées à Spire et à la Petite-Hollande fut appelée à soutenir l'infanterie. La maison du roi et les dragons passèrent le Rhin au pont d'Oberhausen, et entrèrent le soir même dans les lignes de Philippsburg : à droite, 10 régiments de dragons avec M. de Belle-Isle; au centre, les 13 escadrons de la maison du roi. La garnison de Landau et les troupes restées à la gauche du Rhin se rassemblèrent, sous M. de Duras, à Leimersheim; 74 pièces de canon furent établies aux saillants de nos lignes; tous les officiers généraux se rendirent à leurs postes. L'infanterie plia ses tentes, prit les armes, se forma en bataille et coucha derrière les retranchements.

L'armée française espérait donc être attaquée le 2 juillet. Le prince Eugène se contenta d'envoyer quelques boulets, qui blessèrent des soldats de la maison du roi. Un corps de 5 à 6,000 Autrichiens s'étant porté vers le haut Rhin, à Hagenbach, avec un pont sur haquets, le maréchal de Noailles fit marcher de ce côté 14 bataillons et 27 escadrons, avec M. de Duras. Après avoir parcouru la rive gauche, il les répartit entre Philippsburg et Lauterburg, pendant que M. de Quadt, qui gardait le bas Rhin avec 35 esca-

drons, se repliait de la Reh-Hutte sur le camp de Spire, échelonnant des détachements le long du fleuve entre Spire et Mannheim. M. de Belle-Isle, détaché, le 2, pour joindre le duc de Duras à Leimersheim, laisse sa cavalerie aux ordres de cet officier général, et campe, le 3, ses dragons à la tête des ponts, où le maréchal d'Asfeld avait déjà renvoyé la maison du roi. Le 5, le maréchal de Noailles se rend de sa personne dans les lignes de Philippsburg, confiant à M. de Chaulnes les troupes à la gauche du Rhin.

Devant la place, pendant la nuit du 1er au 2 juillet, le journal du siège ne mentionne que le perfectionnement des logements dans l'ouvrage à cornes et l'établissement d'une batterie de cinq pièces au saillant de gauche. La nuit suivante, les travaux reprirent plus d'activité. On prolonge la sape sur les deux branches de l'ouvrage à cornes intérieurement et sur l'angle saillant du chemin couvert à la gauche du même ouvrage, jusqu'à 30 mètres de la place d'armes couvrant la porte de l'ouvrage couronné, battu par vingt pièces, pendant que l'on établissait cinq autres batteries de quatre pièces dans les demi-bastions et la courtine de l'ouvrage conquis. Du 3 au 4, cheminement à la sape volante sur la branche droite de l'ouvrage à cornes. La sape de gauche, poussée jusqu'à la place d'armes, se trouva complètement entourée la nuit suivante, par l'achèvement des cinq dernières batteries et l'installation de vingt pièces de gros canon, avec huit mortiers et autant de pierriers. Du 5 au 6, on avance la sape sur les deux branches de l'ouvrage à cornes jusqu'au fossé de l'ouvrage couronné, et sur le chemin couvert de gauche jusqu'à une retenue d'eau, dont on se rendit maître. Le 6 au matin, les nouvelles batteries de canons, de mortiers et de pierriers se mirent à tirer sur l'ouvrage couronné. Du 6 au 7, les sapes sont perfectionnées. La nuit suivante, on commence la construction des ponts dirigés sur les deux faces du bastion de l'ouvrage couronné, où nos batteries avaient fait brèche. Malheureusement une nouvelle crue du Rhin vint encore entraver les opérations, et, jusqu'au 12, impossible de terminer ces deux ponts et d'attaquer le bastion, bien que les brèches parussent déjà praticables. Plusieurs batteries de mortiers furent submergées et mises hors d'état de servir.

Tandis que l'armée de siège voyait son œuvre retardée et ses ouvrages détruits par l'inondation, l'armée d'observation renonçait

à l'espoir d'être attaquée par le prince Eugène. Depuis le 30 juin, notre infanterie couchait au bivouac, à quarante pas derrière nos lignes. Comme l'ennemi se tenait immobile dans ses positions, et que la pluie compromettait la santé de nos troupes, elles rentrèrent au camp le 7 juillet, nos hussards continuant tous les jours le coup de pistolet avec ceux de l'armée impériale.

Le 8, le maréchal de Noailles se rend à la droite des lignes, renforcée de 2 brigades d'infanterie. L'ennemi portait de ce côté des forces considérables, élevait des retranchements et construisait des batteries à Ketsch, poussant un gros détachement de cavalerie et d'infanterie jusqu'à Rusheim. Menacés sur la rive droite par 21 bataillons, surveillés de la rive gauche par 8 bataillons suisses, rapprochés afin de s'opposer à l'établissement d'un pont sur ce point, les Impériaux abandonnèrent le poste de Rusheim, que M. de Noailles fit aussitôt occuper.

L'effectif des troupes aux ordres du maréchal d'Asfeld était alors de 129 escadrons et de 123 bataillons de campagne : 94 bataillons dans les lignes de la droite du Rhin, 8 sur la rive gauche, 6 à Trèves sous M. de Tarneau, 2 en marche de cette ville venant à Landau, et 2 autres se rendant au camp de Philippsburg, 2 sur la Meuse avec M. de Lutteaux, 9 en Alsace; presque toute la cavalerie sur la rive gauche où elle trouvait des fourrages et facilitait l'arrivage dessubsistances des troupes campées devant Philippsburg.

Avec une armée si nombreuse et si bien disposée, il semblait possible de faire autre chose que piétiner dans la boue et canonner les travailleurs employés aux retranchements ennemis. C'était l'avis de M. de Noailles. Les deux maréchaux chargés des opérations au delà du Rhin différaient d'opinion sur les moyens de couvrir le siège de Philippsburg. M. d'Asfeld, ingénieur très distingué, voulait retrancher l'armée assiégeante dans des lignes semblables à celles dont les Autrichiens ont coutume de s'entourer. M. de Noailles regardait ces précautions comme indignes des Français et comme dangereuses : elles indiquaient de la faiblesse et de la crainte, et rassuraient l'ennemi sur le sort de l'Allemagne. Il faisait observer qu'un pareil moyen n'avait point réussi au prince de Condé, devant Arras. L'avis du commandant en chef dut prévaloir. Malgré l'inondation qui transformait en marais une partie du camp, malgré les insultes de l'armée impériale, l'armée fran-

çaise resta dans ses lignes. Le maréchal d'Asfeld porta ses ouvrages à un tel degré de perfection, que le prince Eugène, malgré les réflexions des princes allemands accourus pour assister à la défaite des Français, n'osa pas les attaquer. Le système du général en chef assura la prise de Philippsburg. Le plan de M. de Noailles aurait-il donné de meilleurs résultats? Quoi qu'il en soit, ces dissentiments, connus de l'armée, l'affectaient, surtout dans les moments où les débordements du Rhin et les mauvais temps la condamnaient à l'inaction. Naturellement les troupes partageaient l'avis du maréchal de Noailles, qui, constamment en mouvement, toujours spirituel, toujours gai, campant entre les deux bataillons de Navarre, passant les nuits au bivouac, donnait à tous l'exemple de l'abnégation, de la patience et de la soumission absolue au commandement supérieur. Il écrivait, le 13, au ministre de la guerre :

« Vous pouvez assurer le roi qu'il y a encore des Français, et même des Gaulois ; c'est tout dire. Je suis venu voir un moment le maréchal d'Asfeld, et conférer avec lui. Je m'en retourne dans le moment à ma chère droite, où nous faisons mille petites agaceries à ces messieurs, qui ne me paraissent pas, à beaucoup près, si coquets que nous.

« Je suis ici sans équipages, et sans vouloir en faire venir. J'ai une tente et un lit d'emprunt, et je me fais donner à dîner par nos jeunes colonels, que je tiens en belle humeur. »

La « chère droite » du maréchal de Noailles était précisément le point de nos lignes en face duquel l'ennemi se fortifiait le plus, et vers lequel il dirigeait la plus grande partie de ses forces.

Heureusement le Rhin commençait à rentrer dans son lit, et les opérations du siège allaient suivre leur cours. Le 12, le maréchal d'Asfeld modifia le service devant la place. Au lieu de faire monter la tranchée, à l'attaque de droite, par des corps avec drapeaux, il décida qu'on y enverrait des piquets et des compagnies de grenadiers, afin de reposer les bataillons et de laisser moins de vide dans les lignes.

L'inondation avait complètement détruit les ponts jetés sur le fossé de l'ouvrage couronné. On consacra deux nuits à la reconstruction de ces ouvrages, terminés le 14, à 9 heures du soir. Le maréchal ordonna l'assaut aux deux brèches. MM. de Chaulnes

et de Ravignan, de Polastron et de Tarla, furent chargés d'exécuter cette attaque avec 8 compagnies de grenadiers, outre les piquets et les bataillons de tranchée. Nos grenadiers refoulèrent l'ennemi à la baïonnette, en suivant les faces de l'ouvrage, avec une telle impétuosité que presque tous les défenseurs furent tués, blessés ou pris. Les assaillants se logèrent en même temps à droite et à gauche sur les deux tiers des courtines. Les grenadiers firent des merveilles dans cette affaire, la plus considérable du siège.

L'armée du prince Eugène cherchait à nous inquiéter. Dans la nuit du 13 au 14, les Impériaux s'emparèrent de Rusheim, où ils se rendirent en bateaux. Nos troupes se replièrent à Knaudenheim. Pendant l'attaque de l'ouvrage couronné, ils prononcèrent leur mouvement sur notre droite, et menacèrent notre pont du haut Rhin. Le comte de Saxe passe à Germersheim et poste les 2 bataillons de gardes suisses vers les bords du fleuve. N'ayant plus rien à craindre de ce côté, l'armée française, qui avait reçu le jour même un renfort, surveillait les mouvements exécutés devant sa droite. Un instant, elle put espérer de se voir attaquer le 15. Le roi de Prusse venait d'arriver au camp impérial, où son fils le prince royal l'avait précédé. Frédéric-Guillaume pressait le défenseur de l'Autriche de faire lever le siège de Philippsburg. Le prince Eugène craignit de compromettre sa vieille gloire militaire. Le jour où il devait conduire les Impériaux à l'assaut des lignes françaises, le héros de Hochstedt ne quitta pas son quartier de Weisenthal, retenu au lit par une indisposition réelle ou simulée.

Dans la nuit du 15 au 16, les assiégeants se logèrent sur tout le front de la couronne, et occupèrent les courtines et les deux bastions, malgré le feu des pièces ennemies, qui tirèrent sans discontinuer. Des boyaux furent ouverts dans une partie du terre-plein, où l'on s'établit, la nuit suivante, jusqu'à 20 mètres du bord du fossé, en même temps que l'on mettait en batterie 44 pièces pour battre en brèche le corps de place.

Le 17 au matin, un officier de la place arrivait en parlementaire au quartier général français, avec une lettre du gouverneur. Le baron de Wutgenau priait le maréchal d'Asfeld de laisser passer cet officier au camp du prince Eugène. Le maréchal refusa, et profita du retour du parlementaire pour faire savoir au comman-

dant de la place que la continuation d'une résistance désormais inutile exposerait la ville à toutes les conséquences d'une prise d'assaut. Le même officier revint dans la soirée, et obtint une suspension d'armes. Le 18 au matin, la ville envoyait des otages au camp français, et, vers les 6 heures du soir, la capitulation fut signée. La garnison devait sortir avec les honneurs de la guerre ; mais, au lieu de joindre l'armée du prince Eugène comme elle l'avait demandé, elle serait conduite à Mayence. La porte Blanche, qui joignait le corps de place à l'ouvrage couronné, fut remise le soir même, ainsi que la barrière, au régiment des gardes françaises. Des officiers entrèrent dans la ville pour inventorier les munitions de guerre et de bouche. Plus de soixante pièces de canon, la plupart aux armes de Bavière, tombèrent en notre pouvoir.

Le lendemain, le baron de Wutgenau se rendit au camp français, où il fut magnifiquement traité et complimenté par tous les officiers généraux. En témoignage de sa belle défense, le maréchal d'Asfeld lui fit présent d'un canon.

Le 19 et le 20, on s'occupa de combler les tranchées, d'enlever le matériel de siège et de réparer les ponts sur le Rhin.

Le 21, la garnison de Philippsburg sortait de la place, transportée en bateaux jusqu'à Spire, puis à Mayence. Elle laissait, dans les hôpitaux, près de 500 blessés ou malades. L'armée française avait aussi payé cher sa brillante conquête (1). Le duc de Duras, le marquis d'Hudicourt, le comte de Chaumont et beaucoup d'officiers générauxfurentblessés. Le maréchal de Berwick, le marquis de Silly, le chevalier de Sanglé, la Boulaye, le chevalier de Puyguyon y trouvèrent une mort glorieuse. Officiers et soldats furent admirables de patience et de bravoure. Le prince de Conty, les comtes de Clermont et de Saxe se distinguèrent. Le duc de Richelieu méri-

(1) Régiments employés devant Philippsburg : les Gardes, Navarre, Piémont, Normandie, la Marine, Richelieu, Bourbonnais, Pons, Royal, Gondrin, Touraine, Noailles, Royal-Vaisseaux, la Couronne, Bretagne, Lamarck, Perche, d'Auroy, Alsace, Rouergue, Bourgogne, Royal-Marine, Vermandois, Saxe, Languedoc, La Vallière, Duras, Toulouse, Provence, Nice, Haynault, Saintonge, Bigorre, Brie, Soissonnais, Beauce, Vivarais, Mortemart, Burkeley, Clare, Dillon, Lenck, Montmorenci, Conty, Agénois, Santerre, Deslandes, Boulonnois, Rooth, Berwick, Enghien, Royal-Bavière.

terait aussi d'être loué sans restriction, s'il n'avait tué dans un combat particulier un de ses compagnons d'armes, le prince de Lixen, de la maison de Lorraine (1).

Le maréchal d'Asfeld fit entrer dans la place 4 bataillons des régiments de Bigorre, d'Agénois, d'Auxerrois et de Ponthieu, et 2 deux bataillons de milice, pour y tenir garnison, avec M. la Javelière. Ces troupes devaient camper sur le rempart, en attendant le rétablissement des casernes écrasées par les bombes.

Immédiatement après la capitulation, M. de Reynel, colonel du régiment de Santerre, portait à Versailles la nouvelle de la prise de Philippsburg; elle y causa une joie extraordinaire ainsi que dans toute la France. Le roi écrivit à l'archevêque de Paris :

« En même temps que l'Empereur faisait élever les lignes du côté d'Ettlingen, pour en fermer les passages, que je m'étais ouverts en Allemagne, l'année dernière, par la prise de Kehl et par le rétablissement des ponts de Huningue et du Fort-Louis, il se disposait à pénétrer sur mes frontières avec la plus grande partie de ses forces et celles de l'Empire; j'ai prévenu ses desseins. Trarbach a été assiégé dans le mois d'avril, et pris en sept jours, malgré les rigueurs de la saison; et l'armée considérable que j'avais assemblée sur le Rhin a passé le fleuve, sous les ordres du feu maréchal de Berwick; elle a forcé les lignes d'Ettlingen et a formé le siège de Philippsburg. La place a été investie, et elle s'est rendue à mon cousin le maréchal d'Asfeld. Tout ce qui peut re-

(1) « Dès que les travaux du jour étaient finis, une partie de la nuit se passait en plaisirs, en fêtes; des mets et des vins étaient servis sur la tranchée. Un de ces festins nocturnes fut troublé par un incident qui annonce combien cette gaieté était mêlée d'indiscipline. En soupant avec le jeune prince de Conty, le duc de Richelieu fut insulté par le prince de Lixen. Richelieu, qui avait éprouvé beaucoup de fatigue dans la journée, conservait encore quelques traces de sueur au front. Le prince de Lixen, en réponse à quelques épigrammes, lui dit de s'essuyer, et ajouta *qu'il était étonnant qu'il ne fût pas entièrement décrassé, après l'avoir été en entrant dans sa famille.* (Richelieu venait de s'allier à la maison de Lorraine en épousant la princesse Élisabeth-Sophie, fille du duc de Guise.) Richelieu ne voulut pas différer sa vengeance d'un seul moment. A minuit, les deux adversaires se rendirent à la tranchée.... Le prince de Lixen fut tué. Le maréchal d'Asfeld n'osa punir Richelieu; mais celui-ci crut devoir redoubler d'ardeur, et eut le bonheur d'être blessé sur la tranchée qu'il avait teinte du sang de son compagnon »

lever le résultat d'une entreprise se trouve rassemblé dans celle-ci. Cet événement, le plus considérable de mon règne, me fait sentir de plus en plus que Dieu, qui connaît la justice de ma cause et la droiture de mes intentions, continuera de les protéger. »

Louis XV adressait en même temps des félicitations à son armée victorieuse.

Le roi au maréchal d'Asfeld.

« Vous avez eu la satisfaction de voir que votre exemple a inspiré les mêmes sentiments aux officiers et aux soldats.

« Je me suis fait rendre compte jour par jour de tout ce qui s'est passé, et j'ai toujours remarqué qu'à mesure que les difficultés augmentaient, soit par la crue des eaux, ou par la présence de l'ennemi et par le feu de la place, l'ardeur et la patience de mes troupes redoublaient dans la même proportion.

« Il n'est point de succès sur lequel on ne doive compter avec une nation aussi brave.

« Je me charge de témoigner aux officiers généraux et autres, et à l'armée, combien je suis content de tous. Vous ne devez pas douter que je ne sois dans les mêmes sentiments à votre égard. »

Le contentement fut d'autant plus grand et plus général en France, qu'on s'était vanté, dans tout l'Empire, que la ville ne serait pas prise, que le prince Eugène en ferait lever le siège. Les plus distingués des princes allemands étaient venus à l'armée impériale pour apprendre d'un si grand maître l'art de vaincre les Français. Le roi de Prusse, le prince royal son fils, le prince d'Orange, le duc de Wurtemberg, le prince d'Anhalt-Dessau, le duc Albert de Bewern, le landgrave de Hesse-Darmstadt, le margrave de Baden-Baden, les quatre margraves de Brandenburg, les princes Maximilien et Georges de Hesse-Cassel, le prince d'Anhalt de Berneburg, le prince Frédéric de Wurtemberg, le duc de Wurtemberg-Oels, les jeunes princes de la maison de Baden-Durlach, les trois princes de Saxe-Gotha, le prince héréditaire de Hesse-Darmstadt, le prince de Hohenzollern, le prince de Lichtenstein, le duc d'Arenberg, le prince de Hesse-Rheinfelds, et d'au-

tres encore, suivaient cette campagne comme instruction militaire.

Le héros de Hochstedt et de Turin était vieux et fatigué. L'habileté lui restait; mais l'ardeur lui manquait, surtout pour une guerre qu'il avait conseillé d'éviter. Ses avis ne prévalaient plus à la cour de Vienne. « Des trois empereurs que j'ai servis, disait-il, Léopold a été mon père, Joseph était mon frère, Charles VI est mon maître. » La faiblesse numérique et la composition hétérogène de son armée l'avaient rendu très circonspect. Ni les agaceries de l'armée française, ni les instances du roi de Prusse, ni la vive sympathie qu'excitait dans tout l'Empire la belle défense de Philippsburg, rien n'avait pu le décider à risquer sa gloire dans une attaque dont la réussite lui semblait au moins douteuse. Après la prise de la place, il craignit d'être attaqué. Dès le lendemain de la capitulation, il retire les 6,000 hommes poussés à Rusheim, et renvoie ses gros bagages à Bruchsal. Dans la nuit du 21 au 22, il décampe des environs de Philippsburg. Ses troupes marchèrent sur quatre colonnes, couvertes par de grosses arrière-gardes, et s'établirent la droite à Stettfeld, le centre à Ubstadt, la gauche à Bruchsal. Dès le matin, le maréchal de Noailles se mit à leur poursuite, sans pouvoir les atteindre.

Comme les Impériaux avaient sans doute l'intention d'aller chercher sur le bas Rhin les vivres et les fourrages qui leur manquaient absolument dans leurs positions actuelles, le maréchal d'Asfeld envoie M. de Belle-Isle, avec 36 escadrons et 5 bataillons, déjà sur la rive gauche, occuper Worms. L'avant-garde française s'empare, le 23, de cette ville, où M. de Belle-Isle et le gros de ses forces arrivèrent le lendemain.

A Philippsburg, les journées des 24, 25, 26 et 27 juillet furent employées à rétablir avec l'Alsace les communications interrompues par les crues du Rhin. Dès que les deux ponts de Philippsburg et de Rheinhausen eurent été réparés, l'artillerie évacua sur la rive gauche, ainsi que les 2 brigades d'infanterie destinées à renforcer à Worms le corps de M. de Belle-Isle.

Un siège exécuté dans des conditions si pénibles avait fatigué l'armée. Pour permettre à ses troupes de se refaire, et afin de se donner à lui-même le temps de rechercher les moyens ou les occasions de terminer heureusement une campagne si bien com-

mencée, le maréchal d'Asfeld conduit son infanterie sur la rive gauche, où se trouvait déjà la cavalerie. Tandis que l'armée consommerait les fourrages des environs de Mayence, le commandant en chef aurait le loisir d'examiner quel parti serait le plus avantageux : mettre le siège devant cette place, ou repasser le Rhin et vivre aux dépens de la Souabe, en ménageant les subsistances de l'Alsace. Ayant comblé les tranchées devant Philippsburg et mis la place à l'abri des coups de main, les 84 bataillons restés dans les lignes de circonvallation franchirent le Rhin, le 28, en trois colonnes. La première prit le pont de Rheinhausen, replié derrière elle. Les deux autres, formées des troupes placées à la gauche et à la droite de la Salza, gagnèrent la rive gauche du Rhin par le pont de Philippsburg, la deuxième à Walsheim, la troisième à Otterstadt. Le maréchal d'Asfeld établit son quartier général à Spire. Les brigades destinées à composer un corps d'armée aux ordres du maréchal de Noailles formèrent l'arrière-garde des deux dernières colonnes, sur les hauteurs de la Petite-Hollande.

Les grenadiers et les piquets de l'armée avaient été postés sur les bords des retranchements, pour faire l'extrême arrière-garde. Ils se mirent en bataille, et s'ébranlèrent à 2 heures de l'après-midi, fermant la marche avec un ordre admirable.

L'ennemi ne songea pas à inquiéter nos derrières; il n'envoya même pas de hussards reconnaître notre mouvement, et notre passage s'effectua en plein jour.

Il ne resta à Philippsburg que 6 bataillons, dont 2 de milices (1), aux ordres de M. de la Javelière, nommé gouverneur de la place. Le 29, toute l'infanterie, excepté celle du maréchal de Noailles, se mit en marche sur trois colonnes, et s'arrêta, le soir,

(1) Ces milices, décidées en 1719, avaient été organisées en 93 bataillons, qui furent assemblés pour la première fois en 1726. En 1734, on en composa 40 régiments à deux bataillons, et 13 régiments à un bataillon; 30 bataillons supplémentaires levés en 1733 restèrent séparés, et c'est seulement à la paix, en 1736, que l'on conserva sur pied 100 bataillons de milices provinciales, un par généralité. Les milices devaient, en temps de guerre, contribuer à la défense du royaume et, dans les cas extrêmes, combler les vides que la mort et la désertion creusaient dans les rangs de l'armée permanente, vides que le mode de recrutement était impuissant à remplir. C'est ainsi qu'il en fut envoyé à l'armée d'Italie.

à Lamsheim, avec la maison du roi. Le lendemain, formant deux colonnes, elle passait à Worms, et s'établissait, en corps séparés, entre les villages de Neuhofen et de Rhein-Gonheim. La réserve, avec M. de Belle-Isle, resta campée à l'ouest de Worms. Un détachement fut dirigé sur Oppenheim. Le 31, le maréchal d'Asfeld exécutait un fourrage général en avant de Worms, pour la cavalerie arrivée de Spire.

Les forces que le général en chef conduisait vers Mayence comprenaient alors 79 bataillons de campagne, 2 bataillons d'artillerie et 110 escadrons de cavalerie et dragons. Le corps du maréchal de Noailles était composé de 25 bataillons et 21 escadrons, répartis dans plusieurs camps entre le Fort-Louis et Spire. Il couvrait le haut Rhin, et veillait à la sûreté de Philippsburg, où il devait envoyer un détachement de 600 travailleurs qui serait relevé tous les cinq jours.

Pendant ces mouvements de l'armée française, les Impériaux ne bougèrent pas. Le 26 juillet, ils reçurent dans leur camp de Bruchsal les renforts envoyés de Luxembourg, en même temps que la cavalerie venant des Pays-Bas arrivait à Heidelberg. La discorde et la disette désolaient l'armée impériale. La prise de Philippsburg avait naturellement aggravé la mésintelligence entre le généralissime autrichien et les princes de l'Empire qui lui avaient amené leurs contigents. Attirés par l'espoir de prendre leur part d'une victoire, ils refusaient de partager la responsabilité d'un échec. Le roi de Prusse reprochait au prince Eugène de n'avoir point attaqué les lignes françaises. Vers la fin de juillet, il quitta le camp impérial et se rendit à Heidelberg; et le 17 août, il se retira définitivement à Clèves. Le prince royal resta.

La disette avait aussi causé beaucoup de désertions dans l'armée du prince Eugène. La crainte d'un nouveau siège en amena de plus nombreuses encore dans la garnison sortie de Philippsburg. Pendant le trajet de cette place à Mayence, 1,200 hommes abandonnèrent les drapeaux.

Le défenseur de l'Autriche n'avait point voulu quitter son camp de Bruchsal avant de connaître la direction que prendrait l'armée française. Quand il sut qu'elle descendait vers le bas Rhin, il ne douta pas que le maréchal d'Asfeld n'eût le dessein d'assiéger Mayence. Laissant à Bruchsal, Durlach et environs une vingtaine de

mille hommes, aux ordres du duc de Wurtemberg, pour couvrir le pays, il se mit en marche avec la plus grande partie de ses forces, et campa le 1er août à Wiesloch, le 3 à Heidelberg. Après avoir franchi le Neckar le 4, les Impériaux s'avancèrent sur trois colonnes à Weinheim, Neuenheim et Weilsheim. Les jours suivants, ils continuèrent leur mouvement. Le 7, le prince Eugène se trouvait à Darmstadt. Pendant qu'il établissait en face de l'armée française, alors à Oppenheim, le gros de ses forces, il détachait 4,000 hommes à Mayence, avec mission de jeter des ponts sur le Mayn et sur le Rhin.

Le maréchal d'Asfeld avait quitté Worms le 3. L'armée française marcha sur trois colonnes; M. de Belle-Isle fut laissé à Worms, pour faciliter les subsistances et diviser l'attention de l'ennemi. Le 4, l'armée se remit en marche sur quatre colonnes, pour Oppenheim, où fut établi le quartier général, la gauche à Selzen. Dans ce campement on trouvait des fourrages, mais on manquait de bois et d'eau. Le général en chef s'occupait de reconnaître un autre emplacement à Nieder-Olm, plus près de Mayence, lorsqu'il apprit, le 5, que le prince Eugène avait passé le Neckar et s'avançait vers Mayence. Le maréchal d'Asfeld avait alors avec lui 82 bataillons et 96 escadrons. Le corps du maréchal de Noailles comptait 25 bataillons et 21 escadrons. Il y avait en outre, dans diverses places, 14 bataillons qui n'avaient pas encore joint l'armée. En conduisant ses troupes vers le bas Rhin, le conquérant de Philippsburg s'était proposé de faire consommer les subsistances qui se trouvaient encore sur cette partie de la rive gauche, d'inquiéter le prince Eugène au sujet de Mayence, et d'assiéger cette place, si les Impériaux ne s'y portaient pas en force. Dans le cas contraire, il remonterait le Rhin, gagnerait de vitesse l'armée impériale, et irait faire subsister ses troupes sur les terres du Wurtemberg et des princes voisins, vassaux de l'Empire. Cette dernière hypothèse se réalisait : le prince Eugène s'approchait de Mayence avec 90 bataillons et 157 escadrons, ne laissant aucune troupe sur le Neckar. Soit pour mieux tromper son adversaire sur ses véritables desseins, soit afin de se tenir prêt à tout événement, le maréchal d'Asfeld concentra presque toutes ses forces vers le bas Rhin, appela à son camp d'Oppenheim 8 bataillons et 12 escadrons des troupes du maréchal de Noailles campées à Spire, 6

bataillons et 12 escadrons de la réserve de M. de Belle-Isle laissée à Worms. Le 7, le maréchal de Noailles reçut aussi l'ordre d'amener dans cette dernière ville le reste de ses troupes, à l'exception de 5 bataillons suisses, qui resteraient dans le Spirebach pour garder Spire et la Petite-Hollande.

M. d'Asfeld au ministre de la guerre.

« Je dois céder à vos désirs sur les opérations de notre campagne. 1° Je n'ai pas un moment à moi. 2° Rien n'est plus difficile et plus dangereux que de faire des projets de guerre pour d'autres, que l'on n'est pas chargé d'exécuter soi-même. Quoique l'on voulût ne point parler du début de la campagne, du temps perdu pour une entreprise peu digne des apprêts faits, on ne peut s'empêcher de dire que c'est ce qui nous a jetés dans les inconvénients essuyés pendant le siège de Philippsburg. Je ne sais si l'on n'aurait pu y ajouter la conquête de Mayence, puisque le prince Eugène n'a été en état de s'ébranler du camp d'Heilbronn qu'à la fin du mois de juin. Je sais que l'on n'aime pas à rappeler le passé; mais il est indispensable de le faire, afin d'éviter de tomber dans les mêmes inconvénients. On a donc perdu un temps considérable dans la prise des lignes; il s'est écoulé près d'un mois pendant lequel on a fait bien des fautes. Mais, après tout, on en est sorti glorieusement d'une façon à faire honneur à la nation; je ne sais même si on ne doit pas regarder comme un bonheur tout ce qui s'est passé pendant ce siège, puisque cela a servi à faire connaître le courage et la bonne volonté du soldat, dont on ne pouvait être assuré après vingt ans de paix.

« Après la prise de Philippsburg, je n'aurais pris le parti de passer le Rhin, qu'y étant forcé; c'était beaucoup de quitter cette ville, sans avoir achevé de raser les tranchées, les lignes, détruit les ponts, déblayé les brèches.

« Je crois qu'il était de la bonne politique d'éviter de porter la guerre sur le bas Rhin. On doit poser pour principe certain que notre armée est supérieure à celle du prince Eugène, au moins par la quantité des troupes, si elle ne l'est par la qualité. On ne peut disconvenir, par toutes les manœuvres que le général a

faites, qu'il n'ait senti et reconnu cette supériorité. Il suffit de l'avoir vu se retirer des lignes le propre jour de la sortie de la garnison de Philippsburg.

« On ne doit penser, à ce qu'il me semble, quant à présent, qu'aux dispositions pour l'établissement des quartiers d'hiver, et à faire l'emplacement des troupes tel qu'elles aient peu de mouvements à faire lorsque l'on voudra les mettre en œuvre. C'est une attention des plus essentielles, et qui peut avoir de grandes conséquences.

« Avant cet arrangement des emplacements des quartiers d'hiver, examinez quel doit être le début de la campagne prochaine, quelle entreprise vous aurez en vue, en supposant que l'on voudra profiter de l'avantage que la France a sur ses ennemis, d'agir toujours deux mois avant qu'ils puissent rassembler toutes leurs forces. N'oubliez pas, s'il vous plaît, que c'est vous qui m'avez demandé et pressé de vous écrire comme je le fais. » (D. G., 12, n° 2734.)

Versailles avait considéré la prise de Philippsburg comme la préparation d'événements de guerre plus décisifs. On espérait que le maréchal d'Asfeld, après cette conquête importante, voyant ses soldats habitués au feu et animés par le succès, les conduirait à la rencontre de l'ennemi qui n'avait pas osé les attaquer. Le gouvernement savait que tel était depuis longtemps l'ardent désir du maréchal de Noailles. Le retour de l'armée française sur la rive gauche du Rhin causa donc un désappointement général. Les motifs de ce mouvement rétrograde apparaissaient d'autant moins, que rien ne menaçait M. de Tarneau à Trèves, ni M. de Lutteaux à Stenay. A la nouvelle de la marche des Impériaux vers Mayence, le ministre de la guerre écrivit, le 11, au maréchal d'Asfeld, au nom du roi, de pousser son armée sous cette place et d'y accepter le combat, ou de repasser le Rhin à l'île Neckerau et de marcher droit à Heidelberg, puis à Heilbronn, afin de porter la guerre dans l'Empire. Il laisserait un poste retranché dans le Spirebach. Les ordres du gouvernement trouvèrent le maréchal au camp d'Ébersheim. Il était trop tard pour exécuter le plan ministériel.

Le 8, l'armée entière fourrageait dans le pays au delà de la Seltz, sans être inquiétée. Le 9, M. de Berchiny, détaché avec 6 compagnies de grenadiers et 700 chevaux, s'était approché de Mayence, afin de reconnaître la position des ennemis arrivés sous

cette place. Les Impériaux campaient, en corps séparés, la droite au Mayn, avec deux ponts, la gauche au Rhin. Ils avaient un pont sur le fleuve, et s'occupaient d'en construire un autre. Attaqué, le 10 au matin, par 2,500 hussards soutenus de 5 ou 6 escadrons de dragons, il fit une belle défense et une retraite admirable. Cette vive escarmouche coûta plus de cent hommes aux cavaliers ennemis. A cette date du 10, le maréchal de Noailles arrivait à Worms, en même temps que ses troupes; il y trouva les 15 bataillons et 22 escadrons du corps de M. de Belle-Isle. L'armée du Rhin était encore une fois réunie. Le maréchal d'Asfeld la fit changer de position et camper sur les hauteurs d'Oppenheim, la droite à cette ville, la gauche à Gimsheim. En quittant Spire, le duc de Noailles écrit, le 9, à M. d'Angervilliers :

« M. le maréchal d'Asfeld s'est à la fin déterminé à me faire joindre son corps d'armée avec mes troupes. Il y a trois jours que je reçois ordre et contre-ordre à ce sujet; mais aujourd'hui il n'y a plus à s'en dédire. Toute mon infanterie, la cavalerie et dragons sont en marche de ce matin et arriveront après-demain à Oppenheim. Je partirai demain et ferai en un jour le chemin que les troupes feront en deux. M. le prince Eugène marche du côté de Mayence avec toutes ses forces, il est naturel que nous nous présentions de même avec toutes les nôtres. Je crois cependant que nous resterons à nous regarder les uns les autres, et que nous reviendrons incessamment nous promener de ce côté-ci. »

Le spirituel duc ne s'était pas trompé. Au moment où l'on s'attendait à marcher sur Mayence à la rencontre de l'ennemi, l'armée reçut, avec autant d'étonnement que de mauvaise humeur, l'ordre de remonter le Rhin.

Le maréchal de Noailles traduisait encore l'impression générale en écrivant, le 13, de Worms, au ministre de la guerre :

« Je ne sais ce que vous direz en apprenant que le maréchal d'Asfeld a pris le parti de quitter ce pays pour aller faire vivre l'armée de l'autre côté du Rhin; je vous avoue que cette manœuvre m'a surpris et affligé, je ne suis pas le seul dans l'armée, par malheur, qui pense ainsi.

« Vous avez vu ce que je vous ai écrit il y a quelques jours, sur ce que l'on devait faire après la prise de Philippsburg, une de mes raisons était que je regardais cette démarche, de epasser le Rhin,

comme peu digne d'une armée comme celle-ci. Sans influer sur la réputation des armes du roi, on ne peut sauver cette manœuvre que par des raisons de subsistances, bien qu'on eût pu vivre au moins deux mois à l'aise, ce qui me faisait désirer d'y passer l'hiver.

« Inutile d'en dire davantage, puisque la faute est faite, et il ne s'agit maintenant que de travailler de son mieux pour ne pas finir la campagne derrière la Lauter, à manger l'Alsace avec une armée supérieure à celle des ennemis et sortant d'un siège où le soldat a montré tant de courage et de bonne volonté.

« J'ignore ce que l'on propose, mais si l'on n'a pas trouvé d'emplacements en deçà du Rhin pour 140 escadrons et plus de 100 bataillons, je ne crois pas que nous en trouvions de meilleurs de l'autre côté. Je souhaite me tromper, mais les marches précipitées détruisent plus les troupes que les actions.

« Je pars demain et vais le premier passer le Rhin à Philippsburg (1). »

Les gros équipages de l'armée avaient été renvoyés, le 11, à Germersheim. Le maréchal ayant résolu de franchir le Rhin près de Philippsburg, le maréchal de Noailles avait reçu l'ordre d'aller, le premier, exécuter le passage sur ce pont. La journée du 12 fut consacrée aux préparatifs de ce mouvement général. Le prince Eugène s'occupait alors d'établir ses communications sur le bas Rhin, persuadé que Mayence était l'objectif des Français. Il importait donc de profiter de son erreur pour le devancer sur le haut Rhin.

Le 13, levant le camp d'Oppenheim, l'armée du maréchal d'Asfeld marche sur huit colonnes et campe sur deux lignes, la

(1) Quelques jours après (21 août), M. de Belle-Isle écrivait également, du camp de Mutteren, à M. d'Angervilliers :

« Il y a six semaines que je n'ai été en état de vous écrire, par suite des conséquences de ma blessure, dont j'ai peine à revenir bien portant, obligé de marcher en chaise avec mes troupes, n'étant pas en état de monter à cheval. Ma présence, du reste, ne manque pas au corps de réserve, qui m'est confié et que je n'ai pas quitté. Je ne vous parle pas de la marche que nous faisons actuellement ; je crois qu'elle n'est pas de votre goût, et vous assure qu'elle n'est pas plus du mien. Je ne m'aviserai pas de raisonner sur ce qui nous a conduits où nous sommes. » (D. G., 13e vol., n° 52.)

droite et le quartier général à Westhofen, la gauche à Gundersheim. Le 14, elle s'arrêta, également sur deux lignes, la droite à Plif-fichheim, le centre et le quartier général à Pfeddersheim, la gauche à Munsheim, pendant que le maréchal de Noailles, parti de Worms avec 31 bataillons et 31 escadrons, arrivait à Spire, où il fut joint par les 12 escadrons détachés de l'armée, qui avaient couché la veille à Pfeddersheim. Nos troupes séjournèrent le 15 dans leurs positions. En attendant les impedimenta évacués de Worms, on exécuta un grand fourrage. Cet arrêt forcé nous fit perdre l'avance d'une marche. Nous eûmes quelques escarmouches des troupes légères lancées à notre poursuite.

Le maréchal d'Asfeld, le 16, sur les hauteurs de Gross-Karlbach, pousse 20 bataillons, sous M. de Guerchy, au delà de Lamsheim, en même temps que M. de Noailles passait le Rhin au pont de Philippsburg et s'établissait à Graben.

Le 17, les 30 bataillons et les 29 escadrons restés avec le général en chef allèrent camper, la gauche et le quartier général à Weinsheim, la droite à hauteur de Lamsheim. Pendant la nuit, M. de Clermont, détaché avec 29 escadrons, rejoignait M. de Guerchy, qui se trouvait en avant. La maison du roi se rendit à Durkheim. Vers le soir, M. de Belle-Isle quitte Worms et s'établit à la Reh-Hutte. Il allait préparer un camp à l'armée, qui devait franchir le Rhin en plusieurs corps, sur deux ponts de bateaux prêts à être jetés au-dessus de Lauterburg. Le même jour, sur la rive droite, le maréchal de Noailles se portait de Graben à Mülhburg.

Dès que le prince Eugène eut connaissance de la contre marche des Français, il devina les intentions du général en chef. Rappelant aussitôt ses troupes au delà du Rhin et du Mayn, il lève le camp de Gross-Gerau, et remonte la rive droite du Rhin, précédé d'une forte avant-garde (20,000 à 25,000 hommes) aux ordres du prince de Hesse. Ce corps marchait à grandes étapes pour couvrir le Wurtemberg. Le gros des forces impériales arrivait seulement le 16 à Weilheim.

Les incursions de l'armée française sur la rive gauche du bas Rhin, en vue de profiter des subsistances et d'en priver l'ennemi, avaient totalement ruiné ce malheureux pays. Encouragé en quelque sorte par l'exécution des fourrages et la levée des contributions, le maraudage prit des proportions effrayantes. Le ministère s'en

émut; le roi donna des ordres très sévères, et le maréchal d'Asfeld fut obligé de réprimer énergiquement ces excès qui déshonoraient l'armée.

Le 18, le gros de nos forces quitte Weinsheim, et s'établit sur deux lignes : l'infanterie (30 bataillons) face au Rhin, la droite à Berghausen, la gauche à Spire; la cavalerie (29 escadrons) regardant le Spirebach, la droite à Spire. Les autres corps allèrent camper : la maison du roi (21 escadrons), à Neustadt; M. de Guerchy (20 bataillons, 29 escadrons), à Hordt; M. de Belle-Isle (22 escadrons), à Germersheim. Un pont est jeté à Munchhausen. Le maréchal de Noailles s'avance de Mühlburg à Rastadt avec les 31 bataillons et les 32 escadrons qui avaient pris les devants. Des hussards ennemis, venus de Mayence par la rive gauche, se présentèrent en suivant les montagnes, entre la Queich et la Lauter. Ils furent dispersés par un détachement de Lauterburg, aux ordres du lieutenant-colonel du régiment Saint-Simon, M. de Castelnaud, qui fut tué.

La rareté des subsistances ralentissait la marche de l'armée impériale. Les forces du prince Eugène couchèrent, le 19, sur la rive droite du Neckar, entre Heidelberg et Ladenburg.

Continuant son mouvement, l'armée française campa le même jour : M. de Guerchy à Lauterburg et Munchhausen, M. de Belle-Isle à Rheinzabern, M. de Nangis à Rulzheim, M. de Ravignan à Hordt, le prince d'Isenghien à Germersheim, M. de Quadt à Belheim, la maison du roi et la brigade de la Fère à Landau. Le maréchal de Noailles se porta de Rastadt à Solingen, et fit rompre le pont de Munchhausen, dont une crue du Rhin gênait la construction; il l'établit au Fort-Louis. Le 20, les troupes de la rive gauche séjournèrent dans les positions prises la veille. Le maréchal d'Asfeld se rendit au Fort-Louis, voulant s'assurer de l'achèvement du pont jeté par M. de Noailles.

Le lendemain, M. de Guerchy prit son camp près du Fort-Louis, M. de Belle-Isle à Lauterburg, une partie de l'armée à Niederlauterbach.

Le 22, au moment où le prince Georges de Hesse arrivait en avant de Heidelberg, M. de Guerchy passa le Rhin au Fort-Louis et porta sa droite à Stollhofen, sa gauche à Solingen, d'où le corps du maréchal de Noailles s'étendit jusqu'à Iffesheim. Les divisions

de MM. de Belle-Isle, de Nangis et de Ravignan vinrent camper au Fort-Louis; les troupes restées à Germersheim et Belheim se rendirent à Niederlauterbach.

Le 23, le maréchal de Noailles et M. de Guerchy s'avancèrent sur la Murg, entre Kuppenheim et Rastadt, avec la réserve de M. de Belle-Isle. Le quartier général et une partie de l'armée du maréchal d'Asfeld furent établis à Iffesheim, tandis que le reste, passant le Rhin au Fort-Louis, arrivait à Solingen.

Le 24, toutes les troupes arrêtées la veille à Iffesheim et à Solingen s'établirent en corps séparés à Kuppenheim. La maison du roi, qui avait couché le 23 à Lauterburg, le 24 au Fort-Louis, arriva, le 25, au nouveau camp. M. de Leuville, laissé à Spire avec 24 bataillons et 11 escadrons, était chargé de veiller à la sûreté du Spirebach et de Philippsburg.

Les deux maréchaux prirent leurs quartiers à Kuppenheim, et distribuèrent leurs troupes à l'entrée des montagnes, pour la facilité des subsistances, de manière toutefois à pouvoir les rassembler en quatre heures. Le gros de l'armée campait, la droite à Kuppenheim, la gauche à Rastadt; M. de Belle-Isle à Rastadt; le prince de Tingry masquait la gorge de Bade.

CAMP DE KUPPENHEIM

(du 24 août au 3 septembre 1734).

L'armée campe derrière la Murg, sa droite à Kuppenheim appuyée aux montagnes, sa gauche près de Rastadt. La rivière d'Oos la sépare en deux groupes : l'un, sur la rive droite entre Kuppenheim et le village d'Oos, plus rapproché des montagnes, est principalement composé d'infanterie (49 bataillons et 23 escadrons); l'autre, sur la rive gauche, vers Rastadt et Sandweir, comprend la majeure partie de la cavalerie.

Kuppenheim et ses environs sont gardés par les 4 bataillons des gardes françaises, campés dans la vallée de la Murg, en avant de ce bourg, et par 2 escadrons des hussards Berchiny, établis en avant dans une île de la Murg, sur la route de Muggensturm.

Le long de la route de Kuppenheim à Rastadt, se poste le gros

de l'infanterie composé de 19 bataillons, dont 8 (1) à hauteur du château de la Favorite, la droite aboutissant au chemin d'Oos à Kuppenheim, qui longe les montagnes, et 11 bataillons à leur gauche, à hauteur du village de Forch (2).

Dans la même direction, 4 bataillons (3) s'établissent à mi-distance entre leur gauche et Niederbuhl, et assurent les communications avec les troupes postées du côté de Rastadt.

Dans une direction perpendiculaire, 23 bataillons garnissent les dernières ondulations des montagnes qui viennent mourir brusquement sur la route d'Oos à Kuppenheim, et s'échelonnent par groupes de quatre ou cinq bataillons, savoir : 4 bataillons au-dessus de Kuppenheim (4), 4 bataillons dominant la Favorite (5), 4 bataillons un peu plus loin (6), 4 bataillons près d'Hauenberstein, dont 3 sur les hauteurs (7), et un du régiment de Languedoc dans le village; 6 bataillons, enfin, autour d'Oos : 2 à droite de la rivière (8), et 4 à sa gauche (9).

L'artillerie est parquée en avant du village de Forch, derrière le centre de la ligne d'infanterie qui borde la Murg; et la cavalerie de l'aile droite, forte de 21 escadrons (10), campe parallèlement à l'Oos entre Forch et Haueneberstein.

De l'autre côté de l'Oos, à l'aile gauche, 8 bataillons d'infanterie et 16 escadrons s'établissent sur trois lignes au sud et en face de Rastadt : en tête, l'infanterie (11), puis 10 escadrons, dont 4 de cavalerie (12) et 6 de dragons (13); puis, en troisième ligne, 6

(1) Normandie, 4; des Landes, 1; Bourbonnais, 3.

(2) Piémont, 3; Saintonge, 1; la Marine, 3; Royal-la-Marine, 1; Navarre, 3.

(3) Royal-les-Vaisseaux, 3; Nice, 1.

(4) La Vallière, 1; Angoumois, 1; Noailles, 2.

(5) Lorraine, 1; Tallard, 3.

(6) La Couronne, 2; Beauce, 1; Linck, 1.

(7) Lyonnais, 2; Mortemart, 1.

(8) Provence, 1; Bourgogne, 1.

(9) Enghien, 1; Toulouse, 2; Artois, 1.

(10) Le Roi, 3; Randan, 2; Royal-Roussillon, 3; Puisieux, 2; Dauphin-Étranger, 3; Noailles, 2; Beaucaire, 3; Royal-Étranger, 3.

(11) Gondrin, 2; Conti, 2; Montmorency, 1; Soissonnais, 1; Touraine, 2.

(12) Béthune, 2; Mouchy, 2.

(13) Vitry, 3; Mestre-de-Camp-Général, 3.

autres escadrons de dragons (1), 8 bataillons d'infanterie (2), campés à l'ouest de Niederbuhl et parallèlement à l'Oos, relient les troupes placées en face de Rastadt à celles de Kuppenheim, tandis qu'une ligne de cavalerie de 26 escadrons (3) s'établit en réserve, perpendiculairement à l'Oos, à hauteur du village de Sandweir, auquel elle appuie sa droite, soutenu en arrière par 4 bataillons d'infanterie (4).

Les troupes étaient bien fatiguées. Le manque de subsistances et les courses continuelles avaient imposé de grandes souffrances à la cavalerie. Les régiments Colonel-Général, Condé, Fitz-James, Gesvres et Lenoncourt (cavalerie), Condé, Bauffremont et Colonel-Général (dragons) étaient à peu près hors d'état de servir. Les chevaux de la gendarmerie se soutenaient encore; d'Anjou et de Noailles n'étaient qu'amaigris. Tout le reste des dragons et de la cavalerie avait besoin de larges subsistances pour se remettre. La lettre suivante prouve que l'infanterie n'avait pas moins souffert que la cavalerie.

M. de Chabannes à M. de Brou, intendant.

« Camp de Kuppenheim, le 24 août 1734

« Je reçois votre lettre avec le détail de la marche des différents corps de l'armée. Je suis effrayé du nombre de malades qu'elle a laissés dans les hôpitaux, et je crains bien s'il n'y en ait beaucoup qui n'aient pu y arriver faute de moyens de transports. Ce n'est que l'avenir qui nous fera connaître s'il a été avantageux de quitter le pays de l'Allemagne pour aller où M. le maréchal d'Asfeld compte achever la campagne. J'estime qu'il peut y avoir maintenant de 12 à 15 hommes par compagnie (5) aux

(1) Le Roi, 3; d'Harcourt, 3.

(2) Richelieu, 3; Duras, 1; Vivarais, 1; Vermandois, 1; Royal, 2.

(3) Royal, 3; Lévy, 2; la Reine, 3; Chevreuse, 3; Conti, 3; Lordat (ancien régiment de Lorraine), 3; Gesvres, 3; Anjou, 3; Royal-Cravates, 3.

(4) La Marck, 2; Dillon, 1; d'Auroy, 1.

(5) Les compagnies d'infanterie qui, en 1718, avaient été réduites de quinze à neuf par bataillon, en y comprenant toujours la compagnie de grenadiers, furent

hôpitaux, et nombre considérable d'officiers. » (D. G., vol. 13, nº 96.)

L'armée du Rhin resta dans cette position jusqu'à la fin du mois, se bornant à faire des fourrages, que rien ne troublait : il n'y avait point d'ennemis de ce côté, et le prince Eugène était dans l'impossibilité de s'y rendre. Son armée eut bien de la peine à passer le Neckar, le 27, la droite à Schwetzingen, la gauche à Leimen. Elle ne pouvait continuer sa marche, par la rareté des subsistances dans ce pays battu depuis le commencement de la campagne. Le duc de Wurtemberg emmena, pour couvrir ses États, une partie du corps du prince de Hesse. Aucun détachement ne fut dirigé vers notre frontière. MM. de Tarneau à Trèves, de Lutteaux au petit camp de Stenay, de Givry à celui de Schalampé, ne furent point inquiétés. La présence de l'armée impériale en face du Spirebach exerçait seulement la vigilance de M. de Leuville, auquel le maréchal d'Asfeld envoya, le 30, des renforts de dragons et de cavalerie.

L'armée française lève le camp de Kuppenheim le 3 septembre (1). Le dessein du commandant en chef était de remonter la rive droite du Rhin avec le gros de ses forces, d'en conduire une partie dans la gorge d'Offenburg, où déjà se trouvait M. de Quadt, et de diriger l'autre dans la vallée d'Oberkirk, avec le prince de Tingry, qui par ce mouvement facilitait les subsistances en pays ennemi. Les deux maréchaux se portèrent sur Lichtenau. M. de Quadt les précédait. Le prince de Tingry, joint par M. de Flavacourt, conduisait en même temps à Bühl 22 bataillons et 38 escadrons (y compris la maison du roi). L'éloignement de l'armée française pouvait rendre le prince Eugène plus entreprenant. Il importait d'assurer la défense du bas Rhin. MM. de Belle-Isle et de Balincourt recevaient la mission de renforcer M. de Leuville. M. de Belle-Isle repasse le Rhin, le jour même, au Fort-Louis, et s'établit à Impflingen. Trois régiments irlandais sont envoyés tenir garnison à Strasbourg.

Le 4, tandis que M. de Flavacourt descendait à Lauterburg et que

remises en 1734 à quinze compagnies, pour la guerre de la succession de Pologne, et restèrent ainsi jusqu'en 1749.

(1) D. G., vol. 2738.

M. de Belle-Isle arrivait à Rheinzabern, le gros de l'armée parvenait à Bühl, et campait par pelotons, à cause de la difficulté du terrain. Le prince de Tingry prenait position à Renchen, et M. de Quadt préparait à Offenburg un camp au gros de l'armée, qui marchait plus lentement, consommant en route les subsistances. Le 5, les maréchaux campèrent à Wilstett, le prince de Tingry à Appenweier, M. de Belle-Isle à Landau. L'armée arriva, le 7, à Offenburg, où l'attendait le corps de M. de Quadt. Les 42 bataillons et 54 escadrons rassemblés sur ce point furent établis : la droite à Offenburg, la gauche à Ebersweier, le dos à la Kinzig, face à la montagne; 4 bataillons laissés à Wilstett maintenaient les communications avec Strasbourg. Le même jour le prince de Tingry s'installe à Renchen, en vue de consommer les productions de la vallée d'Oberkirk.

L'arrivée des détachements de MM. de Belle-Isle et de Balincourt dans la basse Alsace porta l'effectif de M. de Leuville à 40 bataillons et 30 escadrons. Cette circonstance ôte au prince Eugène toute envie de tenter quelque effort sur le bas Rhin, dont les eaux étaient d'ailleurs fort hautes. L'armée impériale ne bougea pas des environs d'Heidelberg.

Rassurés de ce côté, les maréchaux d'Asfeld et de Noailles ne songèrent plus qu'à faire subsister leurs troupes sur la rive droite du haut Rhin. Le 7, les fourrageurs du camp d'Offenburg rencontrèrent, dans la vallée de Durbach, des hussards ennemis et le général Petrasch, arrivé la vieille à Walfach, dans la vallée de la Kinzig, avec un corps de 4 à 5,000 hommes, composé en grande partie de hussards. A l'approche des Français, il retira le gros de sa troupe près de la vallée de Saint-Pierre, du côté de Fribourg en Brisgau. Il laissa des hussards à Wolfach, et à la petite ville d'Oppenau, dans la vallée d'Oberkirk, chargés d'observer les deux camps d'Offenburg et de Renchen.

Le 8, le comte de Saxe est détaché à Bieberach, d'où il s'avance plus tard jusqu'à Zell. Il devait enlever ou refouler le poste ennemi de Wolfach. En même temps, le maréchal d'Asfeld envoyait M. de Laval reconnaître les fourrages le long de la montagne.

Le 9, le prince de Tingry, tout en fourrageant dans la vallée d'Oberkick, se proposait d'aller, à la tête d'un gros détachement, enlever les hussards d'Oppenau. Avertis à temps par les paysans,

les cavaliers ennemis se retirèrent en toute hâte. Sur un autre point, M. des Bournais, enveloppé, parvint à se dégager.

Le 10, l'armée opère un fourrage abondant entre la Rench et la vallée de Durbach, couvert par le duc de Béthune. Des opérations du même genre sont exécutées : le 11, entre la Rench et la Schiltach, sous M. de Clermont-d'Amboise; dans la vallée d'Oberkirk, par les troupes du prince de Tingry; le 13, à deux lieues sur les derrières de l'armée, entre la montagne et le Rhin, par M. de Quadt. Avec les fourrages et les autres ressources qu'offrait le pays, l'armée française pouvait subsister facilement jusqu'à l'époque prochaine de son entrée en quartiers d'hiver. L'effectif, d'ailleurs, allait diminuer successivement, le maréchal d'Asfeld recevant, le 13, l'ordre de renvoyer les princes du sang et la maison du roi, y compris les gardes françaises et suisses.

On pouvait alors regarder la campagne comme terminée. Le prince Eugène, toujours à Heidelberg, n'attendait que la séparation de nos troupes pour envoyer les siennes en quartiers d'hiver. A défaut du feu de l'ennemi, les maladies et les désertions causées par la disette avaient bien affaibli son armée. La cavalerie surtout, obligée d'aller fourrager à dix ou douze lieues, était accablée et dépérissait journellement. Les Prussiens et les Danois allaient se retirer. Le prince Eugène, très fatigué physiquement et moralement, ne songeait qu'à retourner à Vienne.

Le maréchal d'Asfeld et le maréchal de Noailles travaillaient à la préparation des quartiers d'hiver. Il fut résolu que les corps à destination plus éloignée seraient mis en route les premiers.

Les princes du sang quittèrent le camp d'Offenburg le 17, suivis bientôt de leurs dispendieux équipages. En même temps, le prince de Tingry éloignait, le 18 et le 20, du camp de Renchen, la gendarmerie, destinée à hiverner en Franche-Comté.

Depuis quelques jours, le général Petrasch s'était avancé jusqu'à Haslach, afin d'inquiéter nos fourrages dans la vallée de la Rench. Le 19, 200 hussards autrichiens tombèrent dans une embuscade, près de Zell. Cette leçon réprima pour quelque temps l'audace des partis ennemis. Le comte de Saxe, dans ce combat, tua de sa main le commandant des hussards venus près de Zell. Cet officier lui avait asséné sur la tête un coup de sabre qui eût été mortel

sans sa *calotte de fer* (1). Le général Petrasch retira ses troupes à Hansach, Wolfach, Hornberg et autres points dans les montagnes.

Le 20, deux petits détachements du camp de Renchen s'établirent à Oberkirk et à Oppenau, couvrant la vallée d'Oberkirk. Le 22, les postes placés dans la vallée de la Rench furent avancés de Zell à Haslach. Une nouvelle combinaison allait assurer les subsistances jusqu'à la séparation des troupes. Le 23, les baillis des plaines du Brisgau, s'étant rendus au camp d'Offenburg, passèrent avec le maréchal d'Asfeld un marché par lequel ils s'engageaient à fournir à l'armée 20,000 rations de foin et 10,000 de paille chaque jour pendant un mois. Par cet arrangement ils arrivaient à soustraire leurs bailliages aux courses militaires et au pillage. Le commandant français y trouvait aussi de grands avantages : il ne serait plus obligé de fatiguer ses troupes par de nouvelles marches, ni de leur faire prendre des positions dans la plaine de Kapel. Dans les deux camps d'Offenburg et de Renchen, l'infanterie se baraqua et l'on fit des abris pour la cavalerie.

La journée du 25 fut signalée par des actes de violence et d'indiscipline dont les corps privilégiés donnaient trop souvent l'exemple à l'armée : 13 escadrons de la maison du roi forcèrent les gardes françaises établies à Lichtenau et pillèrent cette petite ville. Dès le lendemain, le maréchal d'Asfeld ordonnait au prince de Tingry de diriger sur Paris, le 28 et le 30, les 2 compagnies de mousquetaires, en attendant qu'on pût faire partir le reste de la maison du roi et les gardes françaises et suisses.

Autour de nos camps, qui se dépeuplaient peu à peu, le nombre des ennemis s'était accru. Le général Petrasch avait, à la fin de septembre, 10,000 hommes, gardant des lignes depuis Fribourg jusqu'à Hausach, à Hornberg et à Wolfach.

Le 29, il y eut prise d'armes aux deux camps à l'occasion de la victoire remportée, le 19, à Guastalla par l'armée d'Italie. MM. de Leuville et de Belle-Isle, qui gardaient la basse Alsace et Spirebach, célébrèrent cette victoire avec éclat. M. de la Javelière, à Philippsburg, eut ordre de tirer le gros canon, afin de porter jusqu'aux oreilles du prince Eugène, à Heidelberg, le bruit de ces démonstrations.

(1) D. G., vol. 2744.

Les baillis du Brisgau avaient commencé leurs livraisons. Assuré de l'exécution du marché, certain que ces fournitures suffiraient à la subsistance de sa cavalerie, le maréchal d'Asfeld ne s'occupa plus que de ses quartiers d'hiver et de la mise en route des troupes.

Dans les premiers jours d'octobre (1), le ministre de la guerre fit connaître aux deux maréchaux les résolutions de Versailles. Les troupes devaient se séparer le 20 octobre; on garderait en Alsace 80 bataillons, 23 escadrons, plus les compagnies franches; on occuperait les environs et la ville de Worms, afin de mieux surveiller le camp ennemi sous Heidelberg.

L'armée impériale ne semblait guère alors en état d'inspirer des inquiétudes. Les maladies, les désertions, les détachements dirigés vers l'Italie après la bataille de Guastalla, les renforts envoyés au général Petrasch sur le haut Rhin, l'avaient à peu près réduite à l'impuissance. A la fin de septembre, le prince Eugène avait convoqué les députés des cercles pour régler les quartiers d'hiver et construire des lignes depuis Heidelberg jusqu'à deux lieues au-dessus de Mannheim. Impatient de retourner à Vienne, il n'attendit ni la séparation de nos troupes ni celles des Impériaux; il quitta l'armée le 2 octobre, laissant le commandement au duc de Wurtemberg.

Le maréchal d'Asfeld se mit en mesure d'exécuter les ordres de Versailles. Le meilleur moyen de faciliter la séparation et d'assurer la conservation des troupes était de continuer à occuper les camps d'Offenburg et de Renchen, où, tout en restant à la portée du Rhin, l'armée, bien baraquée et bien abritée, recevrait régulièrement ses subsistances. Aussi les troupes ne sortaient plus guère de ces deux camps et n'étaient plus exposées aux attaques du général Petrasch, qui s'était rapproché de nous depuis la suppression des postes de Haslach et de Zell. On se contenta de porter à 1,000 grenadiers et hussards notre seul poste de Gengenbach. M. de Varennes contint l'ennemi, avec lequel il avait de fréquentes escarmouches. Le 7 octobre, en avant de Gengenbach, il battit un corps de cuirassiers, dragons et hussards allemands, campés à Steinach et soutenus par 2,000 autres cavaliers postés à Haslach et Wolfach. Le petit détachement français leur tua, blessa beaucoup de monde et se

(1) D. G., vol. 2739.

retira sans pertes, à l'arrivée des renforts amenés par le général Petrasch.

Le 24 septembre, un trompette du prince Eugène était venu au camp d'Offenburg apporter des propositions pour l'échange des prisonniers. Le maréchal d'Asfeld avait chargé MM. d'Esclimont et Hocquart d'aller à Bruchsal traiter de ce cartel avec les commissaires impériaux. Ils revinrent au camp, le 8 octobre, sans avoir terminé cette affaire. Le cartel était réglé; mais les signatures manquaient. L'échange n'eut lieu qu'au mois de janvier.

Dès le 18 septembre, le maréchal de Noailles avait été informé que le roi, satisfait de son activité pendant toute cette campagne, le désignait pour commander, l'hiver, sur la frontière d'Allemagne. Le 6 octobre, le ministre de la guerre lui faisait part que son commandement s'étendait sur les Évêchés, le Hundsrück, la Lorraine et la Franche-Comté, comme celui du maréchal du Bourg l'année précédente. Le maréchal aura sous ses ordres MM. de Belle-Isle et de Quadt en haute Alsace, le comte de Bavière au Fort-Louis, M. de Givry dans le Spirebach, M. de Balincourt à Worms. Avec ces forces, le nouveau commandant pourrait garder la frontière et même tenter quelque expédition pendant l'hiver, si l'occasion se présentait. Le maréchal de Noailles se rendit donc à Strasbourg, vers le 12, afin de régler avec le maréchal du Bourg les quartiers d'Alsace où se réunirait le reste de l'armée. Le 16, des régiments quittèrent le camp d'Essingen, sous Landau, et prirent le chemin du Hundsrück.

Le maréchal d'Asfeld avait fait partir des camps d'Offenburg et de Renchen les gendarmes et les chevau-légers se rendant à Versailles, et les régiments qui avaient la plus longue route à parcourir (4, 5, 6 octobre). Du 10 au 14, les gardes du corps renvoyés à Versailles, les gardes françaises à Paris, on avait dirigé 7 bataillons vers l'Italie et d'autres corps vers différentes provinces de l'intérieur.

Le 17, le prince de Tingry lève les camps de Renchen et ceux d'Offenburg. Oberkirk, Oppenweier et Nussbach restèrent occupés. L'armée aux ordres du maréchal d'Asfeld ne se composait plus que de 28 bataillons et 23 escadrons. C'était à peu près, pensait-on, ce qui restait alors de l'armée impériale au camp sous Heidelberg. Le prince Eugène était parti le 2 octobre, laissant au

duc de Wurtemberg le soin d'effectuer la séparation des troupes et de commander les quartiers d'hiver, où il devait y avoir en tout, après l'envoi de 16 bataillons en Italie, 109 bataillons, 37 compagnies de grenadiers et 166 escadrons. Dès les premiers jours d'octobre, les alliés de l'empereur (Prussiens, Danois, Hanovriens, Hessois) avaient pris leurs quartiers sur les terres de l'électeur de Cologne, Nassau, Fulde et Hanau. On disait les Impériaux cantonnés le long du Rhin et du Neckar, dans la Franconie, la Souabe, le Brisgau et la Forêt-Noire.

Par suite des dernières dispositions prises le 18 et 19, l'armée française quitta, le 20, le camp d'Offenburg. La moitié se retira sous le fort de Kehl, où les équipages étaient arrivés la veille; l'autre passa le Rhin et s'établit à Strasbourg, où la première la rejoignit le lendemain. Cette marche se fit en si bon ordre, que le général Petrasch, malgré ses nombreuses troupes légères, n'osa rien tenter contre notre arrière-garde. Ainsi se terminèrent les opérations de cette campagne plus fatigante que glorieuse. Vingt jours plus tard (10 novembre), une amnistie générale se proclamait en faveur de tous les déserteurs qui s'engageraient pour l'armée d'Italie. Le 17 mai de l'année suivante, cette disposition fut étendue à ceux qui prendraient du service à l'armée d'Allemagne sous le maréchal de Coigny, ou à l'armée de Flandre (maréchal de Puységur), qui maintenait la neutralité des puissances maritimes.

Le 22 octobre, l'état-major fut congédié, à l'exception des officiers désignés pour servir pendant l'hiver. Par esprit de confraternité autant que dans l'intérêt du service, le maréchal de Noailles avait obtenu du roi de partager son commandement avec le vieux maréchal du Bourg. Pendant que le maréchal d'Asfeld se rendait à Versailles (24 octobre), MM. du Bourg et de Noailles dirigeaient vers leurs cantonnements les troupes qui ne devaient pas hiverner en Alsace, lorsqu'un événement inattendu les força de suspendre ces mouvements.

Après le départ du prince Eugène, le duc de Wurtemberg, soit de sa propre initiative, soit à l'instigation des alliés ou de la cour de Vienne, profitant de l'éparpillement de l'armée française, fit sortir l'armée impériale de l'inaction à laquelle l'avait condamnée le généralissime autrichien. On apprit donc, le 25, à Strasbourg que les Impériaux occupaient Worms et que 30,000

hommes venant de Mayence s'étaient emparés d'Oppenheim. Le maréchal de Noailles jugea que le meilleur parti à prendre pour répondre aux intentions du gouvernement était de rassembler au plus tôt dans le Spirebach les troupes de la basse Alsace, et de se porter en force sur Worms. Il suspendit immédiatement la marche des corps qui n'avaient pas eu le temps de sortir de l'Alsace, et manda à M. de Belle-Isle de se tenir prêt à le rejoindre, au premier signal, avec toutes les forces des Évêchés et du Hundsrück. Les instructions qu'il reçut, le 26, de Versailles, le confirmèrent dans sa résolution. M. d'Angervilliers lui écrivait qu'il devait d'abord organiser les quartiers d'hiver, ensuite occuper Worms, enfin examiner la position de l'ennemi et chercher les moyens de l'inquiéter pendant l'hiver ou au commencement du printemps. Le ministre ajoutait qu'il ne serait pas impossible d'enlever aux Impériaux quelques-uns de leurs quartiers, malgré leurs retranchements depuis le Neckar jusqu'au Mayn, ou au moins de mettre le Wurtemberg à contribution.

Le 27, le maréchal avait des informations plus détaillées sur les forces austro-allemandes : 9 à 10,000 Impériaux étaient entrés à Worms ; 4 à 5,000 Hessois campaient à Germsheïm, et Oppenheim était toujours occupée. L'ennemi se disposait à jeter un pont au-dessous de Worms ; il avait en face de cette ville, de l'autre côté du Rhin, un corps de troupes, attendant le général Petrasch, qui amenait 7,000 hommes de la vallée de la Kinzig. Le maréchal se met à la tête des troupes rassemblées sur le bas Rhin. Il quitte Strasbourg et couche le 28 au Fort-Louis, le 29 à Lauterburg, après avoir visité les travaux exécutés dans l'île du Marquisat pour couvrir la tête du pont de Solingen, où les hussards ennemis venaient presque tous les jours. Le 30, il établit son quartier à Landau, et met en marche 40 bataillons et 27 escadrons vers le Spirebach, tandis qu'on lui envoyait de Strasbourg vingt pièces de canon, et que l'on faisait descendre des bateaux destinés à l'établissement d'un pont sur le bas Rhin. Le maréchal se rendit, le 31, à Spire, où arrivaient déjà les têtes de colonnes des corps venant de la basse Alsace. L'ennemi avait à portée du Rhin, depuis Mayence jusqu'à Fribourg, 77 bataillons, 34 compagnies de grenadiers et 67 escadrons. Worms était alors occupée par 12 à 13,000 hommes. En jetant un pont au-dessous de cette place,

le duc de Wurtemberg pouvait en peu de temps y réunir 50 bataillons et plus de 60 escadrons, sans compter les hussards. Avant de marcher sur Worms, le duc de Noailles devait se mettre en force et prendre de solides positions. Le 1er novembre (1), il revint de Spire à Landau, travaillant sans relâche à rassembler les éléments épars d'une armée. Malgré son activité infatigable, il ne pouvait suffire à tous les détails de la mise en route et de l'approvisionnement des troupes dans un pays dont les chemins étaient affreux et les ressources épuisées. Déjà, en prévision de mouvements militaires pendant l'hiver et à cause de l'étendue de son commandement sur la frontière, il avait demandé un état-major, à la tête duquel seraient placés MM. de Salières et d'Astier, et plusieurs brigadiers destinés à différents postes sur le Rhin et dans le Hundsrück.

Le maréchal réunit, le 2, tant au camp de Spire qu'à Germersheim 40 bataillons, et cantonne 27 escadrons dans différents quartiers à sa portée, indépendamment de ce qu'il était facile de tirer d'Alsace. Il y avait dans le Hundsrück, à Meisenheim, Alzey, Kirn, Lauterecken, Wolfstein, Kreuznach, Sombernheim et Kayserslautern, 12 bataillons et 17 escadrons en mouvement pour se rassembler à Meisenheim et à Kreuznach.

Le 3, le duc de Noailles concerte avec M. de Belle-Isle, appelé à Landau, l'attaque de Worms. Les troupes désignées pour cette expédition se mettraient en marche le 9, sur quatre colonnes : le maréchal, avec le gros de son infanterie et les dragons, se porterait à Frankenthal et Lamsheim; M. de Quadt, avec le reste de l'infanterie et la cavalerie, à Grunstadt; M. de Belle-Isle conduirait la plus grande partie de ses troupes à Kirchheim-Bolanden, le reste à Gollheim. La jonction devait s'opérer, dans la marche du 10 au 11, devant Worms.

Tout en prenant les dispositions que commandait l'attaque d'une place fortement occupée et facile à secourir, le maréchal de Noailles eut recours à certaines ruses propres à donner aux Impériaux des inquiétudes sur d'autres points. Il répandit adroitement le bruit que son intention était de passer le Rhin et de surprendre les lignes d'Heidelberg. A l'appui de ces rumeurs,

(1) D. G., vol. 2740.

et afin d'y donner créance, il mandait à M. de la Javelière, gouverneur de Philippsburg, de faire sortir des détachements comme pour reconnaître les ouvrages du Neckar, de mettre de l'artillerie sur la place, et d'arrêter les bateaux descendus de Strasbourg, comme s'ils devaient servir à l'établissement d'un pont destiné au passage des troupes qui s'assemblaient dans le Spirebach et en Alsace. Le résultat de ces manœuvres dépassa les espérances du maréchal. Ces démonstrations en vue d'empêcher la concentration des Impériaux aux environs de Worms amenèrent l'abandon de la place et l'évacuation de la rive gauche du Rhin. Les Autrichiens sortirent de Worms le 7, et prirent leurs cantonnements dans le Bergstrass et sur le Neckar. Les troupes impériales à Mayence et à Oppenheim repassèrent sur la rive droite. Comme le duc de Noailles préparait, le 8, les mouvements convenus avec M. de Belle-Isle, il reçut à Landau une députation des magistrats de Worms annonçant la retraite de l'ennemi et implorant la clémence du roi de France.

Le maréchal se rendit aussitôt à Spire, où il se fit suivre par quelques troupes avec M. du Chayla. Les mouvements de concentration contremandés, le duc de Noailles donna l'ordre à M. de Belle-Isle de renvoyer les troupes tirées des quartiers du Hundsrück, et pria le maréchal du Bourg d'acheminer aussi vers leurs cantonnements d'Alsace, de Lorraine et de Franche-Comté les régiments dont la marche avait été suspendue. Enfin, le 11, il mit en mouvement toutes les troupes rassemblées sur la Queich, qui devaient prendre leurs quartiers à Worms, Frankenthal, Oggersheim et autres localités sur le bas Rhin, gardant seulement un gros détachement d'infanterie et de cavalerie, destiné à des reconnaissances vers Mayence et Bingen. Il arriva, le 13, à Worms, après avoir visité les bords du Rhin et ordonné la construction d'un fort étoilé en face de l'île Neckerau. Il fut rejoint, le 14, par M. de Belle-Isle, auquel il avait donné rendez-vous pour préparer avec lui les quartiers d'hiver le long du Rhin. Comme l'ennemi avait encore des forces considérables de l'autre côté du fleuve entre le Neckar et le Mayn, le général en chef et le commandant du Hundsrück crurent prudent de mettre 34 bataillons et 14 escadrons en première, deuxième et troisième lignes, depuis le Spirebach jusqu'à Worms; 29 bataillons et 28 escadrons seraient cantonnés dans le Hundsrück.

Le duc de Noailles envoya, le 17, à Versailles le tableau des localités en Alsace et sur la frontière où les officiers généraux exerceraient leur emploi, et, le 24, l'état des quartiers établis en Alsace et le long du Rhin depuis Belfort jusqu'à Worms.

Le maréchal partit de Worms le 23. Il visita la rive gauche jusqu'à Bingen. Comme les Impériaux, craignant une attaque, s'étaient renforcés à Mayence, un détachement commandé par M. de Balincourt masqua cette place et couvrit la reconnaissance. Le maréchal était de retour à Worms le 27. Les 2,850 grenadiers et les 1,800 cavaliers qu'il avait emmenés rentrèrent le même jour et le lendemain, sous les ordres de MM. du Chayla, de Balincourt et de Kleinholt, ramenant 50,000 rations de fourrages et de grains, dont on avait grand besoin.

De son côté, M. de Belle-Isle visitait les quartiers du Hundsrück, et levait des contributions dans l'électorat de Trèves et même dans le pays d'Aix-la-Chapelle. Arrivé, le 25, à Trèves avec M. d'Aubigné, désigné comme gouverneur, il confia le commandement de ses quartiers dans le plat pays : 1° la droite de la première ligne, entre le Rhin et la Moselle, à M. de Lenck, ayant sous ses ordres MM. de Kleinholt, de la Beaume et de Rosnyvinen, brigadiers; 2° la gauche, entre la Moselle et la Meuse, à M. de Marcieu, avec MM. de Thiers, de Courten et des Bournais ; 3° les quartiers des deuxième et troisième lignes, en deçà de la Sarre, entre les Vosges et la Moselle, à M. de Beaucaire. Après avoir achevé l'établissement de ses quartiers d'hiver dans l'électorat de Trèves et dans le Hundsrück, et, par l'envoi de partis jusqu'aux portes de Coblentz, éloigné les hussards ennemis qui venaient inquiéter ses cantonnements, M. de Belle-Isle partit, le 11 décembre, pour Metz, d'où il se rendit à Versailles le 21, non sans avoir donné ses instructions à M. d'Aubigné et confié à M. de Lutteaux le commandement laissé vacant par la mort de M. de Lenck (14 décembre).

Le maréchal de Noailles venait aussi d'obtenir un congé. Mais il ne voulut pas s'éloigner de la frontière avant d'avoir amélioré l'état sanitaire de ses troupes, contribué à leur bien-être, et les avoir mises à l'abri des surprises de l'ennemi, cantonné dans les villages de la rive droite et en force à Mayence. Dans son voyage de Worms à Spire (du 1er au 4 décembre) et pendant son séjour

dans cette dernière ville (du 4 au 15), les quartiers des bords du Rhin, les forts en construction vis-à-vis de Sandhofen et de l'île Neckerau, les travaux commencés aux fortifications de Philippsburg, furent l'objet d'une inspection minutieuse (1). Il fit travailler à des retranchements entre Worms et Spire, pour couvrir ses cantonnements du côté de Mayence, que les Impériaux fortifiaient activement dans un dessein peut-être moins offensif que défensif. Il établit des communications le long du Rhin depuis l'embouchure de la Reh jusqu'à Schefferstadt. Après avoir conclu avec l'électeur palatin les marchés relatifs à la fourniture des fourrages (15 décembre), le maréchal quitta Spire, où M. de Quadt vint remplacer M. de Leuville, détaché au Fort-Louis ; il s'arrêta plus d'une semaine à Strasbourg, afin de communiquer ses vues au maréchal du Bourg et de régler avec l'intendant de Brou la question des subsistances. Le 26, il s'éloignait de l'armée du Rhin, qu'il ne devait plus revoir : Versailles le destinait au commandement de l'armée d'Italie pour la campagne prochaine.

Ainsi les quartiers d'hiver se trouvèrent établis des deux côtés du Rhin. Le maréchal du Bourg, resté dans la capitale de l'Alsace, veillait sur les nôtres ; le duc de Wurtemberg, sur ceux des Impériaux. Le repos était bien nécessaire à nos troupes, car elles souffraient beaucoup des maladies qui régnaient sur toute la frontière. Les commandants procurèrent à leurs soldats tous les secours que réclamait la situation, et ne furent pas moins attentifs à la garde des quartiers confiés à leurs soins ; surtout vers le bas Rhin, l'ennemi ayant sur la rive droite plus de 36,000 hommes : depuis Sandhofen, près de Mannheim, jusqu'à Mayence ; le long du Mayn, de Mayence à Francfort ; à Francfort ; dans le Bergstrass, de Francfort à Darmstadt ; depuis Darmstadt jusqu'à Mannheim. Leurs quartiers les plus rapprochés de Philippsburg étaient Pforzheim, Ostheim et Wiesloch ; ils y restèrent fort tranquilles, à partir du moment où M. de la Javelière, gouverneur de la place, se servit de compagnies franches pour s'éclairer et se garder.

La plus grande partie de l'armée impériale passa dans les Montagnes-Noires, et prit ses quartiers dans les cercles de

(1) D. G., vol. 2741.

Souabe, de Franconie, et dans l'Autriche antérieure. A la fin de décembre, elle était distribuée dans les villes forestières et le Brisgau, sur le Neckar et sur le Mayn; et dans le pays de Fulda, dans le pays de Nassau à Mayence. Les Prussiens, au nombre de 10 bataillons, étaient cantonnés dans le Samland (1), dans les évêchés de Paderborn, Munster et Osnabrück.

La tranquillité régnait donc sur les bords du Rhin; mais le maréchal du Bourg ne s'endormait point dans une complète sécurité. On annonçait l'approche des Russes, et, par une circulaire en date du 7 décembre, le ministre de la guerre avait fait appel à la vigilance des commandants d'Alsace, des Évêchés et de Flandre, leur dénonçant le projet de l'Autriche de surprendre une place considérable de la frontière d'Allemagne, que M. d'Angervilliers ne désignait pas, et dans laquelle, disait-il, l'empereur avait des espions. La garnison de Mayence donnait aux commandants d'Alsace des inquiétudes moins vagues et plus immédiates.

(1) Grand plateau quadrangulaire qui sépare les deux Haff de Königsberg et de Memel; sorte de presqu'île bordée par le Pregel et la Deime.

CHAPITRE VIII.

GUERRE DE LA SUCCESSION DE POLOGNE.

CAMPAGNE D'ALLEMAGNE (1735).

Janvier et février sont consacrés, sur les deux rives du Rhin, à des travaux défensifs. — Position des quartiers des troupes impériales à la droite du Rhin, depuis Wesel jusqu'au lac de Constance. — Retranchements des troupes impériales sur le Rhin, sur le Neckar et sous Mayence. — Position des quartiers dans la haute et basse Alsace, le Palatinat et les évêchés de Spire et de Worms, depuis Huningue et Belfort jusqu'à Worms et Neustadt. — Toutes les îles depuis Neckerau jusqu'à Mayence occupées par l'armée ennemie. — Le maréchal de Coigny commande l'armée française du Rhin. — Effectif de cette armée au 30 mars. — *Avril* (premiers jours). Arrivée successive des troupes ennemies dans des cantonnements à portée de Bruchsal et dans les Montagnes-Noires. — 6. Infanterie et cavalerie de l'armée impériale cantonnant depuis Heidelberg et Pforzheim jusqu'à Bruchsal ; d'autres troupes arrivées dans le Bergstrass sont répandues dans les villages du Neckar et du Rhin. — Le duc de Wurtemberg établit son quartier à Heidelberg ; pont jeté sur le Neckar. — 13. Bataillons et escadrons des troupes saxonnes traversant l'Empire pour joindre l'armée ; les régiments hanovriens qui arrivent dans le Bergstrass sont suivis des Hessois. — 14. Arrivée des Danois dans les environs de Francfort. — 14 et 15. Les Prussiens sortent de leurs quartiers, se dirigent vers la Lahn par Cologne et Limburg. — Bataillons et escadrons ennemis occupant des cantonnements dans le pays de Durlach, et dans les terres de l'électeur palatin depuis Bruchsal jusqu'à hauteur d'Oppenheim. Le duc de Wurtemberg établit son quartier général à Schwetzingen, fait retrancher la Kraich et le ruisseau de Brühl, et rétablit la ligne d'Ettlingen. — L'artillerie part d'Ulm, de Nuremberg et de Würtzburg pour se rendre sur le Rhin. — 18. Troupes ennemies qui partent de Fribourg et de Brisach pour se rendre dans les environs de Bruchsal. Les Hanovriens et les Hessois passent le Mayn au pont de Hochst et s'avancent sur le Neckar. — 20. Le maréchal de Coigny arrive à Strasbourg. — 22. Le duc de Wurtemberg établit son quartier général à Bruchsal. — 24 et 25. Position que prennent les troupes allemandes : le gros de l'armée, entre Bruchsal et Ubstadt, à Ketsch près Mannheim ; un corps d'infanterie et de cavalerie à Saint-Léon sur la Kraich. — M. de Seckendorf rassemble à Gernsheim, dans le Bergstrass, la plus grande partie des troupes destinées à agir sous ses ordres. — Effectif et ordre de bataille de l'armée impériale au 30 avril. — *Mai*. 6-10. Arrivée successive de l'infanterie venant des Évêchés sur la Queich et le Spirebach. — 19.

Arrivée du prince Eugène à Bruchsal. — 25. La tête de l'armée française se rassemble près de Spire. — 26. Elle campe à Frankenthal. — 27. Camp de Pliffickheim. — 29. Mouvements des Impériaux vers Mayence. — 30. Ordre de bataille de l'armée française. — *Juin*. 5. Distribution des troupes du maréchal de Coigny. — Effectif et position de l'armée impériale à la même date. — 6. L'armée française décampe de Weinholsheim et se porte vers la Selz. — 29. Camps de Weinholsheim, Stadeeken et Gaualgesheim. — *Juillet*. 28. Positions des troupes aux ordres de M. de Seckendorf. — *Août*. 26. Arrivée de la première division russe à Ladenburg. — 27. Concentration des troupes françaises à Spire et à Frankenthal. — 28. Arrivée à Heidelberg de la 2e division des troupes russes. — 29. L'armée française campe à Bermersheim. — *Septembre* (premiers jours). Le prince Eugène à Heidelberg avec le gros de ses troupes. — Toutes les troupes du général Seckendorf sont campées près de Mayence entre Weissenau et Nierstein. — 13. L'armée française campe sur le ruisseau d'Heppenheim. — 25. Le maréchal de Coigny campe à Oggersheim, M. de Belle-Isle à Dorsheim. — 28. Les Impériaux préparent un mouvement sur la Moselle. — 30. L'avant-garde ennemie campe sur la rive droite de la Nahe. — *Octobre*. 1. Formation de l'armée de la Moselle. — 5. M. de Belle-Isle arrive à Trèves. — 12. Le maréchal de Coigny marche au secours de M. de Belle-Isle. — 18. Il arrive à Trèves et prend le commandement de l'armée. — 20. Affaire de Clausen. — *Novembre*. 2. Armistice. — 14. Séparation des armées. — *Décembre*. Distribution des troupes françaises et impériales dans leurs quartiers d'hiver.

Pendant la campagne de 1734, l'armée d'Allemagne avait conquis Philippsburg, l'armée d'Italie avait gagné les batailles de Parme et de Guastalla, presque aussi inutiles que meurtrières (1). En France, où l'on commençait à se plaindre des levées de milices, de la multiplicité des édits bursaux, de l'aggravation des impôts, on n'était point satisfait des résultats obtenus. L'attitude équivoque des neutres, la prochaine entrée des Russes en Allemagne, laissaient craindre une conflagration européenne. Après le premier moment d'enthousiasme belliqueux, l'impopularité semblait s'attacher à une entreprise où les charges et les risques étaient pour nous, les avantages éventuels pour la Sardaigne et l'Espagne. Mais les engagements pris avec Turin et Madrid ne permettaient pas à Versailles de renoncer à la lutte. Il fallait donc tenter un nouvel effort, afin d'amener Vienne à conclure une paix

(1) « Je voudrais de tout mon cœur que les ennemis n'eussent point passé la Secchia, et qu'il n'y eût point eu de bataille de Guastalla, et tout le monde y gagnerait. » (Lettre du ministre de la guerre à M. de Broglie, 20 octobre 1734.)

honorable, sinon glorieuse, pour la France et pour ses alliés. Si l'armée du Rhin n'avait souffert du feu de l'ennemi que devant Trarbach et Philippsburg, les maladies contractées dans des campements insalubres, ou causées par les fatigues et les privations, avaient réduit l'effectif des corps. A la fin d'août, M. de Chabannes estimait à 15 hommes par compagnie le nombre des manquants (1). Au départ du maréchal de Noailles (26 décembre), les hôpitaux regorgeaient encore de malades. Heureusement la présence et les soins de nombreux médecins et chirurgiens, arrivés de Paris au commencement de janvier, amenèrent promptement une amélioration sensible dans l'état sanitaire des troupes.

L'infanterie avait fait des pertes considérables ; les capitaines se voyaient dans l'impossibilité de combler les vides de leurs compagnies. Les officiers en semestre dans les provinces, chargés de procurer les recrues indispensables, avaient beaucoup de peine à trouver des hommes : les enrôlements devenaient de plus en plus difficiles et chers.

Dans ces conjonctures, le cabinet de Versailles, en vertu du traité de 1699, pria la duchesse de Lorraine, régente, d'avertir ses sujets que tous ceux qui se sont engagés volontairement (2) seront contraints de remplir leurs engagements. Les officiers français leur donneront une direction; les réfractaires seront arrêtés et punis comme déserteurs.

La mauvaise saison avait suspendu les hostilités. Il n'était pas présumable que les Impériaux, dans leur situation à la fin de la dernière campagne, pussent se rassembler promptement, ni faire avant le printemps aucune entreprise importante. Leurs quartiers, s'étendant de Wesel au lac de Constance, formaient une ligne trop longue pour des projets offensifs, et le Rhin, qui nous séparait, était une barrière redoutable pendant l'hiver. Seule, Mayence leur donnait un passage assuré; mais le manque de subsistances dans les environs de cette place, dans l'évêché de Worms, dans la plus grande partie du Palatinat, pays épuisés pendant la campagne précédente, rendait ce débouché inutile. Maîtres des îles au-dessous de Mannheim, qu'ils défendaient par des redoutes pla-

(1) Voir sa lettre du 24 août, ci-dessus.
(2) D. G., vol. 2782.

cées de distance en distance, ils se retranchaient sous Mayence, le long du Rhin et du Neckar.

L'armée du roi, dont les quartiers s'échelonnaient, à la rive gauche, depuis Huningue et Belfort jusqu'à Worms, Neustadt et Trèves, était plus à portée de se rassembler en peu de temps et de déboucher sur la rive droite. Mais les sièges de Mayence, de Vieux-Brisach et de Fribourg, seules places qui restassent à l'empereur et à l'Empire sur le Rhin, étaient de trop grandes opérations, et les contributions imposées au Wurtemberg n'en auraient pas payé les frais. On ne s'occupa donc, pendant l'hiver, que du rétablissement des troupes et des moyens d'entrer de bonne heure en campagne. MM. d'Aubigné à Trèves, de Balincourt à Worms, le comte de Bavière à Frankenthal, de Quadt à Spire, de la Javelière à Philippsburg, de Leuville au Fort-Louis, d'Hérouville à Huningue, de Givry dans la haute Alsace, tout en assurant la tranquillité de leurs cantonnements et l'instruction des recrues, fortifiaient la rive gauche, principalement les postes qui devaient nous permettre de passer le fleuve et d'entrer en Allemagne. On réparait le fort Mortier ; on élevait une redoute en face de Sandhofen, un fort étoilé vis-à-vis de l'île de Neckerau, occupée par l'ennemi, des retranchements entre Worms et Spire et à Kayserslautern; les fortifications de Huningue, de Kehl, de l'île du Marquisat, de Philippsburg, du fort Saint-Martin de Trèves, étaient remises en état.

Les deux premiers mois de l'année furent à peu près exclusivement employés, de part et d'autre, à des travaux moins offensifs que défensifs. Cependant, au commencement de janvier, certains mouvements des Impériaux sous Mayence nous avaient donné quelques appréhensions de ce côté. A la première nouvelle de la marche de l'ennemi, M. de Balincourt rassemblerait à Worms la plus grande partie des troupes de son département, et marcherait sur Westhofen, en laissant dans ses quartiers de petites garnisons chargées de la garde des malades et des équipages; M. le comte de Bavière réunirait les troupes de Frankenthal, et M. de Quadt celles du Spirebach. Après leur jonction à Westhofen, les trois divisions se dirigeraient sur Alzey, où elles pourraient être renforcées par les troupes du Hundsrück.

Se trompant sur le caractère de ces dispositions, dont ils eurent connaissance, les Impériaux crurent que les Français se

préparaient à marcher sur Mayence; ils travaillèrent avec plus d'activité aux fortifications de cette place et au camp retranché de Budenheim, qui, enveloppant ce village, avait sa droite au Rhin, sa gauche à Weissenau. Vers le 12 janvier, un détachement allemand, passant le Rhin au-dessous de Worms, obligea les villages, depuis Rheindurckheim jusqu'à Eich, à fournir des pionniers. Les mesures prises par M. de Balincourt privèrent l'ennemi de ces travailleurs et lui ôtèrent l'envie d'en venir chercher. Les Impériaux n'avaient pas mieux réussi en face du Spirebach. Un poste de hussards à Ketsch, à quatre lieues de Philippsburg, fut enlevé, dans la nuit du 4 au 5 janvier, par 100 dragons sortis de la place avec M. du Moulin, brigadier. Ce hardi coup de main jeta l'alarme dans les quartiers voisins.

La question de l'échange des prisonniers traînait depuis le mois de septembre; elle eut enfin une solution dans les derniers jours de janvier. Ainsi qu'il avait été convenu, le 17, entre le maréchal du Bourg et le comte de Seckendorf, commandant par intérim le quartier d'Heilbronn, les prisonniers autrichiens furent conduits, le 20, à Bruchsal, où les prisonniers français furent amenés d'Heilbronn et d'Heidelberg; et l'échange se fit les jours suivants, conformément au cartel signé, le 7, à Rastadt et ratifié par les deux cours de Versailles et de Vienne.

M. du Bourg venait de terminer cet arrangement, lorsqu'il fut officiellement informé que le maréchal de Noailles, désigné pour commander l'armée d'Italie, était remplacé, à l'armée du Rhin, par le maréchal de Coigny. En attendant l'arrivée du vainqueur de Parme et de Guastalla, il continua de veiller à la sûreté de nos quartiers et d'instruire Versailles des événements de la frontière d'Allemagne (1). Tandis que les médecins donnaient leurs soins aux malades dans les hôpitaux, les commandants poursuivaient la réorganisation de leurs troupes, l'instruction des recrues, et complétaient les ouvrages de fortification.

Les mouvements de l'ennemi trahissaient en général de l'indécision. Dans les derniers jours de février, ils se dessinèrent plus nettement. Il devint évident que le duc de Wurtemberg, craignant une attaque, se disposait à rapprocher du Rhin le gros de ses for-

(1) D. G., vol. 2783.

ces et à les cantonner en trois groupes principaux à Willingen, à Bruchsal et sous Mayence. En même temps il préparait de distance en distance sur les montagnes des phares-signaux, allumés, dès que l'on aurait connaissance de nos mouvements offensifs, pour concentrer les troupes au point où le danger paraîtrait le plus imminent. Le cordon de cantonnements du Bergstrass était placé de manière à pouvoir secourir Mayence et les lignes du Neckerau. Mais les Français ne songeaient point encore à prendre l'offensive, bien que leur situation fût meilleure que celle des Impériaux. A la fin de février, les hôpitaux militaires avaient rendu aux corps la plus grande partie de leurs hôtes, et des milices bien organisées étaient déjà venues combler les vides produits par les maladies et par le feu de l'ennemi.

Pendant la campagne précédente, l'armée impériale avait plus souffert que nous. Les maladies et les désertions causées par la misère continuaient de l'affaiblir. Depuis onze mois, les officiers ne touchaient aucune espèce de solde ; les soldats restés aux drapeaux se voyaient réduits, pour ne pas mourir de faim, à piller ou à mendier. Les États de l'Empire ne répondirent point à l'attente de l'empereur ; ils fournirent de faibles contingents, et ne consentirent qu'après bien des sollicitations de Vienne à former des magasins à Heidelberg et à Heilbronn avec des fourrages tirés du Wurtemberg. L'armée que le prince Eugène allait commander se trouvait donc moins nombreuse et plus mal approvisionnée que l'armée française.

Dans les premiers jours de mars (1), le duc de Wurtemberg, après avoir pourvu à la défense du bas Rhin, se rendit dans le Brisgau. Les troupes de ces quartiers et les paysans de la Forêt-Noire eurent ordre de se tenir prêts à franchir le Rhin. Afin de donner créance à ce projet d'une invasion en haute Alsace, il fit construire à Fribourg soixante-dix bateaux portatifs, dans le but de couvrir Vieux-Brisach et Fribourg, qu'il croyait menacés, parce que, le 7 mars, un détachement venu de Huningue enlevait une patrouille sur la rive droite.

Le comte de Seckendorf ne craignait pas moins pour Mayence. Il continuait de mettre cette place en état de soutenir un siège,

(1) D. G., 2784.

y établissant de grands magasins, ainsi qu'à Heilbronn, Heidelberg, Francfort. Dans toutes ces dispositions, simplement défensives, le maréchal du Bourg voyait les préparatifs d'une irruption en Alsace. Il avait fait part de ses appréhensions au gouvernement. M. d'Angervilliers fut obligé de le rassurer (7 mars). Non seulement nous pouvions empêcher l'ennemi d'entrer en Alsace, mais nous étions en mesure de déboucher sur la rive droite par Huningue, Kehl, le Fort-Louis et Philippsburg.

Les travaux exécutés à Philippsburg et l'établissement d'un pont vis-à-vis de cette place inquiétaient plus sérieusement les Impériaux. Quittant le Brisgau, le duc de Wurtemberg accourut vers le bas Rhin, renforça les quartiers devant Philippsburg, les lignes du Neckerau, rapprocha les troupes les plus éloignées et leur assigna des cantonnements le long du Rhin, qu'il visita jusqu'à Mayence.

Au 22 mars, l'armée impériale comprenait 84 bataillons et 173 escadrons, en mouvement pour former trois groupes principaux :

1° 50 bataillons et 98 escadrons aux environs de Bruchsal ;

2° 22 bataillons et 39 escadrons (Prussiens, Danois, Hanovriens) vers Mayence ;

3° 12 bataillons et 36 escadrons (Impériaux et milices) du côté de la Forêt-Noire, sans compter les garnisons de Mayence (13 bataillons), de Vieux-Brisach (11 bataillons) et de Fribourg (9 bataillons), et les 15,000 Russes en marche depuis quatre mois. Mais les corps de l'armée impériale étaient bien au-dessous de leur effectif normal, et ne l'atteindront pas de toute la campagne.

Le 30, parut l'ordre de bataille des troupes du maréchal de Coigny sur la frontière d'Allemagne. Cette armée comptait 124 bataillons et 185 escadrons.

Tous nos corps avaient ou allaient avoir incessamment leur effectif normal.

Dès le commencement du mois de mars, Louis XV désignait les officiers appelés à servir sous les ordres du maréchal de Coigny. Le commandement de la cavalerie était confié à M. de Clermont-Tonnerre. M. de Salières, nommé maréchal général des logis de l'armée, partait immédiatement, avec M. du Chayla, afin de visiter les bords du Rhin. En attendant la réunion des troupes, le

gouvernement ordonnait la formation de quelques petits camps sur la frontière d'Alsace et des Évêchés. Tandis que le maréchal de Coigny arrêtait avec le ministre de la guerre un plan de campagne, M. de Belle-Isle, arrivé à Metz au commencement d'avril (1), préparait les subsistances et les diversions des troupes de Trèves, du Hundsrück et des Évêchés.

Les mouvements ordonnés par le duc de Wurtemberg s'exécutaient. Des forces considérables se concentraient à l'embouchure du Mayn. On craignit à Versailles de voir les Impériaux déboucher de Mayence. Le 5 avril, M. d'Angervilliers donnait avis au maréchal du Bourg de prendre ses dispositions, en cas d'attaque contre Worms. Il l'engageait à rétablir les lignes de la Lauter, et surtout celles du Spirebach. Cette dernière position nous permettrait de couvrir, avec peu de monde, Philippsburg, Landau, la basse Alsace et le Palatinat, si nous étions obligés de porter la plus grande partie de nos forces dans les cercles de l'Empire ou sur la Moselle. Le ministre ajoutait qu'il n'y avait rien à craindre en ce moment pour l'Alsace, défendue par 97 bataillons, sans compter les troupes du pays messin, de Trèves et du Hundsrück.

Sur la rive droite du Rhin, l'ennemi commençait à se cantonner entre le Mayn et le Neckar, d'Heidelberg et Porzheim jusqu'à Bruchsal, et du côté de la Forêt-Noire. Le duc de Wurtemberg, qui avait transporté son quartier général d'Heilbronn à Heidelberg et jeté un pont sur le Neckar, déjà traçait des camps dans ces différents districts.

Dès la mi-avril, à la rive gauche, il y a quelques petites escarmouches. Un sergent avec douze grenadiers de la Marine escortait des charrettes de Westhofen sur le bas Rhin. Assailli, entre Hernsheim et Abenheim, par 50 hussards, il parque ses voitures, repousse les cavaliers, et continue sa marche sans être inquiété. Un détachement de la compagnie Lacroix, ayant attaqué des bateaux qui remontaient de Rheinfelden à Mayence, se trouve avoir affaire à 400 ou 500 hommes. Refoulé dans un village, il tient ferme jusqu'à la nuit, et se retire ensuite de village en village jusqu'à Kirchberg, avec quelques pertes. Sur le chemin de Trar-

(1) D. G., vol. 2785.

bach à Cologne, une portion de la compagnie de Thiers et des grenadiers du régiment des Vaisseaux reprennent à un corps de hussards des marchandises qu'il avait enlevées, et le poursuivent jusqu'à Coblentz.

Le maréchal de Coigny quitte Paris le 16 avril. Il se rend à Metz, et donne ses instructions à M. de Belle-Isle sur les premiers mouvements des troupes des Évêchés, dont une partie devait d'abord s'établir près de Sarrelouis et à Waldewrange, avec M. de Laval-Montmorency. Deux autres petits camps de cavalerie seraient également formés à Sarreburg et à Phalsburg, sous les ordres de MM. de la Billarderie et de Malan.

A son arrivée à Strasbourg, le 21, le maréchal reçut la lettre suivante :

M. d'Angervilliers à M. de Coigny.

« 18 avril 1735.

« En vous adressant les instructions du roi à l'entrée d'une campagne que les événements imprévus et les différentes positions de l'ennemi peuvent obliger de changer d'un moment à l'autre, je n'ai pas besoin de vous dire qu'il est nécessaire de ne rien nous laisser ignorer des nouvelles de toute espèce. Vous ne devez pas épargner les courriers, pour peu que vous ayez à mander des choses intéressantes.

« Il y a deux points qui ne sont point susceptibles d'être altérés et sur lesquels Sa Majesté exige une particulière attention, l'un de pourvoir à ce que le soldat ait de la paille et qu'il ne soit pas inutilement fatigué par des marches trop fréquentes, causes qui ont produit des maladies et la mortalité dans les deux dernières campagnes. Vous sentez d'ailleurs que, lorsque le soldat mange ce qui lui est nécessaire, il n'a pas besoin d'avoir recours à la maraude. L'autre point concerne la licence que les valets et domestiques des officiers généraux se sont donnée dans la dernière campagne, en volant fourrages, grains et autres denrées qu'ils trouvaient dans les quartiers occupés par leurs maîtres. Je suis persuadé que vous réveillerez sur cela l'attention des officiers généraux, et qu'ils en sentiront les conséquences. » (D. G., vol. 2783.)

Cette lettre fut bientôt suivie de la communication de trois or-

donnances royales, en date du 21, deux concernant les marches des bagages et équipages des armées et la discipline dans les camps, la troisième réglant la table et les équipages des officiers généraux.

Le nouveau commandant apprit du maréchal du Bourg ce que le quartier général savait des mouvements et travaux de l'ennemi. L'armée impériale continuait de se rassembler et de se retrancher. Des forces considérables (infanterie et cavalerie) occupaient des cantonnements dans le pays de Durlach et dans les terres de l'électeur palatin, depuis Bruchsal, où le duc de Wurtemberg venait d'établir son quartier général, jusqu'à hauteur d'Oppenheim; 42 bataillons et 50 escadrons s'installaient à portée de Philippsburg. Indépendamment des nombreuses redoutes construites depuis Wiesloch jusqu'à Schwetzingen, sur les ruisseaux d'Angelbach, du Neckerau et de Brühl, l'ennemi couvrait Heidelberg, entreprenait une nouvelle ligne le long de la Kraich, depuis le marais d'Ubstadt jusqu'à Hocqueneim, et relevait celles d'Ettlingen. Dans cette grande étendue de retranchements, le duc de Wurtemberg avait jeté la Saal dans la Kraich, afin d'en priver Philippsburg et détourné le cours des autres rivières de manière à créer une vaste inondation s'étendant jusqu'à Ettlingen. Les cantonnements ennemis se fortifiaient aussi vers le bas Rhin. Les Hanovriens et les Hessois arrivaient sur le Neckar, les Prussiens sur le Mayn. Ulm, Nuremberg et Wurtzburg envoyaient de l'artillerie vers le Rhin.

Bientôt l'armée impériale sembla vouloir se répartir en trois camps :

Le premier, déjà formé, près de Bruchsal, la droite à Wiesloch et la gauche à Ettlingen, avec 50 bataillons et 100 escadrons, sous le duc de Wurtemberg.

Le deuxième, en voie de formation, autour de Geinsheim, la droite au-dessus de Mayence, la gauche à Weyersheim, où le comte de Seckendorf rassemblait 22 bataillons et 46 escadrons (Prussiens, Hanovriens, Danois et quelques régiments de l'empereur).

Le troisième, du côté de la Forêt-Noire. Le duc d'Arenberg devait réunir sur ce point 12 bataillons et 35 escadrons, avec les milices de Saxe et de Souabe.

L'armée impériale comptait donc, à la fin d'avril, 84 bataillons et 181 escadrons, dont 15 de hussards, non compris les garnisons

de Mayence, de Vieux-Brisach et de Fribourg (33 bataillons).

Convaincu, par tous ces renseignements, que Philippsburg était comme bloquée et annulée, et Worms exposée à un coup de main, le maréchal de Coigny prit des dispositions en vue de secourir cette dernière place. Conformément à ses ordres, les quartiers les plus éloignés se rapprochaient du Rhin. Il envoya M. de Leuville à Lauterburg et M. de Varennes à Worth pour y recevoir les bataillons à mesure qu'ils arriveraient de la Lorraine, du pays messin et du haut Rhin; il se proposait lui-même de rejoindre M. de Quadt à Spire et d'aller avec les forces du Spirebach renforcer M. de Balincourt, s'il le voyait ouvertement menacé. Déjà, en prévision d'une attaque, le commandant de Worms évacuait sur Spire son hôpital et quelques approvisionnements. Le maréchal laissa provisoirement sa cavalerie sur les derrières avec nos plus grands magasins de fourrages. Il importait de ménager les subsistances des bords du Rhin pour la réunion générale des troupes sur ce fleuve, dès qu'on aurait arrêté un point de passage. La concentration de l'armée s'effectuait graduellement, en plusieurs corps, sans fatiguer les soldats par de longues marches. Après avoir renforcé les postes du Rhin avec les bataillons déjà arrivés et mis en état de s'opposer aux entreprises du duc de Wurtemberg, M. de Coigny résolut de visiter le bas Rhin. Philippsburg et Fort-Louis étant trop surveillés par l'ennemi, il fallait chercher un autre passage. Le maréchal quitte Strasbourg le 2 mai (1), se rend avec son état-major au Fort-Louis, au débouché de Solingen. Les deux redoutes qui défendaient la tête de pont lui parurent insuffisantes. Il approuve la construction d'un ouvrage à cornes. A Lauterburg (4 mai), il fit enfermer Otterstadt dans les lignes de la Lauter et relever quatre écluses pour les fortifier. Les communications entre nos postes de Lauterburg à Germersheim, les chaussées de la Petite-Hollande, le pont de Philippsburg améliorés, il établit, le 6, son quartier à Spire.

Après l'entrevue de Metz (19 avril), M. de Belle-Isle s'était rendu à Trèves. Tout en s'occupant d'armer le fort Saint-Martin et de resserrer ses cantonnements, il envoyait sur les deux rives de la Moselle jusqu'aux portes de Coblentz des détachements qui levaient

(1) D. G., vol. 2786.

des contributions, emprisonnaient les baillis récalcitrants et ramenaient des bestiaux. MM. de Kheinholt et Galhau, détachés par M. de Phelippes, commandant à Meisenheim, s'emparent de deux bateaux chargés de contrebande et de munitions de guerre, sur le Rhin, en vue d'un poste ennemi établi à Rheinfelden.

M. de la Javelière rend compte des inondations et des retranchements qui enserraient Philippsburg. La droite des Impériaux communiquait par la montagne à Wiesloch et par Heidelberg à Leimen; leur centre et le quartier général à Bruchsal; leur gauche s'étendait par Weingarten, Ettlingen et Durlach.

Les Prussiens (10 bataillons et 15 escadrons) campaient toujours au delà du Mayn. Il y avait entre le Mayn et le Neckar 18 bataillons et 26 escadrons; d'Heidelberg à Durlach, 54 bataillons et 142 escadrons. Toutes ces troupes formaient une armée d'environ 66,000 hommes, sans compter les Saxons, qui arrivaient par la Franconie, et les garnisons des trois villes impériales (Mayence, Vieux-Brisach et Fribourg). Cette armée, qui devait être commandée par le prince Eugène, se répartissait ainsi : 40,000 hommes à Bruchsal (troupes de l'empereur, des cercles de Souabe et de Franconie, et autres troupes de l'Empire); 26,000 hommes entre Mayence et Heidelberg (Prussiens, Hanovriens, Danois, Hessois, et troupes des cercles du Haut-Rhin et de la Westphalie).

Au 7 mai, l'ordre de bataille de l'armée française était le même qu'au 30 mars (1), plus quelques bataillons de milices arrivés depuis cinq semaines.

Le 7, le maréchal visite le Spirebach, et donne l'ordre d'en rétablir les lignes. La sécheresse désolant ce malheureux pays, il ne fallait pas songer à y nourrir de la cavalerie. Le comte de Belle-Isle fut donc averti de laisser provisoirement dans les Évêchés la cavalerie de la réserve. Celle des camps de Sarrelouis, Waldewrange, Sarreburg et Phalsburg ne commencerait son mouvement que vers le 20. Le 9, après avoir préparé l'installation au Spirebach de quelques régiments arrivant d'Alsace, M. de Coigny se rend à Philippsburg. Comme il y avait déjà sur ce point un pont sur haquets, il pria le maréchal du Bourg de faire descendre, avec les agrès, celui qui se trouvait à Strasbourg. Le général en

(1) Voir ci-dessus, p. 274.

chef voulait ainsi donner des inquiétudes à la gauche de l'ennemi, afin de le détourner de toute entreprise sur sa droite.

Cependant nos mouvements de concentration s'exécutaient. Le 11, l'infanterie et la cavalerie restées en Alsace recevaient du maréchal du Bourg l'ordre de se préparer à marcher vers le bas Rhin, et quelques bataillons descendaient à Rheinzabern. En même temps le commandant de l'Alsace mandait à M. de Givry de camper dans l'île de Schalampé les 4 bataillons et les 3 escadrons chargés de s'opposer aux entreprises de la garnison de Vieux-Brisach.

Le 12 mai, le maréchal de Coigny détermine les positions de son armée : 9 brigades, comprenant 54 bataillons, échelonnées le long du Rhin, depuis le Fort-Louis jusqu'à Worms, à Selz, Lauterburg, Rheinzabe, Germersheim, Spire, Otterstadt, Altripp, la Reh-Hutte; 13 escadrons de la maison du roi à Haguenau; 8 escadrons de gendarmerie sous le Fort-Louis; 20 escadrons de dragons à la Petite-Hollande; 40 bataillons et 63 escadrons à Pfeddersheim, près de Worms; les 12 bataillons et 34 escadrons de la réserve de M. de Belle-Isle sur la gauche du camp de Pfeddersheim.

Le 15, le maréchal de Coigny, à Mannheim, s'assure des dispositions de l'électeur palatin. Il fut reçu avec de grandes démonstrations d'amitié. Le même jour, M. d'Angervilliers l'informait qu'il pouvait faire venir 20,000 sacs d'avoine du pays messin en Alsace, où il y en avait déjà 100,000 (1). Le ministre s'en rapportait au jugement du général en chef tant pour la réunion de l'armée que pour les travaux du pont de Solingen, des lignes de la Lauter et du Spirebach. Il exprimait seulement l'espoir que l'armée serait en mesure de prendre l'offensive à la fin du mois.

La pluie qui commençait à tomber et dissipait les craintes relatives aux fourrages, les instructions envoyées de Versailles et l'arrivée du prince Eugène à Heilbronn (13 mai) hâtèrent les mouvements de l'armée française. Dès que le maréchal de Coigny fut certain de la présence du généralissime autrichien à l'armée impériale, il pressa le maréchal du Bourg et M. de Belle-Isle de

(1) D. G., vol. 2787.

diriger immédiatement les troupes de l'Alsace et des Évêchés, infanterie et cavalerie, vers les positions assignées par l'ordre du jour du 12, sans omettre la cavalerie réunie d'abord dans les camps de Phalsburg, Sarreburg, Sarrelouis et Waldewrange.

D'après les états adressés, le 17, à Versailles, par MM. de Salières et de Chabannes, on allait mettre en route 31 brigades : 54 bataillons et 41 escadrons, pour camper le long du Rhin ; 52 bataillons et 63 escadrons, destinés à former l'armée du bas Rhin, indépendamment des troupes qui rejoindraient plus tard et de celles qui devaient rester pendant la campagne dans les places et les postes de la frontière (1).

Les jours suivants les mouvements ordonnés s'exécutèrent, 9 brigades d'infanterie (54 bataillons), commandés par trois lieutenants généraux, campèrent séparément : la division de M. de Leuville, depuis Selz jusqu'à Spire ; celle du prince d'Isenghien, à Otterstadt et Altripp ; celle du comte de Laval, aux deux postes de la Reh-Hutte. 13 escadrons de la maison du roi, aux ordres de MM. de Dreux et de Tallard, s'établirent sous Haguenau, tandis que 8 escadrons de la gendarmerie se rendaient en avant du Fort-Louis, avec M. de Béthune, et que 20 escadrons de dragons descendaient à la Petite-Hollande. Les camps formés le long du Rhin depuis le Fort-Louis jusqu'à Worms se trouvèrent parfaitement installés dès le 24. L'étendue donnée à cette position avait pour but la facilité des subsistances, la garde du fleuve et l'observation de l'ennemi, toujours campé sur la rive droite depuis Ettlingen jusqu'au Mayn. La discipline et la santé de nos troupes ne laissaient rien à désirer.

10 brigades d'infanterie (52 bataillons) et 8 de cavalerie (63 escadrons), destinées à former l'armée du bas Rhin, s'étaient aussi

(1) Le maréchal du Bourg avait sous ses ordres dans les places et postes de l'Alsace : 19 bataillons de campagne, 28 bataillons de milices, 12 escadrons, 5 compagnies franches, 11 compagnies d'invalides : Belfort, 1 bataillon ; Huningue, 4 bataillons, 1 escadron ; Schalampé, 4 bataillons, 3 escadrons ; Neuf-Brisach, 4 bataillons, 2 escadrons ; Schlestadt, 1 bataillon, 1 escadron ; Kehl, 2 bataillons ; Strasbourg, 9 bataillons, 1 escadron ; Haguenau, 1 bataillon, 1 escadron ; Fort-Louis, 4 bataillons ; Lauterburg, 1 bataillon ; Weissenburg, 1 bataillon ; Landau, 5 bataillons ; Philippsburg, 5 bataillons, 1 escadron ; Phalsburg, 1 bataillon, 1 escadron ; Sarreburg, 1 bataillon, 1 escadron ; le long du Rhin, 3 bataillons.

mises en marche. M. de Belle-Isle, qui commandait sur la Moselle, avait dirigé du pays messin, de Trèves et du Hundsrück, 27 bataillons et 34 escadrons vers Kaiserslautern. Il était parti de Trèves le 21, laissant la garde de la Moselle à M. d'Aubigné. Il restait aussi quelques troupes sur la Chiers. Le lendemain, 21 bataillons s'arrêtaient à Kaiserslautern et à Worms. Le 23, M. de Belle-Isle allait à Spire prendre les ordres du maréchal de Coigny.

Le 25, 11 bataillons, y compris les gardes françaises, 13 escadrons de cavalerie et 12 de dragons, formant le noyau de l'armée du bas Rhin, se trouvèrent rassemblés à Dudenhoffen, près de Spire. Le maréchal de Coigny, le 27, conduisit ces troupes à Frankenthal, où elles campèrent en ligne. Elles s'avancèrent, le lendemain, sur trois colonnes, au camp de Pliffickeim, à la gauche de Worms. La colonne de droite, composée des gros et menus équipages et de l'artillerie, suivit le grand chemin de Worms. Le centre, formé de l'infanterie, arriva par Horchheim. La colonne de gauche (cavalerie et dragons) traversa Weinsheim, Heppenheim et mit son camp derrière Pfeddersheim. L'arrivée de nouvelles troupes éleva rapidement l'effectif de cette armée. Le maréchal l'établit derrière le ruisseau de la Pfrimm. La droite s'appuyait à Pliffickeim, où était le quartier général, couvert par la brigade de Navarre. La gauche, que terminaient les dragons campés en potence, dépassait Pfeddersheim, couvert par la brigade de Bourbonnais.

Au 29 mai, l'ordre de bataille de l'armée du bas Rhin comprenait 40 bataillons, 63 escadrons.

Les troupes, la réserve sous M. de Belle-Isle, partaient le 29 de Kaiserslautern, tandis que la maison du roi et la gendarmerie quittaient Haguenau et le Fort-Louis pour joindre l'armée du bas Rhin. Il y avait au Fort-Louis, à Philippsburg, des bateaux sur haquets. Le général en chef ordonna qu'ils descendissent au-dessous de Worms.

La marche du gros des forces françaises vers Mayence laissait la haute Alsace exposée aux entreprises des troupes impériales cantonnées ou détachées dans le Brisgau. Des ordres furent donnés pour que M. de Givry, qui occupait l'île de Schalampé, eût sous la main, ou à portée de le secourir, 14 bataillons et 16 escadrons.

Sur la Moselle, M. d'Aubigné descendait à Andel, près de

Berncastel, afin de couvrir le pont que nous avions dans cette partie et d'inquiéter les Allemands du côté de Coblentz. Un autre petit corps allait camper sur la Chiers.

Pendant tous ces mouvements à la rive gauche du Rhin, l'armée impériale garda sa position allongée depuis Ettlingen jusqu'au Mayn. Le prince Eugène s'était rendu, le 19, d'Heilbronn au quartier général, établi, avant son arrivée, à Bruchsal par le duc de Wurtemberg, préoccupé avant tout de couvrir ses États, même en imposant des fatigues excessives à son armée. Le prince Eugène désapprouvait la position que l'on avait fait prendre à ses troupes, les marches et les travaux auxquels on les avait employées. Malade et mécontent, le duc de Wurtemberg était retourné à Stuttgardt. Le gros de l'armée campait toujours par pelotons aux environs de Bruchsal, où les Saxons rejoignirent les Impériaux.

En concentrant sur le bas Rhin la plus grande partie de ses forces, ses bateaux, ses équipages de ponts, le maréchal de Coigny se proposait, tout en faisant vivre ses troupes aux dépens de l'électorat de Mayence, d'inquiéter les Impériaux par la menace continuelle d'une attaque contre cette place ou d'un passage du Rhin, de les détourner de toute entreprise contre la haute Alsace, de les forcer à sortir du camp de Bruchsal et à dégarnir les débouchés de Kehl et de Philippsburg. Dans le cas, peu probable, où il ne pourrait pas les attirer dans le Bergstrass, il établirait ses ponts et passerait le Rhin au-dessous de Worms.

L'armée française quitte le camp de Pliffickeim le 1er juin (1), pour occuper celui de Westhofen, reconnu la veille. Les troupes marchèrent sur six colonnes et campèrent sur deux lignes : la droite à Osthofen, la gauche et le quartier général à Westhofen. Partie de Kaiserslautern le 29 mai, la réserve arriva, le 2 juin, à Flonheim, et s'établit, le 3, à Odernheim sur la gauche de l'armée, afin de marcher à même hauteur et de parvenir en même temps du côté d'Oppenheim, suivant les dispositions arrêtées la veille à Eichloch entre le maréchal de Coigny et M. de Belle-Isle. Le lendemain, quittant Westhofen, l'armée s'avance sur huit colonnes et campe sur deux lignes : la droite à

(1) D. G., vol. 2788.

Dienheim près du Rhin et derrière Oppenheim, le centre à Wald-Ulversheim et la gauche à Dolgesheim, ayant en avant Weinholsheim, où fut établi le quartier général. La maison du roi et la gendarmerie arrivèrent le 5, et prirent place à la droite de l'armée. Dès le 2 juin, les Allemands s'étaient montrés de l'autre côté du Rhin, à Gernsheim et à Lecheim. En face d'eux, en avant d'Oppenheim, se trouvait la brigade des gardes françaises (6 bataillons); à l'autre extrémité, autour de Dolgesheim, 20 escadrons de dragons (1). Entre ces deux points, solidement occupés, les troupes forment deux lignes (en avant de Wald-Ulversheim, quartiers des officiers généraux) parallèles et rapprochées, l'infanterie au centre, la cavalerie aux ailes. Dans la première ligne, 29 escadrons (2) composent la droite, 17 bataillons (3) le centre, 15 escadrons (4) la gauche. Dans la deuxième, la droite compte 17 escadrons (5), le centre 9 bataillons (6), la gauche 18 escadrons (7). Le grand quartier général, à Weinholsheim, en avant de la gauche du camp, est protégé par 4 bataillons (8) campés à l'est et au nord du village, et par les 2 escadrons des hussards Berchiny qui en gardent les abords du côté de la Selz. L'artillerie est à droite; Weinholsheim, en avant du centre du camp; le parc, établi derrière le village de Dalheim, et flanqué à droite et à gauche par

(1) Colonel-Général, 4; du Roi, 4; d'Harcourt, 4; Bauffremont, 4; Condé, 4 = 20 escadrons.

(2) Grenadiers à cheval, 1; Noailles, 2; Charost, 3; Villeroy (ancien régiment de Conti), 3; d'Harcourt, 2; mousquetaires gris, 1; mousquetaires noirs, 1; chevau-légers, 1; gendarmes, 1; gendarmerie, 8; Gesvres, 3; Royal, 3 = 29 escadrons.

(3) Navarre, 4; Royal-la-Marine, 1; Cambrésis, 1; Royal-des-Vaisseaux, 3; Guyenne, 1; Lorraine, 1; Dillon, 1; Saintonge, 1; Angoumois, 1; Bourbonnais, 3 = 17 bataillons.

(4) Le Roi, 3; Randan, 2; Bourbon, 3; d'Aumont, 2; Lévis, 2; Colonel-Général, 3 = 15 escadrons.

(5) Mestre-de-Camp-Général, 3; Barbanson, 2; Anjou, 3; Clermont, 3; Conti, 3; Royal-Roussillon, 3 = 17 escadrons.

(6) Choiseul, 2; Hainaut, 1; Clare, 1; Alsace, 3; Agénois, 1; Bretagne, 1 = 9 bataillons.

(7) Dauphin, 3; la Reine, 3; Saint-Aignan (ancien régiment de Cayeux), 3; Saint-Simon, 3; Chevreuse, 3; Commissaire-Général, 3 = 18 escadrons.

(8) Appelgrehn (ancien régiment de Lenck), 2; la Fère, 1; le Perche, 1 = 4 bataillons.

un bataillon d'artillerie. Les bagages et les vivres sont réunis, en partie au centre de la deuxième ligne, en partie en arrière, à hauteur et à gauche de Wald-Ulversheim.

En même temps que l'armée prenait position entre Oppenheim et Dolgesheim, la réserve s'établissait en avant d'elle, le long du ruisseau de Gold, sur la rive gauche de la Selz, entre Friesenheim et Undenheim (1), faisant face au nord-ouest, la première ligne composée de 12 bataillons d'infanterie, la deuxième de 32 escadrons de cavalerie, dont 22 en bataille derrière l'infanterie, et 10 en potence derrière la gauche, devant Undenheim, quartier général de M. de Belle-Isle.

Ainsi, au 5 juin, les 124 bataillons et 185 escadrons aux ordres du maréchal de Coigny se trouvaient :

L'armée du bas Rhin (38 bataillons et 99 escadrons) campée à Weinholsheim; la réserve (12 bataillons et 32 escadrons), sous M. de Belle-Isle, à Udenheim; 9 brigades d'infanterie (54 bataillons) échelonnées le long du Rhin, avec quelque cavalerie, depuis Worms jusqu'au Fort-Louis et commandées par le marquis de Leuville, le prince d'Isenghien et le comte de Laval; 6 bataillons et plusieurs escadrons dans l'île de Schalampé, avec M. de Givry; 5 bataillons et 6 escadrons à Andel, sur la Moselle, sous M. d'Aubigné; 3 bataillons et quelques escadrons sur la Chiers, avec M. d'Eltz; enfin 6 bataillons et quelque cavalerie en marche vers le Rhin.

L'effectif de l'armée impériale s'élevait alors à 70,000 hommes environ. Dans les derniers jours de mai, le prince Eugène avait envoyé du camp de Bruchsal au delà du Neckar 4 régiments d'infanterie et 4 régiments de cavalerie, pour renforcer la petite armée que le comte de Seckendorf formait à Gernsheim avec les

(1) *Réserve commandée par M. de Belle-Isle, lieutenant général, qui était campé à Undenheim, quartier général, depuis le 4 juin jusqu'au 29 du même mois.*

Infanterie. 12 bataillons.	Touraine, 3; Soissonnais, 1; Gontaut, 1; Montmorency, 1; Provence, 1; Rosnyvinen, 1; Beauvoisis, 1; la Couronne, 3.
Dragons. 16 escadrons.	Mestre-de-Camp-Général, 4; Languedoc, 4; la Suze, 4; Vitry, 4.
Cavalerie. 16 escadrons.	campée en potence sur la ligne d'infanterie et des dragons. Royal-Allemand, 3; Béthune, 2; la Tour, 3; Lordat, 3; Sassenage, 2; Stanislas, 3.

Prussiens, Hanovriens, Danois et Hessois rassemblés entre le Neckar et le Mayn. Dans le même temps, le comte de la Marck avait replié sur Mayence tous les postes du Rhin depuis Lintz jusqu'à Coblentz. Le 4 juin, le camp de Bruchsal dirigeait encore vers Gernsheim 4 régiments de cuirassiers et 2 de hussards.

Le 6 juin, l'armée française lève son camp de Weinholsheim et se porte derrière la Selz. Pour l'exécution de ce mouvement, les deux lignes rompent par le centre. L'infanterie passe à droite et à gauche de Wald-Ulversheim et marche sur deux colonnes dans la direction de Bechtheim. Les menus équipages s'avancent également en deux colonnes à hauteur des groupes d'infanterie placés à droite et à gauche. La cavalerie de l'aile gauche rompt par sa droite, tourne en dehors de Hillesheim, et longe la rive droite de la Selz entre cette rivière et les villages de Dorndurckheim et de Frettenheim, tandis que la cavalerie de droite, rompant par la gauche, vient passer à côté et au-dessous de Wahlheim, Alsheim, Mettenheim et Bechtheim.

Ainsi les troupes s'avancent parallèlement entre la Selz et le Vieux-Rhin sur six colonnes de front, qui se dirigent à travers champs en droite ligne sur leurs nouvelles positions. Mais pour le matériel encombrant, gros bagages et artillerie, il faut trouver des routes ou des chemins empierrés. En arrière du centre, il n'y en a point; d'ailleurs, tout le terrain y est encombré et le passage interrompu par la marche des colonnes de troupes. C'est donc par la droite et par la gauche qu'il faut diriger les gros équipages.

Plusieurs voies se présentent : deux de Dolgesheim à Westhofen, l'une par Odernheim et Blodesheim, l'autre par Hillesheim, Dorndurckheim, Frettenheim, gagnant de là Westhofen par Hessloch ou par Bechtheim; trois de Gundersblum (en arrière de la droite) aboutissant soit à Westhofen par Alsheim et Bechtheim, soit à Osthofen par Alsheim et Kettenheim, soit à Rhein-Durkheim. La première route, celle d'Odernheim, est négligée comme trop divergente et n'offrant aucune sécurité. La deuxième présente l'inconvénient, en passant par Hessloch, de couper la colonne de cavalerie et de n'être plus couverte à l'ouest; en passant par Bechtheim, d'entraver la marche de l'infanterie et des menus bagages. Une partie des gros bagages, escortée par les troupes cam-

pées à Weinolsheim, s'y engage néanmoins, et suit le chemin jusqu'à Frettenheim, mais l'abandonne au sortir du village, pour suivre à travers champs une direction parallèle aux autres colonnes et éviter le coude de Bechtheim encombré par l'infanterie et le coude de Hessloch coupé par la cavalerie. Des trois voies en arrière de Gundersblum, une, celle qui va à Westhofen, étant oblique à la direction des colonnes, est impossible. Deux seulement restent, le chemin d'Osthofen par Alsheim et Mettenheim, qui longe les hauteurs et la grande chaussée de Worms à Mayence. On y fait passer le reste des gros équipages et l'artillerie tout entière sous la protection des gardes françaises, parties d'Oppenheim.

Les neuf colonnes passent la Sée entre Westhofen et Rhein-Durkheim. De forts détachements sont laissés sur la rive gauche de la rivière pour garder Osthofen et Westhofen, et l'armée s'établit sur la rive droite, le long du chemin d'Osthofen à Bermersheim, dans le même ordre qu'à Weinholsheim, sur deux lignes parallèles et rapprochées; l'infanterie au centre, la cavalerie aux ailes; l'artillerie en avant du centre de l'infanterie, entre Mulheim et Westhofen; les dragons à l'extrême gauche, à hauteur de Westhofen, en face et à un kilomètre de Bermersheim.

L'entretien d'une nombreuse cavalerie condamnait l'armée à des expéditions continuelles. Le 7 juin, 4,000 grenadiers et fusiliers et 3,000 chevaux, commandés par M. de Quadt, protégèrent un fourrage général dans la plaine de Wild, reconnue, le 4, par cet officier et, le 6, par le maréchal de Coigny lui-même. La droite de la ligne était appuyée à Zornheim, et la gauche à 6 kilomètres de Mayence. Trois cents hussards sortis de cette place furent attaqués et poursuivis jusque sur les glacis. Cette escarmouche ne dérangea point le fourrage, qui fut très abondant. On obtint les mêmes résultats dans les opérations de ce genre exécutées de plus en plus près de Mayence, le 14, en présence du maréchal, entre Lorzweiler et Nieder-Olm, avec 36 compagnies de grenadiers et 2,800 cavaliers, conduits par le comte de Clermont; le 19, entre Hechtsheim et Marienborn, sous l'escorte de 36 compagnies de grenadiers, 1,000 fusiliers et 2,500 chevaux aux ordres de M. de Putanges, malgré le canon de Mayence et les attaques des hussards; le 25, entre Nakenheim et Elsheim, sous la protection de grenadiers et de cavaliers ayant à leur tête M. de Castelmoron.

Le maréchal parvenait sans trop de difficultés à nourrir ses nombreux chevaux ; mais il ne réussissait point à faire sortir l'armée impériale de ses positions devant Philippsburg. Le prince Eugène s'était contenté jusque-là d'envoyer 8 bataillons d'infanterie et 4 régiments de cavalerie au comte de Seckendorf à Gernsheim. Comme on pouvait craindre quelque entreprise des Impériaux contre la haute Alsace, le corps du haut Rhin fut renforcé, le 10, de 2 bataillons de milices et de 2 brigades d'artillerie. Le 11, M. de Givry occupa les retranchements de Schalampé avec le gros de son infanterie ; la cavalerie campait en corps séparés tant à Ottmarsheim qu'à Neuf-Brisach et Batzenheim.

L'arrivée de l'artillerie au camp de Weinholsheim, le 9, et la descente de nos ponts, traînés sur 540 chariots par 3,200 chevaux, tirèrent enfin le généralissime autrichien de son immobilité. Dès le 8, les troupes impériales campées à Kestch, Schwetzingen et Hochenheim marchèrent sur Heidelberg, où le prince Eugène arriva le 10. Le 13, le général Petrasch renvoyait à Bruchsal la plus grande partie des troupes de la Forêt-Noire, pour remplacer les corps dirigés vers le bas Rhin.

Le premier des deux ponts portatifs qui descendaient de Spire arriva, le 14, à Oppenheim. L'autre fut retenu à Frankenthal. Le maréchal de Coigny songeait moins à passer le Rhin qu'à faire croire à ce dessein. Toutes ses démonstrations avaient pour but de donner le change à l'ennemi et de l'attirer sur le bas Rhin. Ce résultat une fois obtenu et les fourrages de l'électorat de Mayence consommés, il remonterait vivement le fleuve et déboucherait par Philippsburg ou le Fort-Louis. Le passage sur ces deux points, pourvus de ponts solides et à portée de nos magasins, offrait plus de chances de succès qu'une tentative en face d'Oppenheim. Le maréchal de Coigny croyait au succès de sa manœuvre et faisait réparer les chemins entre Frankenthal, Spire et Germersheim, lorsque le prince Eugène retourna, le 15, d'Heidelberg à Bruchsal, après avoir augmenté de 20,000 hommes le corps de troupes établi sur la rive droite vis-à-vis d'Oppenheim. Il n'avait pas oublié la contremarche du maréchal d'Asfeld pendant la campagne précédente; il voulait d'ailleurs veiller lui-même aux débouchés de Philippsburg, où nos 10 brigades échelonnées le long du Rhin pouvaient se porter en deux ou trois jours avec 6,000 chevaux.

M. de Coigny n'avait pas atteint son but. Les Impériaux n'affaiblirent leur ligne qu'en face de M. de Givry. Tous les débouchés étaient si fortement gardés, que, malgré les instances du ministre de la guerre (lettre du 20 mai) (1), le maréchal ne voulait, sans un ordre formel du roi, tenter le passage du Rhin ni au-dessous de Worms, ni à Philippsburg, ni au Fort-Louis.

Le prince Eugène, mécontent et attristé de voir son armée manquer de vivres, d'argent, d'artillerie et de munitions, sortait peu du château de Bruchsal. Les troupes sous ses ordres (88 bataillons et 186 escadrons, non compris les garnisons de Mayence, Vieux-Brisach et Fribourg) restaient sur la défensive depuis la Forêt-Noire jusqu'au Mayn, se bornant, contre l'armée française, à des fourrages. Leurs postes du bas Rhin parurent même se décider, vers la fin de juin, à nous disputer les subsistances de la rive gauche. Le 27, le général Seckendorf vint derrière Kastel, près de Mayence, avec 4,000 chevaux et un corpsd'infanterie, dont il jeta une partie dans le camp retranché sous cette place, et le reste près de Russelheim. Le maréchal de Coigny avait déjà reconnu les bords de la Selz jusqu'à son embouchure dans le Rhin, au-dessous de Mayence, afin d'étendre ses fourrages en masquant cette place. Le mouvement de l'ennemi accéléra le nôtre. Le 29 au matin, la réserve, commandée par M. de Belle-Isle, part d'Udenheim, où elle était depuis vingt-quatre jours, et occupe le camp de Gualgesheim, derrière la basse Selz. Ce camp fermait le chemin de Mayence à Coblentz en deçà du Rhin, et gardait par sa droite tous les passages de la Selz jusqu'à Bubenheim; des postes établis à Bingen et à Kreuznach couvraient ses derrières.

En même temps, 8 bataillons et 57 escadrons, aux ordres de M. de Dreux, sont détachés de l'armée et installés sur la rive gauche de la Selz, entre Nieder-Olm et Stadecken.

Le camp, dirigé de l'est à l'ouest, se trouve couvert de face et sur son flanc droit par la rivière. La cavalerie est au centre, les 21 escadrons de la maison du roi (2) du côté de Nieder-Olm, les

(1) D. G., vol. 2789.

(2) Grenadiers à cheval, 1; gardes du corps (Noailles, Charost, Villeroy, Harcourt), 8; mousquetaires gris, 1; mousquetaires noirs, 1; chevau-légers, 1; gendarmes, 1; gendarmerie, 8 = 21 escadrons.

23 escadrons de cavalerie (1) dans leur prolongement, du côté de Stadecken, quartier général. 4 bataillons d'infanterie (2) se placent en potence à l'extrémité droite, le long de la Selz, en face de Nieder-Olm, appuyés par un escadron des hussards Berchiny campé dans la direction du coude de la rivière; les 4 autres bataillons (3) sont établis au sud-ouest de Stadecken, à la jonction des routes d'Ingelheim et de Kreuznach, avec les 12 escadrons de dragons (4), qui les relient à la gauche de la cavalerie.

Ainsi, à la fin de juin, l'armée du maréchal de Coigny, forte de 50 bataillons et 131 escadrons, formait trois camps (Weinholsheim, Stadecken, Gualgesheim), qui se communiquaient par des postes intermédiaires, et occupaient le long de la Selz une ligne presque ininterrompue s'étendant d'Oppenheim à l'embouchure de cette rivière dans le Rhin, au-dessous de Mayence, complètement masquée sur la rive gauche.

A la suite des postes de l'armée, la rive gauche se gardait jusqu'au Fort-Louis, par 10 brigades d'infanterie (60 bataillons), campées séparément, le long du Rhin avec 8 escadrons; M. de Laval commandait 18 bataillons : 3 à Eich et Hamm, 3 à Worms avec 2 escadrons, 6 à Frankenthal, 6 à Mundenheim. Le prince d'Isenghien avait aussi 18 bataillons : 5 à Altripp, 6 à Otterstadt, 1 à Spire avec 3 escadrons, 6 à Berghausen. Le commandement de M. de Leuville comprenait 24 bataillons : 6 à Germersheim avec 3 escadrons, 6 à Rheinzabern, 5 à Lauterburg, 6 à Selz et 1 au Fort-Louis. Tous ces postes étaient retranchés, et se communiquaient d'une brigade à l'autre, depuis le Fort-Louis jusqu'à Esch, où commençaient ceux de l'armée, qui conduisaient jusqu'à Oppenheim. Il y avait, en outre : sur le haut Rhin, 8 bataillons et 15 escadrons dans l'île de Schalampé, avec M. de Givry sur la frontière des Évêchés, dans le pays de Trèves et le Hundsrüch, 8 bataillons et 12 escadrons aux ordres de M. d'Aubigné, qui en avait installé la moitié sur la Moselle, à Andel, près de Berncastel. Le baron d'Eltz devait

(1) Royal, 3; Gesvres, 3; Dauphin-Étranger, 3; Peyre, 2; Saint-Aignan, 3; Chevreuse, 3; Saint-Simon, 3; Commissaire-Général, 3 = 23 escadrons.

(2) Hainaut, 1; Clare, 1; Choiseul, 2 = 4 bataillons.

(3) Alsace, 3; Bretagne, 1 = 4 bataillons.

(4) Condé, 4; d'Harcourt, 4; le Roi, 4 = 12 escadrons.

établir l'autre entre Stenay et Mouzon, afin de surveiller les mouvements de la garnison de Luxembourg. On comptait encore quelques régiments de cavalerie dans les postes de l'Alsace, indépendamment de plusieurs bataillons de campagne et de milice, qui gardaient les places de la frontière avec quelques compagnies franches. Cette position générale de l'armée du Rhin était rendue plus forte par les travaux exécutés ou en voie d'exécution à Philippsburg et aux écluses de la Lauter, par la construction d'un ouvrage à cornes à la tête du pont de Solingen, près du Fort-Louis, et de retranchements dans les îles de Schalampé, de Steinenstadt, de Bellingen, et au Langwert, sur le haut Rhin. La première quinzaine de juillet vit, à Strasbourg, où était arrivé M. de Neufvy, capitaine des galères, l'achèvement et la mise à flot des deux galiotes équipées soit pour les transports sur le Rhin, soit en vue d'expéditions sur les bords du fleuve.

Pendant tout le mois, les bords du Rhin furent assez tranquilles : il ne s'y produisit aucun événement militaire de quelque importance. Les documents conservés au Dépôt de la guerre (vol. 2790 et 2791) ne mentionnent de notre côté que des fourrages fréquents sur les deux rives de la Selz, à peine inquiétés par d'insignifiantes escarmouches, l'occupation de quatre petites îles à l'embouchure de la Selz, et quelques pointes hardies de nos partisans sur la rive droite, audaces qui ne furent pas toutes couronnées de succès.

Le plus grand déploiement de forces eut lieu, le 13, à l'occasion d'un fourrage jusque sur les glacis de Mayence. Comme on devait s'attendre à une sortie des Impériaux, le maréchal de Coigny commanda, pour cette expédition, toutes les compagnies de grenadiers, 4,700 fusiliers et 100 maîtres par escadron des deux camps de Stadecken et de Gaualgeshein. Parti après minuit de son quartier général, avec les princes du sang, le maréchal, qui commandait en personne, arriva dans la plaine de Mayence à 3 heures du matin et poussa la droite de la chaîne, près de cette place, sur les hauteurs qu'occupa une partie de la cavalerie, appuyée à un ravin en face du Rhin; l'infanterie était vis-à-vis et tout près de l'église Sainte-Croix; le reste de la cavalerie embrassait le fourrage du village de Bretzenheim. Notre gauche était à Marienborn. L'ennemi se montra en bataille le long des glacis. On croyait à une attaque : tout se réduisit à quelques escarmouches entre hussards.

La présence des Impériaux dans la grande île en face de notre poste de Winkel inquiétait M. de Belle-Isle. Informé que M. de Seckendorf avait fait descendre de Mayence des troupes pour soutenir cette position, le commandant du camp de Dolgesheim résolut de s'en emparer. La conduite de l'expédition fut confiée à M. de Phelippes. Dans la nuit du 4 au 5, 8 compagnies de grenadiers furent embarquées sur douze bateaux, tandis que tous les piquets et dragons à pied de la réserve, placés de chaque côté de la Selz, ouvraient une vive fusillade sur le point où devait se faire le débarquement. A la pointe du jour, les grenadiers abordèrent. L'ennemi avait abandonné la grande île et deux autres petites plus rapprochées de la rive droite. Un pont de radeaux mit la première en communication avec la rive gauche. La possession de ces trois îles et la surprise d'une quatrième, quelques jours après, nous procurèrent plusieurs fourrages qu'elles défendaient, et jetèrent l'alarme dans les places de Mayence et de Coblentz.

Les courses de nos intrépides partisans causaient également à l'ennemi plus d'inquiétude que de mal. Le 1er juillet, des détachements des compagnies franches de Jacob et d'Édet prenaient sur le Rhin des bateaux chargés de marchandises et de fourrages. Le 7, des détachements envoyés de Huningue par M. d'Hérouville, sous M. de Montauban, parvenaient, malgré la vigilance du général Petrasch, à lever des contributions et à prendre des otages dans le Wiesenthal et autres districts du Brisgau. Détaché, le 10, d'Andel avec le partisan Wandal, il franchit le Rhin au-dessous d'Andernach, pousse jusqu'à dix-sept lieues dans les comtés de Hachenburg et d'Altenkirchen, levant des contributions, arrêtant des otages, effectue sa retraite en bon ordre à travers des populations armées. M. de Lacroix et M. de Thiers, qui firent diversion pour favoriser son entreprise, furent moins heureux. Le premier s'embarqua, dans la nuit du 10 au 11, au-dessous de Bacharach, le reste de son détachement suivant le bord du Rhin. Maître un instant de la petite ville de Lorch et d'une redoute armée de trois canons, qu'il jeta dans le fleuve, il fut enveloppé dans un chemin creux et fait prisonnier; M. de Thiers, à la tête de sa compagnie franche, après avoir passé le Rhin au-dessous de Rheinfelden, se vit attaqué au village d'Oberwesel par des forces très supérieures.

De son côté, l'ennemi, qui avait enlevé, dans la nuit du 6 au 7,

une de nos grand'gardes du camp de Weinholsheim, et pris des hussards pendant le fourrage du 21 entre Ober-Ingelheim et Babenheim, fit, du 27 au 28, une sortie de l'île du Héron sur nos postes du Rhin. La canonnade et la mousqueterie favorisèrent le débarquement. Trompées, par la vivacité du feu, sur le nombre des assaillants, que la nuit empêchait de distinguer, 2 compagnies de nos grenadiers se replièrent, en attendant du secours. A l'arrivée du renfort amené par M. de Kermelet, capitaine au régiment d'Angoumois, l'ennemi se rembarqua, emmenant quelques chevaux et des bestiaux enlevés aux paysans.

Les rives du Rhin ne voyaient guère d'opérations militaires plus importantes. L'inaction des deux armées française et impériale tenait à des raisons diverses. Le prince Eugène restait sur la défensive, à cause de l'infériorité numérique et du mauvais état de ses troupes, affaiblies par la désertion et les maladies. Dans la campagne précédente, cette attitude avait mécontenté les princes allemands, en particulier le roi de Prusse, et tout récemment le duc de Wurtemberg s'était retiré dans ses États, parce que le prince n'avait pas voulu lui permettre de devancer les Français sur la rive gauche du bas Rhin. En ce moment, le généralissime autrichien attendait les Russes, et se préoccupait des préparatifs de la Bavière, qui rassemblait deux corps de 12,000 hommes chacun, destinés à camper, l'un près d'Ingolstadt, l'autre dans le haut Palatinat.

N'ayant pu obtenir de l'Angleterre et de la Hollande, en vertu du traité de Vienne (1731), la garantie de ses possessions du Rhin et de l'Italie, l'Autriche s'était tournée vers la Russie. La czarine Anne, touchée des malheurs de Charles VI, envoyait à son allié un secours de 40,000 hommes environ (1), sous les ordres du lieutenant général Labrasch-Niadencki et du maréchal de camp Lascy. Aucun prince allemand ne se souciait de voir traverser ses États par des auxiliaires aussi redoutables que les Moscovites. L'électeur de Bavière avait présenté à ce sujet les observations les mieux fondées et fait les réserves les plus formelles. Impuissant à préserver ses États de la présence des Russes, il avait réglé les conditions de

(1) Corps auxiliaire composé de 14,000 hommes d'infanterie, 12,000 dragons, 3,000 cuirassiers, 6,000 Cosaques et Tartares, 3,000 Kalmouks : en tout, 38,000 hommes.

leur marche. Une seule division passerait à la fois; ces troupes ne seraient à charge à personne, payant argent comptant et selon leur valeur toutes les provisions dont elles auraient besoin. Or comme le général Lascy devait arriver dans le Haut-Palatinat vers le commencement d'août, l'électeur prenait les dispositions militaires propres à faire respecter les droits de ses sujets. Dans la crainte de quelque collision, le prince Eugène avait détaché, le 6 juillet, du camp de Bruchsal, des cuirassiers et des dragons, soit pour observer les mouvements des Bavarois, soit pour faciliter la marche des Moscovites, attendus de Bohême.

Du reste, les Impériaux continuaient à se retrancher sur la rive droite depuis le Mayn jusqu'aux lignes d'Ettlingen. L'armée du général Seckendorf, directement opposée au maréchal de Coigny, et augmentée (20 juillet) de 2 régiments, comprenait alors, outre quelques troupes impériales, 10,000 Prussiens, sous les ordres du comte d'Anhalt, à Wallerstadt; 6,000 Saxons, à Lorsch; 5 régiments du cercle de Franconie, à Sandhofen; 3,000 hommes de troupes de Hesse, au-dessous de Sandhofen.

L'inaction de l'armée française était due à d'autres causes. D'abord, le maréchal de Coigny, malgré la supériorité de ses forces et les instances de son gouvernement, n'avait pas osé tenter le passage du Rhin, parce que la place de Philippsburg se trouvait annulée par l'inondation, et que tous les autres débouchés lui semblaient trop bien gardés. Les dernières instructions de Versailles le laissaient libre de ne combattre que pour prévenir ou repousser une attaque. L'attitude équivoque de l'Angleterre et de la Hollande, qui semblaient vouloir passer de la neutralité passive à la neutralité active, commandaient cette réserve aux ministres de Louis XV. En 1733, Georges II, malgré les sollicitations de Charles VI, avait refusé de prendre part à la guerre. On se tromperait étrangement en attribuant cette détermination à un bon vouloir pour la France, ou au désir de limiter le théâtre des hostilités. La politique du cabinet de Saint-James ne s'inspire pas de sentiments chevaleresques : son intérêt en dicte toutes les résolutions. L'Angleterre resta neutre en 1733, parce que l'affermissement de la maison de Hanovre sur le trône des Stuarts et les opérations financières que méditait le ministre Walpole exigeaient quelques années de paix. Mais la conquête de Naples par la maison de Bourbon devait

exciter sa jalousie, et, dès les premiers mois de 1735, Robert Walpole et son frère l'ambassadeur commençaient, sous le voile des négociations pacifiques, à imposer leur influence. Georges II avait offert sa médiation à l'empereur. Tout en s'efforçant d'écarter les dangers de cette intervention, le cabinet de Versailles cherchait à rassurer sur ses intentions les puissances neutres. Dans une réponse (vraie ou prétendue) du roi au ministre anglais (23 juillet), Louis XV affirmait que « l'affaire de Pologne était la seule qui l'intéressât personnellement; ses conquêtes en Italie étaient pour ses alliés; il ne prendrait rien en Allemagne, et n'y combattait qu'afin d'affaiblir ses ennemis; il accepterait volontiers la médiation du roi d'Angleterre, pourvu qu'elle ne fût point armée. » En même temps, le cardinal de Fleury laissait entendre à l'ambassadeur de Hollande que les troupes du roi ne pénétreraient pas plus avant dans l'Empire. Il fallait que l'inactivité de l'armée française du Rhin confirmât ces promesses, pour convaincre les neutres de la sincérité du cabinet de Versailles, ménager les États-Généraux et faciliter la médiation de l'Angleterre. D'ailleurs, le moment des négociations en vue de la paix semblait arrivé. En France, on se plaignait des charges de la guerre. Charles VI était très affligé des malheurs de ses armes en Italie, où ses troupes, commandées par le comte de Königseck, avaient abandonné successivement le Pô et l'Adige et s'étaient retirées sur la frontière du Tyrol.

Dans cette situation des esprits et des choses, le maréchal de Coigny, après avoir détaché en Italie (fin juillet) 48 hommes de chaque bataillon de milice, ne songeait qu'à laisser le gros de ses forces dans les camps de Weinholsheim, Stadecken et Gaualgeshein, jusqu'à l'épuisement complet des subsistances du bas Rhin, lorsque, dès les premiers jours d'août (1), les Impériaux commencèrent à sortir de leur longue immobilité. La préparation d'un camp sous Heidelberg pour les Russes, dont la première division entrait, le 4, dans le Haut-Palatinat, la réparation de deux ponts de bateaux à Mayence, les hostilités commises et les contributions militaires levées dans le duché de Bouillon par un détachement venu de Luxembourg, en violation de la neutralité de cette place et de cette frontière, ne pouvaient guère être consi-

(1) D. G., vol. 2792.

dérées comme des présages de paix. Il devenait évident que, ranimée par la prochaine arrivée sur le Rhin de Russes, Saxons et Croates, la cour de Vienne voulait tenter encore la fortune des armes avant d'accepter l'armistice proposé par Londres avec l'assentiment de Versailles. Elle sommait la diète de Cologne de remplir ses engagements, et en obtenait de l'argent, sinon des hommes. En même temps, l'empereur pressait l'électeur de Bavière de fournir son contingent, et la cavalerie, qui ne pouvait vivre dans le Tyrol, s'avançait jusqu'à Augsburg, afin d'appuyer les sollicitations de Charles VI.

Sans perdre un moment, le maréchal de Coigny s'occupa d'approvisionner Philippsburg, de mettre les places en état de défense et de renforcer les postes le long du Rhin. Dès le 12, les 3 bataillons de Bettens, à Haguenau et Weissenburg s'acheminaient vers les brigades campées aux environs de Spire ; le lendemain, les 4 bataillons de la Marine recevaient l'ordre de se rendre dans le Spirebach, et quittaient Selz. Les troupes de la Franche-Comté également se mettaient en marche vers le bas Rhin.

Tout en préparant la concentration de ses forces, le maréchal épuisait les subsistances de l'électorat de Mayence. C'était le meilleur moyen de nourrir son armée et d'affamer l'ennemi. Du 5 au 30 août, les troupes des camps de Weinholsheim, Stadecken et Gaualgesheim exécutèrent huit grands fourrages au sec (5, 10, 11, 16, 17, 22, 23 et 30 août), embrassant plus de soixante villages. Afin d'empêcher les désordres et les violences trop ordinaires dans ces sortes d'expéditions, l'autorité militaire établissait des gardes qui interdisaient aux fourrageurs l'entrée des lieux habités. Les paysans apportaient eux-mêmes leurs grains et leurs foins en dehors des villages, pendant que certains corps fourrageaient à la faux dans les plaines. De son côté, M. d'Hérouville, à Huningue, envoyait des détachements dans le Rheinthal, faisait enlever onze prévôts et obligeait le tiers état du Brisgau à traiter pour la fourniture de fourrages.

L'ennemi se montrait plus entreprenant. Le 3, ses hussards nous avaient enlevé des gardes françaises et suisses. Vers le 12, dans une descente de l'île du Héron, ils nous tuèrent des grenadiers. Le 14, le prince d'Anhalt, qui avait remplacé le comte de la Marck dans le commandement des troupes impériales au-dessous

de Mayence, se préparait à réoccuper la grande île à l'embouchure de la Selz, où nous avions un pont de radeaux. Les dispositions prises par M. de Belle-Isle le contraignirent de renoncer à ce projet. Les hussards du général Seckendorf venaient tous les jours dans les villages d'Ebersheim et d'Ober-Olm, observer le camp de Stadecken. Dans la nuit du 14 au 15, M. de Dreux détacha M. d'Astier, qui les poursuivit jusque sur les glacis de Mayence.

Ces luttes quotidiennes donnaient lieu parfois à des incidents dramatiques. Une vingtaine d'hommes des gardes françaises avaient été postés dans les bateaux d'un moulin, pour arrêter les déserteurs, car l'armée impériale ne souffrait pas seule de la désertion. Attaqués, le 20 août, par des Allemands qui avaient passé le Rhin, ils se défendirent bravement. L'ennemi parvint à couper les amarres des bateaux. Les vingt gardes furent entraînés par le courant jusqu'à Mayence.

Le maréchal de Coigny persistait à douter des intentions agressives de l'ennemi. Il fallut enfin se rendre à l'évidence. Le prince Eugène convoquait à son quartier de Bruchsal le prince de Hesse, le comte de Seckendorf et les autres lieutenants généraux. La première colonne des Russes arrivait, le 18, à Mossbach, et sous peu de jours dans le camp d'Heidelberg. Les Impériaux rassemblaient des bateaux sur le Neckar, sur le Mayn, aussi bien que sur le Rhin, et se disposaient à un mouvement vers Mannheim ou Mayence (1).

L'armée française se mit en mesure de repousser l'attaque. Dès le 18, le maréchal du Bourg dirigeait vers Spire des bataillons de Strasbourg et du fort de Kehl, des escadrons de la haute Alsace et les brigades d'artillerie de Neuf-Brisach; les 10 brigades d'infanterie campées le long du Rhin étaient prêtes à se rendre dans le Spirebach, et même à se rapprocher de l'armée. Les bateaux sur haquets arrivés à Oppenheim et à Frankenthal furent renvoyés vers le haut Rhin : le maréchal les destinait à former deux ponts à côté de celui de Philippsburg.

La concentration des troupes impériales sur le bas Neckar, l'arrivée d'un renfort considérable à Mayence et la construction d'un pont sur le Rhin près de cette place, à l'embouchure du Mayn,

(1) D. G., vol. 2793.

décidèrent le commandant français à presser le rassemblement de ses forces dans le Spirebach. Le 25, les troupes venant de la Franche-Comté arrivaient à Lauterburg et à Haguenau, en marche sur Spire. Le lendemain, le régiment de l'Ile-de-France partait de Kehl pour la même destination. La garnison de Strasbourg restait composée de troupes réglées.

Tout était en mouvement sur la rive droite. Le 25, l'artillerie du camp de Bruchsal était dirigée sur Heidelberg ; le 26, le prince Eugène prenait la même route, avec 33 bataillons et 60 escadrons. Il ne resta au camp de Bruchsal, avec le duc d'Arenberg, que de l'infanterie et un régiment de hussards. Une partie des forces du général Petrasch et plusieurs régiments des garnisons de Fribourg et Vieux-Brisach, mises en route pour Ettlingen et Bruchsal, sont remplacées, dans le Brisgau, par les corps (infanterie et cavalerie) revenus d'Italie. Le prince Eugène établit son quartier général à Heidelberg et son camp près de cette place, sur les deux rives du Neckar, où s'assemblait le gros de son armée. Le reste de ses troupes entre cette rivière et le Mayn était aussi en mouvement. Il attendait un renfort des garnisons de Fribourg et Vieux-Brisach. Enfin la première division russe (général Lascy) arrivait le 26 à Ladenburg. La deuxième suivait à deux journées de marche.

De son côté, le maréchal de Coigny accélérait la concentration de ses forces. Le 27, toutes les troupes campées le long du Rhin se rassemblèrent à Spire, et l'armée, se préparant à quitter la basse Selz, envoyait ses équipages à Westhofen, Odernheim et Flonheim. Le 28, M. de Dreux lève le camp de Stadecken. Les troupes qui le composaient (9 bataillons, 57 escadrons) marchèrent sur cinq colonnes, et campèrent sur la rive droite à Odernheim, la gauche à Fremersheim (1). La cavalerie forma une seule ligne,

(1) *Ordre du campement de l'armée (M. de Dreux), à Fremersheim, le 28 août : Maison du roi*, 2 escadrons : hussards, 1 ; grenadiers à cheval, 1 ; Noailles 2 ; Charost, 2; Villeroy, 2; Harcourt, 2; mousquetaires gris, 1; mousquetaires noirs, 1; chevau-légers, 1 ; gendarmes, 1 ; gendarmerie, 8. *Cavalerie :* 23 escadrons. Royal, 3 ; Gesvres, 3 ; Saint-Aignan, 3 ; Peyre, 2 ; Dauphin, 3 ; Chevreuse, 3 ; Commissaire-Général, 3. 12 escadrons : le Roi, 4; Harcourt, 4; Condé, 4.

Infanterie qui couvre le quartier général : Choiseul, 2 bataillons ; Clare, 1; Hainaut, 1; Alsace, 3; Bretagne, 1. Agénois, de la brigade de Bretagne, couvre le quartier d'Odernheim pour les fournitures des vivres.

légèrement convexe; la maison du roi à droite, touchant à la grande route d'Odernheim à West-Hofen; la gendarmerie ensuite, puis la cavalerie; enfin, tout à la gauche, des dragons, en arrière et en face d'Heppenheim. Quelques escadrons furent jetés en avant de Fremersheim, sur les bords mêmes de la rivière. L'escadron des hussards Berchiny à l'extrême droite, dans la direction de Dolgesheim. Les 9 bataillons d'infanterie couvraient le quartier général.

M. de Belle-Isle partit en même temps de Gaualgesheim avec la réserve (12 bataillons, 32 escadrons), et vint camper à Flonheim (1), ayant aussi la Selz devant lui. La marche de ces deux corps, qui se protégeaient mutuellement, ne fut point inquiétée. M. de Dreux et M. de Belle-Isle avaient détaché chacun 600 cavaliers du côté de Mayence, où le général de Seckendorf venait de recevoir des renforts considérables. Nos éclaireurs aperçurent de nombreux détachements ennemis en bataille dans la plaine de Mayence, et de gros corps d'infanterie et de cavalerie en embuscade à Mombach. Ce déploiement de forces n'empêcha point la concentration des troupes françaises de la basse Selz.

Le 29, les bataillons et escadrons qui se trouvaient à Weinholsheim, depuis le 4 juin, arrivèrent à Bermesheim avec les troupes de M. de Dreux, qui venaient d'Odernheim. Ces deux corps réunis campèrent sur deux lignes derrière le ruisseau de West-Hofen, la droite à la chapelle d'Ost-Hofen, la gauche à hauteur du village de Gundersheim, le quartier du maréchal de Coigny à Bermersheim. Pendant la marche, le duc de Gramont faisait l'arrière-garde. M. de Quadt, qui le couvrait, aperçut sur les bords de la Selz plusieurs détachements ennemis. Il mit aussitôt ses hommes en bataille et s'avança vers les Impériaux, qui se retirèrent.

(1) *Réserve commandée par M. de Belle-Isle, campée à Flonheim, quartier général du* 29 *août* 1735, *pour aller à Oberoflrsheim.*

1re ligne. *Dragons :* Mestre-de-Camp-Général, 4 escadrons; Languedoc, 4. *Infanterie :* Touraine, 3 bataillons; Soissonnais, 1; Montmorency, 1; Gontaut, 1. *Dragons :* la Suze, 4 escadrons; Vitry, 4.

2e ligne. *Cavalerie :* Royal-Allemand, 3 escadrons; Béthune, 2; Latour, 3. *Infanterie :* la Couronne, 2 bataillons; Beauvoisis, 1; Rosnyvinen, 1; Provence, 1. *Cavalerie :* Lordat, 3 escadrons; Sassenage, 2; Stanislas, 3. (L'escadron séparé entre les deux lignes est de Royal-Allemand.)

M. de Belle-Isle quitte le même jour Flonheim avec la réserve, et vient camper à la gauche de l'armée, sa droite à Gundersheim, son quartier général et sa gauche à Ober-Flörsheim, ayant aussi devant lui le ruisseau de West-Hofen (la Sée).

A la suite de ces divers mouvements, l'armée du maréchal de Coigny se trouve campée derrière la Selz, entre Ost-Hofen et Ober-Forsheim.

La droite (9 bataillons et 43 escadrons) est établie à hauteur d'Ost-Hofen, qui est gardé par les 3 bataillons du régiment de Diesbach, installés en avant de la ligne, à l'ouest du village, et par 6 bataillons (1) campés en deuxième ligne. Les 21 escadrons de la maison du roi (2) sont placés sur une seule ligne en arrière du chemin d'Ost-Hofen à Bermersheim, la droite au chemin de Mulheim à Abenheim, la gauche à la route d'Abenheim à West-Hofen. Sur la même ligne s'établissent, à droite, 8 escadrons de dragons (3) ; derrière eux, 8 escadrons (4) de cavalerie ; à gauche, 6 escadrons (5) de cavalerie.

Le centre, en avant de Gundheim et Bermersheim, est formé de 20 bataillons et 56 escadrons sur deux lignes : l'infanterie à droite, la cavalerie à gauche. La première ligne se compose de 11 bataillons (6) et 15 escadrons (7) de cavalerie ; la deuxième compte 6 bataillons (8) et 26 escadrons (9). A hauteur de la deuxième ligne et vis-à-vis l'intervalle qui la sépare des troupes de la droite, campent 3 bataillons (10). Les 12 escadrons de dragons (11) sont

(1) Navarre, 4 ; Royal-la-Marine, 1 ; Cambrésis, 1.

(2) Gendarmerie, 8 ; gendarmes, 1 ; chevau-légers, 1 ; mousquetaires, 2 ; gardes du Roi, 8 ; grenadiers à cheval, 1.

(3) Colonel-Général, 4 ; Bauffremont, 4.

(4) Mestre-de-Camp, 3; Barbanson (anc. rég. de Ruffec), 2 ; Anjou, 1.

(5) Gesvres, 3 ; Royal-Cravates, 3.

(6) Choiseul, 2 ; la Fère, 1 ; Hainaut, 1 ; Clare, 1 ; gardes françaises, 4 ; gardes suisses, 2.

(7) Du Roi, 3 ; Randan, 2 ; Bourbon, 3 ; Lévis, 2 ; d'Aumont, 2 ; Colonel-Général, 3.

(8) Dillon, 1; Saintonge, 1 ; Angoumois, 1 ; Bourbonnais, 3.

(9) Royal-Roussillon, 3 ; Conti, 3 ; Clermont, 3 ; Dauphin-Étranger, 3 ; Peyre, 2 ; Saint-Aignan, 3 ; Chevreuse, 3 ; Saint-Simon, 3 ; Commissaire-Général, 3.

(10) Perche, 1 ; Appelgrehn, 2.

(11) Du Roi, 4 ; d'Harcourt, 4 ; de Condé, 4.

placés à l'ouest de Bermersheim, où se trouve le quartier général, et les trois escadrons de hussards Berchiny, au sud de ce village.

La gauche de l'armée, forte de 12 bataillons et 16 escadrons, composant la réserve de M. de Belle-Isle, est établie sur une seule ligne, à l'ouest du village de Gundersheim, auquel est appuyée la droite. Le quartier des princes, en arrière de la droite de l'armée à Abenheim, est entouré et gardé par 9 bataillons (1) d'infanterie. L'artillerie (parc et 2 bataillons) est en avant d'Abenheim, entre ce village et West-Hofen, derrière la maison du roi (2).

Pendant que l'armée du maréchal de Coigny prenait position entre Ost-Hofen et Ober-Flörsheim, des troupes du camp de Spire joignaient celles qui se trouvaient vis-à-vis de l'embouchure du Neckar.

Informé des mouvements de l'ennemi, le gouvernement avait adressé, le 26, de nouvelles instructions à M. de Coigny. Versailles n'insistait plus sur le passage du Rhin. Bien que le maréchal dût avoir, même après l'arrivée des renforts russes et saxons à l'armée impériale, presque autant de cavalerie et plus d'infanterie que le prince Eugène, on lui permettait de se tenir sur la défensive, lui conseillant toutefois de ne point refuser la bataille et de prévenir l'attaque, s'il y voyait quelque avantage. Rien n'empêchait l'armée de rester encore en avant sur le bas Rhin. Les Impériaux ne passeraient le fleuve à Mayence que pour envoyer de gros détachements sur la Moselle, où ils pourraient également amener des troupes de la place de Luxemburg, dont la garnison se trouvait portée à 12,000 hommes par l'arrivée de quelques renforts des

(1) Alsace, 3; Agénois, 1; Royal-Vaisseaux, 3; Guyenne, 1; Lorraine, 1.

(2) Il faut remarquer que presque toujours l'artillerie est campée en avant du centre de la ligne. Quant à l'infanterie et à la cavalerie, elles sont toujours encadrées entre de vieux et solides régiments.

Les camps sont constamment bien assis, appuyés à des obstacles naturels, rivières ou montagnes. Quand il n'y a pas d'appui naturel, les ailes sont renforcées.

D'ordinaire, le camp est protégé sur son front par une rivière. Le plus souvent l'infanterie est au centre de la ligne de bataille, la cavalerie à sa droite et à sa gauche; néanmoins ce n'est pas une règle absolue. La formation sur deux lignes parallèles est celle que l'on préfère. Les dragons se placent toujours à l'une des ailes, la plus menacée. Dans les sièges, ils opèrent avec l'infanterie : il semble ainsi que leur rôle se rapproche davantage, à cette époque, de celui du fantassin. Les hussards opèrent en enfants perdus.

Pays-Bas. Le général en chef devait donc veiller très attentivement à sa gauche, et ordonner à MM. d'Aubigné et d'Eltz d'exercer la vigilance la plus active sur la Moselle et sur la Meuse. M. d'Angervilliers annonçait en même temps l'envoi de 3 bataillons de Flandre à Sedan, et d'un régiment de cavalerie à Bouillon, détachés du camp de Stenay.

Dans sa réponse, en date du 31 août, le maréchal convient que « son infanterie est supérieure à celle de l'ennemi. Il a 140 bataillons et 179 escadrons. Mais il faut déduire de ces chiffres 28 bataillons et 30 escadrons, détachés en Alsace, sur la Moselle et sur la Meuse. Il ne lui reste, pour l'armée et la réserve, que 102 bataillons et 149 escadrons, y compris les 10 brigades d'infanterie et quelque cavalerie rassemblées dans le Spirebach. Or comme l'arrivée des renforts russes et autres permet au prince Eugène de mettre en ligne 119 bataillons et au moins 181 escadrons, il est donc supérieur à nous en cavalerie et même en infanterie. »

Au 1er septembre, l'armée du maréchal de Coigny comptait 27 lieutenants généraux, 30 maréchaux de camp, 64 brigadiers, 113 bataillons, 152 escadrons.

50 bataillons et 131 escadrons, composant le gros de l'armée et la réserve, campaient à Bermersheim et Gundersheim, derrière le ruisseau de West-Hofen. 63 bataillons et 21 escadrons étaient rassemblés dans le Spirebach, afin de diviser l'attention de l'ennemi. Ces deux agglomérations pouvaient se réunir en deux jours.

L'armée du prince Eugène comptait 119 bataillons et 184 escadrons : 56 bataillons et 81 escadrons, formant le gros de l'armée, campaient sur le Neckar, près d'Heidelberg, où le prince venait d'établir son quartier ; 88 bataillons et 78 escadrons s'assemblaient sur le bas Rhin, entre Weissenau et Geinsheim, vis-à-vis d'Oppenheim, sous les ordres du général Seckendorf; 35 bataillons et 25 escadrons restaient dans les retranchements de Mayence, dans les lignes d'Ettlingen et dans la Forêt-Noire, où commandait toujours le général Petrasch.

Dans les derniers jours d'août, le prince Eugène avait fait un voyage à Mannheim. Il voulait obtenir le passage du Rhin par cette place. L'électeur palatin refusa, fermant les portes de la ville et doublant les gardes. Ce refus contrariait les plans du généralissime autrichien. Il lui paraissait difficile d'effectuer le passage vis-à-vis

du maréchal de Coigny, ou dans le Spirebach. D'autre part, il n'osait pas trop s'éloigner de Philippsburg, où les Français pouvaient déboucher par trois ponts. Cependant, comme il n'était pas impossible aux Impériaux de forcer le passage avec toutes leurs forces réunies sur un seul point, ou de pousser de gros détachements sur la Moselle, le maréchal de Coigny dut se préparer à ces éventualités.

Dans un conseil de guerre tenu le 3 septembre (1), il fut résolu que si le prince Eugène réunissait toutes ses troupes, les corps français se concentreraient dans le Spirebach pour l'y attendre. Jusqu'à la séparation de l'armée, la cavalerie vivrait des fourrages tirés de la Lorraine et des pays voisins du Rhin. On crut devoir conserver les murailles de Worms, dont la démolition fut jugée alors plus préjudiciable qu'utile.

Pour le cas, très probable, où le général Seckendorf voudrait porter 25,000 à 30,000 hommes sur la Moselle, M. de Belle-Isle serait détaché de l'armée avec des forces suffisantes et devancerait les Impériaux à Trèves. Afin que rien n'arrêtât la marche de ce détachement, le maréchal fit préparer à Landau 36,000 rations de biscuit. En même temps, 3 bataillons et un régiment de cavalerie partis de Sedan allaient renforcer le camp d'Andel.

Laissant 5,000 hommes sur la rive droite, le général Seckendorf avait passé le Rhin, avec 25,000 hommes, au-dessus de l'embouchure du Mayn. Ce corps campait, le 4, sur les hauteurs de Bretzenheim et de Sainte-Croix, à deux kilomètres en deçà de Mayence, ayant la Selz devant lui et sa gauche à Stadecken. Le prince Eugène avait sous Heidelberg 30,000 hommes, indépendamment d'un petit camp près de Bruchsal et des troupes aux ordres du général Petrasch. La cavalerie autrichienne de l'armée d'Italie était toujours aux environs d'Augsburg, observée par l'électeur de Bavière, qui avait formé sous Ingolstadt un camp de 14 bataillons et quelques escadrons, en vue de faire respecter sa neutralité.

Les Impériaux avaient aussi, du côté de la Meuse, quelques partis, qui envahirent le village de Tremblais, dépendant de Carignan, et emmenèrent le prévôt et le lieutenant, après avoir pillé leurs maisons. D'autres firent une seconde visite au duché de Bouillon. M. d'Eltz, commandant à Stenay, eut ordre de repousser ces partis

(1) D. G., vol. 2794.

jusqu'au Luxemburg, sans violer toutefois la neutralité de cette frontière.

Le 6, le prince Eugène tint à Heidelberg un grand conseil, auquel assistèrent le vieux prince d'Anhalt-Dessau, les généraux Seckendorf, Schmettau et autres. Le prince Eugène était d'avis de laisser les troupes impériales dans leurs positions actuelles. Il craignait de voir les Français assiéger Vieux-Brisach dans l'arrière-saison, si l'armée autrichienne s'éloignait trop de cette place. Les officiers généraux pensaient que le corps campé sous Mayence devait être porté sur la Moselle, au moins pour prendre des quartiers d'hiver dans le pays de Trèves et le Hundsrück. Le comte de Nesselrode fut chargé de porter à Vienne les avis divergents du conseil et de prendre les ordres de l'empereur. En attendant la décision impériale, l'armée d'Heidelberg et l'armée de Mayence restèrent immobiles. Le général Seckendorf faisait seulement à Coblentz et à Rheinfelden des préparatifs en vue d'un mouvement sur la Moselle.

Le maréchal de Coigny attendait ce mouvement pour diriger M. de Belle-Isle vers Trèves. Mais comme l'armée et la réserve avaient déjà consommé les fourrages dans les environs de leurs camps, il les rapprocha de Mannheim, afin de couvrir cette place et le Spirebach. Son intention était de rester dans cette partie jusqu'à la fin de la campagne, et de s'occuper de la Lorraine et des pays voisins, suivant la répartition arrêtée dans le conseil de guerre tenu le 3.

Le 12, il détache les gros équipages et les parque sur les hauteurs d'Heppenheim, d'où ils se rendraient, par Worms, derrière le ruisseau d'Eis.

Le 13, l'armée de Bermersheim marche sur huit colonnes, passe la Pfrimm et l'Eis, et campe derrière ce dernier ruisseau : l'infanterie sur une ligne, la droite à la hauteur d'Horchheim, la gauche à Heppenheim; la cavalerie sur deux lignes, la droite à la gauche de l'infanterie, la gauche à un petit bois à une demi-lieue de Grundstadt.

20 escadrons de dragons couvraient le quartier général, établi à Heppenheim, dans le centre; 3 bataillons défendaient celui des officiers généraux de la droite, à Horchheim; et 6 bataillons gardaient celui des officiers généraux de la gauche, à

Offstein. 30 bataillons formaient la première ligne. La cavalerie en composait deux autres à colonne renversée, dans une belle plaine, pour la commodité des fourrages.

En même temps, M. de Belle-Isle, avec sa réserve, quittait le camp de Gundersheim et venait camper à Ober-Sulzheim où il établit son quartier général et sa droite, qui s'étendait jusqu'au petit bois de Grundstadt, à 200 mètres de la gauche de l'armée. Cette réserve formait un rectangle, face à la montagne, l'infanterie sur une ligne, la cavalerie sur une autre. Dans cette position, ce corps était facile à renforcer, et pouvait se porter en cinq jours sur Trèves et devancer les Impériaux, si le général Seckendorf descendait sur la Moselle.

Le 14, un fourrage général par brigade est exécuté dans seize villages, le long du ruisseau de Gross-Karlebach; mais on ne trouva que de la paille battue : les paysans avaient transporté à Mannheim la plus grande partie de leurs grains et foins.

Le 15, le maréchal de Coigny reconnaît les bords du Rhin du côté de Mannheim, et visite le ruisseau de Durkheim et les environs, pour choisir un nouveau camp. Les subsistances de l'armée appelaient tout particulièrement ses soins. Jusque-là les approvisionnements avaient été sinon faciles, au moins possibles, mais le pays restait épuisé. On se vit forcé de réduire les rations, afin de se donner le temps d'attendre le parti que prendrait l'ennemi. Les Impériaux préparaient à Fribourg de nombreux bateaux, comme s'ils voulaient passer le haut Rhin. Ces démonstrations, qui dissimulaient imparfaitement leur faiblesse dans le Brisgau et leurs craintes pour Vieux-Brisach, n'inquiétèrent point le maréchal de Coigny, dont toute l'attention se portait sur le bas Rhin et sur la Moselle. Le prince Eugène était toujours à Heidelberg, avec le gros de son armée, le général Seckendorf sous Mayence. Le général Petrasch rassemblait le gros de ses forces à Offenburg; le reste occupait Freidenstadt (1).

Le 16, des Russes, ayant passé le Rhin dans des bateaux, essayèrent d'enlever une redoute occupée par les Français, au-dessous et à deux portées de fusil de Worms. Après une attaque infructueuse, ils battirent en retraite, emportant leurs blessés et

(1) D. G., vol. 2795.

leurs morts. Le jeune capitaine Rich, dont l'attitude énergique avait déconcerté les assiégeants, fut blessé.

Le 18, M. d'Angervilliers écrivait au maréchal de Coigny qu'il dirigeait sur la Meuse 30 compagnies de grenadiers tirées des régiments de milice des places de Flandre pour renforcer le camp de Stenay et mettre M. d'Eltz en état de garder le pays et de refouler jusqu'au duché de Luxembourg les partis ennemis. Le gouvernement recommandait de nouveau d'éviter toute atteinte à la neutralité de cette frontière. La France tenait à ménager la susceptibilité de la Hollande.

L'ennemi fortifiait Bingen au-dessous de Mayence; M. de Belle-Isle résolut de détruire ces ouvrages. Le 20, il charge de cette expédition le sieur Galhau, commandant d'une compagnie franche. Le 21, ce partisan s'avance dans un bois à portée de l'ennemi, place ses fantassins en avant, afin d'assurer sa retraite, et avec ses dragons il charge les Hessois, qui furent culbutés et poursuivis jusqu'à la porte de Bingen. Les dragons tuèrent tout ce qui résista. Galhau avait emmené avec lui des paysans munis d'outils qui détruisirent les travaux des Impériaux. Il se retira en bon ordre, lorsqu'il vit quantité de troupes passer le Rhin en bateaux.

Le 19, sans doute à la suite d'ordres venus de Vienne, les troupes impériales de la rive droite furent partout mises en mouvement. L'armée campée sur le Neckar, divisée en plusieurs corps, prit différentes directions. Une vingtaine de mille hommes descendaient vers Mayence, d'où les Prussiens remontaient, au contraire, vers le Neckar, tandis que les Russes s'avançaient d'Heidelberg à Wiesloch et que des détachements se portaient à Wilstett. Des régiments du cercle de Westphalie et les Danois étaient dirigés vers l'embouchure du Mayn, et remplacés dans le Bergstrass par les troupes de Franconie et de Souabe. Les forces qui allaient se trouver sur le bas Rhin se montaient à 40,000 hommes, aux ordres du général Seckendorf. Le prince Eugène, resté à Heidelberg avec l'artillerie, faisait des préparatifs à Gernsheim comme pour passer le Rhin. Le général Petrasch, renforcé de quelques troupes aux environs d'Offenburg, remontait vers Neuenburg en Brisgau avec un gros détachement, afin de faire diversion de ce côté.

Le maréchal de Coigny eut connaissance de ces mouvements

le 22. Après en avoir conféré avec M. de Belle-Isle, il se décida, le 23, à prendre une nouvelle position, qui lui permît tout à la fois de s'opposer aux desseins des Impériaux et de faire vivre l'armée sans rien tirer encore des magasins établis à Spire et à Neustadt. Il voulait établir son infanterie derrière Frankenthal pour soutenir Mannheim, toujours menacé; pousser une partie de sa cavalerie vers le Rehbach, une autre partie à Kayserslautern, et quelques escadrons sur le haut Rhin, afin de mettre le camp de Schalampé en état de s'opposer aux entreprises du général Petrasch.

La journée du 24 est employée aux préparatifs des campements et de la marche des troupes. Le 25, l'armée principale abandonne ses positions de Bermersheim, marche sur huit colonnes et se retire derrière l'Isenach. 48 bataillons campèrent à Oggersheim sur deux lignes, dans une plaine, la droite en avant de Studernheim, fermée par 2 régiments de dragons, la gauche en avant d'Oggersheim, avec le quartier général, couvert par 4 brigades 6 bataillons sous Frankenthal.

Le reste des dragons et toute la cavalerie (105 escadrons), sous M. de Dreux, s'établirent à deux lieues en arrière, à Hassloch, dans le Rehbach, en avant des prairies qui bordent la rivière de Reh, et donnèrent à leur camp la forme d'un V largement ouvert. La droite s'étendait sur une ligne oblique à la rivière, le long du chemin de Hassloch à Böhl; le centre et la gauche, sur une ligne parallèle à la rivière dans la direction de Mussbach; la droite débordant et couvrant Hassloch. Cette ligne était soutenue par une seconde, de cavalerie, campée en arrière à gauche de Hassloch. Le régiment des hussards Berchiny était porté de l'autre côté de ce village, près d'un marais. Ce marécage, les nombreux canaux et fossés sillonnant le fond de la vallée, la Reh elle-même et la grande forêt de Massera assuraient les derrières du camp. L'infanterie gardait le Rhin depuis Rehbach, quartier général de M. de Dreux, jusqu'à Worms, qui resta occupé seulement par M. de Varennes.

La réserve de M. de Belle-Isle quittait en même temps Ober-Sulzheim et campait sur la gauche de l'armée, la droite vers Wachenheim, la gauche à Durkheim, occupant le château de Hartenburg et disséminant des postes le long de la vallée jusqu'à la tête des marécages.

Ces trois camps pouvaient se mettre en bataille sur le même ruisseau, que l'inondation rendait impraticable dans une grande partie de l'étendue occupée par l'armée française.

Pendant que le maréchal de Coigny établissait le gros de ses forces dans ces nouvelles positions, les Prussiens parvenaient à Ladenburg, et le général Petrasch arrivait à Kinzingen.

Le 26, 55 escadrons (29 de la réserve, aux ordres de M. de Belle-Isle, et 26 du camp d'Hassloch, sous M. de Béthune) sont acheminés vers Kayserslautern, afin de consommer les fourrages de cette partie du Hundsruck. Dans ce poste, ils se trouveraient à portée de marcher sur Trèves, si le général Seckendorf descendait vers la Moselle, ou de rejoindre le maréchal de Coigny, si le prince Eugène tentait de passer le Rhin. Ils arrivèrent à destination le 27, en même temps que d'Hassloch partaient 7 escadrons, destinés à renforcer M. de Givry à Schalampé, que menaçait le général Petrasch. Les 12 bataillons de la réserve restaient au camp de Durkheim, sous M. de Polastron.

La campagne sur le Rhin avait été jusque-là stérile en événements militaires. Elle s'était passée tout entière en marches et en fourrages. Le maréchal de Coigny était d'autant plus fondé à la regarder comme terminée, que la France, éludant prudemment l'intervention équivoque de l'Angleterre, entamait des négociations directes avec l'Autriche. Dans le mois d'août, M. de la Baume avait été envoyé à Vienne. Les dispositions pacifiques des deux gouvernements laissaient espérer la fin prochaine des hostilités. Aussi, dans les derniers jours de septembre, le général en chef de l'armée française du Rhin se prépare à prendre ses quartiers d'hiver. Les mouvements qu'il venait d'exécuter, en le mettant en mesure de parer à tout événement, tendent principalement à faire vivre ses troupes le plus longtemps possible aux dépens de l'ennemi. Dès le 26, afin de ménager les subsistances, dont la pénurie devient de plus en plus inquiétante, il demande le prompt rappel des princes et de la maison du roi. Le 27, il adressait à Versailles l'état des officiers généraux disposés à servir sur la frontière pendant l'hiver, et désignait le poste qu'il croyait convenable pour chacun d'eux. Le ministre de la guerre l'informait, le 28, que l'on travaillait en Lorraine et dans les pays voisins à lui procurer des fourrages; qu'il approuvait les nouveaux

emplacements de ses troupes, les y laissant jusqu'à leur entière séparation, « à moins que les mouvements de l'ennemi n'en décidassent autrement. »

Précisément l'attitude des Impériaux tira les Français de leur immobilité. L'empereur avait laissé toute liberté d'action au comte de Seckendorf. Ce général ne se proposait rien moins que de délivrer l'électorat de Trèves. Le 28 et le 29, les Hessois, postés à Rudesheim, passèrent le Rhin à Bingen et campèrent, la droite à la Nahe, la gauche à la montagne Saint-Roch. Seckendorf levait en même temps le camp de Stadecken et se mettait en marche avec 42 bataillons et 87 escadrons, sans équipages. Sur la rive droite, les Autrichiens avaient franchi le Neckar et s'établissaient à Ketsch et à Brühl. Le contingent de la Bavière et du Haut-Palatinat était enfin venu, après bien des contestations, joindre l'armée du prince Eugène, qui comptait environ 40.000 hommes, coupés en plusieurs corps entre le Neckar et Bruchsal.

L'avant-garde du corps autrichien de la Moselle arriva, le 29, à Simmern, et occupa, le 30, Kirchberg, d'où le partisan Jacob se retira sur Niederweiler, puis à Irmenach, renforcé de quelques compagnies franches. Le gros des forces du général Seckendorf campait, ce jour-là, entre Kreuznach et Bingen.

Après avoir installé sa cavalerie à Kayserslautern et laissé le commandement au duc de Béthune, M. de Belle-Isle était revenu, le 29, à Durkheim. On venait d'apprendre au quartier général français les mouvements des Impériaux vers la Moselle. On décida sur-le-champ la formation et la marche du corps d'armée destiné à les devancer à Trèves. M. de Belle-Isle, chargé de cette expédition, partit, le 1er octobre, avec les 12 bataillons de sa réserve, bientôt remplacés à Durkheim et suivis à Kayserslautern par des troupes détachées d'Oggersheim (1). Le 3, tandis que les préliminaires de la paix étaient signés à Vienne par le comte de Sinzendorf, au nom de l'empereur, et par M. de la Baume, au nom du roi de France, les troupes restées dans le Spirebach fourragèrent : l'infanterie du camp d'Oggersheim dans sept villages, la cavalerie dans tout le pays d'Hassloch à Landau. Ce fut le dernier fourrage de cette campagne. Il procura huit jours de subsistances

(1) D. G., vol. 2796.

à l'armée qui vécut ainsi quatre mois aux dépens de l'ennemi.

Dès son arrivée à Kayserslautern, le 2, M. de Belle-Isle prit ses dispositions pour acheminer ses troupes vers la Moselle en plusieurs colonnes. 20 escadrons de cavalerie et 20 escadrons de dragons, aux ordres de MM. de Béthune et de Châtelux, couchèrent, le 3, à Saint-Wendel. Parti, le 4, de Kayserslautern, M. de Belle-Isle arriva le lendemain soir à Trèves. Trois autres corps le suivaient, marchant à peu de distance les uns des autres : 1° les 12 bataillons de sa réserve; 2° les 7 bataillons détachés de l'armée; 3° le reste de sa cavalerie.

M. d'Aubigné avait évacué Andel le 3, et s'était replié sur Trèves. Il s'établit à Ruwer, évitant ainsi d'être coupé par le général Seckendorf, qui passa la Nahe sur trois ponts, le 3, et campa le 4 à Simmern.

M. de Belle-Isle au ministre de la guerre.

« Trèves, le 6 octobre.

« J'arrivai ici hier à 11 heures du soir, ayant été obligé de marcher avec des escortes. J'ai eu une satisfaction infinie de ne pas trouver sur la route un seul traîneur de notre infanterie, tous exprimant leur gaîté, dans l'opinion qu'ils vont enfin combattre les ennemis du roi. Les 5 régiments de dragons sont arrivés. J'aurai ici demain, y compris le corps d'Aubigné, 29 bataillons et 66 escadrons, en y comprenant le Royal-Étranger, qui est trop beau, en trop bon état et trop à portée pour ne pas en faire usage; mon seul embarras est de les faire vivre tous. Vous êtes informé sans doute des projets du maréchal de Coigny pour le côté du Rhin. » (D. G., vol. 2784.)

L'envoi de gros détachements sur la Moselle avait un peu dégarni les lignes ennemies de la rive droite. Les Français devaient songer à profiter de cette circonstance. Aussi le maréchal de Coigny conçut-il le dessein d'attaquer les retranchements du prince Eugène, dès que les Prussiens auraient pris leurs quartiers d'hiver. Mais il fallait tromper les Impériaux sur ses véritables intentions. Dans le but de leur faire croire qu'il s'occupait uniquement de l'expédition contre Seckendorf et de la séparation des troupes res-

tées dans le Spirebach, le maréchal envoya des détachements de divers côtés. M. de Bérenger, le 5, remplace à Durkheim les 9 bataillons qui se rendaient à Kayserslautern. 13 escadrons de la maison du roi furent détachés du camp d'Hassloch à Haguenau. Le lendemain 6 bataillons des gardes françaises et suisses reçurent la même destination, tandis que 8 escadrons de la gendarmerie étaient envoyés à Weissemburg. Ces corps devaient vivre des magasins des places où ils étaient détachés, comme s'ils n'attendaient que l'ordre de retourner à Paris. Leur véritable destination était de déboucher sur la rive droite, avec d'autres troupes qui arriveraient successivement sur la Mauter et la Lauter. Le général en chef se mettait en mesure de se porter à Trèves, si M. de Belle-Isle avait besoin de secours, ou de conduire un corps d'armée à Philippsburg et d'en diriger un autre au Fort-Louis, si les circonstances facilitaient l'attaque des lignes ennemies.

En attendant, il fit avancer jusqu'à Rheinhau seulement les gardes suisses, destinées à soutenir les forces du haut Rhin. Le général Petrasch, dans le Brisgau, menaçait de passer le Rhin. Non seulement les troupes de cette partie s'opposèrent à son entreprise, mais on profita de son absence de la Forêt-Noire pour y envoyer de la cavalerie sous la conduite de M. Dulimont, qui leva des contributions et prit des otages.

Le prince Eugène, rappelé à Vienne, partit d'Heidelberg le 5, laissant le commandement au duc de Wurtemberg, convalescent. Le nouveau commandant ne se pressa point d'envoyer ses troupes en quartiers d'hiver et de laisser partir les Prussiens. Ses dispositions et l'importance du mouvement des Impériaux vers la Moselle forcèrent le maréchal de Coigny d'ajourner toute attaque du côté du Rhin.

Les 12 bataillons de la réserve arrivèrent à Trèves le 6, et les 9 détachés du camp d'Oggersheim, le lendemain. M. de Belle-Isle les établit à l'abbaye de Saint-Maximin, avec ses dragons et les troupes de M. d'Aubigné, la droite au couvent de Sainte-Marie, la gauche au village de Ruwer, ayant devant elle une ligne de cavalerie et de dragons adossée à la Moselle. Il avait laissé à Tholey, avec M. de Béthune, 20 escadrons de cavalerie pour vivre des fourrages de la prévôté de Schonenberg, couvrir la Sarre et Saint-Wendel, d'où venait le reste des troupes, consommant en

route les subsistances. Le 7, on jeta un pont sur la Moselle, entre Trèves et Ruwer. M. de Mouchy est détaché en avant, afin d'observer l'ennemi, dont la cavalerie arrivait seulement alors à Hirchsfeld. Nos détachements retardaient la marche des Impériaux, les harcelant de tous côtés et leur coupant les subsistances. M. de Kleinholt battit deux gros partis allemands à Kirn, les en chassa, leur tua une centaine d'hommes et leur enleva 80 chariots chargés de foin, qu'il dirigea sur Trèves. D'autres partis ennemis subirent aussi des pertes près de Kirchberg. Les partisans Pauly et Galhau, avec leurs compagnies franches, harcelaient l'arrière-garde du corps d'armée de Seckendorf, du côté de la Nahe. Mais Galhau s'avança trop. Pris entre deux colonnes, il fut enveloppé et fait prisonnier avec une partie de sa troupe. Le reste joignit M. de Kleinholt, qui obtint encore quelques avantages sur les Impériaux.

Le 8, M. de Coigny envoyait du camp d'Hassloch la cavalerie à Kayserslautern, où M. de Bérenger conduisait les bataillons détachés de l'armée. Ces corps devaient assurer les communications du camp d'Oggersheim avec Saint-Wendel et Trèves, où venait d'arriver le reste des troupes de M. de Belle-Isle.

Malgré la difficulté des subsistances et les attaques incessantes de nos partis, le général Seckendorf avait poussé une partie de son armée de Hirchsfeld à neuf lieues et sur la grande route de Trèves; il avait également envoyé des détachements à Berncastel et à Trarbach, où ses bateaux avaient remonté. Le général autrichien voulait attaquer avec 46 bataillons et 87 escadrons, indépendamment des renforts attendus de Luxemburg. M. de Belle-Isle n'avait encore que 30 bataillons et 74 escadrons, y compris les troupes de M. d'Aubigné. Afin de corriger cette grande inégalité de forces, il établit sa petite armée sur les hauteurs derrière Trèves, jusqu'au ruisseau de Ruwer, la gauche à la Moselle, position assez avantageuse, dans un pays de difficile accès, où il ne fallait que de l'infanterie pour tenir tête à une armée supérieure. Malheureusement la Moselle était alors guéable en plusieurs endroits. M. de Belle-Isle exposa la situation au maréchal de Coigny. En attendant la réponse du général en chef, il s'occupa de ralentir la marche de son adversaire. Le 10, M. de Lutteaux est envoyé renforcer M. de Mouchy sur la hauteur de Liersberg, de l'autre côté de la Moselle, avec ordre d'observer les Impériaux et d'inquiéter leurs mouve-

ments. Le manque de subsistances n'avait point encore permis au gros de leurs forces de dépasser Hirschfeld.

Sur le Rhin, les événements contrariaient aussi les plans du maréchal de Coigny. Il venait d'apprendre que le duc de Wurtemberg, renforçait ses lignes et le camp de Bruchsal d'Impériaux et Russes; que les Prussiens ne retourneraient point dans leur pays avant la fin du mois; qu'ils s'étaient même avancés à Lausheim et Rheinhausen sur le Rhin, après s'être emparés d'une île vis-à-vis de Spire. Ils avaient tiré à boulets rouges et à bombes sur notre magasin à fourrages; le prince d'Isenghien, commandant à Spire, les avait forcés à se retirer.

En même temps que ces nouvelles, arrivait au quartier général l'appel de M. de Belle-Isle. Le commandant de l'armée de la Moselle mandait que, s'il n'était promptement secouru, il se verrait obligé d'abandonner Trèves à ses propres forces, parce que l'armée du comte de Seckendorf allait être augmentée par l'arrivée des renforts attendus du Luxembourg.

L'impossibilité d'attaquer alors avec quelques chances de succès les lignes ennemies de l'autre côté du Rhin, le danger qui menaçait l'armée de la Moselle, déterminèrent le maréchal à secourir M. de Belle-Isle. Sans perdre un instant, il envoie l'ordre aux bataillons détachés à Kayserslautern de se porter en toute hâte à Trèves. Il voulait marcher lui-même, pousser sur Homburg les 8 escadrons de la gendarmerie envoyés, le 6, à Weissemburg, et rassembler le reste de ses troupes dans le Spirebach, avec M. de Quadt, pour garder ce pays pendant son absence.

Le maréchal lève le camp d'Oggersheim et campe, le 11, à Neustadt. Il marche, le 12, sur Hochspeyer avec l'infanterie, après avoir renvoyé les gros bagages dans les places où ils devaient passer l'hiver : 40 pièces de canon à Strasbourg, 40 à Spire, 500 chevaux d'artillerie à Homburg. La cavalerie du camp d'Hassloch se sépare en deux corps : l'un se rend à Saint-Lamprecht, pour suivre le maréchal; 25 escadrons se rapprochèrent du Spirebach et campèrent à Geinsheim. La maison du roi revint aussi d'Haguenau à Minfeld, les gardes françaises et suisses à Bergh, près de Lauterburg, et 2 autres régiments à la Petite-Hollande et à Harthausen, en sorte qu'il resta 45 bataillons et 48 escadrons aux ordres de M. de Quadt, qui prit ses quartiers à Spire.

Le maréchal arriva, le 13, à Kayserslautern. Informé que de la cavalerie et de l'infanterie ennemies, sous les ordres du général Morner, s'étaient avancées, le 11, sur Kehrig, il se hâta de mettre en route ses 40 bataillons et ses 36 escadrons. Le 14, on apprit que les Allemands avaient poussé, la veille, leur avant-garde sur la hauteur d'Enkirch, construit un pont à Trarbach et un autre à Berncastel. Marchant sur deux colonnes, l'armée ennemie campe, le 14, à Munstermaifeld. De nouvelles troupes passèrent la Moselle.

Le 15, le maréchal parvenait à Saint-Wendel, avec une partie seulement de son armée. Il fut obligé d'y séjourner pour attendre son arrière-garde et un convoi que les mauvais chemins avaient retardés. Heureusement les 9 bataillons partis, le 12, de Kayserslautern arrivaient alors à Trèves. L'ordre de mouvement leur avait été expédié du quartier général d'Oggersheim, le 10; mais le courrier fut arrêté en route. Afin de réparer un retard involontaire, ces braves troupes firent 27 lieues en trois jours. M. de Bérenger se trouvait également, le 15, à Zerf avec les 5 bataillons qu'il amenait du Rhin.

L'avant-garde ennemie passa la Moselle, le 16; M. de Lutteaux, qui avait arrêté les Impériaux trois ou quatre jours sur la Moselle, eut ordre de ramener ses 3,000 hommes sous Trèves. Les compagnies franches postées à Büdlich se retirèrent à l'approche de l'ennemi, dont M. de Belle-Isle fit observer les mouvements par M. de la Tour.

Pendant que l'on s'agitait sur la Moselle et que M. de Quadt mettait le Spirebach à l'abri d'une surprise, le haut Rhin se voyait délivré de toute inquiétude. Le général Petrasch, après bien des marches et des contre marches en vue d'inquiéter la haute Alsace, retournait du Brisgau dans la vallée de la Queich. Ayant déjoué les projets de son adversaire, M. de Givry cantonne sa cavalerie. Il ne resta plus que 3 bataillons des gardes suisses qui remontèrent le haut Rhin pour être à portée de rentrer à Paris. L'intérêt de la campagne n'était plus sur le Rhin, dont la tranquillité paraissait assurée. Les efforts des deux armées se concentraient sur la Moselle, où tout semblait présager quelque action importante. Laissant à M. de Quadt la défense du Spirebach et quelques troupes dans la haute Alsace sous M. de Givry, le maréchal de Coigny conduisait vers la Moselle une armée de 40 bataillons et 48

escadrons, y compris la gendarmerie et un régiment de cavalerie qui le joignirent en route (1). Son but était non seulement de soutenir M. de Belle-Isle au camp de Ruwer, mais d'accabler le comte de Seckendorf sous des forces rendues supérieures par la jonction des deux armées françaises. Avec les renforts venant du Luxembourg, le général autrichien devait avoir bientôt 70 bataillons et 84 escadrons. L'effectif des troupes aux ordres de M. de Belle-Isle et de celles qu'amenait le maréchal de Coigny était de 79 bataillons et de 112 escadrons. Mais une partie des corps du Rhin n'arriva pas à temps, et les résultats du combat de Clausen ne furent point pour les armes françaises ce que la supériorité de nos forces permettait d'espérer.

Le 16, les Impériaux poussèrent une reconnaissance jusqu'à l'abbaye de Clausen, qui fut occupée le lendemain par un détachement ennemi. Tout retard de l'armée du Rhin pouvait compromettre l'armée de la Moselle. Le maréchal partit donc, le 17, de Saint-Wendel, et s'avance jusqu'à Wadern, avec les grenadiers, la cavalerie et les dragons.

Le 18, le maréchal se rend à Trèves avec les princes du sang et 8 escadrons, et prend le commandement de l'armée. Les 40 autres escadrons (cavalerie et dragons) et les grenadiers poussèrent jusqu'à Zerf. L'infanterie marcha sur deux colonnes : l'une, de 3 brigades (17 bataillons), aux ordres de M. de Ravignan, couche à Wadern; l'autre, de 4 brigades (23 bataillons), sous M. de Guerchy, dut s'arrêter en arrière. Le même jour, l'armée ennemie, s'avançant sur deux colonnes, s'établit à Mülheim et Andel. Des ponts de bateaux sont jetés sur la Moselle entre ces deux endroits. L'armée passa la rivière à Mülheim, Berncastel et Trarbach, et le prince de Waldeck joignit l'avant-garde à Clausen.

Le 19, les troupes du camp de Ruwer (33 bataillons et 68 escadrons), aux ordres de M. de Belle-Isle, franchirent aussi la Moselle sur trois ponts, et s'avancèrent dans la plaine de Pfalzel jusqu'à Ehrang. Pour avoir un débouché sur la rivière de Salmer, le maréchal détacha en avant 36 compagnies de grenadiers et 500 chevaux, avec M. Phelippes, qui se porte à Fohren, à la tête du défilé de la gorge de la Kyll. 6 bataillons et 4 esca-

(1) D. G., vol. 2797.

drons aux ordres de M. d'Aubigné gardèrent le poste de Ruwer. M. de Coigny fut obligé de remettre sa marche au lendemain matin, n'ayant reçu de son armée venant du Rhin que les grenadiers et la cavalerie. Les 3 premières brigades d'infanterie arrivèrent à Trèves fort avant dans la nuit, et franchirent la Moselle, avec la cavalerie, pour joindre le corps qui s'était porté au défilé de la Kyll. Les 4 brigades conduites par M. de Guerchy parvinrent seulement à Zerf. Dans la journée, l'aile droite de la cavalerie ennemie, sous les ordres du prince Ferdinand de Bavière, avait passé la Moselle et s'était établie sur la Salmer, près de Clausen.

Le 20, l'armée française, marche sur deux colonnes vers la Salmer. La première, composée des 33 bataillons et 68 escadrons campés, la veille, au delà de la Moselle, passant la Kyll et le défilé de la forge de Kinck, continua sa route entre les montagnes à sa gauche et les villages de Becond, Rivenich et Fohren à sa droite, pour occuper les hauteurs en deçà de la Salmer, vis-à-vis d'Esch. Elle était précédée par les 36 compagnies de grenadiers commandées par M. Phelippes. La deuxième colonne, formée des 17 bataillons et 40 escadrons arrivés la veille sous Trèves, après avoir passé la Moselle sur deux ponts près de Pfalzel, suivit la même route que la première pour le passage de la Kyll, d'où elle prit à droite dans la plaine de Bécond, afin de se placer sur les hauteurs de Rivenich; elle forma la droite de l'armée. Cette dernière colonne était aussi précédée par 36 compagnies de grenadiers, aux ordres de M. de Rieux, brigadier, de MM. de Durfort et de Lorges, colonels. M. de Kleinholt, avec sa compagnie franche et 500 chevaux, s'était porté la veille dans un petit château sur la droite d'Hetzerath.

Le maréchal arriva à Hetzerath vers 2 heures après midi; il s'avança sur les hauteurs d'Esch et de Rivenich, où les grenadiers des deux colonnes commençaient à arriver. Il vit, en deçà d'Esch, et au delà de la Salmer sur la gauche, quinze ou vingt groupes de cavalerie ennemie, un camp sur sa droite loin de la même rivière et de Rivenich, et un autre assez considérable, au centre, couvert par les bois.

En attendant l'arrivée des colonnes, il crut devoir employer les grenadiers. Il fit descendre sur la rivière au débouché d'Esch ceux

de M. Phelippes, avec M. de Luxembourg, pour garder ce passage, et il ordonna à M. de Nangis, et à M. de Coigny, officier de jour, de se mettre à la tête de ceux amenés par M. de Rieux et d'attaquer les grenadiers ennemis qui défendaient le passage de la Salmer près de Rivenich, situé en deçà, dont la moitié gardait le pont, et le reste les abords de la rivière.

Nos grenadiers entrèrent en colonne dans le village; les 4 compagnies de Navarre se portèrent droit au pont, et les autres doublèrent à droite et à gauche avec la compagnie de Kleinholt et ses dragons marchant en seconde ligne. L'affaire ne fut point balancée, on fondit de toutes parts sur l'ennemi, qui, après plusieurs décharges, est forcé d'abandonner le pont et les bords de la Salmer. Le maréchal, qui se tenait sur la hauteur, défendit à nos grenadiers de passer la rivière, parce qu'il voyait l'ennemi déboucher de l'abbaye de Clausen et descendre le long du bois pour soutenir ses grenadiers. M. de Nangis eut bien de la peine à les empêcher de continuer la poursuite avec les fusiliers de Kleinholt, dont quelques-uns avaient déjà passé.

Cependant l'ennemi se renforçait toujours par l'arrivée de nouvelles troupes d'infanterie. De notre côté, les grenadiers et une colonne de cavalerie étaient seuls en ligne. Les défilés et la pluie avaient retardé la marche de nos troupes. Vers 4 heures, nos têtes de colonnes commencèrent à déboucher au nombre de 3 brigades seulement. Le maréchal ne jugea pas à propos d'engager une lutte trop inégale, l'ennemi ayant l'avantage du nombre, du terrain et de la Salmer, qu'il avait pris la précaution de border. A 4 heures et demie, le maréchal vit toute la gauche de l'armée allemande s'étendre sur deux lignes le long de cette rivière; il aperçut distinctement une colonne d'infanterie marcher sur les grenadiers de M. de Nangis, et une autre sur ceux de M. Phelippes au débouché d'Esch. Il envoya l'ordre au premier de se replier derrière le village de Rivenich; il plaça à côté du second les piquets des premiers campements aux ordres de M. de Boufflers, et, derrière ces piquets, les 3 brigades d'infanterie qui arrivaient.

Ces mouvements, de part et d'autre de la Salmer, sont suivis d'une canonnade. A l'entrée de la nuit, l'ennemi tira sur les grenadiers de M. Phelippes. A nuit close, il fit avancer un corps d'in-

fanterie et de dragons sur les piquets de M. de Boufflers, qui, avec les brigades, arrêtèrent un instant les Impériaux.

L'ennemi, de son aveu, perdit plus de monde que nous. Cette action nocturne termina l'affaire de Clausen, manquée par le retard de nos colonnes. Cependant elles se mirent en bataille sur deux lignes à mesure qu'elles arrivaient sur la Salmer, la droite vers Hetzerath, et la gauche au débouché d'Esch. L'armée ne fut réunie qu'à 10 ou 11 heures du soir. L'ennemi se forma en face de nous sur les hauteurs de l'autre côté de la même rivière et occupant une position fort avantageuse, qu'il avait eu le temps de reconnaître. Les deux armées couchèrent en bataille.

Pendant la nuit, le maréchal de Coigny reconnut de fort près la position des Impériaux, il les trouva couverts par les bois, et favorisés par les montagnes, les prairies et la Salmer, que les pluies venaient de grossir considérablement. Il comprit l'impossibilité de passer cette rivière de vive force, considérant que, lors même qu'il aurait forcé leur infanterie à s'éloigner de ses bords, il leur resterait deux grands avantages sur lui : l'un, de la placer dans les bois le long de la Salmer, à portée de fusil, et sur des hauteurs dominant toutes les prairies; l'autre, de pouvoir se servir de leur cavalerie, qui formait une deuxième ligne derrière ces hauteurs, sans qu'il pût leur en imposer dans un pays aussi difficile. De plus, notre infanterie, moins nombreuse et fatiguée par sa marche et les mauvais temps, aurait peine à fournir un feu proportionné à celui de l'ennemi ; le front de notre attaque n'était pas, d'ailleurs, assez long pour le déborder, quand même nous serions renforcés par les 4 brigades d'infanterie de M. de Guerchy.

Le maréchal se rendit auprès de M. de Belle-Isle au débouché d'Esch. Ce dernier ne pouvant soutenir le canon de l'ennemi, la retraite fut décidée, et le maréchal résolut de se retirer sur Trèves, mais lentement, à cause de la proximité de l'ennemi.

Le 21, les deux armées restèrent encore en présence jusqu'à 10 heures du matin. La nôtre alors se mit en marche et revint camper, la droite et le quartier général à Becond, et la gauche vers Hetzerath. L'ennemi ne nous poursuivit pas, parce que le comte de Seckendorf n'avait pu réunir encore toutes ses forces. Le général Morner, qui s'était replié, le 20, de Berick sur Mülheim, ne parvint à Clausen que dans la nuit du 21. M. de Guer-

chy parut enfin avec ses 4 brigades, qui restèrent à Fohren.

A l'entrée de la nuit, le maréchal apprit, d'officiers détachés en reconnaissance, que plusieurs colonnes ennemies se portaient sur leur droite, comme si elles avaient dessein d'attaquer les troupes campées à Fohren, ce qui le détermina à replier son armée pour couvrir le village. Toute son infanterie borda un ravin, et la cavalerie se mit en bataille sur deux lignes dans la plaine. Elle avait à sa droite la montagne, l'infanterie à sa gauche, devant elle le défilé d'Hetzerath, « dans un éloignement proportionné pour que l'ennemi, s'il eût été assez téméraire pour le vouloir passer, eût été chargé avant d'être formé. » (D. G., vol. 2797, p. 102.)

Le 22, au matin, le maréchal de Coigny continua son mouvement sur Trèves. L'armée passa le défilé de Schweich. M. de Guerchy, à l'arrière-garde, fut suivi par quelques hussards ennemis. 69 bataillons et 26 escadrons campèrent dans la plaine d'Ehrang, au delà de la Kyll, la droite au ravin de Schweich, la gauche à Ehrang. 8 bataillons et 84 escadrons s'établirent dans la plaine de Pfalzel, en deçà de la même rivière, la droite vers Pfalzel, et la gauche sous Trèves, où le maréchal se rendit de sa personne.

L'armée ennemie se trouva réunie tout entière sur la Salmer par la jonction du général Morner et l'arrivée des renforts du Luxembourg.

Le 23, l'armée française resta dans la même position. Mais le défaut de subsistances ne permit pas au maréchal de laisser ses troupes réunies. Il dirigea plusieurs corps vers divers campements, en commençant par renvoyer sur les derrières la plus grande partie de la cavalerie, qui manquait absolument de fourrages.

Le 24, partirent les 84 escadrons campés dans la plaine de Pfalzel, se rendant : sur la Meuse, à Carignan et Stenay, aux ordres de M. de la Billarderie ; à Thionville, sous M. de Dreux ; à Sarrelouis, avec M. le duc de Duras ; à Sierck, commandés par le prince d'Isenghien. Il ne restait à l'armée que 23 escadrons de cavalerie et 3 de dragons. Le même jour, le maréchal détacha du camp d'Ehrang 36 bataillons, qui repassèrent la Moselle et campèrent sur les hauteurs et derrière Saint-Maximin, pour être cantonnés à Sarrelouis, à Sierck et sous Thionville. Mais ces dispositions furent changées parce qu'on eut avis que l'ennemi

s'était avancé dans la plaine de Hetzerath et avait poussé une pointe jusqu'à Becond. Le partisan Jacob, en observation avec un détachement, rencontra un parti allemand à Enkirch sur la Moselle. Il fit 71 prisonniers et enleva beaucoup de fusils. C'était la troisième fois qu'il se signalait depuis huit jours, ayant pris deux officiers et 58 soldats danois auprès de Stambenturn. M. de Kleinholt s'était aussi distingué, ainsi que toutes nos compagnies franches. Si les troupes réglées avaient pu rendre des services proportionnels, l'expédition de la Moselle eût été plus glorieuse pour nos armes.

Le 25, le maréchal rapprocha de la Moselle et de la Kyll le reste de l'infanterie campée à Ehrang. 26 bataillons bordèrent ces deux rivières, la droite à Pfalzel, la gauche à Ehrang. 7 autres, passant sur la rive droite de la Moselle, occupèrent Longuich, Ruwer, Kenn et Kirsch. La cavalerie s'étendit dans la plaine de Saint-Maximin, à côté des 36 bataillons qui tenaient les hauteurs. 8 bataillons campés dans la plaine de Pfalzel rétrogradèrent aussi vers Trèves.

Dans cette position, l'armée française attendit les mouvements de l'ennemi, qui ne tarda pas à marcher vers le bas de la Kyll en trois colonnes, celle de droite sur Ehrang, celle de gauche sur la Moselle, vis-à-vis de Longuich. Cette marche détermina le maréchal à ramener en deçà de la Moselle les bataillons restés entre cette rivière et la Kyll. M. de Kleinholt se replie avec le détachement qui occupait le défilé de la Kyll. 25 bataillons des troupes placées au pied des hauteurs de Saint-Maximin s'avancent le long de la Moselle, pour favoriser la retraite des 26 bataillons campés entre Ehrang et Pfalzel, lesquels se mirent en marche, le 27 au soir, sur deux colonnes, passèrent la Moselle et s'arrêtèrent à la tête des ponts. 2 brigades d'infanterie se portèrent sur les hauteurs vis-à-vis de Longuich. M. de Guerchy à l'arrière-garde avec les grenadiers et la compagnie de Kleinholt.

L'armée ennemie campe dans la plaine de Schweich, où elle appuya sa gauche, la droite à Becond.

Afin d'être en mesure de se porter partout où l'ennemi pourrait se présenter, le maréchal échelonne, le 28, toutes ses troupes le long de la Moselle, depuis Ruwer jusqu'au-dessus de Trèves.

Le 29, 18 bataillons campaient au pied des hauteurs de Saint-

Maximin, 12 sur les mêmes hauteurs; 11 sur les hauteurs de Ruwer, vis-à-vis de Schweich, 12 au pied de ces hauteurs; 16 à l'entrée du défilé de Ruwer, en face de Pfalzel, treize, entre Trèves et Consarbrück. 23 escadrons restèrent campés dans la plaine de Saint-Maximin; les 3 autres envoyés sur les derrières, et le duc de Duras eut ordre de revenir de Sarrelouis à Sarreburg avec sa cavalerie.

L'ennemi marcha par sa droite. La moitié de l'armée allemande passa la Kyll au pont d'Ehrang, et prit position le long du ravin entre Biwer et Altenhof, où se porta l'avant-garde. Des détachements s'avancèrent jusqu'au pont de pierre de Trèves. Obligés d'enfiler une gorge près du village de Biwer, en face duquel les Français avaient quinze pièces en batterie, qui les canonnèrent toute la journée, les Impériaux eurent beaucoup à souffrir et perdirent du monde. La moitié de l'armée ennemie qui ne passa point la Kyll, s'étendit le long de cette même rivière jusque vers Schweich.

Le 30, l'ennemi continuant à remonter la Moselle, le maréchal envoya 10 bataillons à Consarbrück, et M. le duc de Duras porta ses 22 escadrons de Sarreburg sur la basse Sarre.

A la fin du mois, le quartier général recevait de Versailles l'indication des routes que les troupes devaient suivre pour se rendre à leurs quartiers d'hiver. M. de Coigny ne crut pas devoir séparer celles qu'il avait sous Trèves, tant que l'ennemi resterait devant cette place. Il dirigea seulement la Marine et Royal sur Thionville, Aunis sur Longwy; et les gardes françaises et suisses, restées sur le Rhin, sont acheminées vers Paris.

Pendant les mouvements sur la Moselle, rien n'avait troublé la tranquillité des bords du Rhin. M. de Quadt restait sur la défensive. Le duc de Wurtemberg s'occupait de fortifier ses lignes, en attendant le moment de prendre ses quartiers d'hiver en Allemagne. On pensait que le général Seckendorf se tiendrait sur les frontières du Luxembourg et des Pays-Bas.

Le 1er novembre, le duc de Wurtemberg reçoit de Vienne l'ordre de faire cesser tout acte d'hostilité. Le lendemain, l'armistice est annoncé aux troupes impériales et notifié à M. de Quadt, commandant la partie de notre armée restée dans le Spirebach et les environs, sur la rive gauche du Rhin. Le 3, le commandant français

publie la suspension d'armes, et cantonne ses 20 régiments d'infanterie et ses 10 de cavalerie dans le pays en avant du Spirebach, à hauteur de Mannheim, et entre le Spirebach et la Queich; Spire son quartier général. Les Impériaux (49 B., 20 compagnies de grenadiers et 23 E.) cantonnèrent de même sur la rive droite entre Bruchsal, Heidelberg et le Rhin, qui servit de barrière aux troupes de part et d'autre.

Sur la Moselle, de nouvelles troupes avaient joint le corps de Seckendorf, et les deux armées exécutèrent encore quelques mouvements. Le maréchal de Coigny conservait toujours 77 B., gardant la rive droite de la Moselle depuis Consarbrück jusqu'à Longuisch.

La cavalerie campait : 23 E. derrière Trèves; 22 à Sarrebourg, sous le duc de Duras; 29 sur la Meuse et la Chiers, aux ordres de M. de la Billarderie, qui occupait le camp de Stenay. Le comte de Seckendorf avait, sur la rive gauche de la Moselle, 18 compagnies de grenadiers, et 87 E. depuis Ehrang jusqu'à Schweich. Ils occupèrent Pfalzel, d'où nous avions retiré notre détachement, qui courait risque d'être coupé. Il y eut quelques escarmouches à notre avantage. M. de Kleinholt et M. Jacob continuèrent à se distinguer. Ce dernier partisan, à la tête de ses dragons, battit une troupe de hussards illyriens. Ce fut la fin des hostilités sur la Moselle.

Le 4, en effet, le maréchal de Coigny et le général de Seckendorf convinrent d'une suspension d'armes. La Moselle servirait de barrière entre les deux armées, avec une ligne à déterminer depuis Berncastel jusqu'à Bingen. Les partis détachés en observation rentrèrent, et l'on prit des mesures pour empêcher nos soldats d'exercer la maraude sur les terres du Luxembourg.

Les jours suivants, les commandants s'entendirent au sujet de la retraite successive de leurs troupes, et arrêtèrent que, le 15, il n'y en aurait plus de campées aux environs de Trèves.

Le 7 et le 8, 13 B. et 30 E. français quittèrent les bords de la Moselle, et M. de la Billarderie eut ordre de mettre en route 15 escadrons des 29 qu'il avait sur la Meuse.

La séparation de l'armée de la Moselle fut terminée le 14. Après avoir remercié les officiers généraux qui ne devaient pas être employés pendant l'hiver, le maréchal de Coigny resta quelque

temps à Trèves pour achever l'arrangement des quartiers sur la Meuse, dans les Évêchés, dans la Lorraine et dans le Hundsrück, suivant l'état qui destinait à ces contrées 82 B. et 74 E. L'effectif de nos bataillons était de plus de 500 hommes présents.

Le même jour, le général Seckendorf lève aussi ses dernières tentes; il part de Pfalzel pour Grewenmackern, d'où il se rend ensuite à Luxembourg. Ses troupes prirent leurs quartiers entre la Moselle, la Meuse, le Brabant et le bas Rhin.

La séparation des armées du Rhin eut lieu dans le même temps. Les forces aux ordres de M. de Quadt sont distribuées sur la rive gauche, depuis le Rehbach et le Spirebach jusqu'en Alsace. L'armée impériale, commandée par le duc de Wurtemberg, se cantonne sur la rive droite depuis Mayence jusqu'au Brisgaw.

Le 17, le maréchal de Coigny, apprenant qu'une partie des troupes du général Seckendorf prenait des quartiers dans plusieurs villages en deçà de la Moselle, envoie les compagnies franches occuper la première ligne entre cette rivière et le Rhin, afin d'empêcher les Impériaux de s'étendre dans le Hundsrück. Les jours suivants, nos troupes furent distribuées dans les villages depuis Neumagen jusqu'à Smittburg, avec M. de Courten, et, en continuant la même ligne, depuis le château de Guermigen jusqu'à Wirterburg, sous M. Galhau.

Le 22, M. de Belle-Isle de Metz va commander dans les Évêchés, après avoir réglé les subsistances des troupes cantonnées dans ce pays; des arrangements semblables sont pris avec M. d'Aubigné, dans l'électorat de Trèves et le Hundsrück.

Le 24, le ministre de la guerre adressait au maréchal des instructions plus détaillées au sujet des limites sur la Moselle et sur le Rhin. Ces deux cours d'eau devaient servir de barrières aux troupes françaises et impériales, et les Impériaux occuperaient une ligne depuis Berncastel sur la Moselle jusqu'à Bingen sur le Rhin. Il priait M. de Coigny de s'entendre avec le duc de Wurtemberg et le comte de Seckendorf pour arrêter provisoirement ces limites, qui seraient discutées plus à fond et entièrement déterminées au congrès, ainsi que les contributions, en attendant la conclusion définitive de la paix.

En conséquence, MM. de Sallières et de la Javelière furent chargés d'aller traiter ces questions, le premier à Luxembourg,

le second à Waghausel. M. de Sallières se rendit, le 28, auprès du comte de Seckendorf. Mais il trouva sa proposition relative à la ligne entre Berncastel et Bingen tellement inacceptable, qu'il revint à Trèves sans avoir rien terminé. De guerre lasse, à la fin du mois, le maréchal consentait à ce que les Impériaux occupassent Berncastel, Monselfeld, Irmenach, Kirchberg, Simmern, Stromberg et Bingen; puis il survint encore tant d'incidents, que cette affaire fut renvoyée aux conférences du Rhin. Au commencement de décembre, le maréchal apprit, en effet, que le duc de Wurtemberg avait reçu de l'Empereur l'ordre de mettre le comte de Seckendorf dans la ligne dont il s'était écarté, en changeant les quartiers de la Moselle et du Rhin, de renvoyer les troupes auxiliaires dans leur patrie, et de faire traiter les affaires de la Moselle, comme celles du Rhin, dans les conférences qui devaient se tenir à Waghausel, près de Philippsburg.

En conséquence, M. de Coigny saisit cette occasion de rompre les négociations entamées avec le comte de Seckendorf pour le règlement des limites entre la Moselle et le Rhin; et il renvoya cette affaire à Waghausel où s'étaient rendus les commissaires français et impériaux : MM. de le Javelière, commandant à Philippsburg, de Cavagnac, lieutenant du roi de la même place, et de Gayot, commissaire ordonnateur, de la part du roi de France; le général-comte de Bernes, le baron de Preysing et un commissaire pour l'Empereur.

Le maréchal de Coigny part de Trèves, le 5 décembre, pour retourner à Versailles, laissant ses instructions à M. d'Aubigné. Le maréchal du Bourg restait à Strasbourg, chargé de commander, pendant l'hiver, sur tous les quartiers de la frontière, tant du Rhin que de la Moselle.

Les exigences des Impériaux amenèrent l'insuccès des conférences de Waghausel. On se sépara sans avoir réglé la question des limites.

Vers le milieu du mois, les commandants des troupes impériales envoyèrent aux commandants de nos quartiers l'extrait d'un rescrit de l'Empereur, du 16 novembre, portant que les troupes du roi devaient évacuer les terres de l'Empire, excepté Philippsburg, le fort de Kehl et Trèves, et que les troupes de l'Empereur feraient la même chose par rapport aux pays du roi de France. On suppo-

sait que les deux cours en étaient convenues dans les préliminaires de la paix. Cependant, comme il n'y avait rien eu de stipulé à cet égard, nous rejetâmes cet arrangement et les troupes gardèrent leurs positions de part et d'autre. Cela était conforme aux préliminaires mêmes, qui reconnaissaient l'*uti possidetis*, et portaient que les troupes resteraient où elles se trouveraient à la date de la suspension d'armes, publiée le 2 novembre sur le Rhin, et le 4 sur la Moselle. D'ailleurs, les choses n'étaient pas égales, puisque nous occupions une bonne partie de terres de l'Empire, et que les Impériaux n'avaient aucun poste sur celles du roi.

Ainsi nos troupes continuèrent à occuper le pays de Trèves et le Hundsrück au nombre de 25 B. et 20 E. (1).

Les compagnies franches gardaient les postes avancés entre la Moselle et le Rhin. Ces troupes restèrent aux ordres de M. d'Aubigné, qui en avait fait la répartition avec le comte de Belle-Isle, rentré à Versailles.

Nous avions aussi sur le bas Rhin en pays étranger 34 B. et 3 E., commandés par M. de Quadt et distribués dans les quartiers entre le Rehbach et la Queich. On donnait aux soldats, comme solde, un sou par jour, et des demi-fournitures.

Le règlement suivant, en date du 20 décembre 1735, explique pourquoi l'Autriche tenait tant à la prompte évacuation des terres de l'Empire :

Règlement pour les troupes par les pays hors de France où elles doivent passer l'hiver.

« L'officier général commandant en chef, par jour, 100 florins, 120 pots de vin, 50 livres de chandelle et des légumes ; il pourra faire le rachat de tout en argent de gré à gré.

(1) Il y avait :

12 bataillons,		à Trèves,				
3	—	4 escadrons,	dans le département de			Kaiserslautern,
1	—	6	—	—	—	Meissenheim,
4	—	3	—	—	—	Cusel,
2	—	4	—	—	—	Homburg,
1	—	3	—	—	—	Mülheim,
2	—	dans le département de Sarreburg.				

« Les officiers généraux au-dessous, un tiers de moins; les colonels, 20 florins, 30 pots de vin, 20 rations de fourrage, 20 cordes de bois, 20 livres de chandelle.

« Les lieutenants-colonels, un tiers de moins. Les capitaines seront nourris; en outre, 6 rations de fourrage, 5 cordes de bois, 3 livres de chandelle et deux *kopstuck* en argent (le *kopstuck* vaut 17 sols argent de France).

« Les lieutenants, moitié des capitaines et nourris également.

« Les soldats sont nourris de tout dans leurs quartiers et ont, outre cela, deux batz par jour chacun (le batz vaut 3 sols 3 deniers d'argent de France.) » (D. G., vol. 2784.)

On comprend dès lors de quel intérêt il était de faire prendre le plus tôt possible les quartiers d'hiver aux dépens des puissances ou cercles neutres ou amis de l'Autriche. Un pareil règlement devenait ruineux pour les pays occupés.

Les mouvements que firent les troupes des armées respectives, tant sur le Rhin que sur la Moselle, jusqu'à la conclusion de la paix, sont peu intéressants. Ce fut pendant les mois d'avril et de mai 1736 que les troupes du roi évacuèrent les terres de l'Empire, excepté Philippsburg, Kehl et Trèves, où il resta des garnisons; et que les troupes impériales et celles de l'Empereur levèrent en même temps les quartiers qu'elles occupaient tant sur le Rhin que sur la Moselle pour retourner dans leur pays. Par suite des conventions entre la France et l'Empereur, Philippsburg, Kehl et Trèves furent évacués au mois de février 1737. A la même époque, les troupes françaises prirent possession de la Lorraine et du duché de Bar, au nom de Louis XV et de Stanislas.

Ces résultats glorieux pour la France furent dus surtout aux succès de nos armes en Italie.

CHAPITRE IX.

GUERRE DE LA SUCCESSION DE POLOGNE.

CAMPAGNE D'ITALIE (1733).

Septembre 1733. 26. Signature du traité entre la France et la Sardaigne. — *Octobre.* Premiers jours. Les troupes françaises s'assemblent sur la frontière du Dauphiné. — 10. Elles se mettent en marche à travers les Alpes. — 12. Arrivée des premières divisions sur les terres du roi de Sardaigne. — 15. Rassemblement des troupes piémontaises à Verceil et à Mortara. — 24. Les colonnes de la droite et du centre des troupes françaises campent avec les Piémontais. — 28. Mouvement général des troupes assemblées à Verceil et à Mortara. — 29. Arrivée du roi de Sardaigne à Vigevano.— 31. Les Impériaux évacuent Pavie. — *Novembre.* 2. M. le maréchal de Coigny, détaché au camp de Vigevano, s'empare de la ville de Milan. — 3. L'armée campe sous Pavie. — 4. Crémone abandonnée par les Impériaux. — 6. M. de Coigny part de Milan, se rend à Lodi. M. de Lisle reste chargé du blocus du château de Milan. M. le duc d'Harcourt joint M. de Coigny à Lodi. — 7. L'armée à Castel-Leone ; — 8. à Ghignolo ; — 9. passe le Lambro ; — 10. Investit Pizzighettone (rive droite de l'Adda). — 11. Arrivée de M. le maréchal de Villars au camp devant Pizzighettone. — 15. M. de Coigny passe l'Adda. — 16. investissement de Pizzighettone (rive gauche de l'Adda).— 17-18. Tranchée ouverte devant Gera d'Adda. — 18. Établissement de deux batteries. — 23. M. le comte de Broglie se porte vers l'Oglio ; — 25. occupe Sabionnetta, Bozzolo et Casal-Maggiore. — 28. Prise de Gera d'Adda. — 29. Les troupes françaises et piémontaises prennent possession de Gera d'Adda. — 30. Capitulation de Pizzighettone. — *Décembre.* 2. Siège du château de Crémone. — 3. M. de Boissieux fait les sièges des châteaux de Trezzo et Lecco, et du fort de Fuentès. — 4. Le château de Crémone se rend. M. de Coigny et le prince Charles de Lorraine vont prendre des cantonnements sur l'Oglio. — 5-6. M. de Boissieux s'empare des châteaux de Trezzo et Lecco. — M. de Coigny et le prince Charles de Lorraine cantonnent leurs troupes sur l'Oglio. — 7. M. le maréchal de Villars part de Sabionnetta. — 8. Expiration des délais accordés pour la capitulation de Pizzighettone. — 9. Le roi de Sardaigne y fait son entrée. — 11. Les troupes de siège se réunissent à Lodi ; — 12. campent à Melegnano. Le roi de Sardaigne entre à Milan. — 14. M. le maréchal de Villars arrive à Milan. — 15. Tranchée ouverte devant le château. — 24. Prise du chemin couvert. — 25. M. de Coigny est chargé du siège de Novare ; M. de Maillebois, de celui de Saravalla. — 29. Capitulation du château de Milan. — 30. Les troupes françaises et piémontaises en prennent possession.

La France avait dû chercher des alliances, autant pour sortir de l'isolement auquel l'avait condamnée le traité de Vienne que pour résister à la ligue du Nord et venger l'injure faite dans la personne de Stanislas Leczinski. L'Espagne se plaignait déjà de l'Empereur. Le roi de Sardaigne, Charles-Emmanuel, héritier de l'ambition de son père Victor-Amédée, désirait agrandir ses États aux dépens des possessions autrichiennes en Italie. Les négociations de Fleury avec Madrid et Turin eurent donc un plein succès. Il s'agissait de chasser les Impériaux d'Italie. On devait reconquérir Naples au profit de don Carlos, qui, devenu roi des Deux-Siciles, céderait Parme et la Toscane à son frère puîné don Philippe. En cas d'extinction de la postérité mâle d'Élisabeth Farnèse, les Deux-Siciles et les présides de Toscane appartiendraient à l'Espagne. On offrait le Milanais, le Lodésan et le Crémonais au roi de Sardaigne, qui prendrait le titre de roi de Lombardie. D'abord le cabinet de Versailles lui demanda la Savoie comme compensation de l'annexion éventuelle du Mantouan aux États sardes; puis on finit par renoncer à cette condition.

L'Autriche, qui employait une armée de 50,000 hommes à donner un vassal à la Russie, avait demandé à l'Angleterre, en vertu du traité de 1731, de lui garantir ses possessions italiennes. Georges II se contenta d'offrir sa médiation; mais la Grande-Bretagne fit peu d'efforts pour conjurer la guerre. Au fond, elle n'était point fâchée de voir l'Europe continentale s'épuiser dans une nouvelle lutte : elle ne pouvait que gagner à l'agrandissement des autres États.

Assuré de la neutralité des Anglais et des Hollandais, Fleury se disposait à faire passer en Italie des troupes, afin de soutenir les prétentions de l'Espagne et de la Sardaigne, et d'attaquer les possessions de l'Empereur, tandis qu'une autre armée française, après s'être emparée de la Lorraine, marcherait contre l'Empire et les États héréditaires de Charles VI en Allemagne. Le traité d'alliance offensive et défensive entre la France et la Sardaigne fut signé le 26 septembre 1733. L'Espagne signa un mois plus tard (25 octobre). Louis XV devait envoyer au delà des Alpes une armée de 32,000 hommes d'infanterie et 8,000 de cavalerie. Charles-Emmanuel s'engageait à fournir 10,000 fantassins et 2,000 cavaliers en 1733, et 12,000 hommes de plus en 1734. Philippe V,

outre les 6,000 Espagnols en Toscane, à Parme et à Plaisance, enverrait un nouveau corps, de manière à porter à 80,000 soldats environ les forces destinées à la première campagne.

L'Empereur avait trop compté sur la répugnance de Fleury pour la guerre et sur la fidélité de Charles-Emmanuel ; il n'avait alors en Italie que 28,000 hommes, sous le commandement du prince de Wurtemberg ; une partie des forces impériales s'avançait sur les frontières de Pologne ; un corps s'assemblait à Pilsen, en Bohême ; le reste de ses troupes était dispersé dans la Hongrie et dans l'Autriche. Bien que cet éloignement et cet éparpillement ne permissent guère au cabinet de Vienne de secourir à temps la Lombardie, Versailles et Turin gardèrent le plus profond secret et hâtèrent leurs préparatifs.

46 B., 60 E. (1) et 40 pièces de campagne furent destinés à se joindre aux forces du roi de Sardaigne. Le maréchal de Villars, âgé de quatre-vingt-deux ans, devait les commander, de concert avec Charles-Emmanuel, généralissime de l'armée franco-sarde.

Le roi de Sardaigne, se chargeant des dispositions pour la marche des Français dans ses États, demanda que le mouvement fût commencé le 1er octobre, sans attendre que toutes les troupes destinées à passer en Italie fussent assemblées sur la frontière ; mais qu'elles passassent les montagnes par petites divisions à mesure qu'elles arriveraient près des débouchés.

M. d'Angervilliers prépara le mouvement du corps expéditionnaire.

(1) État des troupes françaises destinées à passer en Italie :

Infanterie : 45 bataillons (Louvigny, Luxembourg, Bassigny, Nivernais, Mauconseil, Quercy, Forest, Royal-Roussillon, Saint-Simon, la Sarre, Flandre, Foix, Tessé, Béarn, Médoc, Souvré, Anjou, la Ferté-Imbault, Bourbon, Auvergne, Dauphin, Maine, Orléans, la Reine, Condé, Champagne, Picardie, le Roi, Royal-Artillerie).

Cavalerie : 64 escadrons (Randan, Armenonville, Cossé, la Mothe-Houdancourt, Montrevel, la Ferronnays, Chepy, Vassé, du Luc, Toulouse, Cuirassiers, Dauphin, Nicolay, du Chayla, Rosen, Royal-Piémont ; Carabiniers : brigades de Valcourt, de Pardailhan, de Parabère, de la Marck ; Dragons : Epinay, Dauphin, la Reine, Orléans; Rattsky-hussards).

Le ministre de la guerre à M. Poulletier (1).

« 21 septembre 1733.

« Les circonstances présentes exigent que le roi fasse assembler dans la plaine de Lyon, au bout du pont de la Guillotière, 34 E. et 4 B. Ils seront commandés par M. de Broglie. Ce camp ne durera que peu de jours et diminuera successivement; mais il faut compter sur le pied complet pour 10 jours. Les premières troupes doivent arriver au camp vers le 10 octobre; la cavalerie, par parties, arrivera jusqu'au 17. » (D. G., vol. 2704.)

« Septembre 1732.

« Il y a probabilité pour que le roi fasse passer, dans les derniers jours du mois ou au commencement d'octobre, une armée de 40,000 hommes en Piémont. Elle sera composée de 45 B. et 64 E.

« D'après le projet, on doit se servir de quatre routes : celle de Briançon et du Mont-Genèvre ; celle de la vallée de Barcelonnette et du col de l'Argentière; celle de Maurienne et du Mont-Cenis, et celle de la Tarentaise et du Petit-Saint-Bernard.

« On doit s'entendre avec le roi de Sardaigne pour le passage des troupes dans ses États; il résulte de là qu'une grande partie des troupes sera rassemblée dans le Dauphiné, d'où on les fera marcher successivement et avec la plus grande diligence. M. de Fontanieu sera chargé avec M. de Maillebois de concerter avec l'ambassadeur du roi de Sardaigne, la mise en route de ces troupes. » (D. G., vol. 2704.)

Une cinquième colonne devait marcher par le comté de Nice et traverser le Var au bac Saint-Laurent; mais on s'en tint aux trois débouchés du Mont-Cenis, du Mont-Genèvre et de la vallée de Barcelonnette. M. de Vaulgrenant, ambassadeur de France à Turin,

(1) Commissaire provincial en 1733 ; servit en Italie aux sièges de Pizzighettone, du château de Milan, de Novare, de Tortone, de la Mirandola ; devint lieutenant général.

fut chargé des arrangements relatifs à la marche et aux subsistances des troupes dans les États sardes ; M. de Maillebois, commandant en Dauphiné, et M. de Fontanieu, intendant de la province, durent également pourvoir à l'arrivée des troupes sur la frontière et à leur passage en Piémont.

Les ordres sont donnés pour diriger vers le Gapençais et l'Embrunais, depuis Saint-Bonnet jusqu'à Guillestre, les troupes destinées à passer par Barcelonnette ; vers la vallée du Grésivaudan, depuis Saint-Marcellin jusqu'à Briançon, les corps désignés pour la route du Mont-Genèvre. Ceux qui devaient traverser la Savoie et franchir le Mont-Cenis s'acheminent vers Lyon, où ils campèrent au pont de la Guillotière ; ils entrèrent en Savoie par Barraux et le pont de Beauvoisin. L'artillerie partirait de Grenoble et prendrait la route du Mont-Genèvre, qui paraissait la plus facile, surtout pour la consolidation des ponts.

Les troupes commencèrent à arriver au pied des Alpes dès les premiers jours d'octobre. Le roi de Sardaigne insistait pour qu'on accélérât le passage, et demanda même qu'on lui envoyât sur-le-champ 1500 chevaux ; MM. de Maillebois et de Fontanieu (1), qui traitaient directement avec la cour de Turin et avec M. de Vaulgrenant, jugeant qu'il serait peu convenable de faire entrer dans un pays étranger les troupes du roi par petits corps, et craignant que les subsistances ne fussent pas encore préparées sur les lieux de passage, prirent sur eux de se refuser à la demande du roi de Sardaigne, et, quoiqu'il y eût alors en Dauphiné 8 B. et 12 E. prêts à marcher, ils se déterminèrent à attendre l'arrivée des autres troupes pour former de fortes divisions et les faire succéder de plus près.

Le cabinet de Versailles, avec son intention de seconder l'empressement du roi de Sardaigne, désapprouva leur conduite ; mais l'éloignement ne permit pas d'y remédier, et ce fut seulement le 12 octobre que les premières troupes françaises entrèrent en

(1) Fontanieu (Gasp.-Moïse de), d'une famille du Languedoc, maître des requêtes, intendant de Grenoble et de l'armée d'Italie. Il s'acquit une très grande fortune. Il a laissé en manuscrits un volumineux recueil de titres relatifs à l'histoire de France, formant 841 portefeuilles in-quarto et conservés à la Bibliothèque nationale. (V. Louis Paris, 1856, in-12, p. 187.) Né en 1693, il mourut le 26 décembre 1767.

Piémont. Les autres divisions suivirent à quelques jours de distance.

L'armée marchait sur trois colonnes, suivant les dispositions concertées avec le roi de Sardaigne; elles furent dirigées sur Verceil et Mortara, où Charles-Emmanuel assembla ses troupes dès le 15 octobre, après avoir déclaré, la veille, au grand étonnement de l'ambassadeur de Vienne à Turin, le parti qu'il avait pris de se joindre aux Français pour attaquer les possessions de l'Empereur en Italie.

Les têtes de colonnes parvinrent à destination le 24 et le 25 octobre; les dernières divisions ne purent s'y rendre que du 12 au 14 novembre. L'artillerie, qui ne partit de Grenoble que le 1[er] novembre, arriva beaucoup plus tard. Il y avait eu de sérieux embarras occasionnés par la longueur des marches et par le trop grand nombre de troupes en même temps dans des localités dont les ressources de toutes sortes étaient insuffisantes. Il en résulta beaucoup de fatigues pour les hommes. Le 16 octobre, le ministre de la guerre écrivait à M. de Maillebois :

« Je vous avoue que je suis dans une extrême inquiétude sur le passage de nos troupes. Il me paraît que votre projet était de faire passer, le 12, ensemble par la Maurienne, 7 B. et 8 E., et pareil nombre à peu près le 20. Vous en usez de même pour tout ce qui doit sortir par la vallée de Barcelonnette le 23. Par la route de Briançon vous faites partir, le 14, 8 B. et 6 E., et, le 23, 8 B. Quant à la cavalerie de Lyon, vous faites toujours marcher ensemble 7 à 8 E., depuis le 21 jusqu'au 29.

« Je demande comment ces troupes logeront, comment il sera possible de leur fournir des voitures; si vous ne prévoyez pas qu'il y aura de la confusion dans la distribution des subsistances, et enfin comment, dans les défilés où il faut passer un à un, l'infanterie et la cavalerie pourront arriver faisant des routes de 7 à 8 lieues, comme il s'en trouve souvent d'une étape à l'autre en Savoie.

« Je veux me flatter que vous avez prévu de vous-même ce que je vous demande. Je vous supplie, du moins, d'y remédier pour les colonnes qui sont encore à passer et de ne faire marcher que 3 B. au plus ensemble et 4 E. » (D. G., vol. 2704.)

A son arrivée à Turin, M. de Pezé (1) changea les dispositions prises par M. de Maillebois. Les dernières divisions, moins nombreuses, n'éprouvèrent ni les mêmes embarras, ni les mêmes lenteurs.

Il était difficile, dans une opération aussi précipitée et préparée avec si peu de circonspection, d'éviter tous les inconvénients qui se produisirent. Les mêmes causes retardèrent la remise des fonds et l'envoi des secours nécessaires aux corps, et empêchèrent les officiers généraux de marcher avec leurs troupes. Aussi, à l'arrivée des premières divisions, il ne s'en trouva que deux à Turin : MM. de Broglie et de Cadrieux. Quelques autres étaient à leur poste peu de jours après. Le maréchal de Villars n'arriva que le 6 novembre dans la capitale du Piémont.

Le roi de Sardaigne, qui venait de déclarer la guerre à l'Autriche, désirait profiter de la faiblesse des Impériaux pour conquérir le Milanais. Il apprit, le 17, que le prince de Wurtemberg, commandant les troupes impériales en Italie, avait l'intention d'abandonner tout le plat pays, ainsi qu'une partie des places, et de se borner à la défense de Novare, Tortone, Pizzighettone, Mantoue, et des châteaux de Crémone et de Milan. Ayant reçu, le 20, une lettre du maréchal de Villars qui le pressait d'agir, il assembla, le 21, un conseil de guerre, auquel furent appelés MM. de Vaulgrenant, de Broglie, de Cadrieux, de Pezé, le maréchal de Rebinder, commandant les troupes piémontaises, MM. de Breil et d'Aix, maréchaux de camp du roi de Sardaigne. On arrêta le plan de la conquête du Milanais, en se rendant maître du cours du Pô.

(1) De Courtarvel (Hubert), marquis de Pezé, né en 1680, page du roi, entre au service en 1700, sert en Italie sous le comte de Tessé, puis à l'armée de la Moselle et à celle du Rhin, en 1706. Lieutenant aux gardes françaises le 26 février 1709, capitaine en 1711, colonel lieutenant en 1717, brigadier le 20 juin 1720; prend le nom de marquis de Pezé à son mariage, le 22 novembre 1722, avec Nicole de Beringhem, dont la fille épousa Vidame de Vassé, colonel du régiment de Picardie; maréchal de camp le 24 avril 1727; maréchal général des logis de l'armée d'Italie le 6 octobre 1733; lieutenant général à Parme le 1er avril 1734. Blessé le 19 septembre à la bataille de Guastalla, il en mourut le 23 novembre 1734.

Il se trouva en correspondance directe avec le roi de France, le cardinal de Fleury et le roi de Sardaigne; se distingua comme militaire et comme diplomate.

Deux corps, partant de Verceil et de Mortara, devaient se réunir le 30 à Vigevano. Le 28, le corps réuni sous Verceil passerait la Sesia, et détacherait 4 B. et 6 E. pour bloquer Novare. Le corps de Mortara, marchant le même jour sur Vigevano, rassemblerait des bateaux pour la construction d'un pont sur le Tésin, dès le 29, afin que toute l'infanterie et les bagages pussent passer, le 31, pendant que la cavalerie profiterait du gué au-dessus de Vigevano.

Le jour du passage du Tésin, 4 B. et 7 E., partant d'Alexandrie, iraient investir Tortone, afin d'assurer le cours du Pô jusqu'à l'embouchure du Tésin, et le commerce avec Gênes.

Le 1er novembre, l'armée investirait Pavie, portant sa droite à l'Ospitaletto et la gauche au haut Tésin. Dès qu'on aurait pris la ville, on laisserait un nombre de bataillons suffisant pour faire le siège du château, et le reste de l'armée marcherait ensuite sur Milan, afin d'en attaquer le château. Pendant cette opération, toute la cavalerie et l'infanterie dont on pourrait se passer se porteraient sur l'Adda, s'emparant de Lodi, où l'on établirait les magasins nécessaires à la subsistance des troupes qui hiverneront le long de cette rivière, en appuyant la droite des quartiers à Castiglione, afin de masquer la Gera d'Adda et que rien ne puisse en sortir.

En même temps on construirait un pont sur le Pô à Plaisance, de manière à communiquer avec le Parmesan. Après les sièges de Pavie et de Milan, on ferait celui de Novare. Le reste des troupes rejoindrait le corps porté sur l'Adda; le tout réuni passerait cette rivière et bloquerait Pizzighettone.

Si l'ennemi n'était pas en mesure de s'y opposer, on irait jusqu'à l'Oglio pour y prendre des quartiers et même bloquer Crémone, en se portant sur la petite rivière Delmona.

Ce plan fut adopté par le plus grand nombre; M. de Pezé, persuadé que le seul moyen de rester maître du Milanais, après sa conquête, était de s'emparer de Pizzighettone, représenta que cette place, après la prise de Pavie, devait fixer l'attention (1). L'avis

(1) Le 30 octobre, le cardinal de Fleury écrivait de Fontainebleau à M. de Pezé : « J'ai lu au roi votre lettre du 23, qui a été touché du plaisir qu'il aura, quand il saura ses troupes dans la ville de Milan; cela n'a pas empêché d'apprécier vos raisons d'incliner pour Pizzighettone. Le maréchal de Villars, qui a dû

de M. de Pezé fut contredit, mais point discuté; on trouva seulement que c'était aller trop vite, et l'on s'en tint au plan qui venait d'être réglé.

En conséquence, des ordres sont donnés pour que 25 pièces de gros canon, tirées d'Alexandrie, fussent rendues le 2 novembre devant Pavie; 15 autres pièces, embarquées à Turin, devaient arriver quelques jours après. On rassemble aussi quelques mauvais pontons en cuir et des bateaux pour construire un pont sur le Tésin. Le roi de Sardaigne donne même ses chevaux de carrosse pour les traîner. Ce prince ne possédait aucun matériel de pont, et l'on fut obligé de lui envoyer de France les cordages nécessaires à la construction.

La première division (11 B. et 6 E.) de la colonne française de droite, dirigée, à la sortie des Alpes, sur Mortara, s'y trouve le 24 octobre; la seconde ne devait y parvenir que le 3 novembre. Les divisions des colonnes de la gauche et du centre arrivèrent successivement à Verceil le 24 (8 B. et 6 E.), le 27 (6 B. et 8 E.) et le 29 octobre; le 1[er], le 6, le 7, le 8, le 10, le 12 et le 14 novembre.

Dès le 27 octobre, le roi de Sardaigne avait donc sous Mortara et Verceil 25 B. et 20 E. français, ainsi qu'une partie des troupes sardes. Il ne crut pas devoir attendre l'arrivée des autres forces venant de France, et, le 28, il mit son armée en marche pour Vigevano. Le corps parti de Mortara se trouva de même au rendez-vous et campe sur la rive droite du Tésin. Un régiment du prince de Wurtemberg quitte Vigevano à l'approche de l'armée franco-sarde. Pendant la nuit du 28 au 29, quelques coups de fusil tirés sur des maraudeurs occasionnèrent une alerte. Toute l'armée se mit en bataille à la tête du camp, où elle resta quelque temps. Charles-Emmanuel fit son entrée dans la place, le 29, vers les 6 heures du soir. Faute de canons, il fut reçu au son des cloches. Il loge à l'évêché, ayant pour garde le premier bataillon de Picardie. Le prince ne conserva que 150 hom-

arriver hier à Lyon, aura vraisemblablement joint l'armée avant la prise de Pavie, et il décidera. J'avoue que les quartiers d'hiver de l'autre côté de l'Adda me paraîtraient bien désirables pour l'armée.

« Réfléchissez, et tâchez d'en jeter quelques propos aux ministres de Sardaigne; mandez-moi ce que vous penserez pouvoir être fait. »

mes, sous M. de Souillard, lieutenant-colonel, avec les drapeaux blanc et rouge, jusqu'à l'arrivée des gardes de Sardaigne. Toutes les troupes parties de Verceil se trouvèrent, le 30, à Vigevano, après avoir détaché 4 B. et 6 E., avec le marquis de Carail, pour le blocus de Novare. On avait aussi fait partir de Mortara 4 B. et 9 E., aux ordres de M. de Lapeyrouse, qui devaient bloquer Tortone.

Malgré le nombre considérable de corps français réunis alors à Vigevano, il ne s'y trouvait encore que quatre officiers généraux : MM. d'Asfeld, de Coigny, de Broglie et de Cadrieux. M. d'Asfeld commandait l'armée française en l'absence du maréchal de Villars.

Le 30, à 7 heures du matin, on battit la générale. Toute l'armée prit les armes, se mit en bataille à la tête du camp, et fut passée en revue par le roi de Sardaigne vers les 9 heures. On allait continuer les mouvements arrêtés dans le conseil de guerre du 21, lorsque Charles-Emmanuel fut informé de l'évacuation de Pavie. On trouva la place en très bon état. Les Impériaux l'avaient abandonnée avec tant de précipitation, qu'ils y laissèrent 32 pièces de canon, dont plusieurs de 24 et de 12; 2 mortiers, 260 milliers de poudre, plusieurs milliers de cuirasses, des fers coulés, 36 pontons avec agrès, des farines, des grains, et 1,800 fournitures de couchage. Sur-le-champ M. d'Aix occupa cette place avec 1 régiment de cavalerie et 2 de dragons.

L'abandon de Pavie par les Impériaux, retirés sur Mantoue, obligeait les alliés de modifier leur plan de campagne. Dans un conseil de guerre tenu chez le roi de Sardaigne, on résolut de prendre possession de la ville de Milan et d'en bloquer la citadelle, défendue seulement par une faible garnison; 7 à 8,000 hommes marcheront sur la capitale du Milanais; le reste de l'armée, s'avançant vers l'Adda, assiégera Pizzighettone. Le 1er novembre est construit un pont sur le Tésin pour le passage de la cavalerie et de l'artillerie.

A ce moment, la troisième division de la colonne de gauche des troupes venant de France arrivait à Verceil. Trois jours après, la deuxième division de la colonne de droite parvenait à Mortara.

M. de Coigny, chargé de l'expédition de Milan, venait de partir de Vigevano, avec 12 B. et 9 E., lorsqu'une députation milanaise se présente, le 2, au camp, demandant la protection du roi. Une

ancienne coutume autorisait Milan à capituler elle-même, quand les armées ennemies avaient franchi le Tésin ou l'Adda. Les troupes franco-sardes entrèrent donc sans résistance dans la capitale de la Lombardie, la nuit du 3 au 4. M. de Coigny occupa avec beaucoup d'ordre et un grand silence toutes les rues aboutissant au château, et les fit toutes retrancher par des coupures.

Le 2, le gros de l'armée passe le Tésin et s'établit à Abbiate-Grasso, où le roi de Sardaigne place son quartier.

Le 3, l'armée se porte sous Pavie. Elle y arriva fort tard, avec ordre aux habitants de mettre des lumières à leurs fenêtres pour éclairer les troupes, qui, après avoir traversé la ville, allèrent camper de l'autre côté (1).

Le 4, 4 B. et 9 E., venant d'Alexandrie, investirent Tortone, afin d'assurer le cours du Pô jusqu'à l'embouchure du Tésin, où arrivait l'artillerie de siège envoyée de Turin. 2 bataillons occupèrent Crémone, dont la garnison s'était retirée à Mantoue. Les Impériaux avaient laissé dans le château 150 hommes et 14 pièces de canon de fonte.

Le 6, Charles-Emmanuel ordonnait à M. de Coigny de laisser à Milan M. de Lisle, avec 7 B. et 6 E. destinés au blocus du château, et de partir, avec 5 B., 1 régiment de cavalerie et 1 de dragons, pour Lodi, rétablir sur l'Adda le pont que les ennemis avaient brûlé en se retirant de cette place, et se mettre en position d'investir Pizzighettone par la rive gauche de l'Adda, lorsque l'armée l'investirait par la rive droite. Le duc d'Harcourt, qui partait de Pavie, devait le rejoindre à Lodi.

L'armée, grossie de la division française arrivée le 29 octobre à Verceil, se mit en marche, le 7, et campe à Castel-Leone, à quatre lieues de Pavie, où l'on avait laissé 1 bataillon français et 1 pié-

(1) Le 12 novembre, le ministre de la guerre écrivait à M. de Pezé :

« C'est une chose étonnante que l'abandon de Pavie avec les fortifications que vous me marquez, des munitions de guerre en abondance et trois bataillons de garnison. Il est encore plus surprenant qu'on ait laissé l'artillerie en état de servir... Je crois, lorsqu'on a pris le parti de bloquer le château de Milan et de faire marcher l'armée à Pizzighettone, que vous vous serez souvenu du conseil de guerre tenu à Turin... On m'a mandé que l'ennemi avait aussi abandonné Crémone, il y a apparence qu'on l'aura occupé sur-le-champ. (D. G., vol. 2704.)

montais. Elle s'avance, le lendemain, à Chignolo. L'artillerie, descendant le Pô, se rendait à Plaisance. L'armée passe le Lambro, et campe, le 9, à Codogno. Comme elle devait arriver à Pizzighettone le lendemain, M. de Coigny eut ordre de partir le 10 de Lodi, n'y laissant qu'un bataillon, et commencer l'investissement par la rive gauche avec ses 4 B. et ses 17 E. Le pont de Lodi, réparé par ses soins, lui permettait de franchir l'Adda; mais le moyen était insuffisant : pour déboucher dans la plaine de Pizzighettone, il fallait passer le Serio. Or, comme le seul point de passage sur cette rivière était à Crema, appartenant aux Vénitiens, dont on ne voulait pas violer le territoire, l'ordre de mouvement fut modifié.

M. de Maillebois, précédant l'armée de quelques heures, à la tête de tous les grenadiers, de 2 régiments de cavalerie et d'un de dragons, investit un faubourg de Pizzighettone, appelé Gera d'Adda, situé sur la rive droite. Le roi de Sardaigne alla lui-même reconnaître la place, et désigner les points que l'armée occuperait. La droite du camp s'appuyait au bas Adda, la gauche au haut Adda, à hauteur de Formigara, occupant le couvent des Récollets, à 300 mètres de la place. La ligne s'étendait par Maleto, où s'établit le roi, et par Cavacurta, où se trouvait le quartier des officiers généraux. Par suite du contre-ordre donné à M. de Coigny, Pizzighettone ne fut investie que sur la rive droite et seulement par 34 B., dont 8 piémontais, 2 régiments de cavalerie et 1 de dragons. Les troupes sardes restaient employées aux blocus de Novare, de Tortone, des châteaux de Milan et de Crémone. Le reste de l'infanterie et de la cavalerie françaises se trouvait avec M. de Coigny à Castiglione, à Milan, à Pavie, ou en marche pour rejoindre l'armée. Depuis dix jours, Mortara avait reçu la deuxième division de la colonne de droite (3 novembre), et Verceil voyait paraître successivement cinq détachements des colonnes de la gauche et du centre (1er, 6, 7, 8 et 10 novembre).

Le maréchal de Villars arrive, le 11 novembre, au camp de Pizzighettone, ayant quitté Fontainebleau le 25 octobre. Le cardinal-ministre, toute la cour, présents à son départ, s'empressèrent de lui donner des espérances, dont son patriotisme accepta l'heureux augure. Au moment où la reine lui remettait une épée, qui l'armait pour sa propre cause : « Me voilà invincible, » s'écria-t-il avec un transport chevaleresque. Il soupa chez le cardinal. On

rapporte même qu'en montant dans sa chaise de poste, il lui adressa ces paroles : « Dites au roi qu'il n'a qu'à disposer de l'Italie, je m'en vais la lui conquérir (1). » Les acclamations l'accompagnèrent dans toutes les villes qu'il traversa. Les trois reines qu'il allait servir firent, comme de concert, à ce héros octogénaire, un présent qui devait lui rappeler les beaux jours de sa jeunesse. Marie Leczinska avait attaché une cocarde (2) au chapeau du maréchal; il reçut à Lyon celle que lui envoyait Elisabeth Farnèse; quand la reine de Sardaigne lui remit elle-même la sienne à Turin, il lui dit : « Voilà mon chapeau orné d'un vol de reines qui me rendra heureux dans toutes mes entreprises (3). » Le vieux guerrier n'avait point vu cependant se réaliser tous ses vœux. Il désirait l'épée de connétable. Louis XV l'avait nommé, le

(1) *Mémoires* de Villars, III, 239. — *Journal de Verdun*, 1734.

(2) La cocarde, sorte d'effet de coiffure usité depuis la suppression de l'aiguillette et des nœuds d'épaule, remonte à 1710. Son emploi se régularise dans la guerre de la Succession. En Italie, les armées combinées d'Espagne et de France portent l'une et l'autre des cocardes rouges et blanches, comme mélange des couleurs des deux armées. L'électeur de Bavière, s'alliant à nous, fait prendre à ses troupes des cocardes blanches et bleues ; et le duc de Mantoue, se liant d'intérêt avec la France et l'Espagne, donne à son contingent la cocarde blanche, rouge et jaune. Les soldats aux gardes furent les premiers qui en tirent usage à leur chapeau, sur le bord de gauche ; mais la couleur en était bien indéterminée, puisque dans la guerre de 1756, où nous combattons comme alliés de l'impératrice-reine, la cocarde française est blanche et verte. Les décisions de 1748 et le règlement du 17 août 1755 donnent sur le bord galonné des chapeaux de soldat une petite croix de ruban, soutenue par une ganse. Le règlement du 25 avril 1767 dispose que chaque soldat se fournira d'une cocarde en basin blanc, que la masse de linge et chaussure en supporterait les frais : c'est celle que durent porter les officiers sous les drapeaux. Hors du régiment, la couleur de la cocarde française était si peu fixée que jusqu'en 1789 les jeunes officiers qui se piquaient d'élégance et de bon ton ne portaient au chapeau, hors le service, que de grosses touffes ou rosaces de rubans de soie noire. La cocarde prise à Paris le 14 juillet 1789 fut d'abord verte, puis bicolore, bleue et rouge. Ce ne fut que le 26 qu'elle devint tricolore par l'admission du blanc. Jamais avant 1789 une cocarde n'avait été attachée à un shako de hussard, à un casque de dragon, à un bonnet à poil Cette cocarde tricolore, prise à la Révolution comme signe politique, le fut longtemps avant que le drapeau soit tricolore, et fût donné à l'armée comme marque militaire. Cet emblème, par l'effet du hasard, rassemblait les couleurs qui avaient été de tout temps celles de nos rois, de l'armée, de la nation et de la ville de Paris.

(3) *Ibid.*

20 octobre, maréchal général de ses camps et armées, titre qui lui donnait le commandement sur tous les maréchaux, même plus anciens de grade. Le maréchal de Biron, le duc de Lesdiguières et M. de Turenne avaient été seuls jusqu'alors honorés de cette haute dignité. Arrivé le 6 novembre à Turin, il en partit le 9, et se trouva, le 11 à 4 heures du soir, à l'armée devant Pizzighettone. En arrivant, il descendit chez le roi de Sardaigne. Charles-Emmanuel était allé visiter un pont de communication qu'on jetait sur l'Adda. Averti de l'arrivée du maréchal, le prince accourut au galop de son cheval pour le recevoir. Les troupes témoignèrent la joie la plus vive de saluer à leur tête le général qui, vingt ans auparavant, avait sauvé la France à Denain.

Au moment où le maréchal prenait le commandement de l'armée d'Italie, l'Empereur n'avait dans ce pays que les troupes nécessaires pour garder les places; mais on était informé qu'il en faisait marcher de ses États héréditaires d'Allemagne, et que 8 B. et 18 E. du camp qu'il avait assemblé à Pilsen, en Bohême, à l'occasion des troubles de Pologne, s'avançaient pour se rendre en Italie.

Le maréchal et le roi de Sardaigne eurent ensemble une grande conférence, et à la suite un grand conseil sur les opérations présentes. Le siège de Gera d'Adda fut résolu. Gera est un faubourg de Pizzighettone, que couvrait un grand ouvrage à trois bastions, soutenu sur la gauche par un fortin à couronne. Tous ces ouvrages, ainsi que les contrescarpes, étaient bien revêtus, avec un bon chemin couvert appuyé par des traverses; le tout garni de bonnes palissades, et tout ce front défendu par un avant-fossé. Les eaux de l'Adda et du Serio entraient dans les fossés et avant-fossés. En retenant les écluses, on pouvait à volonté inonder les abords de la place. Un beau pont de communication sur l'Adda joignait le faubourg à la ville.

La conquête de Pizzighettone était importante. Elle rendait les alliés maîtres de l'Adda et du Crémonais. Le roi de Sardaigne semblait impatient de commencer l'attaque de Gera. Mais plusieurs obstacles retardèrent l'ouverture de la tranchée. D'abord, M. de Coigny ne franchit l'Adda sur le pont de Formigara que le 15, avec 10 B. et 17 E., et ne put former l'investissement par la rive gauche que le 16. La grosse artillerie, venant par le Pô (37 piè-

ces de 24, 12 de 12, et 12 mortiers), arrivait seulement alors à Plaisance, d'où il fallait l'amener par terre à Pizzighettone. L'armée sarde manquait d'officiers expérimentés. Les officiers français du corps d'artillerie encore en route, on dut employer une partie de ceux du bataillon de Royal-Artillerie, qui avaient reçu l'ordre de devancer leur troupe, marchant par le Mont-Genèvre. Enfin le gouverneur de Pizzighettone avait fait raser tous les arbres autour de la place à peu près à portée du canon, et couvert les approches d'une inondation telle, qu'on fut obligé de pratiquer des canaux d'écoulement pour rejeter les eaux dans l'Adda.

Dans le conseil de guerre du 11, les avis s'étaient partagés au sujet de Pizzighettone. Le roi de Sardaigne et MM. d'Asfeld, de Broglie, de Maillebois et de Pezé (1) voulaient qu'on ouvrît la tranchée en même temps sur les deux rives. D'autres proposaient de s'emparer seulement de Gera et de s'y établir fortement. Quelques-uns représentaient les dangers de l'opération, même réduite au faubourg de Gera. C'était une folie, suivant eux, d'entreprendre, pendant l'hiver, le siège d'une place dont les abords étaient si faciles à inonder, qu'il suffirait de quelques jours de pluie pour arrêter les travaux, gâter le matériel et submerger les batteries, où les canons resteraient engloutis. On s'en tint à l'avis mitoyen; mais la lettre suivante montre que le maréchal penchait vers la dernière opinion.

Le maréchal de Villars au roi.

« 17 novembre.

« Je suis arrivé le 11 à l'armée de V. M., que j'ai trouvée campée devant Pizzighettone, et je dois avoir l'honneur de lui dire que l'on

(1) M. de Pezé écrivait le 12 novembre, du camp de Pizzighettone, à M. d'Angervilliers : « L'armée est arrivée ici avant-hier par un brouillard si épais, que nous aurions pu aller nous établir au pied de la Chiesa d'Adda : cependant nous formâmes l'investissement. D'ici trois jours j'espère que notre grosse artillerie commencera à arriver. La volonté des troupes est admirable; pour moi, j'en suis émerveillé; vous ne sauriez vous imaginer la joie de l'infanterie lorsqu'elle a entendu tirer les premiers coups de canon de la ville, qui jusqu'à présent n'ont fait d'autre mal que de déchirer les basques de quelques soldats. »

ne peut rien ajouter aux bontés dont le roi de Sardaigne a bien voulu m'honorer. Ses discours ont été plus obligeants encore que la lettre de laquelle peut-être V. M. aura été informée, marquant la plus vive reconnaissance pour les grands avantages que lui procurent les bontés de V. M. et assurant la plus grande fidélité à ses engagements et par les termes les plus forts.

« J'ai eu l'honneur de mander à V. M. que j'avais appris par M. d'Asfeld qu'après un conseil de guerre de tous les officiers généraux, le siège de Pizzighettone avait été unanimement résolu. Mon premier objet, en m'éloignant de V. M., était le château de Milan; mais je n'ai pu qu'applaudir de loin à la résolution prise d'attaquer Pizzighettone.

« Passant à Turin, M. le comte de Breil, un des généraux du roi de Sardaigne, et plusieurs personnes entendues me firent voir tant de difficultés dans cette entreprise, que je mandais de Turin à MM. d'Asfeld et de Broglie que, sur tout ce que j'apprenais à Turin, il me semblait que, puisque l'on était déjà en marche pour Pizzighettone, il serait mieux de se contenter d'attaquer la partie de Pizzighettone qui est en deçà de l'Adda, que de s'attacher au siège entier de la place, par toutes les difficultés que l'on me faisait entrevoir.

« Arrivé à l'armée, M. de Rebinder, maréchal du roi de Sardaigne, me dit qu'il s'y était toujours opposé, préférant le château de Milan. M. d'Orméa me dit que Pizzighettone durerait au moins un mois, peut-être deux, mais qu'il fallait attaquer Gera d'Adda : c'est cette partie de Pizzighettone qui est en deçà de l'Adda.

« MM. d'Asfeld, de Broglie, de Maillebois, de Pezé et les autres étaient toujours pour Pizzighettone. Sur ces difficultés, j'ai voulu connaître par moi-même si les obstacles dont parlaient les Piémontais étaient insurmontables. Le sieur de la Blotière, très bon ingénieur, et tous les autres ont commencé à étudier les eaux et les moyens de les saigner.

« J'ai été partout moi-même; j'en trouve le volume, retenu par les digues des ennemis, très considérable; j'y ai encore passé la journée d'hier; l'eau augmente beaucoup, et je n'ai pas voulu que l'on travaille à aucune ouverture de tranchée, que je ne puisse compter sur la prise certaine assez prompte de Gera

d'Adda, puisqu'il ne conviendrait pas à la gloire des armées de V. M. qu'une première entreprise languisse.

« Il est bien certain que je n'ai jamais compté de me borner à l'Adda; je tiendrai au moins l'Oglio, et, si l'Espagne, dont les décisions sont bien lentes, veut nous envoyer ses troupes, et que la lettre de M. de Patigno que j'ai envoyée à M. le garde des sceaux ne soit pas une perfidie; je compterais de passer au delà de l'Oglio et suivre le Pô jusqu'à la mer Adriatique.

« Sur mes premières vues de fermer l'entrée de l'Italie aux Impériaux, il y a une avenue qu'ils ont pratiquée depuis quelques années et même accommodé tous les chemins, laquelle on ne peut jamais leur ôter : c'est par le comté de Goritz et le côté de Frioul; mais pour celles dont s'est servi le prince Eugène, j'aurais cru les pouvoir fermer.

« Après avoir eu l'honneur de rendre à V. M. un compte exact de tout ce qui regarde le dessein de Pizzighettone, j'ai celui de lui dire que ma première attention est la conservation de ses troupes.

« Je dois avoir l'honneur d'expliquer à V. M. que lorsque je dis que l'on pourrait se borner à l Oglio et laisser l'Adda derrière soi, ce n'est pas que je veuille me donner l'Oglio pour barrière; ce ne sera pas ma faute, si je ne m'étends pas au delà.

« J'ai l'honneur d'envoyer un plan de Pizzighettone à V. M. Nous ouvrons la tranchée cette nuit, ayant trouvé les eaux un peu baissées. » (D. G., vol. 2704.)

Le maréchal répugnait à commencer le siège de Gera dans une saison aussi défavorable : il craignait de compromettre par un échec, au début de la campagne, l'honneur des deux couronnes. Cependant, comme les canaux d'écoulement allaient être achevés, il se rendit au désir de Charles-Emmanuel. La tranchée fut ouverte, dans la nuit du 17 au 18, au couvent des Franciscains, par 2,000 travailleurs, soutenus par 2 bataillons du régiment des gardes de Sardaigne, 1 bataillon de Louvigny, 1 de celui de Luxembourg, 4 compagnies de grenadiers des régiments Dauphin, d'Anjou, du Maine et de Savoie. Les officiers généraux de tranchée étaient MM. d'Asfeld, de Sendricourt, maréchal de camp, et de Louvigny. Le travail fut poussé jusqu'à 150 mètres du glacis.

Les ennemis n'eurent connaissance de l'opération que deux heures après.

Le 18 au matin, 3 bataillons de Picardie, et 1 de la Sarre, aux ordres de MM. de Coigny, d'Affry et de Boissieux, relevèrent la tranchée. On avait commandé 4 compagnies de grenadiers de la Reine, d'Orléans, de Bourbon et des fusiliers de Savoie, avec un détachement de 100 dragons de la Reine et Dauphin. 800 travailleurs furent désignés pour perfectionner la tranchée et faire une communication de celle de la droite avec celle de la gauche. Soixante-dix pièces de 24 et de 18 venaient d'arriver au camp. On s'occupa de travailler à l'établissement de deux batteries de quinze pièces chacune. Le travail fut si bruyant que, entre 8 et 9 heures du soir, les assiégés, après une furieuse canonnade, tentèrent une sortie. Mais ils furent si vigoureusement repoussés par nos grenadiers, qu'ils rentrèrent au plus vite dans leur chemin couvert.

Les officiers du corps d'artillerie arrivèrent le 21; trente-deux pièces de canon et huit mortiers ouvrirent le feu contre la ville.

L'avancement des travaux et la faible défense de la place ramenèrent Charles-Emmanuel à l'idée de commencer le siège de Pizzighettone en même temps que l'on achèverait celui de Gera d'Adda. Le maréchal de Villars voyait à cette opération une foule d'inconvénients; il se refusa au désir du roi de Sardaigne et demanda en France des ordres positifs à ce sujet, priant instamment Charles-Emmanuel de lui prescrire de faire le siège de Milan plutôt que celui de Pizzighettone. Dans le conseil de guerre tenu chez le roi, le 11, M. de Rebinder, qui connaissait bien les avantages et les faibles de la place, l'ayant prise sur les Français en 1706, s'était prononcé sans ménagement contre cette entreprise, qu'il déclarait impraticable et téméraire en pareille saison. Cette affaire souleva dans le commandement supérieur de l'armée des dissentiments qui devaient s'aggraver par la suite et compromettre en partie les résultats de la campagne. Des officiers généraux français et piémontais excitèrent le roi de Sardaigne à commencer le siège de Pizzighettone, malgré l'avis contraire du maréchal. Ils lui persuadèrent que, Gera pris, on ne pourrait pas l'occuper, parce que ce faubourg serait foudroyé par le canon de la place. Forcé d'abandonner cette conquête dès qu'on l'aurait faite, on n'aurait aucun

point d'appui sur l'Adda; les quartiers que l'on voudrait prendre sur l'Oglio seraient exposés aux coups de l'ennemi; le siège de Milan deviendrait impossible. Le maréchal, au contraire, affirmait au roi qu'avec quelques ouvrages on pourrait se mettre à couvert et tenir à Gera d'Adda, et qu'en masquant ainsi Pizzighettone, on obtiendrait pour les quartiers de l'Oglio la même sécurité que si l'on était maître de la place. Le roi parut se rendre à ces observations. Mais convaincu que sa gloire était intéressée à la conquête de Pizzighettone, et profondément blessé de l'opposition trop vive manifestée par M. de Rebinder, il le renvoya dans son gouvernement de Pignerol. Cet officier général quitta l'armée le 22.

L'agitation des Piémontais avait une autre cause que le dissentiment au sujet de Pizzighettone. Le traité d'ailliance offensive et défensive entre Madrid et Versailles avait été signé le 25 octobre. Dès que Charles-Emmanuel eut avis que l'Espagne allait prendre part à la guerre, il conçut une défiance extrême de l'accession de cette puissance à l'union franco-sarde contre l'Autriche, accession sans sa participation. Il soupçonna entre la France et l'Espagne des arrangements particuliers contraires aux intérêts de sa couronne. Ses inquiétudes augmentèrent lorsque le duc de Liria vint au quartier général français, et que le maréchal de Villars reçut les lettres de M. de Montemar, commandant des troupes espagnoles en Italie.

M. de Montemar au maréchal de Villars.

« Parme, le 19 novembre.

« J'ai écrit à V. E., de Barcelone, la lettre dont je joins ici copie, dans l'incertitude où je suis si le duc de Liria est arrivé auprès de vous. J'ai cru devoir vous informer de mon arrivée à Parme, où j'attends vos ordres avec impatience.

« Je compte que nous aurons dans peu à Livourne et au golfe de la Spezzia les troupes qui viennent d'Espagne; elles consistent en 21 B. de 700 hommes chacun et 10 E. de cavalerie ou dragons de plus de 120 hommes chacun. Le surplus de la cavalerie vient par la France s'embarquer à Antibes; 8 ou 9 B. de ceux qui sont dans l'État de Florence doivent joindre l'armée, qui se

trouve composée de 30 B. et 5,000 chevaux, avec un corps de 50 à 60 ingénieurs, ou pareil nombre d'officiers d'état-major d'artillerie; 50 pièces de batterie, 34 pièces de campagne avec tout ce qui y est relatif pour un siège des plus sérieux, et 20 officiers généraux. Je vous fais tout ce détail, afin que vous soyez au fait de ce qui nous regarde, si vous n'en êtes pas encore instruit par le duc de Liria.

« Je viens d'envoyer ordre aux 9 B. de Florence de s'avancer de ce côté-ci; les autres troupes qui doivent arriver sous deux convois de Barcelone et d'Alicante suivront la même route.

« Je prie V. E. de me mander sans perte de temps ce que cette armée doit exécuter, soit seule ou jointe à celle que vous commandez, et de m'éclairer aussi sur tous les autres points que j'ai confiés au duc de Liria pour vous les communiquer. »

Le duc de Liria était venu prendre les ordres du maréchal de Villars sur les mouvements à exécuter par le contingent espagnol. Les ministres sardes se récrièrent, disant que le roi leur maître n'avait pas besoin des secours de l'Espagne, qu'il se trouvait assez fort avec ses troupes et celles de la France. Charles-Emmanuel donna libre cours à son ressentiment. Comme, ni dans les instructions de l'envoyé espagnol, ni dans les lettres de M. de Montemar, il n'était question du roi de Sardaigne, il se prit personnellement d'humeur contre le maréchal de Villars, qu'il rendait complice du mépris que les Espagnols faisaient de son autorité, et exigea le départ immédiat du duc de Liria, qui emporta les instructions du quartier général français.

Les explications dignes et franches du vieux maréchal apaisèrent le roi et dissipèrent des soupçons aussi injustes qu'offensants. Le prince lui rendit ou parut lui rendre sa confiance et son amitié; et l'on ne s'occupa plus que des ennemis, dont les mouvements s'annonçaient.

En effet, dans la nuit du 22 au 23, un corps de 1,500 cavaliers autrichiens passa l'Oglio et s'avança jusqu'à Crémone. Le maréchal, craignant pour la faible garnison de cette place, si à la cavalerie de l'ennemi se joignaient quelques milliers de fantassins, fit marcher le jour même M. de Broglie et M. de Sendicourt, avec 15 B. et 4 E., pour se porter vers l'Oglio et s'emparer de Sabbionetta, située

entre cette rivière et le Pô. Cette place avait été évacuée, le 12, par les Impériaux. M. de Broglie y entra, le 25, et l'occupa avec 4 B., 4 E. et les carabiniers; il envoya, pour assurer la communication, 300 cavaliers et 300 fusiliers à Bozzolo, et s'établit ensuite de sa personne à Casal-Maggiore, avec le reste de son détachement.

Cependant le siège de Gera continuait. On s'était plus hâté de multiplier les parallèles et les approches, qu'attaché à les perfectionner. La promptitude était préférable à tout le reste. Le 23, on se trouvait à 80 mètres du glacis. Il avait plu la veille. Le maréchal de Villars craignait le mauvais temps. L'attaque du chemin couvert fut résolue pour la nuit suivante. Le marquis de Cadrieux commandait la tranchée. On essaya de donner le change à l'ennemi en ouvrant du côté de Pizzighettone une tranchée près de l'endroit où 1,000 paysans travaillaient à saigner le Serio. Un moyen plus efficace pour endormir les assiégés dans une fausse sécurité fut de diminuer la garde des tranchées : au lieu de douze drapeaux (1), on la réduisit à neuf. Le 23, à l'entrée de la nuit, les troupes destinées pour les trois attaques du chemin couvert débouchèrent sur les capitales de la droite, du centre et de la gauche. Il y avait pour chaque attaque 4 compagnies de grenadiers et 200 travailleurs. 4 compagnies de grenadiers et 400 travailleurs formaient la réserve. Les troupes de l'attaque de gauche furent arrêtées au tiers de leur marche par un creux plein d'eau qu'il fallut combler, et plus loin par un avant-fossé, où l'on trouva de l'eau jusqu'à la ceinture.

Arrivés enfin à la palissade, les grenadiers attaquèrent vivement l'ennemi. Après un feu violent de part et d'autre pendant l'espace d'un quart d'heure, les assiégés furent chassés du chemin couvert. En se retirant, ils mirent le feu à trois sacs de poudre. Plusieurs grenadiers de Médoc et de Royal-Roussillon furent brûlés par la flamme; ce qui ébranla les autres. Les ennemis s'en aperçurent, revinrent à une traverse, d'où ils firent un très grand feu qui déconcerta nos travailleurs. Mais tout

(1) Drapeau de la compagnie porté par l'enseigne. Petit fanion destiné à conduire une troupe. Il y eut autant de drapeaux que de compagnies, puis réduits à 3; enfin, en 1741, à 2 par bataillons.

fut bientôt rétabli. Les grenadiers chassèrent tout à fait les ennemis du chemin couvert, où le logement fut tracé et bientôt après achevé. Les attaques du centre et de la droite rencontrèrent moins d'obstacles et moins de résistance. La prise du chemin couvert coûta aux Français 150 hommes tant blessés que tués, trois capitaines blessés, dont deux moururent de leurs blessures, et deux lieutenants blessés. Le général de l'artillerie de Sardaigne fut tué près du pont sur l'avant-fossé, lors de l'attaque de la gauche; il y donnait des ordres pour faire conduire le canon à la batterie et battre en brèche. Charles-Emmanuel resta longtemps exposé aux coups de fusil.

Cette action hardie augmenta le courage des soldats; dès ce moment toutes les entreprises leur parurent aisées. On n'aurait eu qu'à se louer de l'esprit de l'armée, sans la maraude et l'indiscipline. Le 22 novembre, M. de Pezé mandait au cardinal de Fleury :

« On ne saurait être plus édifié de la façon dont sert notre infanterie; il y a une volonté et une assurance à laquelle je ne m'attendais pas; tous les malades qu'elle a laissés en chemin rejoignent chaque jour. Nos bataillons sont forts.

« Les troupes qui ont passé de l'autre côté de l'Adda ont commis quelques désordres; les officiers de suite ont arrêté les brigandages; quelques exemples qu'on va faire mettront fin à cette indiscipline. Les troupes ont d'autant plus de tort que jamais elles n'ont été si bien, ayant du riz et de la viande.

« Nous attendons aujourd'hui la prévôté, dont nous avons grand besoin. »

Si le soldat avait « du riz et de la viande », il paraît que certains officiers étaient moins heureux. En effet, dans une lettre du 16 décembre, adressée de Milan au ministre de la guerre, M. de Fontanieu « expose la misère où se trouvent les officiers subalternes; ils ont vendu jusqu'à leur épée d'argent, et il y en a qui ne mangent pas de viande. Il est impossible qu'ils puissent demeurer en cet état, et est persuadé qu'une partie se retirera après le siège, où ils restent par honneur. Il n'y a qu'un traitement avantageux qui pourrait remédier à ce mal pendant l'hiver; mais, par rapport au Milanais, cela souffrira des difficultés. Quoi qu'il en soit, il lui paraît bien dangereux que, dans le

temps où le roi augmente ses officiers subalternes, il y en ait qui rentrent d'Italie en France forcés par la misère. » (D. G., vol. 2705.)

Après la prise du chemin couvert de Gera, la question du siège de Pizzighettone fut de nouveau agitée. La conquête de cette place nous rendrait maîtres de l'Adda et du Crémonais. Le maréchal, voyant la mollesse de la défense de Gera, rassuré contre les dangers de l'inondation par les coupures faites au Serio sur la rive gauche, informé d'ailleurs que l'armée espagnole serait rassemblée avant le 10 décembre dans le Parmesan, ce qui lui ôtait toute crainte pour sa droite, crut devoir se rendre au désir du roi de Sardaigne. Charles-Emmanuel acceptait toute la responsabilité de l'entreprise, et s'engageait à justifier le maréchal, si le succès ne répondait pas à ses espérances.

En conséquence, dès le 25, 11 B. passèrent sur la rive gauche, et le soir même la tranchée fut ouverte. Le 27, le maréchal de Villars faisait connaître au roi de France les raisons militaires qui avaient modifié ses résolutions.

Le maréchal de Villars au roi.

« 27 novembre 1733.

« Je ne doute pas que V. M. n'ait été surprise de voir, dans la lettre que j'avais l'honneur de lui écrire le 23, que je ne croyais pas devoir entreprendre le siège de Pizzighettone, et dans celle du jour après, que j'y ai consenti.

« J'ai eu l'honneur de lui en expliquer les raisons : la principale est l'approche de l'armée d'Espagne. Avec de telles forces à ma droite, le siège de Pizzighettone, un peu plus long, ne peut jamais me mettre dans une situation embarrassante ; au lieu que, sans de tels amis, et incertain de sa durée, ayant à faire indispensablement celui du château de Milan, je pouvais n'être pas tranquille sur les postes que je voulais prendre en avant.

« J'apprends, dans le moment, par une lettre du comte de Broglie, qu'il a mis des troupes dans Sabbionetta et Bozzolo. M. d'Orméa n'aurait pas voulu que l'on se saisît de Sabbionetta, et moi j'avais grand'peur que les Impériaux n'y renvoyassent

des troupes, et cette place est plus importante pour tenir l'Oglio, sans comparaison, que Pizzighettone. » (D. G., vol. 2704.)

Dans la nuit du 27 au 28, l'avancement des travaux à la rive gauche permit de porter une parallèle jusqu'à 85 mètres de la palissade. On continuait en même temps l'écoulement des eaux du Serio, qui gênaient les travailleurs. A la rive droite, la batterie de onze pièces établie sur le chemin couvert de Gera d'Adda se trouva prête pour battre en brèche, et tira avec grand succès. Dans la même nuit, on fit l'ouverture de la contrescarpe, et l'on avança beaucoup la descente du fossé; le 28 au matin, le pont se trouva poussé jusqu'à deux mètres de la muraille. Un peu après 10 heures, les assiégés hissèrent le drapeau blanc sur la brèche. Le roi de Sardaigne et le maréchal de Villars se rendirent aussitôt à la tête de sape pour écouter les propositions de l'officier envoyé en parlementaire.

Le commandant de la place demandait à sortir avec les honneurs de la guerre, à condition que les alliés n'attaqueraient point Pizzighettone par le côté de Gera d'Adda. Il y eut à ce sujet plusieurs allées et venues, dont le résultat fut que Gera serait remis aux alliés le jour même, et qu'il y aurait pour Pizzighettone une trêve de 48 heures, afin de donner le temps au gouverneur de consulter le prince de Wurtemberg. Le jour même, 1 bataillon prit possession de la porte de Gera. Le roi et le maréchal entrèrent dans le faubourg le 29. Le lendemain, l'officier envoyé à Mantoue était de retour. Le duc de Wurtemberg autorisait le gouverneur de Pizzighettone à rendre la place, le 16 décembre prochain. Les alliés ne voulurent accorder que huit jours. La capitulation fut signée le 30 novembre. Si les assiégés ne recevaient durant l'espace de ce temps aucun secours, ils remettraient la place le 9 décembre. Pendant cet intervalle, les assiégeants continueraient, à l'attaque de Pizzighettone, les approches et les batteries jusqu'à la palissade, sans qu'on pût tirer de part et d'autre. En conformité de cette capitulation, on plaça 50 pièces en batterie sur le chemin couvert de Pizzighettone et sur les remparts de Gera.

Les Impériaux n'avaient reçu que de faibles renforts et n'étaient pas en état de s'assembler. Les 28,000 hommes environ

que l'Empereur passait en Italie ne furent mis en marche du fond de la Hongrie qu'à la fin d'octobre.

Tandis que la garnison de Gera se retirait sur Mantoue, et que l'armée franco-sarde s'emparait, après un siège de quelques jours, d'une place regardée comme une des plus fortes de l'Europe, les troupes espagnoles s'avançaient de la Toscane dans les États de Parme.

Venues en deux mois de l'intérieur de la France aux rives de l'Adda, nos troupes étaient fatiguées. Le maréchal de Villars désirait leur donner le repos dont elles avaient besoin et les mettre à l'abri des rigueurs de la saison. Mais il importait d'achever la conquête du Milanais. Il détermina donc le roi de Sardaigne au siège du château de Milan, dès que l'on serait maître de Pizzighettone. Tandis que 34 B. et 18 E. seraient employés à cette opération, un détachement s'emparerait des châteaux de Trezzo et de Lecco, ainsi que du fort de Trente, sur la frontière des Grisons. En attendant, le maréchal voulait porter sur l'Oglio presque toute la cavalerie et 14 B., et les établir dans de bons cantonnements.

Le 2 décembre, M. de Contades est détaché avec 6 B. français et de Sardaigne, six pièces de canon et deux mortiers pour s'emparer de Crémone. La garnison « ne voulait que l'honneur de voir du canon » : elle se rendit le 4. M. de Boissieux partit de Pizzighettone, le 3, avec 4 B. (brigade de Souvré), 2 E. et deux pièces, afin d'enlever les forts de l'Adda.

Il marche par Lodi et Melzo, et s'empare, le 5, des châteaux de Trezzo et de Lecco. Le fort de Fuentès, vers le lac de Côme, fit une résistance de trois jours. M. de Coigny et le prince Charles de Lorraine, partis du camp de Pizzighettone le 4, avec 21 E., contournèrent leurs troupes sur l'Oglio. Le 6, M. de Coigny s'établit à Isola de Bozzolo; le prince Charles de Lorraine prit son quartier à Calvatone. M. de Broglie restait à Casal-Maggiore.

Le 4, on avait également dirigé vers Milan une partie de l'artillerie, au moment où trente pièces de campagne arrivaient de France. Mais les troupes destinées à faire le siège du château devaient quitter Pizzighettone seulement lorsque cette

place serait livrée aux alliés. Le maréchal informa Louis XV de ces mouvements.

Le maréchal de Villars au roi.

« 4 décembre 1733.

« Après avoir assuré la prise de Pizzighettone par la mise de 50 pièces de 24 en batterie, 30 sur le quai de Gera d'Adda, les 20 autres sur le chemin couvert le plus près de la ville, ce qui est plus sûr que d'en occuper deux postes, j'ai séparé les diverses brigades d'infanterie et de cavalerie le long de l'Oglio, et ce qui est resté d'infanterie au camp de Pizzighettone était à couvert, parce que les tentes des soldats sont couvertes de paille.

« Je suis venu faire attaquer le château de Crémone et j'ai envoyé le comte de Boissieux prendre les forts de Lecco et de Fuentès.

« Mes deux premiers objets, en arrivant en Italie, ont été de ne voir jamais votre armée exposée à aucune sorte de péril et d'assurer au roi de Sardaigne, suivant vos ordres, la conquête du Milanais, le plus tôt qu'il serait possible. Je suis arrivé le 11 novembre au camp de Pizzighettone, et le 2 décembre les deux objets étaient remplis.

« Le château de Crémone n'a voulu que l'honneur de voir du canon, sans même qu'il ait tiré : il s'est rendu. » (D. G., vol. 2705.)

Venu le 3 à Crémone avec Charles-Emmanuel, le maréchal en partit le 7, pour Sabbionetta, où il devait rencontrer M. de Montemar. L'entrevue entre le commandant des troupes françaises et celui de l'armée espagnole fut très courtoise, mais, dit-on, très froide. Il y manqua l'entente parfaite des deux nations. On convint des opérations à exécuter par les Espagnols. M. de Montemar reprit le chemin de Parme; le maréchal arriva le 11 à Bozzolo, d'où il rendit compte de sa conférence à Louis XV.

Le maréchal de Villars au roi.

« 11 décembre 1733.

« J'arrive de Sabbionetta; j'y avais donné rendez-vous à M. de Montemar, capitaine général de l'armée que le roi d'Espagne fait passer en Italie; il m'a remis la lettre de Sa Majesté Catholique. Après cela il me dit que ses ordres étaient de se conduire suivant mes conseils.

« Votre Majesté m'ordonne de lui envoyer un plan général des opérations que je compte faire après la prise de Pizzighettone. J'aurai l'honneur de lui dire qu'en suivant les grands et solides projets d'une guerre de conquête, sans avoir égard à ce que des raisons de politique peuvent exiger, les raisons de guerre voudraient que, n'ayant rien à craindre que de l'Empereur et de l'Empire, on commençât par faire marcher toutes les forces de Votre Majesté, de l'Espagne et même du roi de Sardaigne, dans tout le pays des Vénitiens entre le Pô, la mer et l'Oglio, et là consommer généralement tous les vivres, hors ce que l'on doit laisser pour la nourriture des habitants; en sorte, qu'il ne fût plus possible aux armées de l'Empire, quelque nombreuses qu'elles puissent être, de descendre en Italie, parce que, ne s'attachant pas à leur fermer les routes d'Allemagne, on pourrait très aisément défendre le pays depuis l'embouchure de l'Oglio, ensuite jusqu'aux montagnes. Mais il est très possible que cette conduite, qui a quelque dureté en elle-même, ne s'accorde pas avec les égards que l'on peut avoir pour une république amie, que Votre Majesté a beaucoup ménagée dans les dernières guerres, et que les ennemis n'ont pas traitée de même.

« Mais si les Impériaux ne viennent pas avec des forces très considérables, sans prendre le premier parti, on peut, avec les armées de Votre Majesté et celles d'Espagne, les empêcher de s'établir en deçà des montagnes; alors, les armées de Votre Majesté ne marchant dans les pays de la République que pour empêcher les ennemis des deux couronnes de s'y établir, cette république ne peut, en aucune façon du monde, se plaindre des malheurs de la guerre.

« L'armée d'Espagne peut très aisément défendre le Pô, parce que depuis l'embouchure de l'Oglio cette rivière est très large; que les Impériaux n'ont aucune place qui leur en donne le passage, et que nous occuperons généralement tous les postes qui sont à la droite du Pô; à notre égard, M. de Montemar étant convenu de faire venir incessamment 10 B. des troupes nouvellement arrivées pour occuper les villes de Guastalla, Brescello et la Mirandola, quand même il ferait attaquer Piombino ou Porto-Ercole, comme je l'ai laissé à son choix.

« Il a bien compris qu'on ne pouvait aller attaquer Capoue et le royaume de Naples, puisque notre premier objet doit être de fermer l'Italie, et que le siège d'Orbitello pouvait être très long et très difficile, puisqu'il est environné de marais; aussi il se réduit uniquement à faire attaquer Piombino ou Porto-Ercole, et fera approcher de Parme des troupes qui ne sont pas nécessaires pour cette expédition, ne me paraissant pas même vouloir s'en charger.

« Je mande au roi de Sardaigne que les Espagnols viennent d'attaquer les Impériaux par le siège de la ville et du château d'Ulla; cette nouvelle lui fera voir que l'Espagne ne ménage plus l'Empereur.

« *P. S.* Le comte de Boissieux s'est emparé du château et de la ville de Trezzo; les deux autres forts ne feront guère plus de résistance. » (D. G.)

Les Impériaux n'avaient pu secourir Pizzighettone. Le délai fixé pour la reddition de la place étant expiré le 8, la garnison sortit le 9, en présence du roi de Sardaigne, et se retira sur Mantoue, escortée par un régiment de cavalerie. Le lendemain, les troupes que la prise de Pizzighettone laissait disponibles (34 B., 15 E.) sont acheminées sur deux colonnes; après avoir couché celle de droite à Turano, celle de gauche à Zorlesco, elles se réunissent le 11, à Lodi, campent le 12 à Melegnano, et arrivent le 13 devant Milan, où M. de Boissieux rejoignit l'armée, après s'être emparé des forts de l'Adda. Le roi de Sardaigne entrait le 11 dans la capitale de la Lombardie. On lui fit une entrée brillante; toutes les troupes et la bourgeoisie sous les armes; le sénat, à la porte de la ville, l'accompagna à l'église du Dôme.

Les lettres suivantes jettent un jour curieux sur les sentiments

des Milanais pour Charles-Emmanuel, et sur les intrigues des Sardes, sans en excepter le roi, contre les Français et le maréchal de Villars.

M. de Fontanieu au ministre de la guerre.

« Milan, le 12 décembre 1733.

« J'arrivai ici avant-hier, comme je me l'étais proposé. Le roi y arriva avec toute sa cour, et est descendu à la grande église du Dôme, où le *Te Deum* fut chanté. La joie, à vous dire vrai, n'y est pas grande parmi le peuple. Voici les degrés de ses souhaits, sur lesquels il s'explique très hautement : *l'Espagne, la France, l'empereur, le diable, le roi de Sardaigne.* Tels sont les discours dans tous les coins de rues; les gens de condition dont cette ville est remplie gardent le silence. Un des principaux habitants m'a assuré qu'ils pensent presque tous de même, et j'en juge ainsi par leur consternation. Vous ne doutez pas que le roi de Sardaigne n'en soit instruit; il y a déjà 15 jours que le ministre général des finances y est. Ce que j'ai découvert, à n'en pas douter, est que, comme on voit que l'on nous donne ici la préférence, on a cherché à nous rendre odieux aux Milanais, en disant que l'on est bien fâché d'en venir à ce qu'on exige; que le roi de Sardaigne avait résolu de sacrifier ses propres intérêts à l'épuisement où se trouvent les peuples, et que s'il se détermine à les traiter plus durement que l'Empereur même, c'est à nous et à nos demandes exorbitantes qu'il faut uniquement s'en prendre. Voilà ce que je tiens d'un homme non suspect, et qui m'en a parlé en m'en faisant une espèce de reproche au nom du pays. Je n'ai pas l'honneur de vous parler du siège; on travaille depuis hier à en régler les opérations. Je ne peux croire qu'on n'attende pas M. de Villars, qui, suivant mon calcul, ne sera ici que le 15 au plus tôt. Ce qu'il y a de sûr est que la garnison allemande est de plus de 1,500 hommes de troupes réglées et de 3 à 400 hommes d'une milice fixe pour la garde du château. » (D. G., vol. 2705.)

Le maréchal de Villars au ministre de la guerre.

« Milan, le 15 décembre 1733.

« J'arrivai ici hier au soir, à peine aurai-je le temps de lire toutes les dépêches que votre courrier me donne après mon arrivée.

« Mais comme d'autres manderaient, très assurément, ce qui s'est passé hier, il est juste que vous en puissiez rendre un compte fidèle au roi. Je me rendis chez le roi de Sardaigne peu après mon arrivée; je trouvais ses antichambres remplies de tout ce qu'il y a de considérable à Milan. M. d'Ormea était avec le roi et, suivant l'usage, on avertit quand je parus à la porte de sa chambre. L'huissier fut un peu plus longtemps à revenir que de coutume et me dit que le roi travaillait à quelques dépêches. Je dis : « Monsieur, il ne fallait pas avertir; j'attends. » Mais ce qui n'est pas ordinaire, c'est que j'attendis une demi-heure, je ne puis douter qu'il n'y eût de l'affectation, et que M. d'Ormea ne fût bien aise de faire voir aux Milanais que le général de l'armée française était là en courtisan. MM. de Contades, de Pezé et l'intendant, qui étaient venus avec moi, s'en impatientaient.

« Enfin trois quarts d'heure d'attente passés, ces messieurs indignés, et moi un peu aussi, trouvèrent qu'il n'était pas décent que j'attendisse plus longtemps. M. de Pezé, que je laissais, attendit encore une demi-heure; M. d'Ormea le vit en sortant, et ne lui dit rien. M. de Pezé entra quand on l'appela, et dit au roi que j'avais été très longtemps, et qu'on avait eu peur que je ne m'enrhumasse. Il parut un peu embarrassé à M. de Pezé. J'y retournai une heure après; il m'attendait, et je lui dis avec un air riant : qu'ayant appris qu'il allait à une grande assemblée de dames, le soir, je n'avais pas voulu y paraître en voyageur. Il me demanda des nouvelles de mon voyage, qu'il avait été peiné pour moi du froid et des brouillards, et la conversation fut à l'ordinaire; mais j'avoue que je n'ai pas voulu que les sénateurs du Milanais vissent le général d'une armée qui donne le Milanais au roi de Sardaigne, attendre si longtemps à la porte. Nous ouvrons la tranchée ce soir. » (D. G., vol. 2705.)

Avant l'arrivée du roi de Sardaigne et de l'armée à Milan, on s'était occupé des préparatifs nécessaires pour le siège du château. M. de Lisle avait fait ouvrir des saignées à l'eau qui en remplissait les fossés et avait engagé la ville à faire fabriquer les fascines, piquets, gabions et saucissons pour les tranchées. A l'arrivée du maréchal de Villars, l'attaque du château fut déterminée par le faubourg des Ortolans. Le marquis de Lisle y plaça en plein jour 9 B., et les gardes avancées assez près du château. Tous les autres bataillons furent logés dans la ville, et la cavalerie dans les villages d'alentour. Il fut convenu avec le général Visconti, gouverneur de la place, que l'on n'attaquerait point la citadelle du côté de la ville, et que par la même raison il ne tirerait point sur elle; ce qui fut observé de part et d'autre. Plusieurs de nos boulets, passant par-dessus le château, vinrent tomber dans la ville, où ils causèrent quelques dommages.

Dans la nuit du 15 au 16 décembre, la tranchée fut ouverte au faubourg des Ortolans, aux ordres de M. d'Asfeld, par 2,000 travailleurs, soutenus du régiment des gardes de Sardaigne, de celui de Tessé, et de 3 compagnies de grenadiers de Champagne, du Roi et de Piémont. On établit pendant cette nuit deux parallèles, dont la plus avancée à la gauche du chemin couvert. La nuit suivante, l'ouvrage fut avancé à la palissade. Celle du 17 au 18, les assiégeants commencèrent à travailler fortement à l'établissement de plusieurs batteries de canons et de mortiers. Une autre parallèle plus près du glacis est tracée à la fascine. La proximité et la témérité de ce travail attirèrent un feu très violent d'artillerie et de mousqueterie. Les alliés eurent beaucoup de tués ou blessés dans les vingt-quatre heures.

La nuit du 19 au 20, on poussa l'ouvrage jusqu'à l'avant-fossé, dont on fit une parallèle au pied du glacis; trois sapes conduites en avant, et des puits creusés pour éventer les mines. Les assiégés continuaient à faire un grand feu de canon et de mousqueterie, qui tuait du monde aux assiégeants. Dans la journée, on avait chanté à l'église du Dôme le *Te Deum* pour la prise de Pizzighettone. Le soir, M. de Villars, voulut donner aux dames et à la noblesse de Milan un grand souper, suivi d'un bal, que le maréchal ouvrit lui-même avec la princesse de Trivulce. Le premier coup de canon tiré de notre batterie, le 20, vers une

heure du matin, fut le signal donné à l'orchestre pour l'ouverture du bal. Le maréchal y dansa quatre menuets de la meilleure grâce du monde, peu ordinaire dans un âge si avancé; d'une gaieté extrême, disant qu'il était beau à lui de donner deux bals à la fois, l'un à la ville, l'autre à la citadelle. Sous cette gaieté, le vieux guerrier s'efforçait de cacher ses souffrances et de dissimuler ses inquiétudes, comme on le voit par sa correspondance avec Versailles.

Le maréchal de Villars au roi.

« Milan, le 23 décembre 1733.

« V. M. aura vu, dans les divers mémoires que M. l'intendant a envoyés par mon courrier, que M. d'Orméa, en répondant à celui qui lui avait été donné, a fait connaître que la guerre avait été commencée hors de saison, par le désir qu'avait V. M. de se venger de la conduite de l'Empereur contre les intérêts du roi Stanislas, sans faire réflexion que, par cette diligence extrême et par un profond secret, on avait été assez heureux pour se rendre maître du Milanais en vingt jours. Le roi de Sardaigne a fait connaître à M. de Pezé qu'il ne voudrait pas que nous fissions un pont sur le Pô pour établir une communication avec l'armée d'Espagne, avant que cette couronne ait accédé au traité. Toutes les difficultés sur le partage de ce que l'on trouve dans les places conquises et sur les subsistances, en suivant même le traité à la lettre, ne me laissent pas une tranquillité parfaite. J'en ai raisonné avec MM. de Contades et de Pezé seuls et ne confierai mes inquiétudes à aucun autre. Je prierai même M. de Pezé de chiffrer cette lettre. V. M. a vu mes peines de n'avoir aucune place de sûreté et pas même la liberté de faire passer un courrier. Ma crainte est, si les Allemands disputaient le Milanais, que le roi de Sardaigne n'aimât mieux un tiens que deux tu l'auras. S'il trouve une grande utilité à manquer à V. M., ne pourrait-il pas alléguer que l'on a fait arrêter les troupes du roi son père sans aucun sujet légitime; que, dans les guerres précédentes, les troupes de V. M. ont pillé et brûlé toutes ses maisons de plai-

sance ? Grâce à Dieu, par la prompte et surprenante conquête du Milanais, nous sommes hors de ces premières inquiétudes; que V. M. me pardonne la crainte d'y retomber.

« Il est donc certain, sire, que comme il dépendait de vous de se rendre maître des places conquises, il est encore plus facile au roi de Sardaigne d'en chasser vos troupes, surtout la garde en étant commise à ses gouverneurs et partagée entre les troupes de V. M. et les siennes. Pour moi, sire, toutes les fois que je songe à l'armée de l'Empereur arrivant dans le Tyrol, il dépendrait du roi de Sardaigne de faire périr la nôtre et par conséquent de mettre votre royaume en péril. Je crois d'un sujet fidèle de faire connaître ce péril à V. M. Elle n'a demandé aucune place de sûreté dans le traité; ne serait-il pas raisonnable que le roi de Sardaigne lui en donnât de celles qui sont conquises en confirmant tous les précédents engagements? Mais ce ne serait pas une négociation à mener avec adresse et insinuation; il faudrait montrer la justice, et se la faire rendre, puisque vous le pouvez. Je comprends parfaitement la République de Venise, les délicatesses et tous les inconvénients; mais celui de voir le roi de Sardaigne maître de notre armée me paraît le plus grand de tous. Le prince Eugène arrivera avec l'armée de l'Empereur, lequel est dans une colère très violente contre le roi de Sardaigne. Mais il a toujours un moyen bien sûr de faire la paix, en changeant la face de l'Europe. Je comprends encore une fois la peine de vouloir ajouter à un traité des conditions nouvelles et les ajouter avec autorité; mais quand il est question du salut de l'État, c'est à moi à n'avoir jamais à me reprocher de ne l'avoir pas représenté.

« Je supplie V. M. de me dicter sa volonté; je dois tout prévoir. Le roi de Sardaigne se rendra vraisemblablement à votre désir. » (D. G., vol. 2705.)

Le 21 au matin, 33 pièces de canon et 12 mortiers tirèrent avec tant de violence, que le feu des assiégés commença bientôt à se ralentir. Dès le 23, l'ennemi abandonnait son chemin couvert. Cette retraite instantanée fit croire aux ingénieurs sardes que le chemin était miné. Ils s'obstinaient à chercher les mines. Le 24, M. d'Affry, de tranchée, s'empare sans aucune opposition

du chemin si redouté des Piémontais, et pendant la nuit on fit sans accident le logement dans toute son étendue.

On commence, dès le 27, à battre en brèche, et le 29, la demi-lune du château se trouvant entièrement ruinée, les assiégés l'abandonnent, quoiqu'il restât encore des bastions intacts. Le commandant, le maréchal Visconti, pouvaient tenir encore plusieurs jours; on s'empressa de se rendre. La capitulation fut signée à minuit, et le 30 les assiégés livrèrent aux alliés une des portes du château (1). La garnison obtint les honneurs de la guerre, et dut se retirer à Mantoue. Elle avait laissé dans le château 56 bouches à feu, 300 milliers de poudre, de grands approvisionnements en munitions et en subsistances. La capitulation arrêtée et signée, le marquis de Villars, fils du maréchal, porta à Louis XV cette grande nouvelle.

La conquête de Milan, après treize jours de tranchée, coûta aux assiégeants 21 officiers et environ 450 soldats tués ou blessés. Jamais opération militaire ne fut plus agréable aux officiers, qui, descendant de tranchée, pouvaient aller au bal ou à l'Opéra. D'après ce que le maréchal mandait au roi de France, le siège aurait duré quelques jours de moins, si le roi de Sardaigne et les ingénieurs avaient eu plus de confiance en lui et moins redouté l'effet des mines. Ce facile succès justifiait le plan du maréchal, qui, après la prise de Pavie, conseillait de marcher sur Milan.

Le Milanais avait été conquis en moins de deux mois; depuis le 16, M. de Boissieux était maître du fort de Fuentès. Il restait à s'emparer de Novare, de Tortone et de Serravalla, pour enlever aux Autrichiens tout ce qui leur appartenait encore, tant à la droite qu'à la gauche du Pô, depuis le Piémont jusqu'aux portes de Mantoue.

Novare et Tortone, bien que bloquées, gênaient les communications avec Turin et Gênes. Aussitôt le maréchal maître du chemin couvert du château de Milan, il destine au siège de la

(1) Lors de son passage à Turin, le 6 novembre, le maréchal avait rendu visite à la reine de Sardaigne, qui lui demanda son âge : « Madame, dans deux mois j'aurai *Milan*, » répondit le commandant en chef de l'armée française d'Italie. L'événement confirma cette spirituelle réponse.

première de ces places 17 B., sous M. de Coigny (25 décembre). Comme le siège de Tortone offrait, à cause de la saison trop avancée, des difficultés insurmontables, et qu'il fallait, avant de l'entreprendre, s'emparer de Serravalla, M. de Maillebois est chargé d'attaquer cette dernière place avec 2 bataillons tirés de Crémone et des détachements du corps qui bloquait Tortone. Ces dispositions n'empêchèrent point le maréchal, après la prise du château de Milan, de songer à faire prendre aux troupes leurs quartiers d'hiver et d'aviser aux moyens de leur procurer des subsistances. Sur ce dernier point, il éprouva de grandes difficultés de la part des Piémontais; on vit le roi de Sardaigne, qui devait à la France la possession d'une des plus riches contrées de l'Italie, se refuser à laisser partager aux troupes françaises les secours que le Milanais était en état de leur fournir. Ce fut par la fermeté du maréchal et le travail de M. de Fontanieu, qu'on parvint à obtenir des subsistances pour la cavalerie et un traitement aux troupes.

Dans le choix de l'emplacement des quartiers, il fallait songer à mettre ce pays, si rapidement conquis, à l'abri des entreprises des Autrichiens, car on annonçait une armée commandée par le prince Eugène en marche pour l'Italie.

D'un autre côté, le maréchal était convenu avec les Espagnols que 10 B. de leurs troupes s'avanceraient sur le bas Pô, afin d'occuper Guastalla, Brescello et la Mirandola, et qu'ils établiraient sur le fleuve une communication avec le Milanais; que pendant ce temps un autre corps de la même nation assiégerait Piombino et Porto-Ercole, sur la côte de l'État ecclésiastique. Or, M. de Montemar, malgré les engagements qu'il avait pris, n'avait encore amené aucun détachement sur le Pô. De son côté, le roi de Sardaigne n'avait point fait descendre sur le fleuve les bateaux qu'il devait fournir pour la construction des ponts.

Aussi le 30 décembre, « le maréchal de Villars expose à Louis XV qu'il n'est pas content des ordres mal suivis du roi de Sardaigne ni de M. de Montemar. Il y a 22 jours qu'il a été convenu que ce dernier ferait occuper les villes de Guastalla, Brescello et la Mirandola; rien n'est fait. Il y a également 22 jours que le roi lui a promis d'envoyer un pont de bateaux à M. de Broglie et la moitié de l'artillerie trouvée dans le château

de Crémone. Rien n'est fait non plus. Cette lenteur peut causer les plus grands malheurs, et il est au désespoir. Le roi de Sardaigne désire faire le siège de Novare. Cette entreprise doit couper le commerce de Turin à Milan. Il a grande impatience d'aller sur le Mincio. » (D. G., vol. 2705.)

A la même date Louis XV et M. d'Angervilliers répondaient à sa lettre du 23.

Le roi au maréchal de Villars.

« Dans les circonstances présentes, il n'est pas possible de proposer aucun changement au traité qui le lie au roi de Sardaigne. Il ne voit rien qui puisse porter ce souverain à manquer aux engagements solennels qu'il a contractés, et il agirait contre ses propres intérêts.

« L'honneur du roi et la raison d'État le font rester dans la résolution ferme où il se trouve d'exécuter à la lettre le traité avec le roi de Sardaigne. Il engage le maréchal de Villars à prendre confiance dans la foi des traités et de faire en sorte qu'il ne lui échappe rien qui puisse faire croire qu'il a pensé différemment. Il s'attend, dès que le siège du château de Milan sera fini, à voir porter le plus d'infanterie possible sur l'Oglio, et il est nécessaire que des magasins considérables soient établis à Crémone. » (D. G., vol. 2705.)

M. d'Angervilliers au maréchal de Villars.

Il est pénétré de douleur de voir, dans un article de la lettre du maréchal en date du 23, qu'il est tenté de revenir en France, et que sa santé l'y obligera peut-être.

« Tout le monde s'accorde à dire que la santé du maréchal est excellente, et qu'il fait face à tout, à la tranchée, comme aux plaisirs. Comment, le maréchal de Villars, après avoir eu le mérite de traverser les Alpes au mois de novembre et d'avoir conquis le Milanais en 20 jours, s'en reviendra lorsque le roi a le plus besoin de lui! lorsque le prince Eugène va paraître et que déjà la tête des troupes impériales est arrivée! Il ne peut le croire. » (D. G., vol. 2705.)

Les retards apportés par M. de Montemar à l'exécution des mouvements convenus déterminèrent le maréchal de Villars à faire occuper Guastalla par ses troupes. M. de Broglie, qui commandait les quartiers du bas Pô, eut ordre d'y envoyer 500 hommes; M. de Valence fut chargé de conduire le détachement, et de prévenir le duc de Guastalla que les Français se proposaient uniquement de garder sa ville contre les Impériaux.

Au moment du départ de cette troupe, M. de Broglie apprit que M. de Montemar envoyait sur le Pô, 4,000 hommes commandés par le duc de Liria (1). Mais comme ce corps ne devait arriver à destination que huit ou dix jours après, il laissa son détachement continuer sa route, parce qu'il importait d'occuper les postes, autant pour prévenir les Impériaux que pour tirer des grains du pays.

Les Espagnols, du reste, ne s'étaient montrés ni aussi diligents, ni aussi exacts qu'ils l'avaient annoncé, et M. de Broglie fut même obligé d'envoyer un renfort à M. de Valence.

L'intention de Versailles était que le maréchal, en prenant ses quartiers d'hiver, se mît à portée de s'emparer du Trentin, pour fermer les routes qui conduiraient l'ennemi en Italie.

Le roi de France, jugeant que la violation de la neutralité vénitienne servirait de prétexte à cette république pour laisser prendre aux Impériaux des passages sur son territoire, confia au maréchal que le meilleur parti était de s'emparer de Vérone, dès qu'il serait possible, ainsi que des autres points qui permettraient à l'ennemi d'arriver sur l'Adige; que cependant on pourrait se porter à Roveredo et à Trente (2), lorsqu'il serait question d'y prévenir les Autrichiens, pourvu qu'on pût tenir dans cette ville, et en déclarant aux Vénitiens que cette démarche devait être regardée comme un simple passage à travers leurs États, que leur neutralité n'était point atteinte, et que d'ailleurs toutes les fournitures seraient payées, comme dans la guerre précédente. Le défaut de connaissance du pays et de l'état où se trouvait la ville de Trente, la difficulté de transporter des vivres sur le Mincio ou d'en tirer du pays vénitien, firent penser au maréchal qu'on ne pourrait entrer dans la vallée de

(1) Lettre de M. de Broglie au maréchal en date du 6 janvier 1734.

(2) Frontière des Grisons.

l'Adige sans être maîtres de Vérone; mais que, cette place exigeant un siège, une telle entreprise entraînerait infailliblement la déclaration des Vénitiens en faveur des Impériaux. Il exposa donc à Versailles ces inconvénients et ces difficultés en laissant cependant envisager que, si une fois les Vénitiens venaient se joindre aux Impériaux, ce serait une raison d'exiger d'eux ce qu'on ne pouvait leur demander pendant la neutralité. En attendant les ordres du roi, le maréchal avisait aux moyens de nourrir l'armée sur les bords du Mincio, où il se proposait d'aller, lorsque les circonstances l'exigeraient, soit pour marcher sur le Trentin, soit pour imposer des contributions dans le Mantouan.

Il paraît que, pendant le siège de Milan, le roi de Sardaigne s'était plaint à Versailles de certains désordres commis par l'armée d'Italie. Aux observations de M. d'Angervilliers à ce sujet, M. de Pezé répondait le 4 janvier 1734 :

« J'ai donné à tous les commandants de corps leurs instructions pour ce qui devait leur être fourni par les communautés et par les hôtes chez qui sont logés la cavalerie et les dragons.

« A propos des nouvelles plaintes, je dois vous dire que c'est à tort, contre la vérité. A personne plus qu'à moi le brigandage n'est odieux; et c'est ainsi qu'on accuse les vols des fenêtres des maisons abandonnées à la queue de la tranchée, pour s'en chauffer pendant les 24 heures que les soldats y passent, pour se défendre du froid si rigoureux; qu'alors le roi de Sardaigne fasse apporter des chariots de bois à la queue de la tranchée. Il ne faut pas que les troupes périssent de froid; pour quelques morceaux de solives, de chevrons brûlés, il n'y a pas tant à crier. Si l'on appelle cela de grands désordres, je soutiens que c'est à tort. Je ne connais rien qui ne doive être sacrifié à la conservation des troupes.

« Ce qui me fâche, c'est de voir le roi se plaindre si injustement de notre grande indiscipline. »

Toujours chevaleresque le roi Charles-Emmanuel ! Il veut bien recueillir le prix des fatigues et du sang de nos soldats, mais il leur refuse les subsistances et le chauffage.

CHAPITRE X.

GUERRE DE LA SUCCESSION DE POLOGNE.

CAMPAGNE D'ITALIE (1734).

Janvier 3. Les troupes prennent leurs quartiers d'hiver. — 4. Celles destinées au siège de Novare dans leur position. — 5. Ouverture de la tranchée. — Serravalla se rend à M. de Maillebois. — 7. Capitulation de Novare. — 8. Dispositions pour le siège de Tortone, sous M. de Maillebois. — 14. Des troupes de Novare et d'Alexandrie y sont destinées. — 16-20. Devant Tortone. — 21-22. Tranchée ouverte. — 28. Tortone se rend à M. de Maillebois ; la garnison se retire dans le château. — 29. Attaque du château. — *Février* 3. 2,000 hommes détachés de la garnison de Crémone se rendent à Bozzolo. — 5. Capitulation du château de Tortone. — 9. Les troupes du siège se rendent dans leurs quartiers du Milanais et du Pavesan. — 11. Les Espagnols abandonnent Revere, Brescello et la Mirandola. — 12. M. de Valence à Guastalla. — 15. Occupe Revere et la Mirandola. — 16. Le général Mercy commande l'armée de l'Empereur. — M. le maréchal de Villars à Turin. — *Mars* 6. L'infanterie s'avance sur l'Oglio. — 12. Position générale des troupes. — 15. Nouvelles dispositions pour marcher au Seraglio. — 17. M. de Coigny prend le commandement sur l'Oglio. — 31. Positions des armées française, piémontaise et impériale. — *Avril* 6. Le maréchal de Villars à Colorno. — 15. L'armée sur l'Oglio aux ordres de Broglie ; les troupes campent par brigade le long de cette rivière. — 20. Les troupes piémontaises se portent sur l'Oglio. — *Mai*. 1-2. Passage du Pô par l'ennemi à la Toricella. — 3. M. le maréchal de Villars s'établit à Bozzolo sur l'Oglio. — 4. M. de Maillebois rejoint M. de Coigny. — 5. Passage de la Fossa-Maëstra et prise de Borgoforte. — 6. M. de Coigny fait occuper Parme. — 9. Positions des troupes sur l'Oglio. — 13. Nouvelle position. — 19. M. de Cadrieux à Parme. — 20. Renfort de 6,000 hommes venant d'Allemagne arrive à Governolo ; le corps qui y est campé passe le Pô pour rejoindre l'armée. — 24. Une partie des troupes ennemies restée à San-Benedetto arrive à Guastalla ; celles de Crostollo joignent le corps avancé à Brescello. Détachements qui se portent sur la Lenza. — 26. L'ennemi attaque Colorno ; est repoussé. — 27. M. le maréchal de Villars laisse le commandement à M. de Coigny. — 30. L'armée ennemie passe la Lenza. — *Juin* 1er. L'ennemi s'empare de Colorno. — 3. L'armée alliée passe le Pô sur les ponts de Sacca. — 4. Combat de Colorno. — 5. L'ennemi abandonne entièrement Colorno, se retire sur Sorbolo. — 17. L'armée franco-sarde se rapproche de Parme. — 23. Le roi de Sardaigne quitte l'armée pour aller à Turin. MM. de Coigny et de Broglie élevés à la dignité de maréchal de France. —

29. L'armée marche à 3 heures du matin pour se porter sur Parme. — Bataille de Parme. — Le général Mercy est tué et remplacé par le prince de Wurtemberg. — L'armée impériale se dirige vers Reggio. — *Juillet* 2. Le maréchal de Broglie fait occuper les ponts du Crostollo et du Tasson. L'armée va camper à Sorbolo. — 4. L'armée décampe de Sorbolo. — 5. Prise de Guastalla. — 7. M. de Broglie s'avance à Bondanello. — 10. Toute l'armée prend position, la droite à Bondanello, la gauche vers San-Benedetto. — Le duc d'Harcourt. — 13. S'empare de Reggio. — 20. M. de Maillebois occupe Modène. — 20-31. Quistello renforcé. — Le roi de Sardaigne reste à San-Benedetto. — *Août* 5 et 7. La cavalerie est renvoyée sur les derrières. — *Septembre* 12. Passage de la Secchia par l'ennemi dans les environs de Bondanella. — L'armée se retire sur Guastalla, Carpi, Reggio, Correggio et Rubiera abandonnés. — 17. L'armée sous Guastalla. — 19. Bataille de Guastalla. — 20. L'ennemi se rassemble à Montecchiana et y jette deux ponts. — 22. L'armée revient à Guastalla, campe sous cette place, la droite à la Rotta, la gauche au Pô. — 26. L'armée ennemie passe le Pô, replie ses ponts. — 29. M. de Maillebois chargé du siège de la Mirandola. — Un corps autrichien venant du Tyrol arrive à Mantoue; est suivi par 6,000 hommes. — *Octobre* 4. M. de Maillebois investit la Mirandola. — 8. L'armée impériale à la Fossa-Maëstra. — 11. Corps de cavalerie avec 400 hussards ennemis qui se porte de Mantoue à Governolo. — 12. M. de Maillebois lève le siège de la Mirandola, se replie sur Modène. — 13. Pont jeté à Marcaria sur l'Oglio. — 21. L'armée française prend des cantonnements dans les villages. — 24. Toute l'armée ennemie va camper à Rodigo. — 29. L'armée impériale à Guazzolo et environs. — *Novembre* 3. L'armée ennemie s'avance sur Acquanegra. — 4. Elle est partagée en trois corps, l'un à Goïto et Volta, l'autre à Guazzolo, le troisième à Canneto. — 7. Le château de Marcaria occupé par l'ennemi. — 11. Le maréchal de Coigny retire les troupes de Guastalla. — L'ennemi occupe Ostiano. — 12. L'armée impériale campe, en trois corps séparés, à Ostiano, Canneto et Marcaria. — 18. L'armée alliée se retire sur Crémone. — 23. Sabbionetta se rend à M. le duc de Saxe-Hildburgshausen. — 24. Le duc d'Harcourt passe le Pô. — 25. Le maréchal de Broglie dirige les opérations à la droite du Pô. — 28. L'infanterie autrichienne se rapproche de l'embouchure de l'Oglio. — *Décembre* 5. Un corps de 6,000 hommes passe le Pô à Sachetto. — Le duc de Saxe-Hildburgshausen passe le Pô à Viadana et Brescello. — Corps de cavalerie à Novellara. — 12. M. de Broglie marche à l'ennemi. — 15. Les ennemis repassent le Pô. — 20. La plus grande partie de notre cavalerie prend ses quartiers d'hiver. — L'infanterie reste dans ses positions. — 25. Un corps autrichien de 5,000 hommes repasse le Pô et cantonne sur la rive droite. — 30. L'armée française prend ses quartiers d'hiver.

Le 3 janvier, le roi de Sardaigne quitta l'armée et se rendit à Turin. Le maréchal de Villars et le quartier général restèrent à Milan.

Le 4, la plupart des corps qui avaient fait le siège de

Milan commencèrent à se diriger sur leurs quartiers d'hiver (1).

Après la prise du château de Milan, le siège de Novare résolu, on avait fait partir 18 bataillons, dont 3 de Sardaigne, 9 escadrons et toute l'artillerie nécessaire, aux ordres de M. de Coigny, ayant sous lui trois maréchaux de camp : MM. d'Affry, de Fervaques et d'Harcourt. Ces troupes furent augmentées par celles qui formaient le blocus depuis le commencement de la campagne.

La nuit du 5 au 6 janvier la tranchée fût ouverte par 2,000 travailleurs, que soutenaient 2 bataillons du régiment Dauphin et 6 compagnies de grenadiers, commandés par M. d'Affry. Malgré l'intensité du brouillard, grâce aux mèches que M. de Coigny fit allumer de distance en distance, on forma une parallèle, sans perdre un seul homme.

Le 6, M. de Fervaques monta la tranchée avec 2 batail-

(1) A Milan et environs, M. d'Asfeld et ses officiers généraux, le prince Charles de Lorraine, MM. de Ravignan, Contades, Pezé, d'Aix, de Lisle, avaient 5 B. et 14 E., ainsi distribués : château de Milan : les Gardes, Orléans (4 B.); Porte-Romaine. Montrevel (2 E.) ; Porte-Orientale, et Porte-Neuve, Cossé (2 E.) ; Porte-Commazini, Porte-Tenaglia, la Cagnola, Toulouse (3 E.) ; Porte-Tecinese, Porte-Vercelini. Royal-Savoie (4 E.) ; Landriano la Vidigulfo, la Sarre (1 B.) et la Reine-dragons (1 E.) ; Marignan, la Reine-dragons (2 E.).

Dans Novarrais, MM. d'Entraives et de Carail, 7 B. et 7 E. ; à Novare, la Ferté-Imbault et Montferrat (2 B. chacun) ; à Cerano, Trecate et Pagliati, les 3 B. du Chayla ; à Oleggio, Flandres (1 B.) ; à Romagnano, Saint-Simon (1 B.) ; à Borgomanero, Bassigny (1 B.); à Palestro, Borgo-Vercelli, Confianza, Vinzoglio, les 4 B. de Royal-Piémont.

Le duc d'Harcourt, dans le Vigevanesque, 9 E. : à Vigevano, Urfé (2 E.) et Piémont-dragons (4 E.) ; à Robecco, Abbiategrasso, Magenta, Arlano, Royal-Piémont (3 E.).

Dans le Tortonnais, MM. de Maillebois et de la Pérouse, 5 B. 2 (Dauphin), 1 (Médoc) à Castelnovo de Scrivia, 1 (Béarn) et 1 (Saluces) à Stradella et Broni.

Dans le Pavesan, MM. de Beuil et d'Affry, à Pavie, 8 B. (Bourbon, 2 ; Luxembourg, 1 ; Mauconseil, 1 ; Savoie, 2 ; Rietman, 2) et 6 E. (Randara, 2; Genevois, 4).

Dans le Lodesan, MM. de Cadrieux et Fervaques, 6 B. et 10 E., ainsi distribués : à Lodi, Champagne (3 B.) et Piémont (2 B. faisant par moitié les détachements aux forts de Fuentes, Lecco et Trezzo. et Dragons du Roi (4 escadrons) ; à Livraga, Borghetto et Brembio, les 3 E. de Nicolay ; à Codogne, Foix (1 B.) et 1 E. de Dauphin-cavalerie, les 2 autres étant à Casalpusterlengo. MM. de Coigny et

lons des troupes du roi de Sardaigne et 4 compagnies de grenadiers. En perfectionnant les travaux de la veille, on établit des batteries de mortiers et de canons.

Le 7, les batteries commencèrent à tirer; on travailla à celles qui devaient battre en brèche, ainsi qu'à plusieurs autres à ricochets. Les assiégés n'attendirent point qu'elles fussent en état. Vers 4 heures de l'après-midi, les habitants, effrayés, engagèrent le commandant de la place à arborer le drapeau blanc. Quelques heures après, on signait une capitulation qui permettait à la garnison de se retirer avec les honneurs de la guerre. Cette capitulation entraînait celle du fort d'Arona, sur le lac Majeur. La garnison de Novare fut conduite à Mantoue. Le maréchal, instruit de la prise de cette place et du fort d'Arona, envoya M. de Fimarcon en porter la nouvelle au roi.

M. de Maillebois avait pris, le 5, le château de Serravalla. La garnison s'était rendue prisonnière de guerre.

Le maréchal faisait construire deux ponts sur l'Oglio, à Marcaria et à Guazzolo. Celui de Cannetto, brûlé par l'ennemi au commencement de la campagne, était rétabli. Ces ponts devaient

Lanrois, avaient 2 B. et 10 E., répartis : à Cassano et Albignano (2 E. de Cheppy); à Trezzo-Vaprio et Vimercate (2 B. de Souvré); à Melzo (2 E. de Vassé); à Cassano, Gorgonzola et Inzago (3 E. d'Epinay); à Monza (3 E. Dauphin-dragons).

A Côme et aux environs, Berville, 7 B. et 5 E. : à Côme (3 B. du Roi); à Lecco et Olginate (1 B. du Roi); à Varèse (1 B. Nivernois, 1 B. Royal-Roussillon; à Gallarate, Louvigny (1 B.); à Sarrono, la Mothe (2 E.); à Busto-Arsizio, les Cuirassiers (3 E.).

A Soncino et aux environs, M. de Bonas, aux ordres de M. de Broglie, 7 B. et 5 E. placés : à Soncino, Forest (1 B.); à Calvatone, San-Paolo, Piadena et Rizzona, Anjou (2 B.); à Soresina et Castelleone, Auvergne (2 B.); à Vescovato, la Reine (2 B.); à Caravaggio, Calvenzano et Musano, Rosen (3 E.); à Treviglio, Laféronnays (2 E.).

Dans le Crémonais, MM. de Savines et de Montal, 10 B. et 6 E. à Cremone, Picardie (3B.), Royal-Artillerie (1 B.); Orléans et Ermenonville (3 E. chacun), Rebinder (2 B.), Fusiliers (2 B.); à Pizzighettone, Tessé et Saluces (1 B. chacun).

A Casalmaggiore et aux environs, MM. de Broglie et de Sandricourt, 9 B. et 9 E., placés : à Bozzolo, Maine (2 B.); à Guazzolo, Condé (1 B.) et Rattsky (1 E.); à Viadano, Pomponesco, Dosalo et San-Matteo, Carabiniers (8 E.); à Sabbionetta, Condé (1 B.); à Castelpouzone, Quercy (1 B.); à Alexandrie, Schutlembourg (1 B.) et Desportes (2 B.); à Valenza, Schulembourg (1 B.).

donner passage à la cavalerie française pour opérer des courses dans le Mantouan et en tirer des subsistances.

M. de Broglie, qui commandait les troupes françaises sur le Pô, écrivait, le 6, au maréchal de Villars :

« Ayant reçu copie de votre lettre en date du 4 janvier, prescrivant à M. le duc de Liria de s'emparer d'Ostiglia et de Revere, pour enlever le cours du Pô aux troupes impériales, j'ai immédiatement écrit à M. de Bissy, en lui faisant observer que, pour se rendre maître avec plus de facilité d'Ostiglia, il est nécessaire que le duc de Liria aille d'abord à la Mirandola et l'occupe comme s'il voulait y rester; après avoir visité, sur les bords du Pò, le nombre de bateaux qu'il pourrait ramasser, il le ferait assembler, à un moment donné, à Revere, pour faire passer les troupes à Ostiglia, s'y établirait et ferait derrière lui un pont de communication sur le Pô...

« Il y a un détachement de dragons et de cavalerie de la garnison de Mantoue qui est venu pour voir l'état du pont de Guazzolo; les nôtres ont fait feu sur eux ; il y a eu un lieutenant et 5 ou 6 cavaliers et dragons de tués de leur part, et aucun des nôtres, parce qu'ils étaient bien à couvert. Ils viennent presque toutes les nuits avec d'assez gros détachements de ce côté-là; j'ai recommandé à M. de Rattsky de tâcher d'être bien informé de leur marche, afin de pouvoir tomber dessus avec avantage et de leur tendre quelque embuscade sans pourtant trop se commettre; il y a des dragons, de la cavalerie et de l'infanterie à portée de lui, dont il pourra se servir, quand il jugera à propos. » (D. G., vol. 2751.)

M. de Villars, qui ne s'était déterminé à faire le siège de Pizzighettone que parce qu'il avait regardé l'arrivée des Espagnols comme un appui pour la droite, se voyant maintenant à la veille d'être entièrement découvert, ne put s'empêcher de témoigner au roi ses inquiétudes sur les embarras que la conduite de ses alliés allait lui occasionner; il écrivit même au roi d'Espagne pour lui faire connaître la fâcheuse situation où allait le mettre le départ de ces troupes, s'il persistait dans son projet.

Le maréchal de Villars au roi de France.

« 8 janvier.

« V. M. aura bien remarqué que l'arrivée de l'armée d'Espagne me détermina tout d'un coup à l'attaque de Pizzighettone, parce que quand même le siège aurait était troublé par les pluies, quand les secours d'Allemagne seraient arrivés, les forces étaient supérieures, au point que la première opération manquée pouvait être réparée par la seconde.

« Quand V. M. remet ses principales forces sous l'autorité d'un général séparé de tous ses États, ce général doit voir clair dans les entreprises dont il se charge (1). Je puis me tromper, mais j'ai pour premier objet de bien servir mon maître, avec le peu de talent que Dieu m'a donné; plus occupé, même, de le servir que de lui plaire, si avec un si bon et si grand roi les deux vues pouvaient être séparées.

« Quant aux mouvements de l'armée d'Espagne, V. M. apprendra avec étonnement que depuis trente-quatre jours le marquis de Montemar, qui m'a dit et écrit être à mes ordres, ne m'en a pas mandé le premier mot; s'il change ou abandonne ceux dont nous étions convenus, V. M. verra par la copie d'une lettre de M. Rottembourg, laquelle m'a été apportée par un courrier, que l'armée d'Espagne va dans le royaume de Naples.

« J'ai eu l'honneur de mander à V. M. que depuis mes conférences avec M. de Montemar, n'ayant rien vu de bien vif dans les mouvements des Impériaux, je n'ai rien mandé à M. de Montemar qui pût le contraindre, quelque dessein qu'il eût eu; il ne me paraît pas aussi qu'il soit en disposition de se contraindre pour moi. Ce qui est bien constant, c'est que, quand même il prendrait des places dans le royaume de Naples, rien ne peut en assurer la conquête que de fermer l'Italie aux Impériaux.

« Nos troupes sont présentement dans un entier repos, hors celles qui sont devant Novare et Tortone.

(1) Le maréchal fait ici allusion à ce qu'il a écrit au roi dans sa lettre du 23 décembre.

« M. de Maillebois a fait la garnison de Serravalla prisonnière de guerre et, en vérité, M. le prince Eugène doit être bien peiné de la misère des commandants de toutes ces places; il n'y en a pas un qui n'ait mérité qu'on lui fît son procès.

« Par ce que j'apprends présentement par M. de Coigny du siège de Novare, j'ai lieu de croire que le gouverneur suivra les glorieux exemples de ses confrères et qu'on aura bientôt l'honneur d'en mander la prise à V. M.

« *P. S.* En fermant cette lettre l'on m'apporte beaucoup de particuliers qui me mandent que le drapeau blanc était arboré. V. M. sera sans doute aussi surprise que je l'ai été de voir la ville de Novare se rendre sur quatre bombes, et M. de Coigny, profitant très sagement de la terreur répandue dans leurs troupes, n'a voulu leur donner la capitulation qu'aux conditions que la ville d'Arona se rendrait en même temps. » (D. G., vol. 2751.)

Le même au même.

« 12 janvier.

« La marche des forces d'Espagne dans le royaume de Naples doit apporter des changements dans les dispositions de l'armée française, et peut-être dans celle des Impériaux; car autre chose est de marcher sur l'armée française seule, ou de la trouver soutenue de celle d'Espagne. » (D. G., vol. 2751.)

Le maréchal de Villars au roi d'Espagne.

« 13 janvier.

« Sire,

« J'apprends par quatre lignes d'une lettre que m'écrit M. le marquis de Montemar que V. M. lui ordonne de marcher sans délai à la conquête du royaume de Naples. Je ne puis qu'applaudir à l'ordre de V. M., très digne de ses grandes et glorieuses idées; mais mon zèle pour son service m'aurait fait désirer que son général eût bien voulu les concerter avec moi.

« Je lui aurais mandé, sire, que, selon les apparences, la rapidité

des conquêtes de l'armée du roi, son neveu, l'a portée à espérer de pareilles par les siennes.

« Que la base de tout grand projet est le secret de la célérité; que ces deux moyens de réussir ont été heureusement employés par l'armée de France, laquelle n'a jamais attendu d'être assemblée pour attaquer le Milanais.

« J'aurais donc conseillé à M. de Montemar de ne pas attendre que toutes les troupes d'Espagne eussent débarqué pour marcher avec les trois quarts, peut-être les deux tiers à Naples, faisant côtoyer votre armée navale chargée de ses vivres et de la grosse artillerie, commencer par attaquer les châteaux, en supposant, comme je n'en puis douter, que le peuple de Naples soit bien disposé, dont les bonnes volontés pour V. M. seront bien fortifiées quand il saura qu'il n'y aura plus de Milan pour l'Empereur.

« La dernière place s'est rendue à la première bombe, et a fait rendre Arona; et dans Novarre et Arona on a trouvé 98 pièces de canon en fonte.

« Je suis bien hardi, sire, de parler sur une matière dont V. M. a une parfaite connaissance, quand elle l'ordonne; mais elle doit pardonner de telles libertés à mon zèle...

« Je dois, sire, ajouter une réflexion nécessaire, c'est que l'armée de V. M., portée dans le royaume de Naples, change nos dispositions et peut très aisément déterminer les Impériaux à porter le gros de leurs forces du côté du Milanais, quand ils verront celles des deux couronnes partagées.

« Il me paraît donc, sire, très nécessaire au service de V. M. qu'elle fasse passer en Italie les troupes qui lui sont inutiles en Espagne. Plus nous en aurons et plus je réponds à V. M. de la facilité de les faire subsister. C'est ce que je représentais au feu roi, la dernière année de la guerre. Les généraux auxquels il avait donné le commandement de l'armée d'Allemagne disaient que, s'ils en avaient plus qu'un certain nombre, ils seraient embarrassés pour la faire subsister, et lorsqu'il me fit l'honneur de me destiner le commandement, je l'assurai que plus j'aurais de troupes et plus aisément je les nourrirais; en sorte que dans la campagne de 1713, l'armée que j'avais l'honneur de commander était composée de 230 B. et 360 E., qui vécurent parfaitement bien aux dépens de l'ennemi.

« Que V. M. veuille bien envoyer des troupes pour remplacer celles de M. de Montemar qui devaient border le Pô; celui qui les commandera ne manquera ni de pain, ni de vin, ni d'avoine.

« J'ose me flatter, sire, que les bontés de V. M. la porteront à me pardonner ce qu'il y a de trop libre dans cette lettre. » (D. G., vol. 2751.)

En l'absence des 10 B. espagnols que le marquis de Montemar devait envoyer sur le Pô, Brescello, Guastalla et la Mirandola avaient été occupées par les troupes françaises. Le duc de Liria n'arriva de Parme à Brescello que le 15 janvier, et seulement avec 3 B. et 5000 chevaux. Il marcha le lendemain sur la Mirandola, ne laissant à Brescello que peu de monde.

En occupant les principaux postes à la droite du Pô, le maréchal de Villars avait un double but : prévenir l'ennemi et faciliter les achats de grains. M. de Valence, ayant appris qu'une grande quantité de blé se trouvait à l'abbaye de San-Benedetto, profita, pour l'enlever, de la marche des Espagnols vers la Mirandola. Après cette expédition, il s'établit à l'abbaye, le gros de ses forces continuant d'occuper Guastalla. Afin d'être maître de la navigation du Pô jusqu'à l'embouchure de l'Oglio, il détacha des troupes vis-à-vis l'embouchure du Mincio et d'autres dans un château près de Borgoforte; il engagea même les Espagnols à garder Sabbionetta.

Le projet du maréchal n'était pas de rester avec aussi peu de forces sur la rive droite du Pô. La crainte d'une tentative de l'ennemi sur les postes de M. de Valence, et son peu de confiance dans les Espagnols, qui semblaient devoir partir bientôt, lui donnèrent l'idée de porter une partie de l'armée dans le Modénois et le Ferrarois. Ce mouvement lui procurait plusieurs avantages. D'abord, il soulageait le Milanais et laissait au roi de Sardaigne la jouissance des contributions qui devaient lui appartenir, et qui se trouvaient absorbées par les troupes dans l'État de Milan. Puis, en se mettant en force sur la droite du fleuve, il se préparait les moyens d'exécuter par la suite son dessein de s'emparer d'Ostiglia et de Borgoforte, pour déboucher par ce côté-là dans le Mantouan, tandis qu'il y entrerait avec le reste de l'armée par le Mincio. En attendant, il donna ordre à M. de Broglie de rassembler sur le

Pô le plus grand nombre de bateaux qu'il pourrait, afin d'établir un pont près de Viadana.

Un autre motif non moins important fut la crainte de voir toute la rive droite du Pô abandonnée, si les Espagnols exécutaient leur projet. Ses inquiétudes augmentèrent lorsque M. de Montemar lui apprit son départ subit de Parme à Sienne, et quand il sut que don Carlos devait se mettre en route le 1er février.

Bien décidé à passer le Pô avec une partie de ses forces pour s'étendre sur la droite jusque dans le Ferrarois; inquiet des dispositions d'abandon des Espagnols; peu confiant dans le succès des instances que Louis XV lui mandait avoir faites à la cour de Madrid pour l'envoi de nouvelles troupes, le maréchal de Villars résolut de se rendre à Parme : afin de conférer avec l'infant, il part de Milan le 25 janvier et arrive le 27, après avoir traversé avec peine le Pô, couvert de glace. Le roi de Sardaigne prend la route de Turin.

Pendant son séjour auprès de don Carlos, le maréchal fut instruit des ordres absolus qui enjoignaient à ce prince de marcher sur le royaume de Naples. Appréhendant alors que le mouvement projeté ne fît croire aux Espagnols qu'il voulait couvrir le Parmesan, ce qui aurait porté l'Espagne à se dispenser d'envoyer les nouvelles troupes demandées, n'ayant d'ailleurs encore aucun passage solide sur le Pô, par le retard apporté dans l'envoi des équipages de pont que le roi de Sardaigne s'était engagé à fournir, il abandonna son projet.

D'autre part, à Versailles, on craignait qu'en portant une partie de son armée au delà du Pô, le maréchal ne s'affaiblît trop du côté de l'Oglio, et ne laissât à l'ennemi l'avantage d'avoir toutes ses forces réunies sur un même point. L'entrée des troupes françaises par les terres de l'État ecclésiastique pouvait aussi blesser le pape, et il avait été recommandé à M. de Villars d'y apporter les plus grands ménagements. Détourné du passage du Pô par toutes ces considérations, le maréchal résolut d'aller passer l'Oglio et de porter son armée sur le Mincio. Alors il pressa lui-même l'infant de hâter l'exécution des ordres de marche sur Naples et écrivit à M. de Montemar, lui rappela le temps qu'il avait perdu et pendant lequel il aurait pu s'emparer, comme il avait été convenu, de Porto-Ercole et de Piombino, et l'engagea à ne

pas attendre l'arrivée de l'infant pour commencer son mouvement. Le départ de don Carlos fut retardé par un accès de fièvre, qu'il eut le 1er février.

La prise de Pizzighettone, de Milan, de Serravalla, de Novare et d'Arona avait enlevé à l'Empereur tout le pays à la gauche du Pô jusqu'au Mantouan. La rigueur de la saison et le besoin de repos que les troupes éprouvaient ne permettant pas, sur Mantoue, une entreprise que le maréchal aurait désirée, il ne restait plus pour être maître de la rive droite jusqu'à Guastalla que Tortone à soumettre. Le roi de Sardaigne désirait beaucoup obtenir cette place avant le commencement de la campagne suivante, et, d'après les rapports de M. de Maillebois, il revint à Milan le 8 janvier pour en conférer avec le maréchal. M. de Villars hésitait, soit par la crainte que, la saison étant si avancée, la pluie ne rendît les chemins impraticables à l'artillerie, soit par la crainte aussi de la rigueur de l'hiver pour les troupes. Mais les embarras dans lesquels allait le mettre l'inexécution des promesses de M. de Montemar le déterminèrent à souscrire au désir de Charles-Emmanuel. Le vide que laisserait le départ des Espagnols dans le royaume de Naples rendait indispensable la possession de Tortone, qui assurerait les communications avec Gênes, et servirait d'appui lorsqu'on marcherait vers le Mantouan. Le siège de Tortone fut donc résolu. La direction de cette opération devait d'abord être confiée au prince Charles de Lorraine. Le mauvais état de sa santé ne lui permit pas d'accepter. On en chargea M. de Maillebois, quoiqu'il fût un des derniers lieutenants généraux. M. de Savines, le plus ancien, qui commandait à Crémone, fut si froissé, dit-on, qu'il demanda son rappel. Il partit, en effet, bientôt avec le prince Charles de Lorraine, et avec les régiments de cavalerie de du Chayla et de Randara. Il fallait se hâter de profiter du beau temps. Les ingénieurs, espérant réussir plutôt par le canon que par la sape, ne demandèrent que 16 B. et beaucoup d'artillerie (50 pièces). 11 B. partirent le 14 de Novare et d'Alexandrie pour rejoindre M. de Maillebois, qui se présenta sous les murs de Tortone avec 12 B. français, 5 de Sardaigne, 6 E. et l'artillerie nécessaire. La garnison de cette place n'était pas considérable. On pensait que le gouverneur, ne pouvant la défendre, se retirerait dans le château.

Dès l'arrivée de M. Maillebois, les habitants l'envoyèrent supplier d'épargner leur ville. Il écrivit aux magistrats qu'elle serait exposée aux périls de la guerre, s'ils ne les prévenaient pas. Ils portèrent cette lettre au gouverneur, qui promit par écrit de capituler dès que notre canon aurait tiré.

M. de Maillebois, après avoir cantonné ses troupes dans les villages voisins, fit travailler, la nuit du 21 au 22, à deux batteries de canons et à une de mortiers. Elles commencèrent à tirer le 24, mais sans grand effet, étant trop éloignées de la ville et du château. Les troupes allaient chaque jour de leurs cantonnements faire le service du siège, et afin que dans les tranchées elles souffrissent moins des rigueurs de la saison, il établit, à portée des ouvertures, de très grandes baraques, où officiers et soldats se mettaient à couvert de deux heures en deux heures.

Quelques boulets de nos batteries qui enfilaient le front de la porte de Voghera étant tombés sur la ville, les bourgeois réclamèrent l'exécution des promesses du gouverneur. Il répondit qu'il ne se croyait pas encore assiégé par une pareille canonnade. Il fit ouvrir les portes pendant trois heures et donna la liberté à tous ceux qui voudraient sortir de la ville; beaucoup en profitèrent. La résolution du gouverneur inquiéta M. de Maillebois. Il craignit que, par la résistance de la place, les troupes ne restassent trop longtemps exposées à la rigueur du froid. Le château était très fort par le dehors. Il fallait être maître de la ville pour en attaquer les parties faibles, et pour placer tous nos dépôts, qui étaient fort éloignés. Toutes ces considérations déterminèrent M. de Maillebois à demander un renfort de 6 B.

M. d'Asfeld, en sa qualité de premier lieutenant général de l'armée, réclama la conduite du siège de Tortone. Il avait précédemment refusé de diriger celui de Novare. Le maréchal de Villars, autant pour lui faire sentir cette faute que pour établir le droit du général en chef de ne point s'assujettir absolument à l'ancienneté dans la désignation au commandement des corps détachés, ne crut pas devoir accéder à sa demande. Considérant néanmoins que la lettre de service de M. d'Asfeld pour commander l'armée en son absence méritait quelques égards, le maréchal en fit l'observation au roi de Sardaigne. Charles-Emmanuel ne voulut pas enlever à M. de Maillebois l'honneur de terminer une opération qu'il avait

bien commencée. Il déclara que, si M. d'Asfeld persistait dans sa demande, il irait lui-même prendre la conduite du siège; M. d'Asfeld se désista.

L'inutilité de ses premières tentatives convainquit M. de Maillebois de la nécessité de procéder selon les règles. On fit alors ce qu'on aurait dû faire dès le commencement. Dans la nuit du 25 au 26, on ouvrit la tranchée; elle fut tracée sur la neige avec le pied, faute de fascines. On avait auparavant envoyé M. Dagieu, capitaine dans Anjou, et deux sergents de grenadiers, reconnaître la muraille du corps de place. A leur retour, un conseil de guerre fut assemblé; il délibéra sur ce qu'il y avait à faire : escalader la ville, ou bien continuer le siège. On adopta le dernier parti. Le premier eût exposé moins longtemps les troupes aux rigueurs de la saison, et l'entreprise aurait certainement pu réussir. Dans ses *Commentaires sur Polybe*, Folard cite (III, 38; V, 204) des exemples d'escalades de ville couronnées de succès. Mais à cette époque nos officiers généraux avaient peu l'habitude de ces coups de main, et manquaient des moyens matériels d'exécution. Les travaux du siège suivirent donc leur marche régulière. Dans la nuit du 26 au 27, on ouvrit une seconde tranchée, et l'on établit des batteries de canons et de mortiers plus près de la place. Le 27 au soir, des députés de la ville vinrent trouver M. de Maillebois pour lui dire que le gouverneur avait promis de se retirer dans le château la nuit suivante, avec la garnison, et avait donné la permission aux habitants d'ouvrir les portes dès que notre canon aurait tiré dix coups contre la ville. Ce qui fut exécuté le lendemain. Les troupes prirent aussitôt possession de la porte de Voghera. Le gouverneur consentit à ne point tirer sur les maisons de la ville, à la condition qu'il ne serait point attaqué de ce côté. Les assiégeants profitèrent de cette espèce de trêve entre la ville et le château pour reconnaître les parties faibles de la citadelle.

Quand il s'agit de déterminer l'endroit de l'attaque, le génie et l'artillerie furent d'avis différent : le génie voulait attaquer sur le front qui est attenant à la ville, vis-à-vis la porte d'Alexandrie, et l'artillerie sur celui qui joint la ville par le dehors. M. de Maillebois les mit d'accord en formant en même temps les deux attaques.

Dans la nuit du 29 au 30, la tranchée fut ouverte ; elle s'étendait, depuis la droite de la porte d'Alexandrie, à plus de 480 mètres sur la hauteur. Le 30, elle fut perfectionnée. A l'autre attaque, il n'y eut que des batteries. Le 3 février, nous étions en état de tirer. Le feu des assiégés commença bientôt à se ralentir, et notre canon à faire brèche aux faces des bastions et à ruiner tous ces ouvrages; mais il neigeait avec une telle abondance, que nos canonniers ne pouvaient rien découvrir, et la tranchée, remplie de boue, devint impraticable. Le 4, avec le jour, le feu des batteries de canons fut aussi serré qu'un feu de mousqueterie. L'agrandissement de la brèche faisait espérer qu'on pourrait donner bientôt l'assaut. Mais le 5, dans l'après-midi, le gouverneur demandait à capituler. Il obtint les honneurs de la guerre, quatre pièces de canon, quatre chariots, et la liberté de la garnison de Serravalla, faite prisonnière un mois auparavant. La garnison de Tortone partit le 9 pour Mantoue. D'après une lettre du maréchal de Villars, le gouverneur accepta du roi de Sardaigne une bague de prix que lui remit un officier français. Le duc de la Trémoille (1) fut chargé de

(1) La Trémoille (Charles-Armand-René, duc de), né à Paris le 14 janvier 1708; en 1728, colonel du régiment de son nom ; 24 septembre, colonel de Champagne, ce régiment si renommé par sa bravoure, le seul qui eût le privilège de monter à l'assaut tambour battant ; en 1733, prit part à la prise de Pavie (4 novembre), au siège de Gherra-d'Adda (9 décembre), à celui de Milan, qui se rend le 30. « Le « siege a fait honneur au duc de la Trémoille ; à son jour de tranchée, il reçoit un « coup de fusil dans son chapeau et un autre qui lui enlève les boutons de son ha- « bit et sa chemise sur le ventre. C'est toujours une preuve qu'il s'est présenté de « bonne grâce au feu...... Le soir, il était au bal de Milan avec son chapeau « percé du coup de fusil; avec un nom comme le sien, il est difficile de ne pas payer « de sa personne. »

« Le château de la ville de Tortone s'est rendu le 5 février ; il est arrivé le 11 au soir à Paris, en portant la nouvelle. Le 12, à l'audience du roi, il se présentait avec le même chapeau percé devant Milan. Cette crânerie nous plaît. » (Barbier, t. II.)

Son séjour à Versailles ne fut pas de longue durée ; le 4 juin, il recevait une contusion à Colorno ; le 29, à Pavie, il était renversé de son cheval. Brigadier le 18 octobre 1734 ; se maria le 6 février 1737, eut un fils, Jean Bretagne, continuant la descendance masculine de la branche aînée, dont descend le duc actuel de la Trémoille, son petit-fils. Membre de l'Académie le 31 janvier 1738, il s'en montra digne par son goût des lettres, les preuves d'esprit qu'il donna, l'élégance noble avec laquelle il parlait sa langue. Il mourut le 23 mai 1741.

porter à Versailles la nouvelle de la prise de Tortone et des troupes assiégeantes dirigées vers leurs quartiers d'hiver dans le Milanais et le Pavesan, sauf 6 B. laissés à la garde du Tortonois. M. de Maillebois établit son quartier à Castelnovo.

La prise de Tortone terminait les opérations que l'on avait jugées indispensables pour faciliter les commencements de la campagne suivante. La Lombardie conquise; les alliés se trouvaient maîtres d'un pays considérable, depuis Borgoforte et la rivière de l'Oglio jusqu'à la Sesia. Il y eut quinze places ou châteaux forts pris ou abandonnés, si bien munis qu'un seul leur laissa autant de poudre qu'il en coûta pour les prendre tous.

Ces places furent rendues nommément au roi de Sardaigne, qui y mit des gouverneurs sardes, et prit le titre de duc de Milan.

Dans cette rapide conquête, les alliés eurent le tort de ne pas profiter de la surprise de l'Empereur et de la faiblesse des Impériaux pour assiéger Mantoue. Cette place aurait été prise d'emblée, parce que les marais qui la couvrent étaient presque à sec, et la garnison peu nombreuse et démoralisée. Ce fut une faute irréparable. On aurait dû faire prisonnières de guerre les garnisons de Milan, de Novare et de Tortone, et empêcher les Vénitiens de favoriser, comme ils le firent, le passage des troupes impériales en Italie. Le maréchal de Villars avait bien compris la question militaire; mais la politique contraria ses vues : Turin ne songeait qu'à s'assurer le Milanais.

A la fin de janvier, pendant le siège de Tortone, l'ennemi commençait à faire quelques mouvements de l'autre côté de l'Oglio.

M. de Broglie au ministre de la guerre.

« Casal-Maggiore, le 2 février.

« M. le maréchal de Villars est arrivé ici hier, après midi, venant de Parme, avec une grande suite.

« Don Carlos, qui devait partir le même jour pour aller à sa conquête de Naples, en a été empêché par un accès de fièvre qu'il a eu pendant la nuit; mais il doit partir ce matin.

« Il y a quelques jours que M. le prince de Wurtemberg sortit de Mantoue avec environ 4,000 hommes, tant d'infanterie que de cavalerie ou dragons, du canon et des pontons, dans le dessein, autant que j'en puis juger, de rompre notre pont de Guazzolo sur l'Oglio. Il arriva la nuit à Marcaria et au gué de San-Michele, fit passer dans ses bateaux environ 200 hommes en deçà de l'Oglio; mais M. de Rattsky, ayant été averti de sa marche, fit tirer deux coups de canon, qui est le signal que j'avais ordonné, pour avertir toutes les troupes qui sont sur l'Oglio de prendre les armes, et Bozzolo ayant répondu à ce signal par deux autres coups de canon, je crois que c'est ce qui a déterminé le prince de Wurtemberg à se retirer à Campitello, où il est resté encore 24 heures; après quoi il est rentré dans Mantoue. »....... (D. G., vol. 2752.)

Cette tentative du prince de Wurtemberg engagea le maréchal à renforcer les postes occupés par M. de Valence; il fit passer 2 B. à Guastalla et à Brescello; et, le 3, il détachait 2,000 hommes de la garnison de Crémone à Bozzolo. M. de Villars voulait mettre sur-le-champ les troupes en marche vers le Mincio. Sur les représentations de MM. de Broglie et de Pezé, le mouvement fut ajourné.

Le maréchal de Villars au ministre de la guerre.

« 4 février.

« J'étais bien résolu avant-hier de ne pas quitter l'Oglio sans le passer, et marcher à mon cher Mincio, l'objet de mes désirs; mais M. de Broglie et M. de Pezé me dirent de si bonnes raisons pour donner du repos aux troupes, que je me suis rendu; il aurait fallu marcher par la quantité prodigieuse de neige qui est tombée toute la journée d'hier et la nuit.

« Mais ce qui, en vérité, me met dans une véritable colère, c'est le pont que je veux faire sur le Pô. Souvenez-vous, monsieur, du temps que je l'ai demandé et de celui que le roi me l'a ordonné. Je n'ai pu encore obtenir les ancres qui sont à Turin; le roi de Sardaigne l'a commandé; ses intendants ne veulent

pas; lui-même ne le voulait pas dans le commencement. Les gens ont refusé de le payer : j'ai fini par dire que je payerai tout moi-même...

« Ce général espagnol qui me dit être à mes ordres, qui aurait pris Piombino et Porto-Ercole il y a un mois ! je fais 60 lieues pour avoir une conférence avec lui; il quitte Parme la veille du jour que j'y arrive !

« Je suis outré pour le service du roi; mais je dirais encore plus pour ma gloire, si elle n'était inséparable de son service... Pour le pont, j'ai prié M. de Broglie d'en venir à bout à quelque prix que ce soit. » (D. G., vol. 2752.)

Après avoir pris les dispositions nécessaires pour la construction du pont sur le Pô et pour le soutien des postes occupés par M. de Valence, le maréchal continua sa route vers Milan, où il arriva le 5 février, le jour même où le château de Tortone capitulait. Si cette nouvelle lui fut agréable, les avis qu'il recevait de tous côtés sur l'arrivée des Impériaux en Italie lui donnèrent le regret de n'avoir pas exécuté son mouvement sur le Mincio. Il apprenait qu'une tête de colonne arrivait à Trente, et, d'après des informations venues d'Allemagne, Versailles annonçait que ces troupes étaient suivies par une armée d'environ 60,000 hommes, aux ordres du maréchal de Mercy. L'inaction des troupes franco-sardes pouvait compromettre le succès de la campagne. Le général en chef conçut le projet de se porter au milieu du Mantouan, et, selon les forces des ennemis, de chercher à les combattre ou de leur rendre l'attaque dangereuse en occupant de bonnes positions. Mais l'exécution de ce plan semblait impossible avant le mois de mars.

Pendant qu'il méditait ces combinaisons stratégiques, le maréchal fut informé, le 11 au soir, que les troupes espagnoles, non seulement celles qui occupaient Parme et Plaisance, mais encore les détachements de Revere et de la Mirandola, avaient reçu de M. de Montemar l'ordre de rejoindre le corps destiné à l'expédition du royaume de Naples. Il écrivait à Louis XV le lendemain

« Milan, le 12 février.

« Ce que V. M. apprendra par la copie des lettres ci-jointes lui paraîtra bien surprenant. Pour moi, j'avoue que je ne m'attendais jamais à voir l'Espagne abandonner les postes qu'elle occupait sur le Pô, et pour ainsi dire Parme et Plaisance, sans aucun concert avec le général des armées de V. M., sur lequel LL. MM. CC. peuvent absolument compter, après ce qu'il doit à son roi, à son maître, à lui-même.

« M. de Pezé m'avait dit, il y a deux jours, avoir appris que l'on démeublait les palais de Parme et de Plaisance, au moins des choses les plus précieuses. Ni lui ni moi n'avions pu ajouter foi à de tels avis, bien qu'ils fussent donnés par des personnes sages.

« J'ai ordonné à M. de Broglie d'occuper les postes quittés par les Espagnols et de presser la construction du pont. Il est de l'intérêt de V. M. et de la gloire de ses armes de tenir toujours le Pô.

« J'ai l'honneur d'informer le roi de Sardaigne du mouvement des Espagnols, et je reçois dans ce moment une lettre dont il m'honore, par laquelle, avec beaucoup de bonté, il me presse de me rendre à Turin. » (D. G., vol. 2752.)

Une conduite aussi extraordinaire devait naturellement inspirer au commandant français des doutes sur la fidélité des Espagnols. Il se plaignit à l'infant. Ce prince obéissait aux volontés de la reine, et le maréchal avait ordre d'éviter toute démarche capable de donner ombrage à cette princesse. Il importait en même temps de ne pas laisser croire au roi de Sardaigne que Versailles était d'accord avec Madrid, et à l'Europe qu'il y avait dissentiment entre les deux branches de la maison de Bourbon et entente entre Philippe V et Charles VI. Le côté le plus grave était la question militaire.

Les motifs qui avaient engagé le maréchal à faire occuper la rive droite du Pô restaient trop importants pour qu'il renonçât aux avantages qu'il devait en retirer. M. de Broglie reçut ordre de remplacer aussitôt les troupes espagnoles qui se retiraient. M. de Valence, ayant rassemblé ses troupes à Guastalla, occupe, le 15, Revere et Mirandola, après avoir été renforcé par un bataillon et

un régiment de dragons, tirés du bas Oglio. Le 16, un pont fut jeté à Casal-Maggiore sur le Pô. M. de Broglie visite lui-même le pays à la droite de ce fleuve, établissant, dans l'étendue de vingt lieues qu'il avait à tenir, différents postes pour garder son front et s'assurer des passages sur la Secchia et la Parmeggiana, si la retraite devenait nécessaire.

Répondant au désir exprimé par le roi de Sardaigne, M. de Villars se rendit à Turin le 17, afin de concerter avec Charles-Emmanuel l'exécution de son projet sur le Mincio et de se mettre en état de faire le mouvement avant l'arrivée des Impériaux. Le maréchal espérait tomber sur quelques corps venant par le Tyrol et la Carinthie. C'était un des avantages qu'il comptait tirer de son opération, de même que la prise de Governolo, déjà occupé par 1,000 Autrichiens. S'il rencontrait trop d'obstacles sur le Mincio, il se mettrait du moins à portée de consommer, pendant le mois de mars, les fourrages du pays vénitien, ce qui affamerait les Impériaux et soulagerait le Milanais.

Tous les régiments eurent ordre d'envoyer des officiers à Pavie chercher des soldats de milice arrivés pour recruter les corps. Il arrivait également 6 bataillons de milice destinés à la garde des places conquises, afin que les troupes réglées pussent tenir la campagne.

Dans les derniers jours de février, le maréchal reçut une lettre de Versailles. « Le roi répond à la lettre de M. de Villars en date du 12 février. Il n'approuve pas la manière dont les Espagnols ont quitté leurs postes sur le Pô. Il a envoyé un courrier à Madrid pour informer de l'irrégularité de la conduite de M. Montemar et demander, avec instance, que les troupes qu'on doit embarquer de nouveau soient destinées pour le Parmesan.

« Ce procédé des Espagnols ne doit pas apporter beaucoup de dérangement aux dispositions de l'armée française, attendu que les 2,000 Espagnols qui étaient sur le Pô ne suffisaient pas pour empêcher les ennemis de s'ouvrir un passage.

« Le roi a de très bonnes raisons pour être persuadé que le roi d'Espagne ne songe point à se séparer de son alliance; c'est uniquement la conquête de Naples qui a tenté la cour de Madrid, et si, en cette occasion, elle agit contre ses intérêts, c'est l'effet de ses mauvais généraux. » (D. G., vol. 2752.)

Le roi de Sardaigne fut ou parut convaincu que la seule manière de couvrir un pays conquis est de conquérir encore plus loin. Il montra d'abord autant d'empressement à contribuer au succès de l'opération projetée que le maréchal avait d'impatience à l'exécuter. Après avoir réglé tous les détails, M. de Villars retourna le 1er mars à Milan. Il apprit dans cette ville par M. de Broglie les approvisionnements de l'ennemi à Goïto, et l'arrivée à Roveredo d'environ 8,000 hommes avec le général de Mercy. Les troupes venant d'Allemagne consistaient en 62 B. et 72 E. Il y avait déjà dans le Mantouan 21 B. et 12 E.

Le premier objectif du maréchal était Goïto. Il comptait s'avancer ensuite, du côté de Villafranca et de l'Adige, à la rencontre des corps ennemis. Il était probable que les Impériaux, ayant à Goïto un grand dépôt de subsistances, chercheraient à le soutenir. Les informations reçues le 4 mars annonçaient que déjà 25,000 hommes se rassemblaient dans les environs de Mantoue, et que 12,000 devaient les renforcer avant la fin du mois. L'occupation d'Ostiglia par un gros détachement ne laissa plus de doute sur leur force. M. de Broglie songeait à abandonner Revere et San-Benedetto. M. de Villars n'était pas fâché de voir les Impériaux porter leur attention de ce côté, tandis que l'armée franco-sarde allait exécuter son mouvement sur Goïto. M. de Broglie eut ordre de renforcer les postes qu'il voulait retirer; ce qui fut exécuté sur-le-champ par l'envoi de 2 régiments de dragons et d'un B. à la droite du Pô, à Revere, Quistello et Gualtieri.

Le maréchal était impatient de marcher, malgré les difficultés qu'il éprouvait du côté des fourrages, et malgré le retard de l'artillerie promise par le roi de Sardaigne; il regardait cette opération comme une course de huit jours, pendant lesquels il établirait son infanterie sur le Mincio, intimiderait Mantoue par quelques bombes et quelques boulets rouges, et enverrait ensuite sa cavalerie sur la droite du Pô, pour vivre dans le Modénois et le Ferrarois.

Les troupes commencèrent à se mouvoir le 5, afin d'être réunies le 14 sur l'Oglio en quatre corps de 47 B. et 40 E., avec toute l'artillerie de campagne. Celles qui n'étaient pas destinées à l'opération se mirent également en route le 5, pour se porter entre l'Oglio et l'Adda; mais bientôt ces dispositions devinrent inutiles. Le 6, le maréchal reçut une lettre dans laquelle Charles-Emmanuel

lui représentait les difficultés de l'entreprise et témoignait le désir de voir ajourner le mouvement. Ce n'était point un ordre; mais M. de Villars, peiné de ce changement inattendu, arrêta la marche des troupes. Pour détruire en quelque sorte le mauvais effet qu'allait produire ce contre-ordre inexplicable, il laissa pourtant avancer l'infanterie sur l'Oglio, qu'il ne trouvait pas assez garni, et fit passer 12 E. sur la droite du Pô, à Bondanello, Correggio, Carpi et Concordia, autant pour renforcer les troupes qui s'y trouvaient déjà que pour faire vivre plus facilement les chevaux.

Le 9, il écrivait au roi de France :

« Le roi de Sardaigne m'a écrit de suspendre le mouvement que je devais faire vers le Mincio pour m'emparer de Goïto, sous prétexte qu'il y aurait trop de difficultés. Les avis se confirment que le prince Eugène ne sortira pas de Vienne. Si cela est, l'Empereur n'aura d'autre parti à prendre que de jeter en Italie toutes ses forces. Le pays que je dois garder est trop étendu; mais je ne séparerai pas mes forces; il pourrait bien se faire que, si je trouve une occasion de livrer bataille, le roi de Sardaigne s'y opposera; car j'ai déjà entendu dire, par un des généraux qui ont la confiance du roi, qu'on fera une guerre de pelles et de pioches. Cette manière de combattre n'est pas celle qui me plaît; elle m'est en grande aversion. » (D. G., vol. 2753.)

Le 12, au ministre de la guerre :

« Vous avez vu, monsieur, que le roi de Sardaigne n'a pas voulu suivre ce que j'avais concerté à Turin, et je vous supplie de croire que lui ni ses généraux ne songent point du tout à rosser, même pour la première fois, le général Mercy; je l'aurais certainement embarrassé.

« Le 14, je comptais passer le Mincio : ce jour-là, ou il me le disputait, auquel cas, étant bien supérieur, je l'aurais, je crois bien, battu; ou il se jetait dans Mantoue avec toutes ses troupes, et j'aurais tâché de le brûler avec des boulets rouges...

« Le roi de Sardaigne devait se rendre en poste jour et nuit sur le Mincio; cela était résolu avec lui à Turin : au lieu de cela, ses généraux me parlent de pioches et de pelles. Le général des pioches et des pelles s'en va (1); mais ce qui me déplaît, mon chien

(1) Le lieutenant général d'Asfeld était appelé à l'armée du Rhin.

de rhume ne s'en va pas. J'avais été une nuit sans opium, et j'espérais n'en reprendre de longtemps : il a fallu cette nuit à 3 heures en faire usage.

« Je vous déclare que si vous ne l'aviez pas pris sur un ton tragique, je voulais après Milan regagner la France. » (D. G., vol. 2753.)

Par suite de la suspension du mouvement vers le Mincio, voici au 12 mars la position générale des troupes dans leurs quartiers :

Troupes aux environs de Milan : 5 B. et 8 E., au château de Milan, les Gardes et Orléans (2 B. chacun); à la poste Romaine, Montrevel (2 E.); aux portes Tecinèse et Verceline, Toulouse (3 B.); à Landriano et Vidizulfo, la Sarre (1 B.); à Bustoarsizio, Sajuano, Olgiate et Olona, cuirassiers (3 E.).

Dans le Novarrais : 2 B. et 7 E., à Novare, Montferrat (2 B.); à Cerano, Trecate et Pagliate, du Chayla (3 B.); à Palestro, Borgovercelli, Confianza et Tirrazo, Royal-Piémont (4 B.).

Dans le Tortonais : 4 B., dont 2 (Quercy, Saluces) à Tortone, et 2 (Dauphin) à Voghera.

Dans le Pavesan : 6 B. (la Ferté-Imbault, 2; Savoie, 2; Rietmann, 2) et 6 E. (Randara, 2; Genevois-dragons, 4) à Pavie.

Dans le Vigevanesque : 4 E. de Piémont-dragons, à Vigevano.

Dans le Lodézan : à Lodi, Champagne (3 B.), Piémont (2 B.), Royal-Savoie (4 E.), Royal-Piémont (3 E.); à Limaza, Borghetto et Brembio; du Châtelet (2 E.), à Codagne, Casalpus, Terlenzo et Casani.

A Navero et aux environs : 8 E., dont 2 (Nassé) à Melzo, 3 (Epinay) à Cassano, Gorgonzola et Inzago, 3 (Dauphin-dragons) à Monza.

A Côme et aux environs : 4 B. (le Roi), 2 à Côme, 1 à Sarrono, 1 à Lecco et Olzimate.

Dans le Crémonais : 9 B. et 6 E., à Crémone, Picardie (3 B.), Royal-Artillerie (1 B.), Rebinder (1 B.), Cossé (2 E.), Dragons du Roi (4 E.); Pizzighettone, Fusiliers (2 B.), Tessé (1 B.), Saluces (1 B.).

A Casal-Maggiore et aux environs : 13 B. et 28 E., à Casal-Maggiore, Mauconseil et Luxembourg (1 B. chacun), la Mothe (2 E.); à Brescello et Guallieri, Saint-Simon (1 B.); à Martignana, Médoc (1 B.); à Rivarolo-Dantro et Cividale, Flandres (1 B.); à Bel-

forte, Bourbon (1 B.); à Guastalla, San-Benedetto, etc., Maine (2 B.), la Reine-dragons (3 E.); à Rivarolo, Béarn (1 B.); à Comessaggio, Bourbon (1 B.); Orléans, Armenonville, Dauphin, Nicolay (de 3 E. chacun) destinés à passer le Pô ; à Gazzuolo 1 E. de Rattsky-hussards; à Viadana, les brigades de Parabère et de la Marck (de 2 E. chacune); à Pomponesco, la brigade de Valcourt (2 E.) et à Dossolo celle de Pardaillan (2 E.); à San-Matteo, Foix (1 B.); à Sabbionetta, Condé (1 B.); à San-Martino et Bazzolo, Bassigny (1 B.) et Chepy (2 E.).

A Soncino et aux environs : 12 B. et 5 E., à Pescarolo, Forest (1 B.), Louvigny (1 B.), Souvré (2 B.), Nivernais (1 B.), Royal-Roussillon (1 B.); à Calvatone, San-Paolo, Piadena et Rizzana, Anjou (2 B.); à Scandolora et Vescovato, Auvergne (2 B.); à Ostiano, la Reine (2 B.); à Caravaggio, Calvenzano et Marzano, Rosen (3 E.); à Treviglio et Rivalta, la Ferronnays (2 B.).

A Alexandrie : Rebinder (1 B.), Schulembourg (1 B.), Desportes (2 B.).

A Valenza : Schulembourg (1 B.) (1).

Après le siège de Milan, le maréchal avait eu l'intention de rentrer en France. Le ministre de la guerre et le roi l'en avaient dissuadé. Le regret d'une belle occasion perdue, la crainte de voir à l'avenir le roi de Sardaigne peu disposé à reprendre l'offensive, la certitude que l'infant ne lui renverrait point sur le Pô les troupes plusieurs fois demandées, amenèrent chez le vieux guerrier le découragement et le dégoût. Il songeait à regagner la France, lorsqu'il reçut, le 13, une lettre par laquelle Charles-Emmanuel annonçait la résolution de s'en remettre à son expérience pour l'exécution du projet abandonné, et de le seconder dans son entreprise. Ce retour de confiance du roi de Sardaigne ranima chez le maréchal le désir de marcher à l'ennemi, non plus sur Goïto, mais sur le Seraglio, qui lui paraissait mieux répondre aux exigences militaires de la situation. Il comptait, après avoir brûlé Mantoue et ses munitions, ou après avoir forcé les Impériaux de s'y assembler pour les consommer, s'emparer de Governolo et Borgoforte pour tenir le Mincio et la Secchia. Les mesures furent immédiatement prises et les dispositions réglées de manière à

(1) D. G., vol 2753.

commencer le mouvement le 24. L'artillerie piémontaise devait être rendue à Crémone le 22. Mais à peine les ordres avaient-ils été expédiés, que M. de Beuil arrivait à Milan, le 16, pour dire à M. de Villars que le roi de Sardaigne ne ferait point marcher son artillerie et déconseillait le bombardement de Mantoue. Les soupçons qu'inspirait au maréchal l'attitude équivoque de Charles-Emmanuel se trouvaient confirmés. Le mouvement préparé fut contremandé. Seulement 11 E. passèrent de l'Oglio à la rive droite du Pô, et 5 B. du bas Oglio se portèrent sur le haut de cette rivière, M. de Coigny désigné le 17 pour prendre le commandement dans cette partie.

M. de Villars aurait sans doute évité ces désagréments, s'il eût été instruit plus tôt de ce que pensait Versailles sur son plan du Mincio et sur ses projets d'offensive. Pendant son séjour à Turin, vers la fin de février, exposant au gouvernement combien il lui serait difficile, avec 60 B., de s'opposer aux Impériaux depuis l'Adriatique jusqu'à Guastalla et de cette ville jusqu'aux montagnes, il avait demandé le retour de 12,000 Espagnols sur le Pô ou l'envoi de nouvelles troupes de France. Il avait en même temps prié le roi de lui faire connaître ce qu'il importait le plus de défendre, le Pô ou le Milanais, en faisant observer que ce dernier pays semblait exiger la préférence, parce que si les Impériaux le voyaient allongé vers le Ferrarois, ils pourraient, par une marche dérobée, arriver sur l'Oglio et bientôt après sur l'Adda. Le roi lui avait répondu le 5 mars :

Le roi au maréchal de Villars.

« 5 mars 1734.

« Je réponds en même temps à vos lettres des 20, 23, 24 et 26 du mois passé. Vous m'avez fait plaisir de me rendre compte de la conversation que vous avez eue avec M. le marquis de Beuil sur les projets du prince Eugène, qui se proposait d'attaquer mon royaume par la frontière de Luxembourg et de la Moselle, portant l'armée de l'Empereur entre Stenay et Mouson; c'est ce que j'ai peine à comprendre, car alors mon armée pourrait prendre des postes entre la sienne et son pays et lui en ôter la communication.

« J'ai lieu de croire, comme on vous l'a dit, que le prince Eugène viendra commander l'armée de l'Empereur de ces côtés-là; quelques forces qu'il puisse avoir, je doute qu'elles soient égales aux miennes, puisque j'aurai à lui opposer 100,000 hommes, qui commenceront à s'assembler dans les premiers jours du mois prochain.

« Je ne suis point surpris que vous vous occupiez d'une frontière où vous avez si bien servi le roi mon bisaïeul; j'attends à présent les mêmes services de votre part en Italie. C'est beaucoup d'avoir conquis le Milanais en moins de deux mois; il s'agit aujourd'hui de le conserver, devant un ennemi qui aura une armée considérable, et c'est ce qui vous présente autant de gloire à acquérir que vous pourriez faire en tout autre endroit.

« Je vois que vous songez à vous approcher du Mincio et que vous avez deux objets : l'un d'ôter les subsistances du pays, l'autre de tâcher de tomber sur quelques quartiers des ennemis. Le premier ne me paraît pas bien important, puisqu'il doit rester peu de fourrages dans les environs de Mantoue, et que vous n'êtes pas sûr de pouvoir y rester jusqu'à l'herbe nouvelle. Le second donnerait beaucoup de réputation aux armes que vous commandez; mais j'ai peine à croire que les ennemis, qui seront alertes et vraisemblablement avertis de vos mouvements, n'usent pas des précautions convenables pour se mettre en sûreté. Je songe d'ailleurs qu'une course, sans avoir en vue un établissement, peut fatiguer les troupes sans procurer aucune utilité; aussi cela serait bien différent si vous pouviez parvenir à vous rendre maître de Borgoforte, de Governolo et Ostiglia : vous retireriez alors ce que vous avez à la Mirandola, Guastalla et autres postes sur la même ligne; ils se trouveraient dans vos derrières et vous en renforceriez votre corps principal. Il n'y aurait d'ailleurs rien à craindre par le Crémonois parce que l'ennemi n'oserait s'éloigner de Mantoue, dans la juste crainte que vous ne lui en ôtiez la communication; vous seriez en même temps sûr de vos subsistances par la navigation du Pô. C'est à vous, en qui je me confie totalement, à juger de la possibilité et de la convenance de ces projets, et je ne vous prescris sur l'exécution que ce qu'il vous paraîtra convenable et possible.

« Vous me parlez de la facilité que vous auriez à donner une bataille, si elle vous paraissait nécessaire. Je suis bien éloigné de

penser avec timidité, et je viens d'avoir des preuves trop récentes de la valeur de mes troupes, et je connais trop le courage et la sagesse du général qui les commande, pour douter que, même à forces égales, la supériorité ne fût de mon côté; mais, après tout, je ne puis m'empêcher de songer aux suites d'un pareil événement : s'il était heureux, j'ai peine à croire que la défaite des ennemis pût être assez entière pour qu'il ne leur fût pas libre de se rassembler sous Mantoue, ce qui rendrait la seule conquête que nous avons à faire impraticable.

« Vous savez que les armes sont journalières; si l'avantage restait aux ennemis, il serait à craindre qu'ils ne parvinssent, dès cette campagne, à enlever le Crémonois, sans compter que, le Pô leur devenant libre, tout le Modenois et le Parmesan seraient à leur discrétion. Ce sont des pays abondants, où ils trouveraient une grande subsistance pendant l'hiver, et ils approvisionneraient Parme et Plaisance, qui leur donneraient la facilité d'ouvrir la campagne prochaine dans des pays trop voisins du Tortonois et même du Piémont; la navigation du Pô nous serait en même temps interdite et nous serions obligés de consommer le Milanais, pendant qu'ils jouiront d'un grand pays sans pouvoir être troublés. Ce sont ces réflexions qui font publier que M. le comte de Mercy cherchera à en venir à une action générale; vous devez par conséquent ne vous y livrer que bien à propos et lorsque vous aurez de votre côté l'avantage du poste et du nombre des troupes, ou dans le cas que les affaires seraient venues à un point que vous ne pourriez l'éviter; c'est ce que j'abandonne à votre prudence.

« Le roi de Sardaigne ne m'a point demandé d'augmentation de troupes. Vous me parlez des régiments de la Couronne et des Vaisseaux : l'un est actuellement à Toul, et l'autre est en marche pour se rendre sur le Rhin. Je pourrais vous envoyer 6 B. de milice, qui arriveraient dans le mois de mai; mais il faut, avant toute chose, que le roi de Sardaigne les demande, et que vous me fassiez connaître que cette augmentation vous est nécessaire.

« J'ai donné ordre qu'on vous expliquât les motifs qui font que je ne juge pas à propos de faire passer au roi d'Espagne la dernière lettre que vous lui écriviez; celle pour le comte de Rottembourg lui sera envoyée.

« Je ne suis point surpris que les officiers de l'armée espagnole

n'approuvent pas l'abandon du Pô et la marche au royaume de Naples ; mais vous devez garder là-dessus un parfait silence et continuer à laisser croire au public que vous n'êtes pas d'opinion contraire à ce qui se passe à cet égard.

« Vous comprendrez par là que toutes les représentations que vous pourriez faire là-dessus à l'infant seraient d'autant plus inutiles qu'il est obligé de déférer aux ordres qui lui viennent de la cour de Madrid. Il suffit des lettres que vous avez écrites à ce prince et au secrétaire d'État qui est auprès de lui; les réponses que vous avez reçues sont telles qu'elles pouvaient être...

« Je suis bien aise que vous soyez content de ce que j'ai fait pour votre fils.

« Je ne douterai jamais de vos intentions; ainsi, quoique les lettres que vous avez écrites au roi d'Espagne n'aient pas produit un bon effet, je ne vous en impute rien ; je m'en tiens seulement à vous recommander d'avoir une grande attention, lorsque vous écrirez dans ce pays-là, à marquer qu'un de vos principaux objets est de travailler à procurer des avantages à l'infant, et qu'en cela vous vous conformez aux ordres que je vous ai donnés. » (D. G., vol. 2752.)

Cette lettre ne fut remise au maréchal que le 16 mars. Le roi paraissait douter du succès de la marche vers le Mincio, et craignait même qu'un échec ne compromît son armée et le Milanais.

Voyant la défiance de son souverain, blessé dans son amour-propre, le vieux guerrier se livra dès lors entièrement à l'amertume que lui inspirait déjà la conduite du roi de Sardaigne. En vain M. de Beuil revint à Milan pour atténuer l'effet de l'opposition de Charles-Emmanuel et proposer la reprise du mouvement interrompu. M. de Villars jugea que changer trois fois de résolution en deux jours, c'était marquer trop de légèreté. Malgré l'avis de M. de Pezé, qui voulait profiter de la faiblesse des ennemis dans la Fossa-Maëstra pour porter la plus grande partie de notre infanterie sur Mantoue par le Seraglio, le maréchal déclara qu'il ne prendrait aucune disposition avant d'avoir conféré avec Charles-Emmanuel, dont M. de Beuil annonçait la prochaine arrivée à Milan. Le chagrin, peut-être aussi les infirmités et l'âge, le déterminèrent à demander son retour en France. Les lettres qu'il recevait de Versailles ne pouvaient guère ébranler sa résolution.

Le roi au maréchal de Villars.

« Versailles, le 14 mars 1734.

« Mon cousin,

« Vous avez raison d'être dans la surprise de l'effet qu'on prétend avoir été produit à la cour de Madrid par la lettre que vous avez écrite à la reine d'Espagne, le 3 décembre dernier... Je vous disais de plus qu'il est évident que, si ce que vous avez marqué avait été pris dans son véritable sens, on aurait dû vous savoir gré des sentiments que vous témoignez pour l'infant, et non en faire un motif pour prendre des résolutions qui peuvent être très contraires à l'accomplissement de leurs propres desseins. Je vous ajouterai, pour votre propre satisfaction, que, par les dernières nouvelles qui me sont venues, la reine d'Espagne me paraît avoir repris sa première façon de penser à votre égard.

« J'ai lieu aussi de croire que l'on commence, à Madrid, à s'apercevoir que les États de Parme et de Plaisance seraient exposés, si l'on n'y envoyait incessamment des troupes. J'espère que les 16 B. et les 20 E. qu'on est sur le point d'embarquer en Catalogne iront descendre à Livourne, pour de là s'avancer sur le Pô ; j'ai été même prévenu que les 20 E. passeront par mon royaume, ce qui ne devrait pas rendre leur destination incertaine. Je vous recommande sur toute chose de tâcher de paraître content des Espagnols, de ne rien oublier de ce qui sera possible pour préserver les États de l'infant de toute invasion; c'est en effet tout ce que je vous recommande.

« Vous pouvez juger par là que j'approuve fort que vous ayez chargé le comte de Broglie d'occuper de nouveau Revere, Sabbionnetta, la Mirandola et autres postes; vous avez très habilement profité de la négligence des généraux de l'Empereur, qui pouvaient vous prévenir.

« Je viens de faire donner ordre de marcher en Dauphiné quelques bataillons de milice, afin que, si vous en aviez un besoin pressant, ils puissent passer les Alpes; mais je vous avertis que vous ne pourrez les avoir que dans le courant de mai...

« Vous me marquez à la fin de votre lettre que vous allez vous

ébranler pour attaquer Goïto, quoiqu'on vous ait assuré qu'il n'y avait aucun fourrage entre l'Oglio et le Mincio. Je veux croire qu'à force de précautions et des secours que vous pourrez peut-être en tirer du pays des Vénitiens, vous parviendrez à trouver de quoi faire vivre mes troupes dans leur passage ; mais après avoir pris ce poste, comment le soutiendrez-vous, si les subsistances vous manquent? Il paraît même bien difficile que vous puissiez en même temps conserver Goïto et les postes sur le Pô, qui en sont éloignés de sept à huit lieues. Ne craignez-vous point de vous affaiblir en vous étendant? Il me paraît plus sûr de vous en tenir à garder le Pô, tâchant, s'il est possible, de vous rendre maître de Borgoforte, de Governolo et d'Ostiglia. Il me semble que les ennemis hasarderaient beaucoup, si, vous laissant dans cette position, ils s'avançaient sur l'Oglio. Je conçois bien qu'étant déjà au nombre de 15 à 20,000 hommes dans le Seraglio, ils pourront défendre en force les postes de Borgoforte et d'Ostiglia ; mais la même difficulté se rencontrerait à Goïto. Je sais même que, pendant la dernière guerre, lorsque le maréchal de Tessé fut bloqué dans Mantoue pendant six mois, il conserva toujours Goïto. Je crois apercevoir que votre idée, en marchant à ce poste, est de vous avancer ensuite du côté de Villafranca et de l'Adige pour tâcher de tomber sur quelques corps ennemis au débouché des montagnes ; cette manœuvre aurait un succès plus sûr, si les ennemis n'étaient pas déjà nombreux dans le Seraglio. Les nouvelles troupes qui attendent, sachant votre position pourront, longer l'Adige et passer cette rivière vers Carpi ou Legnago.

« Je suppose qu'il n'est pas à présent praticable que vous passiez avec l'armée dans le Véronois pour les joindre, parce que les troupes qui sont autour de Mantoue seraient suffisantes pour vous enlever les postes du Pô, qui ne seraient alors que très médiocrement gardés. Après vous avoir fait mes observations, je ne puis vous dire autre chose, si ce n'est que je m'en remets totalement à votre prudence. Je dois cependant vous déclarer que, par rapport à l'Espagne, j'aimerai toujours mieux qu'à choses égales, vous donniez la préférence au Pô. » (D. G., vol. 2753.)

Le roi au maréchal de Villars.

« 18 mars.

« Je réponds à votre dépêche du 9 de ce mois. Comme le projet que vous avez formé de vous avancer sur le Mincio avec un gros corps de troupes a pu sans inconvénient être remis de quelques jours, je ne puis qu'approuver la déférence que vous avez eu d'attendre l'arrivée du roi de Sardaigne à Milan pour prendre votre dernière résolution sur ce qu'il y avait à faire. Vous avez bien fait, en attendant, de jeter de la cavalerie au delà du Pô dans le Modénois et de renforcer par de l'infanterie les postes de l'Oglio. Le roi de Sardaigne ne pouvait faire mieux pour vous marquer la juste considération qu'il a pour vous que de vous envoyer d'abord, comme il a fait, un de ses principaux ministres et de se rendre ensuite lui-même à Milan.

« Vous pensez avec raison qu'il serait fort avantageux d'obliger le comte de Mercy à en venir à une action pendant qu'il n'a encore que le tiers de ses troupes, ou de le forcer à se renfermer dans Mantoue et d'y consommer tout ce qu'il peut y avoir amassé de provisions, même de brûler ses fourrages avec des boulets rouges, si vous pouviez approcher assez près de la place. Il ne s'agit que de savoir s'il y aurait assez de subsistances dans le pays pour nourrir les chevaux de l'armée; c'est uniquement ce qui paraît avoir fait l'incertitude du roi de Sardaigne, et je ne vous dissimulerai pas que j'ai trouvé dans vos lettres précédentes des choses qui me causent le même doute.

« Les nouvelles de Vienne portent toujours que le prince Eugène viendra commander l'armée de l'Empereur sur le Rhin. Je crois m'apercevoir que vous aimeriez mieux qu'il fût en Italie; votre courage vous fait penser qu'il y aurait plus d'honneur à acquérir pour vous, ayant affaire à un général d'une si grande réputation; mais la vôtre est trop bien établie pour qu'elle ait besoin de ce nouveau lustre. Toute l'Europe a été témoin (1) que, lorsque

(1) Villars, devant craindre une défection de ses alliés, le 21 septembre 1703, attaque le château d'Hochstett, dans une vaste plaine en avant du Danube. Les

vous avez fait la guerre contre le prince Eugène, vous en êtes sorti avec gloire et avantage. Lorsque je vous ai envoyé en Italie, le fort de la guerre paraissait être de ce côté-là, et il y est en effet. J'avais besoin d'un général qui dût soutenir l'honneur de la nation et donner à mes troupes l'audace qu'on craignait qui fût affaiblie par une longue paix ; vous avez rempli mon objet; mais rien n'est fait, si l'on ne conserve ce qui a été conquis. Faites réflexion si celui qui a pris le Milanais en moins de deux mois peut avec bienséance désirer d'être ailleurs, quand ce même Milanais est sur le point d'être attaqué par une armée puissante. » (D. G., vol. 2753.)

Le ministre de la guerre au maréchal de Villars.

« 19 mars.

« Je ne puis vous exprimer combien on est ici peiné des deux contradictions que vous avez essuyées dans les deux projets d'aller au delà du Mincio. Sur le seul mouvement de vos troupes, les ennemis ont abandonné le Seraglio; la mort de leur général, survenue presque en même temps, n'aurait pas manqué de leur causer encore du dérangement; c'est dans ce même moment qu'ils vous auraient vu sur eux et au milieu d'eux. Son Éminence (cardinal de Fleury) m'a fait l'honneur de me dire qu'elle écrivait au roi de Sardaigne pour le supplier de vous donner sa confiance entière, surtout pour les opérations militaires, lui déclarant nettement que sans cela le poste ne serait pas tenable pour vous. Je sais que depuis vous avez reçu une lettre du roi de Sardaigne pour vous offrir ses troupes et son artillerie de campagne; mais ce n'est pas assez, il faut que l'artillerie pour le gros canon soit à vos ordres ou qu'on vous en envoie un équipage d'ici. Je ne puis m'empêcher de croire que vous ne tarderez pas à exécuter de nouveau quelque chose de brillant, et j'ai impatience de voir arriver un de vos courriers...

« S. M. me charge de vous mander qu'elle est bien surprise

Français, médiocrement soutenus par les Bavarois, eurent toute la gloire de cette journée.

qu'on songe à démeubler les palais de Parme et de Plaisance, lorsque ces pays sont sous votre protection.

« Nous attendons des nouvelles d'Allemagne. Notre armée doit après-demain déboucher dans le pays ennemi sur trois colonnes : la première prenant le chemin du côté de Worms et de Frankenthal; une autre conduite par M. le duc de Noailles sur Kreutznach, et la troisième par M. de Belle-Isle pour occuper Trèves. » (D. G., vol. 2753.)

Le 23, le maréchal répondait au roi :

« Je vois par la lettre dont V. M. m'honore, du 14, qu'elle est persuadée que les troupes qui arrivent d'Espagne viendront du côté du Pô, ou du moins la plus grande partie.

« Quand V. M. sera informée que l'armée qui marche à Naples est tellement affaiblie par les maladies et une désertion surprenante, qu'à peine sont-ils 13 à 14,000 hommes présentement, elle jugera qu'ils auront besoin de toutes les troupes qui leur arrivent pour se flatter de réussir dans la conquête qu'ils entreprennent.

« Il est certain que, si les Espagnols avaient voulu donner les États de Parme à l'Empereur, ils ne pourraient mieux s'y prendre qu'en abandonnant la Mirandola et le Pô, en se cachant de moi, en sorte que 2,000 hommes de plus des ennemis en deçà du Pô, je ne pourais plus le passer qu'à Valenza.

« V. M. aura vu dans la lettre que j'écris à M. d'Angervilliers que le comte de Mercy est tombé en apoplexie le 14, et n'avait pas recouvert la vue ni la parole le 19 (1); cet accident lui est arrivé précisément le même jour que j'avais compté passer le Mincio, et la fortune m'aurait favorisé en partie des succès dont je m'étais flatté.

« Le roi de Sardaigne craint que l'on ne veuille croire dans les troupes de V. M. que les ordres m'ont retenu. Je n'ai pas dit un

(1) En effet, le général de Mercy avait eu, le 14 mars, une attaque, et le bruit de sa mort avait couru. Le 15, l'ennemi avait retiré ses troupes du Seraglio; mais, ayant été renforcé, il l'avait réoccupé le lendemain et porté 1,100 hommes à Borgoforte.

mot sur cela; mais toutes les troupes ébranlées, il arriva deux fois un ministre du roi de Sardaigne, et toutes les deux fois les mouvements de troupes sont suspendus. L'on n'empêche pas les Français de parler; V. M. verra, par la copie de la lettre que j'ai eu l'honneur d'écrire au roi de Sardaigne, que je n'oublie rien pour lui être agréable. » (D. G., vol. 2753.)

Le maréchal de Villars au roi.

« 26 mars.

« Je suis persuadé que V. M. aura été informée par M. d'Angervilliers de l'état de ma santé. Je n'avais pas le temps d'être enrhumé pendant les sièges de Gherra et de Milan, et quand on est obligé de passer la nuit à l'attaque d'un chemin couvert, il n'est pas honnête de la passer en toussant (1). Ce n'est donc qu'à force d'opium que j'ai soutenu ces fatigues, et j'ai été obligé d'en user de même pour soutenir les voyages de Parme et de Turin. J'avais espéré pendant huit jours que je pourrais en discontinuer l'usage; mais je suis retombé depuis dans la nécessité de le reprendre, en sorte qu'il est indispensable, si je veux me rendre une santé qui ne se rétablit pas toujours à un certain âge, que je sois un temps considérable sans fatigue de corps et d'esprit.

« Cette raison me fait supplier V. M. de vouloir bien approuver que je me serve de la liberté que sa bonté l'a portée à me donner lorsqu'elle m'ordonna de venir en Italie : c'est d'en partir quand je le voudrais et même sans avoir besoin d'une plus ample permission, laquelle j'attendrai, étant bien aise, même après l'avoir reçue, de laisser tout dans l'état le plus conforme au bien de votre service. Bien des raisons me font espérer que V. M. ne trouvera aucun dérangement. Elle a ici plusieurs lieutenants généraux très capables, entre autres M. de Coigny et M. de Broglie, auxquels le roi de Sardaigne prendra grande confiance. Ce prince m'honore de bontés infinies dans ses lettres et dans ses discours; mais je viens d'éprouver que son conseil le portera souvent à la même conduite

(1) Le maréchal disait à ce sujet, dans ses lettres à M. d'Angervilliers qu'il avait un rhume de chien et qu'il toussait comme un canard.

qu'il a eue depuis quinze jours, en sorte qu'il n'est plus en mon pouvoir de suivre mes idées. Comme ces difficultés pourraient exposer ce qui m'est plus cher que la vie, je supplie V. M. de me pardonner la liberté de lui dire qu'il me serait impossible de m'y soumettre, et il est certain que l'on me doit compter pour rien dans la guerre, quand je ne suis pas le maître, et, hors avec mon roi, que j'adore et auquel je voudrais bien que Dieu me fît la grâce de vivre assez pour lui voir gagner une bataille. Pour une bataille, je pourrais la gagner encore; mais pour une guerre défensive, guerre de pelles et de pioches, comme disent les généraux piémontais, j'y périrais et y servirais bien mal, quand même j'en aurais la force.

« D'ailleurs la reine d'Espagne, qui me recommandait à saint Antoine de Padoue, ne m'honore plus d'aucune confiance ; j'ajouterai, sire, que je croyais, l'année passée, avoir 77 ans, il y a donc quelque apparence que j'en ai, cette année, 78; il est temps à ces âges-là, après trois mois et demi d'opium, de chercher du repos, et je le demande à V. M., laquelle me l'a donné par ses ordres, en m'envoyant en ces pays-ci, et que j'ose bien me flatter qu'elle confirmera...

« Dans le moment que j'écris, il m'arrive un courrier de M. de Broglie, lequel a fait exécuter en petit ce que j'avais imaginé en grand : il a forcé un passage du Mincio, enlevé une garde de cuirassiers ennemis qui le défendait; est tombé sur un de leurs quartiers, et sans un brouillard à ne plus se voir, et ses gens se tuant les uns les autres, on aurait enlevé quelques quartiers des ennemis, dont on a tué beaucoup de gens, ramené quatorze cuirassiers et près de vingt chevaux.

« C'est un homme de guerre; il ne m'a pas consulté sur cela, et j'en aurais usé de même à l'égard du roi de Sardaigne, s'il était possible d'ébranler l'armée sans la permission du généralissime.

« Pour tranquilliser entièrement les États de Parme et de Plaisance, je fais passer le Pô à 5 nouveaux B. et j'ordonne une redoute vis-à-vis de Borgoforte. » (D. G., vol. 2753.)

En attendant la décision du roi, le maréchal s'occupait de faire échouer les desseins de l'ennemi, voulant laisser à son

successeur les affaires dans un état qui ne pût lui attirer aucun reproche, ni donner de la confiance aux Impériaux. Il ordonna de porter encore, le 26, sur la rive droite du Pô 5 B. et 3 E.; il songeait même à faire occuper Modène, afin de se procurer un point d'appui; mais les ménagements que Versailles voulait garder envers le duc exigèrent des négociations.

Le roi de Sardaigne arriva le 27 à Milan. Aucun parti ne fut pris dans ses entretiens avec le maréchal de Villars, ainsi qu'on le voit par la lettre suivante :

Le maréchal de Villars au roi.

« Milan, le 28 mars.

« Le roi de Sardaigne est arrivé le 27, et je dois avoir l'honneur de rendre un compte fidèle à V. M. de mes conversations avec ce prince.

« Il m'a dit qu'il était venu concerter avec moi les mesures à prendre pour l'ouverture de la campagne. J'ai répondu que j'aurais eu l'honneur de me rendre à ses ordres comme je m'étais rendu à Turin, il y a près d'un mois, pour examiner ce que l'on pouvait faire pour lors; que je ne pouvais m'empêcher de lui montrer quelques regrets, que tout ce qui avait été résolu n'eût pas été exécuté, et que je le suppliais de me permettre de lui rappeler tout ce qui s'était passé à Turin.

« Que j'avais eu l'honneur de lui dire pour lors qu'il me paraissait de la gloire des armes de paraître chercher un ennemi qui publiait qu'il venait nous donner bataille, et le chercher lorsqu'il n'avait encore que près de la moitié des troupes qui lui arrivent tous les jours. J'ai redit tout ce que j'avais eu l'honneur de mander à V. M., que ce prince avait fort approuvé, et qu'enfin, en prenant congé de lui, il avait été résolu que je lui enverrais un courrier pour lui dire le jour et l'heure qu'il se rendrait secrètement en diligence sur l'Oglio; qu'arrivé à Milan, j'avais fait toutes les dispositions, lui mandant qu'il y avait peu de fourrages, mais que j'ordonnais que les cavaliers filassent du

foin et portassent pour 5 jours de graines, et que c'en était assez pour exécuter notre dessein, outre que nos troupes qui étaient sur l'Oglio n'étaient pas à leur dernière botte de foin.

« La réponse à cette lettre me fit connaître qu'il n'était plus dans les mêmes dispositions, me mandant qu'il m'envoyait le marquis de Beuil, lequel, véritablement, arriva le jour d'après et me fit connaître que le roi de Sardaigne ne désirait plus ce qui avait été résolu.

« J'ai l'honneur de rendre compte à V. M. de mon discours à ce prince. « Deux jours après, j'appris par une lettre de V. M. « qu'elle désirait que l'on reprît le projet qu'elle avait approuvé « à Turin, me faisant l'honneur de me mander qu'elle désirait « ardemment de partager la gloire que nous pouvions espérer « dans cette première action. J'eus l'honneur de vous mander « que j'en étais ravi et je donnai tous les ordres pour ébranler « toutes les troupes généralement, vous suppliant de faire mar- « cher sept à huit pièces de 24 pour battre les murailles de Goïto « et peut-être celles de Governolo. » Enfin, suivant notre premier projet, tout était avancé sur l'Oglio, le comte de Broglie ayant pris toutes les mesures pour cacher nos mouvements. Sur cela M. le marquis de Beuil arrive pour la seconde fois, qui m'apprend que le canon ne marche point, et enfin tout ce que V. M. a vu dans mes précédentes lettres; à cela, je lui dis : « Mais, sire, « je n'ai fait aucun obstacle à V. M., elle pouvait bien juger « que, le premier voyage du marquis m'ayant arrêté, le second « ferait la même chose, et peut-être V. M. aura manqué un très « grand coup par l'apoplexie du général Mercy, arrivée précisé- « ment dans le temps que nous tombions sur son armée, laquelle, « incertaine et de nos mouvements et de ceux qu'elle aurait à « faire, pouvait se trouver dans un grand péril; je trouvais que « mon étoile quelquefois heureuse à la guerre avait encore quel- « que influence. » Je n'ai pu m'empêcher, dans les termes les plus respectueux, de lui faire connaître que son ardeur et ses désirs de gloire pouvaient être quelquefois retenus par des conseils timides; que pour moi je ne tenais jamais de conseil de guerre; que le seul M. de Pezé avait eu connaissance des derniers desseins; que je lui en avais dicté tous les ordres; que je voyais MM. ses généraux et entre autres M. le marquis d'Aix me parler

d'une guerre de pelles et de pioches, qui n'était point celle d'une armée aussi nerveuse que celle qui est à ses ordres; qu'il n'était pas impossible que nous n'eussions bien battu celle du général de Mercy, laquelle eût été défaite infailliblement, si elle avait voulu défendre le Mincio ou la Fossa-Maëstra, et que du moins on la forçait à s'enfermer dans la ville de Mantoue; que présentement les ennemis avaient près de 40,000 hommes et que je ne voyais rien autre chose que d'attendre ce qu'ils voulaient faire. » (D. G., vol. 2753.)

« *P. S.* M. de Ravignan partant en poste est chargé de cette lettre. Le roi de Sardaigne doit me faire l'honneur de m'entretenir, demain, sur ce qui peut se faire présentement, qui n'est, selon moi, que d'attendre le parti que les ennemis prendront ou de passer le Pô pour venir vers le Parmesan, à quoi j'ai déjà mis ordre par 25 E. et 10 B. qui sont de l'autre côté du Pô, ou de s'approcher de l'Oglio. Il est assez possible qu'ils n'aient aucun grand objet, à moins qu'il ne leur arrive beaucoup de nouvelles troupes. »

Le roi de Sardaigne prolongea son séjour à Milan, dans l'espoir d'amener le maréchal à son plan; il en partit le 31 mars, sans avoir rien obtenu. On résolut seulement de faire avancer le plus tôt possible sur l'Adda 16 B. piémontais et 3 B. français, formant une seconde ligne et permettant de rassembler en deux jours toutes les forces.

Les Espagnols s'étaient séparés de Villars pour marcher sur Naples, sans son assentiment et presque à son insu. Partis de Parme vers la mi-février, ils avaient traversé la Toscane et les États romains, pendant que leur flotte longeait les côtes. Le 26 mars, ils entraient sur le territoire napolitain.

Ce mouvement avait découvert la droite de l'armée française. Obligé de soutenir les États de Parme et de Plaisance et de protéger le Milanais, contrarié dans ses projets d'offensive par Turin et même par Versailles, le maréchal de Villars voyait les Impériaux se renforcer en face de ses lignes. A la fin de mars, l'armée franco-sarde s'allongeait derrière le Pô et l'Oglio, la droite vers l'embouchure du Panaro, la gauche aux montagnes du pays vénitien, le quartier général à Milan. L'armée impériale occupait

la rive gauche du Mincio et du Pô, la droite au lac Garda, la gauche aux limites du Ferrarois.

La position de l'armée franco-sarde formait une ligne de plus de quarante lieues; celle des Impériaux, appuyée sur Mantoue, était plus resserrée et plus forte.

Le maréchal devait : 1° empêcher l'ennemi de passer le Pô; 2° protéger le Milanais, les États de Parme et de Plaisance; 3° arrêter les secours que l'Autriche dirigerait sur Naples. Il était bien difficile de remplir tant d'objets à la fois, et de concilier en même temps l'intérêt de l'Espagne et l'intérêt de la Sardaigne : le premier exigeait que tout fût sacrifié pour la protection des États de l'infant; le second demandait qu'avant tout on couvrît le Milanais.

Telle était la situation que le départ des Espagnols, l'opposition de Turin et l'indécision de Versailles avaient créée au maréchal, lorsque le comte de Broglie l'informa du mouvement des Impériaux sur Naples.

M. de Broglie au maréchal de Villars.

« 29 mars 1734.

« M. de Valence vient de me mander qu'un homme en qui il a confiance, et qui vient de Venise, l'a assuré que les ennemis étaient positivement en marche pour Naples. Ce qui alarme tous les habitants du Ferrarois. Il prétend que ce corps, que l'on dit être de 24 à 25,000 hommes, vient par Vicence, Monselice, Rovigo, Polesella, où ils passeront le Pô, Ferrare, Bologne, et suivront la même route des Espagnols. Il a envoyé un homme bien monté toute la nuit de ce côté-là pour tâcher d'en avoir des nouvelles, qu'il me fera passer aujourd'hui. » (D. G., vol. 2754.)

M. de Pezé au ministre de la guerre.

« Milan, le 31 mars 1734.

« M. de Broglie ayant ce matin donné avis à M. le maréchal que les ennemis étaient en grand mouvement le long du Pô,

paraissant s'étendre sur leur gauche jusqu'à hauteur de Ponte-Lagoscuro, qui est sur le gros bras du Pô, vis-à-vis de Ferrare, où l'on assure de toutes parts qu'ils veulent jeter un pont, M. le maréchal lui a sur-le-champ ordonné de faire descendre les troupes qui sont de l'autre côté de cette rivière jusqu'à la hauteur du lieu où l'ennemi a rassemblé des bateaux; et afin de parer au vide qu'il laisserait derrière lui en s'allongeant si prodigieusement, j'ai expédié des ordres pour faire passer au delà du Pô d'ici à deux jours 14 B. et 10 E., de façon que le 3 d'avril nous aurons de ce côté-là 23 B. et 34 E., et le 8 nous y serons fortifiés de 7 B. et de 11 E.

« 23 B. de troupes du roi de Sardaigne et 20 E. vont se mettre en mouvement pour se porter sur l'Oglio. A mesure qu'elles y arriveront, nous en tirerons des nôtres pour nous fortifier encore de l'autre côté du Pô, supposé toutefois que nous voyons toutes les forces de l'ennemi portées sur le bas Pô, car pour peu qu'ils soient habiles gens, ils pourraient très bien, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le dire par ma précédente, chercher à attirer de ce côté-là toute notre attention et remarcher alors avec toutes leurs forces sur l'Oglio, pour le percer et venir droit à notre pont de Casal-Maggiore. Nous ferons la guerre à l'œil sur cette manœuvre, que j'estime très praticable, quoi qu'on en dise, d'autant mieux qu'ils ont quatre ponts sur le bas Mincio. Il faut espérer qu'ils n'en feront rien; mais il faut cependant y veiller...

« Tous les ordres sont actuellement donnés pour mettre chacun en mouvement..... M. le maréchal partira demain pour se rendre en trois jours à Casal-Maggiore; il m'envoie devant, pour prendre tous les arrangements possibles dans un mouvement aussi brusque; je vais partir dans deux heures pour joindre demain M. de Broglie, et nous verrons à nous conduire selon ce que nous apprendrons de la position de l'ennemi, pourvu qu'il n'ait point encore établi son pont... » (D. G., vol. 2754.)

« *P. S.* Vous pouvez, monsieur, compter la campagne commencée d'aujourd'hui. »

La nouvelle de la marche des Impériaux détermina le maréchal à exécuter un mouvement général pour se porter en force sur la droite du Pô et en empêcher le passage.

Le maréchal de Villars à M. de Broglie.

« Milan, le 31 mars 1734.

« Vous avez vu, mon cher comte, par la lettre que j'ai eu l'honneur de vous écrire hier, que je ne veux pas abandonner le Pô ; que je ne songe à rien moins qu'à une retraite, et qu'au contraire il faut marcher en avant et s'opposer autant qu'on pourra au passage des ennemis.

« Vous comprenez bien que si un corps d'armée arrivait au royaume de Naples, l'infant serait dans un grand péril, et nous autres dans une grande inquiétude par l'obligation où nous sommes de soutenir l'infant ; ainsi, je m'en vais donner tous les ordres pour que toutes les troupes avancent vers le Pô et l'Oglio, et en un mot que tout marche de votre côté. Mandez bien à M. d'Affry qu'il s'oppose autant qu'il pourra ; il faut du temps pour faire un pont, et je pars dès aujourd'hui pour vous aller rejoindre. » (D. G., vol. 2754.)

Malgré le mauvais état de sa santé, M. de Villars se hâta d'aller lui-même diriger les opérations.

Le maréchal de Villars à M. d'Angervillers.

« Lodi, le 2 avril 1734.

« J'arrivai hier ici, monsieur, à trois heures après midi, et comptais d'aller le même jour à Crémone. Mais, n'ayant rien de M. de Broglie, je trouve que je puis marcher plus lentement, et je pars pour Crémone dans ce moment.

« Je vous supplie de dire à M. le garde des sceaux qu'il peut, s'il a cette bonté, faire ma cour à LL. MM. Catholiques de ce que je fais pour le service de l'infant, avec une santé un peu attaquée. Je dis ce que je fais, au moins ce que j'ai envie de faire.

« De combien de soucis ils se seraient délivrés, et moi aussi, s'ils m'avaient honoré d'un peu plus de confiance, puisqu'il a

dépendu d'eux qu'aucun Allemand n'entrât en Italie. » (D. G., vol. 2754.)

« *P. S.* Dans le moment j'apprends par les nouvelles de MM. de Broglie et de Pezé, à sept heures du soir, qu'il n'y a rien de bien vif dans le mouvement des ennemis, et que toutes les mesures sont prises pour être averti à temps.

« Je m'en vais m'établir à Crémone jusqu'à ce qu'il y ait quelque chose de nouveau, pour être à portée de pourvoir également au centre et aux extrémités. »

Rassuré sur les mouvements des Impériaux, le général en chef envoya l'ordre aux troupes du Milanais en marche de rentrer dans leurs quartiers. Cependant, afin d'être plus à portée de suivre par lui-même les événements des rives du Pô, il se rend le 5 à Casal-Maggiore et le 6 à Colorno. M. de Fontanieu écrivait, le 7, au ministre de la guerre : « Du camp de Colorno. Nous arrivâmes hier ici, où M. le maréchal dit, en arrivant, qu'il ouvrait la campagne. Tout l'état-major est logé dans la maison de plaisance de Son Altesse royale l'infant. » (D. G., vol. 2754.)

Le désir de M. de Villars d'abandonner l'armée à la veille de l'ouverture de la campagne avait ému Versailles. Le départ d'un tel général, dans ces circonstances, pouvait jeter du discrédit dans les affaires et du découragement parmi les troupes. Aussi Louis XV et le ministre de la guerre s'efforçaient de le détourner de cette résolution.

Le roi au maréchal de Villars.

« 6 avril 1734.

« Mon cousin, j'ai lu votre lettre du 1er de ce mois, qui a été apportée ce matin par votre page. Je vous reconnais à la vivacité avec laquelle, malgré votre incommodité actuelle, vous vous portez en avant sur la nouvelle qui vous est venue que les ennemis faisaient un gros détachement pour marcher au royaume de Naples.

« Il est certain que, si vous pouvez parvenir à l'empêcher en vous

y opposant, vous rendrez un service bien essentiel aux deux couronnes. S'il arrive que les ennemis, ayant plusieurs marches devant vous, ne puissent être atteints, du moins ils se trouveront bien affaiblis dans le Mantouan, et, en ce cas, je vous exhorte, et, s'il est nécessaire, je vous ordonne de ne les point marchander. Il n'est plus question de retranchements sur la Fossa-Maëstra ou ailleurs, il faut aller à eux et attaquer leurs quartiers, même insulter Mantoue, s'il est possible; en un mot, il faut profiter de la supériorité que nous aurons sur eux. Je suis persuadé que le roi de Sardaigne y concourra; au surplus, je pense toujours que le meilleur serait, en marchant par votre droite sur Ferrare, de vous opposer à leur passage.

« Quant à la permission que vous me demandez de revenir, je ne puis que me reporter à la lettre que je vous ai écrite le 4 et qui vous sera portée par ce courrier. Je vous déclare cependant que votre conservation m'est trop précieuse pour vouloir exposer votre personne; ainsi, en cas que votre santé exige absolument votre retour, je me restreins à vous demander qu'après l'expédition actuelle, où vous vous livrez de si bonne grâce, vous vous arrêtiez dans la ville que vous jugerez à propos pour vous reposer, continuant de là à donner vos ordres pour la conduite de la guerre. Vous me dépêcherez en même temps un courrier pour m'informer de votre dernière résolution, et cependant je vais aviser à suppléer, autant qu'il sera possible, au grand vide que vous laisserez, et, au surplus, je désirerai toujours que par le rétablissement de votre santé vous puissiez préférer le parti de rester. » (D. G., vol. 2754.)

M. d'Angervillers au maréchal de Villars.

« 6 avril 1734.

« Je réponds, monsieur, aux deux lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, les 30 et 31 du mois passé.

« Il n'est plus guère question de la première, où vous parliez du goût qu'on inspire au roi de Sardaigne pour se porter à la Fossa-Maëstra et Borgoforte, dans le dessein de s'y retrancher.

Un mouvement plus vif vous emporte et emportera aussi, s'il plaît à Dieu, le roi de Sardaigne.

« Sur la lettre du 30, j'avais ordre de vous mander que le roi pense absolument comme vous sur l'aversion que vous avez pour la défensive, et de vous annoncer que son intention était que, vous approchant des ennemis le plus que vous pourriez, vous tâchiez de les engager à une action ou, du moins, s'ils n'étaient pas d'humeur à se battre, les resserrer au point qu'à force de souffrances ils devinssent assez faibles pour ne pouvoir tenir devant vous.

« Les dernières nouvelles que vous avez eues de M. le comte de Broglie conduisent d'elles-mêmes à ce parti.

« J'avoue que je n'entends pas encore trop la marche qu'on fait faire aux ennemis par Vicence, Monselice et Crespino, où ils doivent passer le Pô ; ce serait donc un corps nouveau qui descendrait des montagnes, car ceux qui sont à Mantoue ne remonteront pas à Vicence pour gagner le Pô. Il est bien certain que si vous pouvez retarder la confection de leur pont, suivant les ordres que vous avez donnés à M. de Broglie, vous pourrez peut-être arriver aussitôt qu'eux à Ferrare; mais comment y vivrez-vous? car je crois vos munitions peu approvisionnées à la Mirandola; il y a cependant des ressources dans le pays. » (D. G., vol. 2754.)

Le vieux guerrier n'avait point attendu les encouragements de son souverain pour se décider à sacrifier son amour-propre et sa santé : à la première nouvelle du mouvement des Impériaux, il avait quitté Milan; il était à Lodi le 2, à Casal-Maggiore le 5, à Colorno le 6.

Rien ne bougeait sur le bas Pô. Craignant que l'ennemi n'eût quelque dessein sur l'Oglio, le maréchal résolut de rassembler sur cette rivière le gros de l'armée, et de ne porter à la droite du Pô que la plus grande partie de la cavalerie, en préparant les moyens d'y faire passer aussi l'infanterie, si les circonstances l'exigeaient.

« M. le maréchal s'est déterminé pendant son séjour à Crémone à garder l'Oglio dans tout son cours, et M. le comte de Broglie et M. de Pezé sont partis ce matin de Casal-Maggiore pour aller visiter tous les postes de cette rivière; elle est encore gardée par les troupes françaises; mais M. le maréchal écrit au roi de Sar-

daigne pour le prier de faire avancer les siennes, et, à mesure de leur arrivée, les nôtres doivent défiler au delà du Pô (1). »

On destinait à l'Oglio 55 B., dont 23 piémontais, et 29 E., dont 9 seulement de troupes françaises, et 9 B. et 50 E., commandés par M. de Coigny, pour la droite du Pô.

Les troupes françaises sur l'Oglio, aux ordres de M. de Broglie, devaient camper depuis Guazzolo jusqu'à Calcio, et les Piémontais depuis Calcio jusqu'à Palazzolo. Celles de la droite du Pô s'échelonneraient de Colorno à Stellata.

« M. le maréchal signa hier au soir des ordres pour faire avancer sur l'Oglio, ou par delà le Pô, toutes les troupes françaises qui sont restées dans le Milanais; il n'y reste que les 2 B. de la Ferté-Imbaut et celui d'Orléans, qui demeurent en garnison à Milan, Pavie et Pizzighettone.

« A mesure que ces troupes arriveront, elles seront distribuées suivant les ordres de MM. les officiers généraux qui commandent sur la frontière. » (D. G., vol. 2754. — *M. de Fontanieu au ministre de la guerre,* 8 avril.)

On transmit, le 8, à toutes les troupes l'ordre de se rendre à leur destination (2).

(1) D. G., vol. 2754. (*M. de Fontanieu au ministre de la guerre.* — Camp de Colorno, 7 avril.)

(2) Les officiers généraux étaient aux postes suivants, le long de l'Oglio : à Colorno, quartier général, MM. le maréchal de Villars, de Coigny, de Contades, de Pezé, de Boissieux ; à Mirandola, MM. de Broglie, de Savines, de la Mothe ; à San-Benedetto, M. de Châtillon ; à Revere, le duc d'Harcourt ; à Casal-Maggiore, MM. de Maillebois et de Lisle ; à Viadana, M. de Berville ; à Bozzolo, MM. de Sandricourt et d'Affry ; à Piadana, MM. de Cadrieux et de Montal ; à Gabianetta, MM. de Beuil et de Louvigny ; à Soncino, MM. de Bonas, de Mizon et d'Épinay.

L'infanterie, 35 B., était ainsi répartie : à Martignana, Médoc (1 B.); à Pomponesco, le 1er de Dauphin et le 2e à Dossolo ; à Cizzolo, Tessé, et à San-Matteo, Foix (1 B. chacun) ; à Commepaggio, le 1er de Bourbon, le 2e à Belforte ; le 1er de Condé à Sabbionetta et le 2e à Guazzolo ; à San-Martino, Bassigny et Flandres ; à Bozzolo, Luxembourg et Montconseil (1 B. chacun); à Cannetto, Anjou (2 B.) ; à Isolo di Bozzolo, le 1er et le 2e de Picardie, le 3e à Castel-Franco; le 1er de Champagne à Torre di Piccnardi, le 2e à San-Lorenzo di Piccnardi, le 3e à Drizona, et le 1er d'Orléans à Isola ; à Vescovato et Scandolara, Auvergne (2 B.) ; à Villarocca et Sabbionetta, la Reine (2 B.) ; à Pieve di Pessina, Quercy ; à Grimone et Alfrano, Royal-Roussillon ; à Robecco, Forest ; à Bordelano, Louvigny; à Azzanella, la Sarre (1 B. chacun); à Soncino, Souvré (2 B.).

Le maréchal de Villars au roi.

« 8 avril 1734.

« La crainte du passage des Impériaux était tellement répandue dans les États de Parme, que l'on démeublait le palais de Colorno, lorsque les fourriers y ont marqué le quartier général.

« Après avoir rétabli le calme dans le pays de l'infant, j'ai cru que je devais le tranquilliser sur sa conquête d'un peuple auquel il ne conviendrait pas de laisser de l'inquiétude de la part des Impériaux. Je lui ai dépêché un courrier pour lui apprendre que les premiers ordres de V. M. me prescrivaient la plus vive attention sur ses intérêts, et que sur les premières nouvelles que m'avaient données les généraux de V. M. chargés de défendre le Pô, que les Impériaux songeaient à le passer avec la plus grande partie de leurs troupes, je m'y étais rendu en toute diligence, j'avais fait avancer des corps de 4 à 5,000 chevaux aux portes de Ferrare, et que ce mouvement avait arrêté les ennemis, et que mon quartier général était à Colorno, où le gros de mon armée n'est cependant que d'un B. Après avoir fait tout ce qui dépendait de moi pour tranquilliser les États de Parme et l'infant, il faut me tranquilliser moi-même pour la défense de l'Oglio, et, pour cela, j'ai envoyé MM. de Broglie et de Pezé en visiter les bords depuis son embouchure jusqu'auprès de sa source; mais ce qui me fait quelque peine, c'est de ne pas avoir encore de réponse du roi de Sardaigne, auquel j'ai dépêché un courrier en arrivant à Crémone et dont j'ai même eu l'honneur d'envoyer à V. M. copie de ma lettre pour le prier de faire marcher ses troupes vers le haut de l'Oglio qui est leur poste naturel; je n'ai pas encore de ses nouvelles.

« Il est certain que toutes les précautions que je prends suivant les ordres de V. M. par rapport aux intérêts de l'infant ne sont pas trop du goût de la cour de Turin. » (D. G., vol. 2754.)

M. de Fontanieu au ministre de la guerre.

« 9 avril 1734.

« Sur la lettre que M. le maréchal a écrite de Crémone au roi de Sardaigne pour lui rendre compte de la disposition qu'il avait faite pour l'Oglio, le roi de Sardaigne a fait, par sa réponse, quelques objections :

« 1° Que donner à ses troupes à garder le haut de l'Oglio, c'était leur donner la gauche ; à quoi M. le maréchal a répondu que, pour lever la difficulté, on mettrait le régiment des gardes à la droite.

« 2° Qu'en donnant à ses troupes à garder le haut Oglio, on les mettait dans la nécessité d'entrer sur les Vénitiens et, par conséquent, on l'exposait personnellement à rompre avec la république ; qu'il faudrait auparavant entrer en négociation avec elle, ce qu'il ne pourrait faire par lui-même, aux termes dans lesquels il est avec cette république, et qu'il priait M. le maréchal d'en écrire à M. l'ambassadeur de France.

« M. le maréchal a répondu qu'il priait le roi de Sardaigne de considérer qu'une négociation à cet égard serait inutile, et que la nécessité de la guerre n'admettait pas ces ménagements.

« 3° Que le projet d'étendre l'armée depuis l'embouchure de l'Oglio, à Palazzolo, jusqu'à Stellata par delà du Pô lui paraissait affaiblir partout les forces, de manière que l'ennemi pourrait aisément percer et nous séparer ; qu'il croyait qu'on pourrait ne commencer la ligne sur le haut Oglio qu'à Calcio, et se contenter de tenir un détachement à Palazzolo. M. le maréchal consentit à cette réduction de la ligne.

« 4° Qu'il était nécessaire, à son avis, outre le pont de Casal-Maggiore, d'avoir encore deux autres ponts sur le Pô pour la communication des troupes qui sont au delà de ce fleuve : l'un à Pomponesco et l'autre à Cremone ; que pour cela il rassemblerait des bateaux et qu'il priait M. le maréchal d'en faire autant de sa part sur le bas Pô.

« M. le maréchal a répondu qu'un pont à Pomponesco lui paraissait totalement inutile ; que même il n'y avait, comme il est

vrai, aucun bateau sur le Pô depuis Pavie en bas pour le faire, parce que le peu qui y restait ne suffisait pas même aux subsistances; qu'à l'égard du pont de Crémone, il convenait de l'utilité, sans convenir qu'il fût pressé, mais qu'il suppliait le roi de Sardaigne de continuer cependant à rassembler des bateaux.

« Tel est, monsieur, le contenu de la lettre du roi de Sardaigne que j'ai lue, et des réponses que M. le maréchal m'a dit qu'il y ferait et que, par conséquent, je crois qu'il a faites. Le roi de Sardaigne ajoute qu'il fait avancer ses troupes sur l'Adda, d'où elles seront à portée de l'Oglio. » (D. G., vol. 2754.)

Quoique peu satisfait de voir le roi de Sardaigne se refuser à l'exécution de son projet, le maréchal crut pouvoir céder sur quelques articles. La gauche se terminerait à Calcio et les Piémontais occuperaient l'Oglio jusqu'à Soncino, et les Français depuis Soncino jusqu'à l'embouchure de ladite rivière.

Il paraît que, si le maréchal ne s'était pas rendu aux observations du roi de Sardaigne sur la trop grande étendue de la ligne, il aurait été forcé de la raccourcir, puisque MM. de Pezé et de Broglie avaient assuré que les bords de l'Oglio étaient d'une mauvaise défense, et qu'avec les 55 B. destinés à les garder il n'y avait d'autre parti à prendre que de les resserrer le plus possible pour combattre l'ennemi.

Toutes ces considérations déterminèrent le maréchal à placer les Piémontais depuis Soncino jusqu'à Ostiano, et les Français depuis Ostiano jusqu'à Guazzolo. Cette nouvelle disposition fut adoptée le 12, et les troupes prirent leurs positions, le 15, au nombre de 55 B. et 29 E., dont 2 de hussards.

Le maréchal de Villars au roi de Sardaigne.

« Camp de Colorno, le 14 avril 1734.

« Je vois par la lettre dont V. M. m'honore du 12 de ce mois qu'elle compte se rendre le 17 à Milan, où elle désire que j'envoie M. de Pezé ou un autre officier général, pour convenir des postes

que les troupes de V. M. occuperont sur l'Oglio. Je l'avais suppliée de les faire marcher le plus tôt possible, et, n'étant pas arrivées dans le temps que je l'espérais, je suis obligé d'envoyer le comte de Broglie pour resserrer nos quartiers, puisque les troupes du roi étaient étendues le long de l'Oglio jusqu'à Soncino, et que M. de Broglie et M. de Pezé, qui ont été visiter les bords de l'Oglio, ne les trouvent pas en sûreté, lorsque celles de V. M. n'y sont pas encore. J'ordonne seulement que l'on garde Soncino, et M. de Broglie va se resserrer sur Ostiano, car il ne faut rien laisser au hasard dans un commencement de campagne. » (D. G., vol. 2754.)

M. de Pezé au ministre de la guerre.

« 14 avril 1734.

« Nous reployons tous les B. que nous avions jusqu'à Soncino pour nous restreindre à la garde de l'Oglio... Nous employons pour cela 33 B. français, les Piémontais avec 23 sont chargés de la partie qui est entre Ostiano et Soncino. Voilà donc 56 B., lesquels, partagés et campés par brigades de distance en distance, seront à portée de se rejoindre en moins de temps que l'ennemi n'aura pu établir des ponts et passer en force suffisante pour résister à un corps aussi considérable d'infanterie. C'est M. de Broglie qui est chargé du commandement des troupes sur l'Oglio; il n'y a de cavalerie dans cette partie que 20 E. piémontais et 9 des nôtres, y compris 2 de hussards.

« Que si l'ennemi prend le parti d'aller passer cette rivière du côté de Pont-Oglio, comme il ne saurait y arriver, après avoir débouché du Mincio, en moins de trois ou quatre marches en allant par notre gauche, nous aurons le temps de rassembler à hauteur de Soncino toutes nos forces, au moins quant à l'infanterie et la plus grande partie de la cavalerie.

« Alors nous avons deux partis à prendre : le premier, de marcher à l'ennemi pour le combattre; le second, d'appuyer notre gauche au Serio, au village San-Michele, laissant Crema environ un quart de lieue devant nous. Cette étendue est de trois lieues; il y en

a près de la moitié suffisamment défendue par un naville dont les bords sont entièrement escarpés; le reste est couvert par plusieurs fossés les uns sur les autres et qui vont tous parallèlement à notre front de bandière; en un mot, ce poste peut être rendu bon en un jour, je l'ai bien reconnu, et j'y placerai promptement l'armée, si l'on se détermine à ce dernier parti.

« Dans cette situation, nous protégeons Lodi et nous sommes à portée de faire passer de l'autre côté de l'Adda les corps nécessaires pour s'opposer aux courses que pourrait faire l'ennemi dans le Milanais par le haut Adda. Par là nous pouvons aisément inquiéter les convois qu'ils prétendraient tirer du Mantouan.

« Quant à la rive droite du Pô, M. de Coigny en est chargé; il y a actuellement 9 B., et le 19 il y aura 48 E. Nous plaçons les 5 régiments de dragons et les carabiniers sur le Panaro, à intention de se porter avec ce corps léger sur l'endroit où l'ennemi tentera de faire un pont, pour en suspendre au moins la construction, s'il n'y a pas possibilité de s'y opposer absolument. Dans ce dernier cas, toute la cavalerie se reploiera derrière la Secchia, en attendant l'arrivée de l'infanterie qui sera sur l'Oglio, laquelle marchera par sa droite, arrivera aussitôt sur cette première rivière que l'ennemi sur le Panaro, parce qu'il ne saurait faire son pont plus près que Crespino et que, son pont bien établi, il faut deux jours à l'armée pour le passer; après quoi il ne saurait employer moins de deux autres jours pour se porter sur le Panaro.

« Quant à nous, au premier avis que nous aurons d'une seule barque établie, nous reploierons toute l'infanterie de la gauche de l'Oglio sur Ostiano, rapprochant successivement toutes les brigades de notre pont; l'on pourra même, sur ce premier avis, en faire passer deux ou les pousser jusqu'à Brescello, et manœuvrer ensuite suivant ce que l'on apprendra des mouvements de l'ennemi.

« En observant bien méthodiquement cette mécanique, il y a lieu d'espérer que nous nous trouverons en force sur la Secchia pour la déboucher en même temps que l'ennemi passera le Panaro, et lui livrer combat entre ces deux rivières, ou bien tenir abandonnée la Mirandola à ses propres forces.

« Il arrive tous les jours quelques troupes aux ennemis, qui peuvent avoir sur pied 42 à 43,000 hommes.

« Si les ennemis ont abandonné la Fossa-Maëstra lorsque nous nous mîmes en mouvement, c'est qu'ils n'étaient pas en état de la défendre et qu'ils aimaient mieux se couvrir du Mincio. » (D. G., vol. 2754.)

Le ministre répondait, le 24 :

« La disposition que l'on a faite de reployer toutes les troupes d'infanterie qui étaient jusqu'à Soncino et de se restreindre à la garde de l'Oglio, depuis Ostiano jusqu'à l'embouchure de cette rivière dans le Pô, paraît plus soutenable que la précédente, qui étendait notre gauche jusqu'à Palozzolo. Il est bien clair que, si l'ennemi prenait parti d'aller passer du côté de Pont-Oglio, on aurait tout le temps pour éviter une surprise.

« M. de Pezé a dit que dans ce cas il y aurait deux partis à prendre : le premier, de marcher à l'ennemi pour le combattre ; le second, d'appuyer notre droite à Soncino et notre gauche au village San-Michele, et qu'on peut dans cette étendue, qui est de trois lieues, se poster avantageusement. Le ministre pense aussi que cette disposition est avantageuse; nous serions en état de protéger par notre gauche l'autre côté de l'Adda et d'empêcher les courses que l'ennemi voudrait faire dans le Milanais, et il ne pourrait pas s'avancer sans prêter son flanc.

« L'ennemi a trop de terrain sur la rive droite du Pô et peut faire à son choix un pont sans qu'on puisse l'en empêcher. Tout ce qu'il y a à faire, c'est de continuer à y tenir beaucoup de cavalerie, pour retarder et donner le temps à nos troupes de se rassembler sur la Secchia et en défendre le passage. Il y aura au moins cet avantage : c'est que, l'ennemi étant déterminé, on saura où l'on aura à faire. La gauche, étant gardée par les troupes piémontaises, ne peut donner de l'inquiétude.

« Le ministre exprime des craintes de voir au mois de juin notre centre percé par une partie de l'armée ennemie détachée de Mantoue, pendant que nous serons occupés à garder la Secchia et le Crostollo. Il trouve qu'un seul pont sur le Pô n'est pas suffisant et qu'il faut tâcher d'en avoir un second à Crémone. »

M. de Fontanieu au ministre de la guerre.

« Camp de Colorno, le 14 avril 1734.

« Voici les nouvelles que nous avons des Espagnols en date du 5 de ce mois, de Petra-Terracina.

« Les Espagnols y étaient depuis deux jours et de là ont fait un détachement pour s'emparer de Sessa, afin de couper la communication entre Gaëte et Capoue, où les Allemands se sont retirés.

« Les peuples continuent à voir arriver l'infant avec des acclamations extraordinaires de joie. Il est arrivé au même camp des députés de Naples pour porter à l'infant les soumissions de cette ville. Le vice-roi en a fait évacuer le château et, en retirant la garnison, a dit au peuple qu'il cédait à la nécessité des circonstances, qu'il l'exhortait à conserver avec courage l'attachement qu'il devait à l'Empereur comme à son souverain légitime, et que bientôt il viendrait à son secours des forces suffisantes pour empêcher l'oppression.

« L'infant devait continuer sa marche vers Naples et y entrer dimanche dernier, 11 de ce mois.

« Je viens de voir une lettre de Florence portant que 4 galères de l'Empereur, qui sont bloquées dans le port de Baya par la flotte espagnole, avaient voulu en sortir; mais qu'elles avaient été contraintes de rentrer. » (D. G., vol. 2754.)

Le maréchal de Villars au roi.

« Camp de Colorno, le 15 avril 1734.

« Je vois par la lettre dont il a plu à V. M. de m'honorer, du 1er avril, qu'elle pense que l'on pourrait se faire une barrière du Mincio. J'ai toujours eu ce dessein; mais pour cela il fallait prendre Goïto, ce qui n'a été en mon pouvoir, le roi de Sardaigne ayant deux fois rompu le projet.... V. M. sait bien que, lorsque

l'ennemi a une place en deçà d'une rivière, cette rivière ne nous couvre plus; cet article n'a pas besoin de plus grande explication.

« Quant à fortifier Borgoforte, il est vrai que, l'affaire du Mincio manquée, le roi de Sardaigne m'en a parlé plus d'une fois, et que je lui ai dit que, si V. M. me l'ordonnait, je prendrais la liberté de lui demander un second ordre avant que de faire périr votre armée dans les mêmes lieux où elle périt du temps de M. de Vendôme (1), et celle de l'Empereur pareillement, où de douze capitaines du Commissaire-général, ils moururent dix en moins d'un mois. Fortifier Borgoforte au milieu des marais de Mantoue, creuser la terre pour des ouvrages qui ne seraient pas achevés en deux mois, à une lieue et demie de l'armée impériale, laquelle aurait la satisfaction de voir périr de maladie les mêmes soldats qui la feront périr, quand on leur permettra de combattre. Je ne puis m'empêcher de dire que de tels projets irritent un bon et fidèle serviteur...

« Ce que je puis avoir l'honneur de dire à V. M., c'est que, si les Impériaux passent le Pô, je les combattrai, et, par les connaissances que je prends, j'espère les chercher jusqu'à la mer Adriatique. Il ne faut pas parler de ma santé dans de tels moments.

« Je sacrifie ma vie à V. M.; qu'elle finisse d'un coup de fusil ou de maladie, je préfère cependant le premier.

« Je ne puis désavouer que d'avoir pu mettre les affaires de V. M. dans une situation brillante et de ne l'avoir pu faire ne m'en cause la plus sensible douleur. V. M. verra que je ne la cache pas au roi de Sardaigne, en répondant à la dernière lettre de ce prince.... Je sais bien que je puis lui faire quelque peine; mais j'ai pour principe de préférer le bonheur de servir à celui de plaire. Il est nécessaire de lui faire voir que de ne pas suivre ce que j'ai pris la liberté de lui mander, me force de changer la disposi-

(1) Le prince Eugène, repoussé de Crémone, s'était retourné contre Mantoue. Vendôme, arrivant en Italie, trouve les Français rejetés sur l'Adda; met d'abord le Milanais et le Crémonais en état de défense; débloque Mantoue et entre lui-même dans la place le 24 mai 1702. Vendôme poursuit les Impériaux le 9 septembre, après la bataille indécise de Suzzara (le 15 août), les refoule au delà de la Secchia et du Mincio, malgré les obstacles d'un pays couvert de rivières, de canaux, de marais, et les maladies, qui occasionnèrent de grandes pertes dans son armée.

tion de nos troupes; c'est pour cela que j'envoie le comte de Broglie à la gauche.

« Je sais que S. Ém. a mandé plus d'une fois au roi de Sardaigne qu'il doit me croire sur la conduite de la guerre; cela ne sera jamais, parce que ses ministres ont un plan de guerre tout différent (1).

« V. M. verra, dans la lettre que j'écris à ce prince, qu'il faut que les raisons de guerre décident; je lui fais voir qu'il épargne les fourrages du Milanais, qui est son pays, en consommant ceux des Vénitiens, de quelque manière qu'on les prenne. Pour lui ôter l'inquiétude de voir nos troupes en deçà du Pô, je lui fais voir que les raisons de subsistances ont eu part à mes dispositions et qu'elles seront aussitôt sur l'Oglio que les mouvements des ennemis peuvent l'exiger.

« Je supplie V. M. de pardonner à un général, qui a quelque réputation dans l'Europe, de craindre de la perdre sans faire aucune faute. Faudra-t-il que je fasse des manifestes pour justifier ma conduite? Je connais l'inutilité des manifestes.

« Je dois avoir l'honneur d'informer V. M. de l'esprit qui règne dans l'État de Parme et de Plaisance. L'infant n'a amené avec lui aucun gentilhomme de tous ces pays-ci et a même refusé ceux qui ont offert de le suivre à leurs dépens.

« La manière dont ses troupes ont abandonné le pays avait d'abord persuadé à ses sujets qu'il devait, par une convention secrète, le laisser à l'Empereur...

« Tout le monde murmurait à Parme et à Plaisance de ce que les portes des villes ne sont plus gardées que par deux ou trois sentinelles; en un mot, ils sont incertains de leur état : je les rassure et ils commencent à prendre confiance.

« J'attends d'un moment à l'autre le courrier que j'ai dépêché à l'infant, et je ne doute pas qu'il ne me soit renvoyé de Naples.

(1) Le ministre de la guerre avait écrit au maréchal, le 9 avril : « Sa Majesté ne peut que s'en rapporter à ce qu'elle vous a fait connaître de ses intentions. Au surplus, elle s'aperçoit parfaitement, par ce qui vient de se passer, qu'à la guerre il ne faut pas manquer les occasions que la fortune présente, et elle compte que, dans le nouveau mouvement où vous êtes, vous agirez sans aucune complaisance, suivant vos lumières, et il y a lieu de croire que la puissance qui vous a arrêté deux fois ne vous refusera plus son concours. »

Les dernières nouvelles que nous avons de la marche de l'armée d'Espagne apprennent que les ennemis ont mis la plupart de leurs troupes dans Gaëte et dans Capoue, publiant qu'il leur arrivera bientôt des secours d'Allemagne et d'Angleterre. » (D. G., vol. 2754.)

Le marquis de Coigny au ministre de la guerre.

« Camp de la Mirandola, le 18 avril 1734.

« J'arrivai avant-hier ici, monsieur, d'où j'ai distribué des ordres pour l'emplacement tant des troupes qui y étaient que de celles qui doivent nous venir joindre (1). Nous bordons le Pô depuis Guastalla jusqu'à Sermide et Quadrelle, proche Stelatta, où commence le Ferrarais.

« Croyant aussi qu'il est de conséquence de tenir le Panaro,

(1) Etat des quartiers qu'occupaient, au 15 avril, la cavalerie et les dragons dans le Mantouan, le Mirandolais et le Modénois :

Mantouan : à la Bardelle, 50 dragons de la Reine, et à l'île devant la Bardelle, 30, commandés par M. de Ramé; à San-Benedetto, les compagnies de grenadiers des 3e et 4e bataillons du Roi et celles de Saint-Simon, 130 dragons avec l'étendard de la Reine; à la Camatta, 150 dragons de la Reine; à Propositure, 50; à Sabionello, le 2e E. d'Armenonville; à Guingetole, le 1er sous les ordres de M. d'Armenonville; à Quistello, le 2e E. d'Orléans; à Bondanello, le 3e et le 1er du Maine; à Revere, le 3e d'Armenonville et 20 hussards; à Carbonara, la brigade de carabiniers, 3 E. de Parabère, Pardaillan, la Marck, sous les ordres de M. de Parabère; à Quadrelle, 50 hussards.

Mirandolais : à Concordia, les dragons Nicolay; à Mirandola, Maine (infanterie) avec 100 dragons; à Finale, le régiment de cuirassiers.

Modénais : à Brescello, le 2e escadron de Cossé, et à Gualtieri le 1er sous les ordres du colonel de Cossé; à Castel-Novo, le régiment de Chepy (cavalerie), sous M. de la Feuillade; à Montecchio, Royal-Piémont, du Châtelet (cavalerie); à Correggio, 6 compagnies Dauphin (cavalerie), et à Carpi 6 compagnies du même.

Les régiments qui allaient arriver devaient se placer ainsi :

Mantouan : Colonia, d'Epinay (dragons), Quadrelle, Dauphin.

Mirandolais : San-Felice, Nugent et Brissac; Finale, Toulouse (cavalerie).

De ce côté du Pô : cavalerie, cuirassiers, 3 E.; Royal-Piémont, 3; 4 brigades de carabiniers, 8; Dauphin, 3; Orléans, 3; Toulouse, 3; du Châtelet, 3; Vogué, 3; la Mothe, 2; Lassé, 2; Chepy, 2 : soit 35 E.; dragons, la Reine, 3 E.; Dauphin, 3; d'Armenonville, 3; d'Epinay, 3; Nicolay, 3 : soit 15 E.

j'ai mis trois régiments de cavalerie à Finale qui feront la droite de notre disposition; le reste de la cavalerie est distribué dans les derrières, selon les lieux où l'on peut la faire subsister le plus aisément dans un pays qui n'est pas abondant en fourrages.

« J'ai placé M. de Maillebois à Quadrelle, afin qu'il veille à ce que les ennemis ne rassemblent aucun bateau pour faire des ponts au-dessous jusqu'à Crespino, sans en être averti. M. le duc d'Harcourt est destiné avec lui. M. de Châtillon reste à Revere, où je l'ai trouvé; il y veillera, jusqu'à San-Benedetto, à ce que les ennemis ne fassent point descendre de bateaux du Mincio, où l'on m'a dit qu'ils les ont retirés; M. de Valence sera avec lui. M. de Capdeville tiendra depuis San-Benedetto jusqu'à Guastalla, vis-à-vis Borgoforte.

« Tous ces postes se rassembleront pour marcher où les ennemis voudront tenter de faire un pont. M. de Berville, qui sera à Finale, rassemblera pareillement tous les quartiers de cavalerie qui sont derrière, pour joindre le reste du corps, où il sera besoin.

« Je pars cette après-midi pour aller visiter le Panaro qu'il est de conséquence de bien connaître; car si les troupes qui sont sur l'Oglio ne pouvaient pas avoir le temps de nous joindre pour empêcher que l'ennemi établisse un pont vers Crespino, et que je ne pusse m'y opposer, je crois qu'il faudrait s'en tenir à garder le Panaro, qu'on m'a dit être fort bon. De là je remonterai le Pô pour visiter nos postes jusqu'à San-Benedetto, d'où je reviendrai ici pour attendre ce que les ennemis voudront entreprendre. » (D. G., vol. 2754.)

Le maréchal avait pris ses mesures pour faire passer, si les circonstances l'exigeaient, sa cavalerie sur l'Oglio, par le pont de Casal-Maggiore, et son infanterie sur la rive droite du Pô, au moyen de bacs. Comme les troupes sardes tenaient encore la rive droite de l'Adda et que le roi de Sardaigne ne se pressait pas de les acheminer sur l'Oglio, M. de Villars s'inquiétait des mouvements de l'ennemi, dont on évaluait alors les forces à 60,000 hommes. Regardant sa position comme périlleuse, tant que les Piémontais resteraient inactifs, il se vit forcé de dépêcher à Charles-Emmanuel, qui venait d'arriver à Milan, un officier pour lui représenter la nécessité de mettre ses troupes en mouvement.

Un autre sujet d'inquiétude pour le maréchal était la lenteur des opérations de l'infant, entré dans le royaume de Naples à la fin du mois de mars. Une flotte partie d'Espagne, chargée de troupes et de munitions, s'étant présentée devant la capitale, cette ville se soumit, mais il n'avait pu encore se rendre maître des châteaux et était arrêté avec son armée au camp d'Aversa, sans pouvoir poursuivre le vice-roi autrichien qui s'était retiré dans la Pouille. Le maréchal savait l'armée espagnole très affaiblie, et craignait qu'elle ne fût pas en état de se soutenir, si M. de Mercy trouvait le moyen de faire passer des secours, et s'il arrivait sur le Pô des événements qui ne permissent pas de s'y opposer. Il ne laissa point ignorer à Versailles le danger de sa position, bien plus critique encore lorsqu'il apprit l'insuccès de M. de Pezé envoyé près du duc de Modène (1).

M. de Pezé au cardinal de Fleury.

« Monseigneur, je partis le 15 pour me rendre à Modène ; j'y arrivai sur les 4 heures de l'après-midi, précédé par un commis, porteur d'une lettre de M. le maréchal de Villars. Aussitôt on m'envoya un carrosse pour me conduire à la cour, et reçu avec toutes les cérémonies italiennes à l'audience du Sérénissime. Il était dans un grand cabinet noir, éclairé seulement par deux bouts de bougies de seize à la livre. Je ne vous cache pas que j'eus besoin de toute ma fermeté pour conserver ma raison à l'aspect d'une figure plus noire encore.

« Représentez-vous un grand squelette ayant conservé sa peau collée sur un visage long d'une demi-aune et en écharpe, c'est-à-dire totalement appuyée sur son épaule droite, le tout surmonté d'une perruque plus noire que celle de M. d'Argenson, n'ayant pas été peignée depuis plus de vingt ans qu'elle est sortie des mains du perruquier.

« A la première parole, il s'approcha de moi, prenant un des côtés de sa longue perruque, pour en dégager sa très dure oreille.

« Après avoir lu la lettre de M. le maréchal, il répondit qu'il était trop enrhumé, que son grand âge lui ôtait la possibilité de fournir les fourrages nécessaires à notre cavalerie dans ses États, mais qu'il réunirait ses ministres pour entendre nos propositions ; qu'au surplus, toute l'Europe resterait scandalisée lorsqu'elle apprendrait la violence exercée contre un prince qui avait pris le parti de la plus stricte neutralité, et que ma demande était contraire aux droits de la justice. Je ne dus lui faire d'autre réponse que je ne suis ni politique ni jurisconsulte, mais homme de guerre, et que la volonté du roi ferait la conquête de sa citadelle.

(1) Colorno, 18 avril 1734.

« J'appris le lendemain que M. le duc de Modène faisait emballer sa bibliothèque, ses objets précieux et partait, se retirant à Bologne.

« Le peu que j'ai vu de sa citadelle m'a paru mauvais, les remparts abandonnés. Aucune palissade au chemin couvert et aux ouvrages extérieurs, la ville seulement bien fermée par un bon fossé. »

Le maréchal de Villars au roi de France.

« Camp de Colorno, 19 avril 1734.

« C'est avec une extrême peine que je suis obligé d'expliquer à V. M. la situation en quelque sorte périlleuse de votre armée, mais forcée.

« J'attends avec grande impatience le retour du courrier que j'ai dépêché à l'infant en arrivant dans ce camp. Toutes les nouvelles que j'ai de sa situation varient ; les plus sûres disent qu'il attaque les châteaux de Naples, et que sa petite armée est séparée en trois corps, disposition qui ne me plaît pas.

« V. M. est bien persuadée que, si le légat de Ferrare pouvait envoyer des courriers à Naples pour apprendre que l'armée de V. M. ne tient plus le Pô, lesquels seraient suivis de plusieurs autres qui publieraient que l'armée de l'Empereur passe cette rivière, V. M. est bien persuadée, dis-je, que l'amour des Napolitains pour l'infant serait troublé ; et quelles suites n'aurait-on pas à craindre, si l'on pouvait répondre que l'on ne tient plus le Pô? Près de 40 E. de nos troupes bordent cette rivière jusqu'à la hauteur de Ferrare. M. de Boissieux, mon neveu, homme d'esprit, est avec 12 ou 15 officiers, ne pouvant mener des troupes sur les terres du pape le long du Pô jusqu'à hauteur de la mer Adriatique (1).

« Pendant ce temps-là, je supplie V. M. de vouloir bien rappeler les lettres que j'ai écrites au roi de Sardaigne, dans les premiers jours de ce mois, pour le presser de faire marcher ses troupes vers l'Oglio. Enfin, cette nuit, je lui ai dépêché M. de Lisle, maréchal de camp, pour lui en faire voir l'extrême néces-

(1) Voir la lettre du maréchal de Villars au roi en date du 21 avril, pour avoir l'explication de cette phrase.

sité; j'ai expliqué qu'il faut ôter à l'ennemi la tentation de marcher à nous. Je lui aurais dépêché M. de Pezé, que je peux croire avoir quelque crédit auprès de lui; mais étant obligé d'un moment à l'autre à des mouvements de troupes qui exigent ordre et diligence, je ne puis m'en passer.

« Ainsi, dans le moment présent, M. de Broglie est avec 32 B. et 12 E. de vos troupes vers le bas Oglio.

« J'ai 40 E. et 9 B. en deçà du Pô, et le roi de Sardaigne, toutes ses troupes de l'autre côté de l'Adda.

« Si le général Mercy était en état d'agir, certainement il marcherait à nous; V. M. verra, par les nouvelles que je reçois présentement, que les ennemis s'y préparent.

« Que le roi de Sardaigne veuille bien marcher sur l'Oglio; car si les ennemis marchent vers le haut Oglio, il leur faut au moins trois jours. Il ne m'en faut que deux pour joindre M. de Broglie avec ma cavalerie, et l'infanterie a des bacs tout préparés pour n'être point obligée d'aller chercher le pont. Toutes les précautions que l'on peut prendre pour la plus grande diligence sont employées de ma part.

« Que le roi de Sardaigne veuille bien marcher, nous serons en force suffisante; s'il n'en veut rien faire, je le répète avec douleur, la situation de votre armée est périlleuse.

« Que doit faire votre général? Peut-il exposer l'infant à un péril extrême par un changement de volonté dans l'esprit des Napolitains! et par conséquent quelles suites à craindre du côté de l'Espagne! Je prie Dieu, de tout mon cœur, que le courrier que j'attends de Naples puisse arriver à V. M. avant qu'elle reçoive cette lettre, et qu'il n'y ait d'autre mal que le redoublement de mon insomnie.

« Je veux espérer que M. de Lisle aura obtenu du roi de Sardaigne la marche de ses troupes sur l'Oglio; mais il faut que ce soit dès aujourd'hui, puisqu'il ne serait pas impossible que ce ne fût trop tard dans quatre jours.

« M. de Pezé a été représenter à M. le duc de Modène que la crainte de voir sa citadelle occupée par les Impériaux obligeait V. M. à lui demander qu'il en confiât la garde à ses troupes. Sa réponse, qu'il a fait dire par son ministre, a été qu'il ne la remettrait pas; qu'il était né souverain, fort serviteur de V. M.,

mais qu'il ne la céderait qu'à la force. J'ai été informé qu'il avait mandé à M. le prince de Modène son fils, qui est à Gênes, qu'il lui remettait sa ville et ses États...

« Par les nouvelles qui viennent de m'être apportées dans le moment, V. M. jugera qu'elles peuvent causer l'inaction des ennemis; il est bien certain que, s'il y avait un général sensé à la tête de leur armée, elle n'aurait point d'autre parti à prendre que de marcher diligemment à l'Oglio. » (D. G., vol. 2754.)

Le 20 avril, le maréchal apprit que l'infant s'était emparé de deux forts de Naples (les *Carmes* et le *château de l'Œuf*), et que les Piémontais avaient ordre de passer l'Adda et d'aller occuper le haut Oglio, entre Soncino et Ostiano. Ainsi rassuré, il jugea qu'il pouvait se dégarnir de quelques troupes à la droite du Pô, et fit passer, le 22, sur l'Oglio neuf E. qui se trouvaient dans le Guastallois et le Modénois. Il regardait cette nouvelle disposition comme capable de couvrir les États de Parme et de faire échouer les projets de l'ennemi sur l'Oglio (1).

(1) Les troupes, en brigades, étaient postées de la façon suivante :

Sur l'Oglio : entre la rivière et Calvatone, Picardie (3 B.) et Orléans (1 B.); sous le village de Piadana, Champagne (3 B.), la Sarre (1 B.) et Foix (1 B.); entre Castel-Franco et Isola, Auvergne et Condé (2 B. chacun); à Isola, Anjou (2 B.), Rochechouart (1 B.) et Royal-Roussillon (1 B.); de l'abbaye de Monticello à Villa-Rocca, Souvré (2 B.), Quercy (1 B.) et Luxembourg (1 B.); de Villa-Rocca à Ostiano, la Reine (2 B.), Tessé et Bassigny (1 B. chacun); à San-Matteo, Sabbionnetta, Guazzolo et San-Martino di Bozzolo, Dauphin (2 B.), Bourbon (2 B.), Flandres (1 B.); à Robecco, Forest (1 B.); pour garder le pont sur le Pô, Medoc (1 B.); à Bozzolo, Montconseil (1 B.). Les 5 compagnies de grenadiers de la brigade de Champagne campaient vis-à-vis la redoute du pont de Canetto, pour servir de renfort à la garde de ce pont. La cavalerie, sous les ordres de M. de Broglie, était ainsi distribuée : à Crémone, Toulouse et Dauphin-dragons (3 E. chacun); à Casal-Maggiore, Brissac et Vogué; à Treviglio, Laferronnays (2 B. chacun); à Caravaggio, Rosen (3 B.); à Guazzolo, 2 E. de hussards.

Positions des troupes sur le Pô : à Boretto, le 2[e] E. de Cossé (du Gono, lieutenant-colonel); à Gualtieri, le 1[er] E. de Cossé (avec M. de Cossé, colonel); à Guastalla, 1 B. de Nivernais (M. d'Avaray); à Suzzara, Gonzaga, Tabellano, Toricella, Salletto, Montecchiana, Portiolo, Preda, Gargo, Messanino, Pegaguaga, le Roi (4 B.); à la Bardelle et dans l'île qui se trouve en face, 80 dragons de la Reine, commandés par M. de Ramée; à San Benedetto, les compagnies de grenadiers des 3[e] et 4 B. du Roi, celles de Saint-Simon et 180 dragons de la Reine avec les étendards; à

Le maréchal de Villars au roi.

« Camp de Colorno, le 21 avril 1734.

« Après avoir attendu plus longtemps que je ne croyais le retour de mon courrier, il est enfin arrivé aujourd'hui. M. de Saint-Aignan a trouvé à propos d'en envoyer un des siens à Naples, il ne me rapporte rien de plus nouveau que ce que l'on avait appris par les lettres du 11.

« J'avais espéré la prise du château; V. M. verra, par la copie de la lettre de l'infant, qu'il n'est point en son pouvoir; M. de Saint-Aignan me mande seulement que l'on est maître des Carmes et du château de l'Œuf; cette situation ne me permet pas

Locamatta, 150 dragons de la Reine ; à Mirasole, Saint-Simon (M. du Rousset, lieutenant-colonel); à la Ripositure, 50 dragons de la Reine ; à Sabionelle, le 2 E. d'Armenonville (M. Pondelart, lieutenant-colonel) ; à Quingentole, d'Armenonville ; à Quistello, les 2 premiers E. d'Orléans (M. Montauban, lieutenant-colonel), et à Bondanello, le 3e sous les ordres de Tuderle ; à Revere, le 1er B. du Maine, le 3e E. d'Armenonville, et 20 hussards, commandés par MM. de Châtillon et Valence ; à Sermide, les 3 brigades de carabiniers de Pardaillan, Parabère et la Marck, commandés par M. de Parabère ; à Carbonara, la brigade de Valcourt sous M de Valcourt ; à Finale, les cuirassiers, dont le chef, M. de Berville, était encore à Crémone; à Castelnovo, Chepy, commandé par M. Chepy; à Montechio, Royal-Piémont et Beuvron, sous les ordres de M. de la Feuillade ; à Correggio, 6 compagnies du Dauphin-cavalerie (la Condinière) ; à Carpi, 6 compagnies même régiment (Bretonvilliers) ; à la Concordia, Nicolay, sous les ordres de M. Nicolay ; à la Mirandola, le 2e B. du Maine, et 100 dragons de Nicolay, commandés par M. de Louzel; à San-Felice, Vassé-cavalerie et Vibraye-dragons.

Voici la situation des troupes piémontaises : M. de la Pérouse, lieutenant général, ayant pour maréchal de camp M. d'Apremont et M. Montberceil pour brigadier, occupait Soncino, Romanenzo, Ticenzo et Casaletto avec gardes (2 B.), Desportes (2 B.), Tarentaine (1 B.) et Genevois-dragons. M. de Schulembourg, maréchal de camp (MM. Barol, brigadier et Frabouze), occupaient Fontanella, Genivolta, Azzanelto et Camisano avec Piémont (2 B.), Saluces (2 B.) et Verceil (1 B.). De Burgdorf, maréchal de camp (M. Breton, brigadier), tenait Bordolano, Castel-Visconti, Scandolara d'Oglio, Mirabello, Casal-Morano, Soresina avec Montferrat (2 B.), Schulembourg (2 B.), Rebender (1 B.) et Royal-Piémont (cavalerie). Enfin M. de Suze, maréchal de camp (comte de Cumiano, et MM. Bescat et Lagnasco, brigadiers), était à Villa-Rocca, Gabianetto, Robecco, Grimone et Monasterolo avec Savoie (2 B.), Reitman (2 B.), Turm (1 B.) et Piémont-dragons.

d'apporter de grands changements à la disposition des troupes de V. M.

« J'avais chargé M. de Lisle de l'informer de ce qu'aura produit son arrivée auprès du roi de Sardaigne. J'apprends dans ce moment, par une de ses lettres d'hier, que le roi de Sardaigne ordonne à ses troupes de marcher sur l'Oglio, et, pour faire chose qui soit agréable au prince, je fais repasser le Pô à quelques-unes de celles de V. M. Ce n'est pas que diverses raisons ne me portassent à croire qu'il faudrait attendre la nouvelle de la prise des châteaux de Naples; mais il faut faire voir aussi au roi de Sardaigne que je ne veux rien mettre au hasard du côté de l'Oglio, ou, pour parler plus juste, au moindre hasard qu'il sera possible; bien, il est vrai, que dès qu'il y envoie ses troupes, je crois pouvoir assurer V. M. que notre situation ne sera point périlleuse. M. de Broglie est à cette tête, sur lequel je me repose entièrement...

« Dans ce moment arrive M. de Boissieux, que j'avais envoyé reconnaître les bords du Pô jusqu'à la mer Adriatique. Par les connaissances qu'il a prises et par le compte qu'il m'en rend, je trouve qu'il est bien plus facile que je croyais d'en défendre le passage.

« Ainsi je donne les ordres dans l'instant pour renvoyer des troupes vers l'Oglio, et, sur la résolution que le roi de Sardaigne a prise de faire passer l'Adda à ses troupes, j'espère pouvoir me mettre en force, de manière que, soutenant les États de Parme, je pourrai rendre difficiles les desseins des ennemis sur l'Oglio. » (D. G., vol. 2754.)

A Versailles on n'approuvait pas la disposition prise le 12, qui mettait à la droite du Pô beaucoup de cavalerie et seulement 9 B., car il était difficile de garder le bas Pô et l'Oglio dans une étendue de quarante lieues, sans que l'ennemi trouve moyen de pénétrer par quelque endroit; ce qui donnerait à craindre pour le haut Oglio, guéable presque partout, si ce n'était que l'armée de l'Empereur aurait de la peine à y subsister, et que, si elle prenait ce parti, elle s'éloignerait de Mantoue, qui doit renfermer ses dépôts les plus considérables.

D'après les informations de bon lieu, l'objet des ennemis est de passer le Pô pour porter la guerre dans le Parmesan,

et on engage le maréchal à porter de ce côté sa principale attention. Il y a bien 44 E. et 9 B. dans ce pays; mais cette infanterie est dispersée, et la cavalerie, quoique plus propre que l'infanterie à empêcher le passage des rivières, ne saurait, en raison de la grande étendue du Pô, se passer du concours de l'infanterie. On pense que, si le général autrichien doit passer le Pô, ce sera dans le Ferrarois, et, si le maréchal n'est pas alors dans le cas de lui tenir tête avec l'infanterie et la cavalerie, l'ennemi pourrait faire de grands progrès avant la concentration de l'armée française.

Les Impériaux n'ont rien à craindre dans le marais de Mantoue, et ils peuvent partir de là en force pour faire une pointe sur la droite ou sur la gauche des Français. Sur la droite se trouvent les États de l'infant, dont la conservation est infiniment précieuse au roi; le Milanais, qu'il serait fâcheux de laisser entamer, se trouve au centre et à la gauche de l'armée; et de Stellata à Palazzolo il y a quarante lieues. Le roi a confiance dans les talents du maréchal, qui verra par les premiers mouvements de l'ennemi quel peut être son objectif et saura s'y opposer. (*Lettre du roi au maréchal de Villars,* 22 avril 1734.)

Le duc de Modène avait refusé de livrer sa citadelle aux Français. Quoique le siège de cette ville ne parût pas une opération bien importante, M. de Villars n'osa prendre sur lui de l'attaquer. Il crut devoir, le 22, en référer au roi, qui répondit, le 2 mai :

« Je réponds à votre dépêche du 22 du mois passé. Je suis de plus en plus persuadé que, dans la situation présente des affaires, il convient que vous occupiez la citadelle de Modène. Vous ferez bien de faire part au prince de Modène de ce que la nécessité m'oblige de vous ordonner à cet égard, et cependant vous ferez vos dispositions pour faire entrer incessamment mes troupes dans cette place de gré ou de force. » (D. G., vol. 2755.)

Dans cette même dépêche du 22 avril, le maréchal exprimait les inquiétudes que lui causaient les pertes subies par l'armée espagnole pendant sa marche sur Naples. « Elle est actuellement à peine de 12,000 hommes. Des officiers du régiment de Bourbon mandent que ce régiment de 1,200 hommes est réduit à 400. Cette armée a marché sans tentes, souvent sans pain, et il pourrait

bien être que M. de Montemar, d'ailleurs grand capitaine, n'en eût pas toutes les parties; et ce n'est pas une des moindres que celle de conserver une armée. » Jusqu'à présent l'armée française n'a point de malades.

A propos du désir que M. de Flobert, commissaire de la gendarmerie, éprouvait d'obtenir la croix de Saint-Louis, M. de Villars disait : « Il est malade d'honneur, et je crains de le voir se retirer, » puis il ajoutait : « Je suis dans un pays où cette maladie n'est point du tout connue; aucun Parmesan n'a suivi don Carlos. Il est vrai qu'il ne l'a point désiré; mais un Français ne vous demanderait pas la permission de vous suivre. Aucun Milanais ne va à la guerre; je crois bien que les Napolitains sont à peu près de même. »

Les troupes sardes, ayant passé l'Adda le 20, arrivèrent le 24 sur l'Oglio.

A Versailles comme à l'armée, on désirait voir à la droite du Pô plus d'infanterie. Le 24 avril, le ministre de la guerre prescrivait les mesures nécessaires pour mettre la place de Mirandola en état de défense et pour la bien approvisionner « en raison des circonstances présentes. »

M. de Fontanieu au ministre de la guerre.

« Colorno, le 25 avril 1734.

« J'ai eu l'honneur de vous mander que la garde de l'Oglio était partagée entre les troupes du roi et celles du roi de Sardaigne; que les troupes du roi de Sardaigne s'étendaient depuis Soncino jusqu'à Ostiano et que depuis Ostiano les nôtres camperaient en descendant jusqu'à Bozzolo. Ainsi Ostiano est le centre de ce partage, et M. le maréchal a toujours compris qu'un village appelé Gabionetta, qui est à même hauteur qu'Ostiano, faisait partie de son campement. Je ne sais comment il y a eu du malentendu à l'égard de ce village; mais, dans la disposition que le roi de Sardaigne a faite de ses troupes sur l'Oglio, il a compris Gabionetta pour une de ses brigades.

« M. le maréchal, qui a compris que ce malentendu pourrait

causer quelques embarras, avait chargé M. de Broglie de se porter lui-même sur les lieux pour y remédier. Il y a été, en effet, mais la brigade n'est point arrivée au jour marqué; elle est venue le lendemain. M. de Souvré, qui s'est trouvé là avec son régiment, lui a proposé de se reculer ; ce qu'elle a fait.

« J'ignore comment les choses se sont passées, je n'ai pas ouï-dire que M. de Souvré eût eu aucun tort que la proposition en elle-même, que M. de Broglie aurait faite; mais malheureusement la brigade dont il s'agit s'est trouvée celle du régiment des gardes du roi de Sardaigne, et il en a été si offensé, qu'il a dépêché sur-le-champ un courrier à M. le maréchal pour se plaindre de M. de Souvré, et par là même il a ajouté que, si l'on traitait ainsi ses troupes, il leur ferait repasser l'Adda.

« Cette dernière partie de la lettre a extrêmement piqué M. le maréchal, qui a répondu, à ce qu'il m'a assuré, avec beaucoup de respect et de douceur (1).

« Nous n'avons point eu de nouvelles directes des Espagnols ;... les seules que nous ayons nous viennent d'une lettre de Rome à Parme, du 18; elles portent :

« 1° Que le comte de Charmy doit faire le siège du château Saint-Elme; que les Allemands ont évacué celui des Carmes, et que l'on compte que le château Saint-Elme sera une affaire courte ;

« 2° Que M. de Marsillac fait le siège de Baya;

« 3° Que le marquis de Belmonte fera le siège de Capoue, et que l'infant est allé reconnaître lui-même le campement ;

« 4° Que le duc de Castro-Pignano et le marquis de Las-Minas sont toujours à la poursuite du vice-roi, que l'infant est toujours à Aversa, et qu'il ne fera son entrée dans Naples que lorsque ces corps séparés se seront rassemblés au retour de leur expédition ; que, pour rendre cette entrée plus magnifique, on attend les habits uniformes et la livrée de la maison de S. A. R.; qu'il n'y a plus un baron du royaume qui ne se soit soumis.

« Il paraît difficile de croire que les Espagnols, dans un pays aussi nouvellement conquis, se soient affaiblis en se divisant pour tant d'expéditions différentes, surtout n'étant pas plus forts qu'ils ne le sont. » (D. G., vol. 2754.)

(1) M. de Villars au roi de France, en date du 26 avril.

Le gros des troupes ennemies était depuis le Mincio jusqu'à Ostiglia, avec quelques régiments dans le Polezni. Certains avis portaient cette armée à 66,000 hommes, non compris les hussards. Mais le maréchal ne l'estimait pas à plus de 55,000 hommes. L'effectif de l'armée alliée était à peu près le même, et elle allait être renforcée de 6 bataillons, qui marchaient sur l'Italie.

M. de Broglie avait adressé à M. de Villars l'état suivant :

Liste des troupes qui doivent composer l'armée de l'Empereur en Italie.

INFANTERIE.	hommes.	CAVALERIE.	hommes.
Guido-Starembergh	3,000	Darmstadt	1,094
Riniqusck	3.000	Mercy	1,094
Havrach	3,000	Frédéric-Wurtemberg	1,094
Max-Starembergh	3,000	Vétérany	1,094
Levinstheim	2,500	Hochensollen	1.094
Culumback	2,500	Hamilton	1,094
Seckendorf	3,000	Palfy	1,094
Firstenbusch	3,000	All-Wurtemberg	1.094
Giovene-Daun	3,000	Jergle	1,094
Feilschmeister	3,000	Haltann	1.094
Wacthendonck	2,500	Lichtensteim	1,094
Weilan	2,500	Saxe-Gotha	1,094
Ligneville	2,500	Chonkomberg	1.000
Palfy	2,500	Havor	1,000
Hilburgshausen	3.000	Cavalerie	15.128
Baracsh	2.500	Infanterie	50,900
Gransbeintein	3,200	Total général	66,028
Waleg	800		
Framwalis	800		
Ochilvi	800		
Wensel-Walis	800		
	50,900		

« Il faut observer que voilà le fond des troupes qui sont destinées pour l'armée d'Italie ; mais qu'il y aura des régiments de cavalerie qui sont en chemin dans le Tyrol, qui arriveront incessamment. »

En communiquant cet état au roi le 26 avril, le maréchal écrivait :

« L'on peut en diminuer; mais l'opinion la plus commune c'est qu'ils ont bien 55,000 hommes.

« Il est certain que c'est l'élite des régiments impériaux; mais je crois avoir l'élite des troupes de V. M., et assurément nous ne compterons pas nos ennemis...

« Les Piémontais auront bien 16,000 hommes; ainsi quelque supériorité d'hommes aux ennemis ne nous embarrassera pas; l'étendue du pays à tenir est plus embarrassante; on tâchera d'y suppléer par le bon ordre et la vigilance.

« Voici les dispositions des ennemis et celles des troupes de V. M. Le gros de leurs troupes est depuis le Mincio jusqu'à Ostiglia, et quelque chose dans le Polesni.

« M. de Coigny est campé à Mirasole vis-à-vis de l'embouchure du Mincio avec 8 B. et quelques corps de cavalerie et de dragons.

« Nous savons que les ennemis ont un pont de bateaux sur le Mincio, chargé d'ancres et de bordages, et tout prêt à être jeté; ils ont un autre pont sur des haquets vers le bas Pô.

« M. de Pezé, qui est allé hier visiter les postes de M. de Coigny, a trouvé le Pô si bas qu'il croirait le passage à la nage de la cavalerie très facile...

« M. de Coigny a fait des retranchements et y a actuellement une brigade et du canon.

« M. de Maillebois est à Quadrelle, et j'ai fait faire un pont de bateaux sur ce que l'on appelle le Pô-Morto, près de Stellata, et renvoyé M. de Boissieux le long du Pô; mais je ne suis pas tranquille sur le moyen que les ennemis auront d'y faire un pont, parce que S. M. comprend bien que je ne puis pas étendre ses troupes jusqu'à la mer Adriatique; quitte à les aller combattre, s'ils passent dans le Ferrarais avec une armée considérable, car un corps médiocre pourrait peut-être couler le long de la mer vers Comacchio.

« Je vois, sire, par une lettre de M. le cardinal, que V. M. me permet de me retirer; je suis pénétré de sa bonté, mais j'ai l'honneur d'être connu d'elle, et, dans la situation des armées, je me ferais plutôt lier sur un cheval que de ne pas me trouver à une grande action, et, Dieu merci, je ne suis pas dans cet état...

« A la vérité, je crois qu'il ne serait pas bien que je quittasse l'armée de V. M. présentement; cela ne serait pas bien non plus

pour le roi de Sardaigne et pour l'infant, et j'ai la présomption de croire qu'ils pourraient s'en trouver mal.

« Je dois un compte fidèle à V. M. de tout ce qui se passe entre le roi de Sardaigne et moi ; elle trouvera ci-joint copie de la lettre qu'il m'a fait l'honneur de m'envoyer par un courrier, et de ma réponse (1).

« Nous pouvons donner une bataille d'un moment à l'autre, et l'incivilité de M. de Souvré l'obligerait à rappeler ses troupes au delà de l'Adda ! Ce sont ses généraux qui exigent de pareilles lettres; elles ne sont pas assurément d'un jeune roi désireux de gloire. » (D. G., vol. 2754.)

Toutes les nouvelles de l'ennemi confirmèrent le projet de franchir le Pô. Les eaux étaient si basses, que M. de Coigny informa M. de Villars qu'il ne croyait pas impossible à leur cavalerie de passer à la nage; cependant le maréchal, confiant plus que jamais dans ses dispositions, et espérant que MM. de Coigny et Maillebois parviendraient à empêcher le passage, depuis l'embouchure du Mincio jusqu'à Stellata, ne s'occupait que d'aller combattre les Impériaux au delà du Panaro, s'ils passaient le Pô dans le Ferrarais. Il donna même l'ordre à M. de Broglie, à Quadrelle, de jeter un pont près de Stellata. Sur les représentations du vice-légat, qui craignait que les Impériaux ne fussent par le fait attirés sur les terres de l'Église, on se contenta de rassembler les bateaux. Mais M. de Broglie continua d'envoyer au delà du Panaro des détachements pour éclairer les mouvements de l'ennemi dans le Ferrarais.

Quant à M. de Coigny, ayant su que l'ennemi avait 80 bateaux sur le Mincio prêts à entrer dans le Pô, il s'établit à Mirandola et appela 6 des B. de la droite du fleuve, se fit rejoindre par 4 régiments de dragons, et toutes ces troupes furent rassemblées les 26 et 27, ainsi que 10 pièces de canon. A la nouvelle que les bateaux étaient descendus au-dessous des écluses de Governolo, il fit avancer les carabiniers de Revere, rapprocha du Pô le reste de la cavalerie, ordonna la construction d'une batterie pour enfiler l'embouchure du Mincio, et prit toutes les mesures pour s'opposer au passage de l'ennemi. Dans cette position, ayant représenté au

(1) Voir la lettre de M. de Fontanieu au ministre de la guerre (25 avril).

quarteir général la facilité que l'ennemi avait de passer le fleuve, le maréchal lui envoya un renfort de 4 B. et d'un régiment de dragons.

« Je pars dans ce moment, écrivait-il, le 26 avril, au ministre de la guerre,... je compte être de bonne heure à San-Benedetto, et visiter dès aujourd'hui les bords du Pô.

« Les avis que j'ai eus cette nuit, disent que les ennemis ont plus de cent bateaux sur le Mincio...

« Les eaux sont très basses, mais notre courage est très haut; nos sentinelles et celles de l'ennemi s'entretiennent, et même les officiers généraux, avec la plus grande politesse. Je compte bien les entretenir aussi. » (D. G., vol. 2754.)

La visite du poste de M. de Coigny convainquit le maréchal de la facilité du passage. Il reconnut que la partie la plus dangereuse était depuis San-Benedetto jusqu'à Revere. Abandonnant la défense du Pô dans le Ferrarais, il prescrivit à MM. de Coigny et Maillebois de resserrer leurs troupes entre ces deux points, et de n'envoyer sur le bas Pô que des détachements légers.

C'est ce que M. de Coigny écrivait au ministre de la guerre, le 28 avril, du camp de Mirasole :

« M. de Pezé était venu visiter ce poste de la part du maréchal; sur le compte qu'il lui en a rendu, il y est venu lui-même et a trouvé, ainsi que je le lui avais mandé, qu'il était si aisé à l'ennemi d'y passer le Pô, qu'il n'a pu s'empêcher de dire que, s'il était à la place de M. de Mercy, il l'aurait déjà fait très facilement. Il a fort approuvé la disposition que j'ai faite, et n'y a rien changé; il a seulement visité le Pô jusqu'à Revere et s'en est retourné à Colorno, après avoir fait la revue des troupes.

« Je suis ici avec 6 B., 4 régiments de dragons et 10 pièces de canon, auxquelles je fais faire actuellement une batterie... J'ai marqué à chaque régiment son champ de bataille, afin qu'il s'y porte de jour et de nuit..... Comme les ennemis ont tous leurs bateaux préparés au-dessous de l'écluse de Governolo, et qu'ils peuvent être sur nous en moins d'un quart d'heure, je fais monter un bivouac de 300 hommes et 2 compagnies de grenadiers, afin de donner le temps aux bataillons d'arriver. Toutes ces troupes sont d'une volonté infinie, et j'ose vous assurer qu'elles feront leur devoir; il serait à souhaiter qu'elles fussent en plus

grand nombre et à portée d'être soutenues; mais les plus proches sont par delà le Pô...

« J'ai fait rapprocher et camper les carabiniers de Revere.

« *P. S.* Dans le moment, M. le comte de Beuvron, qui était à Montecchio, et qui tirait des fourrages de Reggio, vient de me dire qu'on a refusé de continuer à lui en fournir, et que le duc de Modène a fait entrer 1,200 hommes de milice et placer du canon en batterie. Il faut qu'il croie que les ennemis passeront bientôt le Pô, pour oser prendre ce parti-là. » (D. G., vol. 2754.)

Le maréchal, de retour à Colorno le 29, écrivit au roi pour lui rendre compte de sa tournée. Il ajoutait :

« Dans une telle situation je n'ai pu que charger MM. de Coigny et de Maillebois de serrer leurs troupes entre Revere et San-Benedetto, portant quelque attention sur le bas Pô, mais sans y envoyer que des détachements légers.

« V. M. sera bien persuadée que les périls d'une telle situation me rappellent les regrets dont je n'ai que trop fatigué V. M. sur le projet que le roi de Sardaigne a rompu.

« J'ai trouvé une grande consolation après ces peines : c'est la sagesse de toutes vos troupes. Il est sans exemple que, depuis trois mois, il ne soit pas revenu la moindre apparence de plainte; je n'ai pas ouï-dire que l'on ait pris une poule; à cette consolation se joint la joie de la beauté de votre armée... Voilà de quoi oublier l'insomnie; c'est une incommodité qui me serait même nécessaire dans la situation où je suis, et jusqu'à ce que Dieu m'ait fait la grâce de bien battre les ennemis...

« J'ai dit à toutes les troupes que V. M. me l'ordonnait; elles ont jeté leurs chapeaux en l'air... et, en vérité, j'ai été prêt à y jeter le mien aussi, tant leur satisfaction m'a touché. » (D. G., vol. 2754.)

Heureux de la situation et de l'esprit des troupes, le maréchal désirait une occasion de les mettre aux prises avec l'ennemi. L'état des affaires dans le royaume de Naples paraissait alors lui donner de l'inquiétude. Il avait appris que, le 18, l'infant était encore arrêté au camp d'Aversa, sans avoir pu commencer le siège des châteaux, son artillerie n'ayant débarqué que le 16 à Pozzolo.

Le 30, le quartier général reçut l'avis, bientôt confirmé par

M. de Coigny, que les Impériaux faisaient descendre vers Ostiglia un gros détachement, dans le dessein probable de franchir le Pô. On envoya l'ordre à M. de Broglie de porter à la droite de ce fleuve les brigades de Picardie, Champagne et Dauphin, auxquelles se joindraient les régiments de Béarn, campé à Colorno, de Médoc, qui se trouvait à Guastalla, et Royal-Artillerie, qui partirait de Crémone. Ces troupes devaient s'avancer jusqu'à Concordia, sur la Secchia, et y attendre de nouveaux ordres.

Le plan du maréchal était de porter ces troupes sur le Panaro avec les forces de M. de Coigny, ou du moins de rassembler les unes et les autres sur la Secchia. Il écrivit à M. de Broglie de resserrer sur sa droite les troupes qui resteraient sur l'Oglio, et demandait au roi de Sardaigne de concentrer ses forces sur celles de M. de Broglie, en ne laissant que 400 hommes à Soncino. Il fit venir sur l'Oglio un régiment de dragons et un de cavalerie, restés aux environs de Pizzighettone.

Un événement inattendu modifia ces dispositions. Profitant des lacunes que laissait nécessairement la trop grande étendue de nos quartiers, le 2 mai à la pointe du jour, l'ennemi passa le Pô dans des bateaux, au village de Portiolo et au-dessus de San-Benedetto. Averti à 7 heures, M. de Coigny dépêcha sur-le-champ un officier au camp de Colorno. M. de Villars transmit aussitôt cette nouvelle à Versailles.

Le maréchal de Villars au roi.

« Camp de Colorno, le 2 mai 1734.

« Un aide de camp de M. de Coigny m'a appris, à 11 heures du matin, que l'armée desennemis avait passé le Pô à une demi-lieue derrière lui.

« M. de Coigny me mande qu'il retire toutes ses troupes derrière le Crostollo.

« Le roi de Sardaigne désire me parler; j'ai l'honneur de lui mander que la nécessité de recevoir ses ordres me retiendrait quelques heures ici. Il est certain qu'il faut convenir avec ce

prince des moyens de conserver l'Oglio sans abandonner le Parmesan...

« Quand je songe qu'il n'a tenu qu'à l'Espagne qu'il n'arrivât pas un Allemand en Italie; que le roi de Sardaigne a deux fois rompu le projet qui faisait peut-être périr dans Mantoue la partie de l'armée de l'Empereur qui s'y pouvait renfermer, empêchant tout moyen au secours d'arriver d'Allemagne, je trouve que je suis très à plaindre par mon zèle pour le service de V. M. et ce qui intéresse ma réputation; car je sais bien que les événements décident de l'opinion des hommes, sans faire aucun mérite à ceux qui les ont prévus. »

M. de Fontanieu au ministre de la guerre.

« Camp de Colorno, le 2 mai 1734.

« Les ennemis ont passé le Pô la nuit dernière vis-à-vis Torricella, un peu au-dessous de Borgoforte. Ils n'ont trouvé devant eux que le régiment de Royal-Piémont-cavalerie, qui, n'étant soutenu d'aucune infanterie, a été obligé de se retirer sans aucune perte.

« MM. de Coigny et de Beuil s'y sont portés avec les troupes du camp de Mirasole; mais ils ont trouvé les choses hors d'état de pouvoir engager une affaire. M. de Coigny a mandé à M. le maréchal qu'il prenait le parti de se retirer vers Guastalla pour mettre le Crostollo devant lui...

« Voilà l'effet des intrigues et des sollicitations de M. le duc de Modène. Non que les ennemis n'eussent passé le Pô sans lui; mais peut-être ce n'eût pas été sitôt. Nous perdons un pays immense, tout le bas Mantouan et le Modénois, et toute communication avec Ferrare, qui était notre ressource pour les grains.

« M. de Pezé a marché en avant dès l'instant de la nouvelle; nous n'avons point encore entendu parler de lui. M. le maréchal est dans une situation affreuse. » (D. G.)

Le maréchal résolut aussitôt de rassembler toutes les troupes françaises et piémontaises échelonnées le long du Pô, et d'opérer une diversion dans le Seraglio, en marchant par la Fossa-Maëstra

droit à Borgoforte et de là au pont de l'ennemi. Parti de Colorno, le 3, il établit son quartier général à Bozzolo, d'où il expédia les ordres. Le roi de Sardaigne s'y trouva le lendemain matin. Bien que les Piémontais ne fussent pas encore arrivés, le mouvement sur le Seraglio fut décidé.

A 2 heures de l'après-midi, les troupes marchèrent en trois colonnes, qui franchirent l'Oglio aux ponts de Cannetto, Marcaria et Guazzolo, celle de gauche se dirigeant sur Curtatone, celle du centre sur Montanara, celle de droite sur Borgoforte. La Fossa-Maëstra fut passée sans difficultés. On trouva quelque résistance à Curtatone, où la colonne de gauche fit soixante prisonniers et tua une centaine d'hommes. Le 5, à cinq heures du matin, on était maître de Borgoforte, où les trois colonnes se rassemblèrent. Le marquis de Lisle, maréchal de camp, fut détaché pour aller reconnaître le pont des ennemis. Sur le rapport qu'il en fit, le roi et le maréchal ne voulurent rien tenter et ramenèrent les troupes à Guazzolo. Comme Charles-Emmanuel et M. de Villars étaient un peu loin en arrière, accompagnés de grenadiers et de quelques gardes, ils se virent attaqués par 400 hussards autrichiens. Le roi parlait de se retirer. « C'est le moment de payer d'audace, dit de Villars, car la retraite nous perdrait. » En effet, ils chargèrent les ennemis avec tant d'impétuosité qu'ils les dispersèrent. « Monsieur le maréchal, lui dit le roi après l'action, je n'ai pas été surpris de votre valeur mais de votre vigueur. — Sire, ce sont les dernières étincelles de ma vie, répondit tristement le combattant octogénaire, car je crois que c'est ici la dernière opération de guerre où je me trouverai. » Ce fut en effet le dernier exploit de Villars.

De retour à Bozzolo, il expliquait à Louis XV les raisons du mouvement rétrograde en deçà de l'Oglio.

Le maréchal de Villars au roi.

« 5 mai.

« Je rendrai compte à V. M. de ce qui s'est passé lorsque les ennemis ont surpris un passage du Pô, près l'abbaye de San-Be-

nedetto, derrière M. le marquis de Coigny et assez près de lui, sans qu'il en ait été averti que sur les 7 heures du matin.

« Sur cette nouvelle, je vis bien qu'il me serait impossible de me mettre en force, par la séparation des troupes de M. de Coigny et l'éloignement de toutes celles de l'Oglio. Je n'imaginai donc d'autre parti que de me rendre dans l'instant au centre de l'Oglio, prendre toutes les troupes que je pourrais rassembler en sept ou huit heures, et marcher à la Fossa-Maëstra, pour attaquer les derrières des ponts des ennemis.

« *P. S.* Un courrier de M. l'intendant m'apprit dans ce moment que je n'aurais pas les troupes du roi de Sardaigne; ainsi je me trouvais, avec les 19 B. et 18 E. des troupes de V. M., ayant encore deux lieues à faire pour approcher d'un camp qui avait derrière lui l'armée entière des ennemis, lequel assurément n'aurait pas attendu sans la sûreté d'être soutenu. Je crus donc, sire, ne devoir pas laisser engager une aventure qui pourrait avoir des suites bien fâcheuses, et je ramenai les troupes.

« J'apprends dans ce moment que l'infant est maître des châteaux de Naples et de Baya.

« Je vais prendre des mesures pour soutenir les États de Parme, sans séparer les troupes de V. M. comme j'ai été forcé de le faire pendant la conquête de Naples. »

Ne trouvant pas M. de Coigny en sûreté derrière le Crostollo, le maréchal lui avait ordonné de se retirer derrière la Lenza, et même derrière la Parma, si cela paraissait nécessaire.

L'armée ennemie n'avait pas bougé de San-Benedetto. Des partis s'avancèrent jusqu'à Guastalla, que nous avions abandonné après avoir pillé les magasins, et même jusqu'à Brescello, mais sans inquiéter la retraite de M. de Coigny sur Colorno, où il arriva le 5 avec 23 B. et 25 E. M. de Maillebois, dont le détachement occupait la Mirandola et les bords du bas Pô, avait pu rejoindre sans obstacles. Conformément aux ordres du quartier général, M. de Coigny envoya, le 6, 2 régiments de dragons à Plaisance et fit entrer à Parme un autre régiment de dragons et 2 B. Le général en chef pressait la construction d'un retranchement au pont de Sacca, en même temps que le roi de Sardaigne ordonnait de jeter un pont à Crémone.

Le maréchal revint à Colorno le 7. On disait qu'il n'était pas d'accord avec Charles-Emmanuel sur les opérations de la campagne. M. de Villars voulait réunir les troupes pour attaquer promptement les Autrichiens, avant l'arrivée des secours qu'ils recevaient journellement d'Allemagne. Le roi de Sardaigne, au contraire, ne voyant plus aucun intérêt à pousser ses armes au delà du Milanais, ne songeait qu'à s'assurer de cette possession. Ayant assez fait pour lui-même, il n'entendait rien faire pour la France contre l'Autriche. De là son obstination à ne point s'éloigner du Milanais, qui suffisait à son ambition.

Heureusement la prise des châteaux de Naples et de Baya par les Espagnols délivrait le maréchal d'une grande inquiétude. Il ne songea plus qu'à prendre des dispositions en vue de défendre les États de l'infant et de couvrir le Milanais. Il s'agissait de concentrer toute l'armée sur l'Oglio, de tenir le retranchement de Sacca avec 6,000 hommes, de construire un autre pont, et de se porter ensuite vivement à la droite du Pô, pour combattre les Impériaux, s'ils s'avançaient sur Parme. On ne pensait guère qu'ils eussent l'intention de dépasser cette place, ni les ponts que nous avions sur le Pô, à cause de l'éloignement où ils se trouveraient de Mantoue, qui renfermait tous leurs magasins.

Le 8, toutes les troupes réunies à Colorno prirent une autre position. Elles passèrent le Pô à Sacca, sur un pont de bateaux à la tête duquel il y avait de bons retranchements. La brigade Dauphin campa dedans, les carabiniers et les dragons dehors; la brigade de Picardie appuya sa droite à Casal-Maggiore, Orléans et Médoc à un mille au-dessus de Picardie; la brigade de Champagne campait à Viadana, et les autres plus bas avec un camp à Bozzolo. Ainsi, le 9, l'armée franco-sarde occupait de nouvelles positions : les Piémontais depuis Soncino jusqu'à Ostiano; les Français depuis Ostiano jusqu'à l'embouchure de l'Oglio, et le long du Pô jusqu'à Viadana. La brigade des gardes de Sardaigne couvrait le quartier général à Bozzolo, et M. de Cadrieux, envoyé à Parme pour mettre cette place en sûreté. M. d'Épinay se rendit à Plaisance avec une mission analogue.

M. de Fontanieu au ministre de la guerre.

« Camp de Bozzolo, le 9 mai 1734.

« Depuis notre retraite du Seraglio, après bien des variations, notre position est enfin fixée.

« M. de Coigny, avec le corps qu'il commande, a eu ordre d'abandonner la Lenza et de se retirer en deçà de la Parma, appuyant sa gauche au Pô et sa droite vers Parme...

« 800 travailleurs sont employés depuis hier à retrancher la tête du pont au delà du Pô, de manière que ces retranchements puissent contenir plusieurs bataillons.

« Le roi de Sardaigne fait construire deux autres ponts à Crémone... La tête de ces deux ponts sera pareillement retranchée, et il restera dans Crémone un détachement de cavalerie du roi de Sardaigne pour les protéger...

« Les troupes en deçà du Pô sont disposées de la manière suivante :

« Les Français occupent depuis l'angle que forme le Pô à Viadana jusque vis-à-vis la Tour-d'Oglio, et depuis la Tour-d'Oglio, en remontant cette rivière, jusqu'à Ostiano. Dans ce dernier intervalle est mêlée la brigade des gardes du roi de Sardaigne pour couvrir le quartier général à Bozzolo.

« Les troupes piémontaises remplissent le reste de l'Oglio en s'étendant jusque vers Soncino, dont le château est gardé par un détachement.

« Toutes ces troupes ont ordre de fourrager au delà de l'Oglio sur le Mantouan, pour ménager le Crémonois, autant qu'il sera possible. » (D. G.)

Le 10, le maréchal, visitant les retranchements du pont de Sacca, apprit que les Autrichiens campaient toujours à San-Benedetto avec un pont à Mirasole. En revenant à Bozzolo, il prescrivit à M. de Coigny de franchir le Pô dès que les travaux de la tête du pont de Sacca seraient achevés, et d'y laisser M. de Lisle avec 6 B.

Afin d'être plus en état d'opérer sa retraite, si l'ennemi venait

l'attaquer, M. de Coigny renvoya, le 12, de l'autre côté du Pô 16 E. devenus inutiles sur un point qu'il ne devait pas défendre; il ne garda que les carabiniers et 5 régiments de dragons. Le même jour, M. de Villars lui envoyait l'ordre de le prévenir, s'il apprenait quelque mouvement offensif des ennemis de son côté, annonçant qu'il lui mènerait 3 brigades d'infanterie pour le soutenir.

Ce changement subit doit être attribué à ce qui s'était passé chez le roi de Sardaigne pendant l'absence du maréchal et se trouve expliqué dans la lettre suivante.

M. de Fontanieu au ministre de la guerre.

« Camp de Bozzolo, le 13 mai 1734.

« Depuis le retour de M. le maréchal de Villars du camp de M. de Coigny à Colorno, d'où il revint avant-hier en bonne santé, les choses s'aigrissent à un point que je ne dois pas vous le laisser ignorer; en voici la cause :

« Avant le départ de M. le maréchal, on était d'accord sur la position que nous devons prendre; elle consistait, comme je vous l'ai mandé, à fortifier la tête de notre pont sur le Pô, d'en faire un autre à côté, sous la protection des mêmes retranchements, pour pouvoir défiler en même temps par deux colonnes, et, après les retranchements terminés, de faire repasser le Pô au corps qui est sous les ordres de M. de Coigny, laissant dans les retranchements 2 brigades. Par là l'armée se trouvait rassemblée tout entière entre le Pô et l'Oglio, et en état de se porter de droite ou de gauche au delà de ces deux rivières, suivant les deux mouvements que les ennemis peuvent faire : ou de passer le Mincio, ou de se répandre dans le Parmesan. M. le maréchal dans le voyage qu'il vient de faire s'est confirmé dans cette résolution, et comme les retranchements du pont seront ce soir en état de défense, il donna, dès avant-hier, ses ordres pour faire repasser le Pô à 16 E. de la cavalerie qui est avec M. de Coigny.

« En arrivant, il en fut rendu compte au roi de Sardaigne, et il trouva un nouveau projet auquel on n'avait encore pensé que

pendant son absence. Ce projet est de faire avancer sur le Crostollo le corps en entier commandé par M. de Coigny et, loin de l'affaiblir, de l'augmenter; ensuite, de jeter le second pont qui devait être établi auprès du nôtre, de le jeter, dis-je, à Dossolo, pour former la communication des troupes qui sont sur l'Oglio avec celles qui seraient sur le Crostollo; ce nouveau projet a, à ce qu'on prétend, de grands avantages sur l'autre :

« 1° En ce que, s'avançant sur le Crostollo, on met le Parmesan à couvert, au lieu qu'en retirant les troupes en deçà du Pô, on l'abandonne, et que par là on se met en risque d'irriter la reine d'Espagne, que, dans les circonstances, le roi de Sardaigne dit que l'on ne saurait assez ménager ;

« 2° En ce qu'en retirant les troupes en deçà du Pô, on est, comme il est vrai, dans un risque évident de manquer de subsistances en fourrages, attendu la sécheresse, qui est si grande qu'il faut un arpent pour faucher une touffe d'herbe ; que le Mantouan au delà de l'Oglio, dans l'étendue où nous pouvons aller, ne fournira pas pour huit jours, et qu'il faudra ensuite chercher dans le Crémonois des fourrages qu'il est précieux de ménager pour l'hiver, et qui, dans l'état où ils sont, ne suffiraient pas pour un mois, au lieu qu'en s'avançant sur le Crostollo, on vivra en même temps et aux dépens du Mantouan et aux dépens du Modénois ;

« 3° En ce qu'en s'avançant sur le Crostollo, on ranimera les troupes en les portant en avant, qu'on sera plus près de l'ennemi; que notre armée ne sera point séparée, puisqu'elle aura une communication sûre, et qu'enfin, supérieurs en forces, nous n'aurons point l'air de nous laisser donner la loi par un ennemi inférieur.

« Sur ces raisons, le roi de Sardaigne pria et fit prier, avant-hier au soir, le maréchal de révoquer l'ordre qu'il avait donné de faire repasser les 16 E.; mais le maréchal demeura inflexible, et le roi de Sardaigne céda pour ne le point irriter, mais cependant sans abandonner le fond du projet.

« Hier matin, le même projet fut remis encore sur le tapis, sans qu'on pût obtenir autre chose de M. le maréchal, si ce n'est de consentir que le second pont fût fait à Dossolo, consentement qu'il a donné, je crois, sans faire attention que l'établissement du pont devient impossible, s'il n'y a un corps considérable sur le Crostollo pour le soutenir...

« Je ne peux vous cacher que le nouveau projet qui a transpiré me paraît avoir une approbation générale...

« Le roi de Sardaigne est si fort frappé de toutes ces raisons que M. d'Orméa m'a dit qu'il aurait pour le maréchal dans toutes les occasions tous les égards...; mais qu'ici il s'agissait du bien de la cause commune et que, plutôt que de céder, il assemblerait un conseil de guerre, suivant le traité. Ce mot n'effraye point M. le maréchal; il a déclaré plusieurs fois qu'il n'en assemblerait jamais; il me demanda, il y a quelques jours, s'il était vrai que le traité y autorisât le roi de Sardaigne, et il ne me cacha pas qu'il ne pourrait résister à sa douleur, si l'on en venait avec lui à cette extrémité. Cependant le parti en est pris, à moins qu'il ne se rende, et je doute qu'il cède... »

Le maréchal se rendit, mais demanda son retour en France.

Le maréchal de Villars au roi.

« Camp de Bozzolo, le 14 mai 1734.

« J'ai eu l'honneur de mander à V. M. que je ne me donnerai aucune sorte de repos de corps ni d'esprit, que l'armée de V. M. ne fût dans une situation qui assure le Milanais et le Parmesan, et je crois ne pouvoir trop promptement rendre compte à V. M. de la disposition de ses troupes et de celles du roi de Sardaigne. Elles sont toutes en cinq lieues de pays derrière le Pô et derrière l'Oglio.

« J'ai fait faire un camp retranché à la tête de nos ponts, où l'on peut mettre 12 B., à la faveur duquel toutes les troupes peuvent marcher au secours de Parme, si l'ennemi voulait y marcher, ce qui n'est pas vraisemblable. L'Oglio de même a plusieurs ponts à la faveur desquels on peut fourrager...

« J'ai été visiter le retranchement et ordonné un avant-fossé perdu, qui est la fortification la plus utile, puisqu'un ennemi qui veut attaquer est obligé de le combler.

« J'avoue, sire, que je ne me croyais pas assez de force pour être vingt heures à cheval.

« J'ai eu l'honneur de mander à V. M. que rien n'était au-dessus de mon zèle, mais beaucoup de choses sont au-dessus de mes forces, et je suppliai V. M. de me permettre d'user de la permission qu'elle a eu la bonté de m'accorder de retourner en France.

« J'aurai l'honneur de lui dire que, quand ma santé me permettait de demeurer à la tête de son armée, ce n'est pas à dire que j'en fusse général, puisque l'on propose quelquefois des conseils de guerre; le roi de Sardaigne me l'a fait connaître (1): c'est un article du traité que, toutes les fois qu'il y aura diversité d'opinion, le conseil de guerre doit décider. V. M. ne perd donc pas un général en moi, puisqu'il n'y en a jamais eu de moins capable d'amener, par dextérité, les autres à son opinion. Je n'ai jamais tenu de conseils de guerre; ma santé est trop altérée pour y ajouter une gêne pareille.

Cette raison peut porter V. M. à penser que, si elle n'a pas résolu de faire une promotion de maréchaux de France, il n'est pas nécessaire d'en nommer pour l'armée d'Italie; le plus ancien, soumis comme moi au conseil de guerre, n'a que l'autorité que donne ce conseil. On m'a fait insinuer deux fois que, si je persistais dans de certains mouvements de troupes, le roi de Sar-

(1) Ce qui n'empêchait point les ministres sardes d'affirmer au maréchal que jamais Charles-Emmanuel n'avait eu l'idée d'assembler un conseil de guerre.

Voici un second trait de M. d'Orméa à l'égard de M. de Villars :

« M. le maréchal vous a mandé, par un courrier parti hier au soir, qu'on l'avait menacé d'un conseil de guerre, et c'est la raison qui l'a déterminé à son retour en France. J'ai eu l'honneur de vous écrire la même chose, et j'en puis d'autant moins douter que je la tenais de M. d'Orméa, lui-même, qui l'a dite à M. de Vaulgrenant en ma présence... Hier matin, apparemment que l'on avait soupçonné la cause du départ du courrier, dont il en est peut-être échappé quelque chose à M. le maréchal, le marquis d'Orméa avec M. le marquis d'Aix vinrent lui dire, de la part du roi de Sardaigne, que jamais ce prince n'avait eu seulement l'idée d'assembler un conseil, et qu'il n'y avait que des gens malintentionnés qui pussent avoir mis ce propos en avant. M. le maréchal m'a dit qu'il avait répondu qu'il était touché comme il le devait des bontés du roi de Sardaigne, et qu'il ne s'opposait à aucun conseil. M. le maréchal est dans la surprise de cette démarche dont il ne peut revenir...

« En attendant, il n'y a rien de résolu sur notre position. On était d'accord, hier, sur le projet du roi de Sardaigne ; aujourd'hui tout est changé. » (*M. de Fontanieu au ministre de la guerre,* 16 mai.)

daigne ordonnerait un conseil de guerre. Je me suis rendu, parce que la conséquence était médiocre.

« Je supplie V. M. de vouloir bien que je profite de la liberté qu'elle m'a permise de retourner en France; je laisse tout dans un très bon état, les troupes de V. M. complètes et belles.

« Par les dernières nouvelles des ennemis, leur armée est toujours près de San-Benedetto; ils ont fait repasser le Pô à un corps assez considérable... »

Au départ de cette dépêche, le corps de M. de Coigny était sur la Parma, la droite à Colorno, la gauche au Pô. Le gros de l'armée française occupait la rive gauche de ce fleuve depuis Viadana jusqu'à l'embouchure de l'Oglio, et la rive droite de ce dernier cours d'eau depuis la Tour-d'Oglio jusqu'à Guazzolo. Les Piémontais se tenaient entre Guazzolo et Cannetto.

Pendant que le roi de Sardaigne et M. de Pezé accéléraient la construction du pont de Dossolo, où l'on avait fait descendre l'équipage de Crémone, M. de Villars écrivait à l'infant.

Le maréchal de Villars à don Carlos.

« Camp de Bozzolo, le 16 mai 1734.

« J'ai eu l'honneur de faire mon très respectueux compliment à V. A. R. sur son entrée victorieuse et triomphante dans la ville de Naples, laquelle, suivant une lettre de M. de Bissy, a dû être le 10 mai (1), après la prise de tous les châteaux.

« J'ai eu l'honneur de mander à V. A. qu'elle pouvait se faire joindre par les troupes qui arrivent d'Espagne, dont partie était destinée pour la Lombardie. Cependant mon attachement aux intérêts de V. A. R. ne permet pas de lui cacher mes sentiments, et qu'elle abandonne trop ses États de Parme.

« Si l'on avait voulu les donner à l'Empereur, rien n'y était plus propre que de les voir abandonner sans me donner le moindre avis, ni à M. de Broglie, qui commandait sur le Pô. M. de Mercy,

(1) Don Carlos ne fit son entrée royale que le 15 mai.

pendant trois jours, en a été le maître; il est vrai que, sur mes ordres, M. de Broglie réunit si promptement les troupes à Revere, que, le premier péril passé, les ennemis n'ont plus été les maîtres de s'en emparer...

« V. A. R., si elle me permet de le dire, doit y envoyer en poste à Parme le meilleur et le plus habile de ses lieutenants généraux avec une autorité entière dans le pays, et qu'elle ordonne à 5 ou 6 B. des troupes qui lui arrivent d'Espagne, et même à 2 régiments de dragons, de se rendre à Plaisance... »

Le maréchal de Villars au ministre de la guerre.

« Camp de Bozzolo, le 17 mai 1734.

« Je vous mandais, monsieur, par une petite lettre de ma main, de ne vous informer à personne de l'armée de qui venait la faute du passage du Pô, parce que je croyais que pour le savoir vous vous adresseriez à celui qui avait commis la faute.

« Comme je vois que l'on voudrait insinuer que j'ai eu quelque connaissance d'une faute aussi capitale, je vous dirai que je n'en ai jamais rien appris que par le comte de Broglie, et que, si M. de Pezé m'avait dit qu'il avait cru 4 B. inutiles dans un lieu où ils avaient été placés par un aussi habile lieutenant général, j'aurais été voir moi-même s'il avait eu raison de les ôter, d'autant plus que j'ai couché deux nuits à San-Benedetto, qui n'est qu'à une demi-lieue de cet endroit-là, lequel moi-même j'ai toujours cru le plus dangereux, puisqu'il y a plus de deux mois que j'y ai envoyé un ingénieur pour faire un ouvrage, et dans le même endroit où les ennemis ont passé.

« Je suis bon homme, mais j'ai affaire à de très mauvais esprits.

« En un mot, j'attends avec impatience le retour du courrier, car je vous déclare que, quand même ma santé ne m'obligerait pas à regagner une tranquillité qui m'est nécessaire, les gens à qui j'ai affaire en viendraient bientôt à bout. » (D. G.)

Le maréchal de Villars au roi.

« Camp de Bozzolo, le 18 mai 1734.

« J'ai été averti, une heure après minuit, par un courrier de M. de Bonas, que l'armée des ennemis marchait sur trois colonnes avec du canon vers Guastalla, et avec des ponts de bateaux sur des haquets à Luzzara.

« J'avais chargé M. de Bonas de ce poste, et je n'étais pas en peine qu'il n'en rendît bon compte.

« Le roi de Sardaigne alla hier matin chez M. de Broglie et le hasard fit que j'y allais dans le même temps; il le pressa de se rendre au dessein de marcher sur le Crostollo. Je laissais parler M. de Broglie, lequel soutenait qu'il ne fallait pas séparer l'armée de S. M.

« Le roi de Sardaigne proposa d'envoyer le corps de M. de Coigny derrière le Crostollo. Je pris la parole et dis pour cela : « Sire, comme V. M. sait que les ennemis sont campés sur deux « lignes près de Luzzara, elle me permettra de lui dire que, si elle « veut absolument que l'on marche au Crostollo, j'y marcherai « avec l'armée entière du roi; car, d'en envoyer une partie, on « pourrait se trouver sur l'armée des ennemis venant de son côté, « sans avoir aucune communication avec nos troupes de l'autre « côté du Pô, sans être même assuré d'un pont fait. Je la supplie « de faire réflexion que le péril serait grand. »

« M. de Broglie, qui parlait au roi de Sardaigne avec la plus grande force, m'avoua que, si je n'étais pas arrivé, il se rendait, et moi j'avouais, à ma honte, que le soir j'étais à demi rendu...

« Un nommé Mobilino, très hardi partisan italien et qui a déjà fait des coups très hardis pour le service de V. M., prit hier le courrier de l'armée impériale avec toutes les dépêches des généraux pour la cour de Vienne et pour M. le prince Eugène. J'envoie à V. M. tout ce qui me paraît considérable : une lettre que j'envoie en original du comte de Ligneville, par laquelle elle verra que cet officier général, avec 20 compagnies de grenadiers seulement, a assuré le passage du Pô, dans un endroit où M. de Broglie

avait mis 4 B. et que moi-même j'avais cru si dangereux que j'y avais envoyé un ingénieur pour y faire un ouvrage. Ce sont des malheurs dont je n'accuse personne; mais au moins je dois dire, pour moi, que j'ai été deux jours à San-Benedetto, qui n'en est qu'à une demi-lieue, sans que qui que ce soit m'ait parlé de ce changement... » (D. G.)

« Du camp de Bozzolo, du 18 mai.

« Hier matin, le roi de Sardaigne fut rendre une visite, au retour de la messe, à M. de Broglie, qui garde encore le lit; M. le maréchal de Villars y vint un moment après; ils s'enfermèrent et traitèrent encore la question du projet d'établir un pont à Dossolo et de faire avancer sur le Crostollo le corps aux ordres de M. de Coigny. M. le maréchal s'était presque rendu le matin à ce projet, plutôt cependant pour terminer une contestation qui dure depuis treize jours, pendant lesquels nous ne faisons rien, que par conviction; aussi M. le maréchal resta-t-il pendant toute la conversation dans le silence, laissant la discussion à M. de Broglie, qui s'éleva avec force contre le projet. Le roi de Sardaigne parut enfin se rendre, et sur-le-champ M. le maréchal donna ses ordres pour faire repasser le Pô aux troupes de M. de Coigny, en laissant 6 B. dans le camp retranché de la tête du pont de Sacca. »

Ce mouvement s'exécuta le 18. M. de Coigny repassa le Pô et prit son quartier à Pomponesco. Son infanterie fut répandue depuis Viadana jusqu'à la Tour-d'Oglio; sa cavalerie et ses dragons campèrent à Martignana, à portée du pont de Sacca. Le maréchal avait enfin son armée réunie, et pouvait la porter tout entière sur le point que menacerait l'ennemi.

Il était temps de replier le corps de M. de Coigny. Pendant la nuit qui précéda sa retraite, les Impériaux s'avancèrent sur trois colonnes à Luzzara (1) et Suzzara. A la première nouvelle de ce mouvement, le quartier général de Bozzolo craignit que l'ennemi n'eût l'intention de jeter un pont sur le Pô, pour pénétrer au milieu des campements franco-sardes. On ne tarda pas à penser que les

(1) Théâtre d'une bataille entre Vendôme et le prince Eugène (15 août 1702).

Impériaux chercheraient plutôt à s'emparer de Parme, gardée seulement par 300 Espagnols et 2 B. français. Les fortifications se trouvaient en mauvais état; le maréchal avait voulu les réparer. Les habitants et même les officiers espagnols s'y étaient opposés, ne voulant pas exposer la ville aux calamités d'un siège. Ils s'autorisaient d'une lettre de l'infant, qui défendait de rétablir les fortifications du château. La ville et la citadelle étaient déjà pourvues de cent pièces de canon et de beaucoup de munitions. Le maréchal y fit passer des approvisionnements de bouche, et se tint prêt à marcher au secours de la place, dès que les Impériaux tenteraient de s'en approcher; car des lettres interceptées l'avaient instruit de leurs intentions sur Parme. Mais M. de Mercy avait quitté l'armée pour se rendre aux eaux de Padoue; M. de Kœnigseck devait le remplacer. Comme il n'était pas arrivé, le prince de Wurtemberg, qui commandait provisoirement, mit beaucoup d'incertitude dans les projets et de confusion dans les ordres.

La présence des Impériaux à Luzzara et à Guastalla ne permettait plus de songer au pont de Dossolo. M. de Villars fit passer, le 19, sur ceux de Sacca les 23 E. du corps de M. de Coigny, pour camper le long et hors du retranchement, sous les ordres de M. de Maillebois. En même temps, il envoyait à Parme M. de Cadrieux avec de la cavalerie. Dans la soirée du 19, les Impériaux étendirent leur gauche le long du Crostollo. Ne doutant plus de leurs intentions sur Parme, le maréchal expédiait aussitôt à toutes ses troupes l'ordre de se mettre en marche le lendemain, 20, et demandait au roi de Sardaigne d'occuper sur le Pô et sur le bas Oglio les postes que les Français allaient quitter. La présence d'un corps autrichien entre le Crostollo et le Pô, avec un équipage de pont, faisant toujours craindre un passage du fleuve, Charles-Emmanuel, qui se croyait aussi menacé du côté du Seraglio, pria le maréchal de suspendre son mouvement jusqu'à ce que l'on fût plus certain des projets de l'ennemi. M. de Villars y consentit.

A cette date du 20 mai, le gros de l'armée impériale séjournait encore à Toricella, près de Borgoforte, et non à Guastalla, comme on l'avait cru d'abord. Le corps aperçu le long du Pô n'était qu'un détachement de 6,000 hommes, qui manœuvrait continuellement pour inquiéter les alliés et les tenir dans l'incertitude. Un renfort de 6,000 hommes venant d'Allemagne arrivait alors à Governolo;

les troupes qui se trouvaient sur ce point passaient le Pô pour rejoindre l'armée.

Dans la nuit du 20 au 21, il y eut une alerte causée par M. de Ligneville, qui fit reconnaître un poste de la brigade d'Auvergne.

Le 23, M. de Coigny, de son quartier général de Pomponesco, vit lui-même que les Impériaux passaient le Crostollo et marchaient sur la rive droite du Pô, leur tête vers Brescello. Dans la soirée du 24, on eut des nouvelles positives des mouvements de l'ennemi. Un corps de 12,000 à 13,000 hommes s'était avancé sur la Lenza et rétablissait le pont de San-Cosmo, brûlé pendant la retraite de M. de Coigny. Un détachement de 400 hommes s'était emparé du pont de Sorbolo. Une portion des troupes restées à San-Benedetto arrivait à Guastalla; les forces de Brescello se grossissaient de celles du Crostollo.

Tous ces mouvements menaçaient le Parmesan. M. de Villars n'en doutait plus. Il insistait auprès du roi de Sardaigne pour faire passer l'armée de l'autre côté du Pô. Mais Charles-Emmanuel ne voulait pas risquer une bataille, où il jouerait, disait-il, trop gros jeu. Il était ou paraissait persuadé que les Impériaux tendaient un piège à l'armée des deux couronnes, espérant la déplacer ou la diviser, afin de se jeter par une marche rapide sur le Crémonais, soit par l'Oglio, soit par le Pô.

Le maréchal de Villars au roi.

« Camp de Bozzolo, le 24 mai 1734.

« Depuis deux jours, l'armée des ennemis a été dans un mouvement continuel; j'avais intention de passer le Pô avant-hier avec la plupart des troupes de V. M. MM. d'Orméa et d'Aix vinrent deux fois chez moi, et je me rendis à leurs raisons, qui regardent toujours le côté de l'Oglio; je tombe d'accord que l'on ne peut pas répondre que les ennemis n'y remarchent.

« Les nouvelles de ce matin sont qu'ils font des ponts sur la Lenza, sans savoir si c'est leur armée entière.

« Pour moi, sire, je ne décide point du tout. S'il y a une bataille, je tâcherai de bien placer votre armée et la mènerai gaillardement;

mais j'ai eu l'honneur de mander à V. M. qu'elle ne doit pas être surprise que le roi de Sardaigne ne trouve de très grandes difficultés à la donner; il me disait encore ce matin qu'il jouait un trop gros jeu. »

Le maréchal de Villars au ministre de la guerre.

« Camp de Bozzolo, le 24 mai 1734.

« .... Vous verrez qu'il n'est pas si aisé de donner une bataille que vous le croyez; de toutes les guerres, voici celle que je connais le moins et dont la conduite ne dépend pas de moi, et, quand je ne suis pas le maître de suivre mes premières idées, les antagonistes l'emportent. »

Les Impériaux avaient fait avancer sur la Lenza un corps de 4,000 hommes, ayant la droite derrière cette rivière, au pont de Sorbolo, la gauche à un autre pont qu'ils devaient jeter vis-à-vis de Frassinara; 3 à 4,000 hommes s'étaient approchés de Parme; 6,000 hommes environ se trouvaient à Guastalla, et 7,000 à 8,000 à San-Benedetto. Le surplus de l'armée impériale était dans le Seraglio. Ces renseignements furent transmis au quartier général par M. de Maillebois, qui commandait le camp de Sacca.

Le 26, le corps du Crostollo marcha sur Brescello, ne laissant à Guastalla qu'une garnison de 2,000 hommes. Le même jour, le général autrichien de Ligneville attaqua Colorno, et fut repoussé. A ce moment, le maréchal de Villars recevait de Versailles la permission de rentrer en France.

Le maréchal de Villars au roi.

« Camp de Colorno, le 27 mai 1734.

« Je suis pénétré des bontés de V. M., laquelle honore de trop d'attention une santé que j'ai grande envie de lui sacrifier, et telle, peut-être, que le sacrifice en est médiocre, par la diminution

très perceptible des forces; mais, sire, V. M. ne peut rien perdre par mon absence, puisqu'en vérité le roi de Sardaigne, dont les manières sont pleines de bonté pour moi, ne m'honore d'aucune confiance.

« J'ai prié M. d'Angervilliers d'avoir l'honneur de lire à V. M. en entier la lettre que je lui écrivais, du 24, dans laquelle elle trouvera que trois fois dans le même jour je le suppliais de me laisser mener au delà du camp retranché quelques augmentations de troupes; je lui envoyais ensuite mon fils lui demandant la même chose et, en dînant, j'en écrivis encore à M. de Pezé pour le représenter pour la troisième fois. Tout fut inutile; je croyais convenable de contenir le camp que les ennemis ont sur la Lenza, qui peut être de 15 ou 20,000 hommes au plus.

« Il est certain que mon éloignement ne peut nuire en aucune façon à l'armée de V. M.

« Il y a longtemps que j'ai mandé le plan de guerre bien résolu par le roi de Sardaigne : c'est d'empêcher toute grande action. Le marquis d'Aix, qui est son grand général, le disait encore hier à M. de Fontanieu. Je sais bien que le roi de Sardaigne ne doit pas désirer une bataille; mais aussi faut-il que les Français marquent de l'audace et une ardeur convenable à la nation. »

M. de Fontanieu au ministre de la guerre.

« Camp de Bozzolo, le 27 mai 1734.

« Le maréchal de Villars reçut hier, par le retour d'un de ses courriers, la permission de retourner en France, et presque sur-le-champ il fut en faire part au roi de Sardaigne, qui s'enferma avec lui et M. d'Orméa. Il m'a dit en sortant que tout s'était passé comme il le pouvait désirer; que le roi de Sardaigne lui avait marqué du regret de le perdre et que M. d'Orméa avait porté le discours plus loin en l'assurant que son départ était le plus grand malheur qui pût arriver à son maître en Italie. Il fut réglé, comme M. le maréchal le proposait, qu'il se rendrait aujourd'hui à Crémone, sous prétexte d'y conduire M. le marquis de Villars qu'il renvoie en France, parce qu'effectivement il est plus mal, et que

ce ne serait que de Crémone que le maréchal annoncerait son retour, afin de différer, autant que possible, que cette nouvelle ne parvienne aux ennemis. On expédia en même temps un courrier à M. de Coigny, qui n'a pu arriver ici qu'après le coucher de M. le maréchal, et qui n'aura que cette matinée pour recevoir ses instructions.

« Hier au soir, le maréchal fut encore chez le roi de Sardaigne pour prendre congé de lui; il m'a dit qu'à cette seconde fois le roi de Sardaigne avait paru s'attendrir, ainsi que M. d'Orméa. Je serais bien éloigné de répondre de la sincérité de cet attendrissement; mais au moins l'extérieur en est bien, et c'est peut-être plus qu'on n'aurait osé espérer.

« M. d'Orméa a annoncé à M. le maréchal qu'à son passage à Turin le roi le prierait d'accepter une faible marque de sa reconnaissance, et qu'il croyait qu'elle lui serait plus agréable en passant par les mains de la reine. Je crois que ce sera une épée avec diamants.

« Le maréchal trouve bon que je l'accompagne jusqu'à Crémone, d'où M. le marquis de Villars est dans le dessein de l'emmener dès demain, s'il est possible, dans la crainte que le moindre mouvement des ennemis ne vînt déranger le parti qu'il a pris, ce qui serait fâcheux, parce que personne n'est ici la dupe du prétexte, et que son retour en France est su de tout le monde. »

Laissant le commandement de l'armée à M. de Coigny (1), le plus ancien des lieutenants généraux, M. de Villars quitta le camp de

(1) Coigny (François de Francquetot, duc de), né le 19 mars 1670, mort le 18 décembre 1759. Entre aux mousquetaires le 19 octobre 1687, cornette de la compagnie; mestre de camp du régiment Royal-Etranger le 15 janvier 1689 ; sert en Allemagne sous le maréchal de Duras ; capitaine au même régiment le 23 juin 1690, à l'armée de la Moselle, avec M. de Boufflers; aux armées en 1692, 1693, 1696, 1697, 1698 ; à l'armée de Flandre en 1701 ; brigadier de cavalerie le 29 janvier 1702, à la même armée, sous les maréchaux de Boufflers et Villeroy ; à l'armée de la Moselle en 1704, sous le comte de Coigny, son père ; inspecteur général de la cavalerie et des dragons et maréchal de camp le 26 octobre 1705 ; à l'armée de Flandre, 1707, 1708 ; lieutenant général, 18 juin 1709 ; 1712, 1713, avec Villars ; 1719, à l'armée d'Espagne ; 1733, à l'armée d'Italie ; maréchal de France le 14 juin 1734 ; commande l'armée du Rhin en 1735 ; le 19 juin 1743, a le commandement de la haute Alsace ; est placé à la tête de l'armée du Rhin en 1744. Créé duc par le roi le 6 février 1747.

Bozzolo le 27 mai, accablé de fatigues et de chagrins. Le roi de Sardaigne n'avait point dissimulé le contentement qu'il éprouvait à le voir partir. Lorsque, dans sa dernière visite, il lui exprimait le regret de n'avoir pas conservé ses bonnes grâces, Charles-Emmanuel, au lieu de répondre quelques mots obligeants au compliment d'un vieillard si digne d'égards, se contenta de lui dire : « Monsieur le maréchal, je vous souhaite un bon voyage. »

La maladie le força de s'arrêter à Turin, d'où il écrivit le 5 juin au ministre de la guerre :

« Il est très possible, monsieur, que l'on ait mandé que je faisais le malade, d'autant plus que j'ai toujours eu grand soin de cacher que ma santé était altérée. Je ne puis pas le cacher entièrement ici, où je suis retenu par un assez grand dévoiement causé par les chaleurs et les agitations; et, en vérité, je regarde comme mon salut de n'avoir pu marcher à ces petits corps d'armée, tantôt de 7 à 8,000 hommes, mais jamais plus forts de 12 à 13,000.

« Le premier a osé passer la Lenza ; si j'avais marché, vu l'état où je me trouve présentement, je n'en serais pas revenu.

« Je vous prie de cacher mon incommodité à la maréchale de Villars; quant à Son Éminence, il ne faut pas lui en faire de mystère, d'autant plus que les médecins de la cour le manderont assurément. »

Le maréchal de Villars était à la dernière extrémité lorsqu'il apprit que le maréchal de Berwick avait été tué par un boulet devant Philippsburg, le 12. « Cet homme-là, dit-il, a toujours été heureux. » Le vainqueur de Denain ne tarda pas à suivre dans la tombe le vainqueur d'Almanza. De Villars mourut le 17 juin, à Turin, à 83 ans (1). Villars et Berwick étaient les deux plus illustres débris du siècle de Louis XIV.

(1) De Villars (Louis-Hector), né à Turin en 1651, entra fort jeune au service, et avança rapidement par sa capacité militaire. Vrai général français, d'une figure distinguée, brave jusqu'à la témérité, d'une gaieté toujours jeune, il inspirait aux troupes une confiance sans bornes. Il ne commanda en chef que dans la guerre de la succession d'Espagne. Il s'illustra par le passage du Rhin en 1702 ; la bataille de Fredelinghen, où il défit l'armée du prince Louis de Bade ; la prise de Kehl en 1703 ; le secours donné à l'électeur de Bavière ; l'avantage remporté sur les Impériaux à Hochstedt. Commandant l'armée de la Moselle en 1705, il renversa les

Dès que M. d'Angervilliers avait connu la détermination du maréchal de Villars, il avait adressé des instructions à M. de Coigny.

Le ministre de la guerre à M. de Coigny.

« 22 mai 1734.

« Je reçois, monsieur, les deux lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 12 et 16 de ce mois. Je ne puis vous dissimuler que le roi est très inquiet sur la position de son armée en Italie. S. M. voit avec peine que le Crostollo a été abandonné, et elle voudrait fort que, suivant ce qui a été proposé, on y remarchât en faisant un ou deux ponts à Dossolo. Il est aisé même de comprendre sur la carte que toute l'armée serait mieux ensemble, et que le Parmesan, qui fait l'un de nos principaux objets, serait mieux protégé. Il n'est pas douteux qu'en prenant le parti de ne laisser dans le camp retranché que 10 B., en retirant tout le reste en deçà de l'Oglio, les ennemis seront les maîtres de s'avancer dans le Parmesan en opposant à votre camp retranché un front égal d'infanterie. Je conçois que par le pont de Crémone nous pourrions aussi faire marcher des troupes qui leur disputeraient le terrain; mais, sans compter les mésaventures qui peuvent arriver, il serait au moins certain que la guerre se ferait au milieu des États de l'infant.

« On trouve beaucoup de vraisemblance au parti qu'on annonce que les ennemis prendront de faire un pont à Borgoforte, pour donner également de la jalousie au Milanais et au Parmesan; mais, dans ce cas-là même, notre position paraît encore meilleure dans

projets des ennemis ; en 1706, il les oblige de repasser le Rhin. Après avoir forcé les Autrichiens dans leurs lignes de Stollhofen, il fit des incursions dans le Palatinat, dans la Souabe et dans la Franconie. Sa campagne de 1712 sauva la France. L'année suivante, il prit Landau, força les lignes d'Ettlingen et termina la campagne par la prise de Fribourg et le traité de Radstadt. La campagne d'Italie n'ajouta rien à sa gloire; mais les contrariétés qu'il éprouva dans la conduite des opérations hâtèrent la fin de sa vie.

Son fils, Armand-Honoré, marquis, puis duc de Villars, né en 1702, fut mestre de camp en 1718, brigadier en 1734. Académicien, il se lia avec d'Alembert et Voltaire. Il épousa Mlle d'Ayen, fille du maréchal de Noailles, dont il n'eut qu'une fille qui se fit religieuse. Il mourut en mai 1770.

le Crostollo. Je suppose que par notre gauche nous occuperions la Tour-d'Oglio, qui nous donne une grande supériorité sur tout le pays; notre armée pourrait se rassembler aisément par notre pont, dès que les ennemis se seraient déterminés d'un côté ou d'un autre, et enfin ce parti serait plus honorable et plus conforme à l'esprit de l'armée, qui peut n'être pas plus forte en nombre, mais qui certainement est supérieure en qualité à celle des ennemis.

«Vous me parlez du passage du Pô; mais que puis-je vous répondre, puisque nous n'avons encore aucun détail de la manière dont cela s'est passé? Permettez-moi de vous dire que c'est de vous que nous aurions dû l'apprendre. Je vois que vous vous plaignez de ce que trois jours auparavant on a ôté un B. de l'endroit où les ennemis ont passé; il faut sans doute ajouter que vous aviez fait là-dessus toutes les représentations que vous deviez, comme étant chargé de la besogne; après quoi, il ne reste plus qu'un point à éclaircir : c'est comment il se peut faire qu'après les mesures que vous aviez sûrement prises pour être averti, vous ne l'ayez cependant été que le lendemain, trop tard. Sur le tout, je puis vous assurer qu'on ne vous impute rien ici, et je crois que vous en avez des marques actuellement.

« Je reviens à la position du camp retranché au pont de Casal-Maggiore; si les ennemis occupant Borgoforte passent inopinément l'Oglio, ils couperont l'armée, se porteront droit à Casal-Maggiore et rompront votre pont. Cet inconvénient n'est point à craindre en se mettant à cheval sur le Pô par un pont à Dossolo, parce qu'alors, toute l'armée étant assemblée, les ennemis ne peuvent s'avancer sans lui prêter le flanc et lui abandonner leurs derrières. Il est certain d'ailleurs que les ennemis dans le Seraglio peuvent manœuvrer sans que nous en ayons aucune connaissance.

« Le roi désire que vous fassiez de très sérieuses réflexions sur tout ce qui est marqué dans cette lettre, et que vous vous conduisiez en conséquence.

« Si l'on prend le parti de retirer en deçà de l'Oglio toutes les troupes et de ne laisser au delà que ce qu'il faut pour garder le camp retranché, il faudrait au moins, l'armée étant rassemblée, passer l'Oglio et aller consommer tout ce qui est entre cette rivière et le Mincio; mais la position sur le Crostollo, avec un pont à Dossolo, paraîtrait encore meilleure. » (D. G.)

Le ministre de la guerre à M. de Coigny.

« 25 mai 1734.

« Comme il y a lieu de croire, que M. de Villars, cédant à ses incommodités, aura usé de la permission que le roi lui a donnée de quitter l'armée, je dois vous expliquer les intentions de S. M. par rapport à la situation des affaires du pays où vous êtes.

« Elle voit que l'on a cru devoir retirer toutes les troupes en deçà du Pô pour ne conserver d'entrée dans le Parmesan que par les deux ponts qui sont à Sacca et le retranchement qui les couvre, dans lequel on doit avoir mis 6 B. Deux choses font de la peine à S. M. : l'une, qu'au moyen de cette disposition il est aisé de voir que l'entrée du Parmesan est ouverte aux ennemis et qu'en prenant, de leur part, le parti d'opposer à notre retranchement un front égal, pour nous empêcher de déboucher, ils pourront assiéger et prendre Parme presque sous nos yeux, ce qui déplaira fort à la cour d'Espagne et donnera peut-être lieu à des plaintes et des reproches dont les suites peuvent être fâcheuses par rapport aux engagements que nous avons avec LL. MM. CC. pour la conservation des États de l'infant; l'autre, que les Impériaux, une fois maîtres de Parme, s'étendront jusque dans le Plaisantin et nous interrompront la navigation du Pô, dont nous ne pourrons point absolument nous passer, par rapport à nos subsistances qui viennent de Gênes.

« S. M. veut que vous vous employiez à faire connaître au roi de Sardaigne, même par rapport à son intérêt, la nécessité de soutenir l'État de Parme; il y a apparence que vous l'y trouverez disposé, puisque nous savons qu'il désirait depuis plusieurs jours que l'armée s'avançât sur le Crostollo. Dès que Parme aura consenti à ce que les affaires soient conduites dans cette vue, vous agirez en conséquence.

« Nous savons les ennemis campés, le 18, à Luzzara : par conséquent, il n'est plus question de faire des ponts à Dossolo, ni de nous établir sur le Crostollo; mais il n'y a pas d'apparence qu'ils restent longtemps sans se déterminer ou à tenter le passage de l'Oglio, ou à se jeter dans le Parmesan. Pour passer l'Oglio, il faut

qu'ils fassent auparavant un pont à Borgoforte et qu'ils repassent le Pô avec la plus grande partie de leurs forces. Étant aussi près d'eux, il est impossible que vous ne soyez informé de leur mouvement. S'ils entrent dans le Seraglio, l'armée est bien placée pour les empêcher de tenter de vive force le bas Oglio, et ils ne peuvent se jeter sur le haut Oglio qu'en s'éloignant beaucoup de Mantoue, dont il vous serait facile de leur ôter la communication. Je ne vois pas même qu'en ce cas ils pussent faire de grands progrès dans le Milanais, même en supposant toutes les places approvisionnées.

« Il est plus apparent qu'en faisant un pont à Borgoforte ils n'ont d'autre objet que de vous donner le change, au moyen de quelques corps de troupes qu'ils laisseront toujours dans le Seraglio, pendant qu'avec leurs principales forces ils se jetteront sur Parme et le Parmesan. C'est alors que le roi veut que, laissant de même sur le bas Pô et le bas Oglio un corps à peu près égal à celui qu'ils auront de l'autre côté, vous passiez le Pô avec l'armée, et qu'à quelque prix que ce soit vous empêchiez la prise de Parme, même au hasard d'une bataille, si vous trouviez occasion de la donner sans désavantage. Croyez surtout que l'armée est supérieure en nombre à celle des ennemis, qui ne peuvent jamais mettre plus de 30,000 hommes ensemble. »

M. de Coigny à M. d'Angervilliers.

« Camp de Bozzolo, le 30 mai 1734.

« Je n'eus le temps, par le dernier ordinaire qui allait partir, que d'accuser réception de la lettre que le maréchal me remit de votre part.

« Aussitôt qu'il fut monté en carrosse, je fus chez le roi de Sardaigne pour prendre ses ordres, sur la nouvelle que les ennemis allongeaient leur gauche le long de la Lenza jusqu'à Sorbolo, qui est le grand chemin de Parme. Je lui montrais votre lettre où vous m'ordonniez de veiller également à la conservation du Parmesan comme à celle du Milanais; je lui représentais aussi que, les ennemis étant à présent entièrement déterminés

à la droite du Pô, il me paraissait à propos de lever les quartiers qui gardent l'Oglio, de se rassembler et de passer à Sacca pour marcher à eux et les prévenir sur le siège de Parme; il me répondit qu'il en délibérerait, et comme je le pressais le lendemain de prendre ce parti, le marquis d'Orméa me vint trouver le soir pour me dire que S. M. souhaitait, sur cela, assembler un conseil de guerre, qui a été fixé à ce matin. Il a fait écrire l'avis des officiers généraux, dont il m'a donné une copie, que j'ai l'honneur de vous envoyer (1); vous y verrez que tous, à quatre ou cinq près, ont

(1) *Conseil de guerre tenu le* 30 *mai au quartier général de Bozzolo.*

« M. de Coigny, fondé sur une lettre de M. d'Angervilliers, qu'il a présentée et lue à la table, est d'avis qu'il faut aller aux ennemis pour leur empêcher qu'ils ne puissent faire le siège de Parme, ni s'avancer plus avant dans le Plaisantin;

« Que l'entreprise de Parme ne leur est point difficile, et il leur serait ensuite très aisé d'aller à Plaisance, que l'on ne saurait soutenir par sa grande étendue;

« Qu'ils se rendraient par conséquent les maîtres de la navigation du Pô, qui est la seule voie qui assure la subsistance de l'armée. D'autant plus que les ennemis, jetant des troupes dans les montagnes vers Gênes, troubleraient les convois, qu'on ne peut tirer uniquement que de là pour la subsistance de ladite armée; et que, n'ayant de vivres que pour un mois, on se réduirait à ne pas savoir comment subsister; qu'ainsi il serait d'avis qu'on allât combattre les ennemis avant qu'ils s'avancent davantage, pour garantir également les États de l'infant que celui de Milan, en quoi la gloire des armées des deux couronnes est également intéressée.

« M. de Broglie a dit que, l'affaire d'une bataille étant très délicate et d'une conséquence extrême, il n'est point d'avis que l'on s'y expose présentement, puisqu'on peut la donner également lorsque les ennemis se seraient avancés sur Plaisance, et qu'à l'égard des vivres, l'armée ne saurait en manquer, vu que l'on est à la veille de la récolte, dont les apparences sont très bonnes, et que l'on peut avoir le temps de recevoir les réponses de Versailles pour s'y déterminer.

« M. le Guerchois est de sentiment de donner la bataille quand l'on saura que le gros de l'armée ennemie a passé la Lenza.

« M. de Savines, que si les ennemis assiègent Parme, on leur donne bataille, afin d'empêcher qu'ils ne prennent cette place.

« M. de Maulevrier, du même avis.

« M. le comte de Beuil, de même que M. de Broglie.

« M. de Contades, que si les ennemis font le siège de Parme, il faut la secourir!

« M. de Bonas ne veut pas que l'on risque présentement une bataille, pour plusieurs raisons essentielles.

« M. de Saint-Perrier, que si les ennemis font le siège de Parme, et qu'ils soient postés, il faut leur donner bataille.

« M. de Piccon est d'avis qu'il ne faut point risquer la bataille, parce qu'on est exposé à perdre beaucoup et ne rien gagner.

été de sentiment de donner la bataille plutôt que de laisser prendre Parme. J'ai appuyé le mien non seulement de toutes les raisons que vous trouverez, mais encore de tout ce que j'ai cru capable de déterminer le roi plus promptement. En sortant, j'ai pris la liberté de lui demander sa résolution; il m'a dit qu'il l'écrirait à S. E.

« Ainsi, n'ayant point d'instructions et M. le maréchal ne m'en ayant laissé sur aucun chapitre, je prends le parti de vous dépêcher ce courrier pour recevoir les ordres du roi sur la conduite que je dois tenir. Je m'estimerais bien heureux, si les ennemis nous donnaient le temps de son retour avant de marcher à Parme. Cette ville n'est gardée que par des bourgeois qui ouvriront les portes à leur première vue, et quand ils y auront placé un corps d'infanterie, cela rendra notre approche beaucoup plus difficile.

« J'ai envoyé quatre ingénieurs à Plaisance, où M. d'Epinay fait ce qu'il peut pour la mettre en état de défense...

« M. d'Aix est du même avis.

« M. de Carail, que s'ils font le siège de Parme, on doit les attaquer.

« M. de Montal, que s'ils font ledit siège et qu'ils fassent pour cela des mouvements déterminés, il faut donner bataille.

« M. de Chatillon, que si les ennemis passent la Lenza avec un corps de 30 à 35,000 hommes, on doit aller à eux; mais qu'il ne convient point d'y aller pour y rester, car on ne saurait y subsister, et que s'ils attaquent Parme, il faut la secourir.

« M. de Pezé, qu'il y a deux partis à prendre : l'un, de marcher avec toute l'armée à Sorbolo; l'autre, de se placer entre la Lenza, la Parma à la droite et la gauche à Colorno.

« M. de la Motte, qu'il ne convient point de se déplacer présentement, jusqu'à ce que l'on voie si les ennemis se déterminent à faire le siège de Parme, auquel cas l'on devrait faire marcher toute l'armée pour les attaquer.

« M. de Saillant est de sentiment que si les ennemis font le siège de Parme, l'on aille les attaquer.

« M. d'Estaing est du même avis.

« M. du Chayla, que quand l'on s'apercevra que les ennemis veulent faire le siège de Parme, avant qu'ils se soient postés, on marche à eux pour les attaquer.

« M. de Ségur, que comme, les ennemis prenant Parme, il faudrait se déposter pour couvrir Plaisance, il faut leur empêcher de prendre Parme.

« M. de Suze, qu'il ne faut point déloger de la position où l'on est pour donner bataille.

« M. de Schoulembourg est du même avis, hors dans le cas que les ennemis assiègent Parme, puisqu'alors il faut les attaquer.

« M. de Cumiane, du même avis. » (Archives du dépôt de la guerre.)

« Voilà notre situation présente, qui m'afflige fort; je prévois tous les malheurs que nous causera la prise de Parme, si on ne marche pas aux ennemis. Il est bien triste que mon avis, qui est d'aller à eux, ne soit point écouté; car nous serons réduits pendant toute la campagne à une défensive honteuse, tandis que nos troupes brûlent d'envie de voir une action. » (D. G.)

Comme le maréchal de Villars, M. de Coigny se heurtait à l'indécision du roi de Sardaigne. Malgré l'avis presque unanime du conseil de ne pas laisser tomber Parme aux mains des Impériaux, le prince ne prit aucune résolution.

M. de Pezé, qui s'était montré jusqu'alors favorable aux vues de Charles-Emmanuel (1), conseillait de porter à la droite du Pô une partie de l'armée et d'attendre, pour la faire passer entièrement, que l'on fût mieux instruit des desseins de l'ennemi.

Le 30 au soir, M. de Coigny sut positivement que le prince de Wurtemberg campait à Frassinora, que la cavalerie et la grosse artillerie impériales étaient arrivées à Sorbolo, ainsi que les échelles rassemblées pour l'escalade de Parme.

Le 1er juin au matin, les Impériaux vinrent attaquer Colorno. A leur approche, M. de Contades, colonel d'Auvergne, avait garni de fusiliers toutes les fenêtres du château, et fait avertir M. de

(1) Le 27 mai, au départ du maréchal de Villars, M. de Pezé écrivait encore au garde des sceaux :

« Je dois rendre justice au roi de Sardaigne en ce qui concerne les intentions du nouveau roi de Naples; je puis vous assurer, monseigneur, qu'il n'a pas tenu à lui de ne pas couvrir les États de Parme. Il a parlé sur cela avec force et dignité, après avoir employé inutilement tous les moyens d'insinuation non seulement près du maréchal de Villars, mais auprès de M. de Broglie à l'opiniâtreté duquel l'on doit uniquement attribuer de nous voir derrière la Parma, au lieu d'être au Crostollo.

« Ce pauvre M. de Broglie a toujours soutenu que la perte du Parmesan serait tout au plus une matière de gazette, sans être d'une grande importance. Depuis que je l'entends raisonner sur les affaires se réduisant même aux vues de guerre, je n'ai point honte de vous avouer que je me suis trompé lorsque je vous en parlais cet hiver bien différemment de ce que je le vois aujourd'hui. Je le jugeais par le zèle avec lequel il me paraissait se porter au gouvernement d'un petit district; il s'en acquittait sans rien négliger; mais aujourd'hui il s'égare dans le grand.

« L'armée est belle et nombreuse, la discipline bien qu'un peu affaiblie sans rien y perdre. »

Maillebois, à Sacca. L'artillerie impériale abattit les murs et la grille du jardin. Mais lorsque l'ennemi fut à portée de fusil, les défenseurs du château ouvrirent sur les assaillants un feu tellement vif, que les officiers autrichiens ne pouvaient diriger leurs soldats qu'à coups de canne. A la première nouvelle de cette attaque, M. de Maillebois avait marché vers Colorno. Ne voulant point engager une affaire, il mandait à M. de Contades de le venir joindre au plus tôt. Cet officier exécuta son mouvement en bon ordre, sans avoir perdu un seul homme. Malheureusement, le capitaine Darcy, qui commandait le piquet de la brigade de Picardie posté au dernier étage et dans les tours, fut pris avec son détachement.

M. de Maillebois fit sa retraite, dès que M. de Contades l'eut rejoint. Les Impériaux le suivirent jusqu'aux retranchements de Sacca.

L'occupation de Colorno par l'ennemi tira Charles-Emmanuel de son inaction. Il consentit enfin, sur les instances de MM. de Coigny et de Broglie, à porter l'armée au delà du Pô, à condition que 20 E. français et piémontais resteraient sur la rive gauche du fleuve depuis Casal-Maggiore jusqu'à l'embouchure de l'Oglio et sur la rive droite de cette rivière jusqu'à Cannetto. La lettre suivante fait connaître la situation le 3 au matin.

M. de Pezé au ministre de la guerre.

« Camp de Casal-Maggiore, le 3 juin.

« Les ennemis étant venus avant-hier à Colorno, avec du canon, les hommes que nous y avions, commandés par M. de Contades, se retirèrent. Les prisonniers qu'on fit hier assurent que les ennemis y ont perdu beaucoup de monde, entre autres M. de Ligneville, qui commandait un corps de grenadiers; c'était un homme entreprenant. Le jeune colonel de Contades s'est comporté dans cette occasion avec valeur et prudence.

« Les ennemis ont maintenant dans ce poste 1,500 hommes.

« Tous nos différents corps passent actuellement les ponts du Pô, et toute l'armée campera ce soir au delà du retranchement

de Sacca. Notre première ligne sera peu éloignée de Colorno.

« Demain on la portera sur ledit Colorno, vis-à-vis duquel nous mettrons la gauche, la droite s'étendant le long de la Parma. Au surplus, les mouvements que fera aujourd'hui et demain l'ennemi détermineront ceux que nous ferons par la suite; mais à dater de ce moment que nous avons déjà 8 brigades d'infanterie au delà du Pô, quoiqu'il ne soit que 8 heures du matin, j'estime que l'on peut être tranquille sur la Parma. Il est vraisemblable que l'ennemi, sur notre mouvement, se portera aujourd'hui avec toutes ses forces sur Colorno, ou qu'il en retirera le détachement; car supposé qu'il fît la sottise de l'y laisser, sans le soutenir par toute son armée, nous l'enlèverions demain matin. Comme le roi de Sardaigne a toujours de l'inquiétude que l'ennemi, nous voyant transporté du côté du Parmesan, ne jette un pont sur le Pô du côté de Guastalla, on laisse dans cette partie M. du Chayla pour veiller au mouvement qui s'y pourrait faire et en avertir promptement; il a sous ses ordres les brigadiers de cavalerie d'Orléans et de Toulouse. Le régiment de Chépy et le 2e B. de la Ferté-Imbault restent ici pour assurer nos fonds et nos magasins. On y laisse encore les équipages du quartier général; tous ceux de l'armée ont été envoyés à Crémone. On a laissé Rattsky avec ses hussards à Guazzolo avec le régiment de cavalerie de Piémont-Royal du roi de Sardaigne. Bozzolo et Sabbionetta sont occupés. La brigade de la Reine reste dans les retranchements de Sacca. Voilà bien exactement la position de toutes les troupes, dont il faut espérer que nous ferons un bon usage. La joie est générale dans l'armée de voir repasser le Pô. » (D. G.)

Le 3, et de grand matin, l'ennemi vint reconnaître les retranchements de Sacca. M. de Maillebois ayant démasqué les batteries et fait sortir deux brigades, il se retira. Dès la veille, toutes les troupes françaises et piémontaises qui bordaient l'Oglio avaient commencé à défiler sur les ponts de Casal-Maggiore. Après le passage du Pô, l'armée franco-sarde s'établit en avant des retranchements de Colorno.

Il fallait deux jours pour arriver à Parme. M. de Coigny craignait d'être devancé par les Impériaux, d'autant plus qu'un ordre du général de Montemar prescrivait à l'officier espagnol commandant

la place de rendre la ville aussitôt qu'il verrait du canon, et la citadelle dès que la brèche serait ouverte.

Les Autrichiens étaient maîtres, à Colorno, des ponts de la Parma et de l'Orno. Pour s'ouvrir le chemin de Parme, l'armée alliée devait s'emparer des maisons de Colorno situées sur la rive gauche de la Parma. M. de Maillebois fut chargé de cette opération. Il partit le 4, de grand matin, suivi à distance du gros de l'armée. On entra sans trop de difficultés dans la partie du village en deçà de la Parma. Mais comme il avait été convenu de ne pas commencer l'attaque avant que l'armée fût à portée de la soutenir, et que la cavalerie et l'infanterie ne se mirent en bataille que vers 8 heures, l'ennemi avait eu le temps de placer un gros corps d'infanterie ventre à terre de l'autre côté de la rivière, le long de la chaussée, et d'occuper le village.

Pénétrant de maison en maison, nos troupes s'étendirent le long de la chaussée qui bordait la rive gauche, afin de masquer le pont de Colorno et d'occuper le pont de pierre sur l'Orno qui tenait à cette chaussée. Les maisons ont été emportées assez aisément; mais entre ces maisons et la Parma, sur la droite, il y a un petit ruisseau, appelé l'Orno, où le feu a été plus vif et par conséquent la perte de part et d'autre infiniment plus grande.

« Enfin nous nous sommes trouvés en présence des ennemis, n'ayant entre eux et nous que la Parma et les chaussées très élevées qui de part et d'autre contiennent cette rivière. Les ennemis y étaient retranchés dans les jardins et les maisons du bourg, et surtout dans le château, dont un des flancs borde la rivière. On a compté à peu près dans les retranchements 2,000 hommes, indépendamment de ce qui était dans le château, qui ne paraissait pas moins considérable, et on a remarqué que ces troupes étaient rafraîchies à tout moment par d'autres, qui venaient apparemment de leur armée campée derrière Colorno, entre la Parma et la Lenza. Outre cet avantage, ils avaient retranché les avenues du pont de pierre sur la Parma, et ils y avaient établi une batterie qui fouettait sur le chemin pour y aborder. Pour éviter le mal qu'ils nous faisaient dans une position aussi avantageuse, M. de Maillebois met ses grenadiers dans les maisons dont nous nous sommes emparés de notre côté et qui ont été crénelées; il a fait aussi avancer son artillerie; mais la mousqueterie des maisons a

été si vive qu'elle a fait taire celle des ennemis. Cependant leur canon nous incommodant toujours, et surtout les coups de carabine du haut des tours, on a pris enfin le parti de masquer les avenues du pont et tous les chemins par des retranchements et de faire des communications d'une maison à l'autre, en sorte que sur les 3 heures du soir nous nous sommes trouvés en pleine sûreté, c'est-à-dire maîtres de tout ce qui est en deçà de la Parma. » (M. de Fontanieu.)

En effet, pendant qu'on se fusillait, les Français établissaient des ponts sur l'Orno, à deux ou trois portées de carabine du château. L'armée y passa sur les 3 heures après midi, et s'étendit le long de la Parma jusque vers Saint-Andréa. Le quartier du roi de Sardaigne était à Sanguigna, le quartier général à Torile. L'infanterie et la cavalerie piémontaises campèrent vis-à-vis du château de Colorno. La partie du village en deçà de la Parma fut retranchée dans la nuit, et gardée par M. de Montal.

Dans une lettre de M. de Pezé au ministre de la guerre, au sujet de l'affaire de la Parma, on trouve la phrase suivante :

« L'on manque de termes, monsieur, pour vous bien peindre « la valeur avec laquelle l'infanterie s'est comportée dans cette « petite affaire; jusqu'à nos miliciens que l'on avait de la peine à « contenir à l'abri des maisons, voulant toujours se mettre à dé« couvert sur le bord de la rivière. »

« On a agité ce matin la question de savoir si on ne passerait point la Parma pour attaquer les ennemis, reprendre Colorno, les forcer à repasser la Lenza; mais le roi de Sardaigne a déclaré qu'il ne voulait point engager une affaire générale. Cet avis a été celui du plus grand nombre, quoique ce ne soit pas celui de MM. de Coigny, de Maillebois et de Pezé. Il a seulement été décidé que dans la journée on feindrait d'accommoder les gués de la Parma au-dessous de Colorno, et que demain il serait permis à M. de Maillebois de passer avec 500 grenadiers et 500 chevaux, pour essayer si cette feinte n'engagerait pas les ennemis à se retirer d'eux-mêmes. Cette nuit, on a travaillé à perfectionner les retranchements. Ce matin, vers 10 heures, les ennemis se sont présentés hors de leurs retranchements vis-à-vis des ponts sur l'Orno, mais toujours la Parma entre-deux. La feinte d'accommoder les gués de la Parma a réussi au delà de toute espérance. A peine les en-

nemis s'en sont-ils aperçus qu'ils ont abandonné Colorno, et la nouvelle en a été apportée sur-le-champ au roi de Sardaigne. On y a envoyé aussitôt des grenadiers pour reconnaître, et, immédiatement après, des détachements et de l'artillerie pour s'en emparer. En même temps M. de Pezé suivit les ennemis dans leur retraite; il n'a pu les joindre et a seulement rapporté qu'il avait vu leur dernière colonne prendre le chemin de Sorbolo. Le roi de Sardaigne et M. de Coigny sont entrés ce soir à Colorno. » (M. de Fontanieu.)

Versailles prescrivait de s'opposer à la prise de Parme et de veiller à la garde du Crémonais.

Le ministre de la guerre à M. de Coigny.

« 1er juin 1734.

« Je voudrais qu'on eût déféré à la proposition de M. de Cadrieux, qui demandait 8 B. pour défendre Parme; il vous donnerait non seulement le temps de démêler le véritable dessein de l'ennemi, mais encore celui d'aller à lui. On dit qu'on manque de munitions de guerre et de bouche à Parme; mais comment se peut-il que, depuis un mois que les ennemis ont passé le Pô, on ait oublié de munir cette place et de mettre en état le peu de fortifications qu'il y a ?...

« Vous savez que le roi vous a mandé de vous opposer à la prise de Parme, si vous êtes libre d'agir. » (D. G.)

Le ministre de la guerre à M. de Coigny.

« 4 juin 1734.

«... Je vous ai écrit la semaine dernière les intentions du roi sur l'État de Parme; il semble qu'avec une aussi belle armée que celle à vos ordres, et qui est supérieure en tout à celle des ennemis, vous ne devez pas les laisser impunément en deçà de la Lenza. Il est également de l'intérêt du roi de Sardaigne que l'on

arrête leurs progrès dans le Parmesan; car s'ils parviennent à s'établir dans Parme, il en arrivera au moins qu'ils partageront la Lombardie avec nous, ayant derrière eux les pays les plus abondants, qui sont le Modénois et le Ferrarois; ils conserveront en même temps leurs communications avec Mantoue en occupant plusieurs postes et faisant un pont à Borgoforte. Par les alarmes qu'ils vous donneront constamment sur le Plaisantin et même jusques au Tortonois, ils vous empêcheront de pénétrer dans leurs derrières; ce qui même ne serait pas facile, puisque vous n'avez pas de pont sur le Pô au-dessous de Sacca, que la Fossa-Maëstra est impénétrable quand elle est gardée, et, quand bien même vous pénétreriez dans le Seraglio, cela ne servirait à rien, puisque vous ne pourriez ni vous y rétablir ni y vivre. Il arrivera cependant qu'ils feront promener des partis sur le Pô, même au delà de Plaisance, ce qui vous ôtera la navigation de ce fleuve et par conséquent vos vivres. Je vous ai déjà mandé que les montagnards du pays de Gênes n'attendaient que l'approche d'un parti ennemi pour prendre les armes contre nous. Je conçois bien que les ennemis peuvent avoir une autre vue, qui est de vous déposter de l'Oglio pour pénétrer dans le Crémonois. Le point de la difficulté est de démêler le vrai. Je croirais même volontiers que leur vue est de suivre leur pointe dans le Parmesan, si nous restons en entier sur l'Oglio, ou de passer l'Oglio, si nous nous portons au delà du Pô. Il s'agit de tâcher d'être bien averti, et comme leurs troupes en ce cas seront partagées, d'en user de même, et réunir la plus grande partie de vos forces à propos pour surprendre celles des leurs que vous attaquerez. Quoi qu'il en soit, monsieur, je ne puis vous dire jusqu'à quel point le roi est peiné de ce que l'ennemi gagne toujours du terrain et passe des rivières sans y trouver aucune opposition. » (D. G.)

Le ministre de la guerre à M. de Pezé.

« 4 juin 1734.

«... La position des ennemis me confirme dans l'idée qu'ils ont une double vue, sur l'Oglio et sur Parme, pour se livrer à celle

que nous leur faciliterons par le parti que nous prendrons. C'est à ceux qui sont sur les lieux à y aviser ; mais je sais bien que rien n'est pis à la guerre que les partis timides dans le commencement d'une campagne...

« M. de Coigny doit être à présent saisi du commandement de l'armée ; il a les ordres du roi de prendre des partis de hauteur envers les ennemis, et tels qu'ils conviennent à une armée supérieure en nombre et en force à celle qui lui est opposée...

« Vous me marquez qu'on allait chez le roi de Sardaigne pour aviser au parti qu'on prendrait. Il y a-t-il autre chose à faire que de laisser sur l'Oglio un corps à peu près égal à celui que les ennemis y ont, et de marcher, avec le reste, sur ce qui est au delà de la Lenza? Au moins ce corps, qui a deux rivières derrière lui, ne peut être sur l'Oglio que longtemps après nous, supposé qu'il veuille y retourner.

« Plus on réfléchit sur la position actuelle, moins on imagine qu'on ait placé nos ponts à Casal-Maggiore, et non vers Guastalla. » (D. G.)

Le roi à M. le comte de Coigny.

« 5 juin 1734.

« J'ai vu la lettre que vous avez écrite, le 30 du mois dernier, à M. d'Angervilliers, avec le mémoire contenant le détail de tout ce qui s'est passé dans le conseil de guerre tenu le même jour (1).

« J'ai prévenu les ordres que vous me demandez, par la lettre que je vous ai fait écrire par d'Angervilliers le 25, et qui devait vous être parvenue peu de temps après le départ de votre courrier. Je vous répéterai que je suis extrêmement peiné de voir tout ce que nous avons perdu de terrain depuis le passage du Pô, et que je regarde comme une chose très fâcheuse que les ennemis puissent occuper Parme, ce qui leur donnerait moyen d'envoyer des partis tout le long du Pô et nous ôterait la navigation de ce fleuve et la communication avec Gênes, dont mon armée ne peut

(1) Voir ci-dessus, p. 458.

se passer, par rapport aux subsistances. Je ne dois pas vous laisser ignorer que j'ai des engagements avec la cour d'Espagne qui m'obligent à soutenir les États de l'infant en Lombardie. Le roi de Sardaigne doit penser qu'il importe à la conservation du Milanais de s'opposer avec nos forces unies aux progrès des Impériaux de l'autre côté du Pô, et que le plus tôt est le mieux. C'est dans cette confiance du concours du roi de Sardaigne que je vous déclare que mon intention est que vous ne tardiez plus de prendre des partis de hauteur convenables à la gloire de mes armes. Je regarderais comme une chose honteuse pour mon armée que Parme fût prise à sa vue. Je veux donc que vous marchiez aux ennemis et que vous les attaquiez, quand vous croirez le pouvoir faire avec la supériorité que vous devez avoir pour le nombre et la force des troupes qui vous sont confiées. » (D. G.)

Dans la soirée du 5, le commandant de l'armée française écrivait, de Sanguigna, au ministre de la guerre :

« Nous passâmes le Pô le 3, pour camper en avant du retranchement entre Sacca et Colorno. L'armée ennemie débordait Colorno par sa droite, et sa gauche s'étendait jusqu'à l'abbaye San-Martino, qui est sur le grand chemin de Parme. J'ai eu l'honneur de proposer au roi de Sardaigne de nous mettre vis-à-vis : la gauche à l'Orno, petite rivière qui tombe à Colorno, et notre droite à Saint-Andréa, afin d'être à portée de soutenir Parme, si les ennemis voulaient en faire le siège. Pour parvenir à prendre cette position, il fallait auparavant masquer Colorno par où ils auraient pu déboucher sur le flanc de notre marche, d'autant plus aisément qu'ils étaient maîtres et faisaient occuper quantité de maisons qui sont en deçà du pont. Je fis donc commander 20 compagnies de grenadiers et 20 piquets avec 5 pièces de canon aux ordres du marquis de Maillebois, de M. d'Affry, maréchal de camp, de M. Thomé, brigadier, et de M. le duc de la Trémoille pour colonel. Je les suivis avec toute l'infanterie sur une colonne par le chemin de Sacca. Quand nous fûmes à portée du fusil, M. de Maillebois fit sa disposition pour attaquer l'ennemi par trois endroits ; il se plaça au centre avec M. d'Affry; M. de Thomé et M. de Souillard, lieutenant-colonel, attaquèrent la droite; M. de Lisle, quoiqu'il ne fût pas commandé, fut chargé de l'attaque de la gauche

avec M. de la Trémoille ; ils pénétrèrent de maison en maison jusqu'à la chaussée et s'étendirent de droite et de gauche sous un très grand feu.

« Nos grenadiers occupaient ainsi toute la face vis-à-vis du château et du bourg jusqu'à la rivière de l'Orno. J'y envoyai 2 brigades d'ingénieurs commandées par M. de Raseau pour se retrancher, couper les rues et s'établir dans les maisons qui voyaient la sortie du pont. Je fis en même temps camper, derrière, 4 brigades des troupes du roi de Sardaigne et 20 E. pour soutenir nos grenadiers. Le reste de l'armée passa l'Orno et se campa, comme je l'avais proposé, le long de la Parma, la gauche à l'Orno et la droite à Saint-Andréa.

« Il y eut, le reste du jour, un assez grand feu de part et d'autre ; M. le comte de Clermont, qui n'était point commandé, voulant, par un excès de zèle, aller lui-même sur la Parma avec sa brigade, a malheureusement reçu un coup au travers du corps dont il est à l'extrémité. Un semblable excès de zèle nous a fait perdre M. de Montlaur.

« On s'est aperçu ce matin que le feu des ennemis diminuait et qu'ils ne tiraient plus de canon, ce qui a fait juger qu'ils voulaient se retirer. J'ai eu l'honneur de proposer au roi de faire commander 2,000 hommes qui, en passant la Parma à gué au-dessus de Colorno, auraient tâché de couper ceux qui y étaient ; ils étaient prêts à passer, lorsque l'on est venu dire au roi que ce bourg et le château étaient abandonnés. M. de Pezé les a suivis, et on s'est avancé jusqu'à San-Paolo, d'où il a vu une colonne de l'armée ennemie qui se retirait sur Sorbolo, où elle passera la Lenza. Mon avis serait de les suivre pour tâcher de les faire repasser le Crostollo, et d'établir un pont à Dossolo, comme je l'avais proposé à M. le maréchal de Villars, avant qu'il fît repasser le Pô aux troupes que je commandais. Le roi, à qui j'en ai parlé, m'a remis à demain pour en délibérer ; il m'y paraît assez porté, mais je crains que son conseil, qui a toujours de l'inquiétude pour le Crémonois, ne l'en empêche. Je ferai de mon mieux pour l'obtenir, croyant qu'il n'y a pas de meilleure position pour couvrir également les États de l'infant et le Crémonois. »

« 6 juin.

« Ce matin, M. de Coigny a proposé au roi de Sardaigne de profiter de l'épouvante des ennemis et de marcher au delà du Crostollo et faire descendre en même temps un de nos ponts à Dossolo. Ce projet de M. de Coigny avait déjà été proposé immédiatement après le passage du Pô, et adopté dans le temps par le roi de Sardaigne; cependant ce prince a remis pour délibérer, et il est à craindre que les conseils par lesquels il se conduit n'en arrêtent l'exécution. Le roi craint toujours que les ennemis n'aient dans leur retraite le dessein de percer le Crémonois, soit par le bas Pô, en nous prévenant et jetant un pont à Dossolo, soit en passant sur l'Oglio. Le projet de venir nous attaquer par l'Oglio paraît impossible, parce que, n'ayant pas de pont à Borgoforte, ils ont un si grand tour à faire pour entrer dans le Seraglio, qu'en passant les ponts de Sacca, nous y serions avant eux. A l'égard de celui de tenter le passage du bas Pô, il serait plus praticable; mais pour y remédier, on a fait passer à Viadana et Pomponesco la brigade de la Reine qui était dans le retranchement de Sacca, et le roi de Sardaigne en envoie une autre de ses troupes et quelques partis de sa cavalerie à Commesaggio, pour s'étendre jusqu'à Guazzolo sur l'Oglio. On peut croire que les nouvelles avantageuses qui sont arrivées hier du royaume de Naples ont déterminé les ennemis à une retraite aussi prompte. Quoi qu'il en soit, les Allemands sont hors des États du royaume de Naples sans espérance d'y rentrer. » (M. de Fontanieu.)

En effet, ce même jour, le canon annonçait la conquête du royaume de Naples par les Espagnols. Des factions soudoyées par l'Espagne avec l'or du nouveau monde excitaient depuis longtemps les inconstants Napolitains à secouer la domination allemande. Des présents magnifiques et la promesse d'abolir les impôts établis par l'Empereur avaient gagné d'avance les grands du pays et le peuple. La révolution était déjà faite à Naples quand les Espagnols y arrivèrent au mois de mars 1734. L'infant, reçu avec des transports de joie, fit son entrée royale dans cette capitale le 15 mai, et prit la couronne des Deux-Siciles. Dix jours après, le 25, le général de Montemar écrasait à Bitonto, dans la Pouille, l'armée autri-

chienne, qui s'y était ralliée. Les milices, dont le vice-roi impérial, le comte de Visconti, avait imprudemment grossi ses troupes, lâchèrent pied dès le commencement de l'action. Après des efforts aussi glorieux qu'inutiles, les officiers allemands, restés presque seuls, posèrent les armes. Il ne restait plus d'armée autrichienne dans l'Italie méridionale. Dans ces conjonctures, le mouvement rétrograde de l'armée impériale du Mantouan pouvait faire croire que, renonçant à l'attaque de Parme, elle songeait au Crémonois; M. de Coigny proposa de renforcer le bas Oglio, pour empêcher l'ennemi de construire un pont dans cette partie. Charles-Emmanuel y consentit, et, dès le 6 au soir, la brigade de la Reine se porte à Viadana, où se trouvaient déjà 13 E. avec M. du Chayla. Elle fut remplacée à Sacca par une brigade piémontaise.

Le 7, les Impériaux n'avaient point repassé la Lenza. Ils occupaient le camp, d'où ils avaient marché sur Colorno le 1er juin. Les troupes impériales étaient fort inférieures à l'armée des deux couronnes. M. de Coigny voulait franchir la Parma et les attaquer. Le roi de Sardaigne s'y opposant, le commandant français fit descendre un des ponts de Sacca près de Viadana, au-dessous de l'embouchure de la Parma, afin d'être à portée de défendre le Crémonois et de menacer les communications des Impériaux à Guastalla, s'ils restaient sur la rive gauche de la Lenza. En même temps il priait Charles-Emmanuel de laisser l'armée dans une position où elle vivait facilement, et d'où elle pouvait secourir Parme, toujours menacée par le voisinage de l'armée autrichienne. Le prince consentit à cette proposition. Dès le 8, il fit marcher dans l'angle formé par la Parma et le Pô 3 brigades piémontaises; 2 brigades françaises eurent ordre de se placer sur la Parma entre celles du roi de Sardaigne et Colorno. M. de Cadrieux reçut 10 pièces de canon pour déloger les Impériaux d'un retranchement qu'ils occupaient en force de l'autre côté de la rivière.

Les dernières instructions arrivées de Versailles prescrivaient formellement de ne pas laisser l'ennemi à la gauche de la Lenza. Le roi de Sardaigne refusa de prendre l'offensive avant de connaître les projets des Impériaux. Aussi M. de Coigny écrivait, le 12, au ministre de la guerre :

« Nous sommes toujours dans la même situation : notre droite à Saint-Andréa, et la gauche à notre nouveau pont un peu au-des-

sus de Viadana, couvert par la Parma. J'y ai fait avancer 2 brigades d'infanterie du roi de Sardaigne pour le couvrir. Par cette situation nous sommes également à portée de marcher sur Parme par notre droite, et aux ennemis, si on le souhaite, par le centre, et nous pouvons par notre gauche passer la Parma à son embouchure pour nous poster à Brescello, au cas que nos ennemis se retirent derrière le Crostollo, ou rentrer dans le Crémonois, s'il en est besoin. Les ennemis sont à Sorbolo, en deçà de la Lenza, dans le même camp qu'ils occupaient avant de venir à Colorno. » (D. G.)

Mais le général de Mercy avait repris, le 8, son commandement. L'armée impériale allait sortir de l'indécision. Après avoir franchi la Lenza le 13, elle repasse cette rivière le lendemain au pont de Lenza sur le grand chemin de Parme à Reggio, et campe, la droite à San-Donato, la gauche à Malandriano, le quartier général au centre, à San-Prospero. Cette position rapprochait les Impériaux de Parme. M. de Coigny songeait à les attaquer à leur moindre tentative sur cette place. Le roi de Sardaigne se contenta de rassembler, le 15, toutes les troupes au camp de Sanguigna, en ne laissant à la gauche du Pô que la brigade de Piémont, dont 3 B. restèrent à Viadana et 2 à Sacca. 1 brigade d'infanterie française et 1 piémontaise furent placées entre le Pô et Colorno, pour garder ce village et l'embouchure de la Parma. Les 3 B. formant la garnison de Parme, sous les ordres de M. de Valence, reçurent un renfort.

Le 16, après avoir reconnu la place et les environs, M. de Coigny se rendit chez le roi et proposa de marcher aux ennemis ou de se porter sur Guastalla. Charles-Emmanuel consentit seulement à prolonger sa droite jusqu'à Baganzola.

Le 17, l'armée franco-sarde campe, la droite à Baganzola, la gauche près de Saint-Andréa. Le quartier général fut installé à Cervera. On établit des postes pour la communication avec Parme. De son côté, l'ennemi étendit sa gauche jusqu'à hauteur du château de Monte-Chiarugolo, dont il s'empara.

La lettre suivante exposait au gouvernement la situation au 18 juin.

M. de Coigny au ministre de la guerre.

« Camp de Cervera, le 18 juin.

« J'ai gardé votre courrier pendant quelque temps, espérant toujours pouvoir vous mander que j'aurais déterminé le roi de Sardaigne à prendre une résolution qui répondît aux intentions et à la gloire des armées du roi. Je lui ai proposé trois partis : le premier, de marcher aux ennemis; le second, de passer la Parma, appuyant notre droite à la ville, afin de les resserrer dans leurs fourrages et les obliger de se déplacer; le troisième, enfin, d'abandonner Parme à sa propre défense avec 8 ou 10 B., ainsi que M. de Cadrieux l'avait proposé du temps de M. de Villars; de passer la Parma à son embouchure avec le reste de l'armée, et de se porter sur Guastalla.

« Dans cette dernière position, en nous mettant sur leurs derrières et coupant leurs communications, ils auraient certainement été forcés de venir défendre le Modénois et le Mantouan; et, de notre part, en faisant descendre en même temps un pont à Dossolo, nous nous serions trouvés dans notre première situation.

« Mais, après bien des délibérations, le roi de Sardaigne m'a enfin déclaré qu'il ne s'était avancé au delà du Pô que pour empêcher le siège de Parme; qu'il se serait même exposé volontiers à donner une bataille pour défendre cette place; qu'à présent qu'elle était à couvert et que l'unique objet qui l'avait fait mouvoir est rempli, il ne voulait pas risquer une action, ni s'exposer, si elle n'était pas heureuse, au hasard de perdre en un jour le fruit de ses conquêtes de l'année dernière. Je lui ai inutilement représenté la supériorité de notre armée, et que sa gloire y était intéressée; il est demeuré ferme dans sa résolution, qui n'est fondée que sur son intérêt personnel et dans laquelle il est entretenu par son conseil.

« Cependant, comme les ennemis se sont avancés à San-Prospero, qui n'est éloigné de Parme que de deux milles, j'ai proposé, pour éviter toute surprise, de nous allonger par notre droite et de la porter par delà Baganzola, afin de communiquer à la ville. Nous fîmes hier ce mouvement, qui, en nous rapprochant d'eux, nous

met plus à portée de les resserrer dans leurs fourrages et de les observer.

« Nous tenons toujours par notre gauche le poste de Colorno, que je fais soutenir par 2 brigades. J'ai placé 2 B. dans les retranchements de Sacca, et le roi de Sardaigne a envoyé une brigade d'infanterie au pont nouveau de Viadana.

« Voilà notre situation présente; il est vrai que les ennemis ne sont précisément que sur le bord du Parmesan, l'autre côté de la Lenza étant modénois, et qu'on ne doit pas craindre qu'ils puissent ni prendre Parme, ni entrer plus avant; mais je suis inconsolable de voir qu'ils vivent aux dépens des États du roi de Naples, et que nous soyons obligés d'en faire autant pour les défendre. Je puis vous assurer que je n'ai rien oublié pour engager le roi de Sardaigne à prendre un parti plus hardi. » (D. G.)

M. d'Angervilliers répondait, le 25 :

« J'ai lu au roi, monsieur, votre lettre du 18 de ce mois. S. M. y ayant vu que le roi de Sardaigne vous a déclaré expressément que, dès que la ville de Parme est en sûreté, son intention est de rester sur la défensive sans se compromettre, S. M. considère que ses engagements avec le roi d'Espagne l'obligent à défendre les États de Parme et de Plaisance, de même que ceux du roi de Sardaigne; que la défensive à laquelle l'on se réduit ne tend qu'à prolonger la guerre et, en attendant, à ruiner le pays ami; que même il est vraisemblable que les Impériaux auront de quoi subsister plus longtemps que nous dans le camp que nous occupons en deçà de la Parma. Enfin, S. M. voulant profiter de la supériorité de ses troupes, soit en force, soit en nombre, sur celles des ennemis, voici ce qu'elle vous ordonne :

« Vous communiquerez d'abord cette lettre à M. de Broglie; vous examinerez avec lui les moyens pour obliger les ennemis à repasser la Lenza et ensuite le Crostollo. S'il vous paraît à l'un et à l'autre qu'on puisse l'entreprendre avec l'avantage sur l'ennemi et apparence de succès, vous appellerez successivement, et non en forme de conseil, les principaux officiers généraux de l'armée du roi et vous leur expliquerez votre projet. Si leurs suffrages se réunissent, pour la plus grande partie, au vôtre et à celui de M. de Broglie, vous irez ensemble, vous et lui, accompagnés

de deux lieutenants généraux, demander audience au roi de Sardaigne. Vous lui ferez connaître les intentions du roi; vous lui en expliquerez les motifs, les avantages qui en doivent résulter et les moyens dont vous croyez qu'on doit se servir. Vous discuterez avec lui et ses ministres tant qu'il le jugera à propos; enfin vous le supplierez de vous donner une réponse positive, ayant ordre d'en informer le roi par un courrier exprès. Si le roi de Sardaigne se rend, vous n'aurez qu'à faire les dispositions de concert avec ce prince et ensuite à agir. S'il demeure ferme dans la négative, il faudra bien, quoique la perte de temps soit fâcheuse, que vous attendiez de nouveaux ordres de S. M.; mais, soit dans l'un ou dans l'autre cas, vous enverrez un courrier ici pour rendre compte de ce qui se sera passé. » (D. G.)

La position que venait de prendre l'armée des deux couronnes couvrait Parme, mais ne remplissait point les intentions de Versailles, qui prescrivait de rejeter l'ennemi dans le Seraglio, ou tout au moins derrière la Secchia, avant la fin de la campagne. Une lettre du cardinal de Fleury avait un peu changé les dispositions de Charles-Emmanuel. Sur de nouvelles instances de M. de Coigny, il permit d'assembler les généraux pour examiner la question militaire. Le 19 au soir, MM. de Coigny, de Broglie, de Cadrieux, de Beuil, de Contades, le Guerchois, de Maillebois et de Pezé tinrent une conférence où les trois projets précédemment proposés furent mis en délibération. Le projet d'abandonner Parme à sa propre défense pour marcher par le bas de la Parma sur les derrières de l'ennemi fut rejeté, parce que la place manquait d'approvisionnements. On décida qu'on se rapprocherait des Impériaux, afin de les forcer à se déplacer.

Le 20, un détachement aux ordres de M. de Broglie s'avance jusqu'aux grand'gardes des Autrichiens. Ceux-ci, voulant inquiéter notre retraite, eurent quelques officiers et soldats de blessés.

Le 23, tous les officiers de l'armée vont en corps féliciter MM. de Coigny et de Broglie, faits maréchaux de France le 14 juin et devant partager le commandement.

Le 24, un grand nombre de travailleurs, soutenus par des piquets, sont envoyés par brigades pour ouvrir des communications et des ponts du côté de Parme, où l'on voulait établir l'armée, entre San-Martino et San-Lazzaro.

Avant de marcher à l'ennemi, il fallait approvisionner Parme. Or la formation de grands magasins dans cette place demandait quelques jours. Le roi de Sardaigne ne fut point fâché de voir retarder un mouvement auquel il n'avait consenti qu'à regret, et profita de l'inaction de l'armée pour se rendre à Turin, où la reine était dangereusement malade.

Le général de Mercy connut sans doute le départ de Charles-Emmanuel. Comptant sur l'indécision où l'absence du généralissime pourrait jeter les deux maréchaux, il mit son armée en mouvement le 25. Le bruit des timbales et des tambours indiquait une marche près de Parme. Le 26, un corps considérable ayant paru à la vue de la ville, on envoya de la cavalerie et des grenadiers qui se mirent en bataille sous le feu de la place. Après avoir envoyé quelques volées de canon, les ennemis se retirèrent. M. de Fontanieu écrivait au ministre de la guerre :

« 26. — Le mouvement d'hier par les ennemis se trouve aujourd'hui un mouvement général de leur armée qui s'est avancée sur Parme, de manière qu'elle en est peu éloignée ; leur droite est à San-Lazzaro, avec des postes avancés à une chartreuse; leur gauche s'étend jusqu'à Marore, qui est le camp que nous hésitions d'occuper. Il y a apparence qu'instruits de notre incertitude, ils ont jugé à propos de nous prévenir. MM. les maréchaux de Coigny et de Broglie ont été ce soir reconnaître ce nouveau camp, ce qui s'est fait sans qu'il y ait eu un coup de fusil tiré. Il paraît que leur intention est d'attaquer l'ennemi, qu'on ne peut laisser si près.

« 27. — On n'attaquera point encore demain, il a été résolu d'attendre le roi de Sardaigne. Il paraît même que l'on regarde aujourd'hui cette entreprise comme beaucoup plus difficile qu'hier. »

(D. G.)

En effet, l'opération ne paraissait point aussi facile qu'on l'avait cru tout d'abord. On estimait que les principaux efforts devaient porter sur la gauche ennemie. Mais on ne pouvait arriver à elle sans former une pointe qui serait compromise avant son déploiement. Toute la journée du 27 fut employée à régler l'ordre de marche et de bataille. Les Impériaux avaient formé des gardes jusque sur les murs de Parme; ils faisaient des abatis sur les chemins, ce qui, dans un pays coupé de fossés et de navilles, constituait des retranchements redoutables.

« *Du camp de Cervera*, le 28. — Nous avons appris ce matin que les ennemis étaient décampés cette nuit. La nouvelle a d'abord été fort incertaine, d'autant plus qu'ils avaient laissé leurs grand'gardes ordinaires aux environs de Parme, pour couvrir leur marche. A midi, ces grand'gardes s'étant retirées, leur mouvement n'a plus été douteux. MM. les maréchaux de Coigny et de Broglie se sont avancés pour reconnaître l'ancien camp des Allemands à San-Lazzaro, qu'ils ont trouvé vide, et ils ont appris en même temps qu'ils auraient passé la Parma à Porporano, et qu'ils étaient campés entre la Parma et la Baganza, depuis Albare jusqu'à Antognano. La même position a été reconnue par M. de Ségur, qui s'est avancé de l'autre côté de Parme. Il y a encore cependant des officiers qui soutiennent que toute l'armée allemande n'a pas passé la Parma, et qu'il y en a encore une partie à Porporano.

« Ce qui n'est que trop sûr, est que les ennemis ont un objet, et que personne ne peut le pénétrer; il est bien difficile de croire qu'ils prennent le chemin de Plaisance en nous laissant derrière eux. Ils pourraient vouloir occuper les eaux de Parme, qui dérivent du Taro par un canal, et ils en sont les maîtres; mais il n'y a pas de quoi faire mouvoir une armée entière dans ce projet.

« Sur les minuit, il a été tenu un conseil de guerre en conséquence; il a été mis en délibération s'il fallait marcher à eux ou les attendre, et, quoique dans ce pays on puisse regarder comme avantageux de garder son poste de pied ferme, cependant tous les avis se sont réunis pour aller présenter la bataille; non seulement parce que cette audace est plus honorable et convient mieux au génie de la nation, mais encore parce que, dans la position où nous sommes, l'ennemi en venant sur nous tombe en flanc sur notre droite. Les ordres s'expédient pour la marche, et l'armée se mettra en mouvement avant le jour. » (M. de Fontanieu.)

A l'unanimité, on décida qu'il fallait marcher à l'ennemi. A 3 heures du matin, l'armée se mit sur deux colonnes : l'infanterie par le grand chemin de Colorno à Parme; la cavalerie et les dragons, par un autre chemin assez étroit sur la droite, appelé le Cornichio.

« 29. — Les troupes ont commencé à défiler sur Parme à 3 heures du matin, et les équipages ont été renvoyés au delà du Pô

à Martignana. A mesure que nos B. sont arrivés sur la place, ils se sont formés; l'intention de M. de Mercy était de nous prévenir, et à peine a-t-il su que nous étions en mouvement, qu'il s'est avancé lui-même. Son impatience ne lui a pas permis que toutes ses troupes fussent arrivées, et il a commencé à nous attaquer avec une seule brigade. Heureusement que de notre part nous avions celle de Picardie, déjà formée, à lui opposer, et que les autres arrivaient successivement.

« Notre droite était à un village appelé la Crocetta, et notre gauche presque sous les murs de Parme; l'affaire s'est passée dans un terrain d'étendue, et nous n'étions séparés que par le grand chemin de Plaisance, des navilles et une chaussée derrière. Tel a été le champ de bataille dans lequel les deux armées se sont rencontrées. Le feu a commencé à 11 heures du matin; il a été affreux, continuel, sans interruption, et n'a fini qu'à la nuit fermée. Nous avons par deux fois enfoncé les ennemis sur la chaussée, et par deux fois nous en avons été repoussés. Lorsqu'une brigade avait plié, elle était remplacée sur-le-champ par une autre, et les ennemis, de leur part, faisaient la même manœuvre; ils ont tenté de nous tourner par notre droite, mais ils n'ont pu y parvenir, et on leur doit la justice qu'ils ont montré beaucoup d'audace et de fermeté. Leur cavalerie a soutenu sans s'ébranler le feu de notre infanterie. Enfin, il faut convenir que, la nuit tombant, nous n'avons pas d'avantage bien marqué.

« Il paraît que les ennemis ont perdu plus que nous; mais si nous n'avons pas abandonné un pouce de terrain, du moins nous n'en avons pas gagné. Nos généraux ont pris le parti de coucher sur le champ de bataille, et il y a apparence que l'affaire recommencera demain au point du jour.

« 30. — Le jour nous a appris notre victoire. Les ennemis ont profité de l'obscurité de la nuit pour se retirer dès 10 heures du soir dans le camp d'où ils étaient partis hier matin pour nous attaquer, et, par la visite que nous avons faite du champ de bataille, on estime leurs pertes à 8 ou 10,000 hommes. Les espions et les déserteurs nous rapportent qu'ils sont dans la dernière consternation, et leur infanterie presque détruite.

« De mémoire d'homme, il n'y a point eu d'affaire plus affreuse, et il est aisé de concevoir qu'un avantage de cette espèce nous

coûte infiniment. Nous avons dans nos hôpitaux 2,000 ou 2,500 blessés, au nombre desquels l'on compte dans Parme 5 à 600 officiers.

« M. le maréchal de Coigny, dans le courant de l'affaire, a reçu une légère contusion à la cuisse qui ne l'a pas empêché de demeurer à cheval tout le jour.

« Les détachements envoyés pour reconnaître la situation des Impériaux nous ont rapporté jusqu'à ce matin qu'ils étaient toujours dans leur camp, sans néanmoins que leurs tentes fussent tendues ; mais ce soir nous avons appris d'une manière certaine qu'ils repassaient la Parma; en conséquence, il a été résolu que demain l'armée se mettrait en marche pour l'obliger à repasser la Lenza. Les ordres sont donnés en conséquence. » (M. de Fontanieu.)

Le maréchal de Coigny au ministre de la guerre.

« Parme, le 30 juin.

« Vous serez, je crois, content de la nouvelle que vous porte mon fils, et je suis enfin parvenu à remplir ce que vous m'avez si vivement recommandé.

« J'appris avant-hier, au matin, que les ennemis avaient passé la Parma au-dessus de la ville de ce nom, et sur-le-champ je fus moi-même reconnaître avec le maréchal de Broglie, qui, dans tout ce que je vais vous mander, m'a assisté avec amitié de ses conseils; je ne parle point de sa capacité et de sa valeur : elles sont au-dessus des louanges.

« Nous conclûmes au retour qu'il n'y avait pas un moment à perdre pour marcher aux ennemis.

« Je fis en conséquence mes dispositions pendant la nuit, en sorte qu'avant la pointe du jour je me rendis sous les murs de Parme, pour m'y mettre en bataille et m'avancer.

« L'événement a bien justifié ma diligence.

« Jamais il n'y en a eu de plus long et plus opiniâtre; il s'est passé avec un feu d'enfer de part et d'autre, et il a duré depuis 11 heures du matin jusqu'à la nuit fermée sans discontinuation. J'ai

couché sur le champ de bataille; enfin, à minuit, les Impériaux ont pris le parti d'avouer leur défaite en se retirant en désordre, et ce matin nous a fait connaître tous nos avantages. M. de Biron, dont je ne puis vous dire assez de bien, nous a appris que M. de Mercy est au nombre des morts, que M. le prince de Wurtemberg est blessé et que beaucoup des officiers de l'Empereur ont eu le même sort.

« Une affaire si disputée n'a pu se passer sans pertes de notre part. L'infanterie a beaucoup souffert; mais ce que je regrette infiniment est un nombre trop considérable d'officiers généraux d'un rare mérite restés sur la place ou blessés, dont je vous envoie la liste (1).

« Les ennemis, à ce que l'on dit, repassent la Lenza; mais je n'en puis avoir encore la confirmation, parce que les détachements que j'ai envoyés après eux ne sont point de retour, et je les attends pour prendre un parti convenable aux intérêts et à la gloire des armes du roi. Le roi de Sardaigne n'a point été à l'action; il n'est revenu que ce matin de Turin et a trouvé la besogne faite, bien fâché de n'y avoir point participé; mais je crois que vous ne m'auriez pas conseillé de l'attendre. » (D. G.)

« 1er juillet. — Les ennemis paraissent faire d'eux-mêmes ce que nous voulions les obliger à faire. Ils ont marché toute la nuit et

(1) Maréchaux de camp, brigadiers et colonels tués ou blessés le 29 juin :

Tués : MM. de l'Isle et de Mezou, maréchaux de camp ; MM. de Valence et de la Châtre, brigadiers.

Blessés : MM. le Guerchois, lieutenant général (mort bientôt après de ses blessures) ; de Savines, lieutenant général, bras cassé d'un coup de feu ; de Cadrieux, lieutenant général, dangereusement ; de Louvigny, maréchal de camp, grande contusion au ventre; de Boissieux, maréchal de camp, légèrement; le prince de Montauban, colonel de Picardie, à la main et au bras ; de Cadeville, colonel du Roi, à la cuisse ; de Biron, colonel du Royal-Roussillon, contusion à la cuisse ; duc de la Trémoille, colonel du régiment de Champagne, légèrement ; de Contades, colonel d'Auvergne, contusion au bas-ventre ; de Crussol, colonel de Médoc, très dangereusement de deux coups de fusil ; de Fimarçon, colonel-lieutenant de Bourbon, l'épaule percée d'un coup de fusil ; de Hautefort, colonel-lieutenant de Condé, la main percée ; de Maillebois, colonel de la Sarre, à la tête. Les Français avaient 104 officiers tués et 452 blessés, 1,141 soldats tués et 2,305 blessés.

Il y eut 60 officiers tués ou blessés dans les 16 B. de troupes piémontaises qui se trouvèrent au combat.

à midi, ils n'étaient qu'à un mille de Monte-Chiarugolo, petite place sur la Lenza, dont ils se sont emparés. Les nouvelles que nous avons eues à tous les instants ont suspendu de quelques heures le mouvement de notre armée, d'autant qu'il est encore incertain s'ils resteront sous Monte-Chiarugolo ou s'ils se retireront sous Reggio. Notre infanterie est partie à deux heures pour aller occuper la droite San-Prospero et la gauche San-Lazzaro ; elle sera jointe demain matin par la cavalerie, et l'on agira suivant les circonstances. Le parti est pris déterminément de nous mettre sur l'offensive. Tous les déserteurs en assez grand nombre et uniformément rapportent qu'il y a des régiments de l'Empereur presque détruits (1) ; que les soldats sont dans la plus affreuse consternation ; que le pain et le prêt leur sont dus depuis trois jours ; que leurs officiers les consolent en leur faisant entendre que tout se trouvera à Monte-Chiarugolo, et que leur grande inquiétude est que nous leur ayons coupé le chemin des vivres par Reggio. » (M. de Fontanieu.)

Il y eut en France de grandes réjouissances à la nouvelle de cette victoire. Louis XV écrivit à l'archevêque de Paris :

« Les généraux de l'Empereur en Italie donnaient à connaître depuis longtemps qu'ils avaient pour objet principal de s'emparer de la ville de Parme, dont la conquête leur aurait donné des facilités pour s'étendre dans les pays qui sont à la rive gauche du Pô ; il était très important, non seulement pour la suite des opérations de la campagne, mais encore pour la gloire des armes des deux couronnes, de s'opposer à leurs projets. Mon frère et oncle le roi de Sardaigne, ayant passé le Pô à la tête de l'armée composée de mes forces et des siennes, fit d'abord attaquer le poste de Colorno,

(1) Voici, d'après la liste qu'ils donnèrent eux-mêmes, les pertes des Impériaux :

Tués : le comte de Mercy, le prince de Culmbach, le baron de Vins, 2 colonels, 4 lieutenants-colonels, 2 majors, 20 capitaines, 13 lieutenants, 11 enseignes, 15 sergents, 246 autres subalternes, 19 tambours, 1,739 soldats ; total, 2,074 hommes.

Blessés : le prince Louis de Wurtemberg, le général comte Diesbach, le marquis d'Este, le comte de la Tour, qui mourut quelque temps après ; 3 colonels, 1 lieutenant-colonel, 2 majors, 52 capitaines, 58 lieutenants, 49 enseignes, 50 sergents, 24 autres subalternes, 42 tambours, 2,799 soldats ; total, 3,584.

que les ennemis soutenaient avec toute leur armée et qu'ils furent néanmoins obligés d'abandonner avec une perte considérable. L'épreuve qu'ils venaient de faire de la valeur des deux nations unies ne les a pas arrêtés; ils ont passé la Parma; l'armée combinée s'est avancée vers eux, et le 29 de juin il s'est donné, sous les murs de Parme, un combat sanglant, qui dura depuis onze heures du matin jusqu'au soir. Enfin la victoire s'est déclarée pour nous, et les ennemis, voyant qu'ils avaient perdu plusieurs de leurs généraux, n'ont eu d'autre parti à prendre que de profiter de la nuit pour se retirer avec précipitation, laissant sur le champ de bataille leurs blessés à la merci du vainqueur.

« Le succès de cette journée doit être rapporté au Dieu des armées, qui connaît et protège la justice de ma cause; voulant lui rendre des actions de grâces, je vous écris pour vous dire que mon intention est que vous fassiez chanter le *Te Deum*.

« Louis. »

Dès le 26, les maréchaux s'étaient hâtés d'expédier un courrier à Turin. Le roi de Sardaigne arriva le 30, vers dix heures du matin, à l'armée sous Parme. Il se montra d'autant plus ardent à la poursuite, qu'il regrettait de n'avoir point eu de part à la victoire de la veille. Les détachements envoyés en reconnaissance rendirent compte que les Autrichiens avaient repassé la Parma. On résolut de s'avancer le lendemain pour les forcer à repasser la Lenza. L'armée franco-sarde se mit en marche le 1er juillet à deux heures après midi. Il s'agissait de précéder l'ennemi sur le Crostollo, et de lui couper la retraite en s'emparant de Guastalla. Le maréchal de Broglie partit, le 2, avec 3 brigades d'infanterie, 8 régiments de dragons, les carabiniers, 1 brigade de cavalerie et 10 pièces de canon. Il ne put aller, ce jour-là, qu'à Poviglio, d'où il fit occuper les ponts du Crostollo et du Tasson. L'armée campait à Sorbolo. Le lendemain, M. de Broglie parvint à Santa-Vittoria, l'armée à Meletole. On eut avis que le prince de Wurtemberg marchait sur Reggio, mais que Monte-Chiarugolo n'était point encore évacué. Le 4, l'avant-garde française passa le Crostollo, et s'établit le long du canal qui va à Bondanello. L'armée appuya sa gauche au même canal. Le quartier général fut installé à la Pieve-San-

Giacomominore, à un mille de Guastalla, que les grenadiers investirent. Les 1,345 hommes de garnison, n'ayant ni canon ni vivres, rendirent les armes et cinq drapeaux.

Le maréchal de Coigny au ministre de la guerre.

« Au camp de Guastalla, le 5 juillet 1734.

« Les ennemis ont marché nuit et jour depuis la bataille : je les ai suivis pendant deux jours, et lorsqu'ils ont repassé le Crostollo à Reggio, je me suis rabattu sur cette place [Guastalla], afin d'y établir nos vivres et un pont sur le Pô qu'il y avait si longtemps que je désirais. J'ai fait passer le Crostollo à l'armée et fait sommer la garnison, qui était composée d'un B. de Culmbach et de 400 hommes détachés; ils viennent de se rendre prisonniers de guerre, et j'ai l'honneur de vous envoyer trois drapeaux, le roi de Sardaigne ayant souhaité d'en avoir deux pour décorer sa chapelle à Turin. Je vous supplie de vouloir bien les présenter à S. M.

« Il n'est plus possible de marcher en avant que nous n'ayons fait ici un établissement pour nos vivres.... Je me flatte que notre séjour ne sera pas long; après quoi, je prendrai le parti que je croirai le plus convenable selon la position des ennemis. Ils étaient, hier, en marche sur Carpi; je ne sais s'ils s'arrêteront à la Mirandola : en tout cas, les voilà par delà la Secchia. » (D. G.)

« Le roi de Sardaigne et le maréchal de Coigny visitent ce matin les dehors de Guastalla, et l'on travaille à fortifier cette place. La garnison prisonnière part demain sous l'escorte d'un B. piémontais. » (M. de Fontanieu.)

Le général de Mercy avait, en cas d'événements malheureux, préparé sa retraite sur Borgoforte, où il avait fait remonter un pont. Il n'avait gardé Guastalla que pour cet objet. Mais le prince Louis de Wurtemberg, à qui la mort du général en chef laissait le commandement, se voyant coupé de Guastalla, prit le parti de conduire son armée derrière la Secchia.

M. de Broglie se mit en route, le 7, pour s'emparer des ponts

que les Autrichiens avaient sur cette rivière. Il n'arriva qu'après le passage de l'armée ennemie et la rupture des ponts. Les Impériaux avaient emmené avec eux les bateaux de la Secchia pour établir à Sachetta un pont sur le Pô. En se rendant au camp qu'il devait occuper entre Bondanello et Quistello, le maréchal vit défiler près de Mirandola l'arrière-garde autrichienne.

« 7 juillet.

« M. le maréchal de Broglie est arrivé ce matin à Bondanello, d'où il a longé la Secchia en descendant vis-à-vis de Quistello. Les ennemis ont toujours continué leur marche ; les gens du pays assurent qu'ils ont fait descendre leur pont à Revere, et qu'ils doivent le repasser cette nuit. Il est encore venu d'autres gens du pays qui ont dit être très sûrs qu'ils évacuent la Mirandola, et qu'ils ont pris les chariots du pays à cet effet. Nous avons appris de Parme qu'avant-hier au soir ils sont sortis de Monte-Chiarugolo, ce qu'ils auraient fait 24 heures plus tôt, s'ils avaient trouvé des voitures; les mêmes nouvelles portent qu'il n'y a plus que des milices du pays de Reggio, et que les Allemands en partant ont fait jeter à l'eau tout ce qui leur restait de munitions. L'uniformité de toutes ces nouvelles ne permet presque pas de douter du retour des ennemis au delà du Pô; cependant comme elles demandent encore confirmation, l'infanterie ne laissera pas de marcher demain sur la Secchia pour rejoindre M. le maréchal de Broglie; on en laisse seulement 2 brigades de Souvré et de la Reine sous Guastalla, où elles attendront de nouveaux ordres, parce que si les ennemis repassent le Pô, il sera nécessaire de songer à regarnir l'Oglio, sur lequel ils pourraient nous donner de l'inquiétude. » (M. de Fontanieu.)

Tous les rapports reçus le 8 par M. de Broglie lui apprirent que la cavalerie ennemie avait repassé le Pô pendant la nuit ; que l'infanterie était encore à la tête du pont de Sachetta, et que le prince de Wurtemberg en avait fait établir un second près de Sabioncello. Le maréchal regretta de n'avoir pas avec lui des pontons pour hâter la retraite de l'ennemi. Obligée d'attendre le pain que l'on tirait de Casal-Maggiore, et dont un débordement du Pô faillit la priver tout à fait, notre infanterie ne quitta San-Giacomo-

minore que le 8. Elle s'avança jusqu'à Reggiolo. 2 brigades d'infanterie française et 1 piémontaise restèrent à Guastalla. Le 9, le roi de Sardaigne et le maréchal de Coigny joignirent de leurs personnes M. de Broglie à Bondanello, laissant l'infanterie à Reggiolo. Le même jour, un détachement de dragons en rencontra un de l'ennemi à peu près de pareille force vis-à-vis la Concordia. Il y eut un choc assez vif; les dragons français mirent pied à terre, et forcèrent l'ennemi à se retirer. Un autre détachement, que M. de Broglie avait envoyé du côté de Carpi, ramena quelques voitures chargées de farine et de blessés que l'ennemi évacuait de Reggio.

L'infanterie se porte, le 10, du camp de Reggiolo sur la Secchia. La cavalerie ennemie n'avait pas passé le Pô, comme on l'avait annoncé à M. de Broglie ; les Impériaux étaient partagés en trois camps, l'un à la Concordia, l'autre sous la Mirandola, et le troisième, le plus considérable, à Revere, où ils avaient descendu leur pont; ils se retranchaient de manière à rester à cheval sur le Pô. L'intention des deux maréchaux français n'était pas de les laisser dans cette position, et, les ponts sur la Secchia achevés à Bondanello et à Quistello, on devait passer cette rivière le lendemain, afin de pousser M. de Königseck de l'autre côté du Pô.

L'armée des deux couronnes était prête à marcher le 11 au matin. Charles-Emmanuel la retint dans son camp. Ce prince prétendit que les Impériaux se portaient du côté de l'Oglio. D'ailleurs, il fallait attendre l'artillerie nécessaire pour le siège de la Mirandola. Des 3 brigades d'infanterie restées à Guastalla, deux rejoignirent l'armée, la troisième fut envoyée à la rive droite de l'Oglio. Sur de nouvelles instances des deux maréchaux français, Charles-Emmanuel consentit au mouvement offensif. S'attendant à être attaquée, l'armée impériale, dont le feld-maréchal comte de Königseck avait pris le commandement, s'était rassemblée à Revere et rangée en bataille, le 11, la cavalerie à la droite, l'infanterie à la gauche, la ville derrière le centre de la ligne. La position des Impériaux étant jugée inattaquable, l'armée franco-sarde resta sur place. Les alliés appuyaient leur gauche à Sillo, près du Pô, et leur droite à Bondanello, la Secchia devant eux. Le quartier général était près de Quistello; celui du roi de Sardaigne à San-Benedetto.

Dans la matinée du 12, le duc d'Harcourt fut envoyé avec la brigade de Royal-Piémont pour occuper Reggio. Ce poste était nécessaire au passage des convois destinés au siège de la Mirandola. Le détachement se présenta le 14 devant la place, qui ouvrit ses portes.

M. de Maillebois au ministre de la guerre.

« Camp de Bondanello, le 19 juillet 1734.

« Je sais que le maréchal de Coigny vous a mandé que le défaut de subsistances était la seule raison qui l'avait empêché de passer la Secchia, jusqu'à ce jour, et de se porter sur Quingentole, position dont la proximité ôtait à l'ennemi toute facilité de se retrancher à Revere, ainsi qu'il le fait aujourd'hui; c'est pourquoi je n'entrerai dans aucun détail de ces justes raisons. Je me contenterai seulement de vous dire, suivant l'ordre que vous m'avez donné de vous communiquer mes idées, que voilà la première campagne de guerre que j'ai faite sans voir un approvisionnement de cinq à six cent mille rations de biscuit, pour les cas inopinés. J'ajouterai que, l'ennemi s'établissant dans le poste de Revere, aussi solidement que M. de Staremberg le fit en 1703, et l'armée étant commandée aujourd'hui par M. de Königseck, qui fit cette campagne avec lui, qui défendit cette année la Mirandola et qui, par conséquent, a senti dans ces temps-là tout l'avantage de ce poste, il faudra plus d'une ruse de guerre pour l'en déplacer.

« Je sais que la position présente de l'ennemi, qui est beaucoup plus faible que nous, ne peut nous empêcher d'assiéger la Mirandola, s'il ne l'évacue pas, et de nous emparer de Modène; et je compte que dans deux jours le gros canon nécessaire pour la première de ces deux opérations arrivera dans ce camp; car, pour la seconde, je ne crois pas qu'on en ait besoin. Mais je sais, en même temps, que nous aurons beaucoup de peine à nous placer pour contenir l'ennemi, pendant ces deux entreprises, dans un camp assez sûr et assez commode pour y trouver les fourrages et l'eau nécessaires pour les troupes; et que par conséquent nous ressentirons vivement le contretemps qui nous a empêchés de

passer la Secchia le lendemain du jour que M. de Broglie côtoya avec son avant-garde toute l'armée ennemie, qui marchait de l'autre côté sur Revere. » (D. G.)

« 16 juillet. — On a eu nouvelle que M. le duc de Modène aurait abandonné sa capitale, et qu'il aurait passé à Bologne sous l'escorte de mille chevaux de l'armée impériale. Le siège de Modène a été résolu, et, en conséquence, le canon qui vient de Parme sera arrêté à Reggio, où il sera joint par les troupes destinées au siège, au nombre de 2 brigades d'infanterie et de quelque cavalerie, dont le commandement est destiné à M. de Maillebois.

« 18 juillet. — La nuit dernière, il s'est présenté devant le village de Bondanello un détachement de cavaliers de l'armée impériale. Le capitaine qui commandait ce détachement, s'étant approché de la barrière formée par des charrettes, a répondu : « France » au « qui-vive », et dans l'instant a franchi la charrette avec quelques cavaliers. Des soldats, qui étaient à ce poste, se sont jetés dans les haies de droite et de gauche, et les ennemis se sont retirés. » (M. de Fontanieu.)

M. de Broglie au ministre de la guerre.

« Camp de Bondanello, le 16 juillet 1734.

« Il est arrivé un abbé de la part du duc de Modène ayant pouvoir de remettre la citadelle de Modène entre les mains de S. M., de sorte que d'ici deux jours nous en serons les maîtres. »

M. de Coigny au ministre de la guerre.

« Camp de Bondanello, le 21 juillet 1734.

« Je vous ai rendu compte que je traitais avec un envoyé de Modène pour la reddition de cette place. Il revint avant-hier, et nous convînmes de suivre la capitulation que fit en 1702 M. le

duc de Vendôme, dont je joins ici copie. Je fis partir sur-le-champ MM. de Maillebois, d'Estaing et du Chayla avec la brigade de Dauphin et deux de cavalerie tant pour en prendre possession que pour escorter le deuxième B. de Condé et celui de Médoc, que j'y envoie en garnison sous les ordres de M. du Rousset, brigadier d'infanterie. Je viens d'apprendre en ce moment que M. de Maillebois y est arrivé; j'en étais fort inquiet, parce que les ennemis, le jour de son départ, ont fait un mouvement en avant et se sont approchés de la Secchia à un mille, ayant leur droite à Quingentole et leur gauche vis-à-vis Quistello. J'appréhendais que ce ne fût pour nous amuser, faire un détachement pour Modène et tomber sur M. de Maillebois; mais je crois présentement que ce n'est que pour nous empêcher de déboucher la Secchia, et couvrir par là la Mirandola. Nous pourrions y remédier en passant cette rivière plus haut, à la Concordia; mais je vois très peu de goût pour assiéger cette place, au roi de Sardaigne. Je l'avais prié, en arrivant ici, de faire venir de l'artillerie; après bien des difficultés, sur ce qu'il n'y est pas obligé, il m'a promis seulement quatre pièces. Je comptais que ce serait assez avec les six pièces que j'ai tirées de Parme, espérant que les ennemis repasseraient le Pô ou se tiendraient à Revere ; mais les choses ont changé de face, et il faut aujourd'hui tout l'attirail d'un vrai siège. La répugnance du roi de Sardaigne à le faire est fondée sur la crainte qu'il a qu'on ne soit obligé d'en venir à une seconde action dans ce pays, qui est plus découvert et où les ennemis pourraient se servir avantageusement de leur cavalerie, supérieure en nombre à la nôtre ; aussi je n'ai encore rien pu tirer de lui de positif. Il est vrai que, dans la nécessité où ils seraient de repasser de l'autre côté du Pô, où ils auraient de la peine à vivre, je crois qu'ils hasarderaient plutôt une action ; cependant la prise de la Mirandola couvrirait nos quartiers d'hiver, couronnerait tous les avantages que nous avons remportés, et, avec Modène que nous occupons présentement, nous nous trouverions maîtres de tout ce pays. C'est l'avis de M. de Broglie, le mien, et celui de M. de Pezé. Je vous prie de me mander les intentions du roi là-dessus; je pourrais les recevoir par le retour de mon courrier, avant que nous ayons déterminé le roi de Sardaigne. » (D. G.)

M. de Broglie au ministre de la guerre.

« 21 juillet 1734.

« A la demande de canons que fit M. de Coigny au roi de Sardaigne pour le siège de la Mirandola, ce prince répondit : « Je ne suis point obligé, par mon traité, de fournir ni canons, ni munitions, pour toutes les conquêtes qui se feront hors du Milanais; outre cela, pour que je fournisse ce qu'on me demande, il faudrait dégarnir totalement Pizzighettone, ce que je ne peux, ni ne veux faire. »

M. de Pezé au ministre de la guerre.

« Camp de Bondanello, le 21 juillet 1734.

« J'ai déjà eu l'honneur de vous dire que les moyens que nous attendions du roi de Sardaigne, pour faire le siège de la Mirandola, se faisaient trop attendre; c'est bien autre chose aujourd'hui.

« M. de Königseck ayant estimé convenable, pour rassurer un peu son armée, de lui faire faire une marche en avant, il s'est approché de la Secchia, ayant mis sa droite à Quingentole, s'étendant jusqu'à hauteur de Quistello, qu'elle dépasse. Cette marche a paru si audacieuse aux Piémontais, que leur première idée les a portés à croire que l'ennemi venait nous attaquer. Revenus de leur première frayeur, ils ont regardé le siège de la Mirandola comme infaisable, à moins de se commettre à une seconde action; et, le pays des environs de cette place étant assez découvert, ils voient ses formidables cuirassiers annuler d'un coup de moustache toute notre cavalerie. Voilà où ils ont conduit le roi leur maître, qui nous dit hier, bien nettement, à MM. les maréchaux et à moi, qu'il fallait bien peser si la conquête de la Mirandola était assez importante pour se commettre au risque d'une action. Ce prince alla même jusqu'à dire : « Messieurs, vous pouvez regarder les actions avec un œil tranquille; mais je ne saurais

les voir de même. » Il est aisé de conclure que nous voilà arrêtés tout court et retombés dans une négociation dont les longueurs sont les ennemis mortels de la promptitude si essentielle dans les opérations de la guerre. Nous n'avons de ressource, pour déterminer promptement le roi de Sardaigne à passer la Secchia et à faire le siège de la Mirandola, que dans le canon et les munitions de guerre que l'on aura trouvés dans la citadelle de Modène. » (D. G.)

Le ministre de la guerre à M. de Coigny.

« 29 juillet 1734.

« Le roi fait écrire à M. l'ambassadeur et même au roi de Sardaigne pour faire connaître la honte qu'il y aurait, pour lui et pour nous, de ne pas aller en avant et de différer le siège de la Mirandola, que le roi veut qu'on entreprenne incessamment, si les ennemis, par les positions qu'ils peuvent avoir prises, n'y ont pas mis d'obstacles, ce qu'on ne peut prévoir d'ici, et qui doivent arrêter tout général prudent. Vous devez agir, de votre part, avec toute la force possible auprès du roi de Sardaigne pour le déterminer. Il est aisé de voir que nous avons besoin de la Mirandola et de la Concordia pour couvrir nos quartiers d'hiver dans le Modénois, et que, si ces postes restent aux ennemis, notre tête sera à Modène. Si le roi de Sardaigne continue à vous refuser l'artillerie d'augmentation que vous lui avez demandée, il faut vous servir de celle de Parme et de Modène. Il est d'autant plus important d'agir promptement que le bruit est grand, et non sans fondement, que le prince Eugène va faire un détachement de son armée pour l'Italie. Le roi de Sardaigne ne devrait pas être si difficile à nous donner de l'artillerie, puisqu'il ne peut ignorer qu'il nous appartient la moitié de toute celle qu'il a trouvée dans les places du Milanais, de même que des autres munitions. Vous ne devez pas cependant toucher ce point, qu'on donne à traiter à M. l'ambassadeur. Pour vous affranchir de la servitude de dépendre toujours du roi de Sardaigne pour avoir de l'artillerie et des munitions, le roi veut avoir un équipage de siège en Italie......... »

« Camp de Bugno-Martino, le 29 juillet 1734.

« La nouvelle de la reddition de Philippsburg [18 juillet] ayant été confirmée hier par un courrier de la cour au roi de Sardaigne, notre armée en a fait aujourd'hui la réjouissance.

« On a renforcé ce matin de quelques B. le poste de Quistello, pour que cette réjouissance pût se faire sans aucune inquiétude de la part de l'ennemi. Ensuite nos généraux se sont rendus à San-Benedetto, où le *Te Deum* a été chanté, et le roi de Sardaigne a donné à dîner à tous les officiers principaux français. Les troupes se sont mises en bataille, sur les 5 heures, dans un terrain choisi à cet effet, et la revue en a été passée par le roi de Sardaigne et par M. le maréchal de Coigny. Les salves d'artillerie et de mousqueterie ont suivi et duré jusqu'à la nuit.

« On prétend que les ennemis songent à repasser le Pô pour aller faire une diversion sur l'Oglio, et pour cela ils se préparent à faire défendre leurs deux ponts de Sabioncello. On assure que M. de Mercy en avait l'ordre de l'Empereur avant la bataille de Parme, qu'il a donnée précisément contre les mêmes ordres. Mais tout cela mérite d'autant plus de confirmation, qu'il est certain que MM. de la Tour et Castelbarco, prisonniers, morts depuis, ont dit que, lors de la bataille de Parme, M. de Mercy, ayant trouvé de l'opposition à combattre, dans le conseil de guerre, fut obligé, pour entraîner les suffrages, de produire les lettres qu'il avait reçues de Vienne, par lesquelles il était commandé de nous attaquer fort ou faible.

« J'appris aussi hier, d'une manière très sûre, qu'immédiatement après l'affaire de Colorno, dans le temps que nous étions campés à Sanguigna, ce général avait joint l'armée en conséquence des mêmes ordres; mais qu'il avait été surpris, presque dans le moment, par un de ces accidents ordinaires d'épilepsie dont l'effet était de le priver pour quinze jours ou trois semaines de l'usage de la vue ; que ce mal est ce qui avait passé parmi nous pour apoplexie; que c'est pour cela qu'il était allé aux eaux de Padoue; qu'il n'en avait reçu aucun soulagement et qu'au contraire les accidents en avaient été redoublés avant sa mort, ce qui causait les

fréquents voyages qu'il faisait de Mantoue à l'armée et de l'armée à Mantoue ; que par cette raison la cour de Vienne avait envoyé M. de Königseck pour le relever, en le flattant néanmoins que, comme l'ancien, il conserverait la supériorité ; mais qu'il avait senti le coup et, pour cela, précipité l'affaire de Parme, de crainte d'en partager la gloire avec un autre ou d'être forcé à la lui céder. » (M. de Fontanieu.)

Le maréchal de Coigny au ministre de la guerre.

« Camp de Bondanello, le 1er août 1734.

« Ce n'est pas la difficulté que j'ai trouvée à faire suivre les vivres pendant quinze lieues, ni l'accident de notre pont qui s'est rompu, qui ont été l'unique cause qui m'a empêché de prévenir les ennemis dans leur retraite; et ce qui prouve qu'il nous eût été totalement impossible de les couper sur Revere, c'est que M. le maréchal de Broglie les trouva à Bondanello, où j'avais eu la précaution de l'envoyer pour s'en servir.....

« Je ne pouvais, par la position des ennemis, passer la Secchia et me porter sur la Mirandola, pour en faire le siège, qu'en marchant sur eux pour les combattre ou pour les resserrer de si près, qu'ils ne pussent faire aucun mouvement. Pour prendre ce parti, il aurait fallu que j'eusse tout prêt l'attirail nécessaire pour faire un siège dans un pays où je n'aurais pu rester longtemps, l'eau et les fourrages y manquant absolument.....

« D'ailleurs, pour peu que je me fusse éloigné des ennemis, ils auraient pu passer la Secchia, tomber sur San-Benedetto, où sont nos fours, s'emparer même de notre pont à Guastalla et, par là, nous couper toute communication avec le Crémonois. Nous sommes donc toujours restés dans la même situation, en attendant les ordres sur les représentations du roi de Sardaigne dont l'artillerie n'est pas encore arrivée. Ce retard ayant augmenté la disette des fourrages, il est à présent impossible de tenter le siège de la Mirandola, à moins de combattre les ennemis, et je doute fort que leur poste puisse nous le permettre. » (D. G.)

Le maréchal de Broglie au ministre de la guerre.

« Camp de Bondanello, le 2 août 1734.

« Comme notre cavalerie a beaucoup fatigué depuis quelque temps et qu'elle a besoin de repos pour se rétablir, M. le maréchal de Coigny et moi avons jugé à propos, pour l'empêcher de tomber plus qu'elle ne l'est et même pour la rétablir, de faire partir 2 brigades qui étaient à notre gauche, l'une pour aller à Guazzolo et l'autre à Gonzaga, et les 15 E. de dragons à Reggiolo. Ils arriveront dans ces quartiers aujourd'hui et demain. Nous enverrons incessamment les 10 E. de carabiniers et les brigades de Beuseville, de Caraman et Destournelles qui composent notre droite à Carpi et Corregio. Toutes ces brigades seront à portée de nous rejoindre dans un jour, si le besoin le requérait. » (D. G.)

Le ministre de la guerre à M. de Coigny.

« 3 août 1734.

« J'ai reçu, par un courrier du roi de Sardaigne, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 25 du mois passé, accompagnée d'une copie du mémoire que ce prince vous a remis, à la marge duquel est votre réponse.

« Je ne puis mieux vous expliquer les intentions du roi qu'en vous envoyant une copie de la lettre que M. le cardinal de Fleury écrit au roi de Sardaigne. Vous y trouverez ce que j'ai déjà eu l'honneur de vous mander, c'est-à-dire la peine que le roi a eue quand il a su que les ennemis étaient restés en deçà du Pô, sachant d'ailleurs que leur déroute était telle qu'ils avaient d'abord résolu de le passer. Vous y verrez que S. M. désire fort qu'on puisse trouver moyen d'y revenir et d'assiéger la Mirandola; vous y verrez encore qu'elle croit ne devoir pas craindre le succès d'une action, pourvu qu'elle soit entreprise avec les règles de la prudence

et qu'on en puisse espérer un grand profit. Je craindrais d'affaiblir ce que S. Em. a écrit, si je traitais plus amplement la matière ; aussi je me restreins à vous supplier de lire plus d'une fois la lettre de S. Em., afin que vous en soyez rempli lorsque vous irez conférer avec le roi de Sardaigne.

« Vous me marquez dans la lettre du 25 que ce ne sont point vos vivres qui vous ont empêché de suivre les ennemis assez promptement pour leur ôter le temps de se reconnaître, et que c'est le retard de l'artillerie du roi de Sardaigne. Je trouve cependant, dans votre lettre du lendemain, que jusque-là on n'avait distribué le pain qu'au jour le jour, et le sieur Marchand me le confirme. Il est bien impossible de faire des marches précipitées avec si peu de provisions. J'avoue que je ne conçois pas, dans un pays comme celui où vous êtes, qu'on ne puisse avoir du pain pour plus d'un jour. » (D. G.)

Son Éminence le cardinal de Fleury au roi de Sardaigne.

« 3 août 1734.

Sire,

« J'ai communiqué au roi votre neveu la lettre dont V. M. m'a honoré du 26 du mois dernier, avec le mémoire qu'elle y a joint, aussi bien que celui de MM. les maréchaux de Coigny et de Broglie, qui y sert de réponse quoique très abrégée.

« Je commencerai par avoir l'honneur de dire à V. M. qu'il n'est pas aisé de prendre de si loin un parti fixe et décisif, qui dépend de beaucoup de circonstances dont nous ne sommes pas instruits, et surtout d'une exacte connaissance du terrain et de tout le pays que les meilleures cartes ne peuvent jamais donner dans une précision exacte et nécessaire. Tout ce qu'on peut faire dans un si grand éloignement est de constater certains principes généraux; mais l'application doit en être laissée à ceux qui sont sur les lieux et qui peuvent décider ce qui est possible et ce qui ne l'est pas.

« Je prends même la liberté de représenter à V. M. ce qu'elle sait aussi bien que nous, que les opérations à la guerre dépendent presque toujours de l'habileté à saisir un moment favorable, qu'on

ne retrouve pas, si on le laisse échapper, et qu'il est très préjudiciable de manquer. Je crains bien que nous ne soyons dans ce cas, car avec quelque diligence que nous dépêchions le courrier de M. de Sollar, il se passera près de quinze jours avant qu'il soit de retour à l'armée, et les choses auront peut-être bien changé pendant cet intervalle. Il n'est plus question d'examiner si, après la victoire de Parme, il y avait eu la possibilité à poursuivre les ennemis et à profiter de la consternation où ils étaient. Le passé n'est jamais bien à discuter, ou du moins on ne doit le faire que pour se corriger, si on a commis quelque faute. Ce qui est certain est que, si on l'avait pu, ils eussent été forcés de repasser le Pô, et toutes les nouvelles que nous en avons eues portent positivement que c'était leur intention, et que voyant, notre armée encore éloignée, ils eurent le temps de se reconnaître et de se poster à Revere en faisant revenir la partie de leurs troupes qui avait déjà passé cette rivière. La manœuvre qu'ils viennent de faire en se campant à Quingentole et vis-à-vis de Quistello est d'une audace qui tient de l'insolence et qui fera une grande impression dans toute l'Europe. Elle fait connaître que, bien loin de nous craindre, ils viennent nous chercher, et elle fera douter si leur défaite est aussi certaine qu'on l'a publié, et si notre perte n'a pas été égale à la leur.

« V. M. convient, aussi bien que nos généraux, que la prise de la Mirandola eût été un point décisif, non seulement pour ôter tout doute sur le passé, mais encore pour assurer le succès du reste de la campagne, et pour procurer à une grande partie de nos troupes des quartiers d'hiver abondants, aussi bien que pour resserrer les ennemis au delà du Pô, où ils auraient bien de la peine à subsister. V. M. connaît l'importance de cette conquête et elle aime la gloire; mais elle la croit infiniment difficile et dangereuse à tenter sans s'exposer à une action générale et inévitable dont le succès est toujours incertain. Il l'est même d'autant plus que le pays où se donnerait une bataille est très ouvert pour pouvoir faire agir librement la cavalerie, et V. M. croit que celle des ennemis est supérieure à la nôtre en nombre, qu'elle est aussi moins fatiguée et plus en état de combattre que la nôtre. Ce sont des faits sur lesquels nous ne pouvons prononcer, et, en les supposant tels, toutes les réflexions combinées dans le mémoire de V. M. sont très sages et très judicieuses. Je suis toujours convenu avec elle qu'il ne

fallait point hasarder d'action générale de gaieté de cœur et sans y envisager un avantage presque certain, ou du moins très vraisemblable.

« Il semble que nous pourrions prendre quelque confiance sur la bonté de nos troupes et de celles de V. M., qui ont donné tant de preuves de leur courage à Parme, et, quoique les ennemis aient eu le temps de se reconnaître, je douterais qu'ils l'eussent oublié et qu'ils n'hésitassent pas à hasarder un second combat. La perte n'en serait pas moins funeste pour eux que pour nous et les suites en seraient également dangereuses des deux côtés. J'avoue même qu'ils savent mieux profiter que nous de leurs victoires et en tirer de plus grands avantages. Mais, en évitant de s'exposer au risque d'une bataille, il faut voir donc quel parti nous aurons à prendre et en peser tous les inconvénients. Si nous renonçons au siège de la Mirandola, il est certain que les ennemis la fortifieront cet hiver; qu'avec la communication libre qu'ils auront de l'autre côté libre du Pô, par le poste de Revere, ils établiront des quartiers très abondants; qu'ils tireront du Ferrarois, ou de gré, ou de force, de grosses subsistances, et que, la campagne prochaine, ils seront en bon état, avec le secours qu'on assure que l'Empereur leur envoie, de nous faire la loi. Est-il bien sûr même que nous pourrons conserver Carpi, Modène et Reggio pendant l'hiver? Sommes-nous assurés d'y trouver des fourrages pour le corps de cavalerie que nous y laisserons? Est-ce que notre armée se retirera, et pourrons-nous même conserver le pont de Dossolo? Tout le pays des environs est mangé; et si nous sommes forcés de prendre des quartiers dans le Parmesan, l'Espagne le trouvera-t-elle bon? C'est ce que V. M. aura la bonté de discuter avec nos généraux pour prendre un système fixe et avantageux, supposé qu'on juge à propos d'abandonner entièrement la Mirandola et qu'on le juge impraticable. Ne pourrait-on pas tenter auparavant de passer la Secchia avec toute l'armée et de tâcher de déloger les ennemis de leur camp de Quingentole? Il semble que notre honneur y est engagé, et ce serait, du moins, une consolation de les en avoir chassés. Je doute qu'ils voulussent hasarder de s'y tenir, et ils risqueraient, ce me semble, beaucoup d'y demeurer. S'ils prenaient le parti de décamper et de se retirer à Revere, ne pourrait-on pas, en s'approchant de la Mirandola, trouver un camp derrière quelque naville, ou quel-

que ravine, qui empêchât leur cavalerie de venir nous attaquer?

« Ce sont des choses qui dépendent du local, que nous ne pouvons connaître, et je prends la liberté de répondre au mémoire de V. M. plutôt par des questions que par des projets, afin qu'elle en examine la possibilité avec nos généraux. Je vais donc, avec sa permission, résumer toutes nos observations en les soumettant à votre décision. Il n'est pas douteux que la conquête de la Mirandola ne fût de la dernière importance, supposé qu'elle soit possible. Il n'est pas moins certain qu'on ne peut la tenter sans occuper auparavant Quingentole et Quistello. Je ne sais si les ennemis ont un pont à Sabioncello; s'ils n'en ont point établi, il semblerait que c'est une marque qu'ils ne seraient pas déterminés à garder ce poste; s'ils l'abandonnent, on pourrait voir ensuite si on pourrait choisir un camp avantageux dans lequel on pourrait même se retrancher. Il faudrait, en même temps, examiner si notre cavalerie pourrait trouver de la subsistance dans le Modénois, pendant le siège. Si on juge que les difficultés sont insurmontables, ou du moins trop périlleuses, notre armée ne peut plus demeurer longtemps sur les bords de la Secchia, et, après avoir consommé tous les fourrages des environs, il faudra voir où elle se retirera, après avoir pourvu à la sûreté de Modène et à la subsistance des quartiers qu'on y prendra, supposé qu'on croie pouvoir les garder.

« Voilà, sire, le résultat de toutes les réflexions du roi votre neveu sur lesquelles V. M. pourra se déterminer; car, encore une fois, tout dépend, à la guerre, de la diligence à exécuter les projets qu'on a formés. Vos intentions et celles de nos généraux ne sont point douteuses, elles tendent également à la gloire et à l'avantage communs de nos armes; nous y sommes tous également intéressés, et, après en avoir mûrement examiné les avantages et les inconvénients, c'est à elle avec nos généraux à décider du parti qu'on doit prendre. »

Le maréchal de Coigny au ministre de la guerre.

« Camp de Bondanello, le 8 août 1734.

« Je ne puis vous exprimer à quel point je suis affligé du mécontentement de S. M. sur ce que nous n'avons pas passé la Secchia;

mais vous savez, et je vous l'ai dit dans toutes mes lettres, que le défaut d'artillerie pour prendre la Mirandola en a été la seule cause.

« J'ai eu aussi l'honneur de vous marquer que, quoiqu'il ait fallu du temps pour nous faire suivre par nos vivres depuis Parme jusqu'ici, ce n'était pas ce qui nous avait empêchés de prévenir les ennemis, et que, quelque diligence que nous eussions faite, cela nous aurait été impossible, puisqu'ils avaient marché nuit et jour et qu'ils étaient arrivés sur la Secchia avant M. de Broglie, que j'y avais envoyé avec les dragons et les 4 brigades d'infanterie.

« J'ai représenté au roi de Sardaigne que S. M. désirait qu'on fît incessamment le siège de la Mirandola; il m'a répondu qu'il avait envoyé un courrier à la cour, pour en représenter les inconvénients, et qu'il fallait attendre son retour. Je vous ai mandé plusieurs fois que, pour l'entreprendre, il fallait avoir l'artillerie nécessaire toute prête. Il y a plus de trois semaines que j'ai fait avancer de Parme à Reggio 6 pièces de 24, qui est tout ce qu'on a pu en tirer; mais nous ne pouvons, pour le reste, avoir recours qu'au roi de Sardaigne, et il n'en a voulu promettre que 4, qui ne sont pas même encore arrivées à Guastalla où j'avais demandé qu'on les fît descendre.

« Au surplus, ces 10 pièces ne seront pas suffisantes, ainsi que je vous l'ai plusieurs fois représenté, et nous ne pourrons en tirer de Modène que très peu; il n'y a pas même d'affûts en état de sortir de la citadelle. » (D. G.)

Le maréchal de Coigny au ministre de la guerre.

« Camp de Bondanello, le 12 août 1734.

« J'ai eu l'honneur de vous mander, par le dernier courrier, que je vous rendrai compte de la conversation que nous devions avoir le lendemain avec le roi de Sardaigne. D'abord il commença par nous faire lire la lettre que lui avait écrite Son Éminence; ensuite il nous dit qu'on avait tort de vouloir lui attribuer de vouloir nous retenir dans l'inaction pendant tout le reste de la campagne; que, pour preuve du contraire, il était prêt à marcher et de passer la Secchia à la tête de ses troupes; mais qu'il était persuadé que les ennemis ne nous attendraient point, qu'ils repasseraient le Pô, e

porteraient sur l'Oglio, et entreraient dans le Crémonois; qu'il fallait donc examiner et peser si le sacrifice de ce pays serait compensé par la conquête de la Mirandola, qu'il s'en rapporterait entièrement à notre décision, en nous chargeant néanmoins de tous les événements qui pourraient arriver.

« Nous lui répondîmes, M. de Broglie et moi, que personne ne pouvait se charger de pareils événements, et qu'à notre égard tout ce que nous pouvions faire, c'était de dire nos avis. Toute la conversation se passa de la sorte; on ne prit aucun parti, mais on nous remit encore au lendemain qui se passa à peu près comme la veille. Enfin, ce matin, je l'ai pressé de faire travailler à son artillerie, afin d'être en état d'assiéger la Mirandola dans le même moment que nous passerions la Secchia. Il a répondu à cela de faire un mémoire qui contînt ses raisons et les nôtres en faveur et contre le siège, telles qu'elles ont été avancées et agitées en sa présence, et d'y mettre à la fin, M. de Broglie et moi, nos conclusions. Nous l'avons fait et nous le lui présenterons demain, afin de le déterminer et de finir, aussi promptement qu'il dépendra de nous, cette affaire.

« Au reste, vous n'ignorez point, puisque je vous l'ai déjà mandé, qu'il y a plus d'un mois que je le presse sur son artillerie sans jamais en avoir pu obtenir que des promesses; alléguant, pour excuser ses délais, qu'il fallait, avant de la faire venir, qu'il fût déterminé qu'on ferait le siège de la Mirandola. J'ai pris la liberté de lui représenter plusieurs fois de commencer toujours par là, pour éviter les longueurs où ces préparatifs entraînent nécessairement; mais il n'a jamais voulu faire attention à cette réflexion. En effet, si son artillerie était prête, celle que nous avons tirée de Parme étant à Reggio depuis un mois, nous serions en état de marcher dès demain, au lieu que, son artillerie ne l'étant point encore, il faudra différer de quelques jours le siège de la Mirandola, s'il l'accepte, pour l'attendre.

« Outre ces raisons que contient notre mémoire pour déterminer le roi de Sardaigne à passer la Secchia et aller à la Mirandola, j'en ai fait ajouter deux à la fin qui me paraissent très fortes : la première, c'est que, si nous restons encore quelque temps dans la situation où nous sommes, les subsistances viendront certainement à nous manquer; la seconde, c'est qu'il peut venir des secours considérables aux ennemis et qu'il est nécessaire de marcher à eux

avant leur jonction. Lorsque j'ai eu l'honneur de vous dire qu'outre le défaut de vivres, le retardement de l'arrivée de l'artillerie du roi de Sardaigne nous avait empêchés de passer la Secchia pour attaquer la Mirandola, la preuve en est claire, puisque cette artillerie n'est point encore arrivée, ni prête à arriver. A l'égard de ma seconde lettre du lendemain où je vous ai dit que nous n'aurions du pain qu'au jour la journée, ou tout au plus pour deux jours quelquefois, la chose est encore manifeste, et cela a été de même pendant toute la campagne, par le mauvais arrangement où j'ai trouvé les vivres. » (D. G.)

Le maréchal de Coigny à M. d'Angervilliers.

« Camp de Bondanello, le 15 août 1734.

« M. l'ambassadeur et M. le marquis de Pezé, qui ont assisté à toutes nos conférences, seront témoins que nous avons fait, M. le maréchal de Broglie et moi, tout ce qui pouvait dépendre de nous pour déterminer le roi de Sardaigne au siège de Mirandola. Nous avons écrit et signé notre avis, et nous y avons persisté après sa réplique. Je me suis même aperçu que ma fermeté dans mon sentiment lui déplaisait au point qu'il en était indisposé contre moi; alors j'ai cru devoir m'arrêter et me contenter de lui dire que je vous enverrai le mémoire que M. d'Ormea a signé par son ordre.

« Nous n'avons pas voulu répondre par écrit à cette réplique, de crainte de tirer en longueur une affaire qui n'a déjà que trop duré; mais M. d'Ormea dit premièrement qu'ayant été requis de donner mon avis, je fis réponse que c'était de marcher à la Mirandola. On conclut, par ce discours, que je devais avoir reçu un ordre positif et on demanda à le voir. Je montrai alors la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 3 de ce mois.

« M. d'Ormea insinue que je ne lui ai fait voir qu'un article de cette lettre par lequel vous me renvoyez à celle que S. Em. a écrite au roi; mais il ne dit pas que je lui montrai aussi l'endroit où vous me marquez que S. M. voyait avec peine que nous n'eussions

pas encore passé la Secchia. En fallait-il davantage pour justifier ce que j'avais avancé?

« Secondement, il avance que ce fut nous qui proposâmes de renvoyer l'affaire au lendemain, afin d'y faire de nouvelles réflexions; mais j'ai eu l'honneur de vous mander que c'était le roi de Sardaigne qui rompit la conférence.

« Il ajoute que je ne fis aucune difficulté de me déterminer pour le siège de la Mirandola au risque même du Crémonois. Je dis seulement qu'en prenant le parti que je proposais, on ne courait tout au plus que le risque de voir quelques courses dans cette province. J'avoue que c'est moi qui ai ajouté les deux dernières réflexions à notre mémoire, et je vois qu'il s'attache à leur donner un tour désavantageux contre moi, en insinuant que c'est ma faute si on ne trouve point de fourrages pour deux mois dans le poste où nous sommes, parce que j'en fais des magasins qui sont inutiles. Je voudrais bien, en effet, en avoir à Modène, à Carpi, à Reggio, à Correggio, et je fais mon possible pour en établir, afin d'y pouvoir entretenir des troupes pendant l'hiver, sans quoi je ne saurais tenir le Modénois et je serais obligé de me mettre derrière le Crostollo; mais je n'ai encore pu faire amasser que très peu de fourrages par, la disette de cette année et la consommation que les ennemis et nous en avons faite jusqu'à présent...

« Enfin vous verrez qu'il règne de la part de M. d'Ormea une amertume que certainement je ne me suis point attirée, et vous n'en douterez point lorsque vous apprendrez qu'il s'est même plaint à M. l'ambassadeur de la lettre que j'ai eu l'honneur de vous écrire après la bataille de Parme, qui a été imprimée, où je finis en vous disant que vous ne m'auriez point conseillé d'attendre le roi de Sardaigne pour marcher à l'ennemi. J'en ai eu une explication avec S. M., qui a eu la bonté de me dire qu'elle ne me l'aurait pas conseillé elle-même, puisque les ennemis venaient à moi. Vous voyez que l'on cherche à envenimer les moindres choses : ainsi j'attendrai vos ordres pour régler désormais la conduite que je devrai tenir. Comme il pourrait fort bien arriver que nous soyons obligés de passer ici le reste de la campagne et d'y laisser, même pendant l'hiver, des quartiers considérables pour soutenir la Secchia, je vais tâcher d'engager la cour de Sardaigne à établir les magasins nécessaires; ce ne sera pas sans beaucoup de difficultés...

« Depuis ma dernière lettre, les ennemis ont fait repasser le Pô à 3 régiments de cavalerie, et j'appris hier qu'ils avaient passé le Mincio à Goïto et s'étaient avancés à Solferino, Cavriana et Volta. Je crois que c'est pour subsister plus aisément; les ennemis manquent de fourrages dans leur camp. Comme M. de Sandricourt est avec 13 E. et 10 B. sur l'Oglio, il est en état de garder cette rivière jusqu'à Ostiano, et l'on ne peut craindre, tout au plus, que quelques courses du côté de Soncino; encore pourrait-on les occuper à leur retour.

« Il s'est approché avant-hier de Quistello un détachement assez considérable des ennemis qui tomba sur des travailleurs que nous avions en avant pour faire des palissades. Ils eurent le temps de se retirer. D'ailleurs les ennemis et nous, sommes toujours dans la même situation. » (D. G.)

M. de Fontanieu au ministre de la guerre.

« Camp de Bugno-Martino, le 15 août 1734.

« Je continue à vous rendre compte de la maraude, comme vous me le recommandez par votre lettre du 6 de ce mois; elle est presque cessée parmi nos troupes, à moins qu'on ne veuille appeler de ce nom le désordre qu'elles causent dans les vignes, où les soldats brisent tout à coups de sabre, cueillent le raisin tout vert et en font sur-le-champ un vin pernicieux, qui nous donne un nombre immense de dyssenteries. Je l'ai représenté à M. le maréchal de Coigny, qui y fait tout ce qu'il peut; mais, je suis obligé de l'écrire avec peine, cette armée ne se contient point, et si j'ai dit que la maraude est cessée, il faut convenir que c'est plutôt faute de matières que par le rétablissement de la discipline.

« Nous empêchons au moins nos soldats de s'étendre au delà du Crostollo; mais il n'est pas de même des Piémontais, et leur licence va au point qu'on ne peut exprimer; ils vont piller jusqu'à Reggio et à Modène, et, si cela continue, il ne restera rien pour l'hiver. Nos commandants et le pays en écrivent tous les jours à M. le maréchal de Coigny, qui en a fait les représentations les plus

pressantes à différentes fois; enfin le roi de Sardaigne les a trouvées mauvaises et lui a répondu très sèchement qu'il fallait bien que ses troupes vécussent, et qu'il n'avait pas défendu de fourrager. Le roi de Sardaigne n'en a pas fait un exemple; ses troupes sont dans une abondance prodigieuse, pendant que nous manquons de tout; ses gardes mêmes se tiennent sur les chemins, le sabre à la main, pour enlever tout ce qui passe, et, lorsqu'ils sont trop chargés, ils tirent contribution de ce qu'ils ne peuvent prendre. Il n'est pas surprenant que nous devenions ainsi l'objet de la haine en Italie.....

« Quoi qu'il en soit, la licence des Piémontais n'excuse point la nôtre, si elle la rend plus difficile à réprimer; cela va à un excès qu'on ne peut point vous cacher sans manquer à son devoir.

« Vous avez vu, par mes précédentes lettres, celle du soldat; le peu de subordination de l'officier est encore pis. Quelques colonels ne veulent plus reconnaître MM. les directeurs et inspecteurs; ils ne veulent pas conférer sur les affaires de leurs régiments. Tout décide, ici, jusqu'au sous-lieutenant; qui dit, ici, un officier, dit un homme qui ne doit rien à personne, et il y paraît bien par la manière d'agir. Le roi a beau faire des grâces à cette armée, personne ne veut être content; tout menace de quitter, et tous les revenus de l'État ne suffiraient pas pour satisfaire 40,000 hommes en Italie. Parler règle, c'est être dur, avare; voilà pourquoi un officier de distinction ne peut plus résister dans cette direction. Il règne une jalousie inexprimable et un esprit de division entre les corps et dans les corps. Quant au service, j'ai ouï dire qu'il n'y avait aucune exactitude. Il est bien vrai que, lorsqu'on a déclaré aux officiers qu'on les rendrait responsables de la maraude de leurs soldats, ils se sont soulevés, prétendant que cela était au-dessous d'eux, et ont fait leur menace favorite de quitter le service. » (D. G.)

M. de Pezé au ministre de la guerre.

« Camp de Bondanello, le 15 août 1734.

« Vous saurez par M. le maréchal de Coigny où nous en sommes, et sur le passage de la Secchia et sur le siège de la Mirandola.

La réponse du roi de Sardaigne vous donnera suffisamment à connaître quel est l'esprit de cette cour.

« Elle trouve les ennemis bien mieux placés en deçà qu'au delà du Pô; selon les Piémontais, nous aurons fait une belle campagne pourvu que le Crémonois ne soit point fourragé. Leur maître s'est laissé aller à leur opinion, et les rives de la Secchia sont le *nec plus ultra* d'une armée victorieuse. Vous verrez, dans le mémoire ci-joint, ce que j'ai pensé pour concilier les appréhensions du roi de Sardaigne et ce que l'on désirait avec raison au lieu où vous êtes. Rien de tout ce que j'ai proposé ne saurait s'exécuter sans grand risque, dit-on. Je pense le contraire, et je pourrais mal penser. Quoi qu'il en soit, si nous sommes bien résolus à ne point passer la Secchia, encore faudrait-il se retourner de quelque autre côté. Les ennemis sont si persuadés que nous sommes dans l'intention de les attaquer, que depuis quatre jours leurs piquets et leurs grenadiers passent toutes les nuits sous les armes. Cette opinion n'a pas empêché M. de Königseck d'envoyer 3 régiments de cavalerie de l'autre côté du Pô, et je viens d'apprendre qu'il y avait envoyé encore hier celui de Palfi. M. de Sandricourt, qui est sur l'Oglio, manda hier au soir à M. de Coigny que les 3 premiers régiments avaient hier passé le Mincio, à Goïto, prenant leur route du côté de Volta, qui est du Mantouan, en remontant le Mincio. Peut-être, ce corps n'a pour autre objet que de trouver une subsistance plus commode; peut-être aussi veut-il pousser quelques centaines de chevaux sur le haut Oglio, quand ce ne serait que pour faire parler d'eux à Milan. A tout hasard, le roi de Sardaigne va encore faire marcher sur l'Oglio un régiment de cavalerie qu'il a à Crémone, au moyen duquel nous y aurons 13 E. et 5 B. Ces derniers sont tous Piémontais, et, dans le nombre des premiers, 8 de la même nation et 5 français.....

« Le régiment du Roi n'a pas été habillé depuis le mois de mai 1732. Il devient important enfin de lui donner un habillement neuf, à la fin de la campagne. Je ne doute pas que vous n'approuviez l'état des prix convenus par M. le contrôleur général. » (D. G.)

Ces nombreuses citations sont nécessaires pour la parfaite intelligence des événements. La correspondance échangée entre

Versailles et le quartier général explique pourquoi l'armée franco-sarde, après la victoire du 29 juin, resta pendant deux mois dans une complète immobilité; elle fait voir sur qui retombe principalement la responsabilité des désordres et des malheurs qui furent la conséquence de cette inaction. Au lendemain de la journée de Parme, notre infanterie victorieuse était pleine d'ardeur; la cavalerie et les dragons, n'ayant rien fait dans cette bataille, ne demandaient qu'à montrer aussi leur valeur. Consternée et fort affaiblie par les pertes qu'elle venait d'éprouver, incertaine de ses mouvements sous le commandement intérimaire du prince de Wurtemberg, l'armée impériale n'aurait pu tenir nulle part. Une poursuite vigoureuse l'aurait culbutée dans le Pô, forcée à s'enfermer dans Mantoue ou bien à se retirer dans le Tyrol. L'inaction à laquelle l'attitude équivoque de Charles-Emmanuel condamna les Français donna le temps aux Impériaux de se refaire moralement et matériellement, sous la direction du chef énergique le feld-maréchal comte de Königseck. L'armée impériale passa très vite de l'abattement à la provocation. Dès le 11 juillet, elle prenait à Revere une contenance qui retint les alliés sur la rive gauche de la Secchia. Le 19, le comte de Königseck la rapprochait de cette rivière et l'établissait en face de l'armée des deux couronnes, la droite à Quingentole, la gauche vis-à-vis de Quistello.

M. de Coigny avait pris Guastalla le 5 et fait occuper Reggio le 14. Après avoir placé des détachements à Carpi et à Rubiera le 19, M. de Maillebois entrait le 20 dans Modène. La possession de cette place nous livrait l'artillerie nécessaire pour le siège de la Mirandola. Les maréchaux français n'auraient plus besoin d'attendre celle que Charles-Emmanuel leur promettait de si mauvaise grâce. Malheureusement le mouvement exécuté par les Impériaux vers la Secchia apportait de sérieux obstacles aux projets des alliés sur la Mirandola. M. de Königseck paraissait résolu à donner la bataille plutôt que de repasser de l'autre côté du Pô, où ses troupes auraient beaucoup de peine à vivre. Comme les Piémontais étaient effrayés de l'audace des Autrichiens et que le roi de Sardaigne répugnait à l'action, M. de Coigny demanda des ordres à Versailles (1). En attendant la réponse du gouvernement

(1) Voir sa lettre du 21 juillet, p. 487.

français, que les deux maréchaux savaient favorable à l'offensive, il était urgent de s'entendre sur les moyens de franchir la Secchia et de marcher à l'ennemi. M. de Broglie proposait de diriger l'infanterie par Bondanello, dont les environs et les débouchés étaient fort coupés, et la cavalerie par la Concordia, pays plus ouvert. M. de Maillebois fut d'avis de deux nouveaux ponts, l'un à Quistello et l'autre à la Concordia, et de passer ensuite la rivière en établissant la gauche à la Concordia, la droite vers la Mirandola vis-à-vis Quarantoli, derrière des navilles, où, au moyen de quelques travaux, on trouverait un appui sûr. Il pensait cependant que cette position ne pourrait couvrir le corps qui ferait le siège, mais qu'elle donnerait la facilité d'avoir des fourrages, et jugeait que les ennemis ne compromettraient pas leur infanterie pour soutenir la place. Quant à leur cavalerie, il observa que la plaine autour de la Mirandola était coupée de fossés capables de l'arrêter et présentait de grosses cassines fort utiles à favoriser les manœuvres de notre infanterie.

L'inaction à laquelle nous réduisait l'attente des ordres de Versailles devait être aussi fatale à l'armée des deux couronnes qu'avantageuse aux vaincus de Parme. Tandis que nos soldats se laissaient aller à l'indiscipline, à la maraude, au pillage (1), à tous les désordres qui résultent de l'oisiveté, le comte de Königseck perfectionnait ses retranchements, le prince Eugène envoyait des renforts, les blessés du 29 juin guérissaient et rejoignaient l'armée impériale. Dans le camp des alliés, on s'occupait néanmoins de retrancher Quistello, que son voisinage de la gauche des ennemis exposait à quelque entreprise. Afin de mieux surveiller ce point, le maréchal de Coigny établit son quartier général près de la tête du pont, et 10 pièces de canon à la gauche de la rivière. On travaillait aussi à mettre Guastalla en état de défense. Le comte de Königseck crut que les ouvrages de Quistello avaient un but offensif : il resserra sa ligne en retirant la gauche sur le centre.

Les fourrages devenaient rares aux environs de Bondanello. La cavalerie, très fatiguée, avait besoin de se refaire. MM. de Coigny et de Broglie se déterminèrent, le 1er août, à la renvoyer sur les derrières. 2 brigades de cavalerie, qui formaient l'aile

(1) Voir la lettre de M. de Fontanieu du 15 août, p. 502.

gauche, se mirent en marche le 2, pour aller, l'une sur l'Oglio entre Marcaria et Guazzolo, l'autre à Gonzaga. Les 2 régiments piémontais furent dirigés à Luzzara. Il ne resta, comme cavalerie, à la gauche de l'armée, qu'un régiment de dragons du roi de Sardaigne. Dans le même temps, l'ennemi ayant fait remonter quelques barques à Borgoforte, le roi de Sardaigne joignit à ses 2 régiments de dragons une brigade d'infanterie, qui passa le Pô et s'établit à la tête du pont de Dossolo. La cavalerie qui formait la droite de l'armée franco-sarde ne partit que le 5 et le 7 pour Carpi, Correggio et Reggiolo. Afin de ne pas laisser cette aile entièrement dégarnie, on fit revenir de l'Oglio les brigades de la Ferronnays et de Chepy, qu'on y avait laissées au moment du passage du Pô.

Enfin les instructions du gouvernement français arrivèrent. Louis XV déclarait qu'il « y aurait honte à ne pas aller en avant ; » il voulait qu'on entreprît immédiatement le siège de la Mirandola (1). Le maréchal de Coigny fit connaître à Charles-Emmanuel le désir de son souverain. Le prince répondit qu'il venait d'envoyer un courrier à Versailles pour représenter les inconvénients de cette opération, et qu'il fallait attendre son retour (2). Les entrevues continuèrent sans amener de résultats, malgré les efforts de M. de Pezé pour concilier les intentions du roi de Sardaigne avec les ordres du roi de France et le vœu de l'armée (3). On dut attendre de nouvelles instructions de Versailles.

Pendant ces discussions stériles et ces échanges de mémoires et de lettres, l'ennemi faisait un troisième pont sur le Pô. L'armée impériale se retranchait et se préparait à l'action. Le comte de Königseck vint plusieurs fois, avec de gros détachements, reconnaître Quistello et les bords de la Secchia. Le 16 août, les Impériaux portèrent 3 régiments de cavalerie au delà du Mincio. Le roi de Sardaigne dirigea sur l'Oglio un régiment de cavalerie qu'il avait à Crémone. Cette rivière se trouva gardée par 5 B. piémontais et par 13 E., dont 5 français avec M. de Sandricourt. Le parti autrichien s'avança jusqu'à Volta, força les habitants à conduire des fourrages à Mantoue, et se retira.

(1) Lettre du ministre de la guerre du 29 juillet, p. 490.

(2) Lettre de M. de Coigny du 8 août, p. 497.

(3) Lettre de M. de Pezé du 15 août, p. 503.

Réduit à l'immobilité, M. de Coigny s'occupa des moyens de conserver sa position aussi longtemps que l'ennemi tiendrait la sienne. La grande difficulté était de vivre. Après s'être assuré des subsistances jusqu'à la fin de septembre, le maréchal dut songer aux magasins des quartiers d'hiver. Il envoya MM. de Pezé, de la Blotière, chef des ingénieurs, et Geloux, commissaire ordonnateur, à Modène, Carpi, Rubiera, Correggio et Reggio, pour y préparer l'établissement des troupes et se rendre compte des ressources du pays.

M. de Pezé obtint tout ce qu'il était possible d'espérer du pays à la droite du Pô, depuis la Secchia jusqu'à la frontière du Parmesan (1). Le Guastallais était épuisé ; les vivres des troupes pendant l'hiver ne pouvaient venir que du Milanais. M. de Coigny

(1) *M. de Pezé au ministre de la guerre.*

« Reggio, le 22 août 1734.

« J'ai fini ce matin le traité que j'avais à conclure avec ces MM. de la consulte ; ce n'a pas été sans peine et sans me mettre plus d'une fois en colère que je suis venu à bout de les faire consentir aux conditions que vous verrez énoncées dans ledit traité.....

« Je dois seulement vous dire que j'étais autorisé à n'exiger de ladite consulte : que 4,000 sacs de froment, et j'en ai obtenu 8,000; que 20,000 francs de France par mois sur les revenus de Modène, en remettant 150,000, monnaie de Milan, qui étaient encore dus pour la dernière moitié de la contribution. J'ai fait de tout cela une cote mal taillée, et j'ai tiré 30,000, argent de France, par mois. Je devais me contenter des 75,000 rations de fourrages, et j'en ai obtenu 150,000, le bien vivre pour 13,000 hommes, dont 10,000 d'infanterie et 3,000 de cavalerie, leur laissant cependant entendre qu'il pourrait se faire qu'on serait forcé de leur en envoyer jusqu'à 15,000.

« Je ne sais si le roi sera content de ma négociation ; mais ce qu'il y a de certain, c'est que j'ai fait tout de mon mieux, m'étant reployé aussi souvent que les gens à qui j'avais affaire, et ce n'est pas peu dire, car ce sont de grands capitaines, et surtout un certain de Saint-Agatha, qui possède éminemment toutes les ruses romaines en fait de politique ; il a été élevé dans cette cour. Je dois cependant vous dire qu'il ne s'est pas conduit en trop habile homme à mon égard, ne m'ayant fait offrir qu'un régal de mille pistoles d'Espagne ; car s'il avait *cavé* un peu plus haut, j'aurais peut-être dit comme la feue reine ; et alors vous sentez que je m'en serais tenu à ce qui m'avait été prescrit et que j'aurais encore exigé qu'on m'eût remercié. C'est un malhabile homme que M. de Saint-Agatha, et M. de Pezé pourrait bien être jugé un innocent au tribunal des sages; vous mettrez le prix qu'il vous plaira à son procédé. »

demanda qu'une partie des 23,000 rations que le roi de Sardaigne devait fournir par jour aux troupes françaises fussent employées à cet usage, ce qui amena de nouvelles difficultés.

Lorsque les nouvelles instructions attendues de Versailles arrivèrent à Quistello, M. de Coigny jugea qu'il était trop tard pour exécuter son premier plan, d'autant plus que le roi de Sardaigne, en consentant au passage de la Secchia, laissait aux maréchaux français toute la responsabilité des événements et refusait l'artillerie indispensable pour le siège de la Mirandola. On continua donc à s'occuper de l'installation des quartiers d'hiver. M. de Coigny fit à cet effet, avec MM. de Broglie, de Pezé et de Maillebois, une reconnaissance sur la Secchia et la Parmegiana.

Dans son camp fortifié, l'ennemi recevait chaque jour des renforts arrivant du Tyrol. Le maréchal de Coigny eut alors l'idée d'attaquer Borgoforte. La prise de cette place donnerait l'entrée dans le Seraglio, forcerait Königseck à repasser le Pô, procurerait la tranquillité aux troupes établies à la droite du Pô et couvrirait efficacement le Crémonais et les États de Parme. Le roi de Sardaigne approuva ce projet. Le 12 septembre, M. de Pezé alla reconnaître particulièrement l'endroit où l'on pourrait jeter un pont sur le Pô. Il rendit compte que le pont serait construit en 10 heures et répondait du succès de l'entreprise.

Le ministre de la guerre à M. de Pezé.

« 2 septembre 1734.

« Le roi, à qui j'ai porté votre lettre, sait que les gens de votre pays en faisant bien ses affaires font bien aussi les leurs; ainsi S. M. n'est pas en peine que vous n'ayiez eu ce qu'on appelle un chapeau de castor au moins équivalent aux mille pistoles d'Espagne que vous avez refusées, parce qu'en pareille matière les espèces présentent un objet un peu trop grossier. Son Éminence, qui pense mieux de son prochain, a paru disposée à exécuter aux dépens du roi ce que M. de Saint-Agatha vous avait témérairement offert. Je suivrai cette affaire, quoique, à mon avis, elle vous touche peu. Au reste, je vous avertis que M. de Saint-Frémont, qui commandait à Modène dans la précédente guerre, avait 12,000 livres sur les revenus du pays. Je ne sais si ce poste vous conviendrait; en tout cas, c'est un avis que je crois devoir vous donner. » (Archives du Dépôt de la guerre.)

M. de Pezé au ministre de la guerre.

« Camp de Bondanello, le 13 septembre, 6 heures du soir.

« J'arrive dans ce moment de faire mes douze lieues à cheva à travers des broussailles le long du Pô avec Turnel (capitaine des mineurs). Il m'est caution que le pont projeté sera fait en moins de 10 heures; c'est là le point capital. Cependant je ne vous répondrais pas que tout ce projet ait son exécution, quoique depuis l'examen du local je sois plus convaincu que jamais de son infaillibilité. Il n'y a de San-Benedetto à Borgoforte que huit milles pour y communiquer par Torricela, ainsi que le propose M. le maréchal de Broglie; il y en a quinze, le tout examiné aujourd'hui sans prévention aucune. » (D. G.)

Au quartier général français on avait hâte d'exécuter ce projet, car on savait qu'un renfort de 4,000 Croates était arrivé à Mantoue le 10. Mais diverses circonstances retardèrent le mouvement, et les Impériaux profitèrent de notre imprévoyance pour exécuter un coup d'audace qui faillit causer la perte de l'armée des deux couronnes. Le quartier général du maréchal de Coigny était à la tête du pont de Quistello; celui du maréchal de Broglie, au village de Bondanello, dans une cassine près d'un gué de la Secchia. Le renvoi de la cavalerie sur l'Oglio ou sur les derrières laissait de grands vides. D'ailleurs on se gardait mal. Nous étions depuis quelque temps on ne peut pas plus tranquilles dans notre camp. Cette grande tranquillité est toujours un vice capital pour le Français, elle entraîne ordinairement chez lui une si grande sécurité qu'il se croit à l'abri de tout accident et n'imagine jamais que rien de fâcheux puisse lui arriver. Cette sécurité était si grande qu'on peut dire qu'elle tenait de l'aveuglement. On voyait journellement des étrangers se promener dans notre camp avec toute la liberté possible, sans qu'on s'informât qui ils étaient. Il n'en était pas de même dans le camp des ennemis, où aucun étranger ne pouvait se présenter sans une permission du général. On a su même qu'il était venu, à différentes reprises, dans notre camp, des officiers impériaux qui parlaient l'italien, déguisés en moines et en mar-

chands, qui l'examinèrent avec attention, et reconnurent toutes les parties faibles, dont ils rendirent un compte exact au comte de Königseck (1).

Très bien instruit de la sécurité des Français, du renvoi de leur cavalerie sur les derrières, des intervalles considérables existant dans leur camp entre les brigades et entre les bataillons, ayant aussi une pleine connaissance des divers gués de la Secchia et de celui de la cassine de M. de Broglie, le feld-maréchal de Königseck forma le projet, s'il ne pouvait pas nous déloger de notre camp, d'enlever le quartier du maréchal et de le faire prisonnier.

Dans ce but, il divisa son armée en plusieurs colonnes, instruisit ses officiers généraux de son projet et de la manœuvre que chacun devait faire, partit de son camp la nuit du 14 au 15 septembre, et arriva à la pointe du jour à portée de la Secchia, si secrètement que pas une sentinelle du camp ne donna l'éveil.

Vers 6 heures du matin, un corps considérable de hussards ennemis, passant la Secchia avec des fantassins en croupe, surprit et pilla la cassine de M. de Broglie, qui put se sauver en chemise avec ses enfants par une porte de derrière, où il trouva un cheval. D'autres cavaliers autrichiens parcouraient les lignes des régiments, abattant les faisceaux d'armes. Grâce à des prodiges de valeur, les régiments de Dauphin, de Bourbon et de Mauconseil purent se réunir et firent de temps en temps face à l'ennemi, qui les poursuivait vivement. Les Impériaux se mirent en bataille sur le terrain de la brigade de Dauphin, l'infanterie appuyant sa droite à la Secchia, et la cavalerie à la gauche. L'extrême droite de l'armée alliée se trouvait coupée au centre. M. de Bonas prit le parti de se replier à Bondanello, où il trouva le régiment de Chépy, la cavalerie de la Ferronnays et les hussards de Rattsky, et d'où, sur un ordre du maréchal de Coigny, il se mit en retraite sur Guastalla. On avait abandonné le camp de la brigade de Picardie. Tentes, bagages, équipages, tout fut pillé par les hussards. Avertis de l'irruption des Impériaux dans le camp, le roi de Sardaigne et le maréchal de Coigny montèrent vite à cheval. Avec les brigades d'Auvergne et du Roi, ils soutinrent celles de Champagne et de Dauphin, à la tête desquelles était le maréchal de Broglie. Mais

(1) *Mémoires de la guerre d'Italie*, 1777, p. 200.

voyant une bonne partie de l'armée impériale en bataille dans la plaine, les maréchaux se retirèrent derrière la Fossa-Madona, abandonnant Quistello, dont les ennemis s'emparèrent aussitôt.

M. de Fontanieu au ministre de la guerre.

« Guastalla, le 16 septembre 1734.

« Les ennemis passèrent hier à 6 heures du matin (1) la Secchia, dans l'intervalle des brigades de Picardie et de Dauphin, vis-à-vis la maison occupée par M. le maréchal de Broglie, qui a été bien heureux de se sauver en chemise avec ses enfants. Ils ont séparé la brigade de Picardie du reste de l'armée et sont tombés sur la brigade Dauphin, qui s'est trouvée si affaiblie, par les travailleurs qu'elle avait fournis à la pointe du jour et dans le moment où on relevait les gardes, qu'à peine y restait-il huit à dix hommes par compagnie. Cette brigade a plié et, à mesure qu'elle a quitté le terrain, les ennemis se sont emparés du camp. Je n'en ai été averti à San-Benedetto que par l'arrivée de quelques blessés, que j'ai fait panser chez moi au mieux que j'ai pu........ Sur les 11 heures, le maréchal m'a envoyé l'ordre de faire évacuer San-Benedetto, et 2 heures après, voyant que les équipages du roi de Sardaigne en partaient, je suis aussi sorti pour aller joindre la brigade de Champagne... »

« *P. S.* Du 17. — Au lieu de marcher aux ennemis, on a pris hier le parti de se retirer sur Guastalla, dans la crainte d'un mouvement qu'ils firent, par lequel il semblait qu'ils voulussent s'y porter, pour attaquer nos retranchements et la tête de nos ponts. L'armée a passé la nuit à Luzzara et n'a trouvé d'obstacles, dans sa retraite, que quelques cuirassiers de l'Empereur et quelques hussards..... Ce matin, à la pointe du jour, l'armée est arrivée ici et est actuellement campée, la droite à la Rotta et la gauche au Pô..... Notre perte certaine se monte à 5 à 600 hommes.... Ce n'est point un combat, c'est une déroute, et bien malheureuse; on va agiter le parti qu'on prendra. M. le maréchal de Coigny est d'avis de mar-

(1) En rendant compte au ministre de cette affaire, M. de Broglie dit qu'elle a eu lieu à 7 heures du matin; M. de Pezé, d'un autre côté, dit vers les 6 heures.

cher aux ennemis et l'a proposé au roi de Sardaigne ce matin. Le roi a renvoyé la décision à un conseil qui s'assemble... » (D. G.)

M. de Pezé au ministre de la guerre.

« Camp sous Guastalla, le 17 septembre 1734.

« Le 15 au matin, sur les 6 heures, les ennemis passèrent la Secchia vis-à-vis la maison occupée par M. le maréchal de Broglie, à un gué où il avait coutume de faire souvent passer lui-même de petits partis de hussards soutenus de quelques compagnies de grenadiers, et dans lequel les gens de pied n'avaient pas de l'eau jusqu'à mi-jambe.

« Ils gagnèrent donc l'intérieur de sa maison avec tant de promptitude qu'ils ne lui laissèrent que le loisir de se sauver sans habits. L'ennemi s'étant, tout de suite, porté sur la brigade du Dauphin, qui était attenante et qui avait à peine eu le temps de prendre les armes, Bourbon et Mauconseil ne purent résister à la quantité de cavalerie et d'infanterie qui les attaquèrent.

« Le 16 au matin, les ennemis passèrent avec toute leur armée sur les ponts de Quistello.

« L'on se mit aussitôt en marche sur 3 colonnes : deux d'infanterie, qui suivaient la digue du Pô, et la troisième, de cavalerie, qui marcha toujours sur la gauche de l'infanterie, à la tête de laquelle était l'artillerie. L'arrière-garde fut harcelée, mais rien ne fut entamé. 2 B. du roi de Sardaigne furent pris. » (D. G.)

M. de Coigny au ministre de la guerre.

« Guastalla, le 17 septembre 1734.

« C'est avec douleur que j'ai l'honneur de vous rendre compte que les ennemis m'ont mis dans la nécessité d'abandonner la Seccha. Vous connaissez les raisons qui, depuis un mois, m'ont obligé d'éloigner ma cavalerie, qui manquait de subsistances. Le 15, au

matin, les Impériaux ont surpris la maison de M. le maréchal de Broglie, qui n'a pu se sauver qu'en chemise. L'infanterie des Impériaux a marché le long de la digue, et leur cavalerie a marché sur la droite du reste de notre infanterie. J'y ai couru et lui ai fait prendre les armes; j'ai rassemblé les 4 brigades de Champagne, du Roi, d'Auvergne et d'Anjou; j'ai placé cette dernière vis-à-vis de Quistello et, avec les trois autres, je me suis porté derrière le Naviglio, la gauche à la Secchia et la droite se perdant dans les terres.

« L'avis fut de nous retirer encore derrière un second Naviglio parallèle au premier, mais beaucoup moins exposé, et qui s'étend plus loin vers Gonzaga, et je m'y rendis. Dans cette position, nous couvrions San-Benedetto où était le quartier du roi de Sardaigne, où nous avions notre magasin de vivres; mais en reculant du poste de Quistello nous fûmes obligés de l'abandonner, ce qui se fit en bon ordre, puisque nous en retirâmes notre artillerie.

« Nous avons passé la nuit du 15 au 16 dans cet état et, pendant cette nuit, les 5 régiments de dragons à Reggiolo et notre cavalerie, au nombre de 7 E., avec celle du roi de Sardaigne, au nombre de 5 E., le long du Pô, vinrent nous joindre. J'appris en même temps que la brigade de Picardie, de laquelle nous étions séparés, avait regagné Guastalla sous les ordres de MM. de Bonas et de Châtillon, et que la cavalerie que j'avais envoyée à Carpi et Correggio, et à laquelle j'avais mandé de venir à nous, avait pris de même la route de Guastalla. Je donnais de nouveaux ordres à ces troupes pour se porter sur Gonzaga.

« Hier matin, 16, n'ayant eu aucune nouvelle, nous nous aperçûmes que les ennemis s'étendaient par leur gauche, ce qui nous fit craindre que leur dessein ne fût de marcher à Guastalla, ce qui était le plus dangereux, et, en conséquence, il fut résolu, de l'avis du roi de Sardaigne, qui s'est porté partout, depuis le commencement de cette affaire, de celui de M. le maréchal de Broglie et de tous MM. les officiers généraux, de retourner sur Guastalla, en suivant les digues du Pô, pour venir couvrir cette place, nos retranchements et la tête de nos ponts. Nous nous mîmes en marche, et nous sommes arrivés en deux colonnes à Luzzara, à 1 heure de nuit, sans avoir essuyé dans cette retraite d'autres inconvénients que de la

part de hussards et cuirassiers, qui ne se sont approchés de l'arrière-garde que pour nous tirer quelques coups de fusil. L'artillerie nous a suivis, et ce matin, à la pointe du jour, j'ai ramené sous Guastalla une armée entière, et qui n'a point combattu; je l'ai campée en avant de cette place, la droite à la Rotta et la gauche au Pô. Nous n'avons perdu en tout que 3 ou 400 hommes tués ou blessés (1). Je crois qu'il n'en coûte pas moins aux ennemis; mais ce qui m'afflige sensiblement est que, comme presque tous les chevaux étaient en pâture, nous avons plusieurs brigades qui ont abandonné bagages et tentes. Plusieurs de nos officiers généraux sont dans le même cas, et particulièrement M. le maréchal de Broglie, qui n'a rien sauvé absolument. Pour remettre les régiments en état de servir, je prendrai sur moi de leur faire payer, par forme d'avance, par M. l'intendant, une somme de 50,000 livres, dont je vous enverrai la distribution.

« Il est 4 heures après midi, et, sur ce que j'ai proposé ce matin au roi de Sardaigne, de songer à remarcher incessamment aux ennemis, il en a remis la décision à un conseil qui va se tenir et dont j'espère pouvoir vous mander le résultat avant de fermer ma lettre...

« Je sors de chez le roi de Sardaigne; il m'a dit que sa principale intention était de conserver le Parmesan et le Crémonois; que par la situation où est l'armée présentement, elle couvrait l'un et l'autre; qu'il serait inhabile, à présent, de marcher aux ennemis, parce que quand on les battrait l'on ne gagnerait rien, et, sur ce que je lui ai représenté que s'ils marchaient dans le Modénois, ils pourraient s'en rendre les maîtres, il m'a dit que pour lors, il ne demandait pas mieux que de donner bataille, pourvu qu'il les vît

(1) M. de Fontanieu parle de « 5 à 600 hommes » (lettre du 16, au ministre de la guerre). D'autre part, on lit dans les *Mémoires de la guerre d'Italie* (p. 220) : « Nous eûmes tout au plus 400 hommes tués et blessés, et quelques officiers tués, et plus de 3,000 hommes faits prisonniers, parmi lesquels étaient deux bataillons des troupes de Sardaigne et 400 hommes au poste de M. de Montrosier. » — « On courut pêle-mêle vers le camp de Coigny, en abandonnant sans combat aux ennemis tous les bagages et 4,000 prisonniers. » (Lacretelle, t. II, p. 149.) — « Le 15 septembre au matin, le feld-maréchal Königseck surprit le quartier du maréchal de Broglie, et enleva la plus grande partie de son bagage et de ses chevaux. » (C. Dareste, t. VI, p. 316.) — Aucun de ces historiens ne dit que l'ennemi prit la caisse, l'argenterie du roi de Sardaigne et beaucoup d'artillerie.

bien déterminés de ce côté-là, parce qu'il ne voulait pas abandonner celui-ci. Voilà en gros le résultat de la conversation. » (D. G.)

Ce passage de la Secchia, par les Impériaux, fit alors grand bruit en France et même en Europe. Le ministre de la guerre disait à M. de Pezé, le 25 septembre :

« Je reçois, par le courrier de M. le maréchal de Coigny, votre lettre du 17. Je vous supplie de croire que l'aventure du 15 nous a beaucoup plus fâchés que surpris. J'espère qu'à la fin on se corrigera de vouloir garder des rivières ou des ruisseaux en séparant toute l'infanterie et, par conséquent, se mettant partout dans un état de faiblesse qui donne beau jeu à l'ennemi qui veut percer dans un point. Joignez à cela que toute l'Europe était instruite que nous avions résolu de ne pas passer la Secchia. Je crois qu'on regrette, à présent, d'avoir perdu tant de temps à délibérer sur le projet de Borgoforte... » (D. G.).

Le 16, l'armée française, voyant que les Impériaux s'étendaient vers leur gauche, prit le parti de regagner Guastalla. Elle marcha sur 3 colonnes : deux d'infanterie, suivant les digues du Pô; une de cavalerie, à la gauche de l'infanterie. M. de Maillebois fit l'arrière-garde; et le 17, à la pointe du jour, s'établissait en avant de Guastalla, la droite à la Rotta, près du Crostollo, et la gauche au Pô, couvrant en même temps la place et notre pont de bateaux sur le fleuve; Carpi, Reggio, Correggio, Rubiera, avaient été abandonnés.

Le 18 au matin, sur l'avis que l'armée ennemie approchait, les alliés prirent les armes et se rangèrent en bataille, et quelques détachements s'avancèrent en reconnaissance. Vers les 5 heures du soir, les Impériaux avaient à Luzzara un corps de grenadiers, de cuirassiers et de hussards; le gros de l'armée vis-à-vis de Torricella. Les maréchaux proposèrent au roi de Sardaigne d'aller les attaquer, en laissant à Guastalla 8 à 10 B. pour défendre les retranchements. Le prince aima mieux attendre l'ennemi. Seulement M. de Sandricourt, qui était de l'autre côté du Pô, et qui avait devant lui 3,000 Croates, fut averti de se tenir sur ses gardes.

Encouragé par ses succès, le feld-maréchal de Königseck se flatta de chasser les Français de tout le pays situé au midi du Pô. C'est alors qu'il se proposa de les attaquer à Guastalla, où ils s'étaient

retirés. Les alliés prévoyaient avec plaisir que les ennemis viendraient leur présenter la bataille. Le corps d'armée qui s'était laissé surprendre à la Secchia brûlait de laver cet outrage. Des cris de joie s'élevèrent lorsque, le 19, on aperçut les Autrichiens qui s'approchaient. Le roi de Sardaigne commandait le centre de l'armée, le maréchal de Coigny à la gauche, le maréchal de Broglie à la droite. L'infanterie de l'armée des deux couronnes avait été mise en bataille le long d'un chemin allant de l'église de Pieve à la chaussée de Luzzara. Ce chemin était bordé d'un fossé assez escarpé et garni d'une haie vive, qui fut coupée à hauteur d'appui par nos soldats. Notre cavalerie se plaça sur deux lignes dans l'espace triangulaire qui s'étendait entre la chaussée de Luzzara et le Pô; elle appuyait sa gauche au fleuve, et sa droite à la gauche de l'infanterie, un peu en arrière. L'effet principal de l'attaque devait porter sur notre gauche et une partie de notre centre. L'action commença vers 10 heures. La cavalerie autrichienne déboucha d'un petit bois le long du Pô. M. de Châtillon, qui commandait la cavalerie française, se mit à la tête de sa première ligne (8 E.) avec le duc d'Harcourt, et, se portant au-devant de l'ennemi, le chargea, le sabre à la main, avec tant de vigueur que la première ligne autrichienne plia. Nos cavaliers, ayant rencontré deux autres lignes, dont ils essuyèrent de vives décharges, furent obligés de plier à leur tour. A la tête de sa seconde ligne (7 E.), M. de Châtillon revint à la charge et força la cavalerie impériale à se réfugier sous le feu de son infanterie. La nôtre resta toujours en bataille sur son terrain, aux ordres du duc d'Harcourt, M. de Châtillon ayant été blessé.

De l'autre côté de la chaussée de Luzzara, l'infanterie autrichienne attaquait avec plus d'acharnement que de succès : 4 colonnes, appuyées de plusieurs lignes et de quelques batteries, firent des efforts incroyables pour pénétrer dans notre position. Nos soldats se défendirent avec une ardeur et un courage infinis. L'esprit de vengeance les animait. Ils disaient hautement qu'ils voulaient gagner dans cette affaire, aux dépens des ennemis, les havresacs perdus à la Secchia.

Après bien des attaques opiniâtres, les Impériaux, voyant l'impossibilité de nous entamer et de nous débusquer, tentèrent un suprême effort le long du Pô. Ils formèrent 2 colonnes d'in-

fanterie, dans le terrain où leur cavalerie était en bataille sur 2 E. de front, soutenues par deux batteries de canons et deux mortiers. Ce nouvel ordre de bataille se développait à peine, que le maréchal de Coigny opposa la disposition la plus propre à le renverser. Une brigade française contint la colonne autrichienne qui voulait déboucher par la chaussée de Luzzara. Celle qui longeait le Pô, après quelques progrès, dut céder au choc des alliés. Laissée à découvert par l'arrêt ou la retraite de l'infanterie qui couvrait ses flancs, la cavalerie impériale se rejeta dans le bois à colonne renversée.

Cette action, l'une des plus meurtrières qui aient ensanglanté l'Italie, dura près de huit heures. Désespérant de pénétrer dans les positions des alliés, le comte de Königseck commanda la retraite, qui s'exécuta en bon ordre, sans être inquiétée par les vainqueurs.

Le roi de Sardaigne montra dans cette journée une bravoure digne de ses aïeux. Le maréchal de Coigny se signala par la sagesse et la rapidité des dispositions prises pendant l'action, selon les divers événements de la bataille. Le maréchal de Broglie répara noblement la déroute du 15. Son fils aîné, le comte de Broglie, fut chargé de porter immédiatement au roi la nouvelle de cette victoire. Le prince de Montauban partit le lendemain pour présenter à Louis XV les étendards et les timbales pris à l'ennemi.

Le maréchal de Coigny au roi.

« 19 septembre 1734.

« Sire,

« V. M. vient de gagner sous Guastalla une victoire plus grande que celle de Parme. Nos ennemis sont venus nous attaquer ce matin, et la valeur de nos troupes les a mis en fuite à 7 heures du soir. Le roi de Sardaigne s'est porté partout avec valeur.

« Nous avons pris du canon, des étendards et des timbales dont je ne sais pas encore le nombre. » (D. G.)

Le maréchal de Coigny au ministre de la guerre.

« Du champ de bataille de Guastalla, le 19 septembre 1734.

« Les ennemis sont venus nous attaquer ce matin à 10 heures.

« Après avoir résisté avec une grande opiniâtreté et avoir changé plusieurs fois de disposition pour nous entamer de quelque côté, ils ont pris enfin le parti de la fuite, et je les ai fait suivre par MM. de Savines et de Bonas, avec 2 brigades d'infanterie et les carabiniers, et par M. d'Epinay et mon fils, avec les dragons.

« La cavalerie, qui n'avait point encore eu de part aux actions, s'est portée avec une intrépidité étonnante sur nos ennemis, et ces fiers cuirassiers de l'Empereur n'ont pas tenu devant elle. Elle a soutenu le feu de l'infanterie avec une fermeté dont rien n'approche ; enfin je ne saurais vous dire quelles de nos troupes se sont le plus distinguées...

« Je fais marcher demain, une heure avant le jour, tous les grenadiers, les carabiniers et les dragons pour suivre les ennemis..... J'espère pouvoir dans le reste de la journée marcher après eux avec l'armée. » (D. G.)

M. de Fontanieu rendait aussi compte de la bataille au ministre de la guerre :

« 19. Ce matin, il n'a plus été permis de douter que les ennemis ne voulussent effectuer le projet qu'ils annonçaient de nous attaquer. Après avoir reconnu leurs dispositions, M. le maréchal de Coigny a jugé que leur dessein était de porter tous leurs efforts sur notre gauche par un intervalle entre le Pô et notre cavalerie, et, dans cette idée, il a fait passer de la droite à la gauche, où nous n'avions en premier lieu que 15 E., les régiments de carabiniers, de cuirassiers et plusieurs autres; c'est aussi dans cet endroit que l'action a commencé par un combat de cavalerie dans lequel celle de l'Empereur n'a pas résisté à l'impétuosité des attaques de la nôtre. Nous l'avons repoussée deux fois jusque dans des broussailles et des taillis auxquels elle était appuyée ; elle s'est reformée une troisième fois. Pour leur opposer un front égal, M. le

maréchal de Coigny a fait avancer sur la droite de notre cavalerie la brigade de Picardie soutenue, en potence, par celle d'Anjou, qui aurait pris les ennemis en flanc s'ils se fussent avancés, et a contenu l'infanterie de leur gauche sans qu'elle ait fait d'autres manœuvres, en cet endroit, qu'un feu prodigieux de mousqueterie et d'une batterie de 5 pièces de canon et de 2 mortiers qui jetaient des bombes au milieu de notre cavalerie, sans qu'elle en ait été seulement ébranlée. A l'égard de l'infanterie, qui filait à la droite de la cavalerie ennemie, le long du Pô, à travers bois, M. le maréchal de Coigny s'est contenté de lui opposer, d'abord les 5 régiments du Dauphin, d'Orléans, Tessé et Luxembourg, et de faire dresser en cet endroit une batterie de 5 pièces de canon pour imposer à celle des ennemis. Cette infanterie a attaqué la leur la baïonnette au bout du fusil; mais elle a été repoussée, et c'est là le plus grand danger que nous ayons couru pendant toute l'action; elle a été soutenue par notre infanterie, qui, en s'opposant aux feux des B. impériaux, l'a mise en état de se rallier et de retourner à la charge, renforcée par les 4 B. du régiment du Roi. Cette seconde attaque a été plus heureuse; les ennemis ont été rejetés au travers des bois, et leurs cuirassiers n'ont jamais osé s'avancer, s'apercevant que notre cavalerie s'augmentait à tous les instants par l'arrivée de nouveaux E. et qu'elle s'étendait jusqu'au Pô. Par là, toute la plaine, devant notre cavalerie, s'est trouvée nettoyée, et il n'y est plus resté que la colonne d'infanterie de la gauche, qui, voyant qu'elle ne pouvait réussir à passer de l'autre côté de la digue, à laquelle elle était appuyée, est venue faire une furieuse décharge sur le centre de notre infanterie. Cette attaque n'ayant pas mieux réussi que la première, les Impériaux en ont fait une troisième où ils ont encore fait une perte considérable par une batterie de 4 pièces de notre artillerie et l'intrépidité de nos troupes, qui se sont jetées sur une chaussée, par les ordres de M. de Maillebois, d'où elles les prenaient en flanc. Cette dernière action a décidé de la victoire.

« Ce qui nous a fait découvrir que le dessein principal des ennemis était de nous forcer du côté du Pô, et d'emporter nos retranchements et la tête de nos ponts, a été que M. de Valcourt, commandant une brigade de carabiniers, ayant aperçu devant lui un peloton d'infanterie qu'il ne pouvait attaquer à cheval, a fait

mettre pied à terre à 40 carabiniers par brigade, et, cette infanterie ayant pris la fuite, a reconnu que dans une sinuosité du Pô elle gardait quelques bateaux chargés de matières combustibles, apparemment pour brûler nos ponts. Une singularité encore à remarquer est que, même pendant l'affaire, les Allemands travaillaient à se retrancher, et qu'on a trouvé, le long du Pô, de leurs travaux presque perfectionnés. Cette victoire nous coûte, pour le moins, aussi cher que celle de Parme; mais elle répare le tort que l'honneur de la nation a pu recevoir par le passage de la Secchia. »

L'armée impériale avait perdu 9,000 hommes, tués ou blessés (1), 5 pièces de canon et 3 étendards. Les pertes des alliés s'élevèrent à près de 6,000 hommes (2). Ces sanglants sacrifices ne leur profitèrent point. La victoire de Guastalla fut encore plus stérile que celle de Parme et jugée sévèrement à Versailles.

M. d'Angervilliers au maréchal de Broglie.

« 2 octobre 1734.

« On ne peut s'empêcher de louer les dispositions que M. de Königseck avait faites lorsqu'il a marché pour nous combattre. Son projet était d'autant plus beau, qu'après avoir perdu une sanglante bataille, il se trouve dans une situation infiniment plus avantageuse pour lui, que lorsqu'il était à Quingentole.

(1) Officiers généraux autrichiens tués : le prince de Wurtemberg, le prince de Saxe-Gotha, les généraux Calmenero et Latour; — blessés : le prince d'Isemburg; les généraux Waldeck, Wachtendouck, Palfy, Waspenzo et Jominghem.

(2) Officiers généraux français tués, ou morts de leurs blessures : MM. d'Affry, de Lannion, de Pezé, et de Montjeon; — blessés : MM. de Châtillon, d'Harcourt, de Louvigny, de Boissieux, d'Estaing, de Chaste, de la Motte, de Parabère, d'Avaray, de Guébriant, de Juigné, d'Armentières, de Villemur, de Souvré et de Tessé.

Voici, d'ailleurs, l'état détaillé de nos pertes : lieutenants généraux, 3 tués, 2 blessés; maréchaux de camp, 4 blessés; brigadiers, 1 tué, 3 blessés. *Infanterie :* colonels, 1 tué, 6 blessés; lieutenants-colonels, 3 tués, 8 blessés; capitaines, 39 tués, 208 blessés; lieutenants, 35 tués, 241 blessés; soldats, 1,188 tués, 3,436 blessés. *Cavalerie et dragons :* officiers, 8 tués, 71 blessés; soldats, 227 tués, 414 blessés. Soit au total 5,898 hommes tués ou blessés.

« Je crois bien que, quelque avantage que nous eussions pu avoir, en attaquant les ennemis à Montecchiana, nous ne serions pas allés, très certainement, jusqu'à Mantoue; mais il est bien fâcheux que nos victoires ne nous produisent jamais que de l'honneur, qui est bien compensé par nos pertes; c'est ce qui arrive presque toujours quand on se livre au parti de la défensive.

« Vous marquez que les ennemis ne peuvent rester où ils sont, faute de fourrages. Je crains bien qu'ils n'y tiennent plus longtemps que nous à Guastalla...

« Je vous tiens bien vengé de la mauvaise volonté que M. le prince de Wurtemberg avait sur votre compte; au surplus, je voudrais de tout mon cœur que vous n'eussiez pas perdu votre équipage; que les ennemis n'eussent point passé la Secchia et qu'il n'y eût point eu de bataille à Guastalla, et tout le monde y gagnerait. » (D. G.)

Les événements ne donnaient que trop raison au ministre. Après deux victoires chèrement achetées, les Français allaient se retrouver exactement dans la même position qu'au début de la campagne.

M. de Maulévrier, chargé de poursuivre l'ennemi, était parti le 20 septembre au matin du camp de Guastalla, avec tous les carabiniers, les dragons et les grenadiers de l'armée. Il trouva Luzzara complètement abandonné. Dans un conseil de guerre tenu chez le roi de Sardaigne, on avait résolu de reprendre le projet sur Borgoforte. M. de Maillebois se mit aussitôt en marche, à la tête de 6 B. et de 12 E., pour rejoindre sur l'Oglio les troupes de M. de Sandricourt. Le gros de l'armée franco-sarde alla camper le soir à Luzzara. Le maréchal de Coigny apprit que l'armée impériale, rassemblée à Montecchiana, avait établi un pont pour communiquer avec Borgoforte; la position des Autrichiens, reconnue le 21 par M. de Ségur, fut jugée inexpugnable. L'entreprise sur Borgoforte parut dès lors impossible. Le mouvement de M. de Maillebois fut suspendu, et M. de Coigny ramena, le 22, son armée au camp de Guastalla, afin de lui laisser un peu de repos et de la faire vivre des ressources qu'offrit encore la rive gauche du Crostollo et de la Parmeggiana. La lettre suivante explique les motifs de cette retraite et fait connaître les intentions du général en chef.

Le maréchal de Coigny au ministre de la guerre.

« Camp de Guastalla, le 23 septembre 1734.

« J'ai fait avancer l'armée à Luzzara, comme j'ai eu l'honneur de vous le mander, et j'ai envoyé des corps de grenadiers, de cavalerie et de dragons jusqu'à Montecchiana aux ordres de M. de Ségur, dont je ne puis vous dire assez de louanges, tant de la manière dont il s'est acquitté de cette commission, que sur le zèle, l'intelligence et la valeur qu'il a montrés à la bataille.

« Les ennemis, qui sont campés à ce village, ont trois digues devant eux, et deux qui les ferment de droite et de gauche. Ce poste m'a paru inattaquable. D'ailleurs, notre armée ayant besoin de repos, après une bataille et des mouvements continuels depuis le 15 de ce mois, et surtout notre cavalerie, qui, pendant deux fois vingt-quatre heures qu'elle a été campée à Luzzara, n'a mangé que du raisin; je me suis vu forcé de céder à la nécessité et de revenir ici, d'où je vous enverrai un courrier lorsque je saurai positivement le parti qu'auront pris les ennemis, qui ont un pont derrière eux.

« J'avais projeté, en même temps que je les poursuivrais, de me rendre maître de Borgoforte, et, dans cette vue, j'avais envoyé M. de Maillebois de l'autre côté du Pô avec la brigade de Champagne et 2 régiments de dragons, qui, avec les troupes qui sont sur l'Oglio aux ordres de M. de Sandricourt, composaient 30 E. et 15 B. Ce corps devait faire un pont sur l'Oglio, tandis que je me serais avancé avec le reste de l'armée de ce côté-ci du Pô, et au moyen d'un de nos ponts, que j'aurais fait descendre à Toricella, nous nous serions rejoints; mais M. de Königseck a paré ce coup. En marchant à nous, il avait fait remonter des bateaux, et, s'étant retiré à Montecchiana où il a établi un pont, il n'est plus séparé de Borgoforte que par le trajet de la rivière.

« J'aurais fort envie d'envoyer faire le siège de la Mirandola; mais l'on ne manquerait pas de s'opposer à cette entreprise par les mêmes raisons qui l'ont empêchée et qui sont devenues meilleures par la situation présente des ennemis, puisqu'ils sont plus à portée de l'Oglio, ayant un corps sur la Fossa-Maëstra qui peut en un instant être joint par toute leur armée. Il a donc été résolu de rester ici quel-

ques jours et cependant je vais faire revenir les troupes qui sont à Modène, Parme et Casal-Maggiore; je les ferai relever par les B. qui ont perdu leurs tentes et qui ont le plus souffert à la bataille.

« Je vois avec la dernière douleur le peu de fruit que nous retirons de nos avantages sur l'ennemi, et que nos progrès sont bornés à le resserrer aux bords du Pô. J'espère qu'il n'y tiendra pas longtemps; mais si vous voulez bien vous représenter la nature du pays et la malheureuse situation de Mantoue et du Seraglio, je me flatte que vous ne m'imputerez pas la lenteur de nos succès et que vous serez persuadé qu'il m'était impossible de les porter plus loin par les obstacles qui se rencontrent continuellement. M. de Vendôme, qui était un grand capitaine, n'a pu les surmonter, quoiqu'il eût une armée supérieure..... » (D. G.)

Les maréchaux regrettèrent bientôt d'avoir suspendu l'opération de M. de Maillebois. Car, au moment de leur retraite, non seulement le pont de l'ennemi à Montecchiana n'était point achevé; mais, pour en commencer la construction, on avait détruit celui de Sabioncello. Exécutée en temps opportun, l'entreprise sur Borgoforte aurait complètement réussi. Les 3,000 Croates qui gardaient le Seraglio avaient été, pendant la marche offensive des Impériaux, jetés dans Mantoue, dont la garnison était venue grossir l'armée de Königseck. Sur les 22,000 hommes dont il disposait à l'attaque de Guastalla, le généralissime autrichien en avait eu plus de 8,000 mis hors de combat. Une poursuite vigoureuse aurait complété la ruine de l'armée impériale, un instant sans communication avec le Seraglio. Les alliés perdirent une belle occasion de terminer glorieusement la campagne et peut-être la guerre.

De retour à Guastalla, M. de Coigny s'occupa de refaire ses troupes et de perfectionner ses retranchements, en observant les mouvements de l'ennemi. Le 26, les Impériaux décampèrent de Montecchiana et passèrent sur la rive gauche du Pô. Après avoir replié leurs ponts, ils s'établirent dans le Seraglio, sur la Fossa-Maëstra, l'infanterie en première ligne, la droite vers Montanaro, la cavalerie en seconde ligne, le quartier général à Borgoforte. Le 27, l'armée franco-sarde se mit aussi en mouvement pour franchir le Pô. Elle campa : la droite à Dossolo, la gauche du côté de Sabbionnetta. On laissait à Guastalla 8 B., 7 E. de cavalerie et 50 hussards

sous les ordres de M. de Montal. Modène, Reggio, Carpi et Correggio restèrent occupés.

Les Autrichiens ne conservaient plus à la droite du Pô que le poste de la Mirandola. Le maréchal de Coigny aurait voulu terminer la conquête de cette place. Mais le roi de Sardaigne était revenu à la timidité ou à la perfidie qui l'avait fait constamment s'opposer à tout progrès des Français. Il craignait toujours pour le Crémonois, et ses craintes semblaient justifiées par la présence de l'armée impériale dans le Seraglio.

Cependant les troupes franco-sardes ne pouvaient vivre longtemps sur l'Oglio. Les ressources du pays entre Dossolo, Sabbionnetta et Guazzolo étaient épuisées. Afin de diminuer la consommation, M. de Coigny fit repasser, le 29, à la droite du Pô, une brigade de cavalerie et dirigea sur Lodi tous les hommes, en grand nombre, incapables d'un service actif. En même temps, M. de Maillebois était détaché avec 8 B. et de la cavalerie, pour faire le siège de la Mirandola, et s'établissait, le 30, à Carpi.

Les combats, les maladies et quinze jours de marches continuelles avaient tellement réduit et fatigué l'armée française que les deux maréchaux représentèrent au gouvernement l'impossibilité, sans des secours considérables, de tenir plus longtemps devant un ennemi qui, dès le 1er octobre, avait déjà reçu un renfort de 8,000 hommes, sans compter les gros détachements que l'armée impériale d'Allemagne acheminait vers l'Italie. Les secours envoyés aux alliés ne pouvaient arriver avant deux mois. Les maréchaux français avaient donc tout à craindre d'un adversaire dont aucun obstacle n'arrêtait l'élan. M. de Coigny prit une position qui le rapprochait de Bozzolo et le mettait à portée de soutenir les troupes de l'Oglio jusqu'à la Delmona. Le 3 octobre, il allongea la gauche de l'infanterie jusqu'à Commessaggio, où s'établit le quartier général. La cavalerie resta sur le Pô.

Le 4, M. de Maillebois arrivait devant la Mirandola. Gardant avec lui 6 B., destinés au siège de la place, il envoya M. de Mauconseil, avec les deux autres et la cavalerie, à Revere, pour éclairer le Pô depuis l'embouchure de la Secchia jusqu'à Stellata. La faiblesse de la garnison laissait espérer un prompt succès. La ferme réponse du commandant à la sommation du général français démentit ses espérances. Sans le matériel indispensable, M. de Mail-

lebois ne pouvait entreprendre un siège en règle ; il eut recours au bombardement pour amener la place à capituler. Une batterie de 3 pièces de canon et 1 mortier, établis au pied des glacis, mirent le feu aux magasins à fourrages. Les habitants, effrayés, voulaient ouvrir les portes de la ville. Résolu à se défendre jusqu'à l'ouverture de la brèche, le commandant démasqua des batteries qui en imposèrent à celle des assiégeants. Comme la brèche ne pouvait être praticable avant huit jours. M. de Maillebois prit des mesures pour assurer sa retraite, s'il y était forcé; il dirigea même sur Modène 6 pièces de canon et 2 B., ne gardant qu'une batterie. Avec ces faibles moyens, il ne désespéra point de se rendre maître de la place. Le maréchal de Coigny lui fit observer qu'il avait rempli le premier objet de sa mission en brûlant les magasins de la Mirandola et en détruisant les retranchements du pont de Sabioncello, rasés par M. de Mauconseil; tout en lui laissant une entière liberté, il lui recommandait de ne rien compromettre. M. de Maillebois annonça qu'il se mettrait en retraite le 7. Mais instruit par ses espions que l'ennemi ne prenait aucune disposition en vue de secourir la place, il continua le siège et fit revenir son artillerie. Les événements lui donnèrent tort.

Le 3 octobre, les Autrichiens avaient jeté des ponts sur le Mincio; leur cavalerie s'était cantonnée dans les villages et les cassines du Seraglio. Le 8, ils se portèrent à une lieue en avant de la Fossa-Maëstra, et campèrent à Castellucchio. M. de Coigny étendit sa gauche et envoya, le 9, 2 B. d'infanterie dans les environs de Bozzolo. Le 10, le comte de Königseck, à la tête de 6,000 hommes, sembla menacer le haut Oglio; puis, tout à coup, le 11, au moment où le reste de l'infanterie française s'avançait vers la Delmona, ce détachement se replia sur Mantoue. La nouvelle de cette contremarche changea l'objet des craintes de M. de Coigny, qui écrivait le jour même au ministre de la guerre, du camp de Commessaggio :

« Il y a trois jours que les ennemis sont sortis du Seraglio pour venir camper à Castellucchio, à un mille de la Fossa-Maëstra. Sur ce mouvement, j'ai pris le parti de m'étendre hier sur ma gauche, en faisant avancer 2 brigades d'infanterie jusqu'à la Delmona, aux environs de Bozzolo. J'appris, hier au soir, qu'un détachement d'environ 6,000 Impériaux, à la tête desquels on disait

qu'était M. de Königseck lui-même, avait longé par sa droite, et ne doutant pas que les ennemis n'eussent quelque dessein sur le haut Oglio, du côté de Cannetto ou d'Ostiano, j'étais déterminé, de concert avec le roi de Sardaigne, à me porter avec le reste de l'infanterie pour border la Delmona et observer de ce poste ce que nous aurions à faire; mais ce matin les choses ont bien changé, et, avant de me mettre en marche, j'ai su, par tous les rapports, que le détachement dont il s'agissait est rêtourné par Mantoue, ce qui a d'autant plus d'apparence que personne n'a paru sur l'Oglio. Cette nouvelle change l'objet de mon inquiétude, et je crains, avec raison, que le projet des ennemis ne soit de se porter au secours de la Mirandola, assiégée par M. de Maillebois.

« Je vous avais mandé, par le dernier ordinaire, qu'il abandonnait cette entreprise; mais depuis, voyant qu'il n'était point inquiété, il a renvoyé chercher son canon à Modène et pressé la place avec tant de vivacité, qu'il m'écrit qu'il espère être dedans aujourd'hui ou demain.

«Dans le moment où je vous écris, mes craintes se confirment. J'apprends que hier au soir, vers la nuit, il est parti de Mantoue 6 B., qu'il en est parti 3 autres ce matin avec 2 régiments de cavalerie et 400 hussards, et que toutes ces troupes ont pris des outils. Mon espérance est dans les précautions que M. de Maillebois m'a mandé avoir prises pour sa retraite et même pour son canon, dont il a dix pièces. Je lui ai envoyé courrier sur courrier pour lui recommander de ne rien hasarder et d'abandonner avant qu'il puisse être attaqué. C'est tout ce que je puis faire dans l'état des choses...

« Je suis resté ici sans faire de mouvement, et le roi de Sardaigne est allé de sa personne à Bozzolo, où ses équipages étaient allés dès ce matin... » (D. G.)

En effet, le 10 au soir et le 11 au matin, il était parti de Mantoue 9 B., 2 régiments de cavalerie et 400 hussards, se dirigeant vers Governolo. M. de Coigny suspendit sa marche, et de nouveaux ordres furent immédiatement expédiés à M. de Maillebois pour l'avertir du danger qui le menaçait et le presser de faire sa retraite avant l'attaque de l'ennemi. Le premier courrier arrivait à la Mirandola le 11 au soir. La brèche, que l'on battait depuis le 10 au matin, allait être praticable. Des progrès si rapides confirmèrent M. de Mail-

lebois dans l'espoir d'entrer à la Mirandola avant l'arrivée des Impériaux. Croyant avoir le temps de recueillir le fruit de ses efforts, il fit travailler la nuit suivante aux débouchés par la descente du fossé. Mais, le 12 au matin, il apprit que l'ennemi avait passé le Pô, et que M. de Mauconseil se retirait de Revere. Il se hâta de lever le siège, et se replia sur Modène, où il arriva le 13, après avoir été forcé d'abandonner 8 pièces de canon.

Le maréchal de Broglie à M. d'Angervilliers.

« A Commessaggio, le 14 octobre 1734.

« J'ai eu l'honneur de vous mander, par ma lettre du 7 de ce mois, que M. le marquis de Maillebois avait écrit à M. le maréchal de Coigny que, malgré toutes les apparences qu'il y avait, qu'il pourrait réussir à se rendre maître de la Mirandola, y ayant une aussi faible garnison que celle qui y était, il y trouvait plus de difficultés qu'il n'avait d'abord pensé, parce qu'il n'avait pas toutes les choses nécessaires pour y réussir, ce qui lui faisait prendre le parti de se retirer et de renvoyer toute son artillerie à Modène.

« Il aurait été à souhaiter qu'il n'eût pas changé de résolution, et qu'il eût suivi les premiers ordres que nous lui avions donnés de ne rien hasarder et de se contenter de faire sommer le gouverneur de se rendre, notre dessein n'étant point de faire un siège, mais seulement une tentative sans s'y opiniâtrer; sa grande volonté l'a fait aller plus loin que nous ne voulions et qu'il n'aurait dû. » (D. G.)

En même temps qu'il envoyait un détachement au secours de la Mirandola, le comte de Königseck avait porté le gros de ses forces à Castellucchio. M. de Coigny craignait d'être attaqué. Trop affaibli pour rien entreprendre, il chercha néanmoins à inquiéter les Impériaux en jetant un pont à Marcaria. Cette démonstration eut un plein succès. L'armée impériale décampa, le 14, de Castellucchio, se retirant à la Madona delle Grazzie, dans l'anse formée par le Mincio et la Fossa-Maëstra.

Le maréchal de Coigny à M. d'Angervilliers.

« Au camp de Commessaggio, le 18 octobre 1734.

« Les ennemis n'ont été que trois jours à Castellucchio, et se sont retirés jeudi dernier à la Madona delle Grazzie, où ils sont encore campés.

« Je crois qu'ils ne se sont ainsi éloignés que dans la crainte qu'ils ont eue que je ne passasse l'Oglio, comme effectivement je le pourrais, ayant fait faire un pont à Marcaria. Mais vous savez qu'il n'est pas possible d'aller les attaquer dans le poste où ils sont; d'ailleurs, le défaut de subsistances nous obligerait à revenir sur nos pas et ce serait fatiguer inutilement nos troupes, qui le sont déjà infiniment.

« La faiblesse de notre armée ne nous permettant pas de garder le Crostollo, Guastalla et l'Oglio, j'ai pris le parti de rassembler les troupes entre la Delmona et le Pô, et, au moyen de cette position, je conserverai toujours notre communication avec Guastalla, et je serai en état de me porter en force de quelque côté que l'ennemi se présente. J'ai déjà reconnu une bonne partie de la Delmona; mais comme je ne puis m'absenter de l'armée, j'ai prié M. le maréchal de Broglie de remonter jusqu'à Vescovato et, de là, reconnaître jusqu'à Crémone... » (D. G.)

L'éloignement de l'ennemi, les pluies continuelles et le débordement des cours d'eau écartaient tout danger prochain d'attaque. Le maréchal de Coigny profita de cette sécurité relative pour cantonner ses troupes. Le mouvement annoncé dans sa lettre du 18 s'effectua le 21. Le quartier du roi de Sardaigne et celui des maréchaux furent établis à Bozzolo. L'infanterie prit ses cantonnements dans les villages à portée de son camp depuis cette ville jusqu'à la Tour d'Oglio. Les troupes à cheval restèrent à proximité du Pô, à cause des fourrages qui descendaient du Milanais. Mais comme les Piémontais ne fournissaient point régulièrement les rations convenues, 25 E. furent envoyés le 24 à la gauche de la Delmona, où restaient encore quelques ressources. Ils se cantonnèrent à Pescarolo, Vescovato, Chignolo, Robecco, Corte di Cortesi et Scandolara. Le maréchal de Coigny regrettait d'autant plus d'être

forcé de séparer ses troupes, que, le 24, toute l'armée impériale prenait position, la droite à Rodigo, l'extrême gauche à Camigniano, ayant derrière elle un pont sur le Mincio. La cavalerie était près de Goïto. Ce mouvement, exécuté au moment où les Impériaux attendaient des renforts, semblait annoncer quelque projet sur le haut Oglio. Le 29, les Autrichiens s'avancèrent sur Gazzoldo, la droite à Piubega, la gauche, composée de toute l'infanterie, à Rodondesco, les hussards à Sanginesco.

Le maréchal de Coigny à M. d'Angervilliers.

« Camp de Bozzolo, le 31 octobre 1734.

«... Vous voyez avec peine que les ennemis consomment le fourrage qui est entre l'Oglio et la Fossa-Maëstra, tandis que nous devions en profiter. Je vous ai déjà mandé que cette partie de terrain avait été fourragée tout l'été par les troupes que nous avions sur l'Oglio et par eux-mêmes; et la preuve qu'ils n'ont pas cru en pouvoir tirer aucune subsistance, ce sont les différents mouvements qu'ils ont faits de Castellucchio à la Madona delle Grazzie, de là à Rivalta, ensuite à Rodigo et enfin derrière Gazzoldo, où ils sont présentement. Ils y ont vécu de ce qu'ils ont trouvé dans ces lieux peu éloignés les uns des autres, et des fourrages qu'ils ont tirés de Castel-Goffredo et de Castiglione delle Stiviere, qui sont à leur droite et sur leurs derrières. Ces lieux sont trop sur ma gauche et trop éloignés, et si j'avais passé l'Oglio, pour m'en rapprocher, je serais tombé dans l'inconvénient que vous me dites d'éviter, qui est de me compromettre avec un ennemi supérieur, avant l'arrivée de notre secours; d'ailleurs, je ne pourrais tenir dans cette position et je serais trop éloigné de notre communication avec Guastalla, dont vous connaissez l'importance.

« Le roi de Sardaigne a appris aujourd'hui que des 18 B. que l'Empereur envoie ici, il y en avait déjà 8,000 hommes qui étaient arrivés à Trente le 24, et qu'ils doivent continuer leur route en laissant le lac de Garda sur leur gauche, pour se rendre à la tête de celui d'Iseo. Si cela est, il n'est plus douteux que le dessein des ennemis est de se porter sur le haut Adda, ce que je crains depuis

longtemps, moins encore parce qu'il ne me serait plus possible de garder la tête de notre pont de Guastalla, que parce que j'ai déjà eu plusieurs avis que le Milanais était si mal intentionné pour nous qu'il y avait même lieu de craindre quelque révolte ; j'en ai informé le roi de Sardaigne, qui, jusqu'à présent, n'a pris aucune mesure pour s'en éclairer, ni aucune précaution pour prévenir cet orage.

« Nous devons nous rassembler demain pour délibérer.

« M. de Fontanieu, à qui j'ai communiqué l'article de votre lettre concernant les fourrages, vous rendra compte des extrémités où nous nous sommes trouvés et de la disette dans laquelle nous sommes.

« J'avoue qu'il est bien fâcheux que nous en manquions, tandis que les troupes du roi de Sardaigne en ont toujours en abondance; mais j'ai déjà eu l'honneur de vous dire qu'elles ont été placées pendant toute la campagne dans les meilleurs quartiers et qu'elles ont eu toutes les préférences ; et je crois qu'il aurait encore été plus fâcheux d'indisposer contre moi le roi de Sardaigne, avec qui je dois, selon vos ordres, garder toutes sortes de ménagements et que mes représentations sur cet article n'avaient déjà que trop aigri.

« 1er novembre.

« Je sors de chez le roi de Sardaigne, où se sont trouvés MM. de Broglie, l'ambassadeur, de Maillebois, le marquis d'Aix et l'intendant. On y a examiné tous les partis que pouvaient prendre les ennemis : celui de marcher par le haut Adda a paru le plus dangereux par notre éloignement et les autres raisons que j'ai détaillées ci-dessus; aussi il a été résolu, lorsque l'on saura le secours des ennemis à portée de Brescia, que nous nous allongerons par la gauche en faisant avancer un corps, aussi à portée d'arriver à Cassano-sopra-Adda avant lui, et que le reste de l'armée se tiendrait derrière la Delmona, pour observer les mouvements de M. de Königseck. Que s'il se portait sur sa droite pour joindre ses 18 B., nous ferions, à proportion, le même mouvement par notre gauche, pour nous rapprocher de notre corps détaché; mais comme l'avis que le roi reçut hier n'a pas paru assez positif, nous

en attendons la confirmation dans la position où nous sommes, afin de pouvoir nous opposer aux ennemis s'ils voulaient se rassembler sur l'Oglio et le passer, ou les attendre en force derrière la Delmona.

« Voilà, monsieur, l'avis unanime de toute l'assemblée; je vais cependant faire joindre toutes les troupes qui sont dans le Modénois, à l'exception de celles qui sont dans la citadelle de Modène, et, si nous sommes obligés de nous porter sur l'Adda, je ferai plier le pont de Guastalla, dont nous serions trop éloignés, et je laisserai 6 B. dans la ville. — Je conviens qu'il est triste, après les avantages que nous avons eus pendant cette campagne, d'être obligés de nous retirer derrière des rivières, au lieu d'en défendre le passage, en se portant du même côté des ennemis, ou de marcher à eux; mais la supériorité que leurs secours vont leur donner sur nous me fait prendre, malgré moi, le parti de la défensive; c'est d'ailleurs l'avis du roi de Sardaigne. » (D. G.)

Le 3, les Autrichiens poussèrent une tête sur Acquanegra. Pour s'opposer au passage de l'Oglio, le maréchal de Coigny fit avancer à San-Martino di Bozzolo la brigade de Picardie, cantonnée à Commessaggio, et rappela les 6 B. qui occupaient les places du Modénois et du Parmesan; ils devaient être remplacés par 6 B. de milices, arrivés de France à Tortone.

Le maréchal de Coigny à M. d'Angervilliers.

« Camp de Bozzolo, le 4 novembre 1734.

« Les ennemis ont encore fait plusieurs mouvements; ils ont poussé une tête à Rodondesco et une autre à Acquanegra, où l'on m'apprit, hier, qu'ils s'étaient rassemblés, et qu'ils y avaient même du canon; ainsi, je crois que leur dessein est de s'emparer de Cannetto et d'Ostiano, ce que je ne puis empêcher. Je vais être obligé de rassembler la cavalerie, sans savoir comment elle pourra vivre, si l'ennemi reste quelque temps dans cette situation.

« J'apprends dans le moment que les ennemis marchent vers Cannetto. Je vais monter à cheval et me porter sur l'Oglio; si je

suis de retour ici d'assez bonne heure, je vous rendrai compte des dispositions que j'aurai faites.

« J'arrive de Piadena, vis-à-vis Cannetto, où les ennemis ont un détachement de cuirassiers; ils disent qu'ils attendent de l'infanterie. Que cela soit ou non, j'ai cru qu'il convenait d'y faire avancer 3 brigades d'infanterie; je vais rapprocher celle de la droite, à proportion, pour être plus à portée. » (D. G.)

A leur retour, le roi de Sardaigne et les maréchaux connurent plus exactement la position des Impériaux. Tous leurs mouvements depuis quatre jours tendaient au partage de leurs forces en trois corps, partie campés, partie cantonnés. Le plus considérable occupait Goïto et Volta; le deuxième, Gazzoldo, où se trouvait toujours M. de Königseck; 3 à 4,000 hommes d'infanterie et de cavalerie étaient à Cannetto. Cette disposition de l'ennemi fut regardée comme une espèce de cantonnement pour reposer les troupes, en attendant l'arrivée des forces d'Allemagne. Néanmoins les 3 brigades d'infanterie française se rendirent, le 5, à Piadena, Vho et Calvatone.

L'attention du maréchal de Coigny fut bientôt appelée sur un autre point. Il écrivait de Crémone, le 6, au ministre de la guerre :

« J'ai reçu ce matin une lettre de Parme de M. le maréchal de Broglie, écrite d'hier à son retour de Guastalla, par laquelle il me donne avis que dans la nuit du 2 au 3 les ennemis ont fait un pont à Sachetta, qu'ils en font un second et qu'ils ont déjà 6,000 hommes de passés. M. de Broglie ne doute pas qu'ils ne viennent assiéger Guastalla et me propose de se jeter dans les retranchements de cette place avec le corps qui est à ses ordres, comptant qu'en même temps je marcherai avec toute l'armée pour le soutenir. Ce projet m'a paru bon, quoiqu'il soit, peut-être, un peu trop tard, et avec cette différence que je ne croirais pas que nous dussions entrer dans les retranchements avant que l'armée fût à hauteur de Parme, de peur de nous trouver séparés par l'ennemi, comme cela pourrait arriver. J'en ai été sur-le-champ parler au roi de Sardaigne; mais je n'ai trouvé en lui que difficultés, dont le résultat a été de ne vouloir prendre aucun parti sans avoir vu M. de Broglie, qu'il m'a ordonné de faire venir en diligence à Crémone. J'ai eu beau lui représenter que le temps du voyage de M. de Broglie serait autant de perdu pour le secours de Guastalla, je n'en ai pu obtenir autre

chose; et vous reconnaîtrez aisément, dans ce delai, ce que je vous ai déjà mandé si souvent de l'opposition que nous trouvons toujours à la conservation de nos conquêtes au delà du Pô. » (D. G.)

En attendant l'arrivée de M. de Broglie, M. de Coigny prescrivit à M. de Mauconseil d'évacuer Carpi, de se jeter dans Modène, et d'envoyer les troupes de Reggio à Guastalla. Il dirigeait en même temps sur cette dernière place la brigade de cavalerie d'Orléans, et rapprochait de Dossolo les 5 régiments de dragons cantonnés à Cizzolo et à Strada.

Le lendemain on eut des renseignements plus précis. Les Autrichiens n'avaient point construit de pont à Revere; ils travaillaient seulement à relever les retranchements de ce poste. M. de Coigny fit réoccuper Carpi. Mais le même jour les ennemis s'emparaient de Marcaria, dont la possession les rendait maîtres du cours de l'Oglio, leur assurait la jouissance de tout ce qui restait de fourrages à la gauche du bas Oglio, et fermait le seul débouché par où l'armée des deux couronnes pouvait marcher à eux.

M. de Broglie étant arrivé le 8, le roi de Sardaigne réunit chez lui, le 9, les maréchaux, et MM. de Maillebois et de Senneterre. Cette conférence eut le résultat des précédentes.

A Versailles on appréciait autrement la situation. On s'était flatté que des instances auprès du roi de Sardaigne le détermineraient à fournir des fourrages, et qu'avec les secours envoyés de France et d'Espagne, les vainqueurs de Parme et de Plaisance ne craindraient point de marcher à l'ennemi. M. de Coigny, qui voyait les choses de plus près, avait cru devoir dissiper les illusions optimistes du gouvernement. Il avait rappelé que la première cause des mauvaises manœuvres exécutées après les victoires de Parme et de Guastalla ne pouvait être attribuée qu'aux irrésolutions de Charles-Emmanuel, à son refus constant de procurer à l'armée les moyens de vivre, et qu'il n'était plus temps de suppléer au défaut de magasins pour faire subsister l'armée assemblée, parce que le débordement des rivières et la difficulté des transports ne permettaient même pas de suffire à la subsistance journalière. Les secours promis étaient encore loin. Dès que la baisse des eaux et la gelée rendraient les chemins un peu praticables, sa position deviendrait plus dangereuse par la facilité que les ennemis, supérieurs en nombre et partagés en trois corps, avaient de dérober leurs

mouvements, et par l'impossibilité où il se trouvait de réunir à temps son armée pour se mettre en force devant eux.

Toutes les prévisions du maréchal s'étaient malheureusement réalisées. Aussi dans les deux lettres suivantes ne cache-t-il plus son découragement et son affliction.

Le maréchal de Coigny à M. d'Angervilliers.

« Camp de Bozzolo, le 10 novembre 1734.

« Nous nous sommes assemblés hier chez le roi de Sardaigne. Il commença par dire que la disette des fourrages était actuellement au point que, malgré l'éloignement de notre cavalerie, il n'était pas possible d'en trouver pour ce qui restait de ces côtés; que dans une pareille extrémité il était question d'examiner lequel des deux partis il fallait prendre, ou de se rassembler tous en arrière, ou de garder l'Oglio. Nous nous sommes récriés, M. de Broglie et moi, sur le premier parti : nous lui avons représenté qu'en abandonnant ainsi le Crémonois et nous retirant derrière l'Adda, nous perdrions le fruit de tous nos avantages et de la campagne; qu'il ne nous serait plus possible de garder Guastalla et le Modénois; que Parme et Plaisance resteraient entièrement à découvert, quoique nous eussions des ordres très précis de veiller à leur conservation; que nous devions y donner encore plus d'attention dans des circonstances où l'Espagne nous envoyait du secours; qu'enfin il serait honteux que nous ne pussions vivre au milieu de nos conquêtes, tandis que l'ennemi, vaincu et resserré dans un pays étroit, y savait subsister.

« Toutes ces raisons ramenèrent le roi à notre avis, et l'on entra ensuite dans la discussion de différents arrangements pour la position des troupes, pour la subsistance et pour la défense de l'Oglio.

« J'envoyais, immédiatement après l'assemblée, M. l'intendant chez M. d'Orméa pour lui remettre le calcul qu'il avait fait, montant à 8,000 rations par jour. M. d'Orméa lui dit qu'il ne pouvait point se rendre garant d'une pareille quantité, que même il ne croyait pas possible de la trouver.

« Nous prîmes le parti, sur cette réponse, de nous assembler, MM. de Broglie, l'ambassadeur, de Maillebois, l'intendant et moi; et je vous avouerai qu'elle nous fit encore entrer en quelque soupçon, et nous fit croire que le roi de Sardaigne voulait s'en tenir à la conquête du duché de Milan. Nous nous rappelâmes toutes les manœuvres et les difficultés passées, et nous crûmes apercevoir qu'elles avaient toutes pour but de nous amener à la nécessité de nous retirer derrière l'Adda malgré nous; plusieurs réflexions nous confirmèrent dans cette idée : la première que le roi de Sardaigne et M. d'Orméa avaient paru peu touchés de nos succès pendant cette campagne; que ç'avait été avec une peine extrême que je l'avais déterminé à passer le Pô pour marcher à la défense de Parme; qu'il n'avait montré aucune satisfaction de la bataille que nous avons gagnée près de cette ville; qu'il nous avait même empêchés d'en retirer le fruit en s'opposant au siège de la Mirandola; que la victoire remportée à Guastalla ne l'avait pas plus touché que la première; qu'actuellement nous ne pouvions nous passer des secours en fourrages qui nous sont dus, et qu'on nous avait mis hors d'état d'en profiter. Je me rappelais encore les instances que j'avais faites dès le mois de mai pour avoir des magasins; qu'on avait épuisé tous les prétextes pour différer leur établissement. Telles furent nos réflexions sur le triste état où nous sommes réduits, sans pouvoir y remédier par nous-mêmes. » (D. G.)

Le maréchal de Coigny à M. d'Angervilliers.

« Camp de Bozzolo, le 14 novembre 1734.

« Nous eûmes avis, hier, que la tête des 18 B., qui ont été détachés de l'armée du Rhin pour le secours des ennemis, arrive à l'armée; ils se succèdent les uns aux autres de manière que du 18 au 20 de ce mois tout sera rassemblé.

« Le roi de Sardaigne a décidé que nous porterions notre droite à Crémone, en nous étendant derrière le canal de Palavicini. Il a été résolu en même temps d'un commun accord, à l'exception du mien, que nous romprions le pont de Guastalla, ce que je ne puis m'empêcher d'approuver, en admettant pour principe la position

décidée. J'ai cru qu'un parti de cette importance méritait l'envoi d'un courrier, et je vous écris le cœur pénétré de douleur. Je ne pense point sans une affliction que je ne puis exprimer à la perte de Guastalla, que je regarde comme le seul fruit de nos deux victoires. Il est accablant, après de si grands avantages, de se voir dans la nécessité de reculer devant un ennemi vaincu; enfin j'avoue que cette résolution ressemble trop à celle de repasser l'Adda, à laquelle je soupçonne qu'on veut nous conduire. Nous marcherons le 17 ou le 18, à mon grand regret. Plaignez-moi; mais soyez persuadé qu'après l'arrivée de secours, j'irai combattre les Impériaux partout où je les trouverai, ou je supplie le roi de confier son armée à tout autre général. »

Le passage des 6,000 hommes à Sacchetta fut démenti. Quelques partis seulement avaient traversé le Pô sur un pont volant à Revere. Rassuré de ce côté, M. de Coigny retira, le 11, des retranchements de Guastalla les troupes qu'il y avait envoyées le 7. La brigade d'Orléans rentra dans son cantonnement à la gauche du Pô. Les Autrichiens se trouvaient, le 12, campés à Ostiano, Cannetto et Marcaria. Les renforts venant d'Allemagne, embarqués le 9 à Sacco, sur l'Adige, allaient dans quelques jours porter l'armée impériale à 40,000 hommes, dont 30,000 d'infanterie. Le comte de Königseck attendait leur arrivée pour exécuter les ordres de Vienne qui le pressaient d'attaquer l'armée des deux couronnes. Le maréchal de Coigny voulait rassembler ses troupes. Le roi de Sardaigne tint, le 13, un conseil qui décida la retraite sur Crémone, derrière le canal Palavicini. Aussitôt les troupes reçurent ordre de prendre une position provisoire, la gauche à Gabbianetta, vis-à-vis d'Ostiano, la droite à Guazzolo.

« 14 *novembre.* — Les nouvelles que nous avons reçues dans la journée confirment l'arrivée du secours aux ennemis. Ils ont travaillé toute la nuit dernière à Marcaria, et on a entendu le bruit que font des charpentiers. Ce matin, nous leur avons tiré quelques coups de canon de nos batteries.

« 15 *novembre.* — On s'est assemblé, ce matin, de nouveau chez le roi de Sardaigne, M. le maréchal de Coigny l'ayant ainsi désiré pour faire de nouvelles représentations sur la résolution d'avant-hier; il a proposé de ne porter l'armée qu'entre les châteaux de Sigognolo et de Vescovato, afin d'éviter l'air d'une retraite, dont

il est désespéré. Tous les avis ont été de persister à venir appuyer la droite à deux ou trois milles de Crémone et à longer le canal de Palavicini. Les raisons que l'on a objectées ont été, qu'au nouveau poste proposé les subsistances ne manqueraient pas moins que dans notre position actuelle; qu'en se plaçant entre Sigognolo et Vescovato, on n'en abandonnerait pas moins de pays; qu'il fallait adopter de défendre le Modénois ou l'Adda; qu'on était convenu de ce dernier objet, comme le plus important, et que pour y parvenir il n'y avait de moyen que de prendre un poste où non seulement on fût ensemble, mais où l'on pût vivre et demeurer. » (M. de Fontanieu au ministre de la guerre.)

Les troupes arrivèrent le 15 dans leur nouvelle position, sauf la cavalerie, qui resta à la gauche de la Delmona. On abandonnait la Tour d'Oglio, ainsi que les retranchements de Guastalla, dont le pont fut remonté à Crémone. On laissa 4 B. à Guastalla, 3 à Modène, et 300 hommes dans le château de Reggio, pour ménager une communication entre ces deux places. Malgré de nouvelles représentations du maréchal de Coigny, l'ordre de retraite fut donné le 17 au soir.

Le 18, l'armée leva ses quartiers et passa la nuit en bataille à San-Pietro di Medegallo, où s'installa le quartier général. L'arrière-garde était composée des dragons, des hussards et des grenadiers répandus dans les différents postes, qui ne se replièrent qu'à la nuit, après avoir détruit autant que possible le pont de Guazzolo. Le 19, toutes les troupes, s'étant rassemblées au pont de Bonaviglio sur la Delmona, allèrent camper à Crémone, en attendant d'occuper l'emplacement définitif choisi à portée de canon de cette place. Le mauvais état des chemins retarda la marche de l'infanterie, qui ne prit sa position que le 22. Les troupes avaient beaucoup souffert de la longueur des deux premières marches et de la rigueur du froid pendant la nuit. Le 23, 4,000 malades se trouvaient dans les hôpitaux de Crémone. Heureusement on incorporait dans les régiments 5,000 hommes de recrues arrivées de Pavie.

Après la retraite de l'armée alliée, les Impériaux franchirent l'Oglio. Bozzolo et San-Martino furent occupés le 23, et Sabbionetta se rendit au duc de Saxe-Hildburgshausen. A Crémone et à Parme, on supposait que les ennemis allaient marcher sur

Guastalla et le Parmesan. Quoique l'armée des deux couronnes fût à portée d'y arriver promptement, M. de Broglie proposa de cantonner sans retard les 5 régiments de dragons à San-Secondo sur le Taro, où ils seraient à huit milles de Parme, et d'envoyer à Busseto 2 brigades d'infanterie et 2 de cavalerie. Il espérait ainsi détourner les Impériaux de Guastalla, ou retarder assez leur marche pour se donner le temps de jeter dans les retranchements de cette place les dragons et les 2 brigades d'infanterie, qui suffiraient à la défendre jusqu'à l'arrivée des secours. Si l'ennemi, passant le Pô à Viadana, s'opposait au mouvement sur le Crostollo, on prendrait une bonne position pour couvrir Parme. Le roi de Sardaigne approuva ce projet et se déclara prêt à passer le Pô avec toutes ses troupes. Afin de multiplier les communications sur ce fleuve, où il n'y avait de pont qu'à Crémone, il ordonna d'en construire un autre à Plaisance. Cette ardeur belliqueuse de Charles-Emmanuel venait bien tard et dura peu.

Les troupes désignées se mirent en route : les dragons le 24, avec le duc d'Harcourt; l'infanterie et la cavalerie le 25. M. de Broglie dirigeait les opérations à la droite du Pô. Il ne s'avança point dans le Parmesan aussi loin qu'il se l'était proposé. Les dragons furent poussés jusqu'à Borgo-San-Donino, au lieu de Secondo, qui manquait de subsistances. La cavalerie se rendit à Busseto, mais l'infanterie dut rester à Villanova, à une journée de Crémone.

Apprenant, le 28, que les Impériaux avaient fait passer à Brescello quelques partis sur des pontons, M. de Broglie dirigea sur Parme les dragons, ainsi qu'une brigade d'infanterie aux ordres de M. de Montal. L'autre brigade d'infanterie remplaça les dragons à San-Donino.

Dès le 23, toute la cavalerie autrichienne était allée prendre des cantonnements à Medolé, Solferino, Castiglione delle Stiviere et Cavriana. Le 28, l'infanterie, restée sur la rive gauche de l'Oglio, évacua Ostiano et Cannetto pour se rapprocher de l'embouchure de cette rivière, où l'on faisait descendre aussi l'artillerie.

Ces mouvements faisaient craindre quelque entreprise du côté du Guastallais et du Parmesan. En effet, le 5 décembre, 5 à

6,000 Autrichiens passèrent le Pô sur un pont jeté à Sacchetta. La cavalerie impériale avait quitté ses cantonnements, se portant à Ostiglia. Le maréchal de Broglie s'était rendu, le 3, à Guastalla, afin d'étudier les moyens de défendre et de secourir cette place. Il venait de rentrer à Parme, lorsqu'il fut mandé à Crémone par le roi de Sardaigne.

M. de Fontanieu au ministre de la guerre.

« Crémone, le 7 décembre 1734.

« Le maréchal de Broglie est arrivé ce soir de Parme, comme le roi de Sardaigne l'avait désiré; il a rapporté qu'il était certain que les ennemis étaient hier à 9 heures du matin à Luzzara, et que les espions s'accordaient à dire que leur nombre était de 8 à 10,000 hommes, qu'ils avaient été reconnus par les hussards qui sont dans Guastalla.

« M. de Broglie a de l'espérance d'une coupure qu'il a fait faire dans le Crostollo et par laquelle, si elle réussit, il croit que le siège sera impraticable. » (D. G.)

A l'arrivée du maréchal, on s'assembla chez le roi. Mais Charles-Emmanuel voulut attendre jusqu'au lendemain pour avoir des nouvelles plus positives. Seulement les brigades de Picardie et du Roi eurent ordre de passer le Pô et de se porter à Busseto et Corte-Maggiore. La nuit n'apprit rien de nouveau. Cependant il fut décidé que M. de Broglie se rendrait à Parme et dirigerait des troupes sur Guastalla. M. de Coigny devait le soutenir avec 2 nouvelles brigades. Le roi de Sardaigne laissa voir, dans cette circonstance, combien il était opposé à toute mesure concernant la défense du Guastallais et du Parmesan. Le maréchal de Coigny demandait à faire partir 2 brigades sardes. Le prince répondit que le secours de Guastalla ne le regardait point. Il resterait de sa personne avec toutes ses troupes à la garde du Crémonais. C'était aux Français à passer dans le Parmesan; ils s'y trouveraient tous portés au moment d'occuper les quartiers qu'ils devaient y prendre. Sur un refus si formel, M. de Coigny donna ordre à 2 brigades françaises de se tenir prêtes à marcher.

Le 8, de nouvelles troupes ennemies passèrent le Pô. Leur artillerie remonta le fleuve; un pont fut jeté à Borgoforte.

Le maréchal de Broglie écrivait de Guastalla, le 10, au roi :

« Je suis arrivé ici à 2 heures de l'après-midi; les brigades d'Anjou et du Maine y sont arrivées aussi... J'écris par ce même courrier à M. le maréchal de Coigny pour qu'il m'envoie demain les 2 B. d'Orléans, que je laisserai à Gualtieri jusqu'à nouvel ordre... Je ferai travailler demain par les troupes, faute de paysans, à perfectionner les retranchements.

« *P. S.* J'ai des partis de hussards, avec des postes de grenadiers, pour être averti des mouvements de l'ennemi. Vous pouvez être sûr que je ne serai pas surpris. »

Le maréchal se souvenait de la Secchia.

Ce même jour, les brigades de Picardie et du Roi se rendirent à Parme, et furent remplacées à Busseto et à Corte-Maggiore par les brigades de Souvré et de Champagne. 2 B. entrèrent dans les retranchements de Guastalla, afin de les garder et de les perfectionner. Les 2 brigades de cavalerie allèrent à Parme, les dragons à Poviglio.

M. de Maillebois à M. d'Angervilliers.

« Crémone, le 13 décembre 1734.

« M. de Königseck et M. de Wallis sont depuis le 6 du mois à Luzzara avec un corps assez considérable... Dans la nuit du 10 au 11, ils en avaient étendu une partie à Novellara, où ils faisaient des fours, ce qui dénotait un dessein d'établissement au moins pour quelques jours.

« La nuit du 9 au 10, les ennemis étaient passés sur des ponts volants à Viadana et Brescello, avec un corps de 12 à 15,000 hommes, et cette disposition, jointe à celle de Luzzara et de Novellara, qui ne peut regarder que Guastalla, était bien arrangée pour nous en ôter la communication.

« M. le maréchal de Broglie, qui avait fait entrer, le 10, les brigades d'Anjou et du Maine dans les retranchements de Guastalla, en repartit, la nuit d'avant-hier, pour aller attaquer le corps qui

était à Brescello; mais les ennemis, qui en furent avertis, repassèrent le Pô, dans la nuit, à Viadana, et les 2 bataillons d'Orléans, qui faisaient l'avant-garde, et qui arrivèrent à minuit à Brescello, n'y trouvèrent plus que quelques hussards.

« Les 6 brigades qui sont passées de l'autre côté du Pô, savoir : Picardie, Champagne, le Roi, Souvré, Anjou et Maine, composant en tout 29 B., sont placées en échelle depuis Borgo-San-Donino, où est celle de Champagne, jusqu'à Parme et Brescello d'un côté, et à Gualtieri et Vittoria de l'autre, suivant la disposition que M. de Broglie envoya hier par un de ses aides de camp, qui nous dit qu'il était reparti de Brescello pour retourner dans les retranchements de Guastalla...

« Vous verrez par ce détail qu'il a 31 B. français à ses ordres, sans les 4 B. de la garnison de Guastalla, composée de 2 du Dauphin et de 2 de Calvisson, milice de Languedoc; celui de Saint-Firmin milice, et celui d'Anvers, resté à Parme, ce qui fait 37 B., tous en bon état. Outre cela, il a la brigade de cuirassiers et de Berry composant 10 escadrons, et les 5 régiments de dragons français.

« Ce corps vous paraît, je crois, suffisant pour couvrir le Parmesan, du moins tant que l'ennemi ne sera pas plus en force qu'on ne l'assure de l'autre côté du Pô,..» (D. G.)

D'ailleurs, l'armée allait recevoir des renforts envoyés de France à travers les Alpes. 8 B. arrivés le 10 à Pavie, et d'autres qui les suivaient de près, étaient dirigés sur Plaisance et Crémone. Les 4 B. venus par mer et débarqués sur les côtes de Gênes ne pourraient joindre qu'à la fin du mois.

Le comte de Königseck n'avait pu ni amener les alliés à découvrir Crémone (1), ni s'emparer de Guastalla, ni couper les communications de cette place avec Modène. Cet insuccès, les dispositions prises par le maréchal de Broglie, la prochaine arrivée des

(1) « On nous mande de Bologne que le siège de Guastalla n'a jamais été le vrai projet des Impériaux, et que l'idée de M. de Königseck, en s'y portant lui-même, et en publiant qu'il y menait une beaucoup plus grande quantité de troupes qu'il n'y en a conduit en effet, était d'attirer toutes nos forces de ce côté, ce qui aurait mis le général de Wallis en état d'entreprendre sur Crémone; mais que la position dans laquelle nous sommes demeurés a empêché ce projet. » (M. de Fontanieu au ministre de la guerre, 24 décembre 1734.)

secours venant de France, la mauvaise saison, le déterminèrent à faire sa retraite. Le 15, à 3 heures du matin, l'armée impériale décampa de Luzzara. L'infanterie prit le chemin de Borgoforte, où elle passa le Pô le 16, laissant 6 B. sur la rive droite, à Montecchiana et aux environs. Novellara et Carpi furent abandonnés. La cavalerie, avec 800 hommes à pied, remonta vers la haute Secchia.

Quoique cette marche donnât encore quelques craintes du côté de Modène, presque toute la cavalerie française partit, le 20, pour ses cantonnements. L'infanterie restait à portée de Guastalla et derrière le canal de Palavicini, afin de pouvoir se rassembler facilement en cas de mouvement offensif. Le 21, M. de Broglie, se rendant à Crémone, laissait à M. de Savines le commandement des troupes à la droite du Pô. Le roi de Sardaigne retourna dans sa capitale. La reine était malade, et mourut le 13 janvier.

Les 6 B. ennemis restés en deçà du Pô repassèrent le fleuve le 23 décembre. Les Impériaux replièrent leur pont de Borgoforte. Toute leur infanterie se trouva dans Mantoue ou dans le Mantouan. Leur cavalerie prit ses cantonnements sur le Panaro.

Les maréchaux français avaient réglé les emplacements définitifs de leurs quartiers d'hiver. Leurs troupes allaient les occuper, lorsque, le 25, un corps de 5,000 Autrichiens, passant le Pô à Sacchetta, cantonna depuis San-Benedetto jusqu'à Montecchiana. Ce mouvement suspendit la séparation de l'armée française.

Le maréchal de Coigny à M. d'Angervilliers.

« Crémone, le 27 décembre 1734.

« On m'a confirmé que les ennemis ont rompu le pont qu'ils avaient à Montecchiana ; mais qu'ils ont fait repasser sur celui de Sacchetta une partie de leur infanterie qui était dans le Seraglio. Ce mouvement m'a fait suspendre les ordres à plusieurs régiments de se rendre dans leurs quartiers. Les mauvais temps, la rigueur de la saison, les chemins qui sont entièrement rompus, et la difficulté de trouver des subsistances dans les marches, me persuadent que les ennemis vont se tranquilliser; je saurai dans peu de jours à quoi ils se détermineront. Il n'y a pas d'apparence

qu'ils fassent aucune entreprise sur Guastalla ou Modène; au surplus, il y a de bonnes garnisons dans ces deux places et dans Reggio, et on sera toujours en état de marcher à leur secours ; mais il ne faut compter, à présent, que sur nos propres forces, toutes les troupes du roi de Sardaigne étant dans des quartiers sur les derrières, à l'exception de 17 B. qu'il a laissés dans Crémone et aux environs...

« Quant aux désordres que les troupes ont commis dans le Parmesan, ils ont été peu considérables; mais il aurait été bien impossible d'empêcher la maraude pendant une marche où les chemins impraticables sont toujours remplis de traînards. J'ai fait casser la tête à deux soldats; ces exemples ont produit un si bon effet que M. le comte de Rocca m'a lui-même mandé que les troupes vivaient dans une fort grande discipline. » (D. G.)

M. de Fontanieu au ministre de la guerre.

« Crémone, le 28 décembre 1734.

« Les postes que les ennemis occupent présentement sur l'Oglio sont ceux où ils étaient ci-devant à Ostiano, Cannetto et Marcaria. Ils ont en seconde ligne ceux d'Acquanegra, Valli, Mosio, Rodondesco, Castiglione, Rodigo et Gazzoldo. Ils fortifient les deux derniers avec diligence, et leur plus gros corps est à Gazzoldo. »

Nos troupes se mirent en marche, le 30, pour leurs quartiers d'hiver (1).

(1) État des quartiers de l'armée des deux couronnes à la fin de décembre 1734.

Dans le Crémonais : État-major : MM. de Coigny et de Broglie, maréchaux; MM. de Beuil, de Maillebois et d'Estaing, lieutenants généraux ; MM. du Chayla, de Boissieux, de Ségur, du Planty et le comte de Coigny, maréchaux de camp. Ils avaient avec eux 25 B. et 8 E. placés ainsi : à Crémone, Champagne (3 B.), Dauphin (2 B.), Senneterre (1 B.), les gardes (2 B.), fusiliers (2 B.), la Marine (1 B.), Greder (2 B.), Dauphin (3 E.), Vassé (2 E.), la Ferronnays (2 E.), hussards (1 E.) ; à Casal-Buttano, la Reine (2 B.) et Médoc (1 B.) ; à Paderno, Forest (1 B.) ; à Soresina, Saluces (2 B.), Asti (1 B.), et Verceil (1 B.) ; à Soncino sur l'Oglio, Bassigny (1 B.); Pignerol (1 B.) ; à Pizzighettone, Royal-Comtois et Montferrat (1 B. chacun).

Dans le Lodesan : État-major : M. de Maulevrier, lieutenant général ; MM. Montrosier, Thomé, Destournelles de la Caze, de Ramback, maréchaux de camp.

Les troupes (9 B. et 19 E.) étaient ainsi placées : à Lodi, Auvergne (2 B.), la Sarre (1 B.), Piémont (2 B.), Turin (1 B.), Casal (1 B.), dragons du Roi (5 E.); à San-Angelo, Royal-Roussillon (1 B.) ; à Codagno et Casal-Pusterlengo, Mondovi (1 B.), Royal-Piémont (3 E.), Piémont-dragons (5 E.) et Dauphin-dragons (3 E.) ; à Livraga et Borghetto, Nicolay (3 E.).

Sur le haut Adda : MM. de Bonas et de Beuzeville avaient 1 B., Quercy, placé à Cassano, et 13 E. (dont 5 Genevois-dragons) ; à Treviglio et Caravaggio ; 2 (Vogué) à Garzonzola et Inzazo ; 3 (Toulouse) à Albignano, et 3 à Monza.

A Milan : M. d'Aix avait 4 B., 2 (du Puy-milice et Savoie) au château et 2 (Savoie et Tarentaise) au Lazaret.

Dans le Pavesan : État-major : M. de la Pérouse, lieutenant général ; M. de Cadeville, maréchal de camp. Les troupes étaient toutes à Pavie et comprenaient 10 B. (le Roi, 4 ; Royal-Artillerie, 1 ; Rebender, 2; Riedmann, 3); et 6 E. (la Reine-dragons et Vibraye).

Dans le Vigevanesque : M. de la Motte, maréchal de camp, avait 10 E., 6 à Vigevano (Valcourt, la Marck, la Motte); 2 (Parabère) à Binasco et Albairate, et 2 (Vichy) à Abbiatte-Grasso.

Dans le Tortonais : État-major : M. de Sandricourt, lieutenant général et M. de Granges, maréchal de camp. Troupes : 4 B. et 20 E., ainsi placés : à Tortone, Berard-milice (1 B.) et Aoste (1 B.) ; à Voghera, Orléans (3 E.); à Salé, Brissac (2 E.); à Castelnovo di Scrivia, Cheppy (2 E.) ; à la Stradella, Armenonville (3 E.) ; à Novare, Guyenne (2 B.) et Royal-Piémont (5 E.) ; à Vercelli, Savoie (5 E.).

Dans le Parmesan, le Guastallais et le Modenais : M. de Savines, lieutenant général, avait sous ses ordres à Modène, M. du Rousset, brigadier, avec 10 B. (Picardie, 3 ; Luxembourg, 1 ; St-Simon, 1 ; Monconseil, 1 ; Bourges, 3 ; Larroque-milice, 1) et 4 E. (Berry, 2; hussards, 1) ; à Reggio, MM. de Montal, lieutenant général et de Ratsky, maréchal de camp, avec 9 B. (Royal, 3 ; Anjou, 2 ; Condé, 2 ; Rochechouart, 1 ; St-Sernin-milice, 1) et 6 E. (cuirassiers, 3; Cossé, 2 ; hussards, 1) ; à Guastalla, M. de Lautrec, maréchal de camp, avait 5 B. (Foix, 1 ; Béarn, 1; Flandres, 1; Calvisson, 2) et 50 hussards des escadrons de Reggio et de Parme; à Gualtieri et la Pieve, Souvre (2 B.); à Brescello-Boretto, Maine (2 B.); à Paviglio et Sorbolo, Royal-Bavière (3 B.) ; à Parme, MM. d'Harcourt, lieutenant général, et Biron, maréchal de camp, avaient 5 B. (Orléans, 2 ; Nivernais, 1 ; la Marck, 2) et 2 E. (Beuvron); MM. de St-Sernin, lieutenant général et St-Simon, maréchal de camp, avaient à Saragna, 2 B. (la Ferté-Imbault) ; à San-Secondo, 1 B. (Vexin) ; à Plaisance, 2 B. (Bourbon), et une compagnie de mineurs. (D. G.)

Ainsi l'armée des deux couronnes avait, au 31 décembre 1734 : dans le Crémonais, 25 B., 8 E. ; dans le Lodesan, 9 B., 19 E.; sur le haut Adda, 1 B., 13 E.; à Milan, 4 B. ; dans le Pavesan, 10 B., 6 E. ; dans le Vigevanesque, 10 B. ; dans le Tortonais, 4 B., 20 E. ; dans le Parmesan, le Guastallais et le Modénais, 40 B., 12 E. ; à Soncino, sur l'Oglio, 2 B.

Le quartier général était à Crémone.

CHAPITRE XI.

GUERRE DE LA SUCCESSION DE POLOGNE.

CAMPAGNE D'ITALIE (1735).

Janvier. 1er. M. le maréchal de Coigny se rend en France. — M. le maréchal de Broglie reste chargé du commandement de l'armée. — M. de Königseck part pour Vienne. — M. de Wallis reste seul au commandement de l'armée de l'Empereur. — Position générale des troupes dans leurs quartiers. — 10. Mouvement de quelques régiments de cavalerie ennemie pour s'allonger dans le Finalois de Modène. — 13. M. le maréchal de Broglie fait avancer, à Modène, des troupes du Pavesan et du Plaisantin. — 22 et 23. 5,000 Impériaux passent l'Oglio à Ostiano, Cannetto et Bozzolo, et se réunissent le 23 à Monticello. — 24. M. de Beuil part de Crémone. — 24 au 25. Le château de Scandolara investi par l'ennemi. — 25. Le commandant se rend prisonnier. — M. de Beuil, arrivé à Casalbuttano, y est joint par des Piémontais du quartier de Soresina. Les postes de Bastiglia et Buonoporto, entre la Secchia et le Panaro, occupés par des détachements de la garnison de Modène. — 25. Les Impériaux s'emparent du château de Scandolara, font sauter une partie des murailles, repassent l'Oglio et retournent dans leurs quartiers. — 27. M. de Beuil retourne à Crémone, et renvoie les Piémontais à Soresina. — Derniers jours. La tête des troupes espagnoles, venant du royaume de Naples, arrive à Arezzo en Toscane.

Février. 1er. La Mirandola, Revere et le poste de Finale, sur le Panaro, renforcés de quelques troupes. — 6. M. de Broglie à Modène. — 7. Le régiment des Cuirassiers passe de Reggio à Modène. — 8. M. de Rattsky se porte sur le haut Panaro. — Le château de Novellara occupé ainsi que Rubiera. — 15 au 16. M. de Wachtendonck marche pour surprendre Guastalla, ramène ses troupes dans leurs quartiers sans avoir exécuté son entreprise. Détachements à Sorbara et Stuffione des deux côtés du Panaro. — 16. Guastalla menacé par l'ennemi. M. de Broglie fait avancer des troupes, remplacées à Paviglio par la garnison de Parme. — 20. Buonoporto renforcé des troupes qui sont à San-Ambrosio. — 26. Les régiments de la Ferté-Imbault et de Vexin, qui gardaient le Pô, se portent entre Gualtieri et le pont de Pomponesco; remplacés par deux B. de la garnison de Parme. — 27 et 28. Les troupes des quartiers de Finale, Stuffione, Campo-Santo et San-Felice se mettent en mouvement pour soutenir le poste de Sorbara menacé par les Français.

Mars. 9. M. le maréchal de Noailles à Turin. — 19. Le reste des troupes venant du royaume de Naples et de Barcelone se réunissent en Toscane. — M. de Montemar fait marcher 1,500 grenadiers et 1,500 chevaux dans la vallée de Mogello sur la

frontière de Toscane. — M. de Montemar se rend à Florence. — 19 et 20. 2 B. de la garnison de Parme et les 2 des quartiers de Sorbolo et Poviglio se portent à Rubiera. — 21. M. de Noailles à Milan. — Toutes les troupes de la droite du Pô, excepté celles qui sont à San-Benedetto, se rassemblent à la droite de la Secchia. — M. de Wallis établit son quartier à San-Nicolo del Pô. — Ponts jetés sur le Panaro à Campo-Santo et à Soliera ; celui de Montecchiana rompu pour le descendre à Mirasole. — 27. M. de Noailles de Milan à Crémone.

Avril. 11. M. de Montemar arrive à Parme, et, le 12, le duc de Noailles.— 17. Rassemblement d'un corps de 20,000 Autrichiens dans le Modenois et le Finalois, dont 11,000 à San-Benedetto, 5,000 répandus vers la Concordia, 6,000 chevaux à Finale. — 19. L'ennemi évacue Bozzolo sur l'Oglio. Renforts envoyés à Cannetto et à Ostiano. — 25. Abandon des postes de l'Oglio; l'ennemi se retire à Cannetto.

Mai. 1er. Abandon, par l'ennemi, des postes de Soliera et de Campo-Santo sur le Panaro ; redoute près Bondanello, à l'embouchure de la Moglia dans la Secchia. — 2. Position des troupes ennemies sur l'Oglio : 4,000 hommes à Cannetto, 2,000 à Marcaria, 4,000 à Campitello. — San-Michele et Bozzolo occupés par des détachements de hussards. — 10. Le roi et le maréchal se rendent à Crémone. Le même jour, retraite des postes autrichiens du Modenois. Corps campé à Gonzaga. — 11. MM. de Saint-Sernin et de Maulevrier au camp de Casalbuttano. — Le corps ennemi campé à Cannetto passe la Chiese, se replie sur Acquanegra et Campitello. — 12. Les troupes à Vescovato, jointes par l'infanterie piémontaise. — 14. M. de Maillebois détaché; jette un pont sur le bas Pô ; campe à Casal-Maggiore. — M. de Königseck à San-Benedetto. — 15. Position des troupes ennemies à la droite du Pô. — 15 et 16. Mouvement des troupes à la droite du Pô. — 18. Mouvement général. — 19. Le roi de Sardaigne et M. de Noailles se rendent à Guastalla; y sont joints par M. de Montemar. — L'armée espagnole s'avance sur le chemin de Modène ; M. de Montemar l'y joint. — 20. L'armée alliée passe le Pô. — Toutes les troupes campent sur le Crostollo. M. de Lautrec continue à occuper les retranchements de Guastalla. — 26. M. de Noailles fait descendre le pont de Viadana à Guastalla. — 27. 3 B. du corps de M. de Maulévrier envoyés à Crémone pour renforcer la garnison. — 28. Le gros de l'armée ennemie, rassemblé à San-Benedetto, occupe le camp retranché, depuis la Madonina de San-Benedetto jusqu'à la chaussée de cette abbaye. Abandon de Bondanello sur la Secchia. — 30. Retraite du corps de cavalerie ennemie campé sous le château de Gonzaga. — 31. Gonzaga et Reggio se rendent aux alliés.

Juin. 1er. L'armée campe à la Moglia. — 4. Une partie de l'armée marche à San-Benedetto, où le quartier général est établi. — Les troupes se rapprochent du Pô. — Les Espagnols se mettent en marche ; arrivent à Quistello. — Détachement qui s'avance à Quingentole.— Corps de 6,000 ennemis venant du Mantouan, qui passe le Pô à Ostiglia pour joindre l'armée. — 5. Ponts jetés sur la Secchia, campement au-dessous de Quistello. — 6. MM. de Noailles et de Montemar marchent à Revere. — 6 au 7. Abandon, par l'ennemi, de Revere. Passage du Pô ; retraite de l'armée au delà de ce fleuve ; elle campe à Ostiglia. — 7. L'armée espagnole se met en marche sur Revere. — L'ennemi l'abandonne. — Canonnade entre les deux armées d'un côté du pont à l'autre. — Galiotes des ennemis coulées à fond. — 9. Mou-

vement général. — 10. Réunion de la plus grande partie des corps séparés à Guastalla. — 11. L'armée, entièrement réunie, est partagée en 4 divisions. — 12 au 13. L'ennemi abandonne tous ses postes le long du Pô dans le Seraglio. — 13 au 14. M. de Maillebois passe le Pô. — L'armée espagnole passe le Pô à Revere. — 14. L'armée passe l'Oglio à Marcaria ; campe à Ospitaletto. — M. le maréchal de Noailles à Castellucchio. — Détachement qui prend poste à la Madona delle Grazzie. — 15. L'armée à Rivalta.— M. de Savines se poste à Castellucchio. — Les troupes aux ordres de M. de Maillebois campent à San-Nicolo à la gauche du Pô. — Governolo occupé. — L'armée ennemie continue sa marche vers le Trentin, campe à Castellaro et Bigarello. — Corps qui reste sous la citadelle de Mantoue. — 15 au 16. L'ennemi abandonne Curtatone. — On s'avance jusqu'aux portes de Mantoue. — M. de Ségur détaché pour s'emparer de Goïto. — L'ennemi abandonne cette place. — 17. La réserve de M. de Bonas près Goïto. — Escarmouches avec les ennemis. — 18. L'armée à Goïto. — 18 au 19. L'armée achève de passer le Mincio. — 19. Se met en marche à la pointe du jour. — 21. M. de Bonas détaché pour suivre l'ennemi. — M. le duc de Saxe-Hildburgshausen reste à Bussolengo. — 22. L'armée ennemie commence à passer l'Adige. — 23. M. le duc de Saxe-Hildburgshausen rejoint l'armée. — Campora abandonné. — L'armée achève de passer l'Adige, prend position au pied du Monte-Baldo, entre cette rivière et le lac de Garda. — 24. M. de Noailles renvoie une partie de ses troupes. — 25. Toutes celles détachées de l'armée retournent au camp de Marmirolo. — 24 et 25. L'armée ennemie s'approche de Trente. — Le quartier de M. de Königseck à Roveredo. — Le gros de la cavalerie marche au Tyrol.

Juillet. 2 au 6. Mouvement général des troupes pour ses cantonnements dans le Seraglio. — 7. Toute la cavalerie ennemie en prend dans le Tyrol ; il ne reste dans le Trentin qu'un corps de 12,000 hommes et toutes les milices. — 15. M. le maréchal de Noailles travaille à un camp retranché près Borgoforte. — M. le duc de Saxe-Hildburgshausen remplace M. le comte de Wallis parti pour Vienne. — 22 au 23. La Mirandola attaquée par les Espagnols. — 25. M. de Montemar s'établit à la Concordia.

Août. 22. Départ de S. A. S. pour Bordolano. — M. le maréchal de Noailles retourne à Castiglione.

Septembre. 1er. Prise de la Mirandola. — 5. Mouvement général des troupes sur l'Adige. — 8. M. de Maillebois arrive à Bussolengo, jette un pont sur l'Adige, occupe le poste de la Ferara avec celui de Rivoli. — 9. Le roi de Sardaigne se rassemble aux environs du pont San-Marc, s'établit à Casalbuttano. Le reste occupe les gorges et les passages qui descendent dans le Brescian. — 10. M. le maréchal de Noailles à Villafranca. La cavalerie de M. de Beuil campe près de Villafranca. — 12. L'armée en corps séparés. — Les troupes impériales de Brentonico, Novène et Borghetto attaquent le poste de Ferara. — M. le duc d'Hildburgshausen retranche tous les passages des montagnes depuis le lac d'Idro jusqu'à San-Bassano sur la Brenta. — 13. Grenadiers et chasseurs ennemis occupent le Monte-Baldo. — 16. Les barques armées, commandées par M. de Laubepin, passent de Desenzano à la Torre. — 26. Troupes venant de Hongrie joignent l'armée. — Corps de 2,000 hommes qui s'avance dans le Val-Sugana et qui occupe Bassano sur la Brenta ; le reste des troupes occupe la vallée de l'Adige, la tête du lac de

Garda et celle du Val-Policella. — 27. Détachement ennemi qui attaque et détruit le pont de San-Michele.

Octobre. 3. M. de Savines passe l'Adige. — 6. Les troupes du corps de M. de Maillebois entrent dans des cantonnements. — 7. Position des troupes impériales entre le lac de Garda et celui d'Idro. — 9. Le roi de Sardaigne retourne à Milan. — M. de Noailles reste commandant les troupes. — 13. Se rend au camp de San-Bonifacio. — Retraite des troupes ennemies entre le lac de Garda et celui d'Idro. — 14. M. de Beuvron occupe Montebello. — 15. Le corps ennemi à Schio se porte dans la Brenta. — 16 au 19. Continuation du mouvement des troupes impériales de la droite pour se porter à la gauche de l'armée.

Novembre 2. L'ennemi à Castelletto. — 3. L'armée française repasse l'Adige. — 6. Les troupes commencent leur marche pour les quartiers d'hiver. — 7. M. de Savines quitte Persacco. — 7 et 8. L'infanterie entre dans des cantonnements entre le Mincio et l'Adige. — 8. Quartier général à Valeggio. — 9. L'infanterie se met en marche pour aller dans des quartiers d'hiver. — 11. Les dernières troupes passent le Mincio. — 12. Position générale des troupes françaises dans leurs quartiers. — 15. M. le maréchal reçoit la nouvelle de la signature des préliminaires de paix entre la France et l'Empire. — 16. Cessation des hostilités. — 17. Les troupes impériales passent l'Adige à Rodigo et poursuivent l'armée espagnole. — 18. L'armée espagnole se retire dans le Bolonois, abandonne tous ses postes à la rive droite du Pô dans le Modenois et le Mantouan. — 21. Nouveaux cantonnements de M. de Lautrec. — Le reste de l'armée impériale débouche des montagnes et du Padouan pour entrer dans le Ferrarois et le Mantouan. Tous les postes de l'Adige au-dessous de Vérone occupés, ainsi que Governolo, Pontemolino et Ostiglia. — 22. Assemblée des plénipotentiaires à Vérone pour traiter les affaires relatives à l'armistice et aux évacuations.

Décembre. 1er. Discussions du traité. — 5. Ordres envoyés pour faire rentrer les bateaux de Garda. — Emplacements des troupes du roi. — 17. Entente avec M. de Montemar, à Florence. — 22. Le maréchal de Noailles se rend à Bologne. — Réunion avec M. de Kewenhuller; il y reste jusqu'au 2 janvier 1736, qu'il se rend à Lodi où il arriva le 9.

Dans les premiers jours de janvier 1735, le maréchal de Coigny partit pour Versailles, laissant au duc de Broglie le commandement de l'armée française. Le feld-maréchal de Königseck avait déjà pris le chemin de Vienne, et le comte de Wallis, commandant l'armée impériale, était passé à San-Benedetto.

Le maréchal de Broglie à M. d'Angervilliers.

« Crémone, le 3 janvier 1735.

« Je travaille, depuis le départ de M. de Coigny, au logement des troupes de cette garnison... Il y a une quantité infinie de

malades dans les troupes : il en meurt même beaucoup tous les jours... Toutes les nouvelles qui viennent de Mantoue et du Tyrol nous annoncent la peste; je me flatte que tous ces bruits ne sont pas bien fondés, et je le souhaite encore davantage... » (D. G.).

Les combats et les fatigues d'une campagne de neuf mois avaient beaucoup réduit les effectifs, malgré le renfort de 6,000 hommes de milices arrivés récemment. Les mouvements continuels, les campements insalubres, l'insuffisance ou mauvaise qualité de la nourriture, avaient causé des maladies qui faisaient de grands ravages. Au 1er janvier, les hôpitaux renfermaient plus de 11,000 malades, et la mortalité prenait des proportions effrayantes.

L'état de l'armée autrichienne n'était pas meilleur. De 83,000 hommes, en comptant les dernières recrues, elle se voyait réduite à 43,000.

Le repos était donc bien nécessaire aux deux armées. Cependant les quartiers qu'elles venaient de prendre ne semblaient point de nature à l'assurer.

Les alliés occupaient, sur la rive droite du Pô, le Modénois, le Guastallais, le Parmesan et le Tortonois; et, à la gauche de ce fleuve, la partie du Crémonais, derrière le canal Pallavicini, depuis Crémone jusqu'à Casal; le Lodesan, le Milanais, le Pavesan et le Vigevanesque. En abandonnant l'Oglio, le poste de Soncino avait été conservé et gardé par 2 B. des régiments de Bassigny et de Pignerol. M. de Broglie était à Crémone.

Les Impériaux étaient maîtres de l'Oglio depuis son embouchure jusqu'à Ostiano; entre cette rivière et le Mincio, ils occupaient tous les postes qui pouvaient assurer leur communication avec le Brescian, le Trentin et Mantoue; ils s'étendaient ensuite à la gauche du Pô jusqu'aux confins du Ferrarais; à la droite, ils tenaient Mirandola avec une grosse garnison, Revere et, jusqu'au pont de Borgoforte, tous les villages le long du fleuve. Le comte de Wallis avait son quartier général à San-Benedetto.

Telle était, au commencement de l'année, la situation des deux armées qui préoccupaient, à des titres divers, tous les États de l'Europe. Charles VI devait envoyer dans le Mantouan des renforts considérables détachés de son armée d'Allemagne. Louis XV voulait porter à 66 B. et 68 E. l'effectif de ses forces au delà des Alpes. Il espérait que Turin fournirait 30,000 Piémontais, et Madrid

25,000 Espagnols. Aucun grand obstacle ne séparait les deux armées. Elles étaient partagées l'une et l'autre par le Pô, et pouvaient à tout moment se renforcer à la droite ou à la gauche de ce fleuve, pour tenter une excursion : les Franco-Sardes par les ponts de Crémone et de Plaisance, les Impériaux par Borgoforte et San-Benedetto.

Le rassemblement de 35 B. ennemis à portée de Guastalla fit penser au maréchal de Broglie que cette place était toujours l'objectif des Impériaux. Il pressa l'achèvement des travaux de défense. Les garnisons de Reggio et de Parme se tinrent prêtes à se porter à la Pieve de Guastalla et aux cassines entre le pont de Barcanello et Gualtieri. Il demanda même à Versailles les moyens d'armer, pour défendre l'embouchure du Crostollo et protéger la navigation du Pô, les galiotes des ducs de Modène et de Guastalla.

Le duc d'Harcourt à M. d'Angervilliers.

« Parme, le 9 janvier 1735.

« M. le maréchal m'ayant envoyé ici pour y commander pendant l'hiver, j'ai l'honneur de vous rendre compte que j'y suis arrivé, il y a quelques jours, avec 10 B. et 5 E...:

« Nous avons un poste de 500 hommes à Colorno, qui en détache 200 hommes tous les jours tant à Sacca que le long du Pô jusqu'à l'embouchure de la Parma, où ils communiquent avec le régiment du Maine, qui est à Brescello, et celui-ci avec celui de Souvré, qui est à Gualtieri et qui garde le Pô jusqu'au pont de Barcanello, où commencent nos retranchements de Guastalla. Nous avons encore un détachement à Sorbolo, pour garder le pont de la Lenza. M. de Montal, qui est à Reggio, fait garder le château de Novellara et le pont de la Vittoria, moyennant quoi tout ce pays-ci est à couvert et ne court nul risque, tant que nous conserverons Guastalla, où nous ne manquerons pas de nous porter l'un et l'autre, si l'ennemi s'en approchait... » (D. G.)

La position des Autrichiens sur la droite du Pô, et surtout l'occupation du val Sarmide et d'une partie du Finalais de Modène

par un corps de cavalerie et d'infanterie, donnaient également des craintes pour Modène, Carpi, Correggio et Reggio. La première de ces places ne renfermait que 3 B. et un détachement de cavalerie. Afin d'avoir à la tête de la frontière du Modénois des forces assez importantes pour contenir l'ennemi, dont les partis venaient jusqu'aux portes de la capitale, M. de Broglie y fit passer, le 13 janvier, 7 autres B. et 4 E.

Par lettres du 12 et du 13, le commandant français soumit à l'approbation de Charles-Emmanuel les mesures prises pour la défense du Guastallais et du Modénois. Le roi de Sardaigne lui répondait, le 18 janvier :

«... Nous avons vu les sages dispositions que vous avez données pour garnir plus fortement le Modénois, en vous servant des troupes qui étaient le plus à portée et en les remplaçant par les autres, sur les derrières, sans affaiblir aucun des postes de quelque importance et sans causer à la troupe plus de fatigue qu'il n'est précisément nécessaire, en quoi nous ne saurions assez approuver et louer votre attention et votre prudence. Nous sommes également persuadé de votre vigilance à bien observer les mouvements de l'ennemi, selon lesquels nous devons régler les nôtres, et vous pouvez compter que nos troupes contribueront, comme elles ont fait pendant la campagne, à défendre le Parmesan, s'il était menacé, et même, si les ennemis se déterminaient à entreprendre quelque chose de considérable, nous nous y rendrions nous-même immédiatement; cependant, comme les ennemis peuvent toujours avoir un double objet, il ne faudra jamais trop dégarnir nos frontières, en nous éloignant trop d'un autre côté, d'où nous n'aurions pas le temps de revenir quand il le faudra. Avec cet égard, qui ne doit point être perdu, le comte d'Apremont aura ordre de faire marcher de nos troupes où le besoin le demandera, pour remplacer celles qui sont au delà du Pô, et elles seront remplacées elles-mêmes par celles que nous avons sur les derrières. » (D. G.)

En envoyant au ministre de la guerre une copie de cette lettre, le maréchal disait :

« Vous verrez, par cette réponse dont je garde l'original, que nous pouvons compter que ces troupes contribueront, comme elles ont fait pendant la campagne dernière, à défendre le Parmesan,

s'il était menacé, et même, si l'ennemi se déterminait à entreprendre quelque chose de considérable, qu'il s'y rendrait lui-même en personne sans perdre de temps. C'est positivement la même parole qu'il donna quand nous passâmes le Pô à Sacca. Les mêmes raisons qui l'ont engagé à se porter à Guastalla, où la bataille se donna, subsistent aujourd'hui, de sorte qu'il y a lieu de croire, quoique cela ne soit point expliqué aussi clairement que cela pourrait être, que si le cas le requérait, il agirait de la même manière; que s'il n'était pas dans le dessein de le faire, il ne l'aurait pas mandé, rien ne l'obligeant à le promettre par écrit. » (D. G.)

La plus grande partie du mois de janvier s'était écoulée sans hostilités, lorsque, le 22, les Impériaux passèrent l'Oglio à Ostiano, Cannetto et Bozzolo, et se réunirent le 23 à Monticello.

M. le maréchal de Broglie à M. d'Angervilliers.

« Crémone, le 24 janvier 1735.

« Depuis deux jours, les ennemis sont en mouvement sur l'Oglio, du côté de Gabbianetta et de Monticello. Ils ont même fait passer, selon les nouvelles que je reçois de tous les postes que nous avons en avant et par mes espions, 4 à 5,000 hommes, tant infanterie que cavalerie, avec du canon.

« Par tous les avis que je reçois, il paraît qu'ils veulent augmenter ce corps jusqu'à 12 ou 15,000 hommes, et qu'ils rassemblent la plus grande partie des troupes qu'ils ont en deçà du Pô pour former ce corps; cependant, par les nouvelles que j'ai reçues dans la journée d'hier de tous nos postes avancés, toutes ces troupes sont en deçà de l'Oglio, sur les bords, sans avoir marché en avant, et il y a lieu de croire que, dans une saison aussi rude et par des chemins aussi affreux, ils ne font pas une pareille levée de boucliers sans avoir quelque projet, même d'un peu de conséquence, étant certain qu'on ne peut faire de pareils mouvements sans beaucoup fatiguer les troupes et sans en perdre un grand nombre. » (D. G.)

« 24 *janvier.* — Toutes les nouvelles de ce matin confirment que les ennemis ont passé l'Oglio et qu'ils s'étendent entre Gabbianetta et Monticello. Cette nuit, on a entendu, de Vescovato, la mousqueterie du côté de Scandolara, poste qui, selon les apparences, a été attaqué. Les Impériaux font remonter par l'Oglio, chargés de bois et de madriers, ce qui paraît marquer le dessein de jeter un pont sur cette rivière; on a ajouté qu'ils ont renforcé Marcaria et qu'il est parti des troupes de Bozzolo qui remontent l'Oglio. S'ils veulent tenter quelque chose, on présume que ce pourrait être d'enlever quelques-uns de nos quartiers et, dans ce cas, de s'emparer de Soncino, où nous avons 2 B., et qui leur assurerait la tête de l'Oglio; ou de venir attaquer Casal-Buttano, où nous avons 4 B., et dont la prise les mettrait à portée, s'ils pouvaient s'y établir, de troubler à tout instant la communication de Crémone avec Pizzighettone. Il se pourrait qu'ils eussent ces deux vues à la fois et qu'après avoir enlevé, s'ils le peuvent, le quartier de Casal-Buttano, où il n'y a aucune apparence qu'ils puissent rester, faute de subsistances, et avoir pris le château de Vescovato, où nous n'avons qu'un détachement et d'où ils pourraient inquiéter cette garnison, ils se tournassent tout de suite sur Soncino... » (M. de Fontanieu.) (D. G.)

Lorsque l'avis exact de ces mouvements parvint, le 24, au quartier général, toute la cavalerie (3 régiments) qui se trouvait à Crémone venait d'être envoyée au delà de l'Adda, ne laissant dans la place qu'un détachement. La junte de Milan ne fournissant pas les fourrages convenus, M. de Broglie s'était vu forcé d'éloigner les troupes dont la présence devenait le plus indispensable.

Heureusement la rigueur de la saison, le mauvais état des chemins, l'épuisement du pays, semblaient s'opposer à toute entreprise sérieuse des Impériaux. Cependant comme leurs mouvements menaçaient les quartiers établis entre la Delmona et l'Oglio, le maréchal résolut de porter à Casal-Buttano, déjà mis en état de défense et gardé par 4 B., des forces suffisantes pour couvrir les quartiers de cette partie. M. de Beuil partit le jour même (24) de Crémone, avec les grenadiers, les piquets de la garnison et 100 hommes à cheval. Arrivé le 25 à Casal-Buttano, il y fut rejoint par 4 B. piémontais cantonnés à Soresina. M. de Broglie craignait que la démonstration sur l'Oglio ne cachât quelque dessein contre

Guastalla ou Modène. Non seulement il ne s'affaiblit point à la droite du Pô, mais il recommanda de ce côté la plus grande vigilance. Autant pour surveiller les mouvements des Autrichiens que pour établir des communications avec le Bolonais, il fit occuper Bastiglia et Buonoporto par des détachements aux ordres de M. du Chayla. L'ouverture de cette communication permettait de tirer du Bolonais des fourrages, dont on avait grand besoin, et assurait un débouché aux troupes espagnoles qui venaient des États de Naples par la Toscane. L'importance de cette position détermina le maréchal à faire soutenir les deux postes par 19 B. des garnisons de Reggio et de Modène.

Sur l'Oglio les efforts de l'ennemi aboutirent à la prise de Scandolara. C'était un petit poste trop éloigné pour qu'on pût le secourir. Le maréchal avait hésité à le retirer, par égard pour le roi de Sardaigne, qui l'avait établi. Après ce facile succès, les Impériaux rentrèrent dans leurs quartiers à la gauche de l'Oglio, sans avoir rien tenté contre Vescovato, ni Casal-Buttano.

M. le maréchal de Broglie à M. d'Angervilliers.

« Crémone, le 27 janvier 1735.

« Tous les mouvements que les ennemis ont fait ces jours passés ont abouti à attaquer Scandolara, où M. de Sainte-Colombe, capitaine au régiment de la Reine, commandait. Les ennemis ont investi le château dans la nuit du 24 au 25, à 10 heures du soir, avec un corps d'environ 5,000 hommes, commandés par M. de Latrum, maréchal de camp; il n'a tenu que jusqu'à 10 heures du matin; le capitaine a fait sa capitulation et s'est rendu prisonnier de guerre.

« Le château était entouré d'une bonne muraille et d'un fossé plein d'eau. M. de Latrum, après l'avoir pris, a fait abattre toute la face d'un côté de cette muraille et fait ouvrir la digue qui contenait l'eau dans le fossé et s'en est retourné, tout de suite, à Gabbianetta et à Ostiano, où il a fait passer l'Oglio à toutes ses troupes. L'on m'assure par plusieurs endroits que le dessein de M. de Latrum était de venir attaquer Vescovato, et que le corps de

troupes que j'ai fait assembler à Casal-Buttano l'en avait empêché. » (D. G.)

M. de Beuil revint, le 27, à Crémone, et les Piémontais retournèrent à Soresina. Les difficultés entre l'armée et le parlement, comme préséance, n'étaient pas sans soulever des embarras et des incertitudes. A la date du 5 février, le roi décida qu'à l'égard du *Te Deum* entre l'état-major et le parlement dans toutes les places où il y a cour supérieure et état-major, il n'entrerait plus dans l'église aucune troupe avec tambour et trompettes, que commandée en ces occasions; que le lieutenant de roi et les officiers entreraient dans l'église avant le parlement, occupant leurs places dans le chœur, et qu'ils n'en sortiraient qu'après le parlement. Et c'est le 11 mars que les commissaires des guerres reçurent l'ordre de marcher dans les cérémonies publiques après les lieutenants de roi et avant les majors, comme M. de Louvois l'avait décidé le 14 juillet 1687. (D. G., vol. 2783.)

Rassuré du côté de l'Oglio, le maréchal de Broglie porta son attention vers la droite du Pô. Des lettres de Mantoue venues par la voie de Brescia annonçaient que l'ennemi munissait abondamment la Mirandola, et se retranchait dans Concordia, Finale et plusieurs autres endroits entre le Pô et la Secchia. Le quartier du général de Wallis était toujours à Correggiolo. Il importait d'autant plus aux Français de conserver leurs communications avec le Bolonais, que les Espagnols venant de Naples atteignaient Arezzo dans les derniers jours de janvier. M. de Broglie quitta Crémone le 1er février. Arrivé, le 6, à Modène, il y appela le lendemain le régiment de cuirassiers qui se trouvait à Reggio. Le 8, Novellara fut occupé, ainsi que Rubiera.

L'éloignement de Finale et de Concordia fit abandonner le projet, que le maréchal avait conçu d'abord, d'enlever ces postes aux Impériaux. Il se contenta de mettre la frontière du Modénois à l'abri des entreprises de l'ennemi. Il visita Bastiglia et Buonoporto, et pressa l'achèvement des ouvrages.

Les Autrichiens avaient demandé au légat de Bologne le passage pour faire marcher 14,000 hommes contre les Espagnols. M. de Broglie envoya sur le haut Panaro, vis-à-vis de Castelfranco, M. de Rattsky tant pour s'opposer aux incursions des ennemis que pour garder le dépôt des fourrages tirés du Bolonais.

Les Impériaux avaient violé la neutralité de cet État et s'avançaient vers le Ferrarais. Malgré les protestations du sénat de Bologne, M. de Rattsky eut ordre d'occuper le fort Urbano, avec 13 compagnies de grenadiers, que devaient soutenir un détachement de la garnison de Reggio sous M. de Montal. Le maréchal se préparait lui-même à marcher avec 24 B. et 10 E. des grenadiers de Modène, de Parme, et de Reggio. Il priait en même temps M. de Montemar de porter sur la frontière du Bolonais la tête de ses troupes.

Pendant que l'attention des Français était attirée sur le Panaro, les Autrichiens faillirent surprendre Guastalla. M. de Fontanieu raconte ainsi cette tentative : « Dans la nuit du 15 au 16, les ennemis firent un détachement de 2,500 hommes, qui marcha sur 3 colonnes : la première, de grenadiers ou fusiliers et 100 hussards, devait venir par la chaussée de Luzzara ; la deuxième, de 1,500 hommes, marchait par le côté de Gonzaga, et la dernière, 5 ou 600 hommes, avait pris sa route par Reggiolo. Quantité de soldats et d'officiers travestis en paysans avaient ordre de se rassembler à un demi-mille de Guastalla, et de là devaient faire conduire, par des soldats travestis, des chariots chargés en apparence de fagots, sous lesquels il y avait des fusils cachés, pour les faire entrer dans la ville par la porte de Notre-Dame, dont ils avaient ordre de s'emparer en faisant rompre un des charriots sur le pont pour l'embarrasser, tandis que les soldats travestis en paysans auraient fait un effort pour se saisir des fusils du corps de garde de la porte. Le reste de leurs troupes devait suivre pendant ce temps-là et tâcher de forcer, par quelque endroit, le retranchement du Crostollo.

« On présume qu'ils n'ont renoncé à l'entreprise que parce qu'ils ont cru avoir été découverts par la patrouille de nuit qui avait été à Luzzara un peu devant eux. » (Lettre du 23 janvier, au ministre de la guerre.)

M. de Lautrec, qui commandait à Guastalla, redoubla de vigilance pour prévenir de semblables surprises. Il fit avancer sous la place les 2 B. de Royal-Bavière qui se trouvaient à Sorbolo et Paviglio. 500 hommes de la garnison de Parme les remplacèrent dans ces postes. Mais en même temps qu'ils tentaient d'enlever Guastalla, les Impériaux avaient des détachements à Soliera et

Stuffione, des deux côtés du Panaro, à trois milles de Buonoporto. Il renforça ce dernier poste et San-Ambrosio. Aucune insulte n'étant à craindre de ce côté, le maréchal s'occupa surtout de couvrir Guastalla. Il prescrivit aux régiments de la Ferté-Imbault et du Vexin, qui gardaient le Pô, de se rendre, le 26, entre Gualtieri et le pont de Barcanello. Les postes qu'ils abandonnaient furent occupés par 2 B. de la garnison de Parme. Par suite de ces dispositions, une marche forcée pouvait amener à Guastalla 40 B.

Cependant les postes autrichiens de Stuffione menaçaient le Modénois. M. de Broglie résolut d'enlever Soliera. Dans la nuit du 27 au 28, il détacha M. du Rousset. Mais les troupes impériales des quartiers de Finale, Stuffione, Campo-Santo et San-Felice soutinrent le poste de Soliera. Les Français durent se retirer.

Dans les premiers jours de mars, le maréchal de Broglie reçut du ministre de la guerre la lettre suivante :

M. d'Angervilliers au maréchal de Broglie.

« Le 26 février 1735.

« J'ai reçu, monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 9 de ce mois. Il faudrait être bien difficile pour ne pas convenir que, depuis que vous avez passé le Pô à Crémone, vous n'avez cessé d'agir et d'agir utilement. C'est vous qui avez sauvé Guastalla et par conséquent Parme; c'est vous qui avez renforcé les garnisons du Modénois, que nous aurions été obligés d'abandonner, il y a longtemps, sans la justesse et la vivacité de vos opérations, que vous avez animées par votre présence. Vous n'avez pas moins bien conduit la négociation des fourrages du Bolonais, sans quoi ce secours nous aurait manqué et nous ne serions plus où nous sommes.

« M. le maréchal de Noailles est parti jeudi dernier, 24; il ne pourra être à Crémone que vers le 12 mars. Je juge que vous vous y trouverez, si M. de Wallis est en repos; sinon il faudra bien qu'il vous aille joindre. Sa Majesté compte que vous le mettrez au fait de tout, avant de vous mettre en chemin pour revenir en France... » (D. G.)

Le maréchal de Noailles s'était préparé à faire la campagne du Rhin. Le 9 janvier, il fut désigné pour commander l'armée d'Italie. L'armée d'Allemagne fut confiée au maréchal de Coigny. Le gouvernement jugea que M. de Noailles s'entendrait mieux avec le roi de Sardaigne, à qui les traités donnaient l'autorité de généralissime des troupes alliées. Une autre raison avait dicté ce choix au cardinal de Fleury. Le comte de Montemar, duc de Bitonto, capitaine général des armées d'Espagne, était plus ancien de grade que les maréchaux de Broglie et de Coigny. Or, pendant la guerre entreprise pour mettre Philippe V sur le trône de Charles II, M. de Noailles avait été créé grand d'Espagne de première classe, chevalier de la Toison d'or, et nommé capitaine général des armées. Ces titres le plaçaient au-dessus de M. de Montemar, et devaient écarter, on l'espérait du moins, les rivalités de commandement.

Avec le titre de général des armées du roi, le maréchal de Noailles reçut le pouvoir de nommer, par provision, aux emplois subalternes des troupes, excepté le régiment du Roi et ceux des princes du sang.

Arrivé le 9 mars à Turin, le nouveau commandant s'y arrêta quelques jours pour concerter avec le roi de Sardaigne le plan de la campagne. Le 12, il adressait au ministre de la guerre la lettre suivante, qui présente la situation exacte de l'armée dont il prenait le commandement.

Le maréchal de Noailles à M. d'Angervilliers.

« Turin, le 12 mars 1735.

« Je ne puis assez me louer de la bonne et gracieuse réception que l'on m'a faite ici. Le roi de Sardaigne m'a comblé de marques de bonté, et toute sa cour a suivi son exemple. J'ai déjà eu plusieurs conférences avec ce prince sur les opérations de la campagne prochaine, et je suis étonné de son jugement, de sa pénétration et de son sang-froid; il n'y a point d'adulation; il est singulier qu'en un an le roi ait pu acquérir les connaissances qu'il a et raisonner aussi juste sur un métier qui demande autant d'expérience.

« Je travaillai hier, toute l'après-midi, avec M. de Fontanieu et M. de Maillebois, qui sont arrivés ici avant-hier, la nuit.

« Pour vous rendre compte en peu de mots du résultat de notre travail, il me paraît :

« 1° Qu'à l'égard des troupes, la cavalerie et les dragons seront en bon état; il y a fort peu de malades dans ces corps.

« 2° Quant à l'infanterie, il y a encore un très grand nombre de malades; les convalescents ne se rétablissent même qu'avec peine. On ne compte pas que l'on pût tirer actuellement plus de 250 hommes par bataillon, l'un portant l'autre; et par la quantité de ceux qui sont morts, on estime que les plus forts bataillons, en comptant ce qui est dans les hôpitaux, dont il en meurt encore tous les jours, sont de 5 à 600 hommes, d'où vous devez conclure de la nécessité des recrues.

« 3° Par rapport aux vivres, M. de Fontanieu m'assura hier qu'au 15 avril il y avait 80,000 sacs de blé dans les places. Si cela est, ce service paraît être en règle.

« 4° Mais l'article des fourrages est dans une situation à faire une véritable peine; par les lettres que l'on a reçues, il a dû en manquer avant-hier dans le Parmesan et le Plaisantin; la seule ressource qu'on a trouvée a été d'ordonner que les troupes qui y sont allassent au fourrage et cherchassent elles-mêmes leur subsistance. Vous sentez dans quelles suites une pareille extrémité peut entraîner. Le fourrage à Crémone et sur le reste de la frontière est aussi à la veille de manquer.

« La seule ressource que M. de Fontanieu envisage, c'est de faire compter l'État de Milan et de changer le commissaire général que l'on assure être fort malintentionné.

« Il résulte cependant de tout cela, que n'ayant pas actuellement de quoi faire subsister les chevaux, nous sommes bien éloignés d'avoir de quoi pouvoir rassembler de bonne heure les troupes et prévenir les ennemis; c'est pourtant une opération importante, parce que si par hasard les ennemis étaient en situation de s'assembler les premiers, ils nous jetteraient dans le plus grand embarras par la nature du pays et les postes qu'ils pourraient prendre...

« Je ne vois encore toute la matière qu'à travers un nuage fort épais; il faut me laisser le temps de la débrouiller; mais ce qui me

fâche, c'est que la saison s'avance et que nous touchons au moment d'entrer en campagne sans voir les préparatifs nécessaires arrangés; et, plus que tout, les malades de nos troupes m'affligent... » (D. G.)

Le maréchal de Noailles trouva les troupes françaises dans un état déplorable, décimées par les maladies, désorganisées par l'indiscipline et la désertion, sans magasins, sans fournitures, sans hôpitaux, vivant en partie de pillage et de vol. Le mal avait commencé dès 1733, peut-être parce que le maréchal de Villars était trop vieux pour empêcher des désordres auxquels portaient le climat et la nature du pays. L'impunité favorisant les passions du soldat, il se livrait aux excès les plus horribles. Le nouveau commandant devait donc s'occuper d'abord de réorganiser son armée et d'en combler les vides.

Le roi de Sardaigne avait chargé M. de Noailles de rédiger un projet de campagne. Le maréchal présenta, le 17 mars, à Charles-Emmanuel le mémoire suivant :

« ... On a regardé de tout temps la Lombardie comme le pays le plus difficile pour y faire la guerre; il est coupé par tant de rivières, de ruisseaux, de navilles, et les champs si fermés de haies, que l'on assure que l'on y trouve à chaque pas des postes; il est en outre si couvert, qu'on ne peut y faire des dispositions comme ailleurs, ni réparer celles qui auraient été mal faites, faute de pouvoir découvrir ce qui se passe, d'où il résulte de grands inconvénients.

« Le premier est que l'ennemi, quoique plus faible, y a un grand avantage lorsqu'il attaque; parce qu'en montrant plusieurs têtes, il oblige à être également en force partout, pendant qu'il poste toutes les siennes où il veut sans qu'on puisse s'en apercevoir.

« Le second, c'est que les affaires les plus heureuses ne peuvent jamais y être complètes, par la nature du terrain, dans lequel on ne peut suivre avec vivacité et promptitude les troupes déjà battues. Sur ces principes, il paraît qu'on peut se proposer pour maxime :

« 1° Que ce sera moins par la force que par la ruse et la manœuvre qu'on pourra réduire les ennemis au point que l'on peut désirer. Ce n'est pas qu'il convienne de paraître refuser les actions; celles de la campagne dernière prouvent assez la supériorité de nos armes pour n'avoir rien à craindre; mais comme il en coûte

toujours beaucoup, et qu'enfin les événements sont incertains, il ne convient jamais de mettre au hasard ce dont on peut venir à bout par la conduite. On observera cependant que, par la nature du pays et par l'intérêt que l'Empereur a de s'y maintenir, on doit s'attendre à des actions vives et fréquentes ; aussi il serait dangereux que nos troupes, ou celles des ennemis, pussent s'imaginer qu'on veut éviter le combat, ce qui répandrait un mauvais esprit dans l'armée et redonnerait de l'audace à celle qui nous est opposée ; mais il ne faut le donner que lorsqu'il y a nécessité et une apparence de succès presque démontrée; sans cela on se trouverait après plusieurs victoires hors d'état de pouvoir continuer la guerre.

« 2° On doit, dans un pays si épineux et aussi rempli de chicanes que l'est celui-ci, être toujours sur l'ennemi et le resserrer le plus qu'il est possible afin de l'empêcher de pouvoir dérober des mouvements, et lui ôter ses subsistances, ce qui ne sera pas le moyen le moins sûr pour parvenir à ce que l'on doit espérer.

« 3° Il convient d'agir par diversion pour occuper l'ennemi et le diviser. La supériorité en nombre et en qualité peut faciliter ces manœuvres ; on peut en faire de véritables et de feintes, et les dernières ne sont pas quelquefois les moins utiles.

« 4° Il faut observer, en opérant des diversions, d'être toujours en état de se rassembler et d'avoir des communications faciles et à portée, pour ne pas hasarder des corps séparés à quelque aventure fâcheuse. La situation des ennemis, celle de Mantoue et le poste du Seraglio, doivent encore faire à cet égard redoubler d'attention ; on ne doit jamais perdre de vue leur position et la nôtre.

« 5° Sur ce principe, il ne paraît pas convenable de s'étendre beaucoup pour empêcher le passage des rivières ; on croit que le meilleur parti est de se tenir plus à portée de l'ennemi qu'il est possible, pour être en situation de l'attaquer avec avantage, en cas qu'il voulût hasarder un passage, et qu'il suffit d'agir selon les occasions.

« Après avoir parlé des idées générales, il convient d'entrer dans celles qui concernent l'ouverture de la campagne prochaine.

« Comme le Pô partage presque en deux parties égales l'étendue de ce pays qui fait aujourd'hui le théâtre de la guerre, on ne peut avoir que deux objets que présente naturellement l'un et l'autre côté du fleuve ; il ne s'agit donc que de discuter lequel est le plus

avantageux, car on ne suppose pas qu'il fût possible, ni prudent, de marcher en droiture pour pénétrer dans le Seraglio; l'expérience du passé et le récit qu'on fait de ce poste font regarder comme impossible toute entreprise de front sur cette partie.

« Le côté du Modénais ne paraît pas conduire à de grandes opérations.

« A l'égard des opérations, on ne voit point d'entreprise à faire de ce côté-là que le siège de la Mirandola, en faisant repasser le Pô aux ennemis.

« Quant aux difficultés, celles de la subsistance, pour les vivres et les fourrages, seraient très considérables, si l'on portait la guerre dans cette partie, surtout par rapport à la position des ennemis, puisque n'étant pas maître du cours du Pô, on serait obligé de tirer tous les convois par terre... Si l'armée repassait une fois le Pô, et qu'on ne laissât en deçà qu'un corps inférieur à celui que les ennemis pourraient lui opposer, ils repasseraient bientôt dans le Seraglio, d'où ensuite ils s'avanceraient dans le pays, viendraient jusqu'à Crémone, et nous couperaient par là toutes les subsistances, ce qui obligerait bientôt à revenir sur nos pas.

« Le projet qui paraît donc le plus convenable est :

« 1° De faire l'impossible pour prévenir les ennemis de quelques jours, et, pour cet effet, d'avoir quelques magasins de fourrages à portée des lieux où l'on fera l'ouverture de la campagne.

« 2° Il faut que les troupes espagnoles viennent occuper les quartiers et postes où sont actuellement celles de France, dans le Modénais et le Parmesan, à l'exception des places de Modène et de Guastalla. Il convient aussi d'en avoir qui soient à portée de garder le pont que l'on veut construire à Guastalla.

« 3° Il faut, en levant les quartiers du Modénais, rassembler sous Crémone ou aux environs toutes les troupes de France et de Sardaigne, d'où l'on se portera le plus diligemment qu'on pourra sur l'Oglio, pour passer cette rivière au-dessus et au-dessous d'Ostiano.

« 4° Il convient ensuite de suivre cette première démarche et d'aller jusqu'au Mincio.

« 5° Dans le même temps que l'on s'avancera de ce côté, il conviendra de faire quelques mouvements et de montrer des têtes, en descendant l'Oglio, pour donner de la jalousie aux ennemis et les obliger de rentrer dans le Seraglio et d'abandonner tous les

ponts qu'ils occupent entre l'Oglio et le Pô et entre l'Oglio et le Mincio.

« 6° Il faudra avoir à Crémone, lorsque l'armée en partira, tous les bateaux nécessaires pour les faire descendre à Guastalla, parce qu'on suppose que les ennemis abandonneront leurs postes qu'ils occupent le long du Pô pour empêcher la navigation.

« 7° S'ils laissent une garnison dans Sabbionetta, on verra ce qu'il conviendra de faire.

« 8° Dans le même temps que l'armée de France et de Sardaigne s'ébranlera pour marcher en avant, et même un jour ou deux à l'avance, il paraît nécessaire que celle d'Espagne qui sera du côté de Modène fasse quelques mouvements du côté de la Mirandola, pour donner de l'inquiétude aux ennemis et retenir une parte de leurs forces au delà du Pô; mais il faut que les Espagnols se mettent en état de se retirer dans le camp retranché de Guastalla.

« 9° Si les ennemis abandonnaient l'autre côté du Pô et se rassemblaient en force pour s'opposer au passage du Mincio, alors on verrait si les troupes d'Espagne ne pourraient point faire quelque tentative pour s'emparer du Seraglio.

« Enfin, si, par quelque cas que l'on ne peut prévoir, les ennemis se trouvaient en état de nous prévenir et de se placer sur l'Oglio pour en disputer le passage, il faudrait voir à faire de son mieux pour leur dérober quelques marches qui nous missent en situation de passer cette rivière et d'aller à eux.

« C'est à quoi se réduisent à peu près les idées générales qu'on a pu se former des premières dispositions de l'entrée de la campagne. Aussi on espère que S. M. voudra bien nous aider de son autorité pour nous faire trouver celles dont on pourra avoir besoin, et nous travaillerons à mériter de plus en plus son estime et sa bienveillance. »

Le maréchal de Broglie avait approuvé la retraite de M. de Rousset. Il regretta bientôt de n'avoir pu chasser l'ennemi de Soliera et Stuffione. Toutes les troupes impériales à la droite du Pô, excepté celles de San-Benedetto, se rassemblaient entre la Secchia et le Panaro. Des ponts étaient jetés sur ce dernier cours d'eau à Campo-Santo et à Soliera. On rompait celui de Montecchiana pour le descendre à Mirasole. Nos postes avancés de Bastiglia et

Buonoporto étaient menacés. Le 19 et le 20 mars, M. de Broglie portait à Rubiera 2 B. de la garnison de Parme et les 2 qui se trouvaient à Sorbolo et Poviglio. Le 21, 2 B. de la garnison de Plaisance s'avancèrent à Reggio.

Au 20 mars, les troupes espagnoles arrivant de Naples et les renforts (6 B.) envoyés de Barcelone étaient réunis en Toscane. Le 19, M. de Montemar avait fait marcher 1,500 grenadiers et 1,500 chevaux dans la vallée de Mogello, sur la frontière de Toscane, et s'était rendu de sa personne à Florence. M. de Broglie le pria de porter 15 B. vers le Modenais. Le général espagnol refusa. Le maréchal se voyait réduit aux seules troupes françaises. Heureusement l'activité des Impériaux se ralentit.

M. de Noailles était arrivé le 21 à Milan. Il se rendit le 27 à Crémone. M. de Broglie y arriva le 29; il avait laissé à M. de Savines le commandement des troupes à la droite du Pô, dont rien ne troublait alors la tranquillité.

Le maréchal de Broglie à M. d'Angervilliers.

« Crémone, le 31 mars 1735.

« Je suis arrivé ici avant-hier 29 de ce mois; j'ai trouvé M. le maréchal de Noailles incommodé de quelques accès de fièvre intermittente... Il y a lieu de croire que ce ne sera rien.

« J'ai déjà eu deux conférences avec M. de Noailles de deux heures chacune... Je compte partir lundi prochain pour Turin, en passant par Plaisance, Tortone et Alexandrie. J'ai préféré cette route à celle de Milan, parce que les chemins sont beaucoup plus beaux et qu'outre cela, n'ayant jamais fréquenté ce pays, je serai bien aise de le connaître.

« Je compte rester trois ou quatre jours à Turin pour y faire ma cour au roi de Sardaigne et y faire en même temps mes affaires particulières, de sorte que je ne pourrais guère arriver à Paris avant le 20 du mois prochain. » (D. G.)

Le roi de Sardaigne avait approuvé les idées générales exposées dans le mémoire du maréchal de Noailles. Mais deux causes devaient retarder l'ouverture de la campagne : la pénurie des sub-

sistances et l'éloignement des Espagnols. Le commandant français sonda les intentions du général espagnol. M. de Montemar répondit qu'il ferait sa jonction par le Bolonais, afin d'être plus à portée du Pô, mais que, faute de subsistances, il lui serait impossible de se mettre en mouvement avant le mois de mai. Dès lors l'armée des deux couronnes ne pouvait marcher en avant. Si les Français abandonnaient le Modénais avant l'arrivée des Espagnols, les Impériaux fermeraient les débouchés aux troupes venant de Toscane. D'un autre côté, il paraissait nécessaire que l'armée d'Espagne retînt une partie des forces impériales à la droite du Pô, pendant que l'armée franco-sarde opérerait sur l'Oglio.

Le maréchal de Noailles soupçonnait chez le duc de Bitonto l'intention de s'emparer des places d'Orbitello et de Porto-Ercole, avant d'entreprendre toute autre opération. Il le pressa donc de désigner un rendez-vous, afin de concerter leur plan. M. de Montemar se porta le 11 avril à Parme; M. de Noailles l'y joignit le 12. Les deux lettres suivantes font connaître les décisions prises dans cette entrevue.

Le maréchal de Noailles au roi de Sardaigne.

« Parme, le 14 avril 1735.

« Je me rendis ici avant-hier, comme j'avais eu l'honneur de mander à V. M. ce que je devais faire; j'y trouvai M. de Montemar, arrivé quelques heures avant moi. Nous travaillâmes ensemble dès le soir même pendant plus de cinq heures; nous employâmes hier une grande partie de la journée en conférence et à discuter tous les points qui concernent l'ouverture et la suite de cette campagne.

« Il ne m'a pas été possible de retenir ici M. de Montemar plus longtemps; il est reparti dès aujourd'hui à la pointe du jour.

« Je dois présentement rendre compte à V. M. de ce qui s'est passé dans nos conversations, des dispositions que j'ai cru reconnaître dans M. de Montemar, aussi bien que des motifs qu'il a eus pour ne pas faire passer ici les troupes que je lui avais demandé de diriger par le chemin de Pontremoli.

« A l'égard des dispositions, il m'a paru qu'elles ne pouvaient être meilleures, ni plus favorables; il m'a montré grande envie d'agir, de faire parler de lui et soutenir l'honneur et la réputation des troupes d'Espagne. Je crois que V. M. n'aura rien à désirer là-dessus. J'ai cru apercevoir en même temps qu'il ne consentirait pas volontiers à séparer ses troupes et qu'il serait toujours bien aise d'être chargé d'opérations particulières. V. M. pourra l'employer utilement avec son corps en suivant même le plan et les idées qu'il a pu se former.

« Après avoir rendu compte à V. M. des dispositions de M. de Montemar, je passe aux raisons qu'il m'a alléguées sur la proposition de faire passer une partie de ses troupes par la route de Pontremoli; elles se réduisent : 1° à ce que le chemin de ce côté est impraticable pour les voitures; 2° à ce qu'il n'y a aucun préparatif fait pour le passage des troupes; 3° au défaut de subsistances et de fourrages; 4° et qu'enfin il n'avait encore aucun arrangement pour les faire subsister lorsqu'elles seraient arrivées ici...

En supposant donc l'impossibilité de passer par la route de Pontremoli, et celle de nous joindre actuellement par le défaut absolu de subsistances et de fourrages, nous sommes convenus, M. de Montemar et moi, qu'il ne restait d'autre parti à prendre que celui de disposer ses troupes sur la frontière de Toscane, de manière à pouvoir marcher et se porter au premier ordre de V. M. sur le Panaro; il m'a même promis qu'à la première nouvelle qu'il apprendrait d'un mouvement des ennemis, il s'avancerait de ce côté sans attendre qu'il en fût requis. Il a déjà placé 36 compagnies de grenadiers aux derniers villages de la Toscane sur la frontière du Bolonais, et à portée de se rendre, en deux ou trois jours, aux environs de Modène. Il compte faire avancer, dans ces mêmes lieux ou dans le voisinage, un gros détachement de cavalerie et qui serait suivie du reste de ses troupes...

« Je ne dois pas oublier de dire encore à V. M. deux raisons principales pour lesquelles M. de Montemar insiste pour agir avec son corps du côté du Bolonais et du Ferrarais : la première est tirée de ses subsistances, arrangées de ce côté pour le commencement de la campagne... La seconde roule sur l'obligation où il est de couvrir ce pays, par lequel les ennemis pourraient passer

pour aller dans le royaume de Naples. J'avouerai à V. M. que cette seconde raison ne m'a pas paru d'une grande force ; mais comme la première n'a point de réplique, je n'ai pas jugé qu'il fallût insister, ni agiter celle-ci... » (D. G.)

Le maréchal de Noailles à M. d'Angervilliers.

« Parme, le 15 avril 1735.

« Je ne puis mieux vous rendre compte, monsieur, de ce qui s'est passé entre M. le duc de Montemar et moi qu'en vous envoyant la copie de la lettre que j'ai écrite au roi de Sardaigne...

« M. de Montemar, après notre première conversation, me dit qu'il voulait mettre ses idées par écrit, et vous les trouverez dans la lettre ci-jointe qu'il m'écrivit le lendemain...

« Je me flatte que le roi approuvera l'article concernant les munitions de l'artillerie qui seraient nécessaires, supposé que l'on fût en état de faire le siège de Mantoue. C'est une dépense que, je crois, l'on doit épargner à la France et dans laquelle le roi de Sardaigne ne veut pas entrer, comme vous le savez, monsieur ; ainsi j'ai pensé qu'il faut profiter de l'ouverture que m'a faite M. de Montemar pour établir une fois pour toutes sur quoi l'on devait compter, je n'ai donc voulu laisser aucun doute sur cet article. J'aurais, au surplus, fort désiré qu'il pût faire avancer une partie de son infanterie de ce côté-ci, pour nous mettre en état de rassembler la nôtre de l'autre côté du Pô...

« Il ne s'agit donc, en ce moment, que de parer aux inconvénients qui peuvent arriver par la mauvaise position où nous sommes, qui résulte de la trop grande étendue de nos quartiers et de leur séparation par le Pô, que souvent l'on ne peut passer à cause des inondations... » (D. G.)

De retour à Crémone le 18 avril, le maréchal de Noailles fut informé par M. de Savines que les Impériaux se renforçaient à la droite du Pô. Ils avaient 11,000 hommes à San-Benedetto, 5,000 répandus entre cette place et Concordia et 6,000 chevaux à Finale. Le maréchal ne pouvait réunir ses troupes sans les condamner aux plus cruelles privations. L'abandon des postes avancés de Bastiglia

et de Buonoporto fut résolu. M. de Savines eut ordre de se retirer à l'approche des Autrichiens, en réglant son mouvement rétrograde sur leurs progrès. M. de Lautrec, qui commandait à Guastalla, et M. d'Harcourt à Parme, se préparèrent à faire entrer dans les retranchements 15 ou 16 B. Le régiment de la Marck fut placé à Castelnovo, pour se porter à Vittoria, si la communication de Guastalla était menacée, ou se jeter dans les lignes, si l'ennemi marchait directement sur la place. Royal-Bavière occupa Poviglio et Sorbalo, avec une mission analogue. Il y avait alors dans le Parmesan, le Guastallais et le Modénais, 44 B. sous MM. de Savines, de Lautrec et d'Harcourt. Ces forces suffisaient à la défense du pays. Mais les subsistances manquaient, et l'on était à la veille de sortir du Modénais, lorsque, le 19, les Impériaux évacuèrent Bozzolo et commencèrent à se retrancher dans Ostiano et Cannetto. En voyant l'ennemi se mettre sur la défensive, le maréchal de Noailles ne désespéra pas de pouvoir se maintenir sur le Panaro jusqu'à l'arrivée des Espagnols. Afin de faciliter la jonction du comte de Montemar, qui viendrait par le Bolonais, il attira l'attention des Autrichiens sur le haut Oglio, rassemblant entre cette rivière et l'Adda 16 B. et 49 E. de troupes françaises. Les Piémontais devaient occuper les quartiers de Soresina et de Fontanella. On se mettait en mesure de pouvoir réunir en quinze heures toute la cavalerie et les dragons sardes, et 49 E. français, et 50 B. des deux nations.

Pendant que les alliés se renforçaient sur le haut Oglio, l'ennemi abandonnait, le 25, tous ses postes à la droite de cette rivière, dont la garde était confiée à 11,000 hommes, établis à Cannetto, Marcaria, San-Michele, Campitello, qui devaient rentrer au camp de Madona delle Grazzie au premier mouvement des troupes franco-sardes.

A la droite du Pô, les Autrichiens travaillaient jour et nuit aux fortifications de la Mirandola, perfectionnaient les retranchements de Quingentole, et renforçaient Gonzaga.

M. de Lautrec craignit un instant que la retraite de l'ennemi ne masquât quelque dessein sur Guastalla. Il fit occuper les retranchements par toutes les troupes dont il pouvait disposer, laissant 4 B. dans la place. M. de Savines envoyait à Rubiera 6 B. de la garnison de Modène, et M. d'Harcourt 1 B. de Parme à Vit-

toria. Le maréchal ne partageait pas les craintes du commandant de Guastalla. Il jugea que les Impériaux, ne l'ayant point sérieusement inquiété pendant la dispersion de ses troupes, n'entreprendraient rien au moment où son armée allait pouvoir se rassembler. Le 26, il prescrivit à M. de Savines de ramener ses bataillons à Modène. Le 27, l'armée espagnole se réunissait au Prato, près de Florence, et se mettait en marche, par la route de Fiorenzuola, pour se rendre dans le Bolonais. M. de Lautrec écrivait de Guastalla, le 30, à M. d'Angervilliers :

«.... La plus grande partie des troupes impériales, après avoir abandonné Sabbionetta, Bozzolo, San-Martino et Guazzolo, se sont retirées de l'autre côté de l'Oglio, à Calvatone, la Madona, Campitello et Cesola. L'artillerie qu'ils avaient à Guazzolo a été conduite à Borgoforte et de là transportée à Mantoue.

« On a publié dans cette ville une ordonnance rigoureuse pour obliger les habitants à se pourvoir de vivres pour un an et demi, et déclaré que ceux qui n'auraient point cet approvisionnement seraient chassés de la ville. » (D. G.)

Dans les premiers jours de mai, l'ennemi se retira des postes de Soliera et de Campo-Santo sur le Panaro, et rétablit une redoute près de Bondanello, à l'embouchure de la Moglia dans la Secchia. Il avait sur l'Oglio : 4,000 hommes à Cannetto, 2,000 à Marcaria, 4,000 à Campitello. Des détachements de hussards occupaient San-Michele et Bozzolo.

Le 27 avril, le maréchal de Noailles avait écrit au roi de Sardaigne pour lui proposer de rassembler, du 1[er] au 3 mai, deux corps principaux à Soncino et à Casal-Buttano, tandis que le reste des troupes continuerait d'occuper Grumello, Polengo, Paderno et Casal. Dans une conférence que Charles-Emmanuel eut, le 6, à Milan, avec le maréchal, on arrêta les dispositions suivantes :

Les 32 E. campés à Soncino sous les ordres de M. de Saint-Sernin, ainsi que tous les détachements restés dans les environs, rejoindraient, le 11, les troupes du camp de Casal-Buttano. Les Piémontais camperaient le même jour à Soncino. Le lendemain, toutes ces troupes se réuniraient à Vescovato. Un pont construit à Viadana établirait une communication sûre et prompte avec la droite du Pô. Si l'ennemi restait dans sa position, on marcherait sur lui le 17. A la droite du Pô, MM. de Savines et de Montal ras-

sembleraient, le 16, à Vittoria 16 B. et 12 E.; M. le duc d'Harcourt camperait, le 17, à Brescello avec 8 B. et quelques escadrons. M. de Lautrec resterait dans les retranchements de Guastalla avec 15 B. Outre les 2 B. de milice, 4 B. furent destinés à la garnison de Modène et autres postes du Modénais. Les ouvrages de Bastiglia et Buonoporto seraient rasés et abandonnés.

Le 6, Charles-Emmanuel prit le commandement de l'armée des deux couronnes. Le 12, le maréchal de Noailles mandait de Crémone au ministre de la guerre :

« Le roi de Sardaigne arriva ici hier à 10 heures du matin; j'allais à deux lieues au-devant de lui, et ne pus refuser le dîner auquel S. M. m'invita; après quoi il fallut donner l'ordre pour la marche d'aujourd'hui...

« Nous allons camper aujourd'hui à la Pieve di San-Giacomo, qui est notre première couchée...

« Les troupes françaises et piémontaises, qui avaient passé l'hiver sur l'Adda et le Crémonois, étaient déjà toutes rassemblées et, le 12, S. M. en partit avec ce corps d'armée pour aller du côté de l'Oglio et campa hier à Casal-Maggiore.

« La tête de l'armée espagnole arriva le 12 à Bologne et doit être le 15 à Modène ; le reste s'y rendra incessamment. Le marquis de Savines, qui commandait en cette place et dans le Modénois, doit venir camper le même jour avec 10 B. à Reggio et continuera sa route le lendemain jusqu'à Vittoria, où il trouvera le comte de Montal avec 8 B. de la garnison de Reggio. Ce camp sera composé de 18 B. et de 10 E.

« Le duc d'Harcourt a aussi ordre de se rendre à Brescello pour y commander un camp d'environ 8 B. et de quelques escadrons, qui s'y rassembleront le 17 ou le 18. Quant à moi, j'ai déjà le mien tout formé, qui est de 15 B. campés derrière les retranchements de Guastalla. Tous ces camps ont ordre de se tenir prêts à marcher d'un moment à l'autre pour se joindre, suivant les mouvements des ennemis. On laisse dans Guastalla, pour garder la ville et les retranchements, le bataillon de Béarn, celui de Flandres et les deux milices de Calvisson, et pour commandant M. de Comigant, brigadier. » (D. G.)

Les mouvements décidés dans le conseil tenu, le 6, à Milan s'exécutèrent. MM. de Saint-Sernin et de Maulévrier s'étaient

rendus le 11 à Casal-Buttano. Le 12, le roi de Sardaigne et le maréchal allèrent camper à la Pieve di San-Giacomo avec 12 B. de la garnison de Crémone, 200 carabiniers et un régiment de dragons. L'armée se rassembla le 13 à San-Giovanni in Croce, à l'exception de l'infanterie piémontaise, que la fatigue de la veille retint à Vescovato. Le 14, M. de Maillebois fut détaché, avec 6 B. de la brigade de Champagne et 2 régiments de dragons, pour jeter un pont sur le Pô. Il se porta le même jour à Casal-Maggiore, pendant que le roi et le maréchal, avec le gros de l'armée française, entraient à Sabbionetta, abandonnée par l'ennemi. Les Piémontais campèrent à Rivarolo del Re. Toutes ces forces constituaient un effectif de 43 B. et 75 E. Le 15, M. de Maillebois, parti de Casal-Maggiore avec toute la cavalerie campée à Martignana, parvenait à Viadana, en même temps que M. d'Harcourt arrivait à Brescello avec 8 B. et quelques escadrons. MM. de Savines et de Montal étaient, le 17, à Vittoria avec 17 B. et 12 E., campant en corps séparés le long du Crostollo, depuis Reggio jusqu'à Gualtieri. M. de Lautrec occupait les retranchements de Guastalla. Les Espagnols arrivaient à Pianora, à trois lieues de Bologne.

De leur côté, les Autrichiens firent des mouvements considérables. M. de Königseck, qui venait de reprendre son commandement, se hâta d'abandonner les postes de l'Oglio. L'infanterie impériale se retira dans le camp de la Madona delle Grazzie, la cavalerie sur le bas Mincio. Il resta seulement quelques détachements, depuis San-Michele jusqu'à la Tour d'Oglio, pour détruire les ponts de l'Oglio et de la Delmona. A la droite du Pô, il y avait de l'infanterie à San-Benedetto, quartier général du comte de Königseck, 5 régiments de cavalerie depuis Gonzaga jusqu'à Bugno-Martino, et quelques autres régiments de cavalerie le long du Pô et entre la Secchia et le Panaro. L'ennemi se retranchait à San-Benedetto, Quingentole et Bondanello.

Au lieu de marcher sur l'Oglio et vers le Mincio, comme l'avait d'abord proposé le maréchal de Noailles, l'armée franco-sarde, forcée d'attendre les Espagnols, allait ouvrir la campagne sur la rive droite du Pô. Le pont de Viadana fut achevé le 17 au soir. En effet, les Espagnols devant à cette date s'avancer sur le Panaro, le mouvement général des alliés commença le 18. M. de Maillebois passa le Pô avec sa réserve, suivi de la cavalerie, et prit son

camp à Brescello. En même temps, M. Maulevrier, qui devait rester à la gauche du fleuve avec 12 B. et 25 E. pour garder le Crémonais, installait son quartier général à Commessaggio, et faisait rétablir le pont sur la Delmona. Le 19, toute l'infanterie se porta de Sabbionetta à Viadana, passa le Pô le 20, et campa sur le Crostollo depuis Vittoria jusqu'à Gualtieri. Le roi de Sardaigne et le maréchal de Noailles, devançant les troupes, se rendirent le 19 à Guastalla, où M. de Montemar, qui avait laissé son armée sous Bologne, arriva le lendemain. C'est ce que M. de Lautrec mandait de Guastalla, le 23, à M. d'Angervilliers :

« Le roi de Sardaigne et M. de Noailles arrivèrent à Guastalla le 19, le duc de Montemar arriva le 20.... Il partit avant-hier pour retourner à son armée...

« Les ennemis n'ont fait aucun mouvement considérable ; le corps de troupes qu'ils avaient du côté de l'Oglio a marché à Castellucchio et à la Madona delle Grazzie. Le comte de Konigseck est toujours à San-Benedetto. Le bruit est qu'il se retranche et qu'il a dessein d'y faire venir le reste de son armée... » (D. G.)

Dans les conférences de Guastalla, on convint qu'il importait avant tout au succès de la campagne de forcer les Impériaux à repasser le Pô, et de les priver non seulement des subsistances qu'ils tiraient des pays de la rive droite, mais encore des secours qu'ils faisaient remonter du golfe Adriatique. La nécessité de préparer des subsistances pour la marche en avant laissa quelques jours de repos aux troupes. Le 24, le gros de l'armée des deux couronnes (47 B., 48 E. et 300 hussards français, 19 B., 17 E. et 100 hussards piémontais) campait sur le Crostollo et dans les retranchements de Guastalla. Le 26, le maréchal de Noailles fit descendre à Guastalla le pont de Viadana. Il ne fut achevé que le 28. On rétablit quelques retranchements sur la rive gauche du Pô. Certains mouvements des Impériaux du côté de l'Oglio déterminèrent l'envoi d'un renfort (5 B. et 5 E.) à M. de Maulevrier. Afin de tranquilliser le roi de Sardaigne, 3 nouveaux B. furent détachés le 27 à Crémone. Le 28, les Autrichiens abandonnèrent Bondanello, à cause de l'approche des Espagnols. Le gros de l'armée impériale, rassemblé à San-Benedetto, occupait le camp retranché depuis la Madonina di San-Benedetto jusqu'à la chaussée de cette abbaye.

Le 29, le maréchal de Noailles écrivait, du camp de Guastalla, au ministre de la guerre :

« Je commencerai par vous rendre compte de la tournée que je fis, il y a deux jours, en suivant les bords du Pô et de l'Oglio. Je n'ai trouvé aucun endroit le long du Pô, en le descendant jusqu'à l'embouchure de l'Oglio, plus convenable pour placer notre pont que Guastalla.

« Le 26, jour de ma promenade, nous fîmes descendre le pont qui était à Viadana; M. le duc d'Harcourt voulut bien se charger de cette commission, qu'il remplit avec sa bonne volonté ordinaire...

« On fait travailler au retranchement de la tête du pont; le roi de Sardaigne a fait commander 1,200 paysans, et on ne fait que le raccommoder, parce que les ennemis ne l'avaient pas entièrement défait. Il sera bientôt en défense.

« M. de Maulevrier, que j'ai mandé, arrive dans le moment pour concerter ce qu'il y aura à faire, lorsque nous marcherons en avant. C'est un homme qui ne paraît pas brillant, mais qui a bon sens très exact et qui exécute, à ce qu'il me paraît, très religieusement ce qui lui est prescrit; j'ai plus trouvé en lui qu'on ne m'avait dit, et c'est une justice que je crois devoir lui rendre.

« Je vous ai déjà rendu compte qu'on avait laissé au delà du Pô 20 E. et 17 B. Comme on a donné de l'inquiétude au roi de Sardaigne pour Crémone et cette partie, je lui ai conseillé, pour avoir l'esprit en repos, d'y envoyer 3 B. de plus en garnison. On a placé un régiment de cavalerie piémontaise de 5 E. à la Pieve di San-Giacomo pour entretenir la communication de Crémone à Sabbionetta et avec les troupes de M. de Montemar. Il lui reste 14 B. et 14 E.; son principal objet sera de garder la tête de notre pont.

« Comme les ennemis sont encore dans Gonzaga et séparés en plusieurs corps, je compte partir ce soir à l'entrée de la nuit avec tous les grenadiers de l'armée, les trois réserves, la brigade de Champagne, une piémontaise d'augmentation et les dragons. J'espère arriver avant le jour au devant de Gonzaga; si ces messieurs y sont, nous serons témoins de leur réveil. » (D. G.)

Toutes les dispositions relatives aux subsistances étaient achevées. On venait de recevoir à Guastalla 6 pièces de gros calibre envoyées par M. de Montemar, dont les troupes devaient se rendre

le 29 à Soliera. Il fut résolu qu'on se mettrait en marche à l'entrée de la nuit.

Le maréchal de Noailles partit à 7 heures du soir avec 19 B., 36 compagnies de grenadiers et 6 régiments de dragons. Il voulait surprendre le camp autrichien de Gonzaga. M. de Maillebois était chargé d'attaquer Reggiolo avec sa réserve, composée de 2 brigades d'infanterie, 6 E. de cavalerie et 2 régiments de dragons. Les pièces suivantes font connaître les détails et les résultats de ces deux expéditions.

Le maréchal de Noailles à M. d'Angervilliers.

« Camp de Moglia, le 1[er] juin 1735.

« M. le duc de Montemar m'écrit que les troupes qu'il commande ont fait mettre à leurs drapeaux et étendards des cravates couleur de feu et blanc, pour désigner leur alliance; il paraît qu'il s'attend qu'il en sera usé de même de la part de mes troupes, et que l'uniformité serait d'autant plus convenable, que non seulement les Espagnols se croiraient blessés de la différence, si nous ne prenions pas leurs couleurs comme ils prennent les nôtres, mais encore qu'ils supprimeraient ces nouvelles cravates et que le roi d'Espagne même pourrait ne pas être content que l'on n'eût pas voulu accepter cette uniformité; elle se trouve déjà dans les cocardes et ne peut, ce me semble, être susceptible de beaucoup de difficultés. Je n'ai cependant rien voulu prendre sur moi là-dessus; je vous supplie d'en rendre compte au roi et de vouloir bien me faire savoir ce qu'il aura plu à S. M. d'ordonner. » (D. G.)

M. d'Angervilliers au maréchal de Noailles.

« Versailles, le 11 juin 1735.

« Le roi consent qu'il en soit usé de même de notre part, pourvu que nous y ajoutions une troisième couleur, qui doit être celle du roi de Sardaigne, sans quoi ce prince aurait sujet de se plaindre. Comme le roi d'Espagne n'a point encore de traité avec le roi de

Sardaigne, je ne suis pas surpris que les troupes espagnoles n'aient mis que deux couleurs aux cravates qu'elles ont attachées à leurs drapeaux; mais vous jugerez vous-même que nous sommes dans un cas différent. »

Le maréchal de Noailles à M. d'Angervilliers.

« Camp de Moglia, le 3 juin 1735.

« Vous aurez vu, par la lettre que j'ai eu l'honneur de vous écrire de Guastalla le 29 du mois passé, les mesures que nous avions prises pour la marche du lendemain et nos dispositions en gros pour surprendre les châteaux de Gonzaga et de Reggiolo, aussi bien que le camp qui était auprès, composé des régiments de cuirassiers de Palfy, des dragons de Saxe-Gotha et de hussards.

« Le 29 mai, le roi de Sardaigne me donna l'ordre, comme à l'ordinaire, et j'avais eu l'attention de faire commander un fourrage pour le lendemain.

« Je partis à 7 heures du soir de chez moi, et je trouvais toutes les troupes assemblées dans le lieu du rendez-vous; elles consistaient dans la réserve de M. de Bonas, celle de M. de Carail, des troupes du roi de Sardaigne, la brigade de Champagne et une autre brigade piémontaise avec tous les grenadiers de l'armée et tous les dragons. Corps de 19 B., 36 compagnies de grenadiers et de 27 E. de dragons.

« Nous nous mîmes en marche un peu avant l'entrée de la nuit, et je pris le chemin de Luzzara pour de là gagner les derrières du camp des ennemis qui était auprès de Gonzaga et couper leur retraite. La disposition était faite pour que les grenadiers se portassent en droiture sur Gonzaga et sur le camp des ennemis; les dragons devaient prendre un chemin sur la gauche pour s'avancer jusqu'à celui qui va de Gonzaga à San-Benedetto et par lequel il fallait qu'ils se retirassent. J'avais fait occuper de bonne heure toutes les avenues du camp, avec ordre de ne laisser passer personne, et nous pouvions nous flatter avec vraisemblance d'un succès complet; mais à peine avions-nous fait une lieue, que survint un orage des plus furieux que j'aie jamais vus, ce qui m'obligea, après avoir

marché encore une lieue, de faire une halte de près de trois heures pour rassembler les troupes, les laisser reposer et leur permettre même d'allumer des feux pour se sécher. Il faut convenir que cette manœuvre est fort opposée à celle des gens qui vont pour en surprendre d'autres.

« Malgré tous ces mouvements, nous arrivions encore à temps, si notre guide, au lieu de suivre le chemin que devaient prendre les dragons, ne les avait conduits dans celui de Gonzaga, où l'on rencontra malheureusement une patrouille des ennemis qui tira sur notre avant-garde. Cette patrouille fut poussée vivement et se retira en donnant l'alarme. Quelques petits postes d'infanterie qui étaient derrière les cassines obligèrent M. de Ségur, qui était à la tête des dragons, à en faire mettre quelques-uns pied à terre pour les chasser; nos grenadiers arrivèrent bientôt après et repoussèrent tout de suite de cassine en cassine, avec un assez grand feu de part et d'autre, ces petites troupes d'infanterie, qui se jetèrent dans le château de Gonzaga.

« Ces différentes manœuvres, nous ayant découverts et retardés, donnèrent le temps aux ennemis de décamper, à la vérité, très précipitamment. Il ne fut plus question alors que de faire investir le château; je chargeai M. le comte de Grammont, qui avait marché à la tête des grenadiers, de cette commission, et je me portai ensuite avec les dragons sur le grand chemin de San-Benedetto, environ à deux milles au delà de Gonzaga, d'où je poussai un gros détachement en avant, commandé par M. d'Apremont, maréchal de camp des troupes du roi de Sardaigne, bon officier et de grande volonté. Je le chargeai d'aller à Pegognaga, éloigné de cinq milles de San-Benedetto, avec ordre d'y demeurer.

« Pendant que je marchais sur Gonzaga, M. de Maillebois, auquel j'avais donné des instructions dès le matin pour l'expédition de Reggiolo, s'avançait vers ce lieu; il investit, en arrivant, le château et me donna de ses nouvelles. Il est certain que sans l'orage et la pluie, qui ne cessa pas un moment pendant toute la nuit, on surprenait le camp entier des ennemis; ils en conviennent eux-mêmes.

« Le 30 mai, toute l'armée se met en marche à la pointe du jour de Guastalla à Villa-Rotta, à quatre milles de Gonzaga, où j'envoyai rendre compte au roi de Sardaigne de ce qui s'était passé.

« Pendant la journée du 30, nous préparâmes tout ce qui était nécessaire pour mettre en batterie le canon que j'avais fait venir de Parme; on en conduisait 3 pièces à Reggiolo et 3 à Gonzaga. Celles de Reggiolo tirèrent dès le soir et une grande partie de la journée du 31; celles qu'on conduisit à Gonzaga s'embourbèrent plusieurs fois en chemin et ne purent être mises en batterie. Cependant le commandant du château demanda à capituler, le 31 au soir : le roi de Sardaigne voulut bien lui accorder d'être prisonnier de guerre. Je le voulais à discrétion; mais comme le canon n'avait pas encore tiré, on lui fit plus de grâce qu'à celui de Reggiolo, qui a été pris à discrétion le même soir.

« L'armée continua sa marche le lendemain de son arrivée à Villa-Rotta et vint camper aux environs de Gonzaga; le mauvais temps et l'état des chemins l'ayant empêchée d'aller plus loin, elle se rendit ici le 1er juin.

« Le 31, après avoir été prendre les ordres du roi de Sardaigne, je vins reconnaître tout le pays, le chemin de San-Benedetto et la position du camp que nous occupons.

« Je passai à Pegognaga, où j'avais laissé M. d'Apremont, chargé de s'avancer le lendemain au château de la Frizza.

« Un de mes espions vint hier matin m'avertir que l'ennemi avait passé le Pô, et les syndics de San-Benedetto, qui arrivèrent ensuite, me confirmèrent la nouvelle. Nous y avons déjà un détachement, et le roi de Sardaigne compte y aller camper demain et y placer son quartier. »

Le 31, 2 régiments de la réserve de M. de Maillebois et les pontons s'avancèrent à Bondanello, évacué par l'ennemi. Un pont fut jeté sur la Secchia.

L'armée espagnole, forte de 15 B., 21 E., 600 carabiniers et 150 grenadiers royaux, campa, le 1er juin, à Santa-Catharina, près de Bondanello, en même temps que l'armée franco-sarde s'établissait à la Moglia, la droite à la Parmegiana, la gauche à Brusalusco. Les Impériaux abandonnèrent San-Benedetto le 2. Un détachement français y entra le 3, et le lendemain le roi de Sardaigne s'y portait avec une partie de l'armée. Le maréchal de Noailles, autant pour préparer son mouvement sur l'Oglio que pour renforcer M. de Maulevrier, fit marcher, le 3, de Guastalla à Dossolo 3 B. restés dans les retranchements, plus une brigade d'infanterie et

un régiment de dragons piémontais. M. de Lautrec, qui s'était avancé jusqu'à Reggiolo, rentra, le 4, à Guastalla, avec les brigades d'Anjou et d'Orléans. M. de Maulevrier, qui disposait alors de 24 B. et 20 E., établit une partie de ses troupes entre Guazzolo et Calvatone. Le reste garda le Pô depuis Guastalla jusqu'à l'embouchure de l'Oglio. Comme l'ennemi pouvait envoyer, par le pont volant de Borgoforte, des partis inquiéter les convois de Guastalla à l'armée des alliés, le maréchal de Noailles dirigea sur Montecchiana une brigade de cavalerie française et un régiment piémontais.

L'armée des deux couronnes, installée depuis le 1er juin au camp de la Moglia, se rapprocha du Pô, le 4, et campa, la droite à San-Benedetto, la gauche à Suzzara. La réserve de M. Maillebois fut laissée à Bondanello. Les Espagnols, qui devaient enlever Revere aux Impériaux, s'avancèrent à Quistello, poussant une avant-garde vers Quingentole. Apprenant qu'un corps de 6,000 Autrichiens, venant de Mantoue, avait passé le Pô vis-à-vis d'Ostiglia, ils demandèrent des secours aux Français. Le maréchal de Noailles craignit que le comte de Königseck ne réunît toutes ses forces pour écraser les Espagnols. Il prescrivit à MM. de Maillebois et de Bonas de se porter à Quistello avec leurs réserves, que devaient suivre 4 brigades d'infanterie et 2 de cavalerie. Toutes ces forces (30 B. et 29 E.) arrivèrent à la pointe du jour, le 5, sur les bords de la Secchia. Le duc de Noailles ordonna de construire plusieurs ponts, et se rendit au camp espagnol. Après avoir arrêté avec M. de Montemar le plan de l'opération, le maréchal se disposait à rentrer à son quartier, lorsqu'une alerte le retint, et fit hâter l'arrivée de ses troupes, qui allèrent camper au-dessous de Quistello. Le 6, les Français se portèrent à Quingentole, et les Espagnols à Schwenogha. On résolut d'attaquer immédiatement Revere. Le lendemain, M. de Fontanieu rendait compte de cette expédition au ministre de la guerre.

« Au camp de Quingentole, le 7 juin 1735.

« Le 6 au soir, M. le maréchal de Noailles et M. le duc de Montemar prirent la résolution de partir de Quingentole à 4 heures du soir pour aller reconnaître le poste de Revere, dont le général espagnol avait le désir de s'emparer, et dont il s'était chargé avec ses troupes.

« Ces généraux marchèrent à 4 heures, celui d'Espagne escorté par M. le marquis de Las-Minas, lieutenant général, MM. de Teille et de Nieuville, maréchaux de camp.

« Le général français avait à sa suite M. de Maillebois, lieutenant général, M. de Granville, maréchal de camp, MM. de la Grange et de Pontdelar, brigadiers, de Chambonas et de Nicolay, colonels.

« Les troupes des deux nations, qui étaient parties chacune de leur camp, se rejoignirent à la Pieve de Revere. Les troupes d'Espagne s'allongèrent sur la chaussée qui va de Quingentole à Revere, coupant le grand chemin de la Mirandola et tombant à la porte de Revere appelée la porte du Bastion.

« Les troupes françaises s'allongèrent par les Récolets, le long de la partie supérieure du Pô à la porte Sainte-Estérie. A l'endroit où les deux chaussées se partagent, l'une à droite, l'autre à gauche, les avant-gardes des deux corps trouvèrent presque toutes les cassines autour de la place occupées par de l'infanterie allemande.

« Les généraux, allés pour reconnaître le poste, tinrent conseil, dans lequel le général espagnol fut d'avis de renvoyer toutes ces troupes à leur camp, comme étant trop fatiguées, et de revenir le lendemain avec équipage d'artillerie pour s'approcher plus près de la place et de la porte...

« La proposition du général espagnol parut blesser le général français, qui, dans ce moment, ordonna au marquis de Maillebois d'avancer avec ses grenadiers et de tâter les cassines occupées le long de la chaussée qui est sur la main gauche. Cet ordre fut exécuté lestement : les grenadiers de la brigade d'Auvergne et du Roi chassèrent les troupes qui étaient dans les trois premières cassines, sans aucune perte, et s'arrêtèrent à la Maison-Blanche, près des Récolets.

« Les grenadiers français se formèrent sur la chaussée, une demi-heure avant la nuit, et M. de Maillebois proposa à M. de Noailles d'agréer qu'il restât toute la nuit dans cette position, pour attaquer la place à la pointe du jour. La proposition de M. de Maillebois fut acceptée par M. de Noailles, qui désirait fort que ce poste fût occupé, ce qui excita chez le général espagnol quelque jalousie et l'engagea à faire rester ses troupes en bataille pendant toute la nuit, à la vérité dans la même position et sans s'être emparées d'aucune des cassines qui étaient devant elles à la droite. Cette

résolution prise, les deux généraux s'en retournèrent coucher chacun à son camp, et, à 1 heure de nuit, le marquis de Maillebois fit tâter la Maison-Blanche par les grenadiers d'Auvergne ; ils la trouvèrent évacuée. M. de Maillebois en informa M. de Noailles, qui, en conséquence, lui envoya tous les piquets des 33 bataillons qu'il avait avec lui, fit battre la générale à minuit pour marcher avec le reste de l'armée, comptant d'attaquer à la pointe de jour le poste de Revere.

« A 1 heure après minuit, M. de Maillebois fit tâter par les mêmes grenadiers de la brigade d'Auvergne, ceux de la brigade de la Sarre et 10 piquets, aux ordres de M. de la Grange, brigadier, la maison des Récolets.

« Environ une heure avant le jour, deux bourgeois de la ville vinrent trouper MM. de Las-Minas et de Maillebois, pour leur dire que la place était évacuée et que les Impériaux achevaient de replier les deux ponts par lesquels ils communiquaient d'Ostiglia à Revère.

« En conséquence, les généraux entrèrent chacun par les deux portes, occupèrent la place avec leurs troupes et mirent le reste en bataille sur le bord du Pô. »

On avait rejeté les Autrichiens à la gauche du Pô. L'objet principal de l'expédition se trouvait rempli. Le maréchal fit rentrer les troupes françaises au camp de Quingentole. Il avait hâte de reprendre son plan de campagne sur l'Oglio.

Après avoir replié son pont de Revere dans la nuit du 6 au 7, le comte de Königseck campa sa gauche à Ostiglia, et sa droite à San-Giacomo. Avant de se retirer à Mantoue, il fit filer ses équipages et les malades de son armée vers le Tyrol.

Les troupes franco-sardes partirent le 8 de Quingentole et couchèrent à Bondanello. Le 9, elles marchèrent en corps séparés, et se réunirent à Mirasole et Portiolo. 15 B., 8 E. et 100 hussards furent désignés pour rester à la droite du Pô, sous les ordres de M. de Maillebois (1). Le roi de Sardaigne et le maréchal de Noailles

(1) *Infanterie.* — Dauphin, 2 ; Bourbon, 2 ; la Reine, 5 ; la Marck, 2 ; Béarn, 1 ; Royal-Roussillon, 1 ; la Ferté-Imbault, 2 ; = 15 B.

Dragons. — Dauphin, 4 ; Vibraye, 4 ; = 8 E. Il s'élevait souvent des disputes entre les régiments étrangers et les régiments français. Une décision du 28 confirma

arrivèrent à Guastalla le 10 au matin. L'armée s'y trouva réunie le lendemain, après avoir laissé les régiments de Toulouse et de Cossé à Montecchiana pour garder le Pô. Afin de faciliter le passage sur le pont de Guastalla, on répartit les troupes en 4 divisions, qui devaient se mettre en marche successivement. La première alla camper le 11 à Bozzolo, où fut établi le quartier général.

« Nos ponts sur l'Oglio furent finis le 11, et dès le 12, de grand matin, je fis passer la réserve de M. de Bonas et quelques autres troupes que je fis camper en avant de Marcaria. Nous avions, outre cela, deux ponts : l'un à Guazzolo, et l'autre au-dessous de celui de Saint-Martin de Bozzolo, afin d'avoir plus d'un débouché. Je comptais y attendre le reste de l'armée que je faisais marcher par corps séparés, à cause de la subsistance. »

La deuxième division rejoignit à Bozzolo, le 12 ; la troisième, le 13; la quatrième, sous M. de Savines, arrivait seulement alors à San-Matteo. Le 13 au soir, le quartier général fut informé par M. de Montemar et M. de Maillebois que les Impériaux avaient abandonné Ostiglia, tous les bords du Pô et même Borgoforte. Le maréchal de Noailles envoya sur-le-champ M. de Boissieux occuper cette place. On y fit descendre le pont qui se trouvait à Guastalla.

Le 14 de grand matin, M. de Noailles marcha, avec 16 B. et 27 E. de dragons, à Castellucchio. Il y fit camper cette avant-garde, puis il se porta jusqu'à Rivalta pour reconnaître la marche et la position du lendemain. Le même jour, le roi de Sardaigne, avec le gros de l'armée, alla camper à l'Ospitatello ; M. de Savines arrivait à la tête du pont de Bozzolo. Le 15, le maréchal s'étant joint avec le roi, toute l'armée se porta, la droite à Rivalta, quartier général des Français, la gauche à Rodigo, quartier de Charles-Emmanuel.

« Nous partîmes à la pointe du jour, pour venir placer notre droite à Rivalta qui est sur le bord du lac de Mantoue, et la gauche à Rodigo, où est le quartier du roi. Je mis le mien à Rivalta, pour être plus à portée du Seraglio et de la relation presque continuelle qu'il faut avoir avec M. de Montemar et M. de Maillebois.

de ne rien changer à l'ordonnance de 1730, le roi approuvant que les choses restassent ce qu'elles étaient jusqu'à la fin de la campagne.

L'ordonnance du 1er février 1761 défendit aux officiers étrangers de recevoir d'autres recrues que des soldats de leur propre pays. (D. G., vol. 2783.)

« Le roi de Sardaigne voulut aller voir Madona delle Grazzie, et vint m'y rejoindre comme j'y arrivais. J'avais fait occuper ce poste pendant la nuit; dès que le roi y fut arrivé, celui qui commandait l'avant-garde des troupes que j'avais envoyées en avant avec ordre d'aller à Curtatone, qui est une des entrées du fameux Seraglio, pour reconnaître si les ennemis y étaient, me manda qu'on venait de lui tirer une vingtaine de coups de fusil de la tour de Curtatone. J'y envoyai des grenadiers commandés par M. d'Avaray et le régiment des dragons de la Reine, à la tête desquels M. de Chabannes se mit de bonne volonté. Je leur ordonnai de tâter ce poste sans se commettre; les ennemis l'abandonnèrent à l'approche de nos troupes, qui s'en emparèrent. Le roi de Sardaigne y vint et je le priai de ne pas aller plus loin. Je fis avancer les dragons de la Reine et des grenadiers dans le Seraglio; je les fis placer par échelons jusqu'auprès de la porte de Mantoue; ils ne trouvèrent qu'une garde de cavalerie, qui se retira d'abord. J'allai à la Chartreuse, où je montai au haut du clocher pour reconnaître le pays, qui est extrêmement couvert. Je rejoignis ensuite le roi de Sardaigne à la suite duquel je revins gagner le camp; en y arrivant, je chargeai M. de Ségur d'aller investir Goïto. »

En même temps que M. de Savines s'avançait à Castellucchio, les Espagnols se rassemblaient près d'Ostiglia, et M. de Maillebois occupait Governolo et San-Nicolo (1). Menacé de tous les côtés, le

(1) *M. de Maillebois à M. d'Angervilliers.*

« Portiolo, le 15 juin 1735.

« J'ai l'honneur de vous informer de mon arrivée dans le Seraglio, que j'ai pris le parti d'occuper, en passant mes troupes sur les petites barques que j'ai pu rassembler au moment où l'ennemi a pris celui de retirer les premiers postes qu'il avait devant moi...

« Après avoir passé la nuit à cheval, le long du Pô, j'envoyais à la pointe du jour, avec quelques petits bateaux que je rassemblais de ce côté-ci, voir si le poste de San-Nicolo, qui est vis-à-vis, était évacué ; on le trouva libre d'ennemis. Les gens du pays me dirent que Borgoforte et Governolo l'étaient aussi, et j'y envoyais sur-le-champ pour en être plus sûr ; j'ordonnais aussi à l'officier qui commandait le détachement que j'envoyais à Borgoforte, de faire savoir à M. le maréchal le moment qu'il y serait arrivé.

« M. le maréchal en fut informé, le lundi à minuit; il me manda que M. de Boissieux, maréchal de camp, allait marcher sur-le-champ avec un gros corps pour occuper

comte de Königseck, laissant quelques milliers d'hommes dans Mantoue, envoya des cavaliers observer les Français vers Goïto et poussa son armée à Nirgiliana.

L'armée franco-sarde garda ses positions le 16, pour se reposer et donner à M. de Savines le temps de rejoindre. A l'approche de M. de Ségur, l'ennemi abandonna Goïto.

Le 17, à la pointe du jour, la réserve de M. de Bonas marcha sur cette place, avec le régiment du Roi, les dragons de la Reine, et s'établit sur la droite du Mincio, près de la ville. A son arrivée, M. de Bonas fut averti que l'ennemi paraissait de l'autre côté, dans un petit bois peu éloigné. M. de Ségur avait réparé le pont que les Autrichiens avaient rompu en se retirant. M. de Bonas fit passer sur la rive gauche les hussards et les dragons, et porta 12 compagnies de grenadiers dans une espèce d'île formée par le Mincio. Le maréchal se rendit lui-même sur le terrain, dans le dessein d'attaquer. «... Nos troupes étaient en présence des ennemis, dont on ne pouvait découvrir la force à cause des bois qui les cachaient; mais, après les avoir examinés de près, je jugeai, par leur contenance et leurs manœuvres, qu'ils ne cherchaient qu'à nous attirer dans quelque embuscade. Je fus bientôt confirmé dans cette idée par un avis par lequel j'appris la disposition des ennemis; je pris donc le parti de faire repasser nos troupes pour ne les pas commettre mal à propos... »

« ..... Il y eut quelques escarmouches pendant la journée; nous eûmes une garde de dragons qui fut un peu plus inquiétée; mais, en revanche, ceux qui avaient troublé son repos tombèrent fort à portée de la compagnie de grenadiers du régiment de Forest, qui les obligea de se retirer plus vite qu'ils n'étaient venus... »

Borgoforte, et qu'il marcherait à la pointe du jour avec toute son armée sur Rivalta; il ajoutait, dans la lettre, que je ne devais pas perdre un instant pour entrer en force dans le Seraglio, autant qu'il serait possible avec le secours des petits bateaux que je lui marquais avoir rassemblés; qu'il envoya sur-le-champ un officier d'artillerie à Guastalla pour me faire descendre soixante bateaux, avec lesquels je ferai un pont à San-Nicolo et dont j'assurerai la tête avec toutes mes troupes.

« En conséquence, j'ai pris le parti de continuer à passer avec mes petites barques. Toutes mes troupes achèveront de passer dans la journée; j'occuperai ce soir Governolo, où il n'y a plus personne, et par là je serai maître du passage du Mincio pour communiquer avec M. de Montemar, dont la plus grande partie des troupes a déjà passé le Pô entre Revere et Ostiglia. » (D. G.)

Le soir les ennemis se retirèrent. M. de Königseck avait ordonné cette attaque pour couvrir sa retraite.

Le 18, l'armée des deux couronnes occupa les hauteurs de Goïto, la droite à portée de la ville, où s'installa M. de Noailles, la gauche à Cerlungo, quartier général du roi de Sardaigne. Combinant son mouvement avec celui des alliés, M. de Montemar s'avançait en même temps à Ponte-Merlano, et M. de Maillebois sur Montanara et Madona delle Grazzie, d'où il porta un détachement sous Mantoue.

« Nous vîmes reparaître les ennemis sur les 10 heures du matin, et comme il s'agissait de faire nos ponts et d'en assurer la tête, je fis commander tous les grenadiers, auxquels je fis passer le pont de Goïto, aussi bien qu'à la réserve de M. de Bonas, au régiment du Roi, à celui des dragons de la Reine, commandés par M. de Bonas. Après avoir fait nos dispositions et mis ces troupes en bataille, nos ponts se firent en assez peu de temps; les ennemis demeurèrent en présence sans avancer ni reculer; ils étaient placés dans un bois au dehors duquel paraissaient simplement quelques-unes de leurs troupes. Comme il était déjà fort tard, et qu'il restait à peine une heure de soleil quand j'allai les reconnaître pour la dernière fois, je ne voulus pas les faire attaquer, pour ne pas tomber dans quelque inconvénient pendant la nuit, de laquelle on ne peut jamais tirer aucun avantage d'un succès, et où le moindre désordre peut jeter dans de grands embarras. Comme on m'avait envoyé dire plus d'une fois que les forces des ennemis s'augmentaient, quoique je n'eusse aucune inquiétude, j'envoyai ordre à celles de France de se mettre en marche. »

Toutes les troupes françaises et piémontaises passèrent le Mincio pendant la nuit, et se trouvèrent sur la rive gauche le 19 de bonne heure. Pendant que les Espagnols allaient s'avancer de Ponte-Merlano à Castellaro, l'armée franco-sarde marcha sur 5 colonnes, 3 d'infanterie et 2 de cavalerie, ayant des travailleurs à la tête de chacune, afin d'ouvrir les chemins et de jeter des ponts sur les fossés. « Toutes nos dispositions ont été inutiles; les ennemis s'étaient retirés deux heures avant le jour. Je me mis à la tête des carabiniers, avec quelques compagnies de grenadiers, pour aller reconnaître le terrain et les suivre. En arrivant à Marengo, qui fait la gauche de notre camp, et qui faisait la droite de celui des ennemis, nous aperçûmes quelques-unes de leurs troupes d'ar-

rière-garde, mais qui disparurent bientôt. Les ennemis s'étaient retirés à Villafranca et Valeggio, derrière la fameuse muraille qui est entre ces deux lieux...

« Ils en partirent le soir même du 19, pour aller à Bussolengo d'où, après s'être arrêtés quelque temps, ils ont gagné Campora, et l'on prétend qu'ils ont passé l'Adige. Comme nous n'avons pu les suivre avec la même rapidité qu'ils s'en vont, on a envoyé un gros détachement après eux jusqu'à l'Adige. M. de Bonas en a été chargé. » (D. G.)

Fallait-il poursuivre les ennemis au delà de l'Adige, ou faire le siège de Mantoue? Dans une conférence, tenue le 20, chez le roi de Sardaigne, entre M. de Noailles, M. de Montemar et M. d'Ormea, « on convint unanimement de l'inutilité, de l'imprudence même de la poursuite :

« 1° Par rapport aux subsistances, qu'il serait impossible de trouver dans le Trentin et dans les gorges des montagnes;

« 2° Parce qu'il n'y avait aucun objet dans cette marche, puisque les ennemis se retiraient toujours;

« 3° Par la nécessité de s'en revenir après avoir fait une course inutile, qui ne servirait qu'à fatiguer l'armée, la faire dépérir, et lui faire perdre une partie de sa réputation au retour, parce qu'on supposerait que nous y aurions été forcés;

« 4° Qu'il ne fallait s'occuper que des moyens de terminer la guerre en Italie; que cela dépendait uniquement du siège de Mantoue, et que c'était le seul objet auquel les alliés devaient s'attacher, puisque la prise de cette place leur assurait également les conquêtes dont ils étaient en possession, et qui seraient toujours incertaines tant que l'Empereur aurait un pied en Italie.

« 5° On parla un peu aussi du ménagement qu'on devait avoir pour les Vénitiens. Quoique M. de Montemar y fit peu de scrupule, j'avoue que je fus aussi de son sentiment.

« Après avoir traité ces points, on revint à ce qu'il convenait de faire pour le moment actuel, attendu que, les préparatifs pour le siège de Mantoue n'étant pas faits, il était nécessaire de prendre un parti. En attendant, on convint qu'il fallait chercher à placer les troupes le plus commodément qu'il se pourrait pour les laisser reposer, les mettre en état de subsister et de soutenir dans la suite de nouvelles fatigues.

« On parla ensuite du siège de Mantoue, qu'on traita de fort difficile, mais qu'on ne regarde point comme impossible. Je suis du même avis, ainsi que beaucoup de gens sensés.

« On entra ensuite dans les moyens d'exécuter cette entreprise. M. de Montemar proposa d'abord, comme si c'eût été une question nouvelle, si les alliés ne contribueraient pas aux frais de ce siège chacun en proportion, tant par rapport à l'artillerie que pour les autres dépenses. Je n'eus pas besoin de parler sur cet article, M. d'Orméa m'en épargna la peine, et dit que c'était une chose convenue que l'Espagne devait faire les frais. Je me joignis à M. d'Ormea pour rappeler à M. de Montemar ce qui avait été dit entre nous au sujet de l'artillerie, dans notre première entrevue à Parme, le 12 avril, que j'eus la précaution de mettre par écrit et de lui en donner une copie. Il n'insista plus. » (D. G.)

L'armée franco-sarde avait campé le 19 au soir, la gauche à Marengo, la droite à Marmirolo, où le maréchal mit son quartier. Afin de se rapprocher de Mantoue, le roi de Sardaigne plaça le sien à Fontana, dans le couvent des Camaldules. Des hôpitaux furent établis à Volta.

Malgré l'inutilité reconnue de la poursuite, M. de Bonas, détaché, le 21, avec 1,000 fantassins et 1,000 cavaliers, se porta jusqu'à Castelnovo.

« Je reçus le 22, sur les 3 heures après midi, un exprès de M. de Bonas qui me marquait qu'il n'était qu'à cinq milles des ennemis, que le gros de leur armée était à Campora, et que le prince de Saxe-Hildburgshausen était à Bussolengo avec 3 régiments de dragons, 2 de hussards et des Croates; j'allai sur-le-champ en rendre compte au roi de Sardaigne. Il n'y avait que deux partis à prendre : ou celui de faire retirer le détachement de M. de Bonas, ou de le soutenir. Le premier ne convenait pas à l'honneur des armées du roi et aurait été peu conséquent aux manœuvres que nous avons faites jusqu'ici; le second ne souffrait aucun retard, parce que nos troupes auraient pu être en danger dans une aussi grande proximité des ennemis, quoique l'on puisse compter sur l'expérience et la capacité de M. de Bonas. Je proposai donc au roi de Sardaigne de prendre un gros détachement et d'y aller moi-même. Je crus qu'il ne convenait point d'abord d'y faire marcher l'armée, pour éviter cette fatigue aux troupes...

« Je pris donc avec moi 50 compagnies de grenadiers, 100 hommes par B. et 200 chevaux; ce qui, joint au détachement de Bonas, me faisait un corps d'environ 12,000 hommes. Je le jugeais plus que suffisant, ne doutant pas que, sur le bruit de ma marche, les ennemis ne prissent le parti de se retirer, d'autant plus que j'avais pris la précaution de faire donner l'ordre de battre la générale, le lendemain à la pointe du jour.

« J'étais convenu avec le roi de Sardaigne que l'armée ne marcherait qu'en cas que cela fût indispensable, et sur les nouvelles que j'aurais eu l'honneur de lui envoyer.

« On dépêcha un courrier à M. de Montemar, et je lui écrivis un mot pour lui faire part du mouvement que j'allais faire, afin qu'il réglât les siens en conséquence, et, en effet, il a marché avec un corps de 6,000 hommes, pour me venir joindre, qui s'est arrêté à Villafranca, sur l'avis que je lui donnais de la retraite des ennemis.

« Je joignis M. de Bonas avec mon avant-garde à 1 heure après minuit ; dès que la tête de notre infanterie commença d'arriver, ayant fait près de dix milles, je marchai pour occuper Castelnovo avec les troupes qu'avait M. de Bonas, lequel n'avait pas voulu y demeurer pendant la nuit et avait jugé à propos de changer de poste, pour rompre les mesures que les ennemis auraient pu prendre pour l'attaquer, ayant eu toute la journée pour le reconnaître et former leurs arrangements.

« Les ennemis furent bientôt informés de notre marche et de nos dispositions, et, dès le 23 à midi, ils se retirèrent ; le corps de M. de Saxe-Hildburgshausen rejoignit l'armée (1). » M. de Königseck passa l'Adige pour aller se placer au pied du mont Baldo, dans un bon poste, mettant plusieurs défilés devant lui. Le maréchal, alors à Castelnovo, jugea qu'il n'y avait pas lieu de continuer la poursuite. Il renvoya, le 24, la plus grande partie de sa cavalerie, sous les ordres de M. de Savines, et laissa M. de Beuil à Castelnovo. Avec un détachement de la réserve de M. de Bonas, le maréchal s'avança jusqu'au lac de Garda et se rendit à Bussolengo. Le 25, il suivit l'Adige jusqu'à Vérone, prit le chemin de Villafranca et arriva le soir à Marmirolo. Toutes les troupes rentrèrent au camp le même jour et le lendemain matin.

(1) Lettre du maréchal de Noailles au ministre de la guerre.

Les Espagnols détachés à Villafranca rejoignirent également, le 25, leur armée, campée à Due Castelli.

Dans les derniers jours de juin, le quartier général de Königseck était à Roveredo. Le gros de la cavalerie impériale se rendait dans le Tyrol. Les chefs des armées alliées trouvaient inutile et dangereux de poursuivre les Autrichiens jusqu'à Trente. Cette lettre prouve qu'à Versailles on ne partageait point cette opinion.

M. d'Angervilliers au maréchal de Noailles.

« 30 juin 1735.

« S. M. m'a ordonné de dépêcher ce courrier pour vous expliquer ses intentions de manière à lever, s'il est possible, tout doute dans des circonstances aussi intéressantes que celles où sont actuellement les affaires d'Italie.

« Il paraît certain, non seulement par les lettres du pays où vous êtes, mais encore par toutes celles qui viennent d'Allemagne, que M. le maréchal de Königseck a pris un parti décidé de ramener dans le Trentin les débris de l'armée qu'il commande, laissant Mantoue se défendre par les propres forces d'une garnison de 5 à 6,000 hommes qu'il y a mis.

« S. M., qui est informée que dans la dernière guerre on a éprouvé plusieurs fois que les Impériaux ont surpris des passages sur l'Adige et sur d'autres rivières, croit que ce qu'il y a de mieux à faire pour les empêcher de rentrer en Italie, c'est de les suivre et de tâcher de leur fermer les débouchés des montagnes ; mais comme il y a des passages des deux côtés du lac de Garda, ce serait en vain qu'on en garderait un, si l'autre restait ouvert ; c'est ce qui fait penser à S. M. que vous devez tâcher d'aller jusqu'à Trente, et même vous emparer de cette place, s'il est possible ; en un mot, porter la guerre et l'entretenir dans le Trentin... » (D. G.)

Lorsque ces instructions arrivèrent au quartier général, les Français, les Sardes et les Espagnols avaient déjà pris leurs cantonnements.

États de cantonnements des troupes des Trois-Couronnes au 5 juillet 1735.

Auvergne, 3, à Castiglione delle Stiviere. — Picardie, 3, à Cavriana. — Vexin, 2, à Solferino. — Champagne, 3, à Gazzoldo. — Royal-Comtois, 2, à Piubega. —

Royal, 3, à Medole. — Le Roi, 4, à Guidizzolo. — Fienne-cavalerie, 3, le par d'artillerie avec 1,200 chevaux à Castel-Goffredo. — Foix, 2, à Rodigo. — Senneterre, 2, à Marcaria. — Medoc, 2, à Mariana. — Orléans, 2, à Castellucchio. — Souvre, 2, à Goïto. — Quincy, 2, à Volta. — Forest, 1, à Rivalta. — Nicolay, 4 E. et les hussards, 3, depuis Volta jusqu'à Borgforte.

La Sarre, 1. — Puyguyon, 1. — Bassigny, 1. — Nivernais, 1, à Roverbella. — Condé, 2. — Du Maine, 2, à Marengo. — Armenonville, 4 E., à Pozzolo. — Dauphin, 2. — Bourbon, 2. — La Reine, 2. — La Marck, 2. — Royal-Roussillon, 1. — Béarn, 1. — La Ferté-Imbault, 2. — Flandre, 1. — Bavière, 2. — Dragons-Vibraye et Dauphin, 8 E., occupant tout le Seraglio.

Anjou, 2, à Luzzara. — Rochechouart, 1, et Bourgogne, 3, à Suzzara. — Monconseil, 1, et Luxembourg, 1, à Montecchiana. Les Cuirassiers, 3, — Beuvron, 3. — Vassé, 3. — Les Carabiniers (cavalerie), 10, à Portiolo, Gonzaga, Reggiolo. - La Reine, 4. — Dauphin, 3. — Toulouse, 3. — Rosen, 3 (cavalerie), à Viadana, Dossolo, la Strada, San-Matteo. — Saint-Sernin (milice), 2, à Milan. — Royal-Bavière, 1, et laMarck, 1, à Lodi. — Calvisson et Berard, 2 (milice), à Guastalla et Modène.

(65 B. et 51 E.)

Troupes du roi de Sardaigne.

Les gardes du corps, la brigade des gardes, à San-Martino; les brigades de Savoie, de Montferrat, de Saluces, de Piémont, à Cannetto, Ostiano, Rebecco, Gabbianetta.

Les dragons du Roi, Genevois et de Piémont, à Acquanegra, Casal, Soncino. — Piémont-Royal-cavalerie et Savoie-cavalerie, à Isola et Fontanella.

Ces quartiers, arrêtés le 28 juin entre le roi de Sardaigne et le maréchal de Noailles, et occupés du 2 au 6 juillet, étaient disposés de manière à permettre de concentrer les troupes en quatre marches. Les Espagnols avec M. de Montemar occupaient San-Benedetto et le pays compris entre la Secchia et le Panaro. Ils tenaient tous les bords du Pô depuis Ostiglia, où se trouvait leur pont, jusqu'à Sachetta et Governolo; plus quelques troupes à Pontremoli, Castellaro, Due-Castelli, Castiglione, et gardaient tous les quartiers du Mantouan entre le pays Vénitien et le Mincio; le régiment de dragons et les 4 B. espagnols placés à Castiglione aux ordres de M. de Lautrec, cantonné à Roverbella.

Le maréchal de Noailles se rendit, le 6, à Castiglione delle Stiviere, son quartier général, et mit en route pour la France les 10 E. de cavalerie des régiments de Berry, Chepy, la Ferronnays et Royal-Piémont. Ces corps auraient dû quitter l'Italie immédiatement après la jonction des Espagnols. Le mouvement offensif exécuté par les troupes des trois couronnes avait retardé leur départ.

Les Impériaux avaient opéré leur retraite sans se laisser entamer. Leur cavalerie prit ses cantonnements dans le Tyrol. Il ne resta dans les gorges du Trentin qu'un corps de 12,000 hommes et toutes les milices. Après avoir mis en sûreté sa petite armée, le comte de Königseck se rendit à Vienne, où le général de Wallis l'avait précédé. Il laissait le commandement au duc de Saxe-Hildburgshausen.

En apprenant que les alliés n'avaient point profité de leurs avantages et de la confusion où se trouvait l'ennemi pour le rejeter dans le Tyrol et lui fermer l'entrée de l'Italie, le gouvernement français éprouva autant de surprise que de mécontentement. On se rappelait à Versailles le retour offensif des Impériaux au printemps de 1705, et l'on attachait plus d'importance à la fermeture des passages de l'Adige qu'à la possession de Mantoue. On savait d'ailleurs que l'armée impériale renforcée reviendrait au secours de cette place. Louis XV désirait donc qu'on portât les opérations dans le pays de Trente, ou tout au moins que les Français et les Sardes marchassent au delà de l'Adige, laissant aux Espagnols le soin d'assiéger Mantoue.

Le maréchal de Noailles se mit en mesure de remplir les intentions de son gouvernement. Il pourvut aux subsistances, prépara les marches et choisit les positions, afin de n'être pas prévenu par les ennemis, s'ils tentaient de rentrer en Italie. Il fit reconnaître les abords du Trentin et du pays Vénitien à la droite et à la gauche de l'Adige. Il visita lui-même la frontière du Brescian, les bords des lacs d'Iseo et de Côme, et remonta jusqu'aux vallées de la Valteline et de Chiavennes, voulant se rendre compte des facilités que ces passages offraient pour la rentrée des Impériaux en Lombardie. Avant de partir, il avait assuré ses conquêtes par l'établissement d'un camp retranché à Borgoforte, pendant que M. de Montemar fortifiait Governolo.

Les événements ne tardèrent pas à justifier les craintes de Versailles. Vers la mi-juillet, 8 B. autrichiens arrivèrent à Bolzano; 4 régiments d'infanterie et 2 de cavalerie, revenus de Sicile, joignirent l'armée impériale. Les postes autrichiens établis à la tête du lac de Garda se renforçaient. Cependant rien ne troublait encore la tranquillité de nos quartiers.

Le 5 juillet, les Espagnols s'étaient emparés du fort d'Orbitello,

après avoir accordé les honneurs de la guerre à ceux qui le défendaient. Dans la nuit du 22 au 23, M. de Montemar fit ouvrir la tranchée devant la Mirandola. M. de Mazeda était chargé du siège avec 12 B., 32 piquets et 6 régiments de cavalerie. Une partie de la grosse artillerie venait de Naples et de Sicile à Livourne. Les troupes espagnoles détachées à Villafranca rejoignirent M. de Montemar, dont le quartier général fut transféré, le 25, de San-Benedetto à Concordia.

De retour de sa reconnaissance, le maréchal de Noailles, informé de la concentration des forces impériales, prépara son mouvement sur l'Adige. Il comptait sur le concours de ses alliés. Mais dans une entrevue des trois chefs d'armée au quartier général du roi de Sardaigne, à Bozzolo, le 22 août, on ne parvint pas à s'entendre. M. de Montemar manquait de moyens pour transporter l'artillerie de Gênes à Mantoue. Cependant il promettait d'être en mesure au 20 septembre. D'un autre côté, le roi de Sardaigne déclarait qu'il ne pouvait concourir, ni de sa personne ni de ses troupes, à cette entreprise avant l'accession de l'Espagne au traité de Turin. Au fond, Charles-Emmanuel et M. de Montemar, pensant avoir assez fait pour eux-mêmes, se souciaient fort peu de faire quelque chose pour la France. Le roi de Sardaigne se croyait désormais paisible possesseur du Milanais. Le duc de Bitonto voyait don Carlos maître du royaume de Naples et de la Sicile, les États de Parme et de Plaisance en sûreté. On se sépara donc sans avoir rien conclu. Le roi de Sardaigne voulait se rendre à Turin. Les mouvements de l'ennemi le retinrent à l'armée : il se fixa, le 22, à Bordolano, sur l'Oglio, pendant que M. de Noailles retournait à son quartier général de Castiglione, et que M. de Montemar allait à Livourne hâter l'envoi de l'artillerie. Le général espagnol avait laissé le commandement au marquis de Las-Minas, avec ordre d'obéir au maréchal de Noailles. Cette circonstance aurait favorisé les desseins du commandant français, si le siège de la Mirandola, qui traînait en longueur, n'avait dû retarder la marche et réduire l'effectif du contingent espagnol. Or le roi de Sardaigne refusait de marcher avant d'avoir l'assurance que les Espagnols fourniraient les troupes convenues. Cependant on était informé que M. de Königseck arriverait à l'armée impériale dans les premiers jours de septembre, avec mission de tout tenter pour rentrer en

Italie. En attendant les nouvelles instructions qu'il avait demandées à Versailles, le maréchal se mettait en mesure de prévenir son adversaire.

Le maréchal de Noailles à M. d'Angervilliers.

« Castiglione, le 1er septembre 1735.

« Je me contenterai de vous dire que je fais tous mes arrangements pour me porter sur l'Adige; que je ferai de mon mieux pour passer, sans pouvoir vous en répondre bien positivement; mais je ne m'y oublierai pas.

« Le siège de la Mirandola va son train. Le gouverneur aurait battu la chamade le lendemain de la prise du chemin couvert, il y a aujourd'hui huit jours; il demandait à capituler aux mêmes conditions qu'à Tortone, et on lui a répondu qu'on le voulait prisonnier de guerre. On a commencé sur nouveaux frais. Si on m'avait consulté, la capitulation aurait été accordée et nous serions sortis de cette affaire, qui peut encore durer longtemps. Si l'homme qui y commande est opiniâtre, comme il le paraît, cela est fort désagréable par plus d'un endroit, et surtout parce que nous y avons 12 B. et 15 E. qui y sont occupés et vont devenir très nécessaires ailleurs. Tout ce que je viens de vous dire s'est passé sans que le roi de Sardaigne en ait été informé, et je ne l'ai su que par des voies indirectes. Si j'avais eu de l'artillerie, je vous promets que MM. les Espagnols ne l'auraient pas fait, ce siège, et que j'aurais tant tourné que nous l'aurions fait, ce qui nous eût donné bien des avantages...

« Il paraît que les ennemis font tous les préparatifs de gens qui veulent bientôt faire mouvement. On attend M. de Königseck à Roveredo, le 11 ou le 12 de ce mois; on assure qu'il y arrive 3 régiments d'infanterie de l'Empereur qui viennent de Hongrie...

« Je ne perdrai pas un moment pour me porter en avant; mais je crois que je serai obligé d'aller auparavant au quartier du roi de Sardaigne pour concerter nos opérations, ce qui me fait perdre du temps, mais il n'y a pas de remède... » (D. G.)

Le maréchal de Noailles à M. d'Angervilliers.

« Castiglione, le 5 septembre 1735.

« Nous commençons aujourd'hui à mettre toutes nos troupes en mouvement. Je m'y suis déterminé sur différents avis que nous avons reçus des manœuvres des ennemis, qui ont rassemblé leurs troupes, et sur le bruit qu'ils répandent eux-mêmes de l'arrivée d'un secours considérable et du dessein formé de rentrer en Italie. Si ces nouvelles ne sont pas certaines et véritables, elles nous mettent en droit de prendre nos précautions et fournissent, au moins, une raison plausible pour aller chercher dans l'État vénitien une subsistance qui était sur le point de nous manquer.

« J'allai avant-hier à Bardolino voir le roi de Sardaigne, qui y est établi et qui prend les eaux, ce qui durera encore toute cette semaine. Il ne sera en état de marcher que vers le 12 ou le 15. Je lui rendis compte de nos dispositions, et lui demandai de nouveaux ordres; il approuva ceux que j'avais déjà donnés pour faire rassembler les troupes qui étaient au delà du Pô, et pour commencer à mettre en mouvement les plus éloignées de celles qui étaient en deçà.

« Comme ce prince craint des tentatives des ennemis du côté du Brescian, il ne veut pas, dans ce moment, faire avancer ses troupes sur l'Adige; mais il doit en assembler la plus considérable partie au pont San-Marco, d'où il peut se porter en deux marches à Bussolengo, comme nous pouvons aussi nous y rendre en cas que les ennemis prissent le parti de se porter dans le Brescian.

« Comme le roi de Sardaigne garde toutes ses troupes sur la partie gauche du lac de Garda, et en deçà du Mincio jusqu'à ce que les ennemis se soient entièrement déterminés, j'ai cru devoir réunir toutes nos troupes; ainsi, je compte me porter sur l'Adige avec 50 B. et 44 E. Les Espagnols s'avancent de leur côté avec une trentaine d'E. et une vingtaine de B. » (D. G.)

La garnison qui défendait la Mirandola se rendit prisonnière le 1er septembre. Grâce à la conduite prudente du siège, le marquis de Las Minas avait perdu fort peu de monde. La prise de cette place rendait aux Espagnols la liberté de leurs mouvements.

Le roi de Sardaigne et le maréchal de Noailles résolurent de faire marcher l'armée sur l'Adige et le pays vénitien. On se proposait d'occuper en force Bussolengo, pour jeter trois ponts sur l'Adige depuis ce point jusqu'à San-Pietro di Legnago, et d'empêcher les ennemis de secourir Mantoue, dont la garnison s'affaiblissait de jour en jour. On devait mettre en mouvement 50 B. et 44 E. français, 32 B. et 27 E. piémontais, 24 B. et 27 E. espagnols, total : 106 B. et 98 E.

M. de Maillebois partit, le 5, avec 24 B. Il arriva, le 8, à Bussolengo, s'empara facilement de Ferara et plaça des détachements dans les postes importants entre l'Adige et le lac de Garda. Rivoli fut occupé par 6 B. et 200 dragons commandés par M. du Chayla. Les Impériaux parurent devant Ferara sans oser rien tenter. Au dire de M. de Maillebois, ce poste pouvait arrêter leur armée tout entière. Les autres troupes françaises marchaient à leur destination. M. de Savines porta, le 9, à Persacco, au-dessus de Ronco, 7 B. et 30 E. M. de Maulevrier conduisit 8 B. à Zevio; M. de Beuil, avec 12 B. et 13 E., se rendit à Villafranca, où M. de Noailles établit son quartier général, qui fut transféré le lendemain, 10, à Zevio. L'infanterie restée à Villafranca devait s'y rendre le 11. Le défaut de subsistances la fit rapprocher de Vérone. Quelques troupes restèrent à Rodigo, sous M. de Sandricourt. Le roi de Sardaigne rassemblait le gros de ses forces au pont de San-Marco, et s'établissait à Casal-Buttano; le reste barrait les gorges et les passages qui descendent dans le Brescian. Charles-Emmanuel fit occuper aussi Desenzano, où M. de Laubespin armait des barques, qui passèrent le 16 à Torri.

De leur côté, les Espagnols mirent en marche 27 E. et 18 B. M. de Montemar, revenu de Toscane, campa le 9 à Sanguinetto.

Le 12, les troupes impériales de Brentonico, Novene et Borghetto attaquèrent notre poste de Ferara. Le 13, les ennemis occupèrent Baldo. En même temps, le duc de Saxe-Hildburgshausen faisait retrancher tous les passages des montagnes depuis le lac d'Idro jusqu'à Bassano, sur la Brenta.

Le défaut de subsistances avait forcé le maréchal de Noailles à fractionner son armée en plusieurs camps. A la mi-septembre, il avait : 8 B. et 13 E. à Zevio, quartier général; 25 B. à Bussolengo et dans la vallée de l'Adige; 11 B. à Casa di David; 7 B. et 23 E. à

Ronco et Albero; 9 B. et 6 E. à Rodigo. Malgré les avantages de cette position, il fallait songer à la quitter. Les fourrages allaient manquer. Le seul moyen de remédier à cette disette, sans compromettre le but de l'expédition, était de passer l'Adige. Pour cette opération, le maréchal avait besoin de l'agrément du roi de Sardaigne et du concours de M. de Montemar. Les Espagnols s'occupaient surtout des préparatifs du siège de Mantoue. Charles-Emmanuel, apprenant que les Impériaux avaient dégarni Riva et Torbole et portaient des troupes entre les lacs d'Idro et d'Iseo, jusqu'à Rocca d'Anfo et Cafforo, craignait quelque entreprise contre le Brescian ou le Milanais. Le maréchal ne pouvait exécuter son mouvement avec les troupes françaises seules, dont une partie gardait les passages entre l'Adige et le lac de Garda. Il essaya de s'entendre avec M. de Montemar, qui vint le 16 à Zevio. Le général espagnol reconnaissait la nécessité de passer l'Adige, mais il objectait l'impossibilité d'affaiblir l'investissement de Mantoue. Le maréchal de Noailles prit l'engagement de se rendre auprès du roi de Sardaigne, qu'il espérait amener à former une armée d'observation pour couvrir les opérations du siège. Cet espoir fut déçu. Charles-Emmanuel refusait absolument de concourir à la prise de Mantoue, tant que Madrid n'aurait pas adhéré au traité de Turin. Aux observations sur la nécessité d'empêcher un retour offensif des Impériaux, il répondit qu'il fermerait son côté; que les forces des Français et des Espagnols suffisaient à garder l'autre. De retour à Zevio le 26, M. de Noailles informa M. de Montemar de l'insuccès de sa démarche.

A ce moment, des troupes venant de Hongrie joignaient l'armée impériale. Un corps s'avança dans le Val Sugana, et s'établit à San-Bassano sur la Brenta. Des détachements occupèrent la vallée de l'Adige, la tête du lac de Garda et celle du Val Policella. Menacé par ses ennemis, abandonné de ses alliés, le maréchal se trouvait dans une situation critique. Sans les Espagnols, il ne pouvait entreprendre le mouvement que commandaient le besoin de se procurer des fourrages et l'obligation d'empêcher les Autrichiens de déboucher des montagnes avant la saison des neiges. Par suite de l'abstention des Piémontais, le siège de Mantoue devenait une témérité. Afin d'en dissuader le comte de Montemar, M. de Noailles se rendit, le 29, au quartier général des Espagnols. Il rentra le

lendemain à Zevio. Le duc de Bitonto, sans renoncer à Mantoue, avait promis de porter 10 B. et 20 E. à la gauche de l'Adige.

Le mouvement commença le 3 octobre. M. de Savines passa la rivière au pont de Persacco, avec 18 B. et 30 E., qu'il établit à Villanova et San-Bonifacio. Un détachement occupa Montebello. Le marquis de Las Minas n'amena que 10 B. et 10 E., qui, franchissant l'Adige à Roverchiara, s'arrêtèrent à Cologna, au lieu de se porter à hauteur des Français. Le maréchal exposait à M. d'Angervilliers sa situation, ses projets, sans dissimuler les difficultés de toute nature qui paralysaient ses efforts.

Le maréchal de Noailles à M. d'Angervilliers.

« Camp de Zévio, le 3 octobre 1735.

« Je laisse ici le quartier général; comme notre objet n'est que de subsister et de consommer des fourrages dont les ennemis pourraient faire usage, je n'ai pas cru qu'il convînt de me déplacer, d'autant plus que dans trois semaines il faudra repasser cette rivière et qu'il ne faut pas laisser croire que les ennemis nous y ont obligés.

« M. de Montemar m'a promis de rapprocher ses troupes à portée d'ici, en cas de besoin. Je compte employer le temps que nos troupes ne seront occupées qu'à vivre, pour faire des tournées indispensables à tous égards. Je commencerai après-demain, 5 de ce mois, par Bussolengo, pour visiter ce poste et y donner tous les ordres; de là j'irai à Ferara, en suivant le cours de l'Adige en le remontant, et je me propose de revenir par le lac de Garda.

« Après que j'aurai fini l'examen de nos quartiers de la montagne, je reviendrai ici, et nous avons envie, M. de Montemar et moi si cela est possible, d'aller faire un tour avec un gros détachement jusque sur les bords de la Brenta pour prendre une idée du pays..... après quoi, je crois que le mieux sera d'envoyer les troupes dans leurs quartiers pour travailler à leur rétablissement et à se préparer pour la campagne prochaine...

« En partant pour mon dernier voyage auprès du roi de Sardaigne, j'ordonnais qu'on cherchât à placer un pont auprès de Vérone,

vis-à-vis d'un gros village qu'on appelle San-Michele, cela a été exécuté pendant mon absence; mais, suivant la louable coutume des Français, on n'a pris aucune précaution pour placer le détachement destiné à la garde du pont. Les ennemis en ont été informés, et il est venu 200 hussards avec quelques grenadiers en croupe, pendant la nuit d'avant-hier à hier matin, qui ont surpris le poste, ont rompu le pont et ont mis le feu à quelques bateaux. Tout le détachement s'est sauvé assez maussadement, comme il arrive toujours lorsque les troupes sont surprises... Après l'expédition nocturne de MM. les hussards, ils se sont retirés très brusquement dans les montagnes, après avoir bien pillé le village.

« Je ne veux m'en prendre à personne; mais je ne puis m'empêcher, à cette occasion, de vous dire que l'indolence et la négligence dans le service sont poussées au dernier degré, et qu'il est indispensable de changer l'esprit qui règne sur cela dans nos troupes, aussi bien que le ton plaintif qui est le seul à la mode aujourd'hui. Ce sera matière à plus ample réflexion pendant le quartier d'hiver, et elle demande d'être traitée à fond, si l'on veut y remédier (1)... » (D. G.)

Le 6, les troupes de M. de Maillebois rentrèrent dans leurs cantonnements. On ne laissa plus au poste de Ferara qu'un B. de troupes réglées et 2 compagnies de grenadiers. Le reste fut placé à Madona della Corona, Rivoli, et dans les environs de Bussolengo.

Les Impériaux se retranchaient entre les lacs de Garda et d'Idro; ils occupaient aussi Borghetto et d'autres postes dans la vallée de l'Adige. Le 7, ils firent un mouvement vers la Brenta, poussant à Schio et Bassano un corps assez considérable d'infanterie et de cavalerie. Le maréchal de Noailles reconnaissait alors le haut Adige et les bords du lac de Garda. En rentrant le 9 à son quartier général, il reçut un courrier de M. de Savines, qui l'informait d'un rassemblement autrichien à Schio, au débouché des montagnes du Vicentin, et se plaignait de l'immobilité des Espagnols. M. de

(1) 4 octobre, position générale des troupes françaises en Italie : 25 B. et 8 E. à Bussolengo, Larize, Valeggio, et dans la vallée de l'Adige; 1 B. et 2 E. à Castelnovo ; 1 B. et 3 E. à Gabiana; 10 B. et 30 E. à San-Bonifacio; 8 B. et 6 E. à Zevio; 4 E. à Reggio; 1 B. à Santa-Maria ; 3 B. et 2 E. à Rodigo; 1 B. à Marcaria, 1 au château de Milan, 1 à Pizzighettone, 2 à Modène, 1 à Guastalla.

Montemar avait franchi l'Adige et s'était avancé, le 7, à Brevilacqua et Minerbe. Mais le corps arrivé le 3 à Cologna n'avait point paru à la droite des Français. M. de Grammont fut chargé d'engager le comte de Montemar à faire marcher ses troupes à Lonigo. Les forces de M. de Savines à San-Bonifacio furent augmentées de 4 B. et 4 E., qui passèrent l'Adige le 12, tandis que M. d'Estournel portait sur la rive gauche, par le pont d'Arce, 8 B. et les 2 régiments de dragons du camp de M. de Maillebois, afin de masquer le débouché du Val Panthene.

Le 13, le maréchal se rend au camp de M. de Savines, avec le projet bien arrêté de ne rien entreprendre; car son objectif, le passage de l'Adige, avait pour but les subsistances. Il était maintenant trop tard pour empêcher l'ennemi de s'établir dans le Vicentin et le Padouan. Considérant aussi l'inutilité des troupes sardes dans leur position, il apprit que le roi, rentré à Turin depuis le 9, avait résolu de prendre ses quartiers d'hiver le 25 octobre. Il semblait que les Impériaux fussent assurés de son inaction en retirant toutes leurs troupes, placées entre les lacs de Garda et d'Idro, ne laissant que des postes pour la garde des passages.

Dans ces dispositions, le maréchal, éloigné de toute offensive, établit ses troupes pour les faire vivre. Il convint avec M. de Montemar de camper à Montebello, en s'adjoignant le corps de M. de Savines, et que les Espagnols se rendraient à Brendola. En conséquence M. de Beuvron, dès le 14, prit possession de Montebello, où le maréchal se rendit pour reconnaître le pays et choisir l'emplacement du camp. Cette marche délogea de Schio les Impériaux, qui repassèrent la Brenta.

M. de Lautrec à M. d'Angervilliers.

« Camp de Rivoli, le 19 octobre 1735.

« On m'apprend, par les lettres du camp de San-Bonifacio, où M. le maréchal s'est rendu depuis quelques jours, que l'armée est composée de 25 B. et 32 E.; que la droite est à la rivière de la Gua, vis-à-vis du village de Lonigo, et la gauche à San-Boni-

facio. Ce camp forme deux lignes un peu en écharpe, la cavalerie derrière. Les Espagnols devaient marcher avec un corps considérable à Meledo; mais ils n'en ont rien fait. Ils n'ont fait passer la rivière qu'à 10 B. et 10 E.; on ne sait que penser de leur mauvaise volonté, et leur procédé révolte tout le monde. Néanmoins, M. le maréchal a dû s'avancer hier, avec son camp, à Montebello; il espère que les Espagnols se détermineront enfin à faire marcher leurs troupes à hauteur des nôtres... Les ennemis ont un pont sur la Brenta à Bassano, où ils tiennent un gros corps d'infanterie et de cavalerie; ils ont d'ailleurs 3,000 chevaux à Schio sur la rivière de Léogra; quelques B. à Tiene et à Montecchio. » (D. G.)

Comme le projet d'installation à Montebello ne présentait rien d'hostile, par la facilité seule des subsistances, le mouvement avait été décidé pour le 20. Le maréchal crut donc informer M. de Montemar que, l'ennemi repassant la Brenta, il était d'avis de rassembler toutes les troupes pour le combattre et le poursuivre. Alors le général espagnol prétexta que le mouvement, loin d'être d'aucune utilité, serait même préjudiciable à la gloire des deux puissances : parce que, les Autrichiens ayant abandonné Schio pour joindre à Bassano les troupes arrivant de Trieste, et le corps principal du Tyrol s'avançant dans le Vicentin, si l'armée des deux couronnes était obligée de se retirer par force, ce serait montrer à l'Europe un état de faiblesse peu honorable. Ces difficultés blessèrent le maréchal, qui, loin de penser à un mouvement rétrograde, dut cependant se résoudre à l'inaction, et, pendant tout le reste du mois d'octobre, resta dans son camp de San-Bonifacio. Les troupes à la droite de l'Adige conservèrent leur position. Le maréchal voyait approcher le moment où il serait obligé, faute de vivres, de repasser l'Adige, et M. de Montemar n'avait encore rien fait connaître de ses projets ; il lui expliqua la position qu'il proposait tant sur l'Adige que sur le lac de Garda, et M. de Montemar s'engagea alors à tenir 24 B. et 20 E. sur cette rivière, depuis Vérone jusqu'à Badia; tandis que 18 B. français occuperaient depuis Vérone jusqu'à Ferara, et la partie comprise entre l'Adige et le Mincio. Ce général, ne trouvant plus de paille, voulait décamper sous peu de temps; sur les instances du maréchal, il consentit à retarder son mouvement de huit jours.

Les Impériaux portaient pendant ce temps toute leur attention sur

leur gauche où ils se renforçaient, et s'occupaient avec une grande activité sur la Brenta pour l'établissement des quartiers d'hiver.

Le 1er novembre, ils tentèrent la surprise du poste de Castelletto. Les ennemis, étant informés que ce poste n'était gardé que par une compagnie de fusiliers de montagne du B. de Joly, commandée par le Sr Henry, résolurent de l'attaquer, ou plutôt de le surprendre. En effet, ils s'embarquèrent à Riva, le 1er de ce mois, vers les 7 heures du soir, sur des barques armées de canon. Ce détachement, commandé par un major dont on ignore le nom, débarqua sur les minuit, à la faveur d'un très beau clair de lune, à Brenzone, continua sa route, guidé par des paysans, longeant le lac jusqu'à une demi-portée de fusil de Castelletto, où l'avant-garde fut arrêtée par une sentinelle qui, après avoir crié « qui vive! » n'entendant point de réponse, tira et donna par ce signal l'alerte au poste. Au même moment, le Sr Henry envoya son lieutenant avec des fusiliers... Cet officier aperçut à peu de distance les ennemis, qui firent une décharge sur sa troupe, ce qui l'obligea de se retirer diligemment, et, quoiqu'ils le suivissent de fort près, il ne cessa pas de marcher en bon ordre... Il fut ainsi accompagné jusqu'au moment où il entra dans la « cassine » où était sa troupe. Alors le Sr Henry dispersa son monde aux fenêtres et créneaux, d'où il fit tirer sur les Impériaux qui, de leur côté, après avoir pris leurs dispositions, l'entourèrent et commencèrent par y jeter des grenades. Cette attaque fut soutenue ainsi pendant une demi-heure; mais, désespérant du succès de leur entreprise et craignant d'ailleurs d'être coupés par les troupes des camps de Rivoli, de Montagnana et de Lumini, qui effectivement ne tardèrent pas à se mettre en mouvement, ils jugèrent à propos de se retirer avec beaucoup de précipitation et de regagner leurs barques, ayant eu en cette occasion des tués et des blessés qu'ils emmenèrent avec eux.

Le maréchal de Noailles à M. d'Angervilliers.

« Camp de San-Bonifacio, le 2 novembre 1735.

« Je vous dépêche ce courrier, pour vous mettre en état de rendre compte au roi de la situation où nous sommes et du parti auquel

je me suis déterminé, en attendant que j'aie reçu des ordres positifs de S. M. La matière est trop importante et les suites peuvent être d'une si grande conséquence, qu'il y aurait de la témérité à prendre sur soi les événements qui en résulteraient. Ainsi, je vous supplie de m'envoyer des ordres précis sur ce que S. M. jugera de plus convenable au bien de son service.

« Je ne vous répéterai point ici les motifs qui avaient fait prendre le projet de s'établir sur l'Adige. Il n'y a point d'homme de guerre qui n'en convienne : le présent, l'avenir, les ménagements pour la cour d'Espagne, la réputation des armes, tout enfin concourait à prendre ce parti et à tenter l'impossible pour l'exécuter. J'ai fait, de ma part, ce qui a dépendu de moi pour y parvenir, et rien n'était plus aisé dans les commencements que nous y sommes arrivés. On m'a offert 1,200 chariots de fourrages dans Vérone, le jour que j'y ai passé, indépendamment des 2,000 de M. Sangronosco et de ceux que M. de Chillois avait été reconnaître. Si on avait arrêté alors des marchés, nous aurions eu de quoi faire vivre non seulement les troupes qui devaient rester sur l'Adige, mais même toute l'armée. Le retardement de près d'un mois que l'on a apporté avant de rien conclure a fait changer les dispositions et a ôté la facilité de l'exécution; différentes circonstances y ont aussi contribué : la nouvelle de la paix faite entre l'Empereur et le roi, envoyée par un courrier de Vienne au sénat par l'ambassadeur de la république et publiée sur-le-champ par tous les provéditeurs, en est une raison par l'idée de se retrouver bientôt sous le joug de l'Empereur. L'arrivée aussi de quelques troupes de Hongrie et de Trieste au camp de Bassano ou dans les environs; la nécessité où l'on nous voit de repasser l'Adige, et par conséquent de n'être plus les maîtres des deux bords de cette rivière; l'entrée de l'hiver... sont autant de motifs qui s'opposent à faire aujourd'hui ce que nous aurions fait il y a un mois sans aucun obstacle.

« Ce n'est pas ici le moment de me plaindre; je n'en dirai pas davantage, et ce n'est pas présentement le temps d'une pareille discussion. Je reviens à la matière intéressante du jour. Il n'y a rien que je n'aie fait pour engager M. de Montemar à marcher en avant afin de ménager les subsistances que nous aurions à portée de l'Adige, pour les faire passer de l'autre côté; je n'ai jamais pu y réussir; j'en appris hier la raison : c'est le défaut de ses vivres. Il a toujours

tiré son pain d'Ostiglia; il nous l'a caché avec grand soin; mais enfin je l'ai découvert. Le secret n'aurait pas été si bien gardé parmi les Français. Je voulais aussi prolonger notre séjour de ce côté de l'Adige pour achever d'y consommer les fourrages et nous donner par là le temps dont nous avons besoin pour former quelques arrangements ; ce fut le motif de mon voyage d'hier, qui fut inutile, n'ayant pu obtenir un plus long séjour.

« Nous passons demain l'Adige , et je vais camper avec la plus grande partie de l'infanterie à Zevio, d'où je compte la distribuer dans tous les villages le long de cette rivière et en arrière, pendant quelques jours, pour observer les mouvements des ennemis et donner le temps aux différents arrangements que nous sommes obligés de prendre à tout événement sur bien des choses. M. de Savines va camper avec toute la cavalerie et 2 brigades d'infanterie à Persacco, d'où il descendra l'Adige, pour faire vivre sa cavalerie. » (D. G.)

Les deux armées repassèrent l'Adige le 3; l'infanterie française retourna au camp de Zevio, la cavalerie à Persacco et Albero; les Espagnols s'établirent à Roverchiara; mais, en arrivant à Zevio, le maréchal fut aussi surpris que peiné d'apprendre, par M. de Fontanieu, intendant, l'impossibilité où l'on se trouvait d'y vivre au delà de quelques jours, et, d'un autre côté, il sut que M. de Montemar n'avait pas entièrement rempli ses engagements pour la garde de l'Adige, où il n'avait placé que 10 B. et 12 É., et encore 6 B. seulement sur la rivière; les autres en étaient très éloignés.

Dans une situation si contraire à celle qu'il était en droit d'attendre, le maréchal se voyait sur le point d'abandonner l'Adige, et de perdre ainsi le fruit de la campagne; mais, avant de prendre le parti de la retraite, il ne voulut donner à M. de Montemar aucun motif pour rejeter sur lui les causes d'une telle résolution, qui entraînait avec elle la levée du blocus de Mantoue : c'est ainsi qu'il lui envoya M. de Chabannes, le 3 novembre, pour lui exprimer la nécessité où il était réduit, en même temps que des représentations sur le manque de ses engagements. M. de Montemar eut le désir d'une conférence à Ronco, le lendemain, où le maréchal se rendit. Il résulta de cet entretien que 22 B. français avec 600 chevaux furent destinés à rester sur l'Adige, le lac de Garda et le Mincio.

Positions des troupes après le passage de l'Adige.

	B.	E.
Entre le Mincio et l'Oglio..........	19	»
Dans le Brescian..................	»	11
Sur l'Oglio......................	9	11
Dans le Guastallais...............	12	3
Dans le Modenois.................	2	26
A Cremone, Pizzighettone, châteaux de Milan et Lodi.	7	»

Le général espagnol s'en tint à ses premières dispositions qui consistaient à ne laisser que 10 B. et 12 E. sur l'Adige, et à envoyer le reste de ses troupes à Ostiglia, Governolo, et, à la droite du Pô, dans le Mirandolois et le Modenois.

Le 6, M. de Noailles évacue Zevio, occupé par les Espagnols, et établit son quartier général à Casa di David dans les environs de Vérone. Le même jour, toutes les troupes des deux nations se rendirent dans leurs quartiers, sauf celles de M. de Savines, qui ne partirent de Persacco que le 7, et prirent le chemin de Borgoforte, se rendant dans le Modenois, le Guastallais et le Brescian.

Les troupes à ses ordres sont 7 B., 22 E.; tout le cours de l'Adige est évacué, excepté celui de Bussolengo.

Le ministre de la guerre au maréchal de Noailles.

« 9 novembre 1735.

« La dépêche ci-jointe doit servir de réponse à une grande partie des choses contenues dans les lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, les 31 du mois passé et 2 du courant. Vous y verrez que la suspension d'armes est réelle; je vous ajouterai qu'elle est actuellement exécutée sur le Rhin et sur la Moselle, et qu'il est à présent question d'en faire de même pour l'Italie. M. de Senneterre a reçu les ordres pour prévenir le roi de Sardaigne sur cet événement; aussi, à cet égard, il suffira qu'avant de faire partir votre lettre pour le général impérial dans le Trentin, vous fassiez part au roi de Sardaigne des ordres que vous avez reçus, et que vous le préveniez sur les quartiers que vous serez obligé de prendre dans le Milanais.

« A l'égard des Espagnols, comme la suspension n'est plus un secret, vous pouvez la déclarer à M. le duc de Montemar en même temps que vous écrirez au général de l'Empereur, en lui faisant part du mouvement que vous allez faire en conséquence, et offrant de le concerter avec lui, ce qui dépend néanmoins de la position et des circonstances où vous vous trouverez à son égard, parce qu'elles pourraient être telles que vous jugeriez plus à propos d'attendre la réponse du Trentin. Vous aurez agréable de faire part à M. de Senneterre du parti que vous aurez pris, afin qu'il en informe le roi de Sardaigne. Pour le temps que vous prendrez pour votre retraite et le détail de la faire, c'est ce que S. M. laisse absolument à votre disposition.

« Vous voyez bien par là que nous nous mettons à couvert de la mauvaise volonté des Vénitiens, qui viennent de nous manquer de parole avec tant d'indécence pour la fourniture des fourrages, que le provéditeur de Vérone nous avait promise.

« Pour ce qui est des procédés très irréguliers de M. de Montemar que vous essuyez depuis si longtemps, vous penserez sans doute qu'il n'y a plus qu'à les laisser tomber. S. M. sent parfaitement combien vous avez su prendre sur vous dans bien des occasions et que c'est uniquement pour le bien de son service que vous avez dissimulé tout ce qui s'est passé.

« Je passe à présent aux questions sur lesquelles vous demandez des ordres précis du roi : 1° S. M. reconnaît qu'il ne doit plus être question de garder l'Adige ; 2° le Mincio lui paraît tout aussi difficile et inutile à tenir ; 3° S. M. croit que vous devez conserver Goïto, en y mettant une garnison pour laquelle il n'y a rien à craindre, attendu la suspension ; 4° à l'égard du Brescian, vous y pouvez laisser les troupes du roi jusqu'à ce que vous soyez convenu de vos emplacements dans le Milanais ; mais, quand vos arrangements seront faits, S. M. désire que vous ne laissiez aucune troupe dans l'État de Venise, ne pouvant se résoudre à être à charge, sans aucune nécessité, à un État neutre.

« Au moyen de ces dispositions, il vous reste pour l'emplacement de vos troupes le Milanais et le Modenois. Il faut s'attendre à bien des difficultés pour le logement et les fourrages dans le Milanais. » (D. G.)

La plus grande partie de l'infanterie française s'arrête pendant

deux jours et se remet en marche le 9. L'arrière-garde passe le Mincio le 11. Ce semblant de tranquillité ne devait pas durer longtemps; le 14, les Autrichiens marchaient contre les Espagnols; M. de Montemar en donne avis le même jour à M. de Noailles (1), lui annonçant leur dessein de passer du côté de Rovigo et qu'il rassemblait ses troupes en conséquence. Cette dé-

(1) Noailles (Adrien-Maurice, duc de), né le 29 septembre 1678, fils aîné du premier maréchal de Noailles (Anne-Jules), qui porta d'abord le titre de comte d'Ayen, fit ses premières armes en 1695, en Catalogne, sous son père, puis sous le maréchal de Vendôme. Épouse en 1698 M[lle] d'Aubigné, nièce de madame de Maintenon. Maréchal de camp en 1704. Rétablit Philippe V sur le trône d'Espagne en 1706. — Préside le conseil des finances le 24 septembre 1715. — A l'armée du Rhin en 1733. Maréchal de France, le 14 juin 1734. — Prend le commandement de l'armée d'Italie en 1735, retourne en Allemagne. — Sous le maréchal de Saxe en 1745. — Ambassadeur à Madrid le 31 mars 1746. — Dirige les affaires de l'État et meurt le 24 juin 1766. Un des hommes les plus remarquables de son temps. — Pendant les dernières années de sa vie, il mit en ordre cette quantité de manuscrits de 300 volumes, dits *les papiers de Noailles* de la bibliothèque du Louvre, brûlés si malheureusement dans la nuit du 23 au 24 mai 1871 et dont il vient de paraître un dépouillement.

Louis-Antoine de Noailles, cardinal, né le 27 mai 1651, mort le 4 mai 1729, était frère d'Anne-Jules.

Le fils aîné d'Adrien-Maurice fut Louis, duc de Noailles, connu par ses mots d'esprit, né le 21 avril 1713, brigadier le 1[er] janvier 1748, lieutenant général le 20 décembre 1748, maréchal de France le 24 mars 1775, mort le 22 août 1793.

Le second fils d'Adrien-Maurice, Philippe de Noailles, duc et maréchal de Mouchy, né le 7 décembre 1715. Brigadier le 20 février 1743. Maréchal de camp le 2 mai 1744. Lieutenant général le 10 mai 1748. Ambassadeur près du roi de Sardaigne en 1755.

Le maréchal Louis de Noailles obtient, le 21 mai 1743, la survivance d'un régiment pour son très jeune fils, le comte d'Ayen, devenu duc de Noailles d'Ayen, qui fit la guerre de Sept Ans; lieutenant général le 1[er] janvier 1784; mort le 20 octobre 1824. Il eut cinq filles : les marquises de la Fayette, de Montagu, de Grammont, la vicomtesse de Noailles et madame de Thesan.

Le second fils du maréchal Louis fut le marquis Emmanuel de Noailles, ambassadeur à Londres et à Vienne, grand-père du duc Paul de Noailles, chef actuel de la maison de Noailles, membre de l'Académie française, dont les deux fils, d'Ayen et de Noailles, continuent dignement leur nom dans la littérature et la diplomatie.

Le maréchal de Noailles, duc de Mouchy, eut pour fils Louis-Marie, vicomte de Noailles, qui prit part avec son beau-frère le marquis de la Fayette à la guerre de l'indépendance américaine, se fit remarquer à l'Assemblée constituante, nuit du 4 août 1789, et fut tué dans un combat naval à Saint-Domingue en 1804. Son fils Alfred fut tué au passage de la Bérésina, en 1812.

pêche arriva au quartier général le 12, en même temps que d'autres nouvelles sur les intentions de l'ennemi.

Ordre est immédiatement donné à 25 B. et 2,000 chevaux de se réunir à Valleggio le 17, où le maréchal se proposait d'arriver le même jour, y attendant d'autres troupes et se joignant ensuite aux Espagnols avec 40 B. C'est au moment où ces ordres étaient expédiés que, par un courrier parti de Versailles le 9, M. de Noailles reçut la nouvelle de la signature des préliminaires de la paix et l'ordre de traiter avec le général autrichien d'une suspension d'armes, semblable à celle déjà exécutée sur le Rhin et la Moselle.

Le maréchal de Noailles à M. d'Angervilliers.

« Camp de Bozzolo, 17 novembre 1735.

« J'ai reçu avant-hier matin le courrier que vous m'avez dépêché pour m'apporter les ordres du roi pour traiter d'une suspension d'armes avec le général des troupes de l'Empereur qui est M. de Kewenhüller, comme vous l'avez pensé; il ne pouvait arriver plus à propos. Sur la nouvelle que M. de Montemar m'avait envoyée, la nuit, que les ennemis avaient passé l'Adige au-dessous de ses quartiers, du côté de Rovigo, les ordres pour faire marcher la plus grande partie de notre infanterie et 2,000 chevaux étaient déjà expédiés, lorsque votre courrier arriva. Je fis part, sur-le-champ, à M. de Montemar des ordres que je recevais et de l'impossibilité où j'étais de faire aucun mouvement dans la conjoncture présente; je lui conseillais même de retirer ses troupes et de leur faire passer le Pô, ce qui a été exécuté. Je fis partir aussi un trompette en poste pour porter la lettre que j'ai écrite à M. de Kewenhüller, duquel je n'ai pas encore de réponse. J'ai envoyé au roi de Sardaigne; j'ai écrit à M. d'Ormea et j'ai adressé le tout à M. de Senneterre...
Ce que je puis vous dire, c'est que les Espagnols sont fort indisposés, et ce n'est pas d'aujourd'hui..............................

« La scène va changer dans ce pays; mais les embarras ne seront pas moins grands pour celui qui en est le principal auteur, et je

vous avoue que j'en prévois de considérables en tout genre....

(D. G.)

Le maréchal, ainsi forcé de contremander son mouvement, fut très embarrassé par la marche des Impériaux contre les Espagnols; et, de son côté, M. de Montemar, ignorant si ses troupes seraient comprises dans la suspension d'armes, jugea prudent d'abandonner ses quartiers et de se retirer à Pontremoli, regardant comme une affaire d'honneur, pour l'armée française, de conclure l'armistice pendant qu'elle tenait encore les quartiers de l'Adige, et espérant, en prolongeant son séjour sur les bords de cette rivière, donner aux Espagnols le temps nécessaire pour se retirer, envoya sur-le-champ un exprès à M. Kewenhüller, lui faisant part des ordres reçus. Ce général avait de Vienne des instructions analogues, et une convention, le 16, s'assemblait à Vérone.

A partir de ce jour, les hostilités cessèrent entre les Français et les Impériaux. Il n'en fut pas de même avec les Espagnols. Les Autrichiens, après avoir franchi l'Adige, se portèrent sur le bas Mincio, les cherchant partout; mais M. de Montemar avait déjà passé le Pô et levé les ponts. Ne se croyant pas en sûreté derrière ce fleuve, il songe à se retirer dans le Bolonois, en remettant aux Français tous les postes qu'il occupait depuis San-Benedetto jusqu'à l'embouchure du Panaro. Le 21, il rassembla une grande partie de ses troupes à San-Giovani; 11 B. et 12 E. restèrent dans le Parmesan, et, le 22, il se porta à Bellepozzo, à deux milles au delà de Bologne.

A cette époque le maréchal reçut du roi de Sardaigne la réponse à sa lettre qui l'informait de la suspension à traiter avec les Autrichiens, et de l'intention du roi de France de retirer les troupes du pays vénitien et de les placer dans le Milanais. S. M. Sarde se plaignit de ce que la réconciliation des cabinets de Versailles et de Vienne s'était faite à son insu et sans sa participation. Il témoigna une extrême mauvaise humeur sur le peu d'égards dont on usait envers lui et le peu d'attention donnée à ses intérêts. Ce prince laissa au maréchal la faculté d'envoyer dans le Milanais les troupes qu'il jugerait convenable; en conséquence, plusieurs B. se mirent en marche, le 20, pour en occuper les principales places.

Le 21, les plénipotentiaires arrivés à Vérone, les conférences commencèrent le 23.

Il avait été arrêté de part et d'autre d'envoyer trois officiers de grades supérieurs. Le maréchal nomma M. de Lautrec, maréchal de camp, avec adjoints : M. le duc de Crussol, brigadier, et M. de Puyguyon, colonel. Ceux du maréchal de Kewenhüller furent : M. le prince de Saxe-Hildburgshausen, feld-maréchal-lieutenant; M. de Palavicini, général-major, et M. le baron de Brettwitz, colonel; mais, dès l'ouverture de la première conférence, M. le prince d'Hildburgshausen refusa de traiter avec M. de Lautrec, en raison de la disparité de grade des envoyés. M. de Noailles, afin de ne pas retarder la conclusion du traité, trancha ces difficultés en envoyant M. de Maulevrier, lieutenant général, et le duc de Crussol fut rappelé. M. de Lautrec eut alors le second rang dans cette mission.

Les propositions de M. le prince de Saxe-Hildburgshausen furent si extraordinaires (il demandait qu'en conséquence du traité de paix, qu'il prétendait avoir été signé, on remît sur-le-champ Crémone, Guastalla et un grand nombre de postes du Milanais; que les troupes françaises ne s'opposassent point aux hostilités que les Impériaux pourraient commettre envers les Espagnols et les Piémontais, et qu'enfin les Français devaient évacuer l'Italie le plus tôt possible), que M. de Maulevrier termina la conférence en lui remettant, pour les communiquer à M. de Kewenhüller, les principaux articles de ses instructions.

Charles VI avait accepté, non sans difficultés, la médiation des puissances maritimes, qui proposèrent une suspension d'armes et un projet de pacification, concerté en secret avec la France. L'Empereur devait reconnaître don Carlos roi des Deux-Siciles, et céder à Charles-Emmanuel les provinces de Tortone, de Novare et de Vigevano. En retour, on lui promettait la garantie de la pragmatique sanction par la France et le roi de Sardaigne, avec la mise en possession des duchés de Parme et de Plaisance et la reversion de la Toscane, à l'exception de Livourne qu'on se proposait d'ériger en république. Ces bases d'accommodement furent acceptées; les négociations commencèrent, bien que les divisions entre les alliés restassent agitées.

L'Angleterre, seule, se plaçait à l'écart : cependant la campagne s'était rouverte en Italie, l'armée impériale y éprouvait une suite de revers. La prise de Messine et de Syracuse achevant la conquête de la Sicile, don Carlos est couronné roi des Deux-Siciles le 3 juillet.

Dans la Lombardie, le comte Königseck, hors d'état de résister à l'armée franco-sarde, à laquelle se joignaient les troupes espagnoles commandées par le duc de Montemar, se retire dans les défilés du Tyrol et l'évêché de Trente. La Mirandola se rend aux Espagnols, et Mantoue, qui était l'unique reste des possessions autrichiennes, est bloquée. Charles VI éprouvant la résolution désespérée de traiter séparément avec la France, les négociations s'entamèrent et les préliminaires de paix sont signés à Vienne le 3 octobre, par lesquels il s'engage à la cession du duché de Bar et de la Lorraine à la France. Le roi de Sardaigne cesse les hostilités, quoique n'accédant à l'amnistie que le 22 février 1736; alors M. de Königseck repasse le Pô et force les Espagnols se retirer dans la Toscane, consentant à une suspension d'armes. Bien que la guerre fût censée terminée, il s'écoula beaucoup de temps avant qu'on convînt des termes du traité.

Le roi de Sardaigne désirait s'étendre du côté du Milanais, la reine d'Espagne ne voulant pas renoncer aux duchés de Parme et de Toscane ; la France, enfin, demandait la cession immédiate de la Lorraine.

Quant à l'Empereur, il était peu disposé à permettre qu'un prince de la maison de Bourbon régnât en Italie, et il ne voulait pas démembrer l'Italie, ce que demandait Charles-Emmanuel.

Les difficultés s'aplanirent cependant.

Traité de suspension d'armes fait entre les commissaires députés des armées de S. M. I. et de S. M. T. C.

Art. 1er. — Suivant l'accord fait entre S. M. I., d'une part, et S. M. T. C., de l'autre, portant suspension d'armes entre leurs armées respectives, on est] convenu de faire une cessation de tous actes d'hostilité, ainsi que l'on a déjà exécuté sur le Rhin et sur la Moselle.

Art. 2. — Ladite suspension d'armes sera également observée entre les troupes de S. M. I. et celles des puissances alliées de S. M. T. C., jusqu'à ce que lesdites puissances aient le temps de déclarer si elles veulent accepter ou refuser l'armistice.

Art. 3. — Quoique par le terme de suspension on ne doive entendre qu'une suspension d'hostilités, on est cependant convenu, pour des raisons particulières, que les troupes de S. M. T. C. se retireraient des bords de l'Adige et quitteraient tous les quartiers qu'elles occupaient entre cette rivière et le Mincio.

Art. 4. — On est pareillement convenu que les troupes de France demeureraient en possession de Goïto et de Borgoforte, mais qu'elles évacueraient les autres postes qui servaient à resserrer la ville de Mantoue.

Art. 5. — On prendra pour bornes et pour limites tout le cours de l'Oglio, jusqu'à son embouchure dans le Pô. Les troupes de S. M. T. C. n'occuperont, au delà de cette rivière, que les lieux d'Ostiano et de Marcaria, et depuis l'embouchure de l'Oglio dans le Pô ; elles garderont le cours de ce fleuve jusqu'au premier lieu du territoire de l'État ecclésiastique et, de là, en suivant le tour des frontières de tout le Modenois.

Art. 6. — Il est également convenu que les troupes des deux puissances respectives ne pourront pénétrer dans aucun des États renfermés dans lesdites limites, à la réserve des troupes de S. M. T. C. qui iront relever la garnison de Goïto. Il sera aussi loisir d'y envoyer tout ce qui pourra être nécessaire pour la subsistance de ladite garnison. Lorsqu'on voudra relever cette garnison, on devra en prévenir d'avance le commandant de Mantoue, afin qu'il donne les ordres nécessaires pour le passage des troupes et leur logement.

Art. 7. — On laissera un libre cours au commerce pour le bien des différents peuples et États qui s'y trouvent intéressés, tant par terre que par les cours des rivières, et il sera demandé, à cet effet, les passeports et permissions nécessaires à qui il appartiendra d'en accorder; moyennant de pareils passeports, tous les bateaux, chariots et autres effets appartenant aux deux armées, auront aussi libre passage tant par terre que sur les rivières, comme il convient à la conservation et à la commodité des deux armées.

Fait à Mantoue, le 1er décembre 1735.

Cte DE KEWENHULLER.
Le maréchal DE NOAILLES.

Devant de telles prétentions, le maréchal fit connaître qu'il ne s'agissait pas d'un traité de paix, mais simplement d'un armistice, et que, d'après les ordres de son gouvernement, les troupes d'Espagne et de Sardaigne y étaient comprises, jusqu'à ce que ces deux puissances se fussent expliquées sur l'acceptation ou le refus; il demanda, par ces raisons, d'arrêter un détachement autrichien qui avait passé le Pô, dans le Ferrarois, et s'était emparé des magasins espagnols établis dans un faubourg de Bologne, ainsi que des troupes qui les gardaient. M. de Kewenhüller y donna satisfaction, en ordonnant au commandant de ce détachement, M. Lucchezi, de cesser toute hostilité; mais les négociations n'arrivaient pas à une conclusion, et le maréchal, après une entrevue particulière qui eut lieu à Mantoue avec le générai autrichien, arrêta la convention le 1er décembre.

M. d'Angervilliers à M. le Bailly de Laubespin (1).

« Versailles, 2 décembre 1735.

. . . .

« Je ne suis point surpris que les ennemis n'aient point osé paraître devant vous sur le lac de Garda; mais je présume que, dans les circonstances présentes, M. le maréchal de Noailles fera retirer du pays vénitien toutes nos troupes de terre et de mer, et comme le détachement des galères ne pourrait plus que chômer, le roi m'a ordonné d'expédier les ordres nécessaires pour le faire revenir à Marseille. M. de Noailles, à qui je les adresserai, vous les remettra peu après que cette lettre vous sera parvenue.

. . . .

(D. G.)

Le maréchal de Noailles à M. d'Angervilliers.

« Camp de Bozzolo, le 3 décembre 1735.

« Il ne m'a pas été possible de vous dépêcher plus tôt votre courrier, n'ayant pas voulu le faire partir que je ne fusse en état de vous rendre compte de l'exécution des ordres du roi. Il y a eu tant de choses à faire et il est arrivé tant d'incidents que, malgré ma bonne volonté, je n'ai pu faire plus de diligence. Vous pouvez compter que, dans la conjoncture présente, j'ai affaire avec toute l'Italie et à quatre armées, dont celles de l'Empereur ne me donnent pas le moins d'embarras. Ils me font tous l'honneur (dont je me passerais bien) de s'adresser à moi, et je vous avoue que je crois qu'il est de mon devoir, dans la place que j'occupe, et du bien du service de faire ce que je puis et de répondre au moins par des honnêtetés à ce que je ne puis pas.

« Le courrier qui m'apporta votre dépêche et celle de M. le

(1) Le Bailly de Laubespin, branche cadette, ayant même origine que l'amiral de Coligny; on la retrouve au XVI[e] siècle près de Charles-Quint, luttant contre Louis XIII et Louis XIV. Les deux branches aujourd'hui s'éteignent avec Léonel de Laubespin, ancien aide de camp du maréchal Valée.

garde des sceaux, en date du 23 du mois passé, arriva ici le 28.

« Ces dépêches portaient que l'intention du roi était que la suspension d'armes fût également observée à l'égard des troupes des alliés, comme au nôtre, au cas que je visse que les Impériaux eussent dessein d'agir à force ouverte contre les Espagnols. Comme j'étais informé que le cas prévu était déjà arrivé; que les Impériaux avaient fait passer un détachement de 1,000 hussards au delà du Pô, par le Ferrarais; qu'ils travaillaient à y établir un pont du côté du lac, sur lequel ils se proposaient de faire passer dans peu un corps considérable de troupes pour aller à la poursuite des Espagnols, j'écrivis sur-le-champ à M. de Kewenhüller; je donnai avis ensuite à M. de Montemar de ce que j'avais fait sur ce sujet.

« Je vous avais rendu compte de tout ce qui s'était passé jusqu'au 20 et des difficultés survenues entre nos commissaires à Vérone, aussi bien que des propositions singulières qui avaient été faites par ceux de l'armée impériale, aussi je n'en répèterai rien. Je me contenterai de vous dire que je crois qu'il ne convenait point de discuter ces articles en particulier, sur lesquels nous n'aurions jamais eu qu'à perdre; mais qu'il fallait attaquer le principe; et c'est ce que je fis. M. de Kewenhüller m'envoya ici, le 30, M. le prince de Saxe-Hildburgshausen et M. de Palavicini, que je tâchais de ramener à la raison; mais je ne voulus rien terminer avec eux.

« Le baron de Wutginau, commandant à Mantoue, était venu dîner avec moi quelques jours auparavant. Il me pressa fort d'aller dans sa place; je lui promis, mais je lui demandais qu'il engageât, sans en rien dire à personne, M. de Kewenhüller de s'y trouver, afin que nous puissions lever ensemble les difficultés qui étaient survenues et convenir de nos faits. Il me le promit, et je reçus une lettre de lui, le 30, par laquelle il m'annonçait que le général Kewenhüller serait le lendemain au rendez-vous. Je partis donc, le 1er de ce mois, de bon matin, pour Mantoue, et j'y arrivai un peu avant 11 heures : on m'y tira une quantité de coups de canon fort au delà du salut ordinaire, j'y ai été reçu d'une façon très distinguée en tous points, je ne vous en ferai assurément pas le détail; mais on a rendu à la dignité du général des Français beaucoup plus qu'on en pouvait exiger.

« M. de Kewenhüller n'arriva que quelque temps après moi.

« Après les premiers compliments, nous travaillâmes au traité; j'en avais porté la plus grande partie des articles tout dressés, ce qui abrégea l'ouvrage; il dura cependant tout le jour, et je ne voulus pas le quitter qu'il ne fût achevé. Je ne partis donc qu'à 8 heures du soir de Mantoue et n'arrivais qu'à 11 heures, très las et très fatigué. Le seul changement que vous y trouverez du premier projet que je vous ai envoyé concerne les limites de ce côté-ci, sur quoi je vous observerai :

« 1° Qu'il était impossible, pour obtenir que la suspension d'armes fût commune avec nos alliés, de ne pas céder quelque chose et se relâcher des premières demandes dont on avait par malheur donné communication aux commissaires de l'Empereur, quoique j'eusse eu la précaution de marquer dans l'instruction que j'avais donnée, qu'on ne le fît pas.

« 2° Le terrain que nous cédons ne comprend qu'une vingtaine de communautés du Mantouan qui ont été mangées et qui sont presque détruites, dans lesquelles nous ne comptions pas mettre des troupes.

« 3° Que l'intention du roi est, suivant ce que vous me l'avez marqué, de faire sortir ses troupes des États de la république. On ne pourrait plus garder ce que nous cédons, puisque les troupes ne pourraient y vivre qu'autant qu'on y ferait venir les subsistances du Brescian.

« Il résulte de ce que je viens d'avoir l'honneur de vous dire qu'en ayant l'air de faire un sacrifice, je n'ai fait qu'exécuter ce que vous m'aviez prescrit des volontés du roi. Je l'ai cependant fait valoir aussi bien que ma retraite de l'Adige. L'objet principal, à ce qu'il m'a paru, était d'obtenir la cessation des hostilités par rapport à nos alliés et que cela fît partie du traité. J'ai considéré ensuite que, pourvu que l'on conservât Goïto, Borgoforte, tout le Pô et la frontière du Modenois, et nos deux ponts sur l'Oglio, le surplus n'était pas important. Je fais expédier actuellement tous les ordres pour la marche des troupes qui doivent aller dans le Milanais, et je compte qu'elles se mettront en mouvement le 5. On travaille aussi pour évacuer tous nos dépôts et les hôpitaux. » (D. G.)

M. de Chabannes à M. d'Angervilliers.

« Bozzolo, le 5 décembre 1735.

« Les troupes du roi partent des bords de l'Adige, de ceux du Mincio et de tout le Brescian pour se fixer à garder les bords de l'Oglio, depuis Soncino jusqu'au Pô et, suivant le bord de ce fleuve, depuis Borgoforte jusqu'à Palantone sur le Panaro, et, suivant ladite rivière, du Panaro jusqu'à Finale et au-dessus de Modène.

« J'ai l'honneur de vous envoyer l'état des quartiers que ces troupes vont occuper; elles sont en marche pour s'y rendre, et j'ose vous assurer qu'elles seront logées et chauffées (1). » (D. G.)

De retour à Bozzolo où était son quartier général, le maréchal s'occupa de l'emplacement des quartiers que les troupes devaient occuper conséquemment au traité signé, et ordonna le mouvement pour le 5 décembre. Il licencia en même temps une partie des équipages de vivres et d'artillerie, et fit marcher sur la frontière du Piémont les B. de milice que le ministre désirait voir rentrer en France. Tout, dès ce moment, semblait donc annoncer la paix; mais bientôt les Impériaux arrivèrent en force en Italie, où l'Empereur avait résolu de porter ses troupes à 100 B. et 100 E. A ces nouvelles, le maréchal de Noailles craignit pour les Espagnols et demanda des ordres sur la conduite à tenir, si les Impériaux demandaient le passage par le Modenois pour s'emparer du Parmesan et

(1) *Mantouan.* Béarn, Roussillon, Rochechouart, Flandres, Monconseil et la brigade Valcourt (cavalerie).

Modenois. Royal, Puiguyon, Luxembourg, Royal-Bavière, Auvergne, Orléans et de la Motte, Vassé, Vichy, Créquy, Piémont, Beuvron (cavalerie).

Guastallais. Beauvoisis, Anjou.

Cremonois. La Ferté-Imbault, Picardie, Medoc (arquebusiers), Vexin, Foix, Souvré, la Reine.

Lodesan. Condé, Forest, Dauphin, les Cuirassiers et Dauphin (cavalerie).

Duché de Milan. Bourbon, Quercy, Senneterre, du Maine, Royal-Comtois, Champagne, la Sarre et Rosen, Toulouse, Lenoncourt, Armenonville (cavalerie).

Pavezan. Le Roi, Royal-artillerie et Vibray (dragons), Fienne (cavalerie).

Vivanosco et Novarais. Nivernois, Saint-Sernin et Bérard, Calvisson (milices).

Tortonois. Bassigny, la Marck et Nicolay (dragons), 70 B. et 51 E.

du Plaisantin. Voulant couper court aux embarras de sa situation, il proposa, dès qu'on serait instruit de la détermination de l'Espagne, à la continuation de la guerre ou à la paix, de retirer les troupes de la droite du Pô et de les faire rentrer en France.

Ayant dirigé ses troupes sur leurs quartiers d'hiver, le maréchal part de San-Martino de Bozzolo, gagne Florence et y arrive le 17.

Après s'être entendu avec M. de Montemar sur les arrangements à prendre, il se rend le 22 à Bologne où il trouve M. de Kewenhüller, avec lequel il devait traiter toutes les questions relatives à la position des deux armées. Ces discussions durèrent jusqu'au 2 janvier 1736, sans tomber d'accord. Le maréchal de Noailles, se soumettant aux instructions de Versailles, quitte Bologne le même jour et se rend à Lodi, y arrive le 9 janvier et y fixe sa résidence d'hiver.

La campagne de 1735 avait appelé les derniers B. des vieux régiments, ce qui laisse voir que toutes les forces de la France y étaient à peu près engagées.

Les régiments de Piémont, la Marine, Navarre, et Normandie, marchent avec 4 B.; Royal-Vaisseaux, Tallard, Tourraine, la Couronne, d'Estaing, Royal, Pons, Toulouse, Conti, Limousin, Gondrin, Choiseul, Alsace, Bavière, Saxe, Brendle, d'Affry, Lenck, Diesbach, avec 3 B.; Enghien et la Marck, avec 2, sans compter que les régiments étrangers en temps de guerre formaient toujours de nouveaux bataillons, bien au delà de l'effectif de paix et autant que le permettait le nombre d'enrôlements.

CHAPITRE XII.

GUERRE DE LA SUCCESSION DE POLOGNE. — CAMPAGNE D'ITALIE (1736). FIN DE LA GUERRE.

Janvier 9. Le maréchal de Noailles à Lodi. — 16. Il en part pour Turin. — *Février* 3. Retour à son quartier général ; il s'occupe, par suite du traité de paix, de retirer ses troupes du Milanais. — 7. Un régiment arrêté par les neiges sur la route de Briançon. — *Mars* 11. La cour de Madrid accède aux ouvertures du traité. — 26 et 27. Embarquement de 12 B. et de l'artillerie à Livourne. — *Avril* 3. Dernier convoi espagnol. — 20. Passage du Pô aux troupes françaises. — 28. Mise en marche par la route du Mont-Cenis. — *Mai* 11. Projets d'évacuation de l'État de Milan. — 29. Entrevue du maréchal avec M. Kewenhüller à Orio. — *Juin* 1. Lettre du maréchal à M. d'Angervilliers. — *Juillet*. Discussions. — *Août* 25. Mouvements des troupes se retirant des places fortes et du Crémonois. — 31. Évacuation complète du Milanais. — *Septembre* 3. Remise de l'état de possession au commissaire du roi de Sardaigne. — 22. Le maréchal de Noailles quitte Turin pour Versailles. — Fin de la guerre de la succession de Pologne. Retour des troupes en France.

Janvier. Délimitations entre les troupes françaises et impériales sur le Rhin. — Commissaires nommés. — *Février*. M. d'Aubigné traite à Berncastel, en même temps que M. de Belle-Isle à Paris. — 12. Mariage de François de Lorraine avec Marie-Thérèse. — Démolition de Philippsburg.

Mars 5. Convention signée à Vienne. — 13. Démolition des forts et redoutes de Trèves, Consabruck, Germersheim et du fort l'Étoile. — *Avril* 15. Évacuation du Spirebach et du Hundsruck. — 17. Évacuation du pays plat de la Moselle. — 21. Mort du prince Eugène de Savoie. — *Mai*. Les compagnies franches suivent le mouvement de retraite, pendant que le duc de Wurtemberg quitte les bords du Rhin et de la Moselle. — 16. Le roi Stanislas à Berlin. — 18. Consentement à la paix de tous les princes de l'Empire, à la diète de Ratisbonne.

Juin, Juillet, Août. Parfaite tranquillité sur nos frontières.

Septembre, Octobre, Novembre et *Décembre*. Payements des dernières contributions. Règlement des sommes dues au duc de Lorraine. Évacuation du fort de Kehl et du fort Louis. — Conclusion du traité définitif de paix.

1737. — *Février* 8. Philippsburg, Kehl remis aux Impériaux. — Prise de possession du duché de Bar. — La duchesse de Lorraine à Commercy. — 20. M. de Chauvelin exilé. — 21. Le duché de Toscane en échange de la Lorraine.

1738. Nouvelles prétentions de l'Angleterre. — Appel du contingent de la Hollande. — L'amiral Vernon part pour les Antilles. — *Octobre* 23. Publication de la guerre entre l'Angleterre et l'Espagne. — *Novembre* 13. Traité définitif de paix signé à Vienne.

1739. — La famine en France. — Camp de Compiègne du 29 avril au 28 juillet. — Pronostics de grands événements en Europe.

Pendant cette négociation, le maréchal, après être resté quelques jours à Lodi, en partit le 16 janvier pour Turin rendre visite au roi de Sardaigne, et revint le 3 février à son quartier général. Il fut alors instruit que le traité de paix était sur le point d'aboutir à sa conclusion, et qu'avant peu serait réglée l'évacuation définitive. Les conditions de paix, arrêtées secrètement entre le prince Eugène et le cardinal de Fleury, se concluaient sans le consentement de l'Espagne et de la Savoie. Le roi de France agit en cette circonstance, comme en état de donner la loi, sans avoir besoin des entremises de l'Angleterre et de la Hollande. Les conditions furent que l'électeur de Saxe demeurera roi de Pologne ; que le roi Stanislas toujours dans le pays du roi de Prusse sera reconnu roi de Pologne, et abdiquera en faveur de l'électeur de Saxe ; que le duc de Lorraine abandonne le duché de Lorraine et de Bar; que don Carlos conservera Naples et la Sicile; qu'on rende à l'Empereur toute l'Italie. Ces propositions devaient trouver obstacle de la part de la cour d'Espagne ; mais comme c'étaient nos armées en Allemagne et en Italie qui avaient acquis l'établissement de don Carlos son fils, on avait disposé de Parme et de Plaisance.

Cette paix ne parut point honorable, par le fait seul que la guerre se résumait dans une injure faite au roi de France dans la personne du roi Stanislas, qui, après avoir été élu roi de Pologne, ne demeurait point en possession de cette couronne.

Le maréchal de Noailles à M. d'Angervilliers.

« Modène, le 4 janvier 1736.

« J'ai à vous rendre compte de trois différents objets : 1° celui de l'effet de mes représentations par rapport à l'État ecclésiastique; 2° ce qui regarde l'arrangement des Espagnols avec les troupes

de l'Empereur, et 3° ce qui concerne en particulier les troupes de France et les prétentions toujours renouvelées pour une prompte exécution des premières conventions faites à Vienne, c'est-à-dire l'évacuation.

« A l'égard du premier article, j'ai déjà eu l'honneur de vous mander que l'on avait commencé à mettre quelque règle à l'établissement des quartiers d'hiver, dans les terres du saint-siège. Je vous ai rendu compte de l'arrivée de M. le cardinal Albéroni à Bologne, où il a séjourné deux jours pendant lesquels il a fallu lui laisser le champ libre pour discuter ses affaires; il en sortit mieux qu'un autre; mais il ne laissera pas d'en coûter beaucoup à sa légation, car le traitement qu'exigent les troupes de l'Empereur est fort considérable, et cela se perçoit d'une manière très dure...

« Je n'ai rien oublié pour remplir les intentions de S. M. en faisant sentir combien elle prenait part au soulagement des terres de Sa Sainteté. Je crois pouvoir même vous assurer que les soins que je me suis donnés et les instances que j'ai faites n'ont pas été absolument inutiles. J'espère même que le roi n'aura que de favorables relations de tout ce qui s'est passé à cet égard.

« Quant aux Espagnols, vous verrez à quel point nous en sommes. « Il n'y a que trois articles sur lesquels je n'ai pu avoir entière satisfaction :

« Le 1er regarde celui des postes que les Impériaux ont avancés dans la Toscane à la suite des troupes d'Espagne, qui se sont retirées d'une manière un peu désagréable. Comme M. de Kewenhüller a rendu compte à l'Empereur de la position qu'il avait prise, il n'a pas cru pouvoir y rien changer sans avoir de nouveaux ordres.

« Le 2e roulait sur les limites que M. de Montemar aurait désiré que l'on eût déterminées dans l'État ecclésiastique; à quoi il n'a pas été possible de parvenir, M. de Kewenhüller ayant toujours dit qu'il ne pouvait fixer de bornes dans un pays dont il ignorait la consistance, et s'il y trouverait de quoi faire subsister la quantité de troupes qu'il a sous ses ordres, sans compter celles qu'il attend journellement.

« Le 3e consiste en ce qui s'est passé à Bologne depuis le jour de l'armistice accordé, le 29 novembre 1735. On a rendu tous les équipages et, à l'exception de quelques vins qui ont été bus, il ne s'est rien trouvé de dissipé.

« Le nombre de troupes que l'Empereur rassemble en Italie mérite, à ce que je crois, grande attention...

« Je ne dois pas omettre de vous dire qu'il arrive journellement des recrues et que ce qui ne compose aujourd'hui que 62 B. en fera 103 à la fin de l'hiver. On ne doit pas aussi voir sans méfiance les Impériaux approcher leurs quartiers d'aussi près du royaume de Naples; enfin, il me paraît que, jusqu'à ce que la paix fût entièrement conclue, l'on doit être attentif à tout ce qui se passe, d'autant plus que, par les nouvelles que j'ai eues de Florence, M. de Montemar continue à faire raccommoder Livourne et à se donner quelques mouvements. Je crois devoir vous dire quelque chose sur ce que j'ai remarqué du caractère des principaux officiers de l'armée de l'Empereur.

« M. le comte de Kewenhüller est un galant homme, assez traitable, moins dur que les Allemands ne le sont ordinairement; mais, par ce que j'en ai vu, il n'y a rien qui vise au grand. Il me paraît gouverné par le prince de Saxe, et ne fait rien sans son conseil. Ce prince est fort bien avec l'Empereur; il lui écrit en droiture, et en reçoit les réponses. C'est un homme qui a de l'ambition, qui travaille beaucoup, et cherche à acquérir des connaissances. Au travers d'une rusticité un peu tudesque, on ne laisse pas de sentir l'homme de grande naissance, qui a envie de plaire, de parvenir, et qu'on dise du bien de lui. Je crois que l'on pourrait, sans être fort habile, lui pronostiquer qu'il sera à la tête des armées de l'Empereur, et peut-être bientôt. » (D. G.)

Presque tout le mois de janvier se passe en négociations. En effet, le maréchal de Noailles, arrivé à Lodi le 9, reçoit quelques jours après des instructions sur tous les points qu'il avait à traiter avec M. de Kewenhüller. Les Autrichiens cherchaient à donner à leurs cantonnements d'hiver une telle extension dans les États ecclésiastiques, qu'ils semblaient menacer le royaume de Naples, et les Espagnols n'étaient pas rassurés sur ces projets. Les instructions du roi de France traitaient entre autres cet objet, et, dans la réponse, M. de Kewenhüller, d'après les suppositions, s'attacha à faire disparaître toute pensée belliqueuse, en donnant l'assurance qu'il n'avait d'autre but, en étendant ses troupes, que celui de leur procurer des subsistances. Cependant M. de Montemar ne put dissiper ses craintes et voulut régler les limites; mais M. de

Kewenhüller s'y refusa. Le maréchal de Noailles, étant leur médiateur, parvint enfin à les rapprocher, en vue d'établir l'harmonie entre les deux nations, et de préparer le résultat des dispositions de paix où l'Espagne venait d'entrer.

Dans les premiers jours de février, le maréchal reçoit une dépêche de M. d'Angervilliers l'informant qu'en raison du succès des négociations, il était difficile de refuser à l'Empereur le retour des troupes françaises à la droite de l'Oglio, et qu'il aurait à convenir, sans retard, avec le roi de Sardaigne pour les placer dans le Milanais, par la manière dont aurait lieu l'évacuation de cette dernière contrée, et d'en disposer la marche sur les trois routes de Barcelonnette, de Briançon et du Mont-Cenis. M. de Chabannes (1), maréchal général des logis, fut envoyé à Turin pour traiter cette affaire, demandant d'autant plus d'activité que Versailles semblait très empressé de satisfaire, d'un côté, la cour de Vienne, en lui remettant les pàys qui, d'après les préliminaires de paix, devaient lui appartenir; et, d'un autre, le pape, en délivrant ses terres du séjour des Impériaux qui ne cessaient leurs exactions; mais le mauvais temps était une opposition en dehors des prévisions.

La neige et les pluies tombaient avec une telle abondance que bientôt tout le pays, de Milan jusqu'à Turin, fut impraticable par les inondations, et les Alpes fermant leurs passages. Ce n'était donc pas sans danger qu'on aurait pu se hasarder dans les montagnes à une pareille saison. Le maréchal en rendit compte à Versailles, en envisageant toutes les difficultés qui surviendraient, surtout par rapport aux vivres, si, une fois en chemin, les troupes étaient obligées de suspendre leur marche. Il observa même que le roi de Sardaigne semblait peu disposé à favoriser l'évacuation avant d'avoir assuré ses intérêts par les éclaircissements qu'il avait demandés aux différentes cours, et qu'il était impossible, si ce prince ne re-

(1) De Chabannes (Jacques, marquis de Curton), d'une autre branche que celle de Chabannes de la Palice, qui prit part à la bataille de Fornone, près Plaisance, gagnée par Charles VIII, et qui accompagna Louis XII dans la conquête du Milanais, entra aux mousquetaires en 1701. Mestre de camp du régiment d'Anjou, puis de Royal-cravattes. Brigadier de cavalerie le 1er février 1719. A l'armée du Rhin en 1733. Maréchal de camp le 20 février 1734. Lieutenant général le 1er mars 1738. Fait la campagne de Bohême. Meurt après la levée du siège de Prague, le 9 octobre 1742, à l'âge de 59 ans.

tirait ses troupes du Milanais, d'y placer nos 22 B. et les 12 E. encore sur la droite du Pô.

Mais en même temps M. du Theil, ministre plénipotentiaire de France, pressé par l'Empereur d'accélérer l'évacuation, signe à Vienne un acte par lequel il engage la France à remettre sur-le-champ aux troupes impériales Ostiano, Marcaria, Goïto, Borgoforte, et tous les postes occupés par les Français dans le Modenois après la retraite des Espagnols. La nouvelle de cette mesure, arrivée au maréchal dans un moment où le roi de Sardaigne s'opposait à évacuer le Milanais, pouvait le mettre dans l'embarras, s'il n'avait reçu à la même époque une dépêche de M. le garde des sceaux, l'informant que, malgré les instructions des cours à leurs généraux de s'entendre sur les dispositions relatives à l'élargissement des quartiers des Impériaux, il ne devait procéder à aucune autre opération que celle stipulée dans l'acte signé à Vienne, sans avoir de nouveaux ordres.

Acte signé à Vienne, le 4 février 1736, par M. le comte de Sinzendorff et M. du Theil.

L'Empereur et le Roi T. C., désirant également de procurer le plus promptement possible le soulagement des pays en Italie, qui ont souffert des malheurs de la guerre, et de procurer à leurs troupes respectives une plus grande facilité de subsistances, S. M. I. et S. M. T. C. sont convenues de ce qui suit :

Comme suivant les limites qui ont été marquées par les articles signés à Mantoue le 1er décembre 1735, les troupes impériales ne pourraient pas assez s'élargir pour trouver commodément la subsistance, le duché de Mantoue étant tellement ruiné par les effets de la guerre qu'on n'y saurait prendre des quartiers d'hiver, il en sera incessamment fixé d'autres.

Il sera enjoint aux généraux respectifs de s'entendre amiablement là-dessus sur les lieux, ayant égard tant au soulagement des pays qu'à la conservation des troupes, selon l'amitié et la bonne intelligence déjà parfaitement rétablie entre S. M. I. et S. M. T. C.

Il demeure dès aujourd'hui conclu et arrêté que l'on remettra aux troupes impériales : Ostiano, Marcaria, Goïto, Borgoforte, de même que les places et postes où depuis l'armistice les troupes de S. M. T. C. se sont portées après que celles du Roi Catholique les ont quittés.

En foi de quoi, nous ministres plénipotentiaires avons signé la présente déclaration.

(D. G.)

Articles des préliminaires de la paix signés à Vienne.

1er — Le Roi, beau-père de S. M. T.C., qui abdiquera, sera reconnu et conservera les titres et honneurs de roi de Pologne et de grand-duc de Lithuanie; les provinces et villes de la Pologne seront maintenues et garanties dans leurs droits, libertés, honneurs et privilèges des constitutions des Polonais et particulièrement de la libre élection de leur roi. Le Roi, beau-père de S. M. T. C., sera mis en possession du duché de Bar, après la mort du grand-duc ; il sera encore mis en possession du duché de Lorraine, pour jouir des dits deux duchés sa vie durant, lesquels après sa mort seront réunis en pleine souveraineté et à toujours à la couronne de France.

2. — Le roi Auguste sera reconnu roi de Pologne et grand-duc de Lithuanie ; le grand-duché de Toscane, après la mort du présent possesseur, appartiendra à la maison de Lorraine.

3.—Les royaumes de Naples et de Sicile avec les places de Toscane appartiendront au prince qui est actuellement en possession.

4. — Le roi de Sardaigne possèdera à son choix, ou le Novarois et le Vigevanesque, ou le Novarois et le Tortonois ; il aura de plus la supériorité territoriale des terres des Langhes, conformément à la liste produite par le commandant Solar en 1732, avec les quatre terres de San-Fidele, Torre di Torti, Gravedo et Campo-Maggiore; lui sera libre de fortifier telle place qu'il jugera à propos dans les pays acquis ou cédés.

5. — On rendra à S. M. I. les autres États qu'elle possédait en Italie avant la présente guerre ; en outre lui seront cédés les duchés de Parme et de Plaisance. Comme aussi seront restituées à S. M. I. et à l'Empire toutes les conquêtes sans exception faites sur l'un ou sur l'autre.

S. M. T. C. garantira la pragmatique sanction. (D.G.)

M. de Chabannes à M. d'Angervilliers.

« Turin, le 15 février 1736.

« Nous n'avons encore point de nouvelles que le régiment de hussards arrêté à Fenestrelle, depuis le 7 de ce mois, ait pu continuer sa route. Vous jugerez par là combien il est difficile de passer les montagnes surtout avec une armée. Il est vrai qu'ordinairement, dans le milieu de mars, le passage des montagnes est moins difficile, parce que les neiges qui tombent en décembre et janvier sont affermies par les gelées, et que l'on passe dessus sans crainte des avalanches et des inondations causées par la fonte des neiges; mais cette année est différente de ce qui arrive ordinairement. Les neiges tombent depuis le 1er février en grande abon-

dance dans les montagnes et, au lieu de gelées, il pleut continuellement dans les plaines, ce qui a causé de grandes inondations. Ainsi, on ne saurait déterminer le temps de l'évacuation, et je ne crois pas que l'on puisse hasarder de mettre les troupes en mouvement. Si par aventure il arrivait que la tête de nos colonnes fût arrêtée dans les montagnes comme le sont en ce moment les hussards, il pourrait s'en suivre des désordres, etc. »

M. d'Angervilliers à M. de Chabannes.

« Vous paraissez persuadé que le roi de Sardaigne et M. de Kewenhüller auraient beaucoup de répugnance à faire mouvoir leurs troupes dans cette saison. Il serait bien moins raisonnable de nous proposer d'exposer les nôtres au passage des Alpes, et je ne combattrai pas l'opinion où vous êtes que cela est impraticable. Je pense même qu'il n'y faut pas songer plus tôt que dans deux mois. Je suis persuadé que nous ferons tout ce qui est possible pour nous maintenir jusque-là dans le Modenois; mais le roi désire, à tout événement, de convenir avec le roi de Sardaigne des arrangements qu'il y aurait à prendre pour le cas de nécessité de placer toutes nos troupes dans l'État de Milan, et c'est le premier objet de votre négociation. » (D. G.)

M. de Peloux à M. d'Angervilliers.

« Lodi, le 20 février 1736.

« L'objet principal aujourd'hui est celui de l'évacuation pour laquelle le maréchal fait ses dispositions à l'avance. Vous êtes sans doute informé de l'obstacle qui pourra la retarder par rapport aux passages des Alpes qui se trouvent fermés par les neiges. On assure qu'il y a plus de vingt ans qu'il n'en est tombé une si grande quantité. En attendant que cet inconvénient cesse, le maréchal examine plusieurs projets de route, et il s'est fixé à celui-ci :

« Route de Pavie au Pont-de-Beauvoisin. — Pavie, *séjour*. Garlasco, Mortara, Vercelli, *séjour*. Santhia, Ciano, Chivas, Setteno,

séjour. Rivoli, Bossolino, Suze, *séjour.* Lanslebourg, Modane, *séjour.* Saint-Michel, la Chambre, Aiguebelles, *séjour.* Montmelian, Chambéry, *séjour.* Les Échelles, Pont-de-Beauvoisin, — 25 jours de marche et séjours.

« Route de Pavie à Barcelonnette. — Pavie, *séjour.* Carbonara, San-Giorgio, Valle, *séjour.* Casale, Montcalvo, Asti, *séjour.* San-Damiano, Sommavine, Fossano, *séjour.* Centallo, Vinadio, Vinay, *séjour.* Brezes, Larche, Barcelonnette, — 19 jours de marche et séjours.

« Route de Novara à Briançon. — Novara, *séjour.* Vercelli, Trino, *séjour.* Crescentino, Chivas, Volpiano, *séjour.* Torinese ou Alpignano, Piosasco, Pignerol, *séjour.* La Perouse, Fenestrelle, Sesane, Briançon, — 15 jours de marche et séjours. »

Les négociations de la paix laissaient espérer une prompte solution, car le maréchal recevait l'ordre positif de ne plus différer l'évacuation du Modenois et d'insister auprès du roi de Sardaigne pour placer ses troupes à la droite de l'Oglio, et, le 30, devait rentrer avec toute l'armée. Comme il n'y avait dans les postes occupés à la droite du Pô que 5 B., et que Marcaria, Ostiano, Goïto et Borgoforte n'étaient gardés que par des détachements, le maréchal jugea qu'en faisant rentrer ces derniers à leurs corps, et en obtenant dans le Vigevanesque et le Novarois l'emplacement pour les 5 B., il n'en résulterait aucun inconvénient. Le roi de Sardaigne, auquel le maréchal en avait référé, était plus craintif que jamais à l'égard des Impériaux, et déclara : 1° que son intention était de ne point consentir au départ des troupes françaises de l'Italie avant d'être assuré de la part qu'on ferait à ses conditions; 2° que, par la même raison, il ne pouvait retirer ses troupes du Milanais pour procurer l'élargissement aux Français et aux Impériaux; 3° qu'il ne pouvait accorder dans le Vigevanesque et le Novarois l'emplacement pour les 5 B.; mais que, comme après leur départ de l'armée, et même après celui de 9 B. et 8 E. que M. de Chabannes proposait de faire repasser en France, il resterait en Italie assez de troupes pour sa sûreté, il consentirait à leur expédier des ordres de route à travers ses États au moment de leur départ.

La rigueur du temps rendait impossible alors toute marche vers la France, et, après les réponses du roi de Sardaigne, le maréchal

ne vit d'autre moyen que d'écrire à Versailles et de faire agréer par la cour de Vienne le commencement de l'évacuation à la fin de mars, vers le 15 avril le passage des montagnes devenant praticable, selon les probabilités ordinaires. Cependant, désireux de satisfaire aux termes de l'engagement signé à Vienne, le maréchal envoya des ordres à M. de Savines, commandant dans le Modenois, de retirer les 5 B. cantonnés depuis San-Benedetto jusqu'à Quatrelle, et de les répandre dans son commandement. Par suite de difficultés survenues de la part du général de Kewenhüller, qui annonça des prétentions propres à troubler la tranquillité naissante, l'ordre fut suspendu. Il exigeait :

1° L'évacuation des Espagnols du Parmesan et du Plaisantin ;

2° La remise aux Impériaux de tous les quartiers du Milanais occupés par les Français, à l'exception des places fortes; et à ce que les troupes établies se retirassent dans le Novarois et le Vigevanesque.

M. de Maillebois à M. d'Angervilliers.

« Milan, le 6 mars 1736.

« Vous verrez aussi, par les arrangements de M. de Chabannes et ceux de M. l'intendant, que nous aurons sur les routes quelques ressources d'hôpitaux pour les soldats malades; il sera bien nécessaire d'y laisser des officiers et sergents, sans quoi nous courrions grand risque de ne plus revoir tout ce que nous laisserions en arrière, et je vous suis trop attaché pour ne pas vous supplier de faire de cette armée et de ce qui la compose tout le cas qu'elle mérite : c'est la seule qui ait véritablement fait la guerre depuis vingt-deux ans.

« Cette guerre a eu un avantage bien singulier pour ceux qui ont voulu s'instruire : c'est que dans le peu de temps qu'elle a duré on a pu y apprendre sur tous les plus grands événements du métier, à la réserve de la défense des places que nous n'y avons pas pratiquée; mais on y a vu toutes les autres opérations, comme sièges, batailles, attaques et défenses de postes, affaires de partis à la guerre, retraites et arrière-gardes attaquées, campements et

décampements fréquents, surprises, passages de rivières, soit à gué, soit avec des ponts; et, quoique le goût d'étudier toutes ces parties ne soit pas aussi général qu'il serait à désirer, je connais cependant nombre de sujets, dans cette armée, qui s'y sont livrés et qui ont fait de très bons mémoires et de très bonnes observations tant sur ces événements que sur la connaissance du pays, qui y fait un point bien important. » (D. G.)

Le général autrichien revenu à de meilleures conditions, le mouvement s'exécuta le 6 mars; il lui restait cependant une extrême défiance envers les Espagnols et ne fut tranquille qu'en recevant, le 11, une lettre de M. de Montemar, par laquelle la cour de Madrid avait accédé aux ouvertures de paix et conséquemment procédait aux préparatifs d'évacuation, et même avec une telle activité que peu de jours après une partie de ses troupes se dirigeait sur Livourne et que, le 26 et le 27, il embarquait 19 B. et presque toute son artillerie. La cavalerie espagnole se mit en marche le 1er avril par la côte de Gênes, et dans sa destination devait traverser la France. Les troupes du second convoi s'embarquèrent le 3 avril au nombre de 12 B.; il ne lui restait plus en Italie que 11 B. à Livourne et à Pise, et des détachements à Parme et à la Mirandola.

M. de Montemar se rendit le 9 avril de Livourne à Naples, laissant à M. le comte de Manda le commandement des troupes et le soin d'achever l'évacuation.

Convention signée à Vienne, le 11 avril 1736.

Au nom de la T. S. Trinité, du Père, du Fils, et du Saint-Esprit. Ainsi soit-il.

S. M. I. et S. M. T. C., animées d'un désir égal d'affermir de plus en plus la bonne intelligence et amitié établies entre Elles et si nécessaires pour le bien de la Chrétienté, et d'assurer solidement un parfait repos en Europe, déclarent qu'Elles veulent procéder aussi promptement qu'il sera possible à l'effectuation des conditions de paix stipulées. Elles sont convenues des articles suivants :

Art. 1er. — S. M. I. et S. M. T. C. confirment, autant que besoin serait, la convention signée à Vienne le 5 du mois passé par leurs ministres respectifs concernant les contributions et toutes les autres impositions du côté de l'Allemagne, et stipulant le temps auquel les troupes de S. M. T. C. se retireraient du plat pays de l'Empire.

Art. 2. — L'Empereur et le Roi T. C. n'entendent que leurs troupes exigent de nouvelles contributions des États neutres en Italie. L'acte signé à Vienne le 4 fé-

vrier de la présente année, pour procurer plus d'aisance aux troupes impériales, sera censé avoir la même force que s'il était inséré ici.

Les revenus du Milanais, dont la Doria fait partie, et les impositions faites sur le pays pour le traitement, les fourrages et les quartiers d'hiver des troupes, appartiendront à S. M. T. C. ou à ses alliés, jusqu'au jour de l'échange des ratifications de la présente convention, et seront payés dans le terme de 3 mois. On évacuera, dans le plus court terme qu'il sera possible, tout le Milanais, à l'exception des deux districts qui doivent appartenir au Roi de Sardaigne, en vertu des préliminaires ; cette évacuation ne pourra être différée. Dans le même temps, le Roi de Sardaigne, demeurant en possession desdits deux districts, prendra aussi celle de tout ce qui est stipulé en sa faveur dans le 4e article des préliminaires.

Pour ce qui regarde le traitement des troupes jusqu'à leur entière retraite, les généraux respectifs auront ordre de s'entendre ensemble sur cela, de manière à pourvoir en même temps au soulagement du pays et à la conservation des troupes. Et à l'égard des autres pays qui doivent appartenir à S. M. I. et dans lesquels elle doit mettre des garnisons, il n'y sera non plus commis aucun excès, ni rien innové, et l'évacuation s'en fera exactement dans les termes convenus. L'on ne détournera aucun document, papier, écrit, ni archives, concernant les pays qui doivent revenir à S. M. I.

Art. 3. — Et comme tout doit marcher d'un pas égal, on convient que les troupes des alliés de S. M. I. qui seront en Pologne et en Lithuanie y vivront et se comporteront comme troupes qui ont à en sortir six semaines après l'échange des ratifications, et quant à la subsistance desdites troupes jusqu'à leur entière retraite, on se réglera entièrement sur ce qui conviendra.

Art. 4. — S. M. I., qui promit à S. M. T. C. la parfaite exécution de sa part du 1er article préliminaire en tous ses points, s'engage aussi à faire à S. M. T. C., incessamment, et au plus tard dans l'espace d'un mois, à compter du jour de la signature de la présente convention, les déclarations en bonne forme de la Czarine et du roi Auguste, portant non seulement l'acceptation de tout ce que contient le 1er article des préliminaires, mais encore l'obligation et l'engagement qu'il sera pleinement exécuté en Pologne, notamment en ce qui regarde la reconnaissance du roi Stanislas Ier avec les titres et honneurs de roi de Pologne et grand-duc de Lithuanie ; la restitution de ses biens et ceux de la Reine son épouse ; la conservation inviolable des droits et privilèges de la République de Pologne et la sûreté pour toutes personnes, villes et provinces, sans aucune exception, de n'être ni molestées, ni inquiétées, sous prétexte de ce qui s'est passé pendant les derniers troubles de Pologne.

Les déclarations de la Czarine et du roi Auguste seront remises à S. M. I.

Art. 5. — Seront concertés, dès à présent, par les parties intéressées, tous les actes de cessions des pays qui, en vertu des préliminaires, doivent appartenir et rester à chacune.

Art. 6. — S. M. I. s'engage d'employer de bonne foi tous les soins possibles pour obtenir, dans le terme de six semaines, le consentement de l'Empire, en bonne forme, aux actes préliminaires pour tous les points.

Art. 7. — S. M. T. C. fera évacuer les places de Kehl, Philippsburg et Trèves, dont les deux premières seront remises à la disposition de l'Empereur et de l'Em-

pire et la 3e à l'Électeur de ce nom, en sorte que les troupes de S. M. T. C. n'y puissent plus rien posséder ou retenir; mais si, contre toute attente, le consentement de l'Empire tardait plus longtemps à être donné, l'évacuation susdite aurait à se faire au moment que la France en serait assurée.

ART. 8. — S. M. I. et S. M. T. C. se déclarent garants de l'exécution de tout ce que contient la présente convention et, en conséquence, elles n'agiront que d'un parfait accord sur tout ce qui pourra regarder l'affermissement et la continuation de la paix.

En foi de quoi, nous ministres plénipotentiaires de S. M. I. et de S. M. T. C., avons signé cette présente convention et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

A Vienne en Autriche, ce 11 avril 1736.

PHILIPPE-LOUIS, comte DE ZINZENDORF.

LA PORTE DU THEIL.

ARTICLE SÉPARÉ : 1er.

S. M. T. C. ayant fait connaître que, nonobstant ce qui est stipulé aux 1er et 2e articles des préliminaires, sur le temps où le duché de Lorraine devra suivre le sort de celui de Bar, elle désirerait qu'au lieu de prendre pour époque la vacance du grand-duché de Toscane, on le fixât au terme de la prise de possession du duché de Bar par le Roi, beau-père de S. M. T. C.; S. M. I. déclare, nonobstant ces clauses du 1er et du 2e article des préliminaires, que le duché de Lorraine sera cédé au Roi, beau-père de S. M. T. C., aussitôt après la conclusion et l'échange des ratifications d'une convention à cet effet signée soit entre S. M. I. et S. M. T. C., soit entre S. M. T. C. et S. A. R. le Duc de Lorraine.

ARTICLE SÉPARÉ : 2e.

Le roi Stanislas, entrant en possession du duché de Lorraine et de Bar, la prendra de tout ce que possède le Duc de Lorraine dans la Lorraine et le Barrois, à l'exception, néanmoins, du comté de Falkenstein et dépendances.

Fait à Vienne, ce 11 avril 1736.

PHILIPPE-LOUIS, comte DE ZINZENDORF. — LA PORTE DU THEIL.

ARTICLE SÉPARÉ.

La convention signée aujourd'hui ayant été composée et rédigée en langue française contre l'usage ordinaire observé entre S. M. I. et S. M. T. C., cette différence ne pourra être alléguée pour exemple ni tirer à conséquence ou porter préjudice en aucune manière. La convention signée aujourd'hui ne laisse pas d'avoir la même force et vertu que si elle était en langue latine.

Fait à Vienne, ce 11 avril 1736.

Ce départ précipité des Espagnols permettait maintenant aux Autrichiens d'occuper le Parmesan et le Plaisantin; mais ils ne firent aucune démarche dans ce but, et même montraient peu d'empressement à quitter les terres du pape, aux dépens desquelles ils vivaient.

A la date du 6 avril, au sujet du départ des Espagnols, M. d'Angervilliers dit au maréchal de Noailles :

« Je conviens que la situation des Impériaux, occupant Parme et Plaisance pendant que nous tenons le Crémonois, sera singulière; mais comme il reste encore quelques points à arranger sur la pacification générale, on peut dire qu'on s'entend et qu'on est convenu, sur le fond, de l'affaire. Il ne peut résulter aucun inconvénient de la position bizarre des troupes des deux puissances. » (D. G.)

M. de Kewenhüller continua néanmoins de solliciter de M. de Noailles la cession du Crémonois et d'une partie du Milanais; ce dernier s'en tint à ses ordres de n'entendre aucune proposition dans ce sens; d'ailleurs, le roi de Sardaigne persistait dans son idée, et les Alpes restaient impraticables. Le seul déplacement du maréchal fut d'envoyer à la droite du Pô 4 B. occupant le plat pays du Milanais et placés à la frontière du Pavesan.

Sur ces entrefaites, le maréchal reçut l'autorisation de renvoyer en France, aussitôt que le temps le permettrait, 13 B. et 13 E.; le 20, 6 B. repassèrent le Pô dans le Modenois, et furent dirigés dans le Novarois et le Vigevanesque pour les rapprocher de leur route.

Presque en même temps, M. d'Angervilliers lui annonçait la liberté d'évacuer le Modenois quand il le jugerait à propos; mais les magasins formés lui assurant les subsistances jusqu'au 15 juin, il jugea ne pas devoir accélérer le mouvement, et ne mit seulement en marche que le 28 avril, par la route du Mont-Cenis, la seule devenue possible, les 13 B. et les 13 E.

En effet, le 4 mai, un courrier lui apportait une convention signée à Vienne le 11 avril, pour régler la forme et l'époque de l'évacuation, qui devait être effectuée en six semaines après le 11 mai.

Celle du Modenois fixée au 10 de ce mois, M. de Savines reçut l'ordre de faire passer les troupes dans le Milanais, où étaient préparés leurs quartiers. Comme le mouvement des autres corps se concertait avec le roi de Sardaigne, M. de Noailles partit de Lodi,

le 7, pour se rendre auprès de ce prince. Il le trouva livré à la plus vive inquiétude de la rentrée des Français avant d'avoir obtenu entière satisfaction : en effet, il n'avait point encore reçu de l'Empereur les actes de cession et ne savait même pas s'ils seraient selon ses désirs. Le maréchal s'attacha à persuader le roi que, pour ne pas donner atteinte à la convention de Vienne, il était nécessaire de renvoyer quelques autres troupes en France; S. M. y consentit et expédia des ordres pour le départ de 11 autres B. et 3 E. Après cette mise en route, il ne devait plus rester en Italie que 36 B. et 22 E.

Le maréchal avec l'entière faculté de l'évacuation fit préparer des approvisionnements sur trois routes, afin de délivrer en quinze jours tout l'État de Milan, après le départ desdits B. et E., et rentra ensuite le 13 à Lodi, où il trouva une lettre de M. de Kewenhüller (1), l'instruisant de son arrivée à Parme et l'invitant à une entrevue ; mais plusieurs raisons l'engagèrent à s'y refuser :

1° Pour donner aux troupes qui allaient partir le temps de s'avancer vers la France, avant de leur en faire succéder d'autres;

2° De pouvoir attendre les instructions de Versailles sur la conduite qu'il avait à tenir;

3° Pour donner le temps voulu au règlement des comptes avec le Milanais;

4° Pour ne pas montrer trop d'empressement envers les Impériaux, ce qui aurait fait soupçonner au roi de Sardaigne une mauvaise intention de la France à son égard.

Louis XV approuva cette conduite et lui fit connaître ses vues sur les différents points dont il avait demandé des éclaircissements. Ainsi, quant à l'évacuation des places fortes, le maréchal était libre, si le roi de Sardaigne le désirait, de les occuper avec les troupes françaises seules, jusqu'au moment de la remise aux Autrichiens; mais cette remise ne lui était prescrite que sur un nouvel ordre.

(1) Le maréchal comte de Kewenhüller a laissé des mémoires très dispersés, inconnus même, et un petit volume de maximes de guerre, Paris et aux Deux-Ponts (1771), traduit par le baron de Sinclaire, colonel d'infanterie au service de France. Il est fâcheux de n'y rien trouver sur sa défensive dans le Trentin contre l'armée des alliés, à la fin de la campagne de 1735. Est mort le 26 janvier 1744, à l'âge de 60 ans. La cour d'Autriche et l'armée en exprimèrent de vifs regrets, dans un temps où son expérience et ses talents pouvaient être si utiles.

En ce qui concernait les difficultés qui avaient motivé le retard de la délivrance de l'acte de cession promis au roi de Sardaigne, elles étaient aplanies et, sans aucun doute, cet acte parviendrait à Turin avant l'hypothèse du renvoi de nouvelles troupes en France.

Les 11 B. et les 13 E. étaient maintenant en pleine marche, et toutes les troupes ayant évacué le Modenois arrivaient successivement dans l'État de Milan, où devaient se trouver tous les cantonnements français.

M. de Kewenhüller insista près du maréchal de Noailles pour ne plus différer la rentrée de l'armée française, et lui donner ainsi le moyen de soulager les États de Parme et de Plaisance ainsi que le Mantouan. Le maréchal ne céda point à ces nouvelles instances et voulut s'en tenir à ses ordres; il prépara seulement, pour les premiers jours de juin, le départ de l'artillerie et du B. de Royal-Artillerie; mais pressé plus que jamais, il se rendit à Orio, près Casal-Pusterlengo, route de Plaisance, le 29 mai, où il joignit M. de Kewenhüller.

Le maréchal, après lui avoir exprimé que la France ne songeait point à prolonger le séjour de ses troupes en Italie, le persuada sur l'impossibilité d'évacuer le Milanais et de lui en remettre les places sans les ordres du roi : 1° que la consommation de cet article dépendait uniquement de la cour de Vienne et que, Versailles ayant reçu ce qu'elle en attendait, il en serait informé; que, malgré la convention signée le 11 avril, l'évacuation fixée à six semaines après l'échange des ratifications, aucune expression n'indiquait si elle devait être commencée ou achevée dans ce terme; 2° que l'article 3 de la convention était clair et décisif, en faisant connaître que l'évacuation totale ne devait avoir lieu qu'en raison de l'exécution des autres conventions stipulées dans le même article, et 3° enfin, on devait nous savoir gré d'avoir avancé l'opération au point de pouvoir la terminer en dix jours. Puis il traita l'article des subsistances et les arrérages dus par l'État de Milan.

M. de Kewenhüller amena l'entretien sur la manière dont les places seraient remises, ajoutant ne les recevoir que de la main de la France, parce que l'Empereur son maître ne connaissait point les autres puissances alliées. Ce point parut très délicat au maréchal, et, prévoyant des complications, il dut en référer au roi et demander des instructions.

« Je croirais, » écrit le maréchal à M. d'Angervilliers, le 1er juin, « si le roi l'approuve ainsi, que, sans rien faire connaître au roi de Sardaigne de ce que m'a dit M. de Kewenhüller, je dois lui faire moi-même la proposition comme étant d'une plus grande convenance pour ses troupes, et pour éviter des embarras et des chicanes de la part des Impériaux; car si l'on pressentait qu'il y eût quelque chose qui pût intéresser ce qu'on appelle à Turin le *decoro*, je puis vous assurer que nous n'en viendrions pas aisément à bout. »

M. d'Angervilliers à M. le maréchal de Noailles.

« Versailles, le 9 juin 1736.

« Il a toujours paru, depuis que vous êtes en commerce avec M. de Kewenhüller, que ce général était susceptible d'entendre raison ; et, en effet, il lui eût été difficile de résister à l'évidence avec laquelle vous lui avez fait connaître, par des faits, qu'en conséquence de la convention du 11 avril nous travaillons très sérieusement à l'évacuation, puisque nous avons déjà fait passer en deçà 84 B. et 26 E.; que nos officiers généraux et les ingénieurs sont remerciés; que notre artillerie était sur le point de se mettre en marche vers les monts et que vos dispositions sont telles qu'en dix jours ce qui vous reste de troupes aura repassé le Tessin. Il ne peut ignorer qu'il nous manque encore beaucoup de choses de la part de la cour de Turin et que cependant nous nous arrangeons de manière que, dès qu'elle y aura satisfait, nous sommes déterminés à remplir tous les engagements relatifs que nous avons pris. Nous ne nous sommes pas même arrêtés jusqu'ici à l'article de la convention du 11 avril qui porte que tout doit marcher d'un pas égal, et on a été bien en avant de notre part.

« Quant à la subsistance actuelle de nos troupes, la convention du 11 avril n'est pas susceptible de commentaires à cet égard. M. de Fontanieu m'a mandé, par l'ordinaire précédent, que votre lettre au chancelier Olivazzi avait produit tout son effet.

. . . .

« Je viens à l'article le plus difficile à traiter, qui est celui de la remise des places. Il est bien difficile de ne pas croire que, lorsque

M. d'Ormea vous a jeté quelques insinuations pour que l'Empereur les reçoive de vos mains, ce ministre n'eût pas, du moins, présenté le goût de son maître. Cela supposé, M. de Kewenhüller désirant la même chose, l'affaire serait bientôt faite ; il s'agit donc à présent que vous tâchiez de conduire M. d'Ormea à s'expliquer plus formellement et de l'engager à vous proposer de vous charger de la consommation de l'ouvrage. S'il se trouvait qu'on eût changé d'idée là-dessus à la cour de Turin, on pense ici comme vous, monsieur, que vous ne devez pas insister. Il faudrait bien alors vous retourner sur M. de Kewenhüller et tâcher de l'amener à consentir que le roi de Sardaigne, qui est en possession, par ses officiers-majors, de toutes les places fortes, s'en dessaisisse entre les mains du général de l'Empereur. Il est difficile de croire que M. de Kewenhüller, qui paraît penser assez juste sur tout, se refuse à une chose qui en elle-même est de règle, et qu'il veuille par là retarder la prise en possession du Milanais, après laquelle il soupire depuis longtemps.

. . . .

« Voilà ce que j'ai ordre de vous mander, en vous ajoutant que S. M. est persuadée que vous saurez parfaitement traiter ce point délicat de négociation, de manière que chacune des parties sera contente, et que vous saurez allier le *decoro*, dont la cour de Turin est jalouse, avec ses véritables intérêts, qui sont précieux au roi. » (D. G.)

Il est facile de prévoir, par la tournure des affaires, l'empêchement qui va retarder l'évacuation. Versailles, pas plus que l'armée, ne se faisait illusion sur le terme de cette opération accomplie dans un avenir encore éloigné, et des mesures assurèrent les vivres pendant le temps de l'occupation prolongée.

A la question de la remise des places s'en joignirent d'autres dont les principales furent :

1° L'arrangement qu'il y avait à prendre avec le Milanais pour la liquidation de ce qui était dû par cette contrée, en contributions et fourrages ;

2° L'envoi des actes promis au roi de Sardaigne, que la cour de Vienne différait pour des raisons politiques ;

3° La mésintelligence qui régnait entre M. de Montemar et M. de Kewenhüller, parce que le premier se refusait d'évacuer la Toscane et que le second avait fait arrêter un convoi d'artillerie.

Dans cet état de choses, le maréchal de Noailles avait la mission

difficile de concilier les partis en ménageant leurs intérêts. Sa correspondance à ce sujet avec le roi de Sardaigne, le général impérial et le général espagnol est innombrable. Ces deux derniers étaient aussi peu confiants l'un envers l'autre que portés à souscrire à ce que le maréchal proposait dans leur intérêt réciproque. Afin de mettre d'accord les causes de retard dans l'événement de paix si désiré, une nouvelle conférence eut lieu à Pusterlengo le 10 juin, entre M. de Noailles et M. de Kewenhüller. Ce dernier exposa dans un mémoire toutes ses prétentions et le maréchal, prévoyant d'autres entraves, sur les dettes du Milanais, proposa à Versailles de les éviter en faveur des évacuations, convenant avec la cour de Vienne : 1° d'une somme à laquelle se réduiraient tous les droits de la France ; 2° de prendre les mesures nécessaires pour en assurer le paiement; 3° de suspendre tout mouvement jusqu'à la décision des deux cours.

Quant à M. de Kewenhüller, ayant enfin reçu de Vienne le projet de l'Empereur cédant le Tortonois et le Novarois, il en dressa une copie qu'il remit à M. le maréchal avec demande d'une nouvelle conférence sur l'entière évacuation, qui ne devait plus souffrir de difficultés de la part du roi de Sardaigne, puisqu'il avait obtenu satisfaction. En même temps il écrivit à M. de Montemar pour le sommer d'effectuer celle de la Toscane, lui adressant de vifs reproches sur le retard éprouvé par sa faute. Le maréchal s'empressa de faire parvenir au roi de Sardaigne le projet de cession. Ce prince, blessé de la manière dont il lui parvenait et mécontent de l'oubli des fiefs des Langhes, dont il devait être reconnu souverain et en avoir la jouissance après l'évacuation du Milanais, s'écria qu'il ne l'accepterait pas et força de s'en remettre à la décision des cours. Il en fut de même de beaucoup de points dans la conférence.

M. de Kewenhüller au maréchal de Noailles.

« A San-Antonio, le 20 juin 1736.

« V. E. verra de la réponse du duc de Montemar à quoi tient l'évacuation de la Lumegiana et de la Toscane ; il paraît, de là, que la France en est tout à fait la cause. Je dois même dire à V. E.

que M. de Montemar a dit au capitaine Delmonte, porteur de ma lettre, qu'il était tout prêt pour faire le dernier embarquement selon les ordres de sa cour, que M. de Lautrec est venu lui dire qu'il ne devait aucunement se presser, puisqu'il recevait des ordres différents de sa cour, ce qui en effet s'est vérifié à peu près. V. E. sent aussi que le roi a toute raison du monde de se plaindre, selon qu'elle l'a pu voir par ce dernier écrit on voit aussi clairement que ces subterfuges tendent à prolonger l'évacuation, puisque tantôt la cession du Novarois et du Tortonois, tantôt la caution des prétentions sur le Milanais, tantôt l'explication du second article, qui par un artifice de rhétorique veut être entendu sous un autre sens, et tant d'autres oppositions causent l'abîme des pays de S. M. I., de fond en comble, ôtent la subsistance pour l'avenir aux pays, même aux troupes de S. M.

« Il n'y a rien de plus extraordinaire que de voir acheter par l'Empereur du fourrage dans ses propres pays, pendant que la France y prend tout pour rien et qu'elle a au delà de ce qu'il lui faut. La convention du 4 février exprime que les généraux doivent s'entendre amiablement au soulagement des pays et à la conservation des troupes, selon l'amitié et la bonne intelligence déjà parfaitement rétablies entre S. M. I. et S. M. T. C, est autant bien interprétée et exécutée que la convention du 11 avril. Il était ridicule à nous voir, dans ce temps-là, vivre à nos frais dans le Vénitien et le Papalin, tout comme à cette heure dans le Parmesan et le Plaisantin ; d'acheter le nécessaire dans l'État de Milan comme nous le faisons actuellement.

« Je prie ainsi V. E. de réfléchir un peu sur tout cela sérieusement ; car il n'est pas à présumer qu'elle ait ordre d'aller directement contre toutes les conventions qu'on a faites et contre leur sens, puisqu'on supposait toujours que c'est amiablement et avec toute sincérité qu'on les a faites; car je dois, de mon côté, aussi me précautionner de n'avoir rien à répondre à ma cour, étant autant permis à moi de prendre les conventions dans le sens que je les dois prendre, puisque je sais qu'elles sont faites pour atteindre ce que S. M. I. et S. M. T. C. se sont proposées, en les arrêtant, pour rétablir au plus vite un parfait repos en Europe. Je prie ainsi V. E. de me dire positivement quand elle pourra mettre la main à l'évacuation; car si je devais par nécessité chercher la subsis-

tance pour mes troupes, je ne voudrais pas qu'on puisse dire que je fais infraction, mais j'y vais parce que vos troupes n'en ont aucunement besoin et qu'elles ont des subsistances au delà de ce qu'il leur faut, pendant que nos troupes et le pays souffrent.

« Je lui proteste toujours qu'on ne saurait rie najouter à mes sentiments sincères. » (D. G.)

Le maréchal de Noailles à M. de Kewenhüller.

« 21 juin 1736.

« J'ai été extrêmement surpris de voir par la lettre que V. E. m'a fait l'honneur de m'écrire, par M. de Lucchezi qui me l'a remise hier au soir, qu'elle renouvelle encore un fait tel que celui qu'on a si faussement imaginé en imputant à M. de Lautrec d'avoir agi auprès de M. de Montemar pour empêcher l'évacuation de la Toscane. V. E. sait ce que je lui ai déjà mandé plusieurs fois en l'assurant que rien n'était plus contraire à la vérité; que le voyage de M. de Lautrec en Toscane n'était qu'une démarche de civilité de ma part et pour être informé par une personne sûre de ce qui se passait et des dispositions de M. de Montemar, surtout celles qu'il ferait par rapport aux troupes qui devaient repasser par la France. Quel que puisse être le nouveau rapport qui a été fait à V. E., elle a trop de pénétration pour ne pas apercevoir que la malignité seule en a pu suggérer le motif. Je me flatte que, si elle avait à décider entre celui qu'on dit en être l'auteur et moi, il ne lui resterait aucun doute; en tout cas, si les protestations de M. de Lautrec, sur la fausseté de ce fait, peuvent emporter la balance, M. de Lucchezi, qui les a entendues, est en état d'en rendre compte à V. E. et je lui en ai encore fait voir d'autres preuves dont il pourra l'informer. Comment serait-il possible que V. E. fît attention un instant à une pareille imposture, quand elle se rappellera la conduite que l'on a tenue avec elle sur les actes de cession réciproques, sur l'artillerie et sur les différentes conditions que l'on a demandées successivement. Qu'elle revoie ses lettres, et elle y trouvera les véritables motifs auxquels on pouvait encore ajouter les affaires qui se sont passées à Rome. C'en est assez sur cette matière, et je suis convaincu que V. E. n'en pense pas différemment que moi.

« Elle me permettra de lui dire, sur les vives instances qu'elle me fait pour une prompte évacuation, que la raison de la difficulté des subsistances ne m'autorise point à prendre sur moi de la faire sans les ordres de ma cour. Je me flatte d'en recevoir incessamment en conséquence des nouvelles que V. E. a reçues de celle de Vienne. Je lui ai fait connaître, il y a deux jours, dans notre dernière conférence, qu'ils ne pouvaient point m'être parvenus depuis le 6, jour de la dépêche envoyée à V. E., quand même M. du Theil aurait fait partir un courrier le même jour, pour ma cour; la chose est aisée à comprendre pour peu qu'on réfléchisse sur le temps qu'il faut pour arriver de Vienne à Paris et de Paris en Italie.

« V. E. presse l'évacuation sur le fondement que S. M. I. a satisfait aux conditions qui doivent être exécutées de sa part dans le même temps qu'elle se fera; je la prie de trouver bon que je lui dise que, jusqu'à présent, tout ce que je vois, c'est que V. E. n'a encore reçu qu'une partie des actes de cession qui doivent être remis au roi de Sardaigne, puisque celui des fiefs des Langhes ne lui a pas été envoyé, ainsi qu'elle en convient elle-même, et que, pour y suppléer, elle a donné une explication par la lettre que j'ai reçue avant-hier et que j'ai envoyée hier, par un exprès, au roi de Sardaigne; je ne suis pas informé d'ailleurs par ma cour si cet article est tel qu'elle l'a demandé et si elle a reçu ceux qui concernent la France et qu'elle attendait. J'ignore, aussi absolument, ce qui a pu être arrêté entre les deux cours sur l'exécution de l'art. touchant les arrérages des revenus de l'État de Milan, qui doit pareillement être accompli lors de l'évacuation. V. E. n'en paraît pas mieux instruite que moi; mais en supposant que tout fût rempli ou en état de l'être, elle sent bien qu'il n'y a rien de retardé de notre part, puisque ma cour n'a pu encore m'envoyer ses ordres relativement à ce que V. E. a appris en dernier lieu. C'est sur quoi a roulé notre conférence, il y a deux jours, et je la prie de considérer si je suis en reste sur rien et si, dans pareille circonstance, je puis agir avant de savoir les instructions du roi sur ce que j'ai à faire.

« Dans cet état, je ne puis me persuader que V. E. voulût faire la démarche d'envoyer des troupes dans le plat pays que nous occupons; elle a trop de discernement pour n'en pas voir la conséquence, et combien elle serait contraire aux règles militaires et à la bonne correspondance qui est établie entre les deux cours. Je ne saurais

m'imaginer que V. E. voulût rien entreprendre qui pût la troubler et y jeter de la défiance, dans le temps qui touche au moment de la voir solidement établie..................................

« Je demande donc en grâce à V. E. de suspendre tout mouvement qui pourrait altérer l'union et la bonne intelligence; de penser qu'elle ne voudrait pas avoir à s'imputer les suites qui pourraient en résulter et de me donner le temps de dépêcher un courrier pour demander des ordres positifs..........................

« Je la supplie, au surplus de me donner un rendez-vous incessamment pour que je puisse lui parler et discuter avec elle toute la matière dont il s'agit. » (D. G., vol. 2840.)

Pendant qu'il attendait les instructions demandées, le maréchal eut la surprise de recevoir de M. de Kewenhüller la lettre la plus offensante, remplie de reproches et même de menaces. (San-Antonio, 20 juin.)

La réponse du maréchal (21 juin) est aussi sage, aussi convenable que celle du général autrichien était inconsidérée ; celui-ci sentit toute la valeur des raisons données et suspendit la marche de ses troupes jusqu'après l'entrevue proposée par le maréchal et fixée pour le 23 à Pusterlengo.

M. de Kewenhüller se montra plus traitable que le maréchal ne l'espérait, et il fut convenu qu'aucun déplacement de troupes n'aurait lieu avant le retour du courrier expédié à Versailles. Cependant M. de Noailles n'était pas entièrement certain de la conduite de son ennemi. Cette humeur pouvait le porter à quelque démarche regrettable, et il craignit avec raison de se trouver dans l'alternative ou de faire un éclat dont les conséquences seraient de détruire les espérances d'une paix déjà presque assurée, ou de déplaire au roi de Sardaigne en laissant avancer les Impériaux dans le Crémonois; d'autant plus que ce prince s'opposerait ouvertement à toute tentative de M. de Kewenhüller et à tout élargissement avant l'évacuation entière; mais il fut tiré de tous ces soucis par la confirmation des ordres reçus, de ne procéder à aucune évacuation.

Le roi approuvait la conduite du maréchal et regardait les menaces et le haut ton du général autrichien comme une tentative personnelle, mais non autorisée par l'Empereur. Ses ordres prescrivaient, si ce général se portait à des extrémités, 1° de lui céder

le plat pays, qu'on ne pouvait défendre, 2° de prendre une position ferme, 3° de se réunir aux troupes du roi de Sardaigne. M. de Kewenhüller n'insista plus sur ses demandes ; les arrangements entre les parties continuèrent à être discutés encore quelque temps, avant d'arriver à l'accord désiré de part et d'autre. Le résultat devait être la satisfaction donnée à la garantie des intérêts respectifs.

Vers le milieu du mois d'août, toutes les questions en litige : dettes du Milanais ; cession du Novarois et du Tortonois; fiefs des Langhes, étaient arrivées à bonne entente. Il ne restait plus qu'à fixer l'époque de l'évacuation. Sachant que le roi de Sardaigne était déterminé à ne laisser commencer cette opération que le 30 août, jour de son entrée en possession des fiefs des Langhes, le maréchal demanda de consentir à ce qu'elle eût lieu quelques jours plus tôt, puisqu'il ne pouvait plus y avoir aucun préjudice pour ses intérêts. Il lui proposa de commencer par retenir les 8 B. et les 16 E. français dans le Crémonois. Ce prince lui laissa le champ libre à cet égard et l'informa, en outre, de la résolution de retirer toutes ses troupes des places fortes de cette contrée avant le moment de l'évacuation, afin que la remise en fût faite aux Impériaux par les Français.

M. de Kewenhüller eut immédiatement connaissance de ces dispositions, et le maréchal lui proposa de fixer le mouvement au 25 août, mais qu'avant ce jour il était libre d'avancer les troupes destinées à Crémone, afin d'être à même d'y entrer sans retard. Le général autrichien y consentit en demandant, en même temps, de lui remettre Pizzighettone, Lodi, Lecco, Trezzo et Fuentes; et comme le dernier acte de la prise en possession des fiefs devait avoir lieu le 1er septembre, tout le Milanais fut évacué le même jour. Pour donner preuve de bonne foi, il remit dès le 18 au maréchal l'acte en bonne forme de la cession du Novarois et du Tortonois, en exigeant que l'accession du roi de Sardaigne lui soit envoyée sans retard.

Le côté du Milanais laissait encore quelques obstacles, parce que le roi Charles-Emmanuel ne voulait effectuer l'évacuation qu'après la prestation des serments et la remise des actes de prise en possession, sans lesquels il prétendait n'avoir aucun titre. Le maréchal, pour rapprocher les deux parties, se rendit à Turin, où il arriva

le 21. Après plusieurs conférences, le maréchal, pour amener le roi à se prêter aux instances de M. de Kewenhüller, proposa les conditions suivantes : 1° remettre successivement les places en commençant le 31 août et en laissant deux ou trois jours d'intervalle entre l'évacuation de chacune d'elles; 2° mettre en marche pendant ce temps, 15 B. et 3 E. pour repasser en France; 3° garder la ville de Pavie, jusqu'à ce qu'on eût entièrement consommé ce qui concernait la prise entière de possession des fiefs des Langhes; 4° retenir dans Pavie pour garnison 6 B. français et 4 piémontais, et placer dans le voisinage 6 autres B. et 3 E. français comme arrière-garde.

De son côté, M. d'Ormea présentait les intentions de son souverain et enfin, le 23, il dressait un projet d'après lequel l'évacuation du Milanais devait avoir lieu le 31, et être continuée de manière que le 7 septembre il ne restât plus dans cet État, à la gauche du Tessin, que 16 B. et 3 E. des troupes alliées. Tous les actes seraient remis avant le 8, Pavie de même évacuée le 11, et les 16 B. et les 3 E. cantonnés dans les environs repasseraient le Tessin le même jour.

L'agrément de M. de Kewenhüller manquait seul à l'exécution de ce projet. Le maréchal le lui adressa et quitta Turin le 24, se rendant à Lodi plus à portée alors de communiquer avec lui.

L'évacuation du Crémonois s'effectua le 25 août, ainsi qu'elle avait été convenue; les troupes impériales entrèrent en possession le même jour, et les 8 B. et 16 E. français qui l'occupaient s'acheminèrent vers la France.

Après une entrevue à Zorlesco, le 27, entre le général français et le général autrichien, le projet de Turin, en date du 23, fut entièrement adopté; M. le maréchal n'eut plus qu'à envoyer les ordres pour la marche des troupes à la date du 29, et adressa ses instructions aux officiers chargés de la remise des places; le 1er septembre, le maréchal gagna lui-même Milan, dont le château devait être rendu le 7, puis Pavie, pour y attendre le moment des dernières évacuations.

D'après la correspondance du maréchal de Noailles, à partir de ce moment tout se passa dans les meilleures conditions. M. de Passarini, commissaire impérial chargé de la question des fiefs des

Langhes (1), ayant informé le commissaire du roi de Sardaigne qu'il était en état de lui remettre, le 5 septembre, tous les actes de la prise en possession, le maréchal jugea désormais sa présence inutile à Pavie et en partit le 6 pour Turin, laissant le commandement des 6 derniers B. à M. de Bonas, et celui des 6 B. et 3 E., dans le plat pays, à M. de Maulevrier.

Le maréchal s'était dirigé sur Turin autant pour se rapprocher de la France que pour y arranger les affaires encore à survenir. En effet, il apprit, en arrivant, que, par suite de certaines formalités, M. de Passarini ne pouvait terminer sa mission que le 14 ou le 15, et, voyant alors le départ des troupes de Pavie retardé de quelques jours, il détermina le roi de Sardaigne à rentrer dès le 11 ou le 13, tant de Pavie que du plat pays, 8 B. et 3 E. pour les faire revenir en France, en ne laissant dans la ville que 4 B. juqu'à l'entier accomplissement de tous les points convenus.

Peu de jours après, le roi, sachant la tâche de M. de Passarini très avancée, jugea qu'il n'y avait aucun inconvénient à terminer l'évacuation de Pavie, et cette place fut remise aux Impériaux le 14 par les troupes françaises. Les 4 B. restés se mettaient le même jour en route pour la France.

(1) Les fiefs des Langhes étaient d'anciennes possessions de l'Empire dans les Apennins. Ils ne formaient pas un tout aggloméré, mais quatre tronçons séparés : l'un aux sources de la Bormida ; un autre sur le cours de cette rivière, en amont d'Acqui ; un troisième entre le Tanaro et le Belbo, vers le confluent de ces deux cours d'eau ; le quatrième aux sources de la Trebbia.

Le premier, borné au sud par les Apennins, s'allongeait jusqu'en face de Cherasco et d'Alba en se rétrécissant au centre entre le Belbo et la Bormida ; ses villes principales étaient Muriatto, Millésimo et Dogliana. Il était circonscrit par le comté de Céva et le Piémont à l'ouest, le Montferrat au nord et à l'est, la république de Gênes au sud.

Le second formait une enclave dans le Montferrat au-dessus de Dego, et comprenait la ville de Spigno et son territoire jusqu'aux crêtes qui limitent le bassin de la Bormida orientale.

Le troisième, sur la rive droite du Tanaro et sur la rive gauche du Belbo était limité d'un côté par l'Astésan, de l'autre par le Montferrat ; il occupait la région montueuse entre Asti et Nizza della Paglia, et ne comptait aucune ville importante.

Le quatrième était placé entre la république de Gênes au sud-ouest, le Tortonais et le Pavesan au nord, le duché de Parme à l'est. La Scrivia, la Trebbia et leurs affluents y prenaient leur source. C'était une région pauvre et sauvage, les localités les plus importantes étaient aux deux extrémités, Borgo de Fornari à l'ouest, vers la Bocchetta, et Borgo di Stefano à l'est, vers la source du Taro.

A partir de ce moment, toutes les affaires concernant la France, l'empire d'Allemagne et le royaume de Sardaigne se trouvaient terminées, et le maréchal hâtait ses préparatifs de rentrée, quand les Espagnols se trouvèrent ne pas encore être d'accord avec l'Autriche. La libération de la Toscane et de la Lumegiana souffrait de grandes difficultés, même augmentées par le peu de bonne intelligence entre M. de Kewenhüller et M. de Montemar. Le maréchal de Noailles dut encore une fois être le médiateur entre ces deux généraux; mais n'étant point autorisé à se mêler de la question délicate qui les divisait, il commença par s'attacher à concilier les esprits et demanda à Versailles des ordres sur les mesures à prendre à cet égard. Le roi le dispensa de suivre cette affaire, à laquelle il était étranger, et lui permit de rentrer en France. Il partit de Turin le 22 septembre.

Ainsi se terminait la guerre de la succession de Pologne, qui assurait à Stanislas Leczinsky le titre de roi, et la possession des duchés de Bar et de Lorraine, et à la France le droit de succession après le décès de ce prince.

La nouvelle de la paix et celle d'une acquisition aussi importante que la Lorraine causèrent en France une joie générale. Les préliminaires durèrent longtemps avant d'arriver à sa solution définitive, par suite des mémoires, des publications, de la correspondance de la diplomatie.

Comme le règlement des limites entre les troupes françaises et impériales depuis la Moselle jusqu'au Rhin était toujours en souffrance, le maréchal du Bourg et le duc de Wurtemberg convinrent de le terminer à l'amiable ainsi que d'autres points, et nommèrent alors des commissaires.

Dans les premiers jours du mois de janvier, le maréchal, qui avait toujours son quartier à Strasbourg, envoie à celui du duc de Wurtemberg, à Stuttgart, MM. Blondel et Gayot traiter avec les commissaires du général autrichien, et c'est seulement à la fin du mois que M. d'Aubigné, commandant à Trèves, reçut une instruction du ministre au sujet des nouvelles conférences à Berncastel entre un commissaire de sa part et un commissaire impérial, pour régler définitivement la ligne des limites entre la Moselle et le Rhin. A l'égard des contributions, on tira ce qu'on put de celles imposées avant la publication de l'armistice. Les baillis s'y prêtèrent

après bien des difficultés; alors les troupes bavaroises et palatines partirent de l'armée du comte de Seckendorf, et traversèrent le Hundsruck retournant dans leur patrie; d'autres troupes auxiliaires rentrèrent aussi chez elles, et les Impériaux dégarnirent tellement leurs postes au delà du Rhin, qu'il ne restait que 12 B. des cercles et 500 chevaux depuis Ettlingen jusqu'à Neckerau.

M, d'Aubigné détache à Berncastel M. Descartes, commissaire ordonnateur, qui devra convenir avec un commissaire impérial des limites entre les troupes de part et d'autre, des fourrages pour les quartiers de la Moselle, et de ce que le pays occupé par nos troupes devait leur fournir comme lits, bois, etc., etc. Le 4 février, ces commissaires, signent une convention portant, entre autres articles, que les troupes resteraient dans la même position occupée actuellement, tant en deçà qu'au delà de la Moselle, sans faire aucun mouvement, ni transporter les fourrages d'un quartier à l'autre. Cependant, comme cette dernière convention ne répondait point au but proposé pour séparer les quartiers des Français de ceux des Impériaux mêlés entre le Rhin et la Moselle, et qu'elle nous privait d'ailleurs de la facilité de retirer nos fourrages où il y en avait le plus pour soulager les quartiers qui en manquaient, elle ne fut point ratifiée par le maréchal du Bourg, qui termina cette affaire avec le duc de Wurtemberg.

M. de Belle-Isle traitait de la même affaire à Paris avec M. de Schmerling, venu de Vienne s'entendre sur plusieurs questions relatives à la paix.

Charles VI destinait depuis longtemps sa fille aînée, l'archiduchesse Marie-Thérèse, à François-Étienne, duc de Lorraine et de Bar, petit-fils d'Éléonore, sœur de l'Empereur, et fils de Léopold, duc de Lorraine, et de Charlotte, fille de Philippe d'Orléans, né en 1708 et élevé à la cour de Charles VI. La déclaration du mariage avait été différée tant afin d'empêcher que la France n'en fît un prétexte pour s'emparer de la Lorraine, que pour laisser à la reine d'Espagne l'espérance d'obtenir pour don Carlos, son fils, la main de l'archiduchesse. Les motifs n'existant plus, les noces furent célébrées le 12 février, peu de temps après la conclusion de la paix.

A la fin du mois, M. d'Angervilliers écrivait au maréchal du Bourg, de la part du roi, de démolir promptement les bâtiments

neufs construits à Philippsburg et dont les bois seraient transportés à Strasbourg.

Au mois de mars, pendant que les troupes françaises et impériales vivaient tranquillement de part et d'autre dans les terres de l'Empire sur les rives du Rhin et de la basse Moselle, les deux cours prennent la résolution mutuelle, sur la proposition de l'Empereur, de les en tirer pour soulager le plat pays, fort épuisé et hors d'état de les faire subsister plus longtemps.

Le 5, enfin, on signe à Vienne une convention par M. du Theil, envoyé de la France, et par les ministres de l'Empereur, de commencer dans trois semaines l'évacuation de ce qu'on occupait de part et d'autre des terres de l'Empire, à l'exception de Trèves, de Philippsburg et du fort de Kehl, que nos troupes devaient garder jusqu'à la conclusion du traité de paix définitif.

13. — M. d'Angervilliers, ministre de la guerre, adresse aussi des ordres pour démolir les forts et redoutes de Trèves et de Consarbruck sur la Moselle, le fort de Germersheim et un autre fort étoilé vis-à-vis Neckerau sur le Rhin.

A la fin du mois, M. de Balincourt est dirigé sur Spire y relever M. de Quadt et procéder à l'entière évacuation de cette partie.

Ce nouveau commandant en proposa promptement les dispositions, et il y trouva d'autant plus de facilités que l'électeur palatin et l'évêque de Spire se prêtèrent de bonne grâce au transport de nos munitions, fourrages et autres effets. M. d'Aubigné usa de la même activité pour l'évacuation du pays de Trèves et du Hundsruck; mais il n'y trouva pas les mêmes facilités de la part de l'électeur de Trèves et des habitants pour le paiement des contributions demandées avant l'armistice. Il n'en put d'abord rien retirer, et toutes les menaces à ce sujet ne produisirent aucun effet.

Dans les premiers jours d'avril, M. d'Aubigné commence l'évacuation de ce pays. Il renvoie d'abord les 10 B. de milices du Spirebach, les 8 du Hundsruck et du pays de Trèves, ensuite l'infanterie; mais il garde la cavalerie et les compagnies franches pour les derniers jours des évacuations, afin de consommer les fourrages autant qu'on le pourrait et de déterminer l'électeur au paiement de ce qu'il redevait.

8. — M. de Balincourt dirige nos troupes du Spirebach et de

terres de l'électeur palatin sur l'Alsace, de sorte que toute cette partie des terres de l'Empire est entièrement évacuée le 15.

Le duc de Wurtemberg, commandant des troupes impériales, ordonne, de son côté, à plusieurs régiments du Rhin et de la Moselle de se rendre dans les pays héréditaires de la maison d'Autriche. Il ne restait plus de notre part qu'à achever l'évacuation du pays de Trèves et du Hundsruck, lorsque l'électeur de Trèves aurait satisfait à ce qu'on exigeait de lui; mais le roi ne voulut pas s'arrêter à si peu de résistance et chargea le cardinal de Fleury de hâter cette solution.

13. — Le cardinal écrit à M. d'Angervilliers de terminer cette évacuation, transporter nos grains et autres effets dans nos places, recevoir ce que l'électeur de Trèves offrait, et ne pas discuter sur les contributions, ni sur le transport des bois coupés dans les forêts.

17. — M. de Balincourt arrive à Lauterbourg dans la basse Alsace avec la dernière division de nos troupes, qui avaient entièrement évacué le Spirebach et autres districts sur le bas Rhin, où il avait reçu des cautionnements pour le dernier quartier des contributions dues par la noblesse du pays. Les jours suivants, M. d'Aubigné donne des ordres pour la suite de l'évacuation du plat pays de la Moselle, d'où il avait déjà renvoyé les milices et l'infanterie dans le pays messin, ainsi que plusieurs régiments de cavalerie.

Le 18, apparaît une copie authentique des préliminaires signés le 3 octobre 1735 (1) à Vienne par M. de la Baume, envoyé du roi, et le comte de Zinzendorf, ministre de l'Empereur, et communiqués le 25 mars 1736 à la diète de Ratisbonne par le prince de Furstemberg.

L'évacuation des terres de l'Empire, commencée aux premiers jours d'avril jusqu'au 16, fut continuée de bonne foi par les troupes françaises et impériales, avec tout l'ordre qu'on attendait de la part des généraux et commandants.

21. — Le prince Eugène de Savoie meurt à Vienne d'une attaque d'apoplexie (2). Alors la désorganisation et la confusion se mirent

(1) D'Haussonville, *Réunion de la Lorraine à la France*, t. V.

(2) François-Eugène descendait en ligne directe de Charles-Emmanuel, duc de Savoie, et était le quatrième fils d'Eugène-Maurice, comte de Soissons, et d'Olimpia

dans le cabinet impérial, que Charles VI prétendit diriger lui-même avec le comte de Bartenstein.

Le duc de Wurtemberg, qui lui succède en qualité de généralissime des troupes impériales, continue de les retirer des rives du Rhin et de la Moselle à mesure que les nôtres partaient de cette dernière rivière, et il ne permit point qu'il entrât aucun de ses détachements dans les quartiers que nous avions quittés sur les terres de l'électeur palatin et des Deux-Ponts.

Ainsi tout se passa de part et d'autre au gré des deux gouvernements, il n'y eut de difficultés que de la part de l'électeur de Trèves refusant le paiement du reste des contributions et fourrages imposés dans son pays. A la fin du mois, notre cavalerie achevait néanmoins d'évacuer l'archevêché de Trèves, et on ne s'arrêta pas davantage aux obstacles que l'électeur apportait lui-même à l'éloignement de nos troupes par les difficultés qu'ilcréait.

Nos compagnies franches quittent aussi au mois de mai les pays de Trèves et du Hundsruck, où elles étaient restées les der-

Mancini, nièce du cardinal Mazarin. « Né à Paris en 1663, on le destinait à l'Église, « le roi le nommait en badinant le petit abbé, nom que les États-Généraux changèrent plus tard en celui de grand abbé de Hollande, lorsque ses victoires eurent « mis leur république en état de ne plus craindre les invasions de la France. »

Louis XIV n'ayant pas voulu lui donner un régiment, il se rendit à Vienne, comme volontaire dans l'armée impériale qui agissait en Hongrie contre les Turcs, et dans laquelle son frère Philippe commandait un régiment. Eugène apprit l'art de la guerre sous Jean Sobiesky, sous Charles V, duc de Lorraine, et sous Maximilien-Emmanuel, électeur de Bavière. Il donna bientôt des preuves de ses talents et de sa valeur; il se signala contre nous en Italie. A l'âge de 34 ans, chef de l'armée impériale, il remporte la victoire de Zenta suivie de la paix de Carlowitz.

Ses succès en Allemagne et en Italie ajoutèrent à la dignité, à la puissance et à l'éclat de la maison d'Autriche. Il refusa l'offre du bâton de maréchal de France et des gouvernements de Champagne, que lui avait faite Louis XIV pour l'engager à passer à son service. La paix du traité de Rastadt de 1714 ayant été rompue en 1733, Eugène reprit son commandement; mais ce n'était plus l'homme du Mantouan en 1701, de Hochstett en 1704, d'Oudenarde en 1708, de Malplaquet en 1709, de Peterwaradin et de Belgrade en 1717; il se hâta de signer la paix après avoir laissé prendre Philippsburg.

Ce grand capitaine, qui avait livré tant de combats et entrepris tant de sièges, finit paisiblement ses jours à Vienne, à 72 ans, ayant conservé toutes les facultés de son esprit. Il fut trouvé étouffé dans son lit, le 20 avril 1736. Après tous les honneurs que la reconnaissance peut suggérer, son cœur fut envoyé à Turin et déposé dans le tombeau des princes de Savoie.

nières; elles rentrent dans le pays messin, et nos grains, fourrages sont transportés à Sarrelouis, sauf ceux de Kayserslautern.

La ville de Trèves, qui devait nous rester jusqu'au traité définitif, est déblayée, ainsi que Philippsburg et le fort de Kehl. On en renvoie l'infanterie, pour en diminuer la garnison et subvenir avec plus de facilité à sa subsistance. Le duc de Wurtemberg donne en même temps ses ordres pour l'entière évacuation des bords du Rhin et de la Moselle, d'où part le reste des troupes de l'Empereur et de l'Empire. Le plat pays est libre suivant les conventions.

7. — Le duc de Lorraine signe à Vienne, le 14 avril, la cession entière de ses États à la France lors de la mort du roi Stanislas, en route pour venir en France.

16. — Il passe à Berlin, où il est reçu magnifiquement par le roi de Prusse, qui lui donne un refuge à Königsberg malgré la mauvaise réussite de ses affaires à Dantzig et en Pologne.

18. — La diète de Ratisbonne s'assemble, et tous les princes de l'Empire donnent leur consentement aux préliminaires de la paix, avec plein pouvoir à l'Empereur de la conclure au nom de l'Empire conformément aux préliminaires communiqués par le prince de Furstemberg.

Pendant les mois de juin, juillet et août, les affaires restèrent dans une parfaite tranquillité sur la frontière d'Allemagne après l'évacuation du plat pays des terres de l'Empire. Nos troupes cantonnèrent en Alsace, dans les Évêchés, et la plupart de celles de l'Empereur passèrent en Hongrie observer les Turcs, qui déclarèrent la guerre à la Czarine (1).

(1) La Russie était en ce moment en hostilités avec la Porte, lorsque ses succès réveillèrent l'ambition de l'Autriche et déterminèrent Charles VI à se joindre à elle, pour tenter la conquête de la Moldavie et de la Valachie. Tandis que Munnich, avec ses principes barbares, remportait sur les Turcs (1739) la victoire de Choczin (ou Khotin), petite ville de Bessarabie sur le Dnieper, les Autrichiens, commandés par le comte de Wallis, se laissaient battre à Krotska (ou Stolnatz), bourg de la Rouméile, par le grand vizir en personne, assisté des conseils de M. de Bonneval. M. de Villeneuve, notre ambassadeur, chargé de la pacification du Levant, obtint par sa médiation les préliminaires de la paix entre les trois empires.

Ces préliminaires furent signés au camp du grand vizir, le 1er septembre 1799, et la paix de Belgrade, qui en est la conséquence, le 18 du même mois.

Le maréchal du Bourg, commandant sur notre frontière, traite par écrit avec le duc de Wurtemberg pour nous faire payer le reste des contributions dues par la noblesse du Brisgau, du Bas-Rhin et d'autres districts le long de ce fleuve. Les déserteurs, sont réciproquement rendus, en vertu du traité de Keuvain, signé entre le roi, l'Empereur et les États-Généraux. D'ailleurs, il n'y eut rien d'intéressant, dans l'attente avec confiance de la conclusion définitive de la paix à laquelle les ministres du roi continuaient de travailler avec ceux de l'Empereur, à Vienne.

Les quatre derniers mois de 1736 se passèrent aussi tranquillement en Allemagne que les précédents, et il n'y eut d'intéressant qu'une nouvelle convention signée à Vienne le 1er septembre entre le ministère impérial et M. du Theil, ministre du roi, concernant la cession actuelle des duchés de Lorraine et de Bar, le règlement des sommes qui devaient être payées au duc de Lorraine jusqu'à sa possession du grand-duché de Toscane, et la parole donnée par la France de ne point inquiéter l'Empereur dans le cas où il déclarerait la guerre au Grand Seigneur.

En conséquence, Lunéville est destinée à former la cour du roi Stanislas de Pologne, alors en France. La duchesse douairière se dispose à transférer la sienne à Commercy avec la princesse Charlotte, sa fille cadette. L'aînée est promise en mariage au roi de Sardaigne. Le duc de Lorraine, qui avait épousé l'archiduchesse, fille aînée de l'Empereur, reste à Vienne avec le prince Charles, signataire aussi de la cession des duchés de Lorraine et de Bar.

Vers la fin de l'année, le maréchal du Bourg, suivant les ordres du roi, fait évacuer Philippsburg, le fort de Kehl, Trèves et Nancy; démolit les ouvrages construits au delà du Rhin vis-à-vis Huningue et le fort Louis, le fort de la Pile, près celui de Kehl, et un autre en deçà du fleuve vis-à-vis Philippsburg, de sorte que tout annonçait la prochaine conclusion du traité définitif de la paix.

Par suite de la convention du 29 décembre 1736 et celle du 21 janvier 1737, le maréchal du Bourg reçoit, le 26, la déclaration des commissaires lorrains; les évacuations et la remise du duché sont fixées au 8 du mois de février.

Bonneval (général comte de), né en 1675, mort en 1745, sert avec distinction en France; disgracié, passe au service de l'Autriche; puis, disgracié de nouveau, se réfugie en Turquie et combat l'Autriche, après s'être fait musulman.

A cette date, M. de la Javelière remet Philippsburg au général Roth, qui y fit entrer les troupes impériales, puis replie le pont envoyé à Strasbourg. Les détachements de Kehl se retirant, M. le comte de Furstemberg y entre; pendant ce temps M. d'Aubigné évacuait Trèves.

Le même jour, les commissaires du roi et ceux du roi Stanislas prirent possession du duché de Bar. 3 compagnies de grenadiers du régiment de Navarre de la garnison de Toul se rendent à Bar.

Dès le 14, madame la duchesse de Lorraine, régente de ce pays, se retire à Commercy, qui lui avait été donné en souveraineté pour sa vie, et le régiment des gardes de M. le duc de Lorraine part pour Vienne en Autriche.

Le 21, les commissaires (1) des deux rois prirent à Nancy possession du duché de Lorraine, et 3 B. sous les ordres de M. de Brezé entrèrent dans la ville et la citadelle. Pendant ce temps, M. le prince de Craon acceptait, au nom de M. le duc de Lorraine, la possession éventuelle du grand-duché de Toscane, qui devait, en échange de la Lorraine, lui appartenir après la mort du duc régnant.

(1) L'empire d'Allemagne ne fut donc officiellement dépouillé du duché de Lorraine que sous le règne de Louis XV; mais, depuis bien longtemps déjà, ses souverains, qui, comme la majeure partie de leurs sujets, étaient de langue française, refusaient de paraître aux diètes et de reconnaître la chambre impériale, sauf à se réclamer de l'Empire quand ils avaient besoin d'un secours contre les rois de France. A partir de Richelieu, deux occupations françaises, qui eurent lieu pour le duché de Bar, prolongées l'une de 1633 à 1661, l'autre de 1670 à 1697, avaient été des acheminements à une annexion formelle. La France avait toujours été, sous Louis XIV et sous Louis XV, un protecteur et un dangereux voisin pour l'empire d'Allemagne. Depuis le traité dit la *ligue du Rhin* conclu entre Mazarin et des princes de l'Allemagne (1658), le cabinet de Versailles eut presque toujours à sa solde une partie des petits souverains allemands, et leur attachement permit de démanteler les frontières occidentales de l'Allemagne. L'acquisition par la France, aux traités des Pyrénées (7 novembre 1659), d'Aix-la-Chapelle (2 mai 1668), à l'occasion de la succession de Philippe IV, d'une partie des Pays-Bas espagnols et de la Franche-Comté entière, ne dépouilla pas sérieusement l'Empire, auquel ces provinces n'appartenaient plus que de nom; mais il n'en fut pas de même de l'incorporation à la monarchie des Bourbons du reste de l'Alsace et du duché de Lorraine, bien que les princes et municipalités alsaciens eussent été en réalité livrés à la France du jour où l'Empereur avait cédé au roi l'Alsace autrichienne, et que, de vieille date, la Lorraine ne tînt à l'Empire que par des liens peu étroits. La domination française sur la rive gauche du Rhin assurait la possession définitive et complète de ces deux provinces, en compromettant la sécurité de l'Allemagne rhénane.

Le roi Stanislas n'entra dans ses nouveaux États que le 3 avril.

La paix entraînait la disgrâce de Chauvelin; le 20 février, il avait reçu l'ordre de se retirer à sa terre de Grosbois, d'où il fut ensuite exilé à Bourges. Sa grande supériorité, son caractère entier, ne lui permettaient pas de rester au second rang. Redouté des autres secrétaires d'État, il ne sut pas ménager la susceptibilité du cardinal de Fleury, qui lui avait accordé une confiance illimitée.

A la suite de la guerre de la succession d'Espagne, l'Angleterre avait conclu avec la cour de Madrid un traité par lequel la Compagnie anglaise du Sud jouirait du privilège de fournir, pendant trente ans, les colonies espagnoles des nègres dont elles auraient besoin. De nouvelles prétentions de l'Angleterre soulèvent les réclamations de l'Espagne. Bien que dans la dernière guerre avec l'Autriche, des vaisseaux anglais aient transporté des troupes espagnoles en Italie et contribué ainsi à donner à un infant le royaume de Naples et de Sicile, en échange des duchés de Parme et de Plaisance, la reine présenta d'énergiques réclamations. La population de Londres s'en émut, reprochant à Walpole ses craintes de la guerre. A la suite de ces débats, une flotte partit pour la Méditerranée sous les ordres de l'amiral Haddock. La nouvelle de ces préparatifs ramena l'Espagne à des idées pacifiques, et son ministre à Londres jeta les bases d'un traité qui terminerait tous les différends; bien qu'en 1739, on revint sur les droits de visiter tous les navires dans les mers d'Amérique, imposant à Walpole ses droits incontestables et sans discussion. Alors l'Angleterre en appela à la Hollande, sur le contingent qu'elle devait lui fournir en cas de guerre, et ordonne à l'amiral Vernon de partir pour les Antilles à la tête d'une escadre. Le 23 octobre, la guerre contre l'Espagne était publiée à Londres.

M. de Cambis, notre ambassadeur à Londres, se présenta comme médiateur sous les offres du cardinal; mais M. de Las-Minas partit pour Madrid sans en attendre la réponse.

Le traité définitif de paix est signé le 18 novembre 1738 à Vienne, par le marquis de Mirepoix, ambassadeur de France, par les comtes de Zinzendorf, d'Hawack, de Metsch, fondés de pouvoirs de l'Empereur et de l'Empire, et par les puissances intéressées, qui y accédèrent : le roi de Sardaigne, le 3 février 1739, et les cours de Madrid et de Naples, le 21 avril.

Dans les premiers jours de février, la famine prit un caractère très alarmant surtout dans le Maine, l'Angoumois, le haut Poitou, le Périgord, l'Orléanais et le Berry. La nécessité de la dépense devint la conduite d'une sage administration, pour provoquer le travail et produire par conséquent la richesse. Du 29 avril au 28 juillet a lieu un camp à Compiègne, réunissant le B. de Royal-Artillerie, le régiment du Roi, des détachements de Blaisois, Bourbonnois, Gondrin et les milices composées d'un B. de Soissons et 3 de Senlis.

« Ces troupes étaient habillées à neuf. Il m'a paru que tant of-
« ficiers que soldats avaient encore plus l'air de guerre et cela est
« aisé à comprendre, étant choisis sur tout le corps. Le régiment de
« Bourbonnais est celui qui a été le plus admiré. Les soldats y sont
« de jolie figure et tous égaux; ils marchent d'une perfection si
« grande que ni majors, ni officiers, ni sergents ne sont obligés de
« leur dire la moindre chose. Ils font leurs manœuvres avec vivacité
« et marchent avec la même régularité. » (*Mémoires du duc de Luynes.*)

Le roi s'y rendit plusieurs fois, accompagné du Dauphin, pour lequel il avait été créé, des princes, de M. d'Angervilliers, de M. Vallière et de M. du Harlay, intendant de Paris. Le Dauphin n'avait que dix ans; cette imitation de la guerre se passa entre deux armées : attaque, défense, prise de place, retraite, marches, ruses de guerre, passage de la rivière de l'Oise, tout fut figuré, excepté l'effusion du sang.

Le 1er juin, la proclamation de la paix est fêtée magnifiquement, et les préparatifs les plus somptueux sont ordonnés pour le mariage de la fille aînée du roi avec le troisième infant d'Espagne, don Philippe. Cependant, malgré ces apparences de tranquillité, les circonstances politiques et militaires annoncent de grands événements qui doivent bientôt bouleverser l'Europe.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES CHAPITRES.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

EN VENTE A LA MÊME LIBRAIRIE.

Dangeau (marquis de). *Journal* de 1684 à 1720, publié en entier pour la première fois, par *MM. Eudore Soulié, L. Dussieux* et *de Chennevières*, avec les additions inédites du duc de Saint-Simon, publiées par M. *Feuillet de Conches*. 19 vol. in-8° .... 114 fr.

Luynes (duc de). *Mémoires* sur la cour de Louis XV (1735-1758), publiés par MM. *L. Dussieux* et *Eud. Soulié*. 17 vol. in-8°. 102 fr.

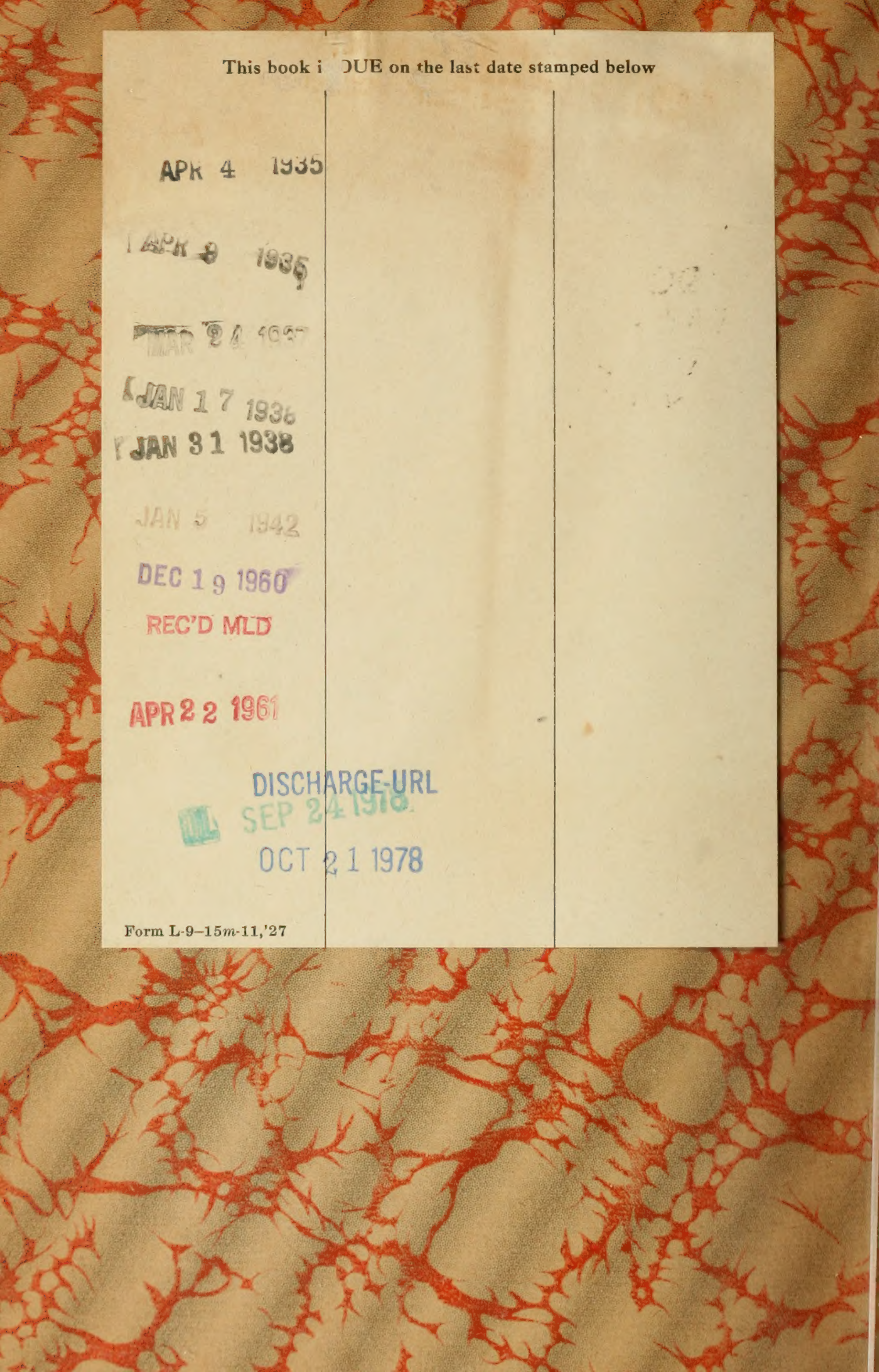
Ces Mémoires, écrits par Charles-Philippe d'Albert, duc de Luynes et de Chevreuse, pair de France, chevalier des ordres du roi, commencent à la fin de l'année 1732, au moment où la duchesse de Luynes vient d'être nommée dame d'honneur de la reine Marie Leczinska, et s'arrêtent au mois d'octobre 1758, quinze jours avant la mort de l'auteur.

Marais (Mathieu), avocat au parlement de Paris. *Journal et Mémoires sur la Régence et le règne de Louis XV* (1715-1737), publiés par M. *de Lescure*. 4 vol. in-8° .... 24 fr.

Marie-Antoinette, reine de France. Sa *Correspondance avec Marie-Thérèse*, accompagnée des rapports secrets adressés par le comte de Mercy-Argenteau à l'impératrice. Ouvrage publié par M. *d'Arneth*, directeur des Archives impériales de Vienne, et M. *Geffroy*, de l'Institut, 2e édit. 3 vol. in-8° .... 30 fr.

Quelques centaines de lettres inédites de Marie-Thérèse à Mercy, accompagnant les rapports secrets de cet ambassadeur, viennent donner ici un commentaire tout nouveau à chaque ligne des lettres entre Marie-Antoinette et sa mère. C'est la pleine lumière sur la cour de Versailles, sur Louis XVI, sur les périls qui entouraient la reine, sur sa conduite et ses pensées de chaque jour, sur les inquiétudes et les pressentiments de Marie-Thérèse, et en même temps, par occasions fréquentes, sur les grandes affaires d'alors, sur le partage de la Pologne, sur la rivalité de l'Autriche avec la Prusse, sur le caractère de l'impératrice, sur celui de Joseph II. La grande histoire côtoie sans cesse dans ces pages l'anecdote, les portraits individuels, l'étude morale et le détail le plus intime.

TYPOGRAPHIE FIRMIN-DIDOT. — MESNIL (EURE).


This book is DUE on the last date stamped below

Form L-9–15m-11,'27


DC
133.6
P16g
v.1
Pajol -
Les guerres
de Louis XV.
3 1158 00331 5917
DEC 1 9 1960
DC
133.6
P16g
v.1
UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY
A 000 359 097 3
LOS ANGELES
LIBRARY

